ARCHIVES NATIONALES (Paris)

SÉRIE D

Missions des représentants du peuple et comités des Assemblées de la Révolution

(sous-séries D/§1 à D/XLV)

RÉPERTOIRE NUMÉRIQUE ET INDEX

Par

Pierre-Dominique CHEYNET
Conservateur en chef

2007

SOMMAIRE

Présentation de la série D dans l'*État général des fonds* imprimé (1978) 7

Répertoire de la série D (cartons et registres).....

Sous-série D/§1: MISSIONS DES REPRÉSENTANTS DU PEUPLE (départements français)
Notice.....9
Répertoire de la sous-série D/§1.....10

Sous-série D/§2: MISSION DES COMMISSAIRES DE LA CONVENTION (Armée du Nord, 1792-1793)
Notice.....12
Répertoire de la sous-série D/§2.....13

Sous-série D/§3: MISSIONS DES REPRÉSENTANTS DU PEUPLE (Armées du Nord et de Sambre-et-Meuse, 1793-an IV)
Notice.....14
Répertoire de la sous-série D/§3.....16

Sous-série D/I§1: COMITÉ DES DÉCRETS, PROCÈS-VERBAUX ET ARCHIVES
Notice.....23
Répertoire de la sous-série D/I/§1.....24

Sous-série D/I§2: DONS ET HOMMAGES AUX ASSEMBLÉES
Notice.....28
Répertoire de la sous-série D/I§2.....29

Sous-série D/III: COMITÉ DE LÉGISLATION
Notice.....30
Répertoire de la sous-série D/III.....33

Sous-série D/IV: COMITÉ DE CONSTITUTION
Notice.....39
Répertoire de la sous-série D/IV.....40

Sous-série D/IV *bis*: COMITÉ DE DIVISION DU TERRITOIRE
Notice.....44
Répertoire de la sous-série D/IV *bis*.....46

Sous-série D/V: COMITÉ DES LETTRES DE CACHET
Notice.....50
Répertoire de la sous-série D/V.....51

Sous-série D/VI: COMITÉ DES FINANCES
Notice.....53
Répertoire de la sous-série D/VI.....54

Sous-série D/VII: COMITÉ DE L'EXTRAORDINAIRE DES FINANCES
Notice et répertoire.....59

Sous-série D/VIII: COMITÉ DES ASSIGNATS ET DES MONNAIES
Notice.....61

Répertoire de la sous-série D/VIII....62

Sous-série D/IX: COMITÉ DES IMPOSITIONS ET CONTRIBUTIONS PUBLIQUES
Notice et répertoire....63

Sous-série D/X: COMITÉ DES PENSIONS
Notice....64
Répertoire de la sous-série D/X....65

Sous-séries D/XI et D/XII: COMITÉ DE LIQUIDATION ET COMITÉ CENTRAL DE LIQUIDATION
Notice....66
Répertoire des sous-séries D/XI et D/XII....67

Sous-série D/XIII: COMITÉ D'AGRICULTURE ET DE COMMERCE
Notice....69
Répertoire de la sous-série D/XIII....71

Sous-série D/XIV: COMITÉ DES DROITS FÉODAUX
Notice....72
Répertoire de la sous-série D/XIV....73

Sous-série D/XV: COMITÉ MILITAIRE
Notice....75
Répertoire de la sous-série D/XV....76

Sous-série D/XVI: COMITÉ DE LA MARINE
Notice....79
Répertoire de la sous-série D/XVI....80

Sous-série D/XVII: COMITÉ DE JUDICATURE
Notice....82
Répertoire de la sous-série D/XVII....83

Sous-série D/XVIII: COMITÉ DES DOMAINES
Notice et répertoire....85

Sous-série D/XIX: COMITÉ ECCLÉSIASTIQUE
Notice....87
Répertoire de la sous-série D/XIX....89

Sous-série D/XXII: COMITÉ D'ALIÉNATION DES DOMAINES NATIONAUX
Notice....94
Répertoire de la sous-série D/XXII....95

Sous-série D/XXIII: COMITÉ DIPLOMATIQUE
Notice....96
Répertoire de la sous-série D/XXIII....97

Sous-série D/XXIV: COMITÉ D'AVIGNON
Notice....99
Répertoire de la sous-série D/XXIV....100

Sous-série D/XXV:COMITÉ DES COLONIES
Notice....101

Répertoire de la sous-série D/XXV....102

Sous-séries D/XXVI: COMITÉ DE SALUBRITÉ et D/XXVII: COMITÉS DE MENDICITÉ PUIS DES SECOURS PUBLICS
Notice....108
Répertoire des sous-séries D/XXVI et D/XXVII....110

Sous-série D/XXIX: COMITÉ DES RAPPORTS
Notice....111
Répertoire de la sous-série D/XXIX....112

Sous-série D/XXIX*bis*: COMITÉ DES RECHERCHES
Notice....114
Répertoire de la sous-série D/XXIX*bis*....115

Sous-série D/XXXIV: « COMITÉ DES TRÉSORIERS DES » DONS PATRIOTIQUES
Notice....117
Répertoire de la sous-série D/XXXIV....118

Sous-série D/XXXV: COMITÉ DES INSPECTEURS DE LA SALLE
Notice....119
Répertoire de la sous-série D/XXXV....121

Sous-série D/XXXVIII: COMITÉ D'INSTRUCTION PUBLIQUE
Notice....123
Répertoire de la sous-série D/XXXVIII....125

Sous-série D/XXXIX: COMMISSION DE CLASSIFICATION DES LOIS
Notice....127
Répertoire de la sous-série D/XXXIX....128

Sous-série D/XL: COMITÉ DES PÉTITIONS, DÉPÊCHES ET CORRESPONDANCES
Notice....129
Répertoire de la sous-série D/XL....130

Sous-série D/XLI: COMITÉ DES SUBSISTANCES
Notice et répertoire....134

Sous-série D/XLII: COMITÉ DE SALUT PUBLIC
Notice....136
Répertoire de la sous-série D/XLII....138

Sous-série D/XLIII: COMITÉ DE SÛRETÉ GÉNÉRALE
Notice....142
Répertoire de la sous-série D/XLIII....143

Sous-série D/XLIV: COMITÉ DES TRANSPORTS, POSTES ET MESSAGERIES
Notice et répertoire....144

Sous-série D/XLV: COMITÉ DE DÉFENSE GÉNÉRALE
Notice et répertoire....145

Annexe
Tableau de répartition des sous-séries de D dans l'ordre alphabétique des titres des comités....146

Pour mémoire, sous-séries vacantes (voir les notices dans l'ordre numérique des sous-série):
D/XX: Garde-meuble
D/XXI: Comité des dîmes
D/XXVIII: Comité des monnaies
D/XXX: Comité des décret
D/XXXI: Comité central pour l'examen des travaux des comités de la Constituante
D/XXXII: Comité de rédaction du règlement de police de l'Assemblée constituante
D/XXXIII: Comité des inspecteurs de la salle
D/XXXVI: Comité des inspecteurs de l'imprimerie
D/XXVII: Comité de l'emplacement

Index

Avertissement.....147
Tableau de répartition des noms géographiques.....147

Index général

A.....152
B.....166
C.....175
D.....190
E.....198
F.....201
G.....205
H.....210
I.....212
J.....215
K.....217
L.....218
M.....229
N.....242
O.....244
P.....247
Q.....258
R.....258
S.....263
T.....273
U.....277
V.....277
W à Z.....282

PRÉSENTATION GÉNÉRALE DE LA SÉRIE D
MISSIONS DES REPRÉSENTANTS DU PEUPLE ET COMITÉS DES ASSEMBLÉES

———

La série D comprend deux grandes divisions : la première concerne les représentants en mission, la seconde les comités des Assemblées, reflet de la double action qu'ont exercée les assemblées, d'une part en envoyant leurs membres en mission dans les départements et auprès des armées, de l'autre en se distribuant en comités permanents.

La série D représenterait toute l'histoire des assemblées politiques de la Révolution si elle embrassait tous les documents émanés de ces assemblées ou de leurs délégués, mais il n'en est rien.

Si l'on veut comprendre la composition et l'aspect de cette série, il faut se souvenir qu'un décret du 21 septembre 1791 prescrivait aux différents comités de l'Assemblée nationale [Constituante] — hormis ceux des finances et contributions publiques, de liquidation et des pensions — de classer et verser avant la fin du mois aux Archives nationales leurs papiers à l'exception de ceux relatifs à l'administration, qui seraient remis aux différents départements du ministère qu'ils concernaient. Ce qui fut fait. Camus avait attribué à ces papiers la lettre E avec autant de subdivisions qu'il y avait de comités.

Un mois plus tard, le 23 octobre 1791, l'Assemblée nationale décrétait que l'on remettrait aux comités de la Législative les cartons, pièces, instructions, projets, rapports et projets de décrets relatifs aux objets attribués à chacun d'eux et dont les comités de la Constituante étaient saisis lors de la cessation de leurs fonctions : c'est ainsi que la plus grande partie des papiers des comités sortit alors des Archives.

Y demeurèrent :

— une partie des archives du Comité de constitution qui n'avait pas de rapport avec la législation, cotée E/ IV ;

— les papiers de la section du Comité de constitution chargée de la division du territoire (devenue Comité de division), cotés aussi E/IV ; la partie des papiers du Comité des finances contenant les originaux des comptes envoyés à l'Assemblée constituante, les mémoires et décisions sur les affaires terminées, cotée E/VI ;

— la partie des archives du Comité ecclésiastique qui ne concernait pas les objets domaniaux, cotée E/XIX ;

— les papiers du Comité des lettres de cachet, cotés E/V ;

— les papiers du Comité de judicature, E/XVII ;

— les papiers du Comité des rapports, E/XXIX ;

— les papiers du Comité des recherches, E/XXIX *bis* ;

— les papiers du Comité d'aliénation des biens nationaux (actuellement D/XXII et partie de Q/2),

— deux cartons d'affaires sur Avignon (actuellement D/XXIV) ;

— un carton d'inventaires du garde-meuble de la couronne (actuellement dans K et KK).

L'inventaire de tous ces papiers devait être fait en exécution du décret du 27 décembre 1791. En vertu de ce même décret devaient être versés peu après les papiers de certaines mission des représentants, actuellement dans D/§2.

Les fonds alors versés et inventoriés sont demeurés avec le mêmes cotes — à part le changement par Daunou de la lettre de série E en D — et presque sans adjonctions, jusqu'à l'époque actuelle.

Avant de se séparer, la Convention, le 3 brumaire an IV, décréta que chacun des comités remettrait ses papiers soit aux Archives, soit, du fait que certains d'entre eux avaient exercé le pouvoir exécutif, au Directoire, pour le mettre en état de suivre les opérations du gouvernement.

Un bureau de triage fut constitué qui fit le partage des papiers. Les procès-verbaux des séances des comités de la Convention (qui avaient eux-mêmes hérité des archives de ceux de la Législative, voire de la Constituante) et leurs arrêtés sur les affaires terminées furent remis au Directoire. Ils suivirent alors le sort des archives du pouvoir exécutif et sont revenus aux Archives nationales avec le fonds de la Secrétairerie d'État[1]. Les affaires non terminées furent renvoyées aux ministères nouvellement créés (loi du 10 vendémiaire an IV), suivant leurs attributions ; c'est ainsi que nous avons des papiers des comités dispersés dans la plupart des sous-séries de F.

Les documents versés aux Archives nationales à cette époque furent presque l'exception. Cependant, dès avant la fin de la Convention, le Comité de marine avait versé quelques cartons d'affaires terminées, celui des décrets remit les procès-verbaux d'acceptation de la constitution de l'an III, aujourd'hui dans B/II. Le Comité de salut public avait déposé certaines pièces trouvées aux Tuileries, une partie des papiers de l'armoire de fer, ceux des Commissions des Douze et Vingt et Un réunies, de la Commission des Seize, du Tribunal criminel du 17 août 1792, les traités de paix avec la Toscane, la Prusse et la Hollande, bon nombre de pièces intéressant les sociétés populaires : ces documents figurent maintenant dans la série C.

Échappèrent aussi au partage un certain nombre de dossiers relatifs en particulier aux soulèvements dans les provinces et aux massacres de Septembre qui, avec 19 registres, ont constitué la sous-série D/XLII (Comité de salut public).

Les derniers versements aux Archives nationales se firent sous le Directoire : entre autres, les papiers des comités et commissions de marine et des colonies de la Constituante, de la Législative, de la Convention et du Corps législatif qui ont formé le fond du Comité des colonies, E/XXV devenu D/XXV, et ceux de la Commission de la classification des lois, ancien E/XXX devenu D/XXXIX.

En ce qui concerne les papiers des représentants en mission, leur dépôt aux archives semblait devoir être assuré par la loi du 7 messidor an II (art. 2). Pourtant un décret du 18 brumaire an III décida leur remise au Comité de salut public qui devait les répartir entre les différents comités. La fin de la Convention arriva sans que le Comité de salut public ait fait le moindre renvoi. La nomination d'une commission spéciale au Conseil des Cinq-Cents ne provoqua pas de changement. Les fonds des missions suivirent donc le sort des archives du Comité de salut public, c'est-à-dire celles du pouvoir exécutif et se trouvent maintenant dans AF/II.

En vendémiaire an V furent toutefois versés aux Archives nationales les papiers des représentants en mission en Belgique et en Hollande de 1793 à l'an IV, qui forment la sous-série D/§3.

Il resta également après le triage de l'an IV, un reliquat de dossiers de missions qui constitue la sous-série D/§1.

On voit donc, en définitive, combien est disparate la composition de la série D ; si certaines des sous-série qui la composent représentent les fonds authentiques de comités, principalement de la Constituante, mais aussi de la Législative ou de la Convention, beaucoup d'entre elles ne représentent plus que le cadre créé par Camus à l'origine (cadre lui-même modifié, suivant les circonstances), rempli artificiellement par la suite de documents découverts à l'occasion de classements ultérieurs et ne provenant pas toujours de ces comités.

Marie-Élisabeth ANTOINE.
(extrait de l'*État général des fonds* imprimé, tome II, paru en 1978)

[1] Plus de vingt de ces comités se trouvent dans les séries AF/I et AF/II.

D/§1

Missions des représentants du peuple de la Convention (départements français)

Intitulé : Missions des représentants du peuple de la Convention (départements français)[2].
Niveau de classement : sous-série du cadre de classement.
Dates extrêmes : 1792-an III (ponctuellement : 1789, an VI)
Importance matérielle : 15 m.l. (44 articles.)
Conditions d'accès : librement communicable, sous réserve des restrictions imposées par l'état matériel des documents.

Noms des producteurs :
Convention nationale, représentants en mission.

Histoire des producteurs :
Dès 1791, la Législative avait envoyé certains de ses membres en mission auprès des départements et des armées. Ce système fut généralisé par la Convention dès le début de sa session : des représentants furent envoyés par groupes de deux dans chaque département en mars 1793 pour surveiller l'application de la levée en masse, puis par groupes de trois auprès de chaque armée dès le mois suivant. Les représentants en mission se succédèrent ensuite au gré de rappels et de nouveaux envois en mission. Pendant la « Grande Terreur », les représentants en mission exercèrent un pouvoir extraordinaire sur les autorités locales. Après la chute des Jacobins, la Convention thermidorienne limita en principe la durée des missions à trois mois. Les derniers représentants en mission ne cessèrent leurs fonctions que plusieurs mois après l'entrée en vigueur de la constitution de l'an III, parfois sur injonction expresse du Directoire exécutif.

Histoire de la conservation :
La Convention se dota très tôt d'un bureau central des représentants en mission pour gérer la correspondance reçue de ceux-ci et celle que leur adressaient l'assemblée puis les comités et commissions exécutives, essentiellement le Comité de salut public. La subdivision des papiers des représentants en mission en trois groupes : ceux en mission dans les départements français, ceux envoyés auprès de Dumouriez, général en chef de l'armée du Nord, en 1792 et ceux envoyés aux armées du Nord et de Sambre-et-Meuse dans le nord de la France, la Belgique et les Pays-Bas entre 1793 et l'an IV pourrait dater de la fin de la période de la Convention ou du début du Directoire : elle explique la constitution des trois sous-séries D/§1, 2 et 3 qui correspondent à ces intitulés.
Avant de se dissoudre pour laisser place au régime du Directoire exécutif en l'an IV, la Convention décida que les dossiers de ses comités et de leurs prédécesseurs seraient triés pour que le nouvel exécutif (le Directoire et ses ministres) puisse reprendre la suite des affaires, les dossiers d'affaires terminées devant au contraire entrer aux Archives nationales.
C'est ainsi qu'une grande partie des papiers des représentants dans les départements est passée au Directoire à la fin de la Convention : ces dossiers sont aujourd'hui dans la sous-série AF/II. Ceux qui composent l'actuelle sous-série D/§1 sont un reliquat échappé à ce triage. Ce reliquat fut peut-être enrichi par des remises ponctuelles aux Archives nationales, comme celle faite le 16 prairial an VI des papiers de la mission de Guermeur et Le Malliaud dans le Morbihan et le Finistère, déposés *sans inventaire et sans aucun ordre de classement* (D/§1/ 27 et 28).
L'*État général des fonds* imprimé de 1978 cite, dans le carton D/§1/42, un dossier, dont la présence dans D/§1 serait atypique, sur la mission de Rudler, commissaire du Directoire dans les pays de la rive gauche du Rhin chargé d'organiser ces territoires en départements provisoires en l'an VI à la suite de la signature du traité de Campo-Formio : il ne s'agit pas de pièces provenant des dossiers de sa mission, qui s'exerçait sous le contrôle du ministre de la Justice et n'a aucun rapport avec celles des conventionnels, mais d'un exemplaire d'un recueil imprimé d'arrêtés de ce commissaire, certainement classé ici par erreur.
Les trois registres factices cotés D*/§/1/44 à 46 ont été acquis par les Archives nationales en 1872.
Présentation du contenu :

[2] Et quelques représentants aux armées de terre et navale, plus un imprimé de Rudler, commissaire du Directoire dans les pays conquis entre Meuse et Rhin et Rhin et Moselle en l'an VI.

Les cartons et les registres de la sous-série ont été cotés en deux numérotations distinctes. Dans les cartons, la numérotation initiale par dossiers a été conservée en même temps que les cartons ont reçu leur numérotation propre.
Les dossiers de correspondance entre la Convention et ses comités d'une part, et les représentants en mission dans les départements d'autre part, forment la majeure partie des cartons de la sous-série. Ils sont rangés dans l'ordre alphabétique des noms des représentants (ou de celui nommé en premier dans les décrets d'envoi en mission lorsque deux représentants au moins étaient envoyés ensemble). Des décrets d'envois en mission par la Convention forment le dernier des cartons originels de la sous-série. Elle se termine par trois cartons de la correspondance et papiers du représentant du peuple Pelletier en mission dans le Doubs et le Mont-Terrible en l'an II et III, entrés par voie extraordinaire en 1872, et par trois registres émanant de deux représentants en mission.

Instruments de recherche : Voir l'*État des inventaires.*

Sources complémentaires :
Aux Archives nationales (Paris) :

- Autre(s) partie(s) du même fonds :

- sous-séries D/§2 (papiers des commissaires de la Convention en Belgique en 1792) et D/§3 (papiers des représentants en mission aux armées du Nord et de Sambre-et-Meuse) ;
- Série AF (archives du pouvoir exécutif), sous-série AF/II (Conseil exécutif provisoire et Convention, Comité de salut public) : AF/II/ 82 à 197 : missions des représentants du peuple dans les départements et missions classées par grandes circonscriptions.

- Archives d'autres producteurs en relation :

- AF*/II/141 à 149 : registres de correspondance active et passive du Comité de salut public avec les représentants en mission ; arrêtés transmis au comité ; mouvement des représentants ; AF*/II/62 et 63 : registres d'enregistrement de la correspondance des représentants en mission reçue par le Comité de salut public.

- Sources complémentaires sur le plan documentaire :

- AB/XIX 703 et 704 : collection Crawford, représentants en mission dans les départements, 1793-an IV ;
- série C (Assemblées nationales) : dans les pièces annexes aux notes et minutes pour la rédaction du procès-verbal des séances de la Convention (C/233 à 325) figurent de nombreuses lettres des représentants en mission près les armées et les départements ;
- Le *Recueil des actes du Comité de salut public avec la correspondance officielle des représentants en mission et le registre du Conseil exécutif provisoire,* Paris, Impr. nat., 1889-1951, 28 vol. (Tables t. I à V, VI à XVII, XVIII à XXVIII), et ses *Suppléments,* Paris, 1960-1999, 4 volumes et une table, publient ou citent l'ensemble des lettres échangées entre les représentants en mission et le comité ;
- Sur les commissaires de la Législative près les armées du Centre et du Nord, voir : série C (Assemblées nationales) : C/173, plaquettes 425 à 431 (juillet-septembre 1792)

Sources de la notice :

- *Les Archives nationales. État général des fonds* (tome II), publié sous la direction de Jean Favier, directeur général des Archives de France, 1978.
- Introduction de l'inventaire manuscrit de la sous-série D/§1, missions des représentants envoyés dans les départements, par L. Gautier, 1860.

Date de la notice : 2007.
Auteurs de la notice : Pierre-Dominique Cheynet (Marie-Élisabeth Antoine).

Répertoire de la sous-série D/§1[3]

Cartons

D/§1/1 à 42. Correspondances de représentants en mission.
D/§1/1 à 6-7, Albert : Aube et Marne (nivôse-prairial an III)
D/§1/8 (début), Bailly : Haut-Rhin, Bas-Rhin, Mont-Terrible, Jura, Vosges (an III) ; Blaux : Meurthe, Moselle, Bas-Rhin (janvier-mai 1793)
D/§1/8 (fin) et 9, Blaux : Somme (ventôse-messidor an III)

[3] **Répertoire rédigé à partir de l'inventaire détaillé de la sous-série afin d'améliorer l'accès au fonds. On n'a pas contrôlé la pertinence des analyses avec le contenu actuel des articles décrits.**

D/§1/10 (début), Brunel, Le Tourneur de la Manche et Guérin : armée navale de la Méditerranée et ports du Midi (pluviôse-germinal an III) ; Delacroix d'Eure-et-Loir, Louchet et Louis Legendre : Seine-Inférieure et Eure (septembre 1793-germinal an II)
D/§1/10 (fin) à 16 (début), Charles Delacroix : Ardennes et Meuse[4] (an III).
D/§1/16 (fin), Delcher, Lacombe-Saint-Michel, Saliceti : Corse (avril 1793) ; Delmas, Du Bois-Du Bais, Bellegarde : armée du Nord (septembre-novembre 1792[5])
D/§1/17[6] à 20, Duport : Seine-Inférieure (nivôse-germinal an III)
D/§1/21 à 24, Génissieu : Orne et Sarthe (vendémiaire-nivôse an III)
D/§1/25 (début) Grégoire, Hérault de Séchelles, Jagot et Simond : Mont-Blanc (janvier-février 1793)
D/§1/25 (fin) et 26, Grégoire et Jagot : Alpes-Maritimes (février-mai 1793)
D/§1/27 et 28, Guermeur et Le Malliaud : Morbihan et Finistère (mars-mai 1793[7])
D/§1/29, Maignet : Bouches-du-Rhône, Ardèche, Vaucluse (pluviôse-fructidor an II) ; Musset : Puy-de-Dôme, Corrèze, Cantal (vendémiaire-nivôse an III)
D/§1/30, Richou : Haut-Rhin, Bas-Rhin, Mont-Terrible (floréal-thermidor an III)
D/§1/31 à 38, Rouyer, Brunel et Le Tourneur de la Manche : départements maritimes méridionaux (janvier-mai 1793)
D/§1/39, Rouyer : Toulon, mission particulière pour la levée d'une armée (février-mars 1793)
D/§1/40 et 41, Rouyer, Niou, Chambon-La Tour, Cadroy, Despinassy : près l'armée navale et l'armée d'Italie, Var et Bouches-du-Rhône (prairial an III-vendémiaire an IV)
D/§1/42 (début): *Recueil de règlements pour les pays entre Meuse et Rhin et Rhin et Moselle* pris par Rudler, commissaire du Directoire dans les départements de la rive gauche du Rhin, imprimé (an VI)
D/§1/42 (fin), Siblot : Eure et Seine-Inférieure (pluviôse-messidor an II) ; Thibaut et Bézard : Chantilly (mars-mai 1793)

D/§1/43. Décrets de la Convention conférant leurs pouvoirs aux représentants en mission classés par ordre alphabétique des représentants.

D/§1/44 à 46. Correspondance et papiers du représentant du peuple Pelletier en mission dans le Doubs et le Mont-Terrible en l'an II et III[8].

Registres

D*/§1/1 et 2. Registres d'ordre des réclamations adressées à Albert en mission dans l'Aube et la Marne (pluviôse à floréal an III)

D*/§1/3. Registre de correspondance de Brunel en mission près l'armée navale de la Méditerranée et les ports du midi (germinal-floréal an III)

[4] Presque en totalité sur les Ardennes ; les dossiers sur la Meuse en particulier sont dans D/§1/16.
[5] Comprend une pièce datée d'octobre 1789.
[6] Le carton D/§17 signalé en déficit dans l'*État général des fonds* imprimé de 1978 a été retrouvé depuis.
[7] Papiers versés aux Archives nationales le 16 prairial an VI d'après les anciennes étiquettes de ces dossiers.
[8] 3 vol. in-f° provenant de la collection du comte de Girardot, acquis par les Archives nationales en 1872.

D/§2

Missions des commissaires de la Convention auprès de l'armée du nord en 1792-1793

Intitulé : Missions des représentants du peuple de la Convention auprès de l'armée du Nord en 1792-1793.
Niveau de classement : sous-série du cadre de classement.
Dates extrêmes : décembre 1792-février 1793.
Importance matérielle : 0,30 m.l. (5 articles).
Conditions d'accès : librement communicable, sous réserve des restrictions imposées par l'état matériel des documents.

Noms des producteurs :
Les conventionnels Camus (Armand-Gaston), député de la Haute-Loire, Danton (Jean-Pierre), député de Paris, Delacroix (Jean-François), député d'Eure-et-Loir, et Gossuin (Constant-Joseph-Étienne), député du Nord, envoyés en mission à l'armée du Nord.

Histoire des producteurs :
Le 30 novembre 1792, la Convention décida d'envoyer quatre représentants en mission : Camus, garde des Archives nationales, Danton, Jean-François Delacroix (d'Eure-et-Loir) et Gossuin, auprès de Dumouriez, général en chef de l'armée du Nord, qui, après la victoire de Fleurus et la première occupation de la Belgique par la France, se plaignait du manque d'organisation et d'approvisionnement.

Histoire de la conservation :
Les dossiers de cette mission, dont Camus fut le principal acteur, furent versés et en partie classés directement par lui après le retour des quatre représentants à Paris à la fin janvier 1793.
Si cette petite sous-série n'a pas quitté les Archives nationales depuis lors, L. Gautier indique dans l'introduction de son inventaire manuscrit de la sous-série qu'un supplément (les actuels articles 4-5) n'a pas été classé par Camus, sans doute pour n'avoir pas eu le temps de terminer son travail avant de partir en mars 1793 pour sa seconde mission auprès de Dumouriez, au début de laquelle celui-ci le livra aux Autrichiens.
Les cinq cartons du classement de 1861 ont ensuite été matériellement réduits à trois.

Présentation du contenu :
La sous-série s'articule autour d'un rapport des commissaires de la Convention rédigé à Liège à la fin de leur mission en janvier 1793 par lequel commence le premier article. Les autres documents sont en fait les pièces justificatives de détail de ce rapport et de la mission : correspondance des commissaires, du général Dumouriez, du ministre de la Guerre Servan, notes et états sur la situation des effectifs, du matériel et des approvisionnements de l'armée française, mais aussi documents sur la situation de la Belgique pendant la première occupation française de la fin de 1792.

Instruments de recherche : Voir l'*État des inventaires.*

Sources complémentaires :
Aux Archives nationales (Paris) :

- Autre(s) partie(s) du même fonds :

- série C (Assemblées nationales) : les articles C/242, plaquette 291, C/244, plaquettes 321 et 329, et C/243, plaquette 349 comprennent des lettres des représentants près l'armée du Nord Camus, Danton, Delacroix et Gossuin (décembre 1792-février 1793) ;

- Sources complémentaires sur le plan documentaire :

- série C (Assemblées nationales) : les articles C/234 à 239 (Convention : notes et minutes pour la rédaction des procès-verbaux, lettres des représentants en mission *etc.*) comprennent des dossiers de lettres des représentants en mission près les armées réunies du Centre et des Ardennes Carra, Prieur de la Côte-d'Or et Sillery et de Du Bois Du Bais, en mission près l'armée du Nord d'octobre 1792 ; C/359 : correspondance du général Dumouriez et pièces le concernant (1792-1793) ;

- série D, sous-série D/XXIII (Comité diplomatique) : D/XXII/2, dossier 31, correspondance des généraux français, notamment des armées du Nord, avec le ministre des Affaires étrangères (novembre 1792-mars 1793) ;
- série F, sous-série F/1/e, pays étrangers, Belgique (versement du ministère de l'Intérieur, 1811), voir les cartons F/1/e/ 11 à 26 correspondant à la première occupation française de 1792-1793 ;
- série AF (archives du pouvoir exécutif), sous-série AF/II (Conseil exécutif provisoire et Convention, Comité de salut public) : AF/II/236/A et B : représentants en mission en Belgique, dossiers du Conseil exécutif provisoire, missions de Delacroix, Danton, Gossuin et Merlin, dossier Fortaire, aide de camp de Dumouriez, sur les affaires des Belges avant l'invasion, votes pour la réunion de Liège à la France (1792-avril 1793).

Sources de la notice :
- *Les Archives nationales. État général des fonds* (tome II), publié sous la direction de Jean Favier, directeur général des Archives de France, 1978.
- Introduction de l'inventaire manuscrit de la sous-série D/§2 par L. Gautier, 1861.

Date de la notice : 2007.
Auteurs de la notice : Pierre-Dominique Cheynet (Marie-Élisabeth Antoine).

Répertoire de la sous-série D/§2[9]

D/§2/1-2 et 3. Pièces classées par Camus en 1793, notamment sur la situation matérielle de l'armée du Nord (août 1792-janvier 1793)

D/§2/ 4-5. Lettres des commissaires à la Convention, au ministre de la Guerre, au général Dumouriez (décembre 1792) ; mémoires adressés aux commissaires de la Convention (janvier 1793) ; notes de Camus sur la marche de l'armée du Nord entre septembre et décembre 1792 ; quatre lettres aux représentants (janvier 1793) ; dossiers sur l'armée de Belgique, l'organisation d'assemblées primaires, le séquestre des biens des émigrés, les postes et affaires diverses (décembre 1792-février 1793) ; dossier sur les commissaires du pouvoir exécutif à Tournai (décembre 1792-février 1793)

[9] **Répertoire rédigé à partir de l'inventaire détaillé de la sous-série afin d'améliorer l'accès au fonds. On n'a pas contrôlé la pertinence des analyses avec le contenu actuel des articles décrits.**

D/§3

Représentants du peuple de la Convention près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse

Intitulé : Missions des représentants du peuple de la Convention près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse, an II-an IV.
Niveau de classement : sous-série du cadre de classement.
Dates extrêmes :an II-an IV (ponctuellement: depuis 1604)
Importance matérielle : 177 articles (55 m.l.)
Conditions d'accès : librement communicable, sous réserve des restrictions imposées par l'état matériel des documents.

Noms des producteurs :
Convention nationale, représentants en mission près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse et en Hollande (aux Pays-Bas).

Histoire des producteurs :
Au fur et à mesure du retour des troupes françaises en Belgique en 1794/an II et de la conquête des anciens Pays-Bas autrichiens et des pays de Liège et de Luxembourg, puis des Provinces-Unies et des pays de la rive gauche du Rhin, la Convention décida d'amplifier les missions de ses représentants près les deux armées du Nord et de Sambre-et-Meuse pour assurer l'approvisionnement des troupes dans les territoires conquis et organiser l'administration de ces territoires. En deux mois, de fructidor an II à vendémiaire an III, plus de vingt représentants en mission furent envoyés dans ces pays, tout en gardant compétence sur les régions frontalières françaises rattachées aux circonscriptions des deux armées. Contrairement à l'habitude, ces représentants en mission, nommés en groupe et pour l'ensemble des régions concernées, ne travaillaient pas dans des secteurs séparés mais opéraient collégialement à cause de l'importance des territoires à administrer. Ils s'adjoignirent des délégués dans les provinces du pays, qu'ils dotèrent d'administrations d'arrondissement, et organisèrent à Bruxelles une administration centrale et un conseil de gouvernement en même temps qu'un bureau central des représentants en mission ; pour les futurs départements provisoires de la rive gauche du Rhin, on créa également à Aix-la-Chapelle une administration centrale plus ou moins dépendante de celle de Bruxelles.
En Belgique, ce régime dura jusqu'aux décrets de vendémiaire an IV annexant ces régions à la République et y créant neuf départements, connus sous le Directoire comme les neuf départements réunis. La Rhénanie ne fut organisée en quatre départements provisoires de la rive gauche du Rhin qu'en l'an VI, en application du traité de Campo-Formio par lequel l'Autriche et l'Empire germanique reconnaissaient la prise de ces territoires par la République française.

Les Provinces-Unies des Pays-Bas alliées de la première coalition une fois vaincues par l'armée française, une République-soeur se constitua sous le nom de République batave. Nommé représentant en mission dans cette nouvelle république, ou comme l'on disait aussi en « Hollande », le 8 pluviôse an III en même temps que son collègue Cochon de Lapparent, Dominique-Vincent Ramel de Nogaret, conventionnel de l'Aude et futur ministre des Finances sous le Directoire, resta à ce poste jusqu'après le traité de paix signé le 27 floréal an III entre les deux « républiques-sœurs », qui rattacha à la France la Flandre hollandaise et la région de Maastricht.

Histoire de la conservation :
Les papiers des représentants en mission près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse[10] entre le retour des armées françaises en Belgique en l'an II et le décret de la Convention du 9 vendémiaire an IV annexant ce pays, furent centralisés à Bruxelles, siège d'une administration supérieure de la Belgique en l'an III, avec ceux de Ramel, envoyé "en Hollande" (dans les anciennes Provinces-Unies devenues la nouvelle République batave).

[10] Alquier, Bar, Bellegarde (Antoine Dubois de), Berlier, Briez, Choudieu, Du Bois-Du Bais, Ducos (Pierre-Roger), dit Roger-Ducos, Dumont (André) : dans l'Oise et la Somme, Frécine, Gillet, Goupilleau de Fontenay, Guyton-Morveau, Haussmann, Joubert, Lacombe-Saint-Michel, Lacoste (Jean-Baptiste), député du Cantal, Laurent (Claude-Hilaire), député du Bas-Rhin, Le Bon, Le Febvre de Nantes, Ludot, Merlin de Douai, Meynard, Pérès, Portiez, Ramel, Richard, Roberjot, Robert (Pierre-François-Joseph).

Au début du Directoire, les représentants en mission furent rappelés et remplacés par deux commissaires du Directoire dans les départements réunis, Pierre-Guislain Bouteville, dit Bouteville-Dumetz, député à la Constituante, et Charles-Joseph-Mathieu Lambrechts, par la suite commissaire central du département de la Dyle puis ministre de la Justice. Ces commissaires renvoyèrent à Paris l'ensemble des dossiers de leurs prédécesseurs, versés aux Archives nationales en brumaire an V.

Présentation du contenu :
Les cartons et les registres de la sous-série ont été cotés en deux numérotations distinctes.
Dans les cartons, la numérotation initiale par dossiers a été conservée en même temps que les cartons ont reçu leur numérotation propre.
Pour les besoins de l'administration française en Belgique et en raison de l'organisation collégiale des opérations des représentants dans ce pays, leurs dossiers ne se présentent pas comme une succession de dossiers propres à tel ou tel des représentants, mais ils furent classés d'emblée suivant un ordre méthodique de matières qui n'a pas été modifié depuis. Dans ces dossiers, se trouvent juxtaposés des rapports et correspondances reçues par les représentants en mission des comités de la Convention et des autorités et particuliers de la zone géographique concernée, avec des rapports et des séries d'arrêtés des représentants. Aux papiers de ces représentants en mission furent réunis et amalgamés ceux des divers services administratifs créés à l'échelon central à Bruxelles et dans les arrondissements provisoires des pays belges, qui correspondaient aux provinces du pays et devinrent des départements lors de l'annexion : la sous-série est plus largement une série d'administration générale de ces régions dans la période précédant l'annexion. Elle comprend aussi quelques dossiers sur l'administration des Pays-Bas autrichiens à la fin du XVIII^{e} siècle puis en 1793, entre le départ et le retour des armées françaises, et sur les réfugiés belges, liégeois et bataves en France à la même époque.
Les registres d'arrêtés de ces représentants sont conservés les uns dans les articles D/§3/110 à 116 et les autres dans la partie des registres qui termine la sous-série.
En plus des territoires des actuels royaumes de Belgique et des Pays-Bas, du Grand-Duché de Luxembourg et des territoires allemands de la rive gauche du Rhin (de nos jours la Rhénanie-Palatinat, la Rhénanie-du-Nord-Westphalie en partie et la Sarre), la sous-série concerne aussi les départements du Nord et du Nord-Est de la France qui étaient dans le ressort territorial des armées du Nord et de Sambre-et-Meuse et où les représentants en mission avaient autorité pour tous les objets concernant leurs missions.

Instruments de recherche : Voir l'*État des inventaires.*

Sources complémentaires :
Aux Archives nationales (Paris) :

- Autre(s) partie(s) du même fonds :

- série C (assemblées nationales) : C/2720 à 2721/2 : papiers de Portiez de l'Oise, représentant en mission en Belgique (an III-an V) ;

- Sources complémentaires sur le plan documentaire :

- sous-série D/III (Comité de législation), articles D/III/313 et 317, justice militaire : organisation des tribunaux militaires, révision de jugements, correspondances avec les représentants en mission près les armées et le Comité de salut public, armées du Nord (an II-an IV) et de Sambre-et-Meuse (an II-an III) ;
- sous-série D/XL (Comité des pétitions, dépêches et correspondances), D/XL/17, dossier 88 : comité révolutionnaire des Belges et des Liégeois (1792) ; D/XL/28 (en partie) : correspondances adressées aux commissaires de la Convention près les armées du Nord et dans les départements de l'Est (1792-an II) ;
- sous-série D/XLII (Comité de salut public), D/XLII/7, dossier 5 : affaires militaires et pays conquis, dont nomination des administrations d'arrondissement et de municipalités de Belgique (mai 1793-vendémiaire an IV) ;
- série F, sous-série F/1/e, pays étrangers, Belgique (versement du ministère de l'Intérieur, 1811) : F/1/e/ 2 à 39 ;
- série AF (archives du pouvoir exécutif), sous-série AF/III (Directoire exécutif) : AF/III/94, dossier 409 : départements réunis et pays entre Meuse et Rhin et Rhin et Moselle (an III-an IV).

Sources de la notice :
- *Les Archives nationales. État général des fonds* (tome II), publié sous la direction de Jean Favier, directeur général des Archives de France, 1978.
- Introduction de l'inventaire manuscrit de la sous-série D/§3 par A. de Saint-Léger, 1918.

Date de la notice : 2007.
Auteurs de la notice : Pierre-Dominique Cheynet (Marie-Élisabeth Antoine).

Répertoire de la sous-série D/§3[11]

Cartons

D/§3/1 à 116. Représentants en mission en Belgique.

D/§3/1, dossier 1 à 8, dossier 72 : administration.

dont correspondances des départements et districts du nord-est de la France, de l'administration centrale de la Belgique et des administrations d'arrondissements (octobre 1792-an III)

D/§3/8, dossiers 73 et 74 : adresses ; agences : observations sur les agences (an II-an III)

D/§3/8, dossiers 75 à 9, dossier 84 : armes, poudres et mines (an II-an III)

D/§3/9, dossier 85 à 13, dossier 135 : arrêtés de comités de la Convention, d'autorités du nord-est de la France et des représentants en mission (juin 1793-an III)

D/§3/13, dossier 139 à 14, dossier 148 : artillerie (an II-an III)

D/§3/14, dossier 149 à 15, dossier 156 : forêts de Belgique (an II-an III)

D/§3/15, dossier 157 à 19, dossier 193, commerce : agence centrale du commerce à Bruxelles et agences locales (an II-an III)

D/§3/19, dossier 194 à 20, dossier 202 : correspondances des commissaires civils par ordre alphabétique de leurs noms (an II-an III)

dont : 19, dossiers 196 à 199 : Lamotze à Mons (vendémiaire an II-brumaire an III), dossier 200 : Pertois à Anvers (an II-an III), 20, dossier 201 : Pertois, commissaire pour la Belgique et autres pays conquis (frimaire-pluviôse an III), dossier 202 : Stevenotte à Luxembourg (an III)

D/§3/20, dossier 203 : correspondances d'agents de commissions exécutives, notamment pour l'échange des prisonniers de guerre (an II-an III)

D/§3/20 (fin) à 31, dossier 304 : communes, séries alphabétiques.

20 : accusés de réception d'arrêtés des représentants ; 21 à 24 (début) : correspondances et pétitions des maires, officiers municipaux et magistrats (21 : Altkirch à Bruxelles ; 22 : Bruxelles, fin à partir de pluviôse an III à arrondissement de Luxembourg ; 23 : Malines à Thy-le-Château ; 24 (début) : Tildonk à Ypres) ; 24, dossiers 240 et 241 : déclarations de communes transmises aux représentants en mission, circonscriptions de paroisses, états de population et listes d'officiers municipaux ; 24 (fin) à 29 (début): pétitions classées dans l'ordre alphabétique des communes (24, fin : Abbeville à Bergues ; 25 : Bewesterpoort à Cugnon ; 26 : Dendermonde ou Termonde à Grandhan et Petit-Han ; 27 : Haillot à Momignies ; 28 : Mons à Villeroux ; 29 (début) : Villers-la-Ville à Ypres) ; 29, dossier 282 : procès-verbaux des assemblées primaires tenues à Bruxelles en décembre 1792, note de la Société des amis de la liberté et de l'égalité de cette ville pour la construction d'une salle des séances, inventaire de la communauté des Oratoriens de Bruxelles, état sommaire des opérations faites pour la saisie des biens des émigrés (1792-an III) ; 29, dossiers 283 et 284 : correspondances des agents nationaux des communes (an II-an IV) ; 29 (fin) à 31, dossier 304, correspondances des comités de surveillance des communes (29, fin : Aire [-sur-la-Lys] à Avesnes [-sur-Helpe] ; 30 : Bailleul à Mons ; 31 : Namur à Vervins).

D/§3/31, dossiers 305 et 306, Convention : correspondance de comités de la Convention adressée aux représentants en mission (an II-an III)

D/§3/31, dossier 307 à 34, dossier 332 : autres correspondances reçues par les représentants en mission.

31 (fin) autres représentants en mission, employés du bureau central des représentants en mission à Bruxelles ; 32, dossiers 309 et 310 : correspondance collective des représentants en mission avec leurs collègues ; 32 (fin) et 33 (début) : correspondance individuelle des représentants en mission avec leurs collègues, ordre alphabétique des auteurs (32 : Audouin à Joubert ; 33 : Gossuin à Ysabeau) ; 33, dossier 320 : décrets de la Convention transmis aux représentants en mission ; dossier 321 : pièces secrètes : arrestations, dénonciations, suspects, notes sur les administrations (an II-an III) ; 34, dossier 322 : deux registres de la correspondance des représentants Pérès et Portiez (brumaire-frimaire an IV ; dossiers 323 à 330 : bordereaux d'envoi de lettres des représentants en mission, des commissaires centraux de la Dyle et de la Lys (frimaire-nivôse an IV) ; dossier 331 : lettres anonymes adressées aux représentants en mission (an II-an III) ; dossier 332 : lettre de Donet, chargé d'affaire des villes hanséatiques (25 mai 1795)

D/§3/35, dossiers 334[12] à 338 : cultes (an II-an III)

[11] **Répertoire rédigé à partir de l'inventaire détaillé de la sous-série afin d'améliorer l'accès au fonds. On n'a pas contrôlé la pertinence des analyses avec le contenu actuel des articles décrits.**

[12] Le dossier 333, par lequel débutaient les dossiers sur les cultes, et le carton D/S/3/35, intitulé *Discours, sermons, règlements*, 4 pièces, sont en déficit depuis 1861.

Réclamations d'habitants et de dignitaires religieux de Belgique et de Cambrai, dont ministres du culte réformé à Cadzand[13], de chapitres et de religieux et religieuses d'abbayes de Belgique et par les religieux anglais de Douai.

D/§3/35, dossier 339, dénonciations : département du Nord et société populaire de Saint-Quentin (an II-an III)

D/§3/35, dossier 339 *bis* à 36, dossier 342: « *Diplomatie* » (1793)

35, dossier 339 *bis*: commissaires nationaux en Belgique au début de 1793 : traitements, réclamations, état de séquestres faits en Belgique en exécution du décret du 15 décembre 1792 et liste des établissements religieux et de charité et valeur des biens séquestrés ; 36, dossier 340 : listes de belges et liégeois réfugiés en France ; dossier 341 : états des dépenses des commissaires du pouvoir exécutif provisoire en Belgique et réclamations d'indemnités (1793) ; dossier 342 : tableaux imprimés des décrets de la Convention du 8 mai 1793 : villes et communautés de Belgique réunies à la France ou en ayant émis le vœu, ne s'étant pas prononcées et ayant voté leur indépendance et le maintien de leur ancienne constitution.

D/§3/36, fin à 37, dossier 350 : domaines nationaux (an II-an IV)

36, dossiers 343 et 344 : affaires diverses, dont comptes des bureaux des domaines de Binche et Tirlemont, rapport de la commission nommée pour la démolition de la cathédrale de Liège (an II-an IV) ; 36, dossier 345 et 37, dossier 346 : correspondance du directeur des domaines nationaux de la Belgique avec les représentants en mission à Bruxelles (an III) ; 37, dossiers 348 à 350 : mélanges, dont inventaires d'argenterie d'églises (ans II-an IV)

D/§3/37, fin à 39, dossier 368 : douanes (an II-an IV)

37, dossiers 351 à 353 : correspondances d'autorités diverses avec les représentants en mission, dont Gruyer, directeur des douanes de la Belgique ; dossier 354 : états de marchandises importées par les bureaux de douane, ordre alphabétique des bureaux, B- G (an III) ; 38, dossier 355 : *idem*, H.- W. ; dossier 356 : affaires diverses ; 357 : adresses collectives d'employés des bureaux de douane de Belgique ; dossier 358 : adresses individuelles ; 38, dossier 359 à 39, dossier 368 : procès-verbaux de saisies, ordre alphabétique des bureaux de douane (38, dossiers 359 à 363 : B-G ; 39, dossiers 364 à 368 : H-Z, dont Condé-sur-l'Escaut (nom révolutionnaire : Nord-Libre).

D/§3/39 (fin) et 40 (début) : émigrés (1792-an IV)

dossier 369 : émigrés du district de Béthune ; dossiers 370 à 372 : pétitions de communes de Belgique contre le décret du 15 décembre 1792 ; dossier 374 : demandes collectives de passeports par des religieux pour rentrer en Belgique ; 40, dossiers 375 à 381 : demandes de passeports par des particuliers pour recouvrer leurs propriétés séquestrées, ordre alphabétique des demandeurs.

D/§3/40, dossier 382 : état civil.

Deux extraits d'actes de baptême de la paroisse Saint-Jacques de Coudenberg à Bruxelles (1794)

D/§3/40 (fin) à 45, dossier 427 : finances, contributions et subsistances militaires (an II-an III)

40, dossier 383 à 42, dossier 395 : finances (40, dossier 383 : correspondance de diverses autorités de titres aux initiales A à C ; 41, dossier 384 : correspondance des commissaires de la Trésorerie nationale, de commissaires des guerres et commissaires ordonnateurs, de commissions exécutives et évaluation du prieuré Saint-Martin de Louvain ; dossier 385 : correspondance de Daverdoing, directeur des finances à Bois-le-Duc, de receveurs, de contrôleurs des douanes, de particuliers et de communes de Belgique ; dossiers 386 à 389 : correspondance de payeurs généraux des armées ; dossier 390 : états comptables dont inventaire de l'Hôtel de la Monnaie de Bruxelles ; dossier 391 : pétitions individuelles ; dossiers 392 et 393 :mémoires et états comptables ; 42, dossiers 394 et 395 : vérification des assignats) ;

42 (fin) à 44, dossier 418 : contributions (42 ; dossiers 396 et 397 : correspondance de diverses autorités de titres aux initiales A à C ; dossier 398 : correspondance de communes de Belgique ; dossiers 399 et 400 : certificats et états de caisses et de recettes ; 43, dossier 401 : répartition de contribution levée sur le clergé de la Flandre-Occidentale et état des acomptes reçus sur les impositions sur la Belgique ; dossier 402 : états de situation de caisses de receveurs de districts du nord de la France et de celui de Namur et état des fonds trouvés dans diverses caisses à Bruxelles ; dossiers 403 et 404 : états comptables divers ; dossier 405 : instructions du Comité de salut public aux agents de recouvrement dans les pays ennemis ; dossier 406 : états divers, dont listes d'otages pour les contributions, listes des ecclésiastiques et des nobles ayant et n'ayant pas payé les contributions, liste des contribuables de la ville de Grammont, extrait de la liste des nobles devant cotiser pour la Flandre-Occidentale ; dossiers 407 à 410 : réclamations d'abbayes et de communes sur la contribution militaire, A.-D. ; 44 , dossiers 411 à 414 : *idem*, F.-V. et West-Flandre ; dossier 415 : réclamations sur cette contribution par l'administration de l'arrondissement du Hainaut et les districts d'Ath et de Binche ; dossier 416 : réclamations de particuliers sur cette contribution ; dossier 417 : vérification de caisses ; dossier 418 : questions et rapports aux représentants en mission et tableaux sur les contributions) ;

[13] Dans la Flandre hollandaise, auj. : Pays-Bas, province de Zélande.

44 (fin) à 45, dossier 427 : dépenses pour les subsistances militaires (44, dossier 419 : états divers, dont paiements de grains réquisitionnés dans le district d'Abbeville pour l'approvisionnement de Lille ; dossier 420 : comptes de fournitures de grains et fourrages dans les magasins militaires de Saint-Omer, recensement des grains à Bruxelles et Vilvorde ; 45, dossiers 421 et 422 : dépenses pour le recensement général des subsistances en Belgique ; dossiers 423 et 424 : états de comptes pour les subsistances militaires ; dossier 425 : états de dépenses dont secours aux belges licenciés pour se rendre à Paris ; dossier 426 : subsistances de l'armée du Nord ; dossier 427 : relevé d'ordonnances de Sabin-Bourcier, commissaire ordonnateur général, pour paiement de marchandises et denrées livrées dans les magasins de la République).

D/§3/45, dossier 427 *bis* à 46, dossier 431: génie et fortifications (an II-an III)

45 (fin) : correspondances de militaires et d'employés du génie, de commissaires des guerres, de la commission des travaux publics, de l'ingénieur en chef de la marine en Belgique, du district de Béthune et de l'officier chargé des mouvements du port de Dunkerque ; 46, dossier 431 : fortification d'Ostende, listes de pionniers, pétitions individuelles, de communes et de districts, projet d'attaque pour dégager le Quesnoy.

D/§3/46, dossier 432 : gouvernement de la Belgique.

Correspondances des Conseils et des Fiscaux de Flandre et de Brabant ; extraits de procès-verbaux des séances des membres désignés pour l'administration centrale de la Belgique ; règlement et autres pièces sur l'organisation du Conseil de gouvernement, extraits de procès-verbaux ; inventaires des papiers des bureaux de l'administration centrale et du conseil de gouvernement (an II-an IV)

D/§3/46, dossier 433 à 48, gouvernement de la Belgique.

Minutes des procès-verbaux des séances de l'administration centrale et supérieure de la Belgique (46 : 10 brumaire-15 germinal an III ; 47 : 16 germinal-30 thermidor an III ; 48 : 1er fructidor an III-18 vendémiaire an IV) et minutes des procès-verbaux des séances du Conseil de gouvernement (4e complémentaire an III-29 brumaire an IV) D/§3/48 ; bureau des postes aux lettres, accusés de réception et avis d'envoi (avril 1794).

D/§3/49 à 58, dossier 545, gouvernement de la Belgique.

Administration des Pays-Bas autrichiens : dossiers et imprimés (1604-1794), notamment formation de listes de piétons civils, dons patriotiques à l'Empereur pour la guerre et réorganisation de l'administration après l'évacuation par les Français en 1793 ; 58, dossier 545 : extrait du registre des résolutions des États généraux des Provinces-Unies du 16 avril 1795.

D/§3/58, dossier 546 à 59, dossier 560 : habillement et équipement des troupes (an II-an IV)

58, dossiers 546 à 549 : lettres de diverses autorités aux représentants en mission ; dossier 550 : notes, instructions et affaires diverses, dont délibération du comité de surveillance de La Fère et pétition de la commune de Malines ; dossier 551 : fournitures de matières premières et d'effets ; 58 (fin) et 59, dossiers 557 à 559 : états de situation de magasins d'effets militaires (58 : Bruxelles, Avesnes [-sur-Helpe], Lille ; 59 : Aix-la-Chapelle, Anvers, Bruxelles, Liège, Lille, Maubeuge et magasins de l'armée du Nord) ; dossier 560 : rapports, règlement, soumissions et recensement d'effets militaires.

D/§3/59, dossier 561: imprimés[14].

Règlement des houillères de la province de Limbourg (1694) ; adresses, discours, proclamations des représentants en mission (an III)

D/§3/59, dossier 562 à 60, dossier 571 : instruction publique

Transfert d'objets d'art et de sciences dans l'intérieur de la République (an II-an III), dont : planches de la carte de Belgique de Ferraris (D/§3/59, dossier 565), liste des végétaux de la serre et des jardins de Laeken envoyés à Paris (dossier 567), procès-verbaux d'extraction d'œuvres d'art, particulièrement des tableaux, dans les villes d'Aix-la-Chapelle, Alost, Affligem, Anvers, Bruges, Bruxelles, Cologne, Courtrai, Dixmude, Gand, Lierre, Louvain, Malines, Rupelmonde et Termonde (dossiers 567, 569 et 570) ; inventaire de meubles et effets à Bavay (D/§3/60, dossier 571).

D/§3/60, dossiers 571 *bis* à 578 : marine et navigation intérieure (an II-an III)

D/§3/60, fin à 72 : affaires militaires (1793-an IV)

60, dossier 579 : capitulation du commandant de la ville et de la citadelle de Namur avec le général Hatry, commandant les troupes de la République (1794) ; dossiers 580 et 581 : chauffage et hôpitaux ; dossiers 582 à 586 : contrôle des 1er à 5e bataillons de chasseurs tirailleurs par Chivaille, commissaire des guerres chargé de l'organisation des corps belges, liégeois et bataves à Amiens en pluviôse an II ; 61 : correspondance des commandants de place, ordre alphabétique d'auteurs ; 62 : correspondance des commissaires des guerres, B.-W. ; 63 : correspondance des commissaires ordonnateurs, A.- à Sabin-Bourcier ; 64, dossiers 612 à 614 : *idem*, Sabin-Bourcier, Vaillant ; dossier 616 : correspondance de la commission de l'organisation et du mouvement des armées de terre ; dossier 616 : correspondance de conseils d'administration de bataillons ; dossiers 617 à 619 : correspondance des généraux en chef ; dossier 620 : correspondance des généraux d'artillerie ; 64, dossier 621 à 65, dossier 629 : correspondance des généraux de brigade (64 : A.-G ; 65 : H.-W.) ; 65, dossier 630 à 66,

[14] Ce dossier ne renferme qu'une faible partie des imprimés conservés dans cette sous-série.

dossier 637 : généraux de division (65 : B.-F. ; 66 : G.-V.) ; 66, dossier 638 : correspondance du ministre de la Guerre et de ses adjoints (septembre 1793- prairial an II) ; 66, dossiers 639 à 645 : correspondance d'officiers de tous grades et armes ; dossier 646 : correspondance des secrétaires de place de Malines et de Tournai ; dossier 647 : correspondance de sous-officiers et hommes du rang de toutes armes ; 67, dossiers 648 à 650 : états de congés militaires et de réformes, états de militaires en détention transférés d'Avesnes [-sur-Helpe] à Laon (an II), aperçu de la force de l'armée du Nord, états sommaires des garnisons d'Avesnes [-sur-Helpe], Bruxelles, Landrecies et Laon ; 67 (fin) et 68 (début) : ordres de l'armée du Nord, juin 1793-22 brumaire an IV (67 : juin 1793-prairial an II, 68, dossiers 662 à 673 : messidor an II-22 brumaire an IV) ; 68, dossier 674 : organisation du service de l'armée du Nord, logement des agents du bureau central d'administration des armées du Nord et de Sambre-et-Meuse à Bruxelles, liste des agents de la République à Bruxelles (an II) ; dossiers 675 à 681 : pétitions de corps de troupe : artillerie, caribiniers, cavalerie et remonte, chasseurs à cheval, dragons, gendarmerie, hussards, infanterie, légion des Ardennes, officiers de l'armée, sapeurs, tirailleurs, gardes nationales de Bapaume, Lille et Maubeuge ; 68 (fin) à 72 (début) : pétitions individuelles de militaires de tous grades et armes (68 : A.-Ba. ; 69 : Be.-D. ; 70 : E.-Jos. ; 71 : Jou.-Pol. ; 72 (début) : Pou.-Y.) ; 72, dossier 726 : vérification des comptes des corps belges, liégeois et bataves (an II) ; dossier 727 : rapports du commandant de la place de Bruxelles (an IV) ; dossier 728 : tableaux des villes de Belgique et de la rive gauche du Rhin conquises par les Français et de celles aux mains de l'ennemi, tableau de réorganisation des corps belges, liégeois et bataves, tableau général de revue de la place de Guise (an III)

D/§3/73, dossier 729 : dossier dit *Notes à partir de l'an II*.

Notes diverses, trois discours de Portiez, chanson : *Les soldats des despotes* et textes imprimés.

D/§3/73, dossier 730 à 87, dossier 859 : "*Particuliers*".

Pétitions individuelles adressées aux représentants en mission, notamment : demandes d'autorisation de rentrer en Belgique, levée de séquestre de biens, otages, demandes d'emploi, deux séries dans l'ordre alphabétique des demandeurs, an II-an III (73, fin : première série ; 74 : A.-Bouil. ; 75 : Boul.-Co. ; 76 : Coll.-Deln. ; 77 : Deln.-Dul. ; 78 : Dul.-Gra. ; 79 : Gra.- Jus. ; 80 : Imp.-Lec. ; 81 : Lec.-Luy. ; 82 : Mac.-Mun. ; 83 : Mus.-Q. ; 84 : Ra.-Stuc. ; 85 : Taf.-Vander. ; 86 : Vander.-Vig. ; 87 : Vig.-Z.)

D/§3/87, dossiers 860 et 861 : passeports (an II-an III); *plans* : projets de particuliers (an III)

D/§3/88 à 90, dossier 878,: postes et messageries (an II-an III).

88, dossiers 862 à 867 et 869 : correspondances de diverses autorités ; dossier 868 : correspondance de directeurs de bureaux de postes aux lettres par ordre alphabétique d'auteurs ; 89, dossiers 870 à 874 : lettres saisies classées par ordre alphabétique de destinataires ; dossier 875 : notes diverses ; dossier 876 : pétitions collectives de maîtres de la poste aux chevaux de Belgique ; 90, dossier 877 : pétitions individuelles des mêmes ; dossier 878 : tableau d'appointements en numéraire des employés des postes de Belgique et des pays conquis en deçà de la Meuse.

D/§3/90, dossiers 879 à 881: dossiers dits *Rapports* (3 pièces), *Récépissés* et *Règlements*, (14 pièces imprimées) (an III-an IV)

D/§3/90, dossiers 882 à 886 : cahiers de réquisitions par les commissaires des guerres à Namur (juillet 1794-fructidor an II)

D/§3/91, dossier 887 : *salines*[15].

D/§3/91, dossier 888 à 93, dossier 909 : secours publics (an II-an III)

91, dossiers 888 à 890, secours publics : commune de Malines, département du Nord, districts de Laon, Péronne, Saint-Quentin, Soissons et Vervins, pertes en chevaux et bestiaux par fait de guerre dans ceux d'Avesnes [-sur-Helpe] et de Cambrai, pétitions collectives et individuelles, rapport d'Adant et Saunier, commissaires aux secours publics[16] (an II-an III)

91 (fin) à 92, dossier 900 : hôpitaux militaires (91, dossiers 891 à 893 : correspondance et affaires diverses, dont pétitions pour établir une école de chirurgie à Louvain, tableau des maisons d'Arras propres à servir d'hôpitaux et correspondance des directeurs des hôpitaux d'Avesnes [-sur-Helpe], Béthune, Cambrai, Enghien, Huy, Liège, Lille, Malines, Maubeuge, Saint-Trond, Tirlemont et Vilvorde ; dossier 894 : correspondance d'employés des hôpitaux, d'infirmiers, de médecins, d'officiers de santé et de pharmaciens ; dossier 895 ; états divers ; dossiers 896 et 897 : états des mouvements des hôpitaux militaires de Bruxelles ; 92, dossier 898 : *idem* de ceux de Bouchain, Cambrai, Huy, Mons et Ypres ; dossier 899: instructions aux envoyés dans les villes de Belgique pour la recherche

[15] Le dossier portant ce titre ne comprenait qu'une seule pièce sans rapport avec ce sujet (maximum des denrées à Lille) actuellement classée dans D/§3/ 72, dossier 729.

[16] On trouve ces deux noms comme auteurs d'un discours imprimé en 1793 en qualité de membres de la société des amis de la liberté et de l'égalité de Namur cité par *Martin et Walter, Bibliothèque nationale. Catalogue de l'histoire de la Révolution française*, ce qui indique qu'il ne s'agit pas de membres de la Commission exécutive des secours publics mais de commissaires locaux.

de médicaments, an II ; dossier 900 : état des hôpitaux sédentaires et ambulants de l'armée du Nord, hôpitaux militaires de Maubeuge, Mons et Vilvorde)

92 (fin) à 93, dossier 909, monts-de-piété ou lombards : 92 , dossier 901 : correspondances de diverses autorités ; 92 (fin) et 93, dossiers 907 et 908 : inventaires des monts-de-piété (92 : Bruges, Bruxelles, Courtrai, Gand, Louvain, Malines, Mons, Namur, Termonde ; 93 ; Tournai et Ypres) ; dossier 909 : notes et pétitions

D/§3/93, dossiers 910 et 911 : dossiers dits: *Serment* et *Soumissions* de fournitures militaires.

note sur le serment de bourgeoisie de la ville de Bruxelles, 2 et 2 pièces (an II-an III)

D/§3/93, dossier 912 à 104, dossier 1000 : subsistances militaires (an II-an III)

93, dossier 912 : mémoires et notes divers, dont : approvisionnement des marchés publics de Bruxelles, subsistances, commerce et manufactures du pays de Liège ; 93 (fin) à 94, dossier 918 : correspondance d'autorités civiles et militaires sur les subsistances militaires ; 94 (fin) à 95, dossier 928 : états de réquisitions faites par des commissaires des guerres dans l'ordre alphabétique de leurs noms (94 : Alisse-Mougenot ; 95 : Person-Viroux) ; 95, dossier 928 *bis* : états de réquisitions à Affligem, Amiens, Ath, Binche, Charleroi, Doullens, Frasnes-lez-Buissenal, Furnes, Givet, Helmond, Laon, Mons, Oleye, Péronne, Saint-Omer, Saintes[17], Salperwick, Soissons et Tirlemont ; dossier 929 : états récapitulatifs réquisitions faites par des commissaires des guerres ; dossier 930 : réquisitions de grains et farines pour les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse ; 96, dossiers 931 à 933 : subsistances de l'armée du Nord : viande, magasins de vivres ; 97, dossier 934 : parcs à bestiaux ; dossier 935 : états de répartition ; dossier 936 : pétitions collectives sur les réquisitions à Alost, Berg, Bœzinge, Boortmeerbeek, Bruxelles, Elewijt, Everberg, Evere, Furnes, Gand, Haren, Heers, Hundelgem, Kampenhout, Kortenberg, Limbourg, Meerbeek, Melsbrœk, Nederokkerzeel, Perk, Peutie, Rivière, Saint-Nicolas, Steenokkerzeel, Sterrebeek, Wespelaar et Ypres; dossier 937 : pétitions individuelles; dossiers 938 à 942 : grains et fourrages; 98 à 100, dossier 963 : fourrages (98, dossiers 943 à 947 : correspondance et états; 98, dossier 948 à 100, dossier 960 : états de situation de magasins de fourrages en l'an II, ordre alphabétique des localités[18]; 100, dossiers 961 à 963 : états divers); 100, dossier 964 à 104, dossier 1000 : vivres (100, dossier 964 à 101, dossier 971 : correspondance et états divers; 101, dossier 972 à 103, dossier 995 : états de situation des magasins de vivres, ordre alphabétique des localités[19]; 103 (fin) à 104, dossier 1000 : états divers).

D/§3/104, dossier 1001 à 107, dossier 1042 : transports et convois militaires (an II-an IV)

104, dossiers 1001 à 1006 : correspondance de diverses autorités ; dossiers 1007 à 1009 : états divers ; 104, dossier 1010, et 105 : états de situation de parcs de voitures (104 : division de Maubeuge ; 105 : parcs de la porte d'Anderlecht à Bruxelles, de Maubeuge et de Mons) ; 106, dossiers 1022 et 1023 : états des chevaux, voitures et chariots existant dans les districts d'Arras, Bergues, Béthune, Cambrai, Château-Thierry[20], Chaumont [-en-Vexin], Lille, Noyon, Péronne, Saint-Omer, Saint-Pol [-sur-Ternoise] et Senlis (an III en majorité) ; 106, fin : états et procès-verbaux divers, pétitions ; 107, début : revue des voitures à loyer de la division de Maubeuge et états des chevaux, voitures et chariots existant dans les districts d'Arras, Bergues, Béthune, Cambrai, Château-Thierry, Chauny, Lille, Montdidier, Montreuil-sur-Mer[21], Péronne, Saint-Pol [-sur-Ternoise] et Senlis (an II)

D/§3/107, dossier 1043 : travaux publics, 15 pièces (an III)

Dont : liste des matières tirées de l'ex-cathédrale de Liège.

D/§3/107 (fin) à 110, dossier 1070 : tribunaux.

107, dossier 1044 à 109, dossier 1056, tribunaux criminels et tribunaux de districts, an II-an III (107, dossier 1044 : correspondance de l'accusateur public près le tribunal criminel d'Anvers et rapports décadaires ; 108, dossiers 1045 à 1047 : *idem*, tribunaux criminels d'Amiens, Bruxelles, Douai, Maastricht, Mons et Tournai ; dossier 1048 : correspondance du greffier du tribunal criminel de Bruxelles et des juges de ceux d'Anvers et de Mons ; dossier 1049 : correspondance des représentants en mission avec l'accusateur public près celui de Bruxelles et son susbstitut et correspondance des juges de celui de Mons ; dossier 1050 : compte décadaire de l'accusateur public près le tribunal criminel d'Anvers, affaires diverses sur le fonctionnement de celui de Bruxelles, dont états des détenus des maisons d'arrêt de la ville ; dossier 1051, tribunal criminel d'Anvers : procès-verbal d'installation, jugements ; procès porté devant la municipalité de Bruges jugeant au criminel ; dossier 1052, tribunal criminel de Bruxelles: jugements et interrogatoires d'inculpés ; 109, dossier 1053 : formation du jury du tribunal criminel de Mons et affaires diverses sur le fonctionnement de celui de Bruxelles ; dossier 1054 : correspondance des commissaires nationaux près les tribunaux de district d'Avesnes [-sur-Helpe], Cambrai, Lille, Mons et Valenciennes ; dossier 1055 : correspondance des tribunaux civils

[17] Nom flamand : Sint-Renelde, Belgique, Brabant flamand, auj. : commune de Tubize.
[18] D/§3/98 : Arleux à Bruxelles ; 99 : Bruxelles à Maubeuge ; 100 : Maubeuge à Tournai.
[19] D/§3/101 : Aire [-sur-la-Lys] à Bruxelles ; 102 : Bruxelles à Louvain ; 103 : Louvain à Ypres.
[20] Nom révolutionnaire : Égalité-sur-Marne.
[21] Nom révolutionnaire : Montagne-sur-Mer.

des districts d'Ath, Binche, Liège, Mons et Saint-Omer ; dossier 1056 : déposition devant notaire et projet de règlement sur l'organisation judiciaire et l'administration de la justice dans les districts d'Ath, Binche et Mons).

109, dossier 1057, tribunaux de paix : lettre du bureau de paix et de conciliation du district de Cambrai, organisation provisoire de la justice dans le pays de Namur, correspondance de juges de paix de Comines, Enghien, Lens[22] (Hainaut), Mons et Sedan , lettre des juges délégués des droits de tonlie de la République à Bruges (an II-an III).

dossier 1058, lettre du tribunal forestier de l'arrondissement de Namur (an III) ; dossier 1059 : pétition du greffier du tribunal correctionnel de Mons (an III).

dossiers 1060 à 1065, tribunaux militaires : correspondance de divers accusateurs militaires à l'armée du Nord, près le tribunal militaire d'Arras à Maubuge, de commissaires de surveillance des prisons militaires d'Arras, du commissaire national près le tribunal du district de Saint-Omer, des commissions militaires d'Arras, Avesnes [-sur-Helpe], Bruxelles, Cassel, Namur et Ypres, des conseils de guerre d'Avesnes [-sur-Helpe], Bergues, Douai et Maubeuge, dossiers sur des affaires portées devant les tribunaux militaires, instructions, journaux d'opérations d'officiers de police militaire, tableaux des jugements rendus par le tribunal criminel provisoire près les divisions de l'armée du Nord sous Maubeuge, jugements rendus par le tribunal criminel militaire du quartier général de l'armée du Nord, par la commission militaire révolutionnaire et le tribunal criminel militaire révolutionnaire, surveillance des prisons militaires d'Arras, pétitions de prisonniers militaires, de gardiens de maisons d'arrêt et d'officiers de police militaire, inventaire des coffres et ballots renfermant des imprimés appartenant à l'ex-général Dumouriez (an II-an III).

109, dossier 1066 à 110, dossier 1070, tribunaux révolutionnaires, an II-an III (109, dossier 1066 : correspondance de accusateur public et de juges du tribunal criminel révolutionnaire de Liège ; 110 : correspondance de l'accusateur public près le Tribunal révolutionnaire de Paris, de ceux près les tribunaux criminels du Nord et du Pas-de-Calais, jugements imprimés du tribunal criminel révolutionnaire de Liège et du comité de surveillance chargé de la police correctionnelle établi par un représentant du peuple à Liège et autres lieux, extraits de jugements de la première section siégeant à Cambrai du tribunal révolutionnaire d'Arras ; troubles à Anvers, Ath, Bruxelles et dans le pays de Luxembourg).

D/§3/110 (fin) à 116 : registres (cahiers) d'arrêtés et de correspondance des représentants en mission (juin 1793-an IV)

110 : deux registres par ordre chronologique (an II).

111, dossier 1073 : registre d'arrêtés, lettres et « finances » du représentant en mission Laurent du Bas-Rhin (pluviôse-messidor an II) ; dossier 1074 : arrêtés de Giroust, Le Febvre de Nantes, Meynard et Pérès (1er floréal an III-1er brumaire an IV) ; dossier 1074 *bis* : arrêtés de Berlier, Briez, Ducos, Giroust, Haussmann, Lacoste[23], Le Febvre de Nantes, Meynard, Pérès, Portiez (9 vendémiaire an III-27 vendémiaire an IV) ; dossier 1075 : arrêtés des représentants commissaires du gouvernement dans les pays réunis à la République par la loi du 9 vendémiaire an IV Pérès et Portiez (5-7 frimaire an IV).

112, dossier 1076 : arrêtés sur les contributions en numéraire (vendémiaire-floréal an III) ; dossier 1077 : arrêtés sur les domaines nationaux (vendémiaire-fin an III) ; dossiers 1078 à 1080 : arrêtés sur les finances (24 juin 1793-29 germinal an III).

113, dossiers 1081 et 1083 : arrêtés sur la police et l'administration générale des pays conquis (vendémiaire-messidor an III et thermidor an III-2 brumaire an IV) ; dossier 1082 : arrêtés sur pétitions individuelles (vendémiaire-thermidor an III).

114, dossiers 1084 et 1085 : arrêtés sur les réquisitions (vendémiaire-fructidor an III) et sur les subsistances et les réquisitions (vendémiaire an III- vendémiaire an IV) ; dossier 1086 : précis des principaux arrêtés (messidor an II-nivôse an III).

115, dossiers 1087 et 1088 : tables par ordre alphabétique de noms et de matières et par ordre chronologique (an III-brumaire an IV) ; dossier 1089 : correspondance des représentants en mission avec la Convention, ses comités, d'autres représentants, des généraux et commandants militaires (vendémiaire-floréal an III) ; dossier 1015 : *registre aux bons* (vendémiaire-frimaire an IV).

116, dossier 1091 : correspondance de Pérès et Portiez (9-19 frimaire an IV) ; dossier 1092 : correspondance de Bellegarde, Briez, Frecine, Gillet, Haussmann, Lacombe-Saint-Michel, Laurent du Bas-Rhin, Richard (25 thermidor-4e sans-culottide an II), dossier 1093 : correspondance du 1er bureau du conseil de gouvernement (12-25 brumaire an IV).

D/§3/117. Mission de Ramel en « *Hollande* ».

Registres (cahiers) de copies de ses arrêtés, répertoires d'affaires traitées et de pétitionnaires (nivôse an III-frimaire an IV) ; lettres reçues par lui (an III-an IV)

[22] Dit ici Lens-sur-Dendre.
[23] Élie ou Jean-Baptiste Lacoste ?

Registres

Registres des représentants en mission près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse

D*/§3/1	Enregistrement de pétitions et demandes et table , mois de frimaire et nivôse an II ou an III.
D*/§3/2, 6 et 7.	Enregistrement de pièces sur les fournitures et les approvisionnements des armées (thermidor an II-an III)
D*/§3/3.	Organisation des autorités des neuf départements réunis par la loi du 9 vendémiaire an IV : noms des administrateurs et des juges (an IV)
D*/§3/4.	Copies de correspondances des représentants, mois de floréal à brumaire d'une année non indiquée.
D*/§3/5.	Registre dit *Pièces de correspondance* (an III)
D*/§3/8.	Administration centrale de la Belgique, correspondance, s.d.
D*/§3/9.	Registre d'arrêtés des représentants en mission (nivôse-ventôse an III)

D/I§1

Comité des décrets, procès-verbaux et archives

Intitulé : COMITÉ DES DÉCRETS, PROCÈS-VERBAUX ET ARCHIVES
Niveau de classement : sous-série du cadre de classement.
Dates extrêmes : 1790-an XII.
Importance matérielle : 60 articles (17 m.l.)
Conditions d'accès : librement communicable, sous réserve des restrictions imposées par l'état matériel des documents . Les fichiers anciens cotés D/I§1/40 à 42 ne sont pas communicables au public.
Les registres D*/I§1/b 1 et 2 et D*/I§1/c/1 et 2 ont été microfilmés et sont consultables sous cette forme.

Noms des producteurs :
Comité des décrets, devenu le 7 fructidor an II, Comité des décrets, procès-verbaux et archives.

Histoire des producteurs :
Le Comité des décrets créé par la Constituante le 5 novembre 1789 avait pour rôle de contrôler l'expédition des décrets de l'Assemblée et leur promulgation, attribution partagée avec le ministre de la Justice (appellé à l'origine Garde des sceaux), puis avec son remplaçant en l'an II, la Commission des administrations civiles, police et tribunaux. Ces contrôles consistaient en des opérations de collation des décrets en matière de liquidation de pensions et d'aliénation de biens nationaux.
L'extension des missions du comité au contrôle des archives de l'Assemblée s'explique naturellement par les similitudes de ces deux actions et par la captivité de Camus, garde des archives de l'Assemblée, livré aux Prussiens par Dumouriez en avril 1793. Le comité semble en effet avoir contrôlé les archives de l'Assemblée bien avant que son nouvel intitulé de la fin de l'an II ne le manifeste, et, à ce titre, s'occupa notamment du contrôle de la fabrication des assignats dont les Archives de l'Assemblée étaient chargées.

Histoire de la conservation :
Les cartons et les registres de la sous-série ont été cotés en deux numérotations distinctes. Dans les cartons, la numérotation initiale par dossier a été conservée en même temps que les cartons ont reçu leur numérotation propre. Les cotes des registres sont subdivisées en trois parties représentant les trois assemblées successives matérialisées par les lettres a, b et c ajoutées à l'énoncé de la sous-série.
Ce fonds appartient depuis l'origine aux archives de l'Assemblée, c'est-à-dire les Archives nationales. Jusqu'au début du Consulat, on ajouta aux dossiers des comités des documents s'apparentant par nature à ceux déjà conservés, ce qui semble pouvoir être attribué au service des archives des assemblées de l'époque.
Plus récemment mais avant 1978, on y a ajouté cinq pièces jusque-là portant la cote D/XXX (Comité des décrets), formant depuis le dossier 7 *bis* du carton D/I/§1/1 et ôté un registre de délibérations et arrêtés de la Commission du recensement et de la rédaction des lois reclassé dans D/XXXIX.
Enfin, en 2010, lors de la préparation du déménagement des fonds relevant de la section du XIX^{e} siècle des Archives nationales, un fichier ancien sans aucune utilité pour la recherche, de provenance incertaine et composé de trois boîtes renvoyant à des dates d'arrêtés de comités et de commissions de fructidor an II à vendémiaire an IV munies des numéros 127 à 129 de l'état des inventaires de 1914 a été ajouté à la sous-série D/I§1 et ces trois boîtes ont été cotées D/I§1/40, 41 et 42.

Présentation du contenu :
La sous-série comprend un dossier sur l'organisation du comité et des archives des assemblées jusqu'en l'an VIII et des minutes de ses procès-verbaux sous la Convention, auquel on a ajouté des lettres d'envoi d'ouvrages en hommage au Corps législatif du Consulat, puis un ensemble suivi de documents sur le contrôle de la promulgation des décrets, sur la fabrication des assignats, domaine traditionnellement dévolu aux Archives et dont le comité était expressément chargé, et sur les députés à la Convention.
Le rôle de comité des archives se traduit par la présence de dossiers sur les hommages d'œuvres littéraires faits aux assemblées, qui se poursuivent ici jusqu'au Consulat, sur le contrôle de la fabrication des assignats et sur les députés et suppléants à la Convention.
Seuls les registres de procès-verbaux du comité de la Législative et de la Convention sont conservés. Les autres registres de la sous-série sont des registres d'ordre, où l'on note une table alphabétique des représentants envoyés en mission sous la Convention.

Instruments de recherche : Voir l'*État des inventaires.*

Sources complémentaires :
Aux Archives nationales (Paris) :

- Autre(s) partie(s) du même fonds :

- sous-série F/30 (ministère des Finances, administration centrale) : F/30/1 à 100 : registres de procès-verbaux de fabrication et d'entrée et de sortie des assignats (décembre 1789-fructidor an IV).

- Sources complémentaires sur le plan documentaire :

- sous-série D/I§/2 : dons et hommages aux Assemblées.
- sur le processus de rédaction et de publication des lois, décrets et arrêtés, D/III (Comité de législation) et D/XXXIX (Commission de la classification des lois) ; série BB (ministère de la Justice) : BB/2/16 à 19/2 : ministère de la Justice, publication et envoi des lois (1789-1820).
- sur les contrôles de présence et les congés des députés, sous-série D/XXXV (Comité des inspecteurs de la salle) et les compléments dans la série C (Assemblées) signalés plus loin à la rubrique de cette sous-série.
- sur le fonctionnement des Archives de l'Assemblée, série AB : organisation et administration des Archives.
- sur la fabrication et la circulation des assignats, sous-série H/1 (pays d'états, intendances d'Ancien Régime), H/1/1445 : affaires financières, assignats, biens nationaux (1790-1793) ; sous-série D/VI (Comité des finances), notamment D/VI/1 à 8 (en partie) et D/VI/20 à 55 : dossiers par département, notamment sur les assignats (1789-1791) ; sous-série D/VII (Comité des assignats et des monnaies) ; série F (versements des ministères) : sous-série F/4, ministère de l'Intérieur, comptabilité : F/4/1013 en partie : fabrication des assignats (1791-an IV) ; sous-série F/30 (administration centrale du ministère des Finances) : F*/30/1 à 86 et F/30/114 à 211 : fabrication et échange des assignats (1790-an IV).
- sur les décrets de pension et leur liquidation, sous-séries D/X (Comité des pensions de la Constituante), D/XI et D/XII (Comité de liquidation et Comité central de la liquidation) ; série AF (Archives du pouvoir exécutif 1789-1815), sous-série AF/I (Régime royal constitutionnel, 1789-1792) : AF*/I/21 et 22.

Sources de la notice :

- *Les Archives nationales. État général des fonds* (tome II), publié sous la direction de Jean Favier, directeur général des Archives de France, 1978.
- Inventaire manuscrit de la sous-série par H. de Curzon.

Date de la notice : 2007 ; révisée en octobre 2010.
Auteurs de la notice : Pierre-Dominique Cheynet (Marie-Élisabeth Antoine).

Répertoire de la sous-série D/I/§1[24]

Cartons

D/I§1/1. Organisation du comité et des archives de l'Assemblée (1790-an VII) ; états de cartons et papiers remis par des comités aux archives (1790-an VII) ; lettres d'envoi d'hommages de littérature au Corps législatif (an VIII-an XII) ; accusés de réception de procès-verbaux d'assemblées électorales remis aux Cinq-Cents par les Archives (an VI-an VII); dossier 7 *bis* (anciennement: D/XXX/1, Comité des décrets): lettre de Dugas, éditeur des décrets de l'Assemblée (25 novembre 1791), dénonciation par des patriotes de Blois d'un arrêté liberticide des sections de la ville (12 vendémiaire an IV) et observations sur les obstacles à la vente des biens nationaux adressées au Comité des décrets et à Camus, s.d..

D/I§1/2 et 3 dossier 9. Comité des décrets : minutes de procès-verbaux des séances (11 janvier 1793-23 brumaire an III et 26 brumaire an III-3 brumaire an IV).

D/I§1/3 dossiers 10 et 11. Lettres patentes sur décrets et proclamations du Roi sur des municipalités (mai 1790) ; extraits de procès-verbaux et décrets de l'Assemblée du 9 au 23 août 1792.

D/I§1/4 dossier 12. Extraits de procès-verbaux et décrets de l'Assemblée sur les travaux du comité (9 février 1792-5 vendémiaire an IV).

D/I§1/4 dossier 13 à 7. Relevés des décrets sanctionnés par le Roi, notes sur ceux-ci, puis analyses et relevés journaliers des décrets avec indication des rapporteurs, renvois, *etc.* (février 1790-floréal an III).

4 : février 1790-septembre 1791 et tableaux résumés des actes de l'Assemblée envoyés par le ministre de la Justice aux autres ministres et aux tribunaux de 1791 à juillet 1792 ;

5 : juillet et septembre 1792 et septembre 1793-pluviôse an II ;

[24] **Répertoire rédigé à partir de l'inventaire détaillé de la sous-série afin d'améliorer l'accès au fonds. On n'a pas contrôlé la pertinence des analyses avec le contenu actuel des articles décrits.**

6 : ventôse-fructidor an II ;
7 : vendémiaire-floréal an III

D/I§1/8 à 17. Fabrication des assignats et des mandats territoriaux : procès-verbaux d'envois des papeteries, états de situation, comptes et correspondance des directeurs, états de versements faits par le Timbre à la Trésorerie et aux Archives nationales (1790-an V).

8 dossier 24 : décrets, procès-verbaux et autres pièces sur les formes et poinçons pour la fabrication des assignats déposés aux Archives nationales (1791-1792) ;

8 (fin) à 9 dossier 39 : correspondance, certificats et procès-verbaux d'envoi de papiers pour les assignats par la papeterie de Courtalain à l'imprimerie Didot (8 : novembre 1790-avril 1792 ; 9 : mai-août 1792) ;

9 dossier 40 : procès-verbal de brûlement des assignats de 2000 et de 50 livres des créations de 1790 et 1791 (août 1793) ;

9 (fin) : correspondance, certificats et procès-verbaux d'envoi de papiers pour les assignats de la création de 1792 par les papeteries de Buges, Courtalain, Essonnes et du Marais[25] (1792-1793) ;

10 dossier 51 : marchés et modèles pour la fabrication des assignats, décrets et extraits de procès-verbaux à ce sujet (1793-an II) et compte rendu par le député Baudin sur les fonds mis à sa disposition pour cette fabrication (1er brumaire an IV) ;

10 dossiers 52 à 61 : comptes de dépenses de la direction du comptage des assignats (1793-an II) ;

10 (fin) à 11 dossier 73 : correspondance, certificats et procès-verbaux d'envoi de papiers pour les assignats de la création de 1793 par les mêmes papeteries classés dans l'ordre décroissant de valeur, 1793-an II (10 : 400 à 5 livres ; 11: 50 à 10 sous) ;

11 dossiers 74 à 77 : soumissions de fabricants de papier, états et résultats de la fabrication des assignats et reddition de comptes par les inspecteurs près les papeteries, procès-verbaux d'envoi de formes à celles d'Annonay, Courtalain, Essonnes et du Marais, procès-verbaux d'événements survenus dans les papeteries et de comptage d'assignats (1793-an II) ;

11 dossiers 78 à 82 : lettres des directeurs de la fabrication et de l'imprimerie des assignats et des inspecteurs des papeteries à l'archiviste de l'Assemblée (1793-an III) ;

11 dossiers 83 à 87, 10 pièces : procès-verbaux et arrêtés divers (1793-an III) ;

12 : procès-verbaux, lettres et arrêtés sur la fabrication des assignats et le dépôt aux Archives d'objets y ayant servi, dont dossier 88 : inventaire détaillé des objets de la direction des artistes de la fabrication des assignats, floréal an III (1793-an IV) ;

13 : procès-verbaux de versements d'assignats en livres par le Timbre à la Trésorerie nationale ou aux Archives (1793-an III) ;

14 à 15 dossier 147 : procès-verbaux de versements d'assignats par les papeteries aux Archives, an III-an IV (14 : Buges ; 15 : Essonnes, Langlée[26] et Buges) ;

15 (fin) : versements de bouts de séries d'assignats aux Archives (nivôse an III-ventôse an IV) ;

16 dossiers 160 à 166 : inventaires et comptes, procès-verbaux de destructions d'assignats (septembre 1790-ventôse an IV) ; dossier 180 : appointements des employés au comptage des assignats (an II-an IV).

16 (fin) et 17 (début) : mandats territoriaux, an IV.

16, dossiers 180 et 181 : procès-verbaux de reconnaissance des formes pour les fabriquer et échantillons de papiers-mandat, an IV ; 17, dossiers 182 à 188 : procès-verbaux d'envoi aux Archives et états de fabrication des mandats, an II-an IV ; dossier 189 : procès-verbaux de reconnaissance des éléments techniques de leur fabrication, an IV-an V ; dossier 190 : procès-verbaux de versements des mandats à la Trésorerie nationale, an IV).

17, dossier 191 : organisation, personnel et fonctionnement du bureau du comptage des assignats aux Archives (1793-an IV).

17 (fin) : mandats territoriaux : procès-verbaux, registre de dépôt aux Archives des poinçons de fabrication (an IV-an VII), dessins originaux de mandats territoriaux, s.d., arrêtés sur la vente du papier destiné à leur fabrication (an V) et recueil factice d'extraits du *Bulletin de la Convention* sur la fabrication et le comptage des assignats.

D/I§1/18 à 33. Contrôle des décrets et lois (1789-an X).

18 : relevés quotidiens de décrets de la Convention (prairial an III-2 brumaire an IV) ;

19 à 21 : états de décrets et accusés de réception par les ministères, envoi du ministère de la Justice au comité des décrets (19 : 6 août-27 octobre 1790 ; 20 : 1er novembre 1790-2 février 1791 ;

21 : 1er octobre 1791-29 germinal an II) ;

22 dossier 202 : récépissés de décrets envoyés à l'Agence des lois (1er fructidor an II-1er messidor an III) ; dossiers 263 à 205 : états d'expéditions authentiques des décrets envoyées par l'Agence des lois aux Archives (2 messidor an II-9 vendémiaire an V) ;

23 à 27 : états de rectifications à faire dans les décrets de liquidation de pensions envoyés par divers comités et par la direction générale de la liquidation.

[25] Seine-et-Marne, commune de Jouy-sur-Morin.
[26] Loiret, commune de Châlette-sur-Loing.

23 : 1792-an IV ; 24 : an V-nivôse an VI ; 25 : nivôse an VI-vendémiaire an VII ; 26 : brumaire an VII-an VIII ; 27 dossiers 217 et 218 : an IX-an X ; dossiers 219 à 222 : états divers de rectifications, an IV-an IX.

28 : correspondance sur la collation des décrets d'aliénation des biens nationaux et états des décrets collationnés (1791-an III);

32, dossier 250 : correspondance entre l'administration des domaines, le garde des Archives nationales et autres sur la collation des décrets d'aliénation des biens nationaux (1791-1793).

29 : lettres et états d'envoi de minutes de décrets, de décrets imprimés authentiques et d'expéditions authentiques de lois par le ministre de la Justice aux Archives nationales (novembre 1790-23 prairial an II).

30 à 33 dossier 257 : correspondance du Comité sur l'envoi et la promulgation des décrets, décembre 1789-an III.

30 : avec le ministre de la Justice, 1790-1792 ; 31 : avec le même, 1792-an II et les autres ministres, 1790-an II ; 32 dossier 239 : avec les grands procurateurs de la Nation, janvier-novembre 1792 ; dossier 240 : avec le Comité des inspecteurs des palais nationaux, 1791-an III ; dossier 241 : avec celui de salut public, 1793-an III ; dossier 242 : avec celui de sûreté générale, 1792-an III ; dossier 243 : avec celui des Finances, 1792-an III ; dossier 244 : avec celui de Législation, 1792-an III ; dossier 245 : avec le Comité militaire puis de la guerre, 1792-1793 ; dossier 246 : avec celui des transports, postes et messageries, an II-an III ; dossier 247 : avec ceux du commerce et des approvisionnements, de division, de liquidation, d'instruction publique, de la marine et des colonies, des pétitions et correspondance et des secours publics, 1792-an III ; dossier 248 : avec la commission centrale de l'Assemblée et les commissions des Six et des Vingt-Quatre[27], 1792-an II ; dossier 249 : avec des préposés aux archives départementales, 4 pièces, an II-an III ; 33, dossier 251[28] : avec la commission des administrations civiles, police et tribunaux, an II-an III ; dossiers 252 et 253 : de et avec des autorités locales, classées en deux séries par ordre alphabétique de noms de communes et quelques noms de départements, 1791-an III[29] ; dossier 254 : réclamations de particuliers, 1792-an II ; dossier 255 : réclamations sur la Haute Cour, 1792 ; dossier 256 : adresses diverses au comité (an III) ; dossier 257 : lettres du Garde des sceaux Champion de Cicé au constitutant Le Chapelier, membre du Comité de constitution, sur les envois de décrets, décembre 1789-mars 1790.

D/I§1/33 (fin) Mélanges.

dossier 258 : demandes d'emploi dans les bureaux des comités (1791-an II) ; dossiers 259 et 260 : rectification d'erreurs d'arrêtés de liquidation et correspondances avec Denormandie, directeur général de la Liquidation (an IV-anVI et an VIII-an IX) ; dossier 260 *bis* : états d'expéditions de lois sur parchemin à déposer aux Archives nationales (février-novembre 1790).

D/I§1/34. Envoi de collections de lois et décrets aux représentants en mission et aux autorités (1790, 1793-an III).

D/I§1/35. Correspondance du comité avec des représentants en mission, ordre alphabétique des noms (1793-an IV).

D/I§1/36 à 39 Députés et suppléants à la Convention : dossiers par département (1793-an III, quelques pièces de 1791, an II sauf indication contraire).

36, Ain : Ferrand, suppléant de Mollet (1793) ; Aisne : Petit (an II-an III) ; Allier : Chabot de l'Allier et Deleage (1791-an III) ; Hautes-Alpes : Barety, Chauvet (1793-an III) ; Basses-Alpes : Verdollin (an II) ; Ardèche : Thoulouse (an II-an III) ; Ardennes : Piette (1793-an II) ; Ariège : Baby et Bordes, suppléants ; Aube : David-Delisle et Ludot ; Aude : trois suppléants ; Aveyron : Rous (1793-an II) ; Bouches-du-Rhône : Marc-Antoine Bernard et Le Blanc de Servane ; Calvados : Lemoine et Lomont ; Cantal : Malhes et son suppléant Mirande, Peuvergne (1793-an II) ; Charente : trois suppléants ; Charente-Inférieure : René Eschassériaux ; Cher : trois suppléants ; Corrèze : Aubin Chambon et suppléants; Corse : Arrighi ; Côte-d'Or : Édouard ; Côtes-du-Nord : Coupard, Couppé, Toudic ; Creuse : Faure de la Creuse, Leclère, suppléant ?

37, Dordogne et Doubs : trois suppléants ; Drôme : Sautaÿra et son suppléant Quiot (1793-an II) ; Eure : Lemaréchal et son suppléant, Bidault (1793-an II) ; Eure-et-Loir : Deronzières et Lonqueue

[27] La Commission des Six de la Convention, chargée de surveiller le Tribunal criminel extraordinaire (le Tribunal révolutionnaire), fut active en mars et avril 1793. La Commission des Vingt-Quatre fut créée le 1er octobre 1792 pour faire l'inventaire des papiers découverts dans l'armoire de fer des Tuileries.

[28] Pour le dossier 250, voir plus haut, à la suite de D/I/§I/1/28.

[29] Dans les départements suivants : Aisne, Hautes-Alpes, Ardèche, Ariège, Aube, Bouches-du-Rhône, Calvados, Charente, Corrèze, Côte-d'Or, Doubs, Eure, Finistère, Haute-Garonne, Gironde, Hérault, Ille-et-Vilaine, Isère, Jura, Landes, Loire, Loire-Inférieure, Loiret, Lot-et-Garonne, Lozère, Maine-et-Loire, Manche, Marne, Mayenne, Meuse, Morbihan, Moselle, Nièvre, Nord, Orne, Paris, Pas-de-Calais, Basses-Pyrénées, Bas-Rhin, Haut-Rhin, Saône-et-Loire, Sarthe, Seine-Inférieure, Seine-et-Marne, Seine-et-Oise, Somme, Tarn, Var, Vaucluse, Vendée, Vienne et Yonne, ainsi qu'à « Chaumont ». Dans l'index général du présent répertoire de la série D, ces correspondances sont citées aux noms des localités qu'énumère l'inventaire manuscrit de la sous-série D/I/§1.

(1792-an II) ; Finistère, Gard : trois suppléants ; Haute-Garonne : quatre suppléants ; Gers : trois suppléants ; Gironde : quatre suppléants ; Hérault : Joubert ; Ille-et-Vilaine : Tréhouart ; Indre : deux suppléants ; Indre-et-Loire : Champigny-Aubin, Potier, Veau de Launay (1793) ; Haute-Loire : Bardy (1793-an II) ; Loire-Inférieure : trois suppléants ; Loiret : Gaillard (1793-an II) ; Lot : Blaviel (1793-an II) ; Lot-et-Garonne : Cabarroc, Duniagou, suppléant ? (1793-an III) ; Lozère : deux suppléants ; Maine-et-Loire : De Houlières, La Revellière-Lépeaux (1793-an II) ; Manche : cinq suppléants ; Marne : quatre suppléants ; Haute-Marne, Mayenne : trois suppléants; Meurthe : Dominique Jacob, Mourer, suppléant ? (1793-an II) ; Meuse : Garnier de la Meuse, Jean Moreau et Tocquot (1793-an II) ; Morbihan : Bruë ; Moselle : Boulay, suppléant, Karcher (1793-an II) ; Nièvre : trois suppléants ; Nord : Fockedey (1793-an II) ; Oise : Auger, Danjou (1793-an III) ; Orne : Castaing, Gérard-Desrivières (1793-an III) ; Paris : Desrues, Rousseau, Vaugeois 1793-an III).

38, Pas-de-Calais : Du Brœucq, Garnier du Pas-de-Calais, Le Bon (1793-an III) ; Puy-de-Dôme : Jourde (an II-an III) ; Hautes-Pyrénées : Guchan ; Basses-Pyrénées : Laa, Vidal ; Pyrénées-Orientales : Delcasso ; Haut-Rhin : Guittard ; Bas-Rhin : Voissette, suppléant ? ; Rhône-et-Loire : Noailly ; Haute-Saône : trois suppléants ; Saône-et-Loire : Chamborre, Claude Jacob, Millard, Roberjot (1793-an II) ; Sarthe: Lehault, Baruville, suppléant ? ; Seine-et-Oise : Goujon, Vénard ; Seine-Inférieure : Albitte jeune, Lecomte, Revel (1793-an II) ; Seine-et-Marne : onze suppléants ; Deux-Sèvres :Chauvin-Hersant (1793-an II) ; Somme : Dequen, Scellier, Vasseur ; Tarn : Deltel, Terral, Tridoulat (1793-an II) ; Var : Cruves ; Vendée : cinq suppléants ; Vienne : trois suppléants ; Haute-Vienne : Lesterpt aîné (1792-an II) ; Vosges : Cherrier, Martin, suppléant ? (1793-an II) ; Yonne : Boilleau ; Mont-Blanc : Genin ; Alpes-Maritimes, Mont-Terrible, Vaucluse et Jemappes : un suppléant.

39, dossier 279 : correspondance sur des suppléants avec les départements : Ardèche, Calvados, Charente-Inférieure, Côte-d'Or, Drôme, Eure, Haute-Garonne, Gers, Ille-et-Vilaine, Isère, Haute-Loire, Loire-Inférieure, Lot, Lot-et-Garonne, Mayenne, Hautes-Pyrénées, Haut-Rhin, Sarthe, Seine-et-Marne et Vosges (an III) ; dossier 280 : décrets authentiques sur les suppléants et leur admission à siéger (février 1793-floréal an III) ; dossiers 281 et 282 : listes de députés et suppléants (an II) ; dossier 283, députés des colonies, Martinique, Réunion et Saint-Domingue : correspondance et décrets (1792-an III) ; dossier 284 : feuilles de présence émargées des députés présents le 27 août 1792 et états des absents ; dossier 285 ; états et décrets de congés de députés (septembre 1792-thermidor an III).

D/I§1/40à 42 Fichier ancien (sans utilité pour la recherche) renvoyant à des dates d'arrêtés de comités et de commissions de la Convention de fructidor an II à vendémiaire an IV, non communicable au public.

40 : A à États 41 : États-Sections 42 : Sections-Yonne.

Registres[30]

D*/I§1/a/1 à 3. Constituante.

1 et 3 : enregistrement de la correspondance (avril-août 1790 et août 1789-septembre 1791) ; 2 : errata des décrets, proclamations et lettres patentes collationnés sur les originaux des procès-verbaux (juillet 1790).

D*/I§1/b/1 à 8. Législative[31].

1 : analyse des décrets (1er octobre 1791-21 septembre 1792) ; 2 : procès-verbaux des séances du comité (31 octobre 1791-15 septembre 1792) ; 3 : enregistrement des rapports à l'Assemblée ajournés ou renvoyés (février-septembre 1792) ; 4 : enregistrement des rapports mis à l'ordre du jour de la Législative et de la Convention par la commission centrale de l'Assemblée depuis sa création (10 février 1792-30 frimaire an II) ; 5 : enregistrement des pièces reçues par le comité (1er novembre 1791-3 germinal an II) ; 6 et 7 : registres de copies des réponses du comité aux grands procurateurs et des lettres de ces derniers (janvier-septembre 1792) ; 8 : copies des lettres des ministres au comité (16 décembre 1791-9 décembre 1792).

D*/I§1/c/1 à 7[32]. Convention.

1 et 2, procès-verbaux des séances du comité (18 octobre 1792-26 brumaire an III et 29 brumaire an III-11 brumaire an IV); 3 et 4 : correspondance active et passive entre le Comité des décrets et les autres comités ; 5 : renouvellement par quart du comité, registre commençant en frimaire an III : 6 : table alphabétique des représentants envoyés en mission ; 7 : congés des députés.

[30] On rappelle que les registres de la sous-série D/I/§I/1 ont été cotés suivant trois subdivisions correspondant aux comités de la Constituante, de la Législative et de la Convention et désignées par l'addition des lettres a, b et c avant les numéros des articles, la numérotation de ces derniers reprenant à chaque fois.

[31] Certains registres ont été remplis jusqu'en l'an II.

[32] Le registre coté autrefois D*/I§1/c/8 : délibérations et arrêtés de la Commission du recensement et de la rédaction des lois a été replacé dans D/XXXIX avant 1978.

D/I§2

Dons et hommages aux assemblées

Intitulé : Dons et hommages aux Assemblées
Niveau de classement : sous-série du cadre de classement.
Dates extrêmes : 1789-1810.
Importance matérielle : 1,8 m.l. (6 articles)
Conditions d'accès : librement communicable, sous réserve des restrictions imposées par l'état matériel des documents .

Noms des producteurs :
Archives nationales (service des archives des assemblées).

Histoire des producteurs :
Cette sous-série a été constituée par les Archives nationales (service des archives des assemblées) suivant le cadre de classement thématique des papiers des assemblées.

Histoire de la conservation :
Les documents conservés dans cette sous-série ont été réunis par le service des archives créé en juillet 1789 auprès de l'Assemblée nationale pour être le dépôt de ses papiers.
Une note au début de l'inventaire manuscrit indique que nombre « *des objets mentionnés encore dans les chemises ou notes des carions dans le comité ou qui s'y trouvaient primitivement ont été placés aux Objets historiques (série AE) à la série Rondonneau (série AD) ou à la bibliothèque des Archives* », ce qui semble indiquer des transferts effectués aux Archives nationales au long du XIXe siècle.
Lors de la préparation de l'*État général des fonds* (tome II) publié en 1978, on retrancha de l'intitulé de la sous-série l'expression « Comité », en reconnaissant qu'elle était injustifiée.

Présentation du contenu :
La majorité des pièces contenues dans les trois cartons de la sous-série sont des lettres d'envoi d'auteurs d'ouvrages et d'hommage d'objets divers adressés en hommage aux assemblées et renvoyés par celles-ci aux Archives, du début de la Révolution à 1810, auxquelles sont jointes des demandes de places. Ces documents permettent de connaître la provenance d'une partie des objets conservés actuellement dans les collections du Musée de l'Histoire de France ; mais ils ne concernent pas les dons patriotiques de caractère financier, au sujet desquels il faut se reporter à la série C (adresses et pétitions reçues par les assemblées) et à la sous-série D/XXXIV (Comité des trésoriers des dons patriotiques).
La sous-série comprend aussi deux registres d'entrée d'ouvrages à la bibliothèque de la Constituante et, à leur suite, un registre des hommages aux Assemblées tenus à jour par Camus d'août 1789 à avril 1814.

Sources complémentaires :
Aux Archives nationales (Paris) :
- Archives d'autres producteurs en relation :
C'est dans les dossiers des assemblées (série C) qu'il faut rechercher l'essentiel des sources sur les dons et hommages faits à ces dernières, notamment ceux très nombreux cités au procès-verbal des séances ; voir aussi D/I§1 (Comité des décrets, procès-verbaux et archives) : D/I§1 /1 , dossier 3.

Sources de la notice :
- *Les Archives nationales. État général des fonds* (tome II), publié sous la direction de Jean Favier, directeur général des Archives de France, 1978.
Date de la notice : 2007.
Auteurs de la notice : Pierre-Dominique Cheynet (Marie-Élisabeth Antoine).

Répertoire de la sous-série D/I§2[33]

Cartons

D/I§2/1 à 3 Hommages d'ouvrages, de textes patriotiques, demandes de secours et pétitions : lettres d'envoi avec ou sans pièces jointes

1 dossiers 1 et 2 (mai 1789-août 1790) ; dossier 3 (an II) ; dossier 4 (an III-an V), dont adresse de Pilon, ex-pensionnaire de l'Académie de peinture et de sculpture (an III) ; dossier 5 (an VI-an X), dont demandes de secours par des employés et garçons de bureau ; dossier 6 : lettres d'envoi d'auteurs et éditeurs d'hommages adressées aux présidents des Conseils des Cinq-Cents et des Anciens (an IV-an VII), dont poésies en néerlandais sur l'assassinat de Roberjot, plénipotentiaire français au congrès de Rastatt, par Van Haren née Beaumont, d'Amsterdam (thermidor an VII) ; dossier 7 : notes pour servir d'inventaire de pièces envoyées à la Constituante (1789) ;

2 dossiers 9 et 10 : brochures imprimées (1789-1792) ; dossier 11 : mémoires et extraits des registres de l'Académie des sciences de 1762 sur Babu, auteur de la découverte de trirèmes antiques (1792) ; dossier 12 : brochures en anglais déposées aux Archives (1787-1792) ; dossier 13 : brochures en langues étrangères sur la constitution de 1793 ; dossier 14 : tableau de la constitution de 1793 en synoptique ; dossier 15 : traductions italienne et espagnole manuscrites de la constitution de 1793, hommage du citoyen Palomba, italien (août 1793).

3 dossiers 16 à 24 : hommages de médailles (1793, an VI, an VIII et 1810) ; dossier 25 : carte manuscrite des environs d'Antibes et de l'aqueduc romain, par d'Aiguillon[34], maréchal de camp au corps royal du Génie (1785) ; dossier 26 : arrêté de la commission des inspecteurs de la salle des Anciens déposant aux Archives nationales diverses clefs et trois cachets saisis en Vendée (25 fructidor an V) ; dossier 27 : note sur un mausolée à la mémoire de Mirabeau (s.d.) ; dossier 28 : hommage par le comte de La Platière[35] de sa notice sur le chancelier de L'Hospital (1790) ; dossiers 29-31 et 33 : mémoires de particuliers imprimés (1788-1790 et 1793) ; dossier 32 : mémoire imprimé et dessin d'un projet de monument à la gloire de Louis XVI par Sergent, citoyen du district de Saint-Jacques-de-l'Hôpital (février 1790).

Registres

D*/I§2/1 et 2. Registres ouverts et cotés par Camus, garde des Archives de l'Assemblée, le 22 août 1789, pour enregistrer des imprimés répartis au début en douze rubriques, certaines non renseignées (août 1789-février 1790)

1: rubriques 1 à 6, dont actes de l'Assemblée, actes relatifs aux opérations de l'Assemblée, journaux, listes et portraits, écrits relatifs à l'administration du Royaume
2: rubriques 7 à 11 et 13, dont projets de finances, projets sur divers objets, plaintes particulières, ma tières diverses, et rubrique 12: livres et estampes adressés à l'Assemblée (31 août 1789-octobre 1790)

D*/I/§2/3. Enregistrement d'ouvrages et objets en hommage aux Assemblée, suite des registres précédents, note liminaire de Camus non datée (1790-1814)

[33] **Répertoire rédigé à partir de l'inventaire détaillé de la sous-série afin d'améliorer l'accès au fonds. On n'a pas contrôlé la pertinence des analyses avec le contenu actuel des articles décrits.**
[34] On ignore s'il s'agit de l'ancien ministre des Affaires étrangères de Louis XV, Emmanuel-Armand de Vignerot du Plessis, duc d'Aiguillon, effectivement maréchal de camp mais non dans le génie.
[35] Le futur ministre de l'Intérieur, Roland de La Platière ?

D/III

Comité de législation

Intitulé : COMITÉ DE LÉGISLATION
Niveau de classement : sous-série du cadre de classement.
Dates extrêmes : 1746 ; 1790-an IV ; an VI ; an IX-an X.
Importance matérielle : 118 m.l. (449 articles).
Conditions d'accès : librement communicable, sous réserve des restrictions imposées par l'état matériel des documents .
Les registres des procès-verbaux des séances du comité (D*/III 49 à 58) ont été microfilmés et sont consultables sous cette forme.

Noms des producteurs :
Comité de législation de la Constituante, de la Législative et de la Convention.

Histoire des producteurs :
Comité de sept membres à l'origine créé en septembre 1789 par la Constituante pour décharger le Comité de division de l'examen de réformes urgentes à opérer en matière de droit pénal, il prit l'année suivante le titre de Comité de législation criminelle, puis, sous la Législative, celui de Comité de législation civile et criminelle, ces deux matières correspondant à une division du comité en deux sections.
La Convention forma à son tour, le 2 octobre 1792, son Comité de législation civile, criminelle et de féodalité en y rattachant le comité de ce nom qui était chargé, sous la Constituante et la Législative, de la préparation du travail législatif et de l'examen des réclamations en matière d'abolition de droits féodaux. Le Comité de législation ainsi élargi connut plusieurs organisations en sections, fit partie des 16 comités de gouvernement créés par le décret du 7 fructidor an II et étendit ses attributions jusqu'à devenir, par la tutelle qu'il exerça sur la Commission exécutive des administrations civiles, police et tribunaux, " un ministère collectif de la Justice et de l'Intérieur", chargé de la surveillance de l'exécution des lois, des réformes de la législation et de l'administration générale, du contentieux, notamment en matière d'émigration, mais aussi de la nomination des personnels des tribunaux.

Histoire de la conservation :
Avant de se dissoudre pour laisser place au régime du Directoire exécutif en l'an IV, la Convention décida que les dossiers de ses comités et de leurs prédécesseurs seraient triés pour que le nouvel exécutif (le Directoire et ses ministres) puisse reprendre la suite des affaires, les dossiers d'affaires terminées devant au contraire entrer aux Archives nationales.
Une partie du fonds du Comité de législation passa au ministère de la Justice et fut versé au XX^{e} siècle aux Archives nationales où ces éléments sont classés dans la sous-série BB/30 (versements de 1904 à 1961).
Le reste du fonds du Comité de législation ne quitta plus les Archives nationales, où il fit l'objet de reclassements internes et de quelques ajouts de pièces postérieures : ainsi des pièces extraites de la série AA (Collections de lettres et pièces diverses) ont été intégrées au XIXe siècle dans les derniers cartons de D/III, tandis que d'autres de même nature sont toujours dans la série AA.

Présentation du contenu :
Les cartons et les registres de la sous-série ont été cotés en deux numérotations distinctes. Les numéros de dossiers originels de 1 à l'infini ont été conservés lors de la constitution des cartons.
C'est pour l'essentiel le fonctionnement du comité pendant la période de fructidor an II à la fin de la Convention thermidorienne que reflète la sous-série.
Ses dossiers comprennent en premier un groupe, classé par département, de correspondances entre le comité et les autorités locales et les particuliers sur toutes les matières ayant rapport avec l'organisation judiciaire, dont la partie concernant le futur département de la Seine est particulièrement détaillée, et qui se termine par un carton de même nature concernant les pays conquis.

Suivent des groupes de dossiers thématiques : police militaire, tribunaux des départements et Tribunal de cassation, réforme des codes et lois civiles et de police, quelques dossiers de circulaires, minutes d'arrêtés et procès-verbaux du comité.
Un ensemble de dossiers sur les dénonciations contre les conventionnels pendant la période thermidorienne est à signaler parmi les derniers cartons, ainsi que des pétitions sur l'application de la loi du 27 germinal an II interdisant aux nobles et aux citoyens de pays ennemis de séjourner à Paris et dans les places fortes.
Les registres de la sous-série sont en majorité des registres d'ordre. Les registres d'arrêtés et des procès-verbaux conservés dans la sous-série sont loin de couvrir l'ensemble de la période d'activité du comité.

Instruments de recherche : Voir l'*État des inventaires.*

Sources complémentaires :
Aux Archives nationales (Paris) :

-Autre(s) partie(s) du même fonds :

- série AA (collections de lettres et pièces diverses), AA/37 et 38 (en partie) : pièces adressées ou renvoyées au Comité de législation (1789-an III).
- sous-série D/IV, Comité de constitution de l'Assemblée constituante, partie concernant la législation et les institutions judiciaires et administratives.
- sous-série D/XIV, Comité des droits féodaux (Constituante et Législative).
- sous-série D/XVII, Comité de judicature de la Constituante, dont les attributions ont été en partie assurées ensuite par le Comité de législation.
- sous-série F/7 (Police générale) : F/7/3052/1 (en partie) : questions au Comité de législation, notamment sur la suppression des droits féodaux (an II) ; F/7/3052/2 : pétitions et réclamations, notamment au Comité de législation (an II-an III).
- série BB (Justice), sous-série BB/30 : BB/30/31 (en partie), 120 à 125 et 158 : arrêtés et correspondance active et passive du comité sur des nominations administratives et judiciaires et des questions de législation, organisation et travail du comité (1792-an IV) ; voir aussi *De la justice de la Nation à la justice de la République. Guide des fonds judiciaires conservés au Centre historique des Archives nationales*, par S. de Dainville-Barbiche, Paris, Centre historique des Archives nationales, 2004, p. 53-54.

-Archives d'autres producteurs en relation :

- sous-série D/IV, Comité de constitution de la Constituante : formation des administrations civiles et judiciaires (1789-1791).
- sous-série D/IV*bis*, Comité de division du territoire (Législative et Convention) : formation des administrations civiles et judiciaires (1790-1792), notamment : D/IV*bis*/19 à 35 : formation et circonscriptions des tribunaux et des juges de paix (1790-1791), D/IV*bis*/56 à 76 et 81 à 91 : séries départementales sur les circonscriptions civiles et judiciaires et le notariat (1790-an III) et D/IV*bis*/92/A à 92/C : placement des notaires (1791-an II).

- Sources complémentaires sur le plan documentaire :

- Le guide *De la justice de la Nation à la justice de la République. Guide des fonds judiciaires conservés au Centre historique des Archives nationales*, par S. de Dainville-Barbiche, Paris, Centre historique des Archives nationales, 2004, décrit les séries judiciaires du Centre historique des Archives nationales, offrant ainsi une recension détaillée des fonds d'archives, particulièrement ceux provenant du ministère de la Justice (série BB), complémentaires des dossiers de la sous-série D/III, notamment ceux de caractère judiciaire de la Commission des administrations civiles, police et tribunaux qui dépendit du comité de fructidor an II à l'installation des ministères en brumaire an IV (ibidem, pages 50-52). C'est à ce guide que la présente notice doit la majorité des sources complémentaires signalée ici en matière judiciaire.
- sous-série F/0 (versements des ministères, enregistrement de la correspondance) : F*/4164 (registres du ministère de l'Intérieur) : Commission des administrations civiles, police et tribunaux, bureau des dépenses administratives, correspondance active et passive (an III-an IV).
- sous-série F/1/a (ministère de l'Intérieur, administration générale, objets généraux) : F/1/a/401 à 541, groupe départemental sur l'administration des départements et communes (1789-1830).
- sous-série F/2(I) (ministère de l'Intérieur, administration départementale, objets généraux) :F/2(I)/121/2 à 121/7 : groupe départemental sur l'organisation judiciaire (1791-1792)
- sous-série F/7 (Police générale) : F*/7/104 à 167/3 : registres du bureau des émigrés (an II-1810) ; F/7/ 3030 : affaires criminelles, révisions et réclamations (an II-an III) ; F/7/3340 à 3433 et 4825à 6125 : émigrés, listes par départements et dossiers individuels (1792-1815).
- sous-série F/12 (Commerce), F/12 936/A : tribunaux de commerce.

- série W (Juridictions extraordinaires) : W/1 à 541 : Tribunal révolutionnaire (1792-an IV) ; W/542 à 545 : Tribunal révolutionnaire de Brest (an II) ; W : 546 à 553 et 556 à 558 : commissions militaires sur les journées de prairial an III et autres créées en l'an III et l'an IV.
- série AA (Collection de lettres et pièces diverses) : AA/10, dossiers 400 à 442 : arrestation de députés à la Convention (1793-an IV).
- série AF (archives du pouvoir exécutif), sous-série AF/II (Conseil exécutif provisoire et Convention, Comité de salut public) : AF/II/ 7, plaquette 42 : rapports des ministres de la Justice au Conseil exécutif et autres pièces (août 1793-germinal an II) ; AF/II/22 : Comité de salut public, arrêtés en matière de justice (1793-an IV) ; AF*/II/ 88 : Comité de salut public, enregistrement de la correspondance reçue sur l'exécution des lois (an II-an IV).
- série BB (versements du ministère de la Justice) :
  - BB/1/9 (en partie) : comptes journaliers de la Commission des administrations civiles, police et tribunaux (an II) ; BB/1/54 à 60/2 : procès-verbaux d'élection des membres des tribunaux criminels et du Tribunal de cassation (1791-1792) ; BB/1/63 à 127 : Commission des administrations civiles, police et tribunaux, bureaux chargés des émigrés : organisation, listes des émigrés, radiations (1790-an 1807).
  - BB/2/1/A et 1/B : correspondance du ministre de la Justice sur le personnel judiciaire (1790-1793) ; BB/2/9 et 97 (en partie): arrestation de députés à la Convention (1793-an IV) ; BB/2/19/1 : correspondance du bureau des décrets et de l'agence de l'envoi des lois dépendant du ministère de la Justice sur leur organisation et leur travail (an II) ; BB/2/24 à 26 : circulaires imprimées de la Commission des administrations civiles, police et tribunaux (an II-an IV) ; BB/2/97 : correspondance du ministre de la Justice sur l'organisation des tribunaux (1790).
  - BB/3/1 à 8 : correspondances du ministre de la Justice ou de la Commission des administrations civiles, police et tribunaux avec les tribunaux criminels des armées et les commissions et conseils militaires (an II-an IX).
  - BB/5/356 : composition et fonctionnement des tribunaux criminels provisoires (1791) ; BB/5/372 à 374 : procès-verbaux d'installation de tribunaux (1792-1816).
  - BB/8 (en partie), 9 à 15 et 18 : correspondances du ministre de la Justice ou de la Commission des administrations civiles, police et tribunaux avec les tribunaux criminels des départements (1792-an II).
  - BB/9/1 : commissions d'huissiers (1791-1792) ; BB/10/ 145 et 146 : organisation du notariat (1791-1792) ; BB/10/ 125 : commissions de notaires (1791).
  - BB/16/1 à 927 : dossiers sur des affaires civiles, politiques et criminelles, classement par département (1790-1820) ; BB/16/931*bis* (en partie) : correspondance de la Commission des administrations civiles, police et tribunaux sur l'organisation des tribunaux criminels (an III).
  - BB/30/22, 23, 28, 30 et 32 (en partie pour ces quatre articles) : correspondance de la Commission des administrations civiles, police et tribunaux, notamment sur l'exécution des lois (an II-an IV) ; BB/30/31 (en partie) : comptes-rendus de la Commission des administrations civiles, police et tribunaux au Comité de salut public sur l'administration de la justice (an II) ; BB/30/542, dossier 1 : nomination de commissaires du pouvoir exécutif près les tribunaux criminels (1791-1792) ; BB/30/31 (en partie) : dossier du Comité de législation sur l'affaire Robquin contre le représentant en mission Fréron, son débiteur (1793).

Sources de la notice :
- *Les Archives nationales. État général des fonds* (tome II), publié sous la direction de Jean Favier, directeur général des Archives de France, 1978.
- Georges Bourgin, *Le Comité de législation. Étude sur un fonds juridique des Archives nationales*, dans *Nouvelle revue historique de droit français et étranger*, 1911, pages 624-648.
- Georges Bourgin, inventaire de la sous-série D/III.
- *De la justice de la Nation à la justice de la République. Guide des fonds judiciaires conservés au Centre historique des Archives nationales*, par S. de Dainville-Barbiche, Paris, Centre historique des Archives nationales, 2004.

Date de la notice : 2007.
Auteurs de la notice : Pierre-Dominique Cheynet (Marie-Élisabeth Antoine).

Répertoire de la sous-série D/III[36]

Cartons

D/III/1 à 308. Correspondance du comité avec les autorités judiciaires, administratives et les particuliers, relative à l'application des lois sur l'organisation judiciaire et administrative de la France (ordre alphabétique des départements : correspondance avec les autorités, tableau, en général de 1793, des juges de paix et dossiers classés dans l'ordre alphabétique des communes (1789-an IV, en majorité : an II-an III)[37].

1 et 2 (début) : Ain (1792-an IV) ; 2 (fin) à 7 : Aisne, 1792-an IV (2 : A.-Chamouille ; 3 : Champs-Château-Thierry ; 4 : Chauny-H. ; 5 :J.-Laon ; 6 : Largny-Saint-Simon ; 7 : Serval-Wassigny) ; 8 à 10 : Allier, 1792-an IV (8 : A-E ; 9 : G.- Moulins ; 10 : Moulins-V.[38]), dont 10, dossier 17 : Saint-Sauvier : affaire de l'ex-curé et maire Jean Boisson ; 11 et 12 (début) : Basses-Alpes (11 : A.-Seyne ; 12 : Sisteron-Volx) : Hautes-Alpes ; 13 (début) : Alpes-Maritimes, dont dossier sur le district de Menton et son tribunal à Monaco[39] (an II-an IV) ; 13 (fin) et 14 : Ardèche (13 : A.- ; 14 : B.-V.) ; 15 à 18 : Ardennes, 1789-an IV (15 : A.-C ; 16 : D.-Mézières ; 17 : Mézières-Rocroi ; 18 : Ru.-W.) ; 19 à 20/B (début) : Ariège (19 : A.- P. ; 20/A : R.-Tarascon [-sur-Ariège] ; 20/B : Tarascon [-sur-Ariège]-V.); 20/B (fin) à 23 : Aube, 1790-an IV (20/B : A.- Bar-sur-Aube ; 21 : Bar-sur-Seine-Montiéramey ; 22 : Montmorency [-Beaufort]-Troyes ; 23 : Troyes-V.) ; 24 à 26 : Aude, 1792-an IV (24 : A.-Castelnaudary ; 25 : Castelnaudary-Limoux ; 26 : [la] Louvière-V.) ; 27 à 29 (début) : Aveyron, 1790-an IV[40] (27 : A.-Rodez ; 28 : Rodez-Saint-Sever [-du-Moustier] ; 29 : Salles-la-Source-V.) ; 29 (fin) à 31 : Bouches-du-Rhône, 1789-an III [41] : (29 : généralités, Aix [-en-Provence] ; 30 : Allauch-Marseille, 1er et 2e dossiers ; 31 : Marseille-V.) ; 32 à 37 : Calvados (32 : A.-Caen, début ; 33 : Caen ; 34 : Cagny-Fer. ; 35 : For.-Lisieux ; 36 : Lisores-Po. ; 37 : Pr.-V.) ; 38 et 39 : Cantal, 1792-an IV (38 : A.-F. ; 39 : J.-Y.) ; 40 à 42 : Charente (40 : A.-Bar.- ; 41 : Bas.-Lic. ; 42 : Lig.-V.) ; 43 à 46 : Charente-Inférieure, 1790-an IV [42] (43 : A.-Montg ; 44 : Montl.- Rochefort ; 45/A : Rochefort-la Rochelle ; 45/B : la Rochelle-Saint-Sa. ; 46 : Saint-So.-V.) ; 47 et 48 : Cher, 1790-an IV[43] (47 : A.-E. ; 48 : G.-V.) ; 49 et 50 (début) : Corrèze, 1791-an IV [44] (49 : A.-Tr. ; 50 : Tulle-V.) ; 50 (fin) : Corse (1792-an II) ; 51 à 55 : Côte-d'Or (51 : A.-Beaune ; 52 : Bèze-Dijon ; 53 : Dijon-E. ; 54 : F.-R. ; 55 : S.-V.) ; 56 à 58 : Côtes-du-Nord, 1791-an IV [45] (56 : A.-Lannion ; 57 : Lannion-Saint-Brandan ; 58 : Saint-Brieuc-Y.) ; 59 à 61 (début) : Creuse, 1792-an IV [46] (59 : A.-E. ; 60 : F.-Saint-M. ; 61 : Saint-P.-V.) ;61 (fin) à 64 : Dordogne, 1789-an IV (61 : A.-Be: ; 62 : Bi.-N. ; 63 : P.-Ri. ; 61-V.) ; 65 à 69 : Doubs, 1791-an IV[47] (65 : A.-Besançon ; 66 : Besançon ; 67 : Besançon-C. ; 68 : D.-Pom. ; 69 : Pon.-V.) ; 70 à 72 (début) : Drôme[48] (70 : A.-N. ; 71 : P.-Valence ; 72 : Valence-Vaunaveys [-la-Rochette]) ; 72 (fin) à 77 : Eure, 1791-an IV [49] (72 : A.-le Bourg-Dessus ; 73 : Bourgtheroulde [-Infreville]-Écos ; 74 : Écouis-Évreux ; 75 : F.-Mi. ; 76 : Mo.-Saint-A. ; 77 : Sainte-B.-V.) ; 78 à 81 : Eure-et-Loir (78 : A.-Chartres ; 79 : Châ.-E. ; 80 : F.-M. ; 81 : N.-Y.) ; 82 à 84 (en quasi-totalité) : Finis-

[36] **Répertoire rédigé à partir de l'inventaire détaillé de la sous-série afin d'améliorer l'accès au fonds. On n'a pas contrôlé la pertinence des analyses avec le contenu actuel des articles décrits.**

[37] Dans cette partie, lorsque les dates extrêmes d'un dossier de département ne sont pas indiquées, il s'agit de 1791-an IV. Les dossiers par ordre de communes précèdent les autres pièces à partir du dossier d'Eure-et-Loir. L'inventaire manuscrit par G. Bourgin donne le détail par commune. L'ordre alphabétique des communes n'est pas toujours rigoureux à l'intérieur des dossiers des départements, pour des raisons de graphie et de noms révolutionnaires notamment : ainsi des communes sont classées à Saint et d'autres à l'initiale du nom suivant. En principe, les dossiers de communes ayant changé de département depuis l'origine sont restés dans le dossier du premier département. On constate quelques erreurs de département et certaines rectifications ultérieures sont signalées en note sur l'inventaire manuscrit. Les noms de localités citées ici pour indiquer le découpage entre les cartons ne sont pas repris à l'index.

[38] Ygrande et Yzeure sont dans D/III/9, à l'initiale I.

[39] Nom révolutionnaire : Port-Hercule.

[40] Depuis 1784 pour Rodez.

[41] L'article D/III/31 (Marseille, 3e et 4e dossiers, Martigues, Orgon, Pélissanne, les Pennes [-Mirabeau], Pertuis, Saint-Rémy-de-Provence, Salon [-de-Provence], Sénas, Tarascon, La Tour-d'Aigues, Trets et Vauvenargues) est en déficit constaté en 1988.

[42] Depuis 1768 pour Courcelles et 1778 pour Saint-Hilaire-de-Villefranche.

[43] Depuis 1786 pour Savigny-en-Sancerre.

[44] Depuis 1746 pour Neuvic.

[45] Depuis 1780 pour Moncontour [-de-Bretagne].

[46] Depuis 1773 pour Puy-Malsignat.

[47] Depuis 1779 pour Besançon.

[48] Aucune des communes distraites de la Drôme à la création du département de Vaucluse ne figure ici sauf Sainte-Cécile-les-Vignes (auj. : Vaucluse) à côte de Suze-la-Rousse (alors : Vaucluse), qui figure aussi plus loin dans D/III/293 (Vaucluse).

[49] Dont : D/III/73, dossier 1 : Bourgtheroulde [-Infreville], papiers de Mlle de Saint-Amand (1776-1792) et dans D/74, dossier 8, Évreux, instruction et jugement sur l'assassinat du nommé Cousin (1792). Depuis 1784 pour Igoville.

tère, 1792-an III (82 : A.-B. ; 83 : C.-Pl. ; 84 : Po.-T.) ; 84 (fin) : Français dans l'armée autrichienne lors de la capitulation de Luxembourg, 11 pièces (an III) ; 85 et 86 : Gard[50] (85 : A.-Saint-H. sauf Nîmes ; 86 : Saint-J.-V. et Nîmes) ; 87 à 93 : Haute-Garonne, 1791-an IV (87 : A.-Gan. ; 88 : Gaudens (Saint-)-M ; 89 : N.-V. sauf Toulouse, correspondance avec les autorités, tableau des juges de paix ; 90 à 93 : Toulouse) ; 94 à 97 : Gers, 1790-an IV (94 : A.-Auch ; 95 : Auch-G. ; 96 : H.-Miélan ; 97 : Mirande-V.) ; 98 à 102 : Gironde, 1789-an IV (98 : A.-Bordeaux ; 99 : Bordeaux ; 100 : Bourg-H. ; 101 : L.-Mi.- ; 102 : Mo.-Y.) ; 103 à 106 : Hérault (103 :A.-Ca. ; 104 : Ce.-Montpellier ; 105 : Montpellier ; 106: Montpellier-V.) ; 107 à 110 : Ille-et-Vilaine (107 : A.-F. ; 108 : G.-Redon ; 109 : Rennes-Vitré) ; 111 et 112 : Indre (111 : A.-Châteauroux ; 112 : Châtillon-sur-Indre-V.) ; 113 à 115 : Indre-et-Loire (113 : A.-I. ; 114 :L.-Th. ; 115 : Tours-V.) ; 116 à 118 : Isère (116 : A.-F. ; 117 : G.-[Saint-] Marcellin ; 118 : Marlieu-V.) ; 119 et 120 : Jura (119 : A.-Gi. ; 120 : Go.-V.), dont 119, dossier 117, Dole : dénonciations contre les commissaires de la Convention (an II) ; 121/A et B : Landes, 1791-an III (211/a : A.-Mo. : 121/B : Mu.-V.) ; 122 et 123 : Loir-et-Cher (122 : A.-Mond. ; 123 : Mont.-V.), dont 123, dossier 16, Vendôme : affaire Gourdet, prêtre insermenté, et Richaudet, huissier (an II-an III) ; 124 : Loire[51] (1792-an III) ; 125/A et B : Haute-Loire (125/A : A.-Pi ; 125/B : le Puy [-en-Velay]-Y.); ; 126 à 128 : Loire-Inférieure, 1787, 1791-an IV (126 : A.-Mac. ; 127 : Mar.-Nantes ; 128 : Nantes-V.), dont 125, dossier 16, Guérande : affaire Descombes (an III-an IV) et 127, dossier 6, Nantes : affaire du navire *l'Actif* (1787-1793) ; 129 à 131/B : Loiret, 1789-an IV (129 : A.-G. ; 130 : H.- Orléans, Ormes, Ou- ; 131/A, Orléans : affaires Montaudouin, 1789-an III, L. Bourdon, 1793-an II, Goulu, an III, et divers ; 131/B : P.-V.) ; 132 à 134/B : Lot (132 : A-Cahors ; 133 : Catus-Ma. ; 134/A : Me.-V ; 134/B : communes actuellement en Tarn-et-Garonne) ; 135/A à 137 : Lot-et-Garonne (135/A : A. ; 135/B : B.-F. ; 136 : G.-Nérac ; 137 : No.-X) ; 138 et 139 : Lozère, 1792-an IV (138 : A.-Ma- ; 139 : Me.-V.) ; 140 à 142 : Maine-et-Loire (140 : A.-Beauf.- ; 141 : Baugé et Beaupréau-F. ; 142 : G.-V.) ; 143 à 147 : Manche (143 : A.-Carentan ; 144 : Coutances ; 145 : Carantilly, Cav.-Eq. sauf Coutances ; 146 : Es.-Ma. ; 147 : Me.-V.) ; 148 à 151 : Marne (148 : A.-Châlons-sur-Marne ; 149 : Cham.-[Sainte-] Menehould ; 150 : Mer.-Re. ; 151 : Ri.-V.) ; ; 152 à 154 : Haute-Marne (152 : A.-Cha. ; 153 : Che.-J. ; 154 : L.-V.) ; 155 : Mayenne (1792-an IV) ; 156 à 159 : Meurthe (156 : A.-J. ; 157 : L.-Nancy ; 158 : Nancy-P. ; 159 : R.-W.) ; 160 à 164 : Meuse (160 : A.-B. ; 161 : C.-Gon. ; 162 : Gou.-[Saint-] Mihiel ; 163 : Mo.-So ; 164 : St.-W.) ; 165 et 166-167 : Mont-Blanc, an II-an IV (165 : A.-Cluses ; 166-167 : Clermont, Conflans et E.-V.) ; 168 : Mont-Terrible (an II-an IV) ; 169 à 171 : Morbihan (169 : A.-K. ; 170 : L.-Ploërmel ; 171 : Plouay-Vannes) ; 172 à 176 : Moselle (172 : A.-B. ; 1773 : C.-L. ; 174 : Me. ; 175-176 : Mo.-X.) ; 177 à 181 : Nièvre (177 : A.-Ch. ; 178 : Ci.-Cu. ; 179 : D.-L. ; 180 : M.-Neu.- ; 181 : Nevers-V.) ; 182 à 188 : Nord (182 : A.-Denain et Dourlers ; 183 : Douai ; 184 : Bergues, Bertry, Bierne, Bissezeele, Bouchain, Bourbourg, Bousies, Cambrai, Dunkerque ; 185 : E.-H. ; 186 : I.-Mar. ; 187-188 : Mau.-V.) ; 189 à 193 : Oise (189 : A.-Beauvais ; 190 : Be.-Cha. ; 191 : Che.-F. ; 192 : G.-Noe. ; 193 : Noyon-V.) ; 194 à 197 : Orne (194 : Alençon ; 195 : Ar.-D. ; 196 : E.-Me. ; 197 : Mi.-V. et Igé) ; 198 à 201 : Pas-de-Calais (198 : A.-Arras ; 199 : At.-Boulogne-sur-Mer ; 200 : Bouv.-Marq. et « Saint-Martin-Pontchardon » ; 201 : « Mannequebeurre », Martinpuich et Me.-W.) ; 202 à 204/B : Puy-de-Dôme (202 : A.-Ch. ; 203 : Cl.-M. ; 204/A : N.-Riom ; 204/B : Ris-V. et Issoire) ; 205 et 206 : Basses-Pyrénées (205 : A.-Ol. ; 206 : Or.-U.) ; 207 et 208 : Hautes-Pyrénées, 1790-an IV (207 : A.-N., correspondance avec les autorités, tableau des juges de paix ; 208 : O.-V.) ; 209 : Pyrénées-Orientales ; 210 à 213 : Bas-Rhin (210 : B.-F. ; 211 : G.-R. ; 212 : Sa.-Strasbourg ; 213 : Strasbourg-W.); 214 et 215 : Haut-Rhin (214 : A.-Co ; 215 : Cr.-Z.) ; 216 et 217-218 : Rhône-et-Loire (216 : Lyon ; 217-218 : autres communes, département du Rhône, Ai-V., et communes passées dans la Loire : Charlieu, Saint-Étienne, Feurs, Montbrison, Pralong, Rive-de-Gier et Roanne) ; 219 à 223 : Haute-Saône, 1792-an IV (219 : A.-F. ; 220 : G.-L. ; 221 : M.-Ver. et Montbéliard ; 222 : Vesoul ; 223 : Vesoul-Vy-lès-Lure) ; 224 à 228 : Saône-et-Loire, 1792-an IV (224 : A.-B. ; 225 : Cha.-Charolles et « Chauvort » ; 226 : Chauffailles et Cl.-L. ; 227 : Mâcon-Mar. ; 228 : Mat.-V.) ; 229 et 230 : Sarthe (229 : A.-L. ; 230 : M.-Y.)

D/III/231 à 268 : futur département de la Seine :

231 : avoués, greffiers, huissiers, notaires ; 232-233 et 234 : localités sauf Paris (232-233 : Antony-Issy [-les-Moulineaux] ; 234 : Ivry-sur-Seine-Vitry-sur-Seine) ;

235 : département (1791-an III) ; municipalité et Commune de Paris (an II-an III) ; rétractations à la pétition contre la formation du camp des 20 000 hommes (1792) ; déclarations et dénonciations (1791-1792) ;

236 : émigration, dossiers par ordre alphabétique des personnes et noms de lieux confondus (1792-an III ; an IX) ;

237-238 : émigration, généralités (an II) ; mémoires divers, situation des Français aux Pays-Bas, aux États-Unis (1792-an III) ; biens : application des lois, proclamations du Conseil exécutif (1792-an III) ; circulaires aux départements, parents d'émigrés, radiation ; étrangers : décrets de la Convention ; héritiers ; séquestres (an III) ; réclamations et observations de particuliers, certificats de résidence (1791-an IX) ;

[50] Villeneuve-lès-Avignon, notée dans D/III/86 sur l'inventaire manuscrit, l'est également dans D/III/293 (Vaucluse).
[51] Voir aussi plus loin, D/III/217-218 (fin).

239 : état civil de Paris : organisation et personnel (1792-an III) ;

240-242 : correspondances de la société des Jacobins et de la société fraternelle des deux sexes avec le Comité de législation (an II) ; demandes d'exceptions à la loi du 27 germinal an II ordonnant aux nobles de quitter Paris (an II-an III) ; mémoires, observations et demandes de particuliers, début, lettres A et B (1791-an IV) ; 243 à 250 : mémoires, observations et demandes de particuliers, fin, 1791-an IV (243 : C.-D. ; 244-245 : D.-G. ; 246-247 : H.-L. ; 248 : M. ; 249 : N.-Q. ; 250 : R.-Y.) ;

251-252 : pétitions collectives (1792-an III) ; commissaires de police, officiers de paix, projets sur la police administrative de Paris, police des prisons (1792-an III) ;

253 et 254 : juges de paix et assesseurs, classement par section en deux séries (1790-an III) ; 255-256/1 (début) : sections de Paris, pétitions aux assemblées (1791-an III) ; *idem*, comités de bienfaisance (an II-an III) ; *idem*, comités civils, généralités (an II-an III) ;

255-256/1 (fin) et 256/2 à 256/7 : sections de Paris, comités civils, 1792-an IV (255-256/1 : Temple à Unité ; 256/2 : Amis-de-la-Patrie à Bonne-Nouvelle ; 256/3 : Bonnet-Rouge à Faubourg-Montmartre ; 256/4 : Faubourg-du-Nord à Halle-aux-Blés ; 256/5 : Homme-Armé à Marat ; 256/6 : Marchés à Panthéon-français ; 256/7 : Piques à Roule) ;

257 et 258-259 : tribunaux d'arrondissement de Paris, dossiers en deux séries (1791-an IV) ;

260-261 début : tribunal de commerce, personnel (an II-an IV) ; bureaux de conciliation : organisation et fonctionnement (an II-an III) ;

260-261 (fin) et 262 à 264-265 : tribunal criminel, 1791-an IV (260-261 : personnel, fonctionnement, mémoire sur l'application des lois, an II-an III ; 262 demandes de révision de jugements, an II-an III ; 263 : *idem*, 1791-an I ; 264-265 : *idem*, 1792-an III) ; 266 : tribunal correctionnel, organisation, fonctionnement et demandes de révision de jugements (1791-an IV) ; tribunal de la police correctionnelle et de la police municipale, organisation et fonctionnement (1790-an III) ; tribunal de police municipale, organisation et fonctionnement, procédure et application des lois (an II-an III) ;

267-268 : Tribunal révolutionnaire : personnel, organisation et fonctionnement, interprétation des lois, communications des membres et de l'accusateur public, réclamations, pétitions contre les sentences, demandes de cassation et de grâces (an II-an III) ;

269 à 274 : Seine-Inférieure, 1790-an IV (269 : A.-D. ; 270 : E.-J. ; 271 : L.-[Saint-] Romain-de-Colbosc ; 273 : Rouen ; 274 : Rouen-Y.) ; 275 à 277 : Seine-et-Marne (275 : A.-Fontainebleau ; 276 : Fontaine-Fourches-Melun ; 277 : Mi.-V.) ; 278 à 282 : Seine-et-Oise (278 : A.-Es. ; 279 : Et.-Lin. ; 280 : Liv.-Pon. ; 281 : Por.-Y., sauf Versailles ; 282 : Versailles) ; 283 et 284 : Deux-Sèvres (283 : A.-M. ; 284 : N.-V) ; 285 à 287 : Somme (285 : Abbeville-Amiens ; 286 : Arm.-Mol. ; 287 : Mon.-W.) ; 288 et 289 : Tarn, 1792-an IV (288 : A.-Ga. ; 289 : Ge.-V, correspondance avec les autorités, tableau des juges de paix, communes actuellement en Tarn-et-Garonne) ; 290 et 291 : Var (290 : A.-L. ; 291 : M.-[Saint-] Zaccharie) ; 292 et 293 : Vaucluse (292 : Apt-B. ; 293 : C.-V, dont Villeneuve-lès-Avignon) ; 294 : Vendée ; 295 à 297 : Vienne (295 A.-J. et Lhommaizé ; 296 : L.-M. ; 297 : P.-V.): ; 298 à 300 : Haute-Vienne (298 :A.-D ; 299 : E.-N. ; 300 : P.-Y.) ; 301 à 303/B : Vosges (301 :A.-D. et Escles ; 302 : E.-Me. ; 303/A : Mi.-Ram ; ; 303/B : Raon-aux-Bois-X.) ; 304 à 308 : Yonne, 1790- an IV (304 : An.-Auxerre ; 305 : Av.-Chât. ; 306 : Chau.-Lo. ; 307 : Lu.-Sens ; 308 : Ser.-Y.).

D/III/309. Pays conquis (Belgique, pays de Liège, de Luxembourg, de Salm[52], de Spa, de Trèves, d'Aix-la-Chapelle) : organisation administrative et judiciaire, suppression des dîmes, vente des biens nationaux, assignats, pétitions –notamment de belges réfugiés en France-, dénonciations contre des représentants en mission, successions, révisions de jugements (1792-an IV).

D/III/310-311 (début). Agence de l'envoi des lois et Imprimerie nationale : correspondance avec le Comité de législation et ceux des décrets et de salut public (an II-an III).

D/III/311 (fin) à 319. Justice militaire : organisation des tribunaux militaires, révision de jugements, correspondances avec les représentants en mission près les armées et le Comité de salut public (an II-an IV sauf exceptions), armées :

310-311 (fin) : des Alpes, des Ardennes (an II-an IV), des Côtes-de-Brest (an II-an III) ; 312 : armées des Côtes-de-Cherbourg (an II-an III), d'Italie (an II-an IV), de la Moselle (an II-an III) ; mémoire justificatif de J.-J. Lucadon, commandant le navire *le Patriote* (an III) ; 313 : du Nord, dont affaire Mutrecy, garde magasin des fourrages à Malines prévenu de vol ; 314 et 315 : de l'Ouest ; 316 : des Pyrénées (an II-an III), du Rhin ; 317 : de Sambre-et-Meuse (an II-an III) ; 318-319 : correspondance avec la Commission de l'organisation et du mouvement des armées de terre et la Commission des administrations civiles, police et justice, pétitions et autres pièces (an II-an IV), tribunaux militaires : envois de jugements, demandes de révision (an III-an IV), commissions militaires des départements, des pays conquis et sur l'attentat du 1er prairial an III (an II-an IV).

[52] La principauté de Salm, chef-lieu : Senones, annexée à la France en 1793 et alors incluse dans le département des Vosges. Salm, commune de La Broque, auj. : Bas-Rhin.

D/III/320. Circulaires manuscrites et imprimées du comité (an II-an III) ; copies de lettres au ministre de la Justice (an II) ; analyses d'arrêtés (an III) ; enregistrement d'accusés de réception de circulaires (an III).

D/III/321. Codes, procédures et organisation judiciaire : code civil (an II) ; code pénal : projet rédigé par Merlin de Douai, observations et pétitions (1792-an IV) ; procédure civile, dont : législation sur les scellés (1792-an II) ; établissement des jurys (1792-1793) ; projets de particuliers sur l'organisation judiciaire (an II).

D/III/322-323 à 328. Correspondance adressée au comité par le ministre de la Justice, la Commission des administrations civiles, police et tribunaux et les tribunaux criminels, et questions sur les colonies :

322-323 : lettres du ministre de la Justice au président de la Convention et au comité (an II), correspondances de la Commission des administrations civiles, police et justice (an II-an IV), de l'Agence temporaire des titres (an IV) ; état des bureaux du ministère de la Justice (an II) ; colonies : application du maximum, police judiciaire à Saint-Domingue, propriétés de la Guadeloupe et de la Martinique (an III-an VI) ; colonies : pétitions (1792-an IV) ;

324 : Commission des administrations civiles, police et justice : comptes journaliers, série incomplète (an II-an IV) et comptes décadaires au Comité de salut public (an II-an III) ;

325 à 328 : tribunaux criminels, comptes-rendus à la commission (an III) : 325, Ain à Creuse ; 326, Dordogne à Lozère ; 327, Maine-et-Loire à Orne, dont Meuse : procédure contre Gossin, procureur syndic, et Ternaux, président du département, décrétés d'accusation pour leur administration (1791-an III) ; 328, Pas-de-Calais à Yonne.

D/III/329-330. Rapports du comité avec la Convention, les comités et différentes commissions (an II-an III) ; enregistrement de la correspondance active du bureau de la surveillance de l'exécution des lois du comité (an II-an III).

D/III/331 à 335. Copies et enregistrement de lettres du comité et de celui de salut public et pièces reçues par le comité :

331 et 332 : enregistrement et copies de lettres envoyées par le comité, an II-an III (331 : enregistrement détaillé ; 332 : copies) ; 333 : minutes de lettres du Comité de salut public en quasi-totalité aux départements, districts et représentants en mission ; comptes journalier et décadaire de la Commission des administrations civiles, police et justice[53] ; extraits de lettres sur l'application des arrêtés des 2 thermidor et 17 fructidor an II ; minutes et brouillons de lettres du comité (an III) ; 334/A et B : minutes de lettres du comité en deux séries classées par catégories de destinataires (334/A: an III-an IV ; 334/B : an III) ; 335 : minutes de lettres du comité aux départements (an III-an IV) et aux districts et communes (an IV) ; lettres reçues de municipalités sur l'exécution des lois, les fêtes publiques, l'approvisionnement et les cultes (an II) et de particuliers (1792-an III) ; lettres : de Louis XVI sur la Constitution de 1791 avec texte du décret, et de « Duport » sur les dépôts d'archives de Paris, tableau des bureaux du comité, état de renvois à ses sections, registres des arrêtés et projets d'arrêtés du comité (1791-an III).

D/III/336 à 339. Mémoires et pétitions au comité ou à l'Assemblée : révision de procès, déportation de prêtres, émigration, enfants naturels, loi du 17 nivôse an II sur les donations et successions, autres affaires juridiques et administratives (1792-an IV).

D/III/340 à 342. Enregistrement de ces mémoires et pétitions dans l'ordre alphabétique des noms de personnes et à défaut, de lieux.

D/III/343 à 359 (début). Dénonciations contre des députés (an II-an III, en majorité : an III), dossiers par ordre alphabétique :

344 : inventaire de pièces remises par le Comité de sûreté générale et décrets et correspondances générales sur les dénonciations ; dossiers individuels : Alard ; Albert ; Albitte, Amar, Javogues et Méaulle ; Antiboul ; Anthoine, Le Vasseur ; Armonville ; Aubry ; Audouin ; Barère ; Barras et Fréron ; Barthélemy ; Battelier, Bo, Massieu ; Beffroy ; Bentabole ; Bernard [de Saintes], Léonard Bourdon ; Bernard, Goupilleau [de Montaigu] ; Bezout ; Besson ; Bion ; Boisset ; Borie ; Bourbotte, Prieur de la Marne ; Léonard Bourdon ; Boursault ; Boussion) ;

345 : Cadroy, Isnard ; Calès ; Cambon ; Campmas ; Chambon et Ledon (?) ; Chales ; Châteauneuf-Randon ; Chaudron-Roussau ; Chaumont ; Chauvin-Hersant ; Cherrier ; Clauzel, Legendre (Louis ?) ; Cosnard, Fremanger ; Crassous de Medeuil, Cusset ;

346 : Danjou ; Dartigoeyte ; David ; Delacroix (Charles ?) ; Delamarre ; Delaunay (aîné ?) ; Delecloy ; Desgrouas ; Dherbez-Latour ; députés de Saint-Domingue ; Doulcet (Le Doulcet de Pontécoulant, dit) ; Dubois-Crancé ; Du Bouchet ; Duhem ; André Dumont ; Dupin ; Dupont des Hautes-Pyrénées, Gertoux, Lacrampe, Picqué ; Duquesnoy ; Duval (Jean-Pierre ?) ; Escudier ; Esnuë-Lavallée ;

[53] Un seul compte journalier et un seul compte décadaire.

347 : Fabre d'Églantine[54] ; Faure de la Haute-Loire, avec trois registres de correspondance active et d'arrêtés de représentant pour la levée des chevaux à Nancy, Bitche, Blieskastel et Sarrelouis de la fin de vendémiaire à la fin de pluviôse an II ; Faure de la Seine-Inférieure ;

348 : Forestier ; Fouché, Dameron, Élie Lacoste ; Francastel, Hentz, Delaunay (jeune ?) ;

349-350 : Garnier de Saintes ; Gaston ; Gay-Vernon ; Gérard-Desrivières ; Gomaire ; Gouly , Guffroy ; Guillerault ; Florent-Guiot ; Guyardin ; Hentz ; Humbert ; Ingrand ; Jagot ; Javogues ; Jean-bon-Saint-André, Prieur de la Marne; Jouenne-Longchamp ; Lacoste[55], Balthazar Faure) ;

351 : Lakanal ; Goyre-Laplanche, Fouché, Lefiot, Pointe ; Laignelot, avec papiers de sa mission en Charente-Inférieure, Lequinio ;

352 : Lanjuinais ; Lanot, Goyre-Laplanche, Fouché, Laurence ; Laurent et Levallée (?) ; Le Blanc de Servane ; Le Bon et Léandre ? ; Lejeune, Legendre (Louis ?), Louchet, Jagot, Lacroix (Jean-François Delacroix ?) ; Lefiot ; Lecarpentier ;

353 : Lequinio, Laignelot ; Lequinio, Achon (?), Bellegarde et Courtois, commissaires à l'armée du Nord ; Lequinio, Isoré, Collot d'Herbois et Lejeune, en mission dans l'Aisne et l'Oise ; Lequinio, en mission dans la Charente-Inférieure et la Vendée, avec correspondance et arrêtés ;

354-355 : Levasseur de la Sarthe ; Robert Lindet ; Lombard-Lachaux ; Louchet ; Lozeau ; Ludot, Courtois ; Maignet, mission en Vaucluse: ; Maisse ; Mallarmé, mission dans la Meuse et la Moselle ; Massieu, Levasseur de la Sarthe, en mission dans les Ardennes ; Maure ; Méaulle, Amar, Javogues, Albitte en mission dans l'Ain ; Merlin de Thionville, Le Cointre, Tallien ; Fréron, Legendre, Guffroy, Dubois-Crancé ; Thibault, Clauzel ; Merlino ; Michaud ; Jean-Baptiste Lacoste, Baudot, mission à Nancy ; Milhaud, Guyardin, mission dans le Bas-Rhin ; Moltedo, Saliceti, mission à Marseille ; Monestier du Puy-de-Dôme, Pinet, mission à l'armée des Pyrénées-Orientales ; Monestier de la Lozère ; Morin, Guiter, Cassanyès ;

356-357 : Paganel ; Palasne-Champeaux ; Panis; Pautrizel ; Pelletier ; Pepin ; Pérard ; Perrin des Vosges, mission à l'armée des Ardennes ; Pétion, Masuyer ; Pinet, Cavaignac, mission à l'armée des Pyrénées-Orientales ; Piorry, Ingrand ; Pirat (?) ; Pocholle ; Pointe ; Pomme ; Pons de Verdun ; Poullain-Grandprey, Ferroux, Despinassy ; Poultier ; Prieur de la Marne, mission à Brest ; Prost ; Reynaud ; Richaud ; Richou ; Ricord ; Ritter ; Robert ; Roux-Fazillac, Lannot ; Ruamps ; Ruelle ; Saladin, mission dans le Doubs ; Saliceti, Barras, Fréron ; Savary ; Sergent ; Siblot ; Simond ; Taillefer, Baudot, Dartigoeyte ; Talleyrand ; Tallien, Fréron, Barras, Dartigoeyte, Ricord, Ysabeau ; Thirion ; Thoulouse ; Thuriot ; Tridoulat ; Veau-Delaunay ; Vincent ; Voulland, Borie.

358-359 (début) : Belley, Dufay de La Tour, Garnot, Mills et Poisson, soi-disant députés de Saint-Domingue (1793-an IV)

D/III/359 (fin). Droits féodaux : pétitions, mémoires, rapports, table chronologique des décrets compris dans le code féodal en 1790 (1790-an II).

D/III/360. Personnel du Comité de législation : employés et candidats (an II-an IV).

D/III 361à 367 (début). Mémoires, projets, et pétitions sur des questions de droit et d'administration (1789-an IV), dont, dans D/III/363-365 : projet de Dubois-Crancé sur les défrichements communaux.

D/III/367 (fin). Projets de rapports du comité sur des pétitions individuelles (messidor an III-brumaire an IV).

D/III/368-370 (début). Rapports du Comité des travaux publics sur les maisons d'arrêt et de justice ; et de la Commission des administrations civiles sur les théâtres (an II-an III) ; demandes de mainlevée de séquestre des biens d'étrangers, demandes de naturalisation (an III-an IV).

D/III/368-370 (fin) à 372. Rapports et mémoires classés par secteur ministériel (1791-an IV) :

368-370 : Guerre et commission du mouvement des armées ; Contributions, commission des revenus et direction générale de la liquidation ; Intérieur ; Relations extérieures ; 371-372 : Justice ; Marine.

D/III/373 à 377. Loi du 27 germinal an II excluant le séjour des nobles et des citoyens de pays ennemis à Paris et dans les places fortes : pétitions individuelles et collectives par ordre alphabétique (an II-an III) :

373 : pétitions anonymes et A-C ; 374 : D-E ; 375 : E-K ; 376 : L-P ; 377 : R-V.

D/III/378. Notariat, réorganisation : mémoires et pétitions (1791-an III).

D/III/379. Organisation judiciaire : mémoires et pétitions sur les tribunaux, le code et la procédure criminels, les huissiers, les justices de paix, les bureaux de conciliation et les tribunaux de famille (1791-an III).

D/III/380 dossiers 1 et 2. Commission pour le recensement des lois : organisation, arrêtés sur le travail de la commission, mémoire de Rondonneau pour la rédaction d'un code, partie matérielle (an II) ;

[54] Dénoncé par un nommé Maragon comme Fabre de Peirier, député de l'Aude connu pour correspondre avec des seigneurs émigrés (l'inventaire manuscrit de la sous-série le désigne sous le nom de Fabre Depeirier).
[55] *Élie* Lacoste dans l'inventaire manuscrit, probablement : Jean-Baptiste Lacoste.

Comité de législation : organisation, projets et plans de règlements, arrêtés généraux et particuliers, extraits de procès-verbaux (1791-an IV).

D/III/380 (fin) et 381. Comité de législation : minutes et copies de procès-verbaux (décembre 1792-septembre 1793 et 26 nivôse an II-19 ventôse an III).

D/III/382. Successions et donations : pétitions et projets (1791-an III).

D/III/383 à 389. Tribunal de cassation : organisation, fonctionnement et procédures transcrites (1791-an III).

D/III/390-391. Comité de législation (mélanges), dont : projets et minutes de rapports (an III) ; minutes de lettres au départ (an II-an III) ; personnel administratif (an III) ; état des livres de la bibliothèque des avocats de Paris à remettre au comité (s.d.) ; accusés de réception d'un arrêté du comité prescrivant la confection de cachets communaux (an III) ; mémoires sur l'adoption (1792-an II) et l'administration générale (an II-an IV) ; hommages au gouvernement (an II-an X).

Registres

D*/III/1 à 52. Enregistrement des pétitions, des pièces, rapports et lettres du Comité (1790-an IV) :

1 à 7 : sommiers généraux des pièces et rapports (1 : n° 1 à 1449, 1790 ; 2, n° 1450 à 2977, 1792 ; 3 : n° 2978 à 3891, 1793 ; 4 : n° 3892 à 5142, 1793; 5, n° 5143 à 6644 ; 6[56], n° 8473 à 12758, an II ; 7, n° 12759 à 14540, an II) ;

8 et 9 : enregistrement des pétitions, ordre alphabétique des pétitionnaires, s.d. ;

10 : enregistrement des affaires rapportées à la première section du Comité (1792) ;

11 : copies des délibérations du comité central et du Comité de législation pour les rapports à mettre à l'ordre du jour de la Convention (mai 1792- vendémiaire an II) et enregistrement des pièces remises aux bureaux des citoyens Lyon et Castel (brumaire-frimaire an III) ;

12 : registre d'ordre du bureau central du comité (an II-an III) ;

13 : notices de la section criminelle (7 thermidor-20 fructidor an II) ;

14 : registre d'une section non indiquée (7 thermidor-21 fructidor an II) ;

15 : registre A Législation, enregistrement de pétitions, n° 1 à 3670 (5 nivôse-3 ventôse an III) ;

16 : enregistrement de pétitions, n° 1 à 1093 (an III) ;

17 à 22, registres dits Arriéré, en partie vierges (17 : 21 fructidor an II-5 vendémiaire an III ; 18 : 6 vendémiaire-26 brumaire an III ; 19 : 26 brumaire-23 frimaire an III ; 20 et 21 : enregistrement par ordre alphabétique, s.d. et an III ; 22 : enregistrement de pétitions émanant d'autorités, s.d.) ;

23 : administrations de districts (an II-an III) ; 24 : enregistrement de la 2e section du Comité (7 thermidor an II-5 vendémiaire an III) ;

25 à 35, suite du registre D*/III/15, registres en partie dits *A Législation* (25, n° 3671 à 5199, 3-27 ventôse an III ; 26, n° 5200 à 6718, 28 ventôse-27 germinal an III ; 27, n° 6719 à 8237, 27 germinal-24 floréal an III ; 28, n° 8238 à 9763, 24 floréal-24 prairial an III ; 29, n° 9764 à 12061, 25 prairial-3 thermidor an III ; 30, n° 12062 à 14835, 4 thermidor-25 fructidor an III ; 31, n°14836 à 16763, 25 fructidor an III-18 brumaire an IV ; 32 et 33 : table alphabétique des registres D*/III/15 et 25 à 28, A-K et L-Z ; 34 et 35 : table alphabétique des registres D*/III/29 à 31, A-K et L-Z) ;

36 : registre *E Organisation administrative* (5 nivôse-17 pluviôse an II) ;

37 : registre *F Exécution administrative* (4 nivôse-17 pluviôse an II) ;

38 à 44 : registres *J Corps administratif*s, 38 à 40, et *K Corps administratif ;* 41 à 44 (38, n° 1 à 1144, 18 pluviôse-26 ventôse an II; 39, n° 1145 à 2784, 26 ventôse an II-21 floréal an III ; 40, n° 2785 à 3440, 21 pluviôse- 18 thermidor III ; 41, n° 1 à 1128, 18 pluviôse-27 ventôse an II ; 42 : 27 ventôse an II-4 prairial an III ; 43, n° 2657 à 4183, 4 prairial-21 thermidor an III ; 44, n° 4184 à 5586, 21 thermidor an III-14 brumaire ou an IV) ;

45 : table alphabétique du registre D*/III/36 ;

46 : table alphabétique du registre D*/III/37 ;

47 et 48 : table alphabétique de pétitions, A-K et L-Z) ;

49 et 50 : analyse et table de correspondances reçues par le comité du 1er messidor an II au début de l'an III ;

51 : analyse des correspondances envoyées par le Comité du 12 ventôse an II au 29 frimaire an III ;

52 : enregistrement de l'arriéré (an III).

D*/III/53 et 58. Registres des arrêtés du comité (14 frimaire-27 pluviôse an III et fructidor an II-pluviôse an III) ; D*/III/57 : répertoire des arrêtés du comité.

D*/III/54 à 56. Registres des procès-verbaux du comité (9 janvier 1792-7 frimaire an III) :

54 : 9 janvier 1792-16 avril 1793 ; 55 : 17 avril 1793-23 pluviôse an II ; 56 : 29 pluviôse an II-7 frimaire an III.

[56] Lacune entre les numéros 6644 et 8473.

D/IV

Comité de constitution

Intitulé : COMITÉ DE CONSTITUTION.
Niveau de classement : sous-série du cadre de classement.
Dates extrêmes : 1789-1791.
Importance matérielle : 26 m.l. (74 articles) .
Conditions d'accès : librement communicable, sous réserve des restrictions imposées par l'état matériel des documents.

Noms des producteurs :
Comité de constitution.

Histoire des producteurs :
Comité créé le 3 juillet 1789 pour organiser le travail sur la nouvelle constitution, il précède le Comité de législation criminelle, créé en septembre suivant pour l'organisation judiciaire (Archives nationales, Paris, sous-série D/III) et le futur Comité de division du territoire de la Législative et de la Convention (sous-série D/IV*bis*). Pendant la Constituante, le Comité de constitution s'occupa simultanément de la mise en place des nouvelles institutions administratives du territoire et des questions de législation, le Comité de législation n'ayant alors pas le monopole sur les questions de droit et d'organisation administrative et judiciaire qui fut le sien sous les assemblées suivantes.

Histoire de la conservation :
En janvier 1792, au début de la Législative, la partie des papiers du Comité de constitution qui n'était plus utile à ses successeurs (les Comités de division et de législation) entra aux Archives nationales en vertu du décret du 21 septembre 1791, le reste passant au nouveau Comité de division du territoire, successeur de la 3e section du Comité de division (aujourd'hui sous-série D/IV*bis*), dans les archives duquel se trouvent les états de population de 1787 à 1789 ayant servi à l'état de population du royaume et la quasi-totalité des dossiers de la création des départements en 1790.

Présentation du contenu :
Les cartons et les registres de la sous-série ont été cotés en deux numérotations distinctes. Les numéros de dossiers originels de 1 à l'infini ont été conservés lors de la constitution des cartons.
Le premier carton de la sous-série est composé de correspondances des commissaires du roi pour la formation des départements en 1790. Suivent des dossiers sur la formation des municipalités, des questions posées par des corps constitués et des particuliers sur les élections et les tribunaux de paix, la formation et les attributions des municipalités et d'autres sujets en rapport avec le droit civil, auxquelles sont souvent jointes des minutes de réponses du comité, qui précèdent un ensemble, classé dans l'ordre des départements, sur la formation des corps administratifs et les problèmes qu'elle soulevait. Les deux derniers cartons sont formés par un état des tribunaux d'appel et des dossiers sur le personnel des tribunaux qui sont classés par ordre de cours d'appel du XIXe siècle.
Un registre d'ordre et un registre des avis du comité après juillet 1790 terminent la sous-série.

Instruments de recherche : Voir l'*État des inventaires.*

Sources complémentaires :
Aux Archives nationales (Paris) :
-Autre(s) partie(s) du même fonds :
- sous-série D/Iv*bis (*Comité de division du territoire de la Législative et de la Convention), cartons 1 à 38 et registres D*/IV*bis* 8 à 12 contenant l'essentiel des dossiers du Comité de constitution sur la formation des départements et districts et l'organisation administrative sous la Constituante ;
- série NN (Cartes et plans), NN/10 à 14 : cartes et procès-verbaux originaux de la formation des départements par le Comité de constitution.

- Sources complémentaires sur le plan documentaire :

- Le guide *De la justice de la Nation à la justice de la République. Guide des fonds judiciaires conservés au Centre historique des Archives nationales*, par S. de Dainville-Barbiche, Paris, Centre historique des Archives nationales, 2004, décrit les séries judiciaires du Centre historique des Archives nationales, offrant ainsi une recension détaillée des fonds d'archives, notamment ceux provenant du ministère de la Justice (série BB), complémentaires de ceux des comités des assemblées de la Révolution traitant des affaires juridiques et juridictionnelles. C'est à ce guide que la présente notice doit la majorité des sources complémentaires signalée ici en matière judiciaire.
- série C (Assemblées nationales) : C/83, plaquette 818, pièces 10-11 et 84, plaquette 818, pièces 23-24 : scrutin pour l'élection des cinq membres du Comité de constitution (respectivement 12 septembre et 12 août 1789) ;
- sous-série D/III (Comité de législation) : sous la Législative et la Convention, c'est ce comité qui exerça les attributions dévolues à celui de constitution sur les matières juridiques ;
- série F (versements des ministères), sous-série F/0 (enregistrement de la correspondance) : F*/3041, registre de correspondance active et passive : départements de Paris et de Seine-et-Oise (1791-1792) ;
- sous-série F/1/a (ministère de l'Intérieur, administration générale): F/1/a/401 à 541 : série départementale sur l'administration des départements et communes (1789-1830) ;
- sous-série F/1/b/II (ministère de l'Intérieur, série départementale sur le personnel administratif des départements et communes)(1789-XIXe siècle) ;
- sous-série F/2 (ministère de l'Intérieur, administration départementale), notamment F/2(I)/101-102 : organisation et frais d'administration des autorités constituées (1791-an IV) ; F/2(I)/106/35 et 107 à 120 : affaires judiciaires, conflits de juridiction ou d'attribution, série départementale (1791-1834) ; F/2(I)/121/2 à 121/7 : organisation judiciaire, série départementale (1791-1792) et F/2(II) , série départementale dont les premiers cartons sont consacrés aux affaires de délimitations et de réunions de communes, pièces datant en principe du XIXe siècle ;
- sous-série F/3 (ministère de l'Intérieur, administration communale) : F/3/I/1 et 2 : lois et projets de lois relatifs à l'administration communale, affaires diverses d'administration municipale (1791-1833) ; F/3/II, série départementale, affaires communales de toute nature (1790-milieu du XIXe siècle) ;
- sous-série F/9 (affaires militaires) : F/9/1 à 10 : Garde nationale et autres affaires militaires, classement dans l'ordre des départements (1789-1793 dans la majorité des cas) ;
- série BB (Justice) : BB/2/1 A et 1 B : correspondance du ministre de la Justice sur le personnel judiciaire (1790-1793) ; BB/2/97 : correspondance du ministre de la Justice sur l'organisation des tribunaux (1790) ; BB/5/356 : composition et fonctionnement des tribunaux criminels provisoires (1791).

Sources de la notice :

- *Les Archives nationales. État général des fonds* (tome II), publié sous la direction de Jean Favier, directeur général des Archives de France, 1978.
- *De la justice de la Nation à la justice de la République. Guide des fonds judiciaires conservés au Centre historique des Archives nationales*, par S. de Dainville-Barbiche, Paris, Centre historique des Archives nationales, 2004.

Inventaire manuscrit par J. Guiffrey (1883).

Date de la notice : 2007.

Auteurs de la notice : Pierre-Dominique Cheynet (Marie-Élisabeth Antoine).

Répertoire de la sous-série D/IV[57]

Cartons

D/IV/1, dossier 1. Correspondance des commissaires du roi pour la formation des départements avec le comte de Saint-Priest, ministre de la Maison du roi, le président et les députés à l'Assemblée nationale classée par département[58] (mars-septembre 1790).

[57] **Répertoire rédigé à partir de l'inventaire détaillé de la sous-série afin d'améliorer l'accès au fonds. On n'a pas contrôlé la pertinence des analyses avec le contenu actuel des articles décrits.**

[58] Départements de 1790 non représentés : Allier, Ardèche, Bouches-du-Rhône, Calvados, Charente, Corse, Creuse, Dordogne, Doubs, Eure, Eure-et-Loir, Finistère, Gers à Jura, Loir-et-Cher, Loire-Inférieure à Lot-et-Garonne, Maine-et-Loire, Morbihan, Nièvre, Oise à Basses-Pyrénées (dont absence du département de Paris), Pyrénées-Orientales, Haut-Rhin, Haute-Saône, Seine-et-Oise, Deux-Sèvres, Tarn, Vienne et Yonne.

D/IV/1 (fin). Adresses de divers départements, lettres de félicitations à l'Assemblée, demandes particulières, *mémoires sur des objets peu importants et terminés* ; lettres du comité au Garde des sceaux concernant leurs rapports particuliers ; décrets de renvoi au comité pour présenter des projets à l'Assemblée ; réclamations de communes contre la suppression des juridictions des maréchaussées de France ; élections et administration des départements, municipalités, districts, *etc*. : avis, réclamations ; formation des municipalités ; demandes et adresses diverses, dont adresse des femmes du Havre à l'Assemblée et lettre des membres de l'Académie de chirurgie sur la constitution de la France (1790-1791).

D/IV/2 à 3, dossier 19. Municipalités et justices de paix : formation, procès-verbaux, plaintes (1790-1791).
dont D/IV/2, dossier 13 : procédure criminelle à Soissons après une émeute sur la fixation du prix du pain le 5 juillet 1790.

D/IV/3 (fin) et 4, dossier 25. Municipalité et sections de Paris (1790).

D/IV/4, dossiers 26 à 33. Municipalités et justices de paix : formation, procès-verbaux, plaintes (1790-1791).

D/IV/4 (fin) à 7, dossier 113. Questions de communautés ou particuliers à l'Assemblée ou au Comité de constitution, principalement sur les élections et les tribunaux de paix et, le plus souvent, minutes de réponses du comité, classement départemental[59] (1790-1791) :
4 (fin) : Ain à Ardèche ; 5 : Ardennes à Lot et Meuse ; 6 : Lot-et-Garonne à Sarthe (dont 1 pièce sur la Meuse) et Seine-et-Oise ; 7, dossiers 101 à 113 : Seine-Inférieure et Seine-et-Marne à Yonne et pièces sans indication de département.

D/IV/7 (fin) à 8, dossier 121. Municipalités et justices de paix : formation, procès-verbaux, plaintes (1789-1791).

D/IV/8, dossier 122. Minutes de délimitation de quelques départements (16 pièces).

D/IV/8, fin et 9, dossier 126. Questions posées à l'Assemblée et aux comités par des particuliers ou des communes (1790-1791).

D/IV/9, dossiers 127 à 131. Élections, tribunaux de paix et autres questions au comité, dont *questions sans réponses* et *sur des objets de peu d'importance* (1789-1791).

D/IV/9, dossier 132. Municipalités et paroisses, réunions (novembre 1789-février 1791).

D/IV/9, fin. Adresses de particuliers et de communautés ; adresses, plaintes, avis sur la formation des municipalités et les élections (1789-1791).

D/IV/10 à 13. Observations et avis divers sur des objets de législation civile, procès-verbaux de formation des municipalités ; arrêtés et délibérations de municipalités sur leur compétence et leur administration; mémoires et projets sur la garde nationale (1789-1791) :
dont : 10, dossier 142 : revendication de chefs-lieux de districts et de départements et délimitation entre le Quercy et le Rouergue (1790-1791) ; dossiers 151 à 153 et 11, dossiers 158 et 159 : Garde nationale, formation, réclamations et projets[60] (septembre 1789-janvier 1791) ; 11, dossier 157 : citoyenneté active (novembre 1789-août 1790) ; 12, dossier 177 : notariat (1790-1791) ; dossier 189 : réunions et divisions de municipalités (février 1790-mars 1791) ; dossier 190 : assemblées primaires pour la formation des corps administratifs (février-mai 1790) ; dossier 193 : troubles à "Marnes", Montbrison, Montreuil [-sur-Barse], Pecquencourt, Saint-Jean-d'Angély, Saint-Omer et Vézelay (janvier-mai 1790) : dossier 194 : projets sur l'instruction publique (1790-1791) ; dossier 195 : mémoires sur l'armée et le service militaire et projet d'école navale à Toulouse (décembre 1789-janvier 1791) ; 13, dossier 209 : adresses de districts de Paris, dont : demande d'admettre les juifs à tous les droits des citoyens par celui des Carmélites (janvier-novembre 1790) ; dossier 213 : réclamations sur la liquidation des offices (1790-1791) ; dossier 214 : fête de la Fédération du 14 juillet 1790, dont procès-verbaux de sections de Paris pour y envoyer leurs députations (novembre 1789-juillet 1790) ; dossier 224 : adresse d'artistes de la manufacture de Sèvres et adresse d'autres artistes contre le régime académique (non datées) ; dossier 225 : réclamation de citoyens de la Gironde au sujet des nègres (non datée) ; dossiers 236 et 237 : aliénation des biens nationaux (août 1790-mars 1791, 5 pièces) et émigrés (1789-1791) ; dossier 240 : établissement des tribunaux (1789-1791).

D/IV/14 à 69. Procès-verbaux, délibérations, relatifs à l'administration des départements, districts et municipalités et les réunions et démembrements de communes, quelques soumissions de biens nationaux par les municipalités ; mémoires, projets, réclamations relatifs à l'ordre judiciaire et aux officiers de justice, aux tribunaux de commerce, aux gardes nationaux à la constitution civile du clergé, adresses sur l'émigration, la fuite du Roi, le départ de Mesdames tantes du Roi, adresses sur des projets en discussion à l'Assemblée, questions posées et instructions demandées à l'Assemblée et aux comités, ordre alphabétique de départements (1789, 1790-1791)[61]

[59] Départements non représentés : Basses-Alpes, Ariège, Aveyron, Côtes-du-Nord, Maine-et-Loire, Haut-Rhin.
[60] Dans D/IV/10, dossier 153 : certificat de décès de David, vainqueur de la Bastille (novembre 1789).
[61] Une vingtaine de dossiers (d'une vingtaine de pièces chacun environ) de cette série départementale notés comme manquants lors de l'inventaire manuscrit de la sous-série y ont été réintégrés du carton AF/II/405 en 1901.

14: Ain ; 15: Aisne ; 16: Allier, Hautes-Alpes, Basses-Alpes ; 17: Ardèche ; 18: Ardennes, Ariège ; 19: Aube, Aude ; 20 : Aveyron, dont procès-verbal de prestation du sement civique à Espalion le 14 juillet 1790, Bouches-du-Rhône ; 21: Calvados, Cantal, Charente ; 22 : Charente-Inférieure ; 23 : Cher, dont achat des halles par la municipalité de Saint-Amand [-Montrond], Corrèze, dont : troubles dans le département (mars-avril 1790), Corse ; 24 : Côte-d'Or; 25 : Côtes-du-Nord, Creuse; 26 : Dordogne, Doubs, dont formation de la municipalité de Pontarlier (janvier 1790) ; 27 : Drôme, dont lettre des officiers municipaux d'Orange et Courthézon sur leur rôle dans les événements d'Avignon (4 juillet 1790), Eure, dont démission du constituant Louis-François de Chambray (octobre 1789); 28 : Eure-et-Loir, Finistère, dont projet pour l'éducation du Dauphin (juillet 1791) ; 29 : Gard; 30 : Haute-Garonne, dont : troubles à Lévignac (mai 1790), duels et spectacles à Toulouse (septembre 1790-février 1791); 31: Gers[62]; 32: Gironde, dont observations sur les théâtres des Variétés et de l'Ambigu comique de Bordeaux (octobre-décembre 1790); 33: Hérault, dont adresse des amis de la Constitution de Montpellier sur les spectacles et les honoraires réclamés par les auteurs (mai 1790), dénonciation d'un projet de contre-révolution préparé en Suisse par le bureau municipal de Montpellier (janvier 1791) et réclamation d'un juge de Béziers inculpé pour avoir arrêté les prédications d'un moine fanatique (mars 1791), Ille-et-Vilaine ; 34: Indre, Indre-et-Loire ; 35 : Isère, dont contrôle des dépôts de vaisselle d'argent et de bijoux du bureau des finances de Grenoble (novembre 1790), Jura ; 36 : Landes, dont fermeture d'une société d'amis de la Constitution à Dax (août 1790), Loir-et-Cher, Haute-Loire, dont procès-verbaux, lettres et adresses sur la limite avec le département de Rhône-et-Loire (1790-1791) et troubles à Langeac (avril 1790-janvier 1791) ; 37 : Loire-Inférieure, dont observations sur les incendies qui ont eu lieu [en 1789] dans la province de Bretagne (février-mai 1790) ; 38 : Loiret, dont question du mariage des protestants (février 1791), Lot ; 39 : Lot-et-Garonne, dont protestation par de Beaumont, chef de division de la marine, contre l'abolition de la noblesse héréditaire (août 1790) ; 40 : Lozère, Maine-et-Loire ; 41 : Manche, dont répression de la contrebande (octobre 1790), Marne, dont prestation de serment du principal et des professeurs du collège de Châlons (mai 1791) ; 42 : Haute-Marne, dont tableau des impositions directes du département (s.d.) ; Mayenne ; 43 : Meurthe, dont rébellion à Insming (mai 1790) et lettre d'un électeur de Toul demandant que les citoyens de la classe la plus élevée soient obligés de prendre femme dans la dernière classe (février 1791), Meuse ; 44 : Morbihan, dont adresse de Lorient pour les gens de couleur (mars 1791), Moselle, dont supplément au cahier de doléances d'Hellimer (août 1789) et lettre sur la condition civile des juifs (janvier 1790) ; 45 (début) : Nièvre, dont troubles dans le département (mai-juillet 1790) ;

45 (fin) et 46 : Nord :

45 : ordre judiciaire, nomination du receveur du district du Quesnoy, démission du procureur-syndic de celui d'Hazebrouck, nombre de députés du département à élire à la seconde législature (à la Législative), pillage de maisons à Lille en 1791, âge du mariage, contrebande, tribunaux de commerce, police des communes, éducation ; 46 : incompatibilités de fonctions, délits de chasse, conflits de compétence, plainte des habitants de Comines contre une assemblée convoquée par le vicomte de Maulde en février 1790, lettre d'un juge de Valenciennes sur la tenue des registres d'état civil, décembre 1790, dénonciation par le conseil général du département d'une délibération de la municipalité de Douai, réclamation de la chambre de commerce de Lille sur le chef-lieu du département, mémoires et projets divers, plaintes contre les corps administratifs, traitement des électeurs et des administrateurs, notariat, questions à l'Assemblée et aux comités, administration du département, des districts et municipalités, garde nationale et autres affaires militaires, formation des corps administratifs, réunion de deux communes) ;

47 : Oise, dont tableau des ventes de domaines nationaux par le district de Compiègne de décembre 1790 à février 1791 ;

48 : Orne :

49 à 51 : département de Paris, avril 1789-1791 :

notamment 49 : Garde nationale et pacte fédératif, adresses de particuliers, projet de remplacer l'Hôtel-Dieu par neuf hospices, questions à l'Assemblée et aux comités, instruction publique, plaintes contre les corps administratifs, réclamation contre la formation d'un corps spécial des Vainqueurs de la Bastille, ordre judiciaire, formation des corps administratifs, administration du département, des districts et municipalités, commissaires de police, crime de lèse-nation, notamment Louise-Reine Audu, poursuivie pour les affaires des 5 et 6 octobre 1789, éligibilité, dont réclamation contre le décret sur le marc d'argent, élections et assemblées primaires ; 50 : ordre judiciaire, mémoire sur la maréchaussée de France, professions judiciaires, traitement des électeurs, des administrateurs et des juges, pétition de patriotes suisses contre l'extradition de plusieurs des leurs demandée par le conseil de Fribourg, mars 1790-avril 1791, police des rivières, projets de lois sur la sûreté de Paris, octobre-décembre 1790, affaires de presse et d'imprimerie, constitution civile du clergé, législation civile et criminelle, adjudication de la ferme des Moulineaux près Meudon, novembre 1790, mémoire sur la suppression de la prévôté de l'Hôtel ; 51 : dénonciation des jeux de hasard, statues projetées de Vol-

[62] Dont un dossier de 216 pièces sur l'emplacement du tribunal du district de Nogaro en septembre 1791 ne figurant pas dans l'inventaire précédant celui de J. Guiffrey, qui le suppose acquis par Lallemant, archiviste de la section.

taire et de Rousseau : lettres de Houdon et d'autres, s.d., lettres et mémoires sur le départ de Mesdames tantes du Roi et sur la fuite du Roi, commerce et tribunaux de commerce, échanges de terrains entre des municipalités hors les murs, juillet-octobre 1790, divorce, cumul de fonctions, état civil des protestants, observations sur la liste civile, réclamation de chefs-lieux de cantons et de municipalités, notariat ;

52 : Pas-de-Calais ; 53 : Puy-de-Dôme, Hautes-Pyrénées ; 54 : Basses-Pyrénées ; 55 : Pyrénées-Orientales, dont répression de la contrebande (décembre 1790), Haut-Rhin, dont culte et droits civils des protestants (1790-1791) ; 56 : Bas-Rhin, dont organisation civile du clergé luthérien (1790), culte et droits civils des membres de la confession d'Augsbourg à Strasbourg (janvier 1791) et des juifs d'Alsace (avril 1790-janvier 1791), et dossier sur le collège fondé à Strasbourg par Louis XIV (1791) ; 57 : Rhône-et-Loire ; 58 : Haute-Saône, dont revendication de la commune de Passavant [-la-Rochère] par le département des Vosges (1791) ; 59 : Saône-et-Loire, Sarthe ; 60 : Seine-et-Oise, dont conflit entre la garde nationale de Meulan et la compagnie des arquebusiers de la ville (novembre 1789-juin 1791), pétition des ouvriers de la manufacture de Sèvres pour être reconnus citoyens actifs (s.d.) et suspension de l'administration du district de Corbeil [-Essonnes] par décret de l'Assemblée (décembre 1790-février 1791) ; 61 : Seine-Inférieure, dont observations sur la réforme de la coutume de Normandie (décembre 1790) et sur la coutume particulière du pays de Caux (septembre 1790) ; 62 : Seine-et-Marne, dont : adresse d'habitants de Rebais pour conserver le collège (février 1790), troubles à Crécy [-la-Chapelle] (novembre 1790) ; 63 : Deux-Sèvres, dont adresse pour l'admission des enfants de protestants dans les maisons d'éducation publique (novembre 1790) ; 64 : Somme, dont mémoire de la municipalité d'Abbeville pour la création d'ateliers de charité (octobre 1790), et prestation du serment fédératif par les habitants de Molliens-le-Vidâme[63] (juillet 1790) ; 65 : Tarn, dont troubles à Massaguel (juillet 1790) ; 66 : Var, dont arrestation du curé de Mazaugues et armement des gardes nationales de Grasse (octobre 1790) et demandes de juridictions particulières pour les pêcheurs (octobre 1790-août 1791) ; 67 : Vendée, Vienne, dont mémoires pour conserver le jardin des plantes de Poitiers et sur le tutoiement (juillet 1790) et prestation du serment fédératif par les habitants d'Avanton (août 1790) ; 68 : Haute-Vienne, Vosges ; 69 : Yonne, dont lettre d'un curé demandant l'adoption de la langue française pour le culte (juin 1790).

D/IV/70 et 71. États des tribunaux d'appel classés par département : Ain à Loir-et-Cher et Haute-Loire à Yonne (1789-1791).

D/IV/72. Tableaux du personnel des tribunaux « depuis la Révolution », classement dans l'ordre alphabétique des cours d'appel du Premier Empire avec enregistrement de modifications allant apparemment jusqu'en germinal an VIII ; à la fin : dossier de 4 pièces transmises au Comité de constitution (ajouté au XIXe siècle).

Registres

D*/IV/1. Notices des pièces relatives aux municipalités et administrations (30 août 1789-18 mai 1790).

D*/IV/2. Avis du Comité de constitution à partir du 1er juillet 1790.

[63] Auj. : Molliens-Dreuil.

D/IV*bis*

Comité de division du territoire

Intitulé : **Comité de division du territoire.**
Niveau de classement : sous-série du cadre de classement.
Dates extrêmes : 1787-an IV (ponctuellement : 1696, 1817).
Importance matérielle : 52 m.l. (141 articles)
Conditions d'accès : librement communicable, sous réserve des restrictions imposées par l'état matériel des documents .
Les cartons D/IVbis/1 à 67 et tous les registres de la sous-série (D*/IV *bis*/1 à 28) ont été microfilmés et sont communicables sous cette forme.

Noms des producteurs :
Troisième section du Comité de constitution de l'Assemblée nationale constituante, puis Comité de division du territoire de la Législative et de la Convention.

Histoire des producteurs :
Le Comité de division du territoire créé par l'Assemblée législative reprit, sous cette législature et sous la Convention, la majeure partie des attributions que le Comité de constitution avait exercées sous la Constituante, notamment celles de sa 3e section chargée de la division du royaume, avec mission de terminer l'organisation en départements, districts et communes.
Il reprit également les questions d'établissement des juges de paix, des commissaires de police et des notaires que traitait son prédécesseur, mais en se limitant en principe aux questions de localisation territoriale, les problèmes juridiques étant plutôt du ressort du Comité de législation.

Histoire de la conservation :
Dès son entrée en fonction au début de la Législative, le Comité de division reprit naturellement une partie des dossiers du Comité de constitution de la Constituante et ajouta à cette documentation initiale les documents reçus et produits du fait de ses activités jusqu'à la fin de la session de la Convention.
Avant de se dissoudre pour laisser place au régime du Directoire exécutif en l'an IV, la Convention décida que les dossiers de ses comités et de leurs prédécesseurs seraient triés pour que le nouvel exécutif (le Directoire et ses ministres) puisse reprendre la suite des affaires, les dossiers d'affaires terminées devant au contraire entrer aux Archives nationales. Une partie des dossiers du Comité de division du territoire fut attribuée au ministère de l'Intérieur et se trouve aujourd'hui conservée dans la sous-série F/20 des Archives nationales (Paris). Ce qui resta aux Archives nationales (celles des Assemblées) forme les sous-séries D/IV et D/IV*bis*.
Enfin, à l'occasion de la préparation du déménagement de la série à Pierrefitte-sur-Seine, on a retiré en 2010 six pièces volantes du registre D*/IV*bis*/1 qui ont été ajoutées au carton D/IV*bis*/110 où elles constituent son dossier 8.

Présentation du contenu :
Les cartons et les registres de la sous-série ont été cotés en deux numérotations distinctes. Les numéros de dossiers originels de 1 à l'infini ont été conservés lors de la constitution des cartons.
L'ensemble des cartons est constitué essentiellement de pièces reçues par le Comité de division du territoire et d'une partie des dossiers du Comité de constitution dont le reste forme la sous-série D/IV.
C'est notamment dans D/IV*bis* que se trouvent les états de population de 1787 à 1789 ayant servi à l'état de population du royaume versés à la fin de la Convention avec le travail du Comité de division relatif à la population, et qui faisaient partie du dépôt topographique de Camus aux Archives nationales (chargé de la conservation des actes relatifs à la division du territoire de la République en départements à sa population, pour régler le nombre des votes et à la formation des assemblées primaires).
La sous-série D/IV*bis* comprend également les dossiers et registres ayant servi à la division des provinces en départements au début de 1790, mais les cartes originales (cartes de Cassini sur lesquelles le Comité de constitution avait tracé les limites des nouvelles divisions) et les procès-verbaux de la division en départements faits en 1790, versés dès l'origine aux Archives, avaient été renvoyés en 1793 au Comité de division et revinrent pour la plupart aux Archives nationales à la fin de la Convention, le reste étant renvoyé aux ministres des

Finances et de l'Intérieur. Ces procès-verbaux et cartes sont restés au service des Plans (de nos jours la section des Cartes et plans des Archives nationales, Paris), héritier en partie du dépôt topographique des Archives nationales (des Assemblées) ; on en trouve des copies dans les registres de la sous-série D/IV*bis* et dans la sous-série F/2(I).
La sous-série a connu quelques ajouts par analogie à des dates inconnues : éléments sur la division des pays de la rive gauche du Rhin en départements provisoires sous le Directoire et état des circonscriptions des justices de paix du département de la Méditerranée en 1809.

Instruments de recherche :Voir l'*État des inventaires.*

Sources complémentaires :
Aux Archives nationales (Paris) :

- Autre(s) partie(s) du même fonds :

- sous-série D/IV (Comité de constitution), Constituante ;
- série NN (Cartes et plans), NN/10 à 14 : cartes et procès-verbaux originaux de la formation des départements par le Comité de constitution ;
- Série F (versements des administrations), sous-série F/20 (statistique) : F/20/298 à 394 : tableaux des citoyens actifs et des contributions (1790) ; états de population dressés en vertu de lois des 11 et 20 avril 1793 envoyés par les districts au Comité de division, série départementale ; F/20/396 (en partie) : tableaux de population des départements, certains provenant du Comité de division (1790-1808) ;

-Archives d'autres producteurs en relation :

- série C (Assemblées nationales) : C/105, plaquettes 203 à 206 *bis*, C/106 à 109 C/110, plaquettes 234 à 240, C/113, plaquette 296, C/114, plaquette 304 : procès-verbaux de formation de nouvelles municipalités (janvier-mai 1790) ; C/113, plaquette 295 : procès-verbaux de formation de municipalités du district de Verdun (janvier-avril 1790) ; C/114, plaquette 303 : procès-verbaux de formation des départements de la Marne et de l'Yonne, de districts et de cantons (avril 1790) ; C/118, plaquettes 343 à 348, C/119, C/121, plaquettes 366 à 367/5, 371/1 et 2 et 372 : procès-verbaux de formation de départements, districts et cantons (mai-juillet 1790).

- Sources complémentaires sur le plan documentaire :

- sous-série F/0 (Enregistrement de la correspondance des ministères) : F/0/3041, ministère de l'Intérieur : registre de correspondance active et passive : départements de Paris et de Seine-et-Oise (1791-1792) ;
- sous-série F/1/a (ministère de l'Intérieur, administration générale, objets généraux) : F/1/a/401 à 541, groupe départemental sur l'administration des départements et communes (1789-1830) ;
- sous-série F/1/b/2 (ministère de l'Intérieur, personnel administratif des départements et communes, série départementale (1789-XIXe siècle) ;
- sous-série F/2(I) (ministère de l'Intérieur, administration départementale, objets généraux), notamment F/2(I)/2 : nomenclature des communes par département, période révolutionnaire ; F/2(I)/3-4 : état général des départements, districts, cantons et communes de la République, imprimé, an II, avec additions manuscrites ; F/2(I)/101-102 : organisation et frais d'administration des autorités constituées (1791-an IV) ; F/2(I)/121/2 à 121/7 : organisation judiciaire, série départementale (1791-1792) ; F/2(I)/442 et 443 : division de la France en départements, copies des procès-verbaux (1790) ; F/2(I)/449 à 495 : délimitation des départements (1790-1839) ; F/2(I)/496 à 502 : délimitation des départements et fixation des chefs-lieux (1790-1832) ; F/2(I)/503 : délimitation des districts et fixation des chefs-lieux, Ain à Tarn (1790-1793) ; F/2(I)/531 à 834 : délimitation des cantons et fixation de leurs chefs-lieux, demandes de justices de paix (1792-1840) ; dans F/2(I)/ 845 à 886, délimitations de départements « étrangers » : 845, Alpes-Maritimes, 862 : Mont-Blanc, 864 : Mont-Terrible ;
- sous-série F/2(II) (ministère de l'Intérieur, administration départementale, série départementale) : les premiers cartons sont consacrés aux affaires de délimitations et de réunions de communes, pièces datant en principe du XIXe siècle ;
- sous-série F/3/I (ministère de l'Intérieur, administration communale, objets généraux) : F/3/II/1 et 2 : lois et projets de lois relatifs à l'administration communale, affaires diverses d'administration municipale (1791-1833) ;
- sous-série F/3/II (ministère de l'Intérieur, administration communale, série départementale) : affaires communales de toute nature (1790-milieu du XIXe siècle) ;
- sous-série F/20 (statistique) : F/20/396 (en partie) : procès-verbal de division du département de Paris (5 février 1790) et tableaux de population provenant en partie du Comité de division ; F/20/298 à 394, groupe départemental comprenant notamment des états de population dressés suivant des lois des 11 et 20 avril 1793 envoyés par les districts au Comité de division ;
- Série M (titres nobiliaires et mélanges, en principe d'Ancien Régime) : M/670 et 671 : documents préparatoires et minute de l'*État général des départements, districts, cantons et communes* imprimé sur ordre du ministre de l'Intérieur en l'an II ;

- Série BB (ministère de la Justice) : BB/1/7 à 9 : Commission des administrations civiles, justices et tribunaux, correspondance civile (classement par département), objets généraux (an II-an III), BB/1/58 et 59 : Commission des administrations civiles, justices et tribunaux : nomination de personnel judiciaire ou administratif (an II-an III), BB/2/24 à 26 : Commission des administrations civiles, justices et tribunaux, circulaires imprimées (an II-an IV), BB/2/97 : correspondance du ministre de la Justice sur l'organisation des tribunaux (1790).

Sources de la notice :
- *Les Archives nationales. État général des fonds* (tome II), publié sous la direction de Jean Favier, directeur général des Archives de France, 1978.
- *De la justice de la Nation à la justice de la République. Guide des fonds judiciaires conservés au Centre historique des Archives nationales*, par S. de Dainville-Barbiche, Paris, Centre historique des Archives nationales, 2004.
- Inventaire manuscrit par G. Daumet (1889).

Date de la notice : 2007 ; révisée en octobre 2010.
Auteurs de la notice : Pierre-Dominique Cheynet (Marie-Élisabeth Antoine).

Répertoire de la sous-série D/IV*bis* [64]

Cartons

D/IV*bis*/1 à 38. Dossiers du Comité de constitution transmis au Comité de division.

1 et 2 : division des provinces en départements (1790) :

1 : Île-de-France, Picardie, Brie, Champagne, Bourgogne, Dauphiné, Bresse et Bugey, Provence, Languedoc, comté de Foix et Couserans, Comminges, Armagnac, Bigorre, Béarn, Bassigny, Guyenne, Bretagne : division du département de Nantes en districts et cantons et nouvelle division du district de Châteaubriant, Aunis et Saintonge, Poitou, Bretagne, Normandie.

2 : Beauce, Orléanais, Gâtinais, Nivernais, Bourbonnais, Forez, Lyonnais et Beaujolais, Rouergue, Quercy, Bazadais, Périgord, Angoumois, Haut et Bas Limousin, Marche, Anjou, Haut et Bas Maine, Blaisois, Berry, Auvergne, Hainaut et Flandre et Cambresis, Lorraine, Alsace, Franche-Comté, Angoumois.

3 à 18 : établissement des districts et cantons des départements, dossiers par ordre alphabétique des départements de l'époque (1789-début 1790) :

3 : Ain à Hautes-Alpes et Basses-Alpes ; 4 : Ardèche à Aveyron ; 5 : Bouches-du-Rhône à Charente-Inférieure ; 6 : Cher à Eure ; 7 : Eure-et-Loir à Gers[65] ; 8 : Gironde à Isère ; 9 : Jura à Loiret et Lot (début : demande de chef-lieu de département par Montauban et de districts par Moissac, Montech et Saint-Céré, et observations et demandes diverses) ; 10 : Lot (fin : demande de chef-lieu de département par Montauban et de districts par Caussade, Caylus, Molières et Montcuq, observations et demandes de fixer le chef-lieu du département à Cahors, observations sur les limites avec le département d'Agen) à Mayenne ; 11 : Meurthe à Moselle ; 12 : Nièvre à Orne ; 13 : département et ville de Paris[66] ; 14 : Pas-de-Calais à Pyrénées-Orientales et Basses-Pyrénées ; 15 : Hautes-Pyrénées ; 16 : Haut-Rhin et Bas-Rhin à Sarthe ; 17 : Seine-et-Oise, Seine-Inférieure, Seine-et-Marne et Deux-Sèvres à Tarn ; 18 : Var à Yonne.

19 à 35 : création et emplacement des tribunaux, demandes et mémoires de communes dans l'ordre alphabétique des départements de l'époque (1789-1790) :

19 : Ain à Ardèche ; 20 : Ardennes à Bouches-du-Rhône ; 21 : Calvados à Cher et Côte-d'Or (Arnay-le-Duc, Auxonne, Dijon, Montbard, Saulieu, « Semur-en-Brionnais » (?), Seurre) ; 22 : Côte-d'Or (Dijon, Nuits [-Saint-Georges], Saint-Jean-de-Losne), Corrèze, Corse et Côtes-du-Nord à Drôme ; 23 : Eure à Gard ; 24 : Haute-Garonne à Gironde ; 25 : Hérault à Jura ; 26 : Landes à Lot-et-Garonne et Maine-et-Loire ; 27 : Lozère et Manche à Meurthe ; 28 : Meuse à Nièvre ; 29 : Nord à Haut-Rhin; 30 : Rhône-et-Loire à Sarthe et Seine-et-Oise ; 31 : Seine-Inférieure, Seine-et-Marne et Deux-Sèvres à Var ; 32 : Vendée à Yonne ; 33 et 34, *idem*, tribunaux de commerce, Aisne à Manche

[64] **Répertoire rédigé à partir de l'inventaire détaillé de la sous-série afin d'améliorer l'accès au fonds. On n'a pas contrôlé la pertinence des analyses avec le contenu actuel des articles décrits.**
[65] Le dossier 194, Finistère (17 pièces) est en déficit constaté depuis 1995.
[66] Dont division de la ville de Paris en sections.

et Haute-Marne à Yonne[67] (août 1790-juillet 1791) ; 35, *idem*, juges de paix[68] (septembre 1790-juin 1791).

36 : délibérations des directoires et municipalités et procès-verbaux d'assemblées électorales classés sous la rubrique « Affaires terminées » dans 17 départements, Ardèche à Yonne (mai 1790-avril 1791).

37 et 38 (début) : état des citoyens actifs et des électeurs de 50 départements avec tableaux de division en districts et cantons et listes d'administrateurs de directoires de départements : Aisne à Landes[69] et Lot à Vosges (1790) ; 38, dossiers 633 et 633 *bis :* demandes de particuliers (août-septembre 1791), six pièces et extraits de procès-verbaux du "comité de division" (janvier-février 1790), 1 pièce.

DD/IV*bis* /39. Comité de division puis Conseil des Cinq-Cents, division des pays réunis à la France (1793-an III, an V-an VII).

Mont-Blanc (juillet 1793-vendémiaire an III) et échange de lettres entre le ministre de l'Intérieur, François de Neufchâteau, et Camus, garde des Archives, sur la carte du département (thermidor an VI-brumaire an VII) ; Alpes-Maritimes (août 1793-germinal an II) ; Mont-Terrible (juin 1793-frimaire an II) ; dossier de la commission spéciale des Cinq-Cents sur les députés et administrateurs centraux à élire par les neuf départements réunis de Belgique et compte-rendu imprimé de la mission de Bouteville, commissaire du Directoire dans les départements réunis (an V) ; division de la Belgique en départements (1793, an IV-an V) et division des pays de la rive gauche du Rhin en départements provisoires (an VI-an VII).

D/IV*bis*/40 à 47. Comité de division, états de population.

40 à 42 : correspondance entre le Comité et les districts sur les tableaux de population, Ain à Gironde, Ille-et-Vilaine à Moselle et Nièvre à Yonne plus Vaucluse[70] (1793-fructidor an III).

43 à 47 ; états de population par généralité, éléments ayant servi à dresser l'*État de la population du Royaume de France,* années 1787 à 1789, dont partie est le travail de Necker (1783-1788, 1792).
43 : Bourgogne, Berry, Bretagne, Auch et Pau, Amiens, Bordeaux, Alsace ; 44 : Champagne, Franche-Comté, Caen, Hainaut et Cambresis, Flandre et Artois, Languedoc, Dauphiné et principauté d'Orange ; 45 : Limoges, Lyon, Montauban, Nancy, Metz, Poitiers, Roussillon, Moulins, Orléans, département de Paris : états de population des districts de Bourg-la-Reine et de Saint-Denis, 1792 ; 46 : Provence, Riom, La Rochelle, Rouen, Soissons ; 47 : pièces diverses pour la confection des états de population et le nombre de députés par département, dont : tableaux de population des villes (s.d.) ; état des sénéchaussées et bailliages avec indication de ceux qui députeront directement ou indirectement (1789) ; états de population des juridictions relevant du parlement de Paris, état inachevé des corporations convoquées aux États généraux de 1614 et de celles à convoquer aux prochains États généraux.

D/IV*bis*/48 à 56 (début). Mélanges.

48 et 49 : tableaux des frais de justice et d'administration des départements et districts : Ain et Basses-Alpes à Morbihan et Moselle à Yonne[71].(s.d. et 1792).

50 à 53 : états de populations de districts[72] : Ain à Gers, Gironde à Moselle, Nièvre à Seine-Inférieure et Seine-et-Marne à Yonne (1790, 1793-an III).

54 : c*ote vacante*[73].

55 : décrets et projets de décrets relatifs à la division du territoire (1790-an II) ; circulaires du Comité de division réclamant aux départements l'envoi des états de population (an II) ; circonscription des justices de paix du département de la Méditerranée (1809).

---

[67] Départements non représentés : Ain, Basses-Alpes, Hautes-Alpes, Ardennes, Ariège, Charente, Côtes-du-Nord, Creuse, Drôme, Haute-Garonne, Indre-et-Loire, Jura, Landes, Lozère, Marne, Paris, Basses-Pyrénées, Hautes-Pyrénées, Rhône-et-Loire, Vendée et Vosges.

[68] Départements non représentés : Basses-Alpes, Hautes-Alpes, Aveyron, Charente-Inférieure, Cher, Côtes-du-Nord, Creuse, Dordogne, Drôme, Indre, Landes, Lozère, Marne, Oise, Paris, Hautes-Pyrénées, Pyrénées-Orientales, Haute-Saône, Seine-et-Marne, Tarn et Vendée.

[69] Dont procès-verbal de l'assemblée électorale de la Drôme de mai 1790.

[70] Abstraction faite de la Loire et du Rhône, le département de Vaucluse est le seul des nouveaux départements représenté ici. Départements non représentés : Corse, Hérault et Indre-et-Loire.

[71] Il s'agit des traitements des juges et administrateurs et non des frais de fonctionnement de ces organismes. On a ajouté au dossier du département de Lot-et-Garonne un projet de réduction des justices de paix et des communes délibéré par le conseil général le 12 thermidor an VIII. Des états de population et de citoyens actifs de 1792 sont conservés dans les dossiers de la Nièvre, du Nord, du département de Paris et du Bas-Rhin et un état de la population indigente dans celui de Seine-et-Oise. Le dossier D/IV*bis*/49, dossier 75 : Deux-Sèvres est en déficit depuis 1899.

[72] Dans la plupart des départements, seuls quelques districts sont représentés, et dans quelques autres seules des correspondances sur les états de population sont conservées. Départements non représentés : Ariège à Aude, Charente, Cher à Corse, Indre-et-Loire et Vienne. Les dossiers D/IV*bis*/50, dossier 7, Ardennes, et D/IV*bis* 52, dossier 61, Pas-de-Calais, sont en déficit constaté depuis 1995. Lorsqu'un seul district est concerné, son nom est indiqué dans la rubrique du département de l'index.

[73] Les documents de ce carton ont été transférés en 1899 à la sous-série F/20 et forment le carton 397/5.

56, dossier 1 : versement des dossiers du comité aux Archives nationales et au ministère de l'Intérieur (brumaire an IV).

D/IV*bis*/56 (fin) à 76. États des districts, cantons et municipalités, limites des départements, revendications de chefs-lieux, quelques affaires de nomination de commissaires de police, de juges de paix et de notaires (1789 ; 1790-an III).

56 (fin) : Ain ; 57 : Aisne à Hautes-Alpes ; 58 : Ardèche à Aveyron ; 59 : Bouches-du-Rhône ; 60 : Calvados ; 61 : Cantal[74] à Doubs ; 62 : Drôme à Finistère ; 63 : Gard à Hérault, dont troubles aux assemblées primaires de Cessenon de mai 1790 et de Montpellier du 14 novembre 1791, enquête sur une assemblée de fanatiques à Saint-Jean-de-Buèges en janvier 1792 ; 64 : Ille-et-Vilaine à Landes ; 65 : Loire (an II-an III), Haute-Loire, dont incendie de la maison du département (décembre 1791), Loire-Inférieure ; 66 : Loiret à Lot-et-Garonne ; 67 : Lozère à Mayenne ; 68 : Meurthe à Nièvre ; 69 : Nord et Oise ; 70 : Orne à Puy-de-Dôme ; 71 : Basses-Pyrénées à Haut-Rhin ; 72 : Bas-Rhin, Rhône-et-Loire, Haute-Saône ; 73 : Saône-et-Loire, Sarthe, Seine-et-Marne, Seine-et-Oise ; 74 : Seine-Inférieure, Deux-Sèvres, Somme 75 : Tarn à Vaucluse[75] ; 76 : Vendée à Yonne.

D/IV*bis*/77 à 80. Mélanges.

77 à 79 : listes des districts et des municipalités (s.d.).

80 : dossier d'une commission chargée des changements de noms de communes : procès-verbaux de la commission, instructions, désinences pour servir à la formation des nouveaux noms, états par département des nombres de communes devant changer de nom, fiches relevant les anciens noms et les noms révolutionnaires, correspondance du Comité de division sur le sujet et quelques réunions de communes (1793-an III).

D/IV*bis*/81 à 91. Demandes et réclamations sur les limites entre départements, les réunions et distractions de communes, l'emplacement des tribunaux[76] (1790-an IV, quelques pièces de l'an V).

81 : Ain à Aveyron, dont Hautes-Alpes : limites avec le Piémont ; 82 : Bouches-du-Rhône à Eure-et-Loir dont 7 pièces sur la Guadeloupe et la Martinique (1792-1793) ; 83 : Finistère à Isère ; 84 : Jura à Loiret ; 85 : Lot à Morbihan ; 86 : Moselle à Oise ; 87 : Orne à Pyrénées-Orientales[77] ; 88 : Bas-Rhin à Haute-Saône ; 89 : Saône-et-Loire à Seine ; 90 : Seine-et-Marne à Somme ; 91 : Tarn à Yonne.

D/IVbis/92/A, dossiers 1 et 2 : reliquats de dossiers du Comité puis des Cinq-Cents sur la division des départements, districts, cantons, tribunaux et répertoires de décrets puis de lois sur la division de la France, dont un tenu à jour jusqu'en 1817 (1789-1817)

D/IV*bis*/A (fin) à 92/D. Placement des notaires, deux séries départementales[78] (1791-an II).

92/A : première série ; 92/B : Aisne à Haute-Garonne ; 92/C : Gers à Orne ; 92/D : Basses-Pyrénées à Yonne.

D/IV*bis*/93 à 106. Circonscriptions des paroisses, deux séries départementales[79](1791-1793).

93 à 105 : première série (93 : Ain à Aveyron ; 94 : Bouches-du-Rhône à Corrèze ; 95 : Côte-d'Or à Gironde ; 96 : Hérault à Loiret ; 97 : Lot à Maine-et-Loire ; 98 : Manche à Mayenne ; 99 : Meurthe et Meuse ; 100 : Morbihan à Orne ; 101 : Pas-de-Calais et Puy-de-Dôme ; 102 : Basses-Pyrénées à Haut-Rhin ; 103 : Rhône-et-Loire à Sarthe ; 104 : Seine à Deux-Sèvres ; 105 : Somme à Yonne).

106 : loi sur le placement des paroisses de divers départements, adresses et rapports du Comité de division, et seconde série départementale fragmentaire, Cher à Yonne.

---

[74] Dont : extraits de délibérations du collège de Mauriac (janvier-avril 1785) et lettre de d'Ormesson sur l'état des élections de la généralité de Clermont (27 juin 1696).

[75] Pétition des citoyens des districts de Vaucluse , Orange et Apt (s.d.) ; délibération du peuple avignonnais (1791) ; procès-verbaux de l'assemblée électorale des districts de Vaucluse et de l'Ouvèze (1792) ; demandes et mémoires sur la réunion du Comtat Venaissin (1791-1792)

[76] Le Cher et les Côtes-du-Nord ne sont pas représentés, au contraire des nouveaux départements des Alpes-Maritimes, du Mont-Blanc (qui ne comprend qu'une pièce sans date) et du Mont-Terrible, qui porte sur le rattachement du district de Montbéliard. Le dossier du département de Paris est classé à la Seine ; celui de Rhône-et-Loire ne concerne que l'actuel territoire du Rhône, mais depuis 1790, et celui de la Loire ne porte que sur ce nouveau département entre l'an II et l'an III. Celui de la Corrèze se compose de demandes de rattachement de communes au district d'Excideuil (Dordogne), celui du Doubs de protestations contre la suppression de celui de Saint-Hippolyte, sous son nom révolutionnaire de Doubs-Marat, et celui d'Ille-et-Vilaine d'une lettre isolée sur la profession d'avoué.

[77] Le dossier du département de Paris est classé comme département de la Seine (plus loin, D/IV*bis*/89).

[78] Les départements suivants ne sont pas représentés : Aisne, Basses-Alpes, Corse, Doubs, Hérault, Lot-et-Garonne, Haute-Marne, Paris, Pyrénées-Orientales, Saône-et-Loire et Vendée, ni ceux des Alpes-Maritimes, du Mont-Blanc, du Mont-Terrible et de Vaucluse créés en 1793, celui de Rhône-et-Loire figurant au contraire dans D/IVbis/92 D à côté de celui du Rhône dans D/IV*bis*/92 A.

[79] Départements non représentés : Hautes-Alpes, Corse, Gard et Landes, ni ceux des Alpes-Maritimes, du Mont-Blanc et du Mont-Terrible. 4 pièces sans date sont classées comme appartenant à celui de Vaucluse dans D/IV*bis*/105. Dans la seconde série, le département de Paris est représenté concurremment avec D/IV*bis*/104, dossier Seine. Lorsque les références ne concernent qu'un seul district ou une seule ville, cette précision est indiquée à la rubrique du département de l'index sans être reprise par ailleurs à l'index.

D/IV*bis*/107. Renvois faits au Comité de division et correspondance avec d'autres comités (1793-an III) ; mémoire imprimé sur la population et la formation des milices (1789) ; division des états romains en deux départements (1809).

D/IV*bis*/108 à 110. Reliquat de la correspondance départementale relative à la division territoriale (1790-1792).

108 : Cantal à Doubs ; 109 : Drôme à Finistère ; 110 : Gard à « Léman » (en réalité : Ain, district de Gex) ; et dossier 8, six pièces provenant du registre D*/IV *bis*/1 : lettres de Blin de La Chaussée, procureur-syndic du département de l'Aisne, aux membres du Comité de constitution de la Constituante et aux députés du bailliage de Vermandois sur diverses questions à l'occasion de l'ouverture de la session du corps administratif du département (28 mai et 8 juin 1790) ; billet de Delauney et projet de décret sur le nombre de juges de paix des villes du Calvados (vers octobre 1790) ; minute d'arrêté du Comité d'inspection de la Législative sur le droit de timbre des mandats de paiement des traitements des députés (novembre 1791).

Registres

D*/IV *bis*/1. Nomenclature des départements, s.d.

D*/IV *bis*/2. Correspondance du Comité avec les départements (16 novembre 1791-16 fructidor an III) ; décrets de la Convention sur rapport du Comité (1793-brumaire an IV).

D*/ IV *bis*/3 à 7. Dictionnaires des départements, districts, cantons et municipalités (s.d.).

3 : dictionnaire des départements, districts et cantons avec cahier supplémentaire pour les départements des Alpes-Maritimes, du Mont-Blanc, du Mont-Terrible et de Vaucluse ; 4 à 7 : dictionnaire des municipalités (A à C ; D à L ; M à P et Q à Z).

D*/ IV *bis*/8 à 10. Constituante, Comité de constitution, procès-verbaux de délimitation des départements : Ain à Côtes-du-Nord ; Creuse à Loire-Inférieure ; Basses-Pyrénées à Yonne (1790).

D*/ IV *bis*/11 à 19. Analyses de pièces relatives à la division du royaume, aux tribunaux, juges de paix, tribunaux de commerce, placement des notaires.

11 et 12 : division du royaume, Ain à Saône-et-Loire et Sarthe à Yonne ; 13 : tribunaux ; 14 : justices de paix ; 15 : tribunaux de commerce ; 16 et 17 : paroisses et notaires, Ain à Lozère et Manche à Yonne ; 18 et 19 : division du royaume et notaires, Ain à Maine-et-Loire et Marne à Yonne.

D*/ IV *bis*/21 et 22. Registres de délibérations du Comité de division (29 octobre 1791-28 juillet 1792 et 17 octobre 1792-3 brumaire an IV).

D*/ IV *bis*/23 et 24. Relevés de décisions du Comité de division, Ain à Manche et Marne à Yonne.

D*/ IV *bis*/25. Registre de présence du Comité de division (9 brumaire-21 fructidor an II).

D*/ IV *bis*/26 à 28. Registres de pièces renvoyées au comité sous la Législative et la Convention, Ain à Indre-et-Loire et Isère à Yonne, plus Alpes-Maritimes, Jemappes, Mont-Blanc, Mont-Terrible et Vaucluse.

D/V

Comité des lettres de cachet

Intitulé : COMITÉ PUIS COMMISSION DES LETTRES DE CACHET.
Niveau de classement : sous-série du cadre de classement.
Dates extrêmes : 1789-1792.
Importance matérielle : 3 m.l. (8 articles).
Conditions d'accès : librement communicable, sous réserve des restrictions imposées par l'état matériel des documents .

Noms des producteurs :
Comité puis commission des lettres de cachet de la Constituante et de la Législative.

Histoire des producteurs :
Institué le 24 novembre 1789, il s'occupa de toutes les affaires concernant les détentions illégales et arbitraires.
Note sur les lettres de cachet :
Sous la monarchie absolue, la justice étant rendue au nom du Roi, celui-ci pouvait trancher lui-même au nom de ce que l'on appelait la justice retenue du Roi. Les lettres de cachet, qui en étaient l'un des domaines d'application, étaient des ordres d'emprisonnement, d'éloignement ou d'exil pris sur ordre direct du souverain. Ces ordres étaient souvent pris dans l'intérêt des familles, mais aussi à la demande des évêques pour écarter des religieux dont la conduite était répréhensible, pratique dont des jansénistes furent victimes. Ce système était assez critiqué à la fin du XVIII^{e} siècle, surtout l'usage de lettres de cachet en blanc à l'encontre des membres des parlements de Paris et de province en conflit avec le pouvoir et une commission créée à l'instigation du chancelier Maupéou, mais disparue avec lui, avait tenté d'étudier les difficultés que soulevaient ces usages.

Histoire de la conservation :
Fonds versé aux Archives de l'Assemblée après la fin de la Législative.

Présentation du contenu :
Le fonds se compose en majorité de listes de détenus par établissement, couvent, hospice, pension, prison, *etc*, avec quelques dossiers de détenus en réclamation. Les procès-verbaux du Comité de la Constituante ne sont pas parvenus jusqu'à nous, mais un registre (cahier) de ceux de la commission de la Législative sont dans l'avant-dernier carton, où l'on trouve également un registre de copies des lettres écrites et reçues par le Comité de la Constituante.

Instruments de recherche : Voir l'*État des inventaires.*

Sources complémentaires :
Aux Archives nationales (Paris) :
- Sources complémentaires sur le plan documentaire :
- sous-série BB/16 (ministère de la Justice), division civile, BB/16/526 : personnes détenues en vertu de lettres de cachet dans des maisons de force, couvents, communautés et forts du département du Nord (1790 et 1792).
Sources de la notice :
- *Les Archives nationales. État général des fonds* (tome II), publié sous la direction de Jean FAVIER, directeur général des Archives de France, 1978.
- Inventaire manuscrit par H. DE CURZON (1894).
Date de la notice : 2007.
Auteurs de la notice : Pierre-Dominique CHEYNET (Marie-Élisabeth ANTOINE).

Répertoire de la sous-série D/V[80]

Cartons

D/V/1 à 2, dossier 17. Réfugiés et détenus : lettres, états et certificats par catégorie de lieux de détention, ordre alphabétique des localités (1790).

1, dossier 1-3 : réfugiées ou détenues dans des couvents de femmes, dont copies de lettres de cachet depuis 1765 ; dossier 4, femmes réfugiées ou détenues et religieuses : plaintes et réclamations (1789-1790) ; dossier 5-9 : réfugiés ou détenus dans des couvents d'hommes, dont copies de lettres de cachet depuis 1772 ; dossier 10-11, réfugiés ou détenus dans des places fortes ; dossier 12 : réfugiés ou détenus dans des maisons de force et de correction de municipalités et dans des prisons de ville ; 2, dossier 13 : réfugiés ou détenus dans des hôpitaux ; dossier 14 : réfugiés ou détenus dans des dépôts de mendicité ; dossier 17 : réfugiés ou détenus dans des pensions particulières.

D/V/2, dossier 18 à 3, dossier 32. Réclamations et demandes de mise en liberté (1784-1791).

2, dossiers 18 à 20 : prêtres et religieux ; dossiers 21 à 23 : détenus des prisons de Bicêtre et de Sainte-Pélagie de Paris ; 2, dossier 24 à 3, dossier 32 : dossiers individuels de détenus laïcs (2, dossier 24: Favier, Garat, Saint-Germain, Guichard, Comte, Buigny de Brailly, Pontevès-La Forêt ; dossier 25 : Lacour de La Pijardière, Trévey de Charmail, Gauthier de La Motte, Moreau de Maisonneuve, *etc.* ; dossier 26 : le capitaine de vaisseau La Cardonnie et le chevalier de Schantz, Patoureau, comte Dupuy, Gonnelle, Ménage, Cournaut, Charpentier ; dossier 27 : Mongeart, Cannon, Jolly, Lemoine de Chateauffort, Masson, Macdonagh ; 3, dossier 28 : Viala, du Barail, de Ribains, Marrellier de Nerchamps et autres détenus aux îles Sainte-Marguerite ; dossier 29 : de Noguer, ancien capitaine d'infanterie de Perpignan ; dossier 30 : Courtois, Chopard, Petoureau, Dupouilh, vicomte de Noé, maréchal de camp, sénéchal des Quatre-Vallées, Suleau, Angot, Mantellier ; dossier 31 : Pellerin, Dauvergne (Fr.), Ferlat de Sauvagnac, Pénon (Jean), Gohier (J.), de Carrière d'Aufrery, de Barjonville, de Bournissac, du Breuil-Hélion de Combes ; dossier 32 : Ovion, de Ramel de Nogaret, Langlade, La Chauvinière, de Laussat-Tétignat, de Rodouan de Morlaincourt).

D/V/3, dossier 33 à 4, dossier 46. Affaires diverses.

3, dossier 33 : oppositions à élargissement (1790-1791) ; dossier 34 : état des détenus de la maison de Saint-Yon près de Rouen[81] et copies de leurs lettres de cachet depuis 1749 (1790) ; dossier 35 : lettres du ministre de la maison du Roi puis de l'Intérieur, de Saint-Priest, sur des détenus par lettres de cachet (1789-1790) ; dossier 36 : réclamations et plaintes de détenus laïcs et religieux, hommes et femmes, classement par ordre alphabétique des lieux de détention (1790) ; dossier 37, dossiers individuels de détenus laïcs : Buissaud, Jolly, Dechy, de Servane, Roger, Vergnes, Berdolle, d'Artoize, de Noguer, marquis de Pelleporc et mémoires sur la législation des lettres de cachet (1790-1791) ; dossier 38 : réclamations et plaintes de détenus, classement par ordre alphabétique des lieux de détention (1790) ; dossier 39, lettres et mémoires sur des détenus et contre les ordres arbitraires : affaires Wernberg, couvent de Tanlay, vicomte d'Ambly, département de la Moselle, Le Gay, syndic à Pontgibaud, Hédouin de Pons-Ludon, maison de Bicêtre, Casalong *etc.* (1777-1791) ; dossier 40 : réclamations des nommés Bardy et Guillaume (1790) ; 4, dossier 41, dossiers individuels de détenus laïcs : Bastien (R.), de La Chapelle, Préseau de Dompierre, Bourlier (G.), maison du Bon-Pasteur de Dole, Quillet (P.), des Biars de Salagnac, Drouillère, marquis de Laugalerie, château de La Tournelle (1790) ; dossier 42 : copies de pièces sur la détention du marquis de Créquy en Prusse[82] (1782-1791) ; dossier 43, dossiers individuels de détenus: baron de Linsingen, maisons de Bicêtre, Bulidon, Gérardin, Dutel (1785-1790) ; dossier 44, dossiers individuels de détenus: Lecoq, Bondoustier, maison de Tanlay, Groeter de Niederbronn, Fournier, Wolff, Guichard, Perrot, bailliage de Nancy, abbaye de Blanzac [Porcheresse] *etc.* (1790) ; dossier 45 : affaire Guyonnet, fils d'un médecin de l'Inde (1771-1790) ; dossier 46, dossiers individuels de détenus: Verlac, Lefèvre, Hurteaux, Coiffin, Brabant, prisonniers en Corse, au Mont-Saint-Michel *etc.*dont une lettre de Mirabeau (1790).

D/V/4, dossier 47 à 6 , dossier 67. États de détenus (novembre 1789-septembre 1791).

4, dossier 47, états de détenus sur lettres de cachet du département de la Guerre : maisons de Lille, Saint-Venant, Armentières et Maréville[83] (1790) ; dossiers 49[84] à 51, état de détenus : Hautes-Alpes, Doubs, Isère, Meurthe, Pas-de-Calais, Haute-Saône et district de Savenay (1790) ; dossier 52 : états de détenus sur lettres de cachet du bureau des colonies et dossiers individuels de détenus : Jolly (Fr.), Dagonneau de Bussy, Guntz (J.-N.), Soller (L.), château de Loches et couvent de Vic-le-Comte

[80] **Répertoire rédigé à partir de l'inventaire détaillé de la sous-série afin d'améliorer l'accès au fonds. On n'a pas contrôlé la pertinence des analyses avec le contenu actuel des articles décrits.**

[81] Commune de Saint-Étienne-du-Rouvray.

[82] Alexandre de Créquy, se disant fils naturel de Louis XV et d'Élisabeth de Montmorency, dite la princesse de Freyberg et Schitzenberg, épouse de Charles-Alphonse de Créquy. Il avait été détenu en Prusse, son pays, à la demande des autorités françaises.

[83] Auj. : commune de Laxou (Meurthe-et-Moselle).

[84] Le dossier 48 est noté en déficit dans l'inventaire manuscrit par H. de Curzon en 1894.

(1790); dossier 53, dossiers individuels de détenus : d'Assaux, Tournefort, législation sur la détention, états des districts de « Clermont » et Quingey et des départements de l'Ariège et de la Dordogne (1790) ; dossier 54 : liste des membres de la société des victimes du pouvoir arbitraire et pétitions collectives 1790-1791) ; dossier 55 : pétitions collectives ; 5, dossiers 56 à 59, lettres du ministre de l'Intérieur Delessart au Comité et états de détenus : Ain, Allier, Basses-Alpes, Hautes-Alpes, Aveyron, Charente-Inférieure, Cher, Corse, Côte-d'Or, Creuse, Doubs, Drôme, Gard, Gers, Ille-et-Vilaine, Loir-et-Cher, Loiret, Lot-et-Garonne, Haute-Marne, Mayenne, Meurthe, Moselle, Nièvre, Nord, Oise, département de Paris (pension du sieur Belhomme à Charonne), Pas-de-Calais, Sarthe, Seine-Inférieure, Seine-et-Marne, Var, Haute-Vienne, Yonne (1791) ; dossier 60 : table des établissements cités dans les dossiers 56 à 59 ; dossiers 61, 63 et 64 : états et liste alphabétique de détenus sur lettres de cachet du département de la maison du Roi (1789) ; dossier 62 : fonctionnement du comité et disposition de ses dossiers (s.d.) ; dossier 65 : état des femmes détenues à la Salpêtrière sur ordre du Roi (29 août 1789) ; dossier 66 : état des prisonniers détenus à Bicêtre sur ordre du Roi au 1er septembre 1789 ; 6, dossier 67 : état des prisonniers détenus à Bicêtre sur ordre du département de la maison du Roi au 4 mars 1790.

D/V/6, dossier 73. Registre de correspondance active et passive du comité (17 février 1790-6 septembre 1791).

D/V/7, dossier 75. Registre de la commission des lettres de cachet : procès-verbaux, enregistrement des lettres et projets de décrets (16 novembre 1791-3 septembre 1792).

D/V/6, dossier 68 à 72, 6 (fin) à 7, dossier 74, et 7 (fin) à 8, dossier 77. Affaires individuelles et quelques états.

6, dossier 68-70 : certificats de directeurs d'établissements sur la présence et généralement l'absence de détenus, ordre alphabétique des noms de lieux (1790) ; dossier 71 : affaire Guichard, trésorier de la marine détenu à Rochefort (1788-1790) ; dossier 72 : table alphabétique de détenus et exilés et réclamants, s.d. ; 7, dossier 74 : liste d'établissements recevant des pensionnaires sur ordre du Roi, s.d. ; dossier 75 : table alphabétique de détenus et exilés et réclamants, s.d. ; 7, dossier 76 : dossier Guilhem de Lagondie, détenu pour démence (1783-1791) ; 8, dossier 77, dossiers individuels de détenus: Buffet et Broqua, Charnail de Trevay ou Trévey de Charmail, le sous-lieutenant de vaisseau Bowlin, les frères Dumois, marchands, Macdonagh, officier du Régiment Irlandais, Musquinet de La Plagne, Retz, Guichard (1778-1792) ; dossier 78 : libération de détenus (1789-1790) ; dossier 79 : lettres, mémoires et pétitions sur des détenus, ordre alphabétique des noms de personnes (1784-1792).

D/VI

Comité des finances

Intitulé : COMITÉ DES FINANCES.
Niveau de classement : sous-série du cadre de classement.
Dates extrêmes : 1789-an IV (ponctuellement : depuis 1769).
Importance matérielle : 29 m.l. (73 articles).
Conditions d'accès : librement communicable, sous réserve des restrictions imposées par l'état matériel des documents .

Noms des producteurs :
Comités des finances de la Constituante et de la Convention, Comité de l'extraordinaire des finances de la Législative.

Histoire des producteurs :
Le Comité des finances de la Constituante fut divisé par la Législative en Comités de l'ordinaire et de l'extraordinaire des finances et réunifié par la Convention, qui y rattacha le Comité des monnaies et des assignats et celui des impositions et contributions publiques de la Législative.

Histoire de la conservation :
Les cartons et les registres de la sous-série ont été cotés en numérotations distinctes.
Les numéros de dossiers originels, en deux séries de 1 à 934 (cartons D/VI/1 à 57) et de 1 à 108 (cartons D/VI/58 à 64) ont été conservés lors de la constitution des cartons.
Une partie des dossiers du Comité des finances de la Constituante fut versée aux Archives de l'Assemblée en 1791 comme affaires terminées : ce qui avait trait à tout le budget de l'État, ses recettes et dépenses entre 1789 et la fin de 1791, avec les mémoires et décisions sur les affaires terminées, notamment tous les mémoires sur la nouvelle répartition de l'impôt. C'est ce qui forme l'essentiel de l'actuelle sous-série D/VI.
Le reste demeura auprès des comités de la Législative puis du Comité des finances de la Convention.
Avant de se dissoudre pour laisser place au régime du Directoire exécutif en l'an IV, la Convention décida que les dossiers de ses comités et de leurs prédécesseurs seraient triés pour que le nouvel exécutif (le Directoire et ses ministres) puisse reprendre la suite des affaires, les dossiers d'affaires terminées devant au contraire entrer aux Archives nationales. Les dossiers du Comité des finances de la Législative et de la Convention furent ainsi triés entre le Directoire et le ministère des Finances, qui recueillit alors tout ce qui était en instance et le conserva jusqu'à la destruction des archives de ce ministère en 1871 : dans cet ensemble se trouvaient sans doute tous les papiers du Comité de l'ordinaire des finances de la Législative, dont rien ne nous est parvenu. On ignore si c'est de la partie, très restreinte, conservée par le Directoire puis la secrétairerie d'État impériale et versée aux Archives nationales en 1849 que proviennent les pièces postérieures à la Constituante actuellement conservées dans la sous-série D/VI, ou s'il s'agit de réintégrations effectuées aux Archives nationales.

Présentation du contenu :
La sous-série comporte pour l'essentiel la documentation réunie par le Comité des finances de la Constituante sur les questions des recettes et dépenses publiques de 1789 à 1791 et ses procès-verbaux.
Elle comprend les minutes des procès-verbaux des séances du Comité de l'extraordinaire des finances de la Législative du 27 octobre 1791 au 17 octobre 1792, insérées postérieurement ici par erreur au lieu d'être reclassées dans la sous-série D/VII, ainsi que quelques éléments des autres comités financiers de la Législative, indépendamment des sous-séries qui leur sont réservées : D/VII, Comité de l'extraordinaire des finances, D/VIII, Comité des assignats et des monnaies, et D/IX, Comité des impositions et contributions publiques.

Instruments de recherche : Voir l'*État des inventaires.*

Sources complémentaires :
Aux Archives nationales (Paris):

- Autre(s) partie(s) du même fonds :
- sous-séries D/VII (Comité de l'extraordinaire des finances) ; D/VIII (Comité des assignats et des monnaies) ; D/IX (Comité des impositions et contributions publiques).

- Archives d'autres producteurs en relation :
- sous-séries D/XI et XII (Comités de liquidation).

- Sources complémentaires sur le plan documentaire :
- sous-série G/1 (Ferme générale d'Ancien Régime), notamment : baux des fermes jusqu'en 1789, mémoires et rapports des fermiers généraux jusqu'en 1791, comptabilité jusqu'en 1794, personnel jusqu'en 1791, gabelles et sels jusqu'en 1793, tabacs jusqu'en 1791 ;
- sous-série G/2 (régie générale des aides, administration générale des domaines, droits réunis), notamment : administration centrale de la régie jusqu'en 1794, comptabilité jusqu'en 1794, personnel jusqu'en 1793 ;
- sous-série G/7 (Contrôle général des finances) : quelques documents sur les impôts à la fin de l'Ancien Régime intégrés dans les derniers articles de la sous-série (voir *État général des fonds,* Ancien Régime)
- sous-série H/1 (pays d'états, intendances d'Ancien Régime) : le groupe H/1/1 à 1373 (documents regroupés par pays ou généralité) comprend de nombreux articles jusqu'en 1790 donnant des éléments sur les finances et les impositions des régions concernées ; dans la suite de cette sous-série, voir notamment H/1/1448 : finances, bureau des dépêches, correspondance avec les députés, encouragements aux auteurs d'écrits patriotiques (1781-1783) ; H/1/1449 à 1451 : papiers du ministère des Contributions (1793) ; H/1/1453 et 1454 : émeutes, perception de l'impôt et autres (1782-1792) (voir *État général des fonds,* Ancien Régime).
- série P (Comptabilité d'Ancien Régime), notamment P/5052 à 838 : états des finances et états au vrai par généralités (1759-1790, voir *État général des fonds,* Ancien Régime).
- série C (Assemblées nationales) : C/84, plaquette 818, pièces 25-26 : scrutin pour la nomination des douze membres du Comité des finances (12 et 14 août 1789) ; C/2681 à 2685 : questions financières, dossiers, rapports, pétitions adressés aux comités de la Convention, des Cinq-Cents et des Anciens, au Tribunat et au ministère de l'Intérieur ; documents relatifs à des affaires d'Ancien Régime (affaires Laforest d'Armaillé et Veimeranges), aux biens des émigrés, aux biens nationaux à la liquidation de la liste civile *etc*. (1718-1814).
- sous-série D/XIX (Comité ecclésiastique) : D/XIX/18 à 20 : dépenses du culte (1790-1791).
- sous-série D/XXII (Comité d'aliénation des domaines nationaux).
- sous-série F/4, ministère de l'Intérieur, comptabilité : F/4/1013 en partie : fabrication des assignats (1791-an IV).
- sous-série F/30 (administration centrale du ministère des Finances), articles F*/30/1 à 86 et F/30/114 à 211 : fabrication et échange des assignats (1790-an IV) ; F/30/109 à 111 : mémoires sur les finances de la fin de l'Ancien Régime.
- sous-série AD/IX (archives imprimées), Finances et contributions, 1789-1816 à partir de AD/IX/ 495.
- série AF (pouvoir exécutif, Révolution et Empire), sous-série AF/II (Conseil exécutif provisoire et Convention, Comité de salut public) : AF/II/8, dossiers 48 et 49 : Conseil exécutif provisoire, finances (août 1792-mai 1793) ; AF/II/20 à 21/B : Comité de salut public, finances et dossiers de la commission des comptes du ministre Clavière (1792-an IV).

Sources de la notice :
- *Les Archives nationales. État général des fonds* (tomeI et II), publié sous la direction de Jean Favier, directeur général des Archives de France, 1978.
- Inventaire manuscrit de la sous-série par G. Daumet, 1903.

Date de la notice : 2007.
Auteurs de la notice : Pierre-Dominique Cheynet (Marie-Élisabeth Antoine).

Répertoire de la sous-série D/VI[85]

Cartons

D/VI/1. Mélanges.

dont : décrets, observations et réclamations sur les assignats, billets de confiance, mandats territoriaux (1789-an IV) ; état de situation et service de la Trésorerie nationale (1789-1791), correspondance des commissaires de la Trésorerie nationale avec l'Assemblée et le comité (octobre 1789-sep-

[85] **Répertoire rédigé à partir de l'inventaire détaillé de la sous-série afin d'améliorer l'accès au fonds. On n'a pas contrôlé la pertinence des analyses avec le contenu actuel des articles décrits.**

tembre 1792) ; copies de brevets de nomination des directeurs généraux des finances de 1776 à 1790 ; procès-verbaux de la section de liquidation du Comité des finances (octobre-novembre 1790) ; lettres, délibérations et pétitions sur la caisse de commerce (1791-1793) ; états sur l'organisation et les dépenses du ministère des Finances (an IV) ; procès-verbaux et lettres de la section du Comité des finances chargée du trésor public (1789-1791).

D/VI/2. Mémoires et projets de particuliers sur la situation des finances, la liquidation de la dette de l'État, la banque et la caisse d'escompte, plans d'imposition (1789-1790), correspondance du ministre des Contributions Clavière avec l'Assemblée nationale renvoyée au comité (1792-mars 1793).

dont : mémoires sur l'administration des Ponts et Chaussées (1790) et des commissaires des départements de la ci-devant province d'Île de France sur leurs indemnités (1790), réclamations sur les impositions de la terre de Ballainvilliers, des municipalités de Clichy-la-Garenne et Suresnes et des habitants de Montmartre (1789-1790), listes de pièces remises au Comité des finances par diverses provinces sur des emprunts et impositions (1789-1790).

D/VI/3. Mémoires, dont plaintes d'employés supprimés (1789-1790) ; fermes et régies d'octrois de la province d'Artois : procès-verbaux, mémoires, observations des districts et du directoire du département du Pas-de-Calais et comptes (1788-1791).

D/VI/4. Gabelles et tabac (1786-1792) ; résumé et états des dépenses de l'administration générale du commerce, états et appointements des inspecteurs du commerce et des manufactures, gratifications pour encourager l'industrie (1789) ; administration et fonctionnement de la caisse de commerce et inspecteurs des manufactures (1788-1789) ; ferme des droits de marque d'or et d'argent (1786-1789) ; extraits des procès-verbaux de la section du contentieux du Comité (30 avril 1790-31 mai 1791) ; journal des affaires courantes du Comité des finances (31 décembre 1790-8 février 1791).

D/VI/5. Mélanges.

Journal des affaires courantes du comité (14 septembre-décembre 1790) ; extraits des procès-verbaux des séances du comité (13 janvier-20 juin 1791) ; décisions de la section chargée de l'examen des affaires renvoyées par l'Assemblée nationale (29 avril- 21 septembre 1791) ; minutes des procès-verbaux des séances du Comité de l'extraordinaire des finances de la Législative (27 octobre 1791-17 octobre 1792) ; extraits de lettres et de mémoires adressés au comité (1789-1790) ; liquidation de l'ancienne Compagnie des Indes ; décès ou faillite des trésoriers payeurs et comptables (1791-1792).

D/VI/6 à 8. Perception des impôts directs et indirects et de la ferme générale ; émission et circulation des assignats (1736 (copie), milieu du XVIIIe siècle et 1790-1791).

dont 6, dossier 41 : projet de décret sur la vente des biens nationaux soumis par le Comité ecclésiastique (août 1790) ; dossier 44 : mémoires sur la ferme des messageries (1790) ; dossier 47 (en partie) : marché pour la gravure de la médaille votée par l'Assemblée le 4 août 1789 et sommes dues aux Comédiens français en 1789 (1790) ; 7, dossier 51 (en partie) : mémoire sur le canal que le sieur Brullée a été autorisé à ouvrir à ses frais commençant sur la Beuvronne près du pont de [Claye-] Souilly (sans date) ; dossier 56 : relevé de l'effectif des troupes et des chevaux de l'armée de 1787 à 1790 envoyé par le ministre de la Guerre Duportail (1er janvier 1791) ; dossier 57 : situation de la recette générale des finances et des recettes de la généralité de Montauban de 1787 à 1790 et des bailliages de Baume [-les-Dames] et Ornans en 1788 (1790-1791) ; dossier 61 : administration des monnaies (1769-1790) ; 8, dossier 65 : privilège des voitures de place et des petites messageries des environs de Paris (1779-1790) ; dossiers 69 et 70 : délibérations de sections de Paris sur les assignats (septembre 1790) ; dossier 77 (en partie) : insurrections contre la perception de l'impôt à Loudun, Péronne (Somme), en Roussillon à Saint-Pierre-sur-Dives, Sées et Verneuil [-sur-Avre] (1790).

D/VI/9. États et bordereaux des receveurs généraux des Finances (1787-1790) ; des impositions pour les exercices 1788 à 1790 ; établissement de directeurs et contrôleurs du vingtième (octobre 1790-janvier 1791).

dont dossier 82 : correspondance entre d'Ailly, membre du comité, et le contrôleur général Lambert sur la rente générale (octobre-novembre 1790) ; dossier 83 : états de la recette générale pour le Roussillon (1789) ; dossier 88 : état des impositions pour le Languedoc et confection des rôles d'imposition dans la Charente, la Haute-Loire et la Loire-Inférieure (1788-1790) ; dossier 90 : charges des états des finances des pays d'État acquittées par le trésorier de la guerre (1787).

D/VI/10 et 11. Pensions et emplois supprimés, demandes d'indemnités ; dette publique et liquidation de charges et offices (1789-1791, an IV, quelques documents plus ancien).

dont : 10, dossier 105 : mémoires sur le jardin des plantes de Poitiers, l'école vétérinaire d'Alfort, la Bibliothèque du roi, l'édifice Sainte-Geneviève de Paris et le Jardin du roi (s.d. et 1791) ; 11, dossier 107 *bis* (en partie) : organisation et dépenses de la direction générale de la Liquidation (an IV) ; dossier 110 : mémoires de fournisseurs, dont Moitte, sculpteur du roi chargé d'exécuter la statue de Cassini, et l'imprimeur de l'Assemblée (1789-1791) ; dossier 112 (en partie) : Ponts et Chaussées, dont mémoire de Perronet (1790-1791).

D/VI/12. Correspondance des ministres avec le comité (janvier 1790-septembre 1791) ; renvois de l'Assemblée et minutes de lettres écrites par le comité (1790-1791).
dont : dossier 130 : compte général des recettes et dépenses de l'État du 1er mai 1789 au 30 avril 1790.

D/VI/13. Dépenses du culte, traitements et bâtiments, affaires par département renvoyées au Comité de l'ordinaire des finances de la Législative[86] (1791-1792).

D/VI/14 à 17, dossier 182. Compte général des recettes et des dépenses de l'État ; états des recettes et des dépenses du Trésor public (1er mai 1789-31 avril 1791).

14, dossier 131 : suppléments au compte général des recettes et dépenses du royaume du 1er mai 1789 au 30 avril 1790 ; dossier 132 : bordereaux de dépenses payées par les caisses particulières, même période ; dossier 133 : états de paiements par les caisses particulières à la décharge du Trésor public, même période ; dossier 134 : bordereaux de recettes par anticipation sur les impositions des pays d'État (1789-1790) ; dossiers 135 et 136 : états de recettes diverses et de recettes provenant d'emprunts du 1er mai 1789 au 30 avril 1790 ; dossier 137 : état succinct des recettes et dépenses en janvier et février 1790, travaux sur la comptabilité faits par le député Jary pendant les quatre premiers mois de 1790 ; dossier 138 : compte imprimé des recettes et dépenses de mars 1790 état succinct de celles d'avril 1790 et états de recettes et dépenses ; dossier 139 : aperçu de l'état général de l'ordinaire et de l'extraordinaire des huit derniers mois de 1790 ; dossiers 140 et 141 : compte des recettes et dépenses du Trésor public en mai 1790 et comptes particuliers du même mois.

14 (fin) et 15 (début) : états hebdomadaires et mensuels des recettes et dépenses du Trésor public, juin-décembre 1790 (14 : juin à octobre et état des recettes et dépenses ordinaires et extraordinaires des trois derniers mois de 1790 ; 15, dossiers 147 et 148 : états hebdomadaires et mensuels, novembre et décembre 1790).

15, dossier 149 : états de situation de la caisse du Trésor public au 5 novembre 1790 et états des effets et rescriptions en portefeuille exigibles de fin octobre 1790 à fin avril 1791 ; dossier 150 : états des recettes et dépenses du Trésor public en 1790 ; dossiers 151 et 152 : états des paiements par les receveurs généraux des généralités de mai 1789 à avril 1790 ; dossier 153 : comparaison entre l'état général des recettes des receveurs généraux de janvier au 10 septembre 1790 et celles qu'ils auraient dû faire d'après leurs soumissions ; dossier 154 : produit brut des droits perçus par l'administration des domaines de 1787 à 1790 ; dossier 155 : états des paiements par la ferme générale et situation de celle-ci de janvier à avril 1790 ; dossier 156 : états des rentes et des dépenses des payeurs des rentes de mai 1789 à mars 1790 ; dossier 157 : relevé général des bordereaux de recettes des receveurs particuliers des finances des pays d'élection et des pays conquis en mai 1790 ; dossier 158 : état des comptes à fournir au département des subsistances pour approvisionnements d'octobre 1788 à janvier 1791 et état récapitulatif des achats de farines et grains ; dossier 159 : vérification des versements des caisses de la loterie, des revenus casuels, du marc d'or et des domaines au Trésor public de mai 1789 à avril 1790 ; dossier 160 : état des recettes et dépenses du payeur des gages des officiers de la cour des Aides de Paris de mai 1789 à mars 1790 ; dossier 161 : états et bordereaux sur les matières d'or et d'argent et la fabrication du numéraire ; dossier 162 : état des dépenses acquittées à la décharge du Trésor public sur les fonds des impositions de la Bretagne de mai 1789 à mars 1790.

16, dossier 163 : états des recettes et dépenses ordinaires et avances du Trésor public pendant la première quinzaine d'août 1791 et des paiements de diverses caisses en août 1791 ; dossiers 164 à 171 : états hebdomadaires et mensuels des recettes et dépenses du Trésor public de janvier à juillet 1791 ; dossier 172 : états des recettes et dépenses probables du Trésor public au 1er trimestre de 1791 et état de la caisse au 24 mars 1791 ; dossier 172 *bis*: états des recettes et dépenses de juillet 1791 ; dossier 173 : compte général des recettes et dépenses de la Trésorerie nationale de mai 1789 à août 1791.

16 (fin) et 17 (début) : états des recettes et dépenses ordinaires et extraordinaires de mai 1789 à août 1791 (16 : états des recettes ; 17, dossiers 176 à 178 : états des dépenses et des remboursements).

17, dossiers 179 à 182 : mémoire des commissaires de la Trésorerie nationale, s.d., note sur la caisse du département de la marine et des colonies, aperçu des liquidations faites et à faire au 1er août 1791 et états des impressions faites par Baudouin, imprimeur de l'Assemblée, de juin 1789 au 1er septembre 1791.

D/VI/17 (fin) et 18 (début). Procès-verbaux du Comité des finances (juillet 1789-septembre 1791).

17, dossiers 183 à 189 : juillet-octobre 1789 et janvier-mai 1790[87] : 18, dossiers 190 à 207 : juin 1790-septembre 1791 ; dossier 207 : extraits de procès-verbaux de l'Assemblée concernant le Comité (11 juillet 1789-30 octobre 1790).

D/VI/18 (fin) et 19 (début).Mélanges.

[86] Départements non représentés : Ain, Ariège, Ardennes, Aude, Calvados, Cantal, Corse, Côte-d'Or, Creuse à Finistère, Gers, Gironde, Indre, Isère, Landes à Lozère, Manche, Marne, Mayenne à Morbihan, Nièvre à Orne, Basses-Pyrénées, Pyrénées-Orientales, Haut-Rhin, Rhône-et-Loire, Deux-Sèvres et Vienne à Yonne. Lorsque les références ne concernent qu'une seule localité, cette précision est indiquée à la rubrique du département de l'index sans être reprise par ailleurs à l'index

[87] Table alphabétique des matières traitées dans les procès-verbaux du second semestre de 1789 dans le dossier 184.

18, dossiers 209 à 212 : états de recouvrement des contributions en Lot-et-Garonne et des recettes et dépenses de la généralité de Lorraine et Barrois, subsistances en Maine-et-Loire, rentes sur l'Hôtel de ville de Paris (1788-1791) ; 19, dossier 215 : bordereau de dépenses du Garde-meuble pour l'Assemblée (juillet 1791).

D/VI/19 (fin). Rapport et projet de décret par Lacoste-Montlauzier, député du Lot à la Législative, sur les secours à accorder aux départements où la contribution de quatre sous pour livre a été insuffisante pour l'année 1791 et aux départements et communes sinistrés par la grêle ou l'incendie, et pièces jointes, pétitions de communes et de directoires de départements :

Aisne, Ariège, Aveyron, Bouches-du-Rhône, Calvados, Charente-Inférieure, Cher, Corrèze, Côte-d'Or, Creuse, Gard, Jura, Lot, Maine-et-Loire, Meurthe, Moselle, Paris, Basses-Pyrénées, Hautes-Pyrénées, Haut-Rhin, Tarn, Vosges et Yonne (1791-1792)

D/VI/20 à 55. Correspondances des directoires de départements, mémoires et réclamations de particuliers et de municipalités sur les finances, les assignats, les impositions locales, les demandes d'emprunts locaux, les ateliers de charité, dossiers par départements (1789-1791).

20 : Ain, Aisne ; 21 et 22 : Allier à Ardennes[88] ; 22 (fin) : Ariège et Aube ; 23 : Aude à Bouches-du-Rhône ; 24 : Calvados à Charente-Inférieure ; 25 : Cher à Corse ; 26 : Côte-d'Or ; 27 : Côtes-du-Nord à Drôme ; 28 : Eure et Eure-et-Loir ; 29 : Finistère et Gard ; 30 : Haute-Garonne ; 31 : Gers, Gironde ; 32 : Hérault ; 33 : Ille-et-Vilaine ; 34 : Indre et Indre-et-Loire ; 35 : Isère et Jura ; 36 : Landes à Loire-Inférieure ; 37 : Loiret à Lot-et-Garonne ; 38 : Lozère à Manche ; 39 : Marne ; 40 : Haute-Marne à Meurthe ; 41 : Meuse à Moselle ; 42 : Nièvre, Nord (début) ; 43 : Nord (fin) à Orne (début) ; 44, dossiers 647 à 654 : Orne (fin) ; 44, dossier 655 à 47, dossier 723 : Paris, dont 45, dossier 673 (en partie) : mémoire de Lavoisier sur les abus de l'administration des Ponts et Chaussées, dossier 676 : acte de fédération des communes de Clamart, Issy [-les-Moulineaux], Vanves et Vaugirard du 14 juillet 1790 ; 47 (fin) : Pas-de-Calais et Puy-de-Dôme ; 48 : Basses-Pyrénées à Haut-Rhin ; 49 : Bas-Rhin à Saône-et-Loire ; 50 : Haute-Saône à Seine-Inférieure ; 51 : Seine-Inférieure, Seine-et-Marne ; 52 et 53 (début) : Seine-et-Oise ; 53 (fin) : Deux-Sèvres, Somme ; 54 : Tarn, Var, Vendée, Vienne, Vosges ; 55 : Vienne, Haute-Vienne et Yonne.

D/VI/56 à 58, dossier 2. Mélanges.

56 : rapports et mémoires divers (1775-1792) ; registre de décisions de la section du contentieux du Comité (27 mars 1790-29 septembre 1791).

57 : relevés des décrets sur la dépense publique (juin 1790-août 1791) ; lettres et mémoires sur l'organisation du ministère du Trésor public, les commissaires et payeurs généraux du Trésor ; réclamations de départements sur l'administration des finances[89] (1790-1792).

58, dossiers 1 et 2 : correspondance d'Amelot, directeur de la caisse l'Extraordinaire, sur le produit de la vente des domaines nationaux, rapports et pièces annexes (1791-1792) ; lettres et tableaux sur les demandes de subsistances par les départements (1792).

D/VI/58 (fin) à 63. Lettres et délibérations des corps administratifs renvoyées par l'Assemblée au comité, ordre alphabétique des départements, et pétitions d'autre nature intercalées dans l'ordre alphabétique d'auteurs ou de sujets[90] (1791-1792, ponctuellement : à partir de 1774).

58 : Ain à Bouches-du-Rhône ; 59 : Calvados à Creuse et observations sur le clergé de Languedoc ; 60 : Dordogne à Hérault, dont dossier 36, Gard : dépenses du camp de Jalès (1791-1792) et dossier 38 : nitrière créée à Castelnaudary (1792) ; 61 : Ille-et-Vilaine à Moselle et pétitions classées sous la lettre M, dont dossier 54 : lettres et délibérations sur le traitement des prisonniers traduits devant la Haute Cour de Justice d'Orléans, 7 pièces ; 62 : Nord à Paris[91], pétitions collectives classées sous la lettre P et postes et messageries ; 63 : pétitions individuelles classées sous la lettre P et Pas-de-Calais à Yonne, dont dossier 92 : lettres et délibérations de la commune de Montauban (1792-1793).

D/VI/64. Reliquat, en partie du Comité de la Convention.

Arrêté du Comité de salut public du 24 prairial an II sur l'augmentation des traitements des administrateurs de départements et de districts ; minutes de lettres et extraits du registre des arrêtés du Comité des finances (nivôse-germinal an III) ; lettres de la municipalité de Paris à l'Assemblée renvoyées au Comité (mars 1792) ; états de l'argenterie envoyée par le district de Saint-Marcellin aux monnaies de Lyon et Paris (janviers 1793) ; inventaire des papiers de la section du Trésor public du

[88] Les pièces sur ces quatre départements sont réparties entre les deux cartons. Dans la suite de cette série départementale, on trouve d'autres dossiers regroupant deux ou trois départements, en principe se suivant dans l'ordre alphabétique.

[89] Ardennes, Cantal, Charente, Drôme, Loire-Inférieure, Rhône-et-Loire, Seine-et-Marne et Somme.

[90] Départements non représentés : Hautes-Alpes, Ariège, Cantal, Corrèze, Gers, Haute-Loire, Manche, Morbihan, Pyrénées-Orientales, Rhône-et-Loire, Haute-Saône, Tarn et Var. Lorsqu'une seule affaire est citée pour un département, la précision est reprise à l'index à la vedette du département mais non au nom de lieu.

[91] Le dossier du département de Paris compte 75 pièces : caisse de secours, carrières de l'extérieur de Paris, demande de tribunal pour le district de Saint-Denis, réclamation des membres de la Chambre des comptes de Paris et traitement des gardiens des livres et papiers, tableaux de situation de l'administration de l'Intendance et de la province de 1787 à 1790, lettres des maires de Paris à l'Assemblée (1791-1792), travaux d'établissement du tribunal criminel de Paris, achèvement du Panthéon français à l'ancienne église Sainte-Geneviève, police militaire et prisons (1790-1792).

comité (30 septembre 1791) ; minute d'un rapport de la commission des dépenses sur l'article 371 de la Constitution sur l'uniformité des poids et mesures (an IV) ; mémoire et état sur les sommes dûes par les receveurs généraux des finances (s.d.) ; aperçu de la dépense à faire par la Trésorerie nationale en décembre 1791 ; état de situation des finances de la France, de l'étendue de la populations et des contributions de chaque généralité du royaume (1788) ; demandes d'administrations et de particuliers, 131 pièces (1790-an III).

Registres

D*/VI/1 à 3. Registres d'enregistrement des pièces du Comité dits tomes 2 à 4, ordre alphabétique des initiales des auteurs puis chronologique (1789-1790, 1790-1791 et 1791).

D*/VI/4 et 5. Registres des plans et projets : analyse des pièces reçues par le comité, le premier en 1789.

D*/VI/ 6. Répertoire des procès-verbaux du grand Comité : table alphabétique par noms de personnes et de matières indiquant les dates des séances du comité ayant traité des affaires indiquées.

D*/VI/7. Table alphabétique de lettres écrites au nom du comité renvoyant à deux registres de transcription ou d'analyse inconnus.

D*/VI/8. Registre des mandats non retirés du secrétariat du comité, remis à Camus, archiviste de l'Assemblée, le 11 octobre 1791.

D*/VI/9. Registre d'ordre de la correspondance du comité avec la direction générale de la Liquidation.

D/VII

Comité de l'extraordinaire des finances

Intitulé : COMITÉ DE L'EXTRAORDINAIRE DES FINANCES.
Niveau de classement : sous-série du cadre de classement.
Dates extrêmes : 1790-1792.
Importance matérielle : 0,10 m.l. (1 article).
Conditions d'accès : librement communicable, sous réserve des restrictions imposées par l'état matériel des documents.

Noms des producteurs :
Producteur théorique : comité de ce nom de la Législative.
Producteur réél : Archives nationales (des assemblées de la Révolution).

Histoire des producteurs :
Sous la Législative, le Comité des finances unique de la Constituante (sous-série D/VI) fut subdivisé en comités de l'ordinaire et de l'extraordinaire des finances, par référence à la présentation habituelle des finances publiques.

Histoire de la conservation :
Cette sous-série (un dossier unique) a été constituée par les Archives nationales (service des archives des assemblées) suivant le cadre de classement thématique des papiers des assemblées.

Présentation du contenu :
Quelques papiers rassemblés sans doute à la fin de la Convention ont permis de faire figurer ce comité sous la cote E/VII existante du cadre de classement de Camus (devenue D/VII) quoiqu'une partie de ceux-ci concernât l'administration de la caisse l'extraordinaire. Le dossier unique qui compose la sous-série comprend notamment des lettres adressées par Amelot de Chaillou (Antoine-Léon-Anne), commissaire de la caisse l'extraordinaire à Daunou.

Instruments de recherche : Voir l'*État des inventaires.*

Sources complémentaires :
Aux Archives nationales (Paris) :
- Autre(s) partie(s) du même fonds :
- sous-série D/VI (Comité des finances), D/VI/5, dossier 34 *bis* : procès-verbaux des séances du Comité de l'extraordinaire (27 octobre 1791-17 octobre 1792) par erreur de reclassement au XIX^{e} siècle.
Sources de la notice :
- *Les Archives nationales. État général des fonds* (tome II), publié sous la direction de Jean FAVIER, directeur général des Archives de France, 1978.
- Inventaire manuscrit de la sous-série par H. DE CURZON (1894).
Date de la notice : 2007.
Auteurs de la notice : Pierre-Dominique CHEYNET (Marie-Élisabeth ANTOINE).

Répertoire de la sous-série D/VII[92]

Carton

D/VI/1. Lettres, mémoires, délibérations concernant la caisse de l'extraordinaire, les conseils généraux, les finances des municipalités, le rôle des contributions à Paris (1791-1792).
Dont pièces 50-51 : compte-rendu de gestion des administrateurs du district de Morlaix, imprimé (1791) ; pièces 62-63 : tableau des revenus et des charges de la municipalité de Limoges (1791) ;

[92] **Répertoire rédigé à partir de l'inventaire détaillé de la sous-série afin d'améliorer l'accès au fonds. On n'a pas contrôlé la pertinence des analyses avec le contenu actuel des articles décrits.**

pièces 80-82 : extraits du registre de la section du contentieux du comité sur les rôles des contributions de 1791 (février 1792); pièces 150-157: fournitures par la commune de Barbentane au 5e régiment de hussards, compagnie de Schomberg (1791).

D/VIII

Comité des assignats et des monnaies

Intitulé : COMITÉ DES ASSIGNATS ET DES MONNAIES.
Niveau de classement : sous-série du cadre de classement.
Dates extrêmes : 1790-1792 (ponctuellement : 1775 ; an II).
Importance matérielle : 1 m.l. (3 articles).
Conditions d'accès : librement communicable, sous réserve des restrictions imposées par l'état matériel des documents .

Noms des producteurs :
Producteur théorique : comité de ce nom de la Législative.
Producteur réel : Archives nationales (des assemblées de la Révolution).

Histoire des producteurs :
La Constituante avait deux comités, l'un des assignats et l'autre des monnaies, réunies sous la Législative en un seul, que la Convention rattacha au Comité des finances (sous-série D/VI).

Histoire de la conservation :
Cette sous-série a été constituée par les Archives nationales (service des archives des assemblées) suivant le cadre de classement thématique des papiers des assemblées par regroupement de documents se rapportant plus ou moins directement aux activités du Comité.

Présentation du contenu :
Fonds composé en quasi-totalité de pétitions et mémoires de particuliers et de villes et départements sur les assignats et la monnaie, sans représenter l'ensemble des dossiers de l'espèce de la série D (notamment D/VI, Comité des finances).
Le dernier dossier de la sous-série se compose de six pièces sur le personnel du Comité des assignats et des monnaies de la Législative.

Instruments de recherche : Voir l'*État des inventaires.*

Sources complémentaires :
Aux Archives nationales (Paris) :

- Autre(s) partie(s) du même fonds :
- sous-série D/VI (Comité des finances), notamment D/VI/1 (en partie) : décrets, observations et réclamations relatives aux assignats, billets de confiance, mandats territoriaux (1789-an IV) ; D/VI/6 à 8 (en partie) : émission et circulation des assignats ; D/VI/20 à 55 : dossiers par département, notamment sur les assignats (1789-1791).

- Sources complémentaires sur le plan documentaire :
- sous-série D/I§1 (Comité des décrets, procès-verbaux et archives), articles D/I§1/8 à 17 : fabrication des assignats (1790-an IV) et des mandats territoriaux : procès-verbaux d'envois des papeteries, états de situation, comptes et correspondance des directeurs, états de versements faits par le Timbre à la Trésorerie et aux Archives nationales (1790-an V).
- sous-série F/4 (ministère de l'Intérieur, comptabilité), F/4/1013 (en partie) : fabrication des assignats (1791-an IV).
- sous-série F/30 (administration centrale du ministère des Finances), F*/30/1 à 86 et F/30/114 à 211 : fabrication et échange des assignats (1790-an IV).

Sources de la notice :
- *Les Archives nationales. État général des fonds* (tome II), publié sous la direction de Jean FAVIER, directeur général des Archives de France, 1978.
- Inventaire manuscrit par H. DE CURZON, 1894.

Date de la notice : 2007.
Auteurs de la notice : Pierre-Dominique CHEYNET (Marie-Élisabeth ANTOINE).

Répertoire de la sous-série D/VII[93]

Cartons

D/VIII/1 à 3, dossier 8. Lettres, pétitions, mémoires et projets sur la fabrication des monnaies et l'emploi du métal des cloches à cet usage, les hôtels des monnaies, la fabrication des assignats et la contrefaçon (1790-1792).

1, dossier 1 : monnaie et métal de cloches, ordre alphabétique d'auteurs ; dossier 2 : fabrication des assignats, ordre alphabétique d'auteurs ; 2, dossier 1 : monnaies et assignats, classement par département, Hautes-Alpes à Yonne[94] ; dossier 4 : monnaies, dont hôtels des monnaies, et assignats, classement par localité, Aix [-en-Provence] à Vire ; 3, dossiers 5 à 7 : mémoires par ordre alphabétique d'auteurs et anonymes ; dossier 8 : mémoires et pétitions collectives de villes, ordre alphabétique, Boulogne-sur-Mer à Salers, et des départements du Morbihan et du Bas-Rhin.

D/VIII/3, dossier 9. Pièces sur le comité.

Nouveau cachet (juin 1791) ; nomination et brevet de F.-M. Canot [de Lalobbe] garde des archives des monnaies (1er janvier 1775) ; nomination de F. Vernier employé dans les bureaux (floréal an II) ; projets de lois sur les assignats et les monnaies demandés par le comité (1791-1792).

[93] **Répertoire rédigé à partir de l'inventaire détaillé de la sous-série afin d'améliorer l'accès au fonds. On n'a pas contrôlé la pertinence des analyses avec le contenu actuel des articles décrits.**
[94] Vingt-quatre départements. Celui de Paris ou de la Seine n'est pas représenté.

D/IX

Comité des impositions et contributions publiques

Intitulé : COMITÉ DES IMPOSITIONS ET CONTRIBUTIONS PUBLIQUES.
Niveau de classement : sous-série du cadre de classement.
Dates extrêmes : décembre 1791-février 1792.
Importance matérielle : deux pièces.
Conditions d'accès : librement communicable, sous réserve des restrictions imposées par l'état matériel des documents .

Noms des producteurs :
Producteur théorique : Comité des impositions et contributions publiques de la Législative.
Producteur réél : Archives des assemblées révolutionnaires.

Histoire des producteurs :
Un des nombreux comités financiers de la Législative puis l'une des sections du Comité des finances de la Convention.

Histoire de la conservation :
Les papiers de cette section ou comité auraient été versés au bureau du cadastre du ministère de l'Intérieur mais ne semblent pas représentés dans la série F des Archives nationales (Paris).
Cette sous-série a été constituée par les Archives nationales (service des archives des assemblées) suivant le cadre de classement thématique des papiers des assemblées.

Instruments de recherche : Voir l'*État des inventaires.*

Sources complémentaires :
Aux Archives nationales (Paris) :
- Autre(s) partie(s) du même fonds :
- sous-série D/VI (Comité des finances).
Sources de la notice :
- *Les Archives nationales. État général des fonds* (tome II), publié sous la direction de Jean FAVIER, directeur général des Archives de France, 1978.
- Inventaire manuscrit par H. DE CURZON, 1884.
Date de la notice : 2007.
Auteurs de la notice : Pierre-Dominique CHEYNET (Marie-Élisabeth ANTOINE).

Inventaire de la sous-série D/IX

Carton

D/IX/1. Pièce 1 : projet de décret pour l'égalité de la répartition de la contribution foncière soumis à l'Assemblée par la municipalité de Gréville [-Hague] (Manche) (10 décembre 1791) ; pièce 2 : lettre et projet envoyés au Comité des impositions par le nommé Grimperel de Guérandes (ou Grimperel, de la ville de Guérande) sur les employés supprimés (8 février 1792).

D/X

Comité des pensions

Intitulé : COMITÉ DES PENSIONS.
Niveau de classement : sous-série du cadre de classement.
Dates extrêmes : 1717-1791.
Importance matérielle : 0,5 m.l. (3 articles).
Conditions d'accès : librement communicable, sous réserve des restrictions imposées par l'état matériel des documents .

Noms des producteurs :
Comité des pensions.

Histoire des producteurs :
Le Comité des pensions créé par la Constituante était chargé de la liquidation des pensions accordées par le roi au titre des maisons de la famille royale et au titre de pensions d'administrateurs. Ses attributions passèrent au Comité de liquidation sous la Législative et la Convention.

Histoire de la conservation :
Versement aux archives de l'assemblée après la fin de la session de la Constituante comme affaires terminées, au contraire du registre des procès-verbaux des séances du comité du 14 janvier 1790 au 27 septembre 1791, passé aux archives du Directoire puis de la secrétairerie d'État impériale, versé aux Archives nationales en 1849 et de nos jours cotés AF*/I/21.
Le dernier dossier de l'article 3 provient d'un tri après la saisie des papiers de Jean-Pascal Rouyer, député de l'Hérault à la Législative et à la Convention, décrété d'arrestation comme fédéraliste le 2 août 1793, entre diverses sous-séries de D d'après leur objet.

Présentation du contenu :
Les numéros de dossiers originels de 1 à l'infini ont été conservés lors de la constitution des cartons.
Ces trois articles concernent toutes les pensions accordées antérieurement à la Révolution par la royauté tant pour sa propre Maison ou celles des princes du sang que pour l'administration.

Instruments de recherche : Voir l'*État des inventaires.*

Sources complémentaires :
Aux Archives nationales (Paris) :

- Autre(s) partie(s) du même fonds :

- série AF (pouvoir exécutif, Révolution et Empire), sous-série AF/I (régime royal constitutionnel, 1789-1792) : AF*/I/21 : registre des procès-verbaux du Comité des pensions et liquidation de la Constituante (janvier 1790-septembre 1791).

- Archives d'autres producteurs en relation :

- série A (collections originales de lois et de décrets), les articles A/237 et suivants comprennent les décrets de liquidation correspondant aux opérations du Comité.
- sous-série D/I§1 (Comité des décrets, procès-verbaux et archives), notamment D/I§1/23 à 27 : envois par différents comités et par la direction générale de la liquidation d'états de rectifications à faire dans les décrets de liquidation de pensions (1792-an X) ; D/I§1/33, dossiers 359 et 360 : rectification d'erreurs d'arrêtés de liquidation et correspondances avec Denormandie, directeur général de la liquidation (an IV-an IX).
- sous-séries D/XI (Comité de liquidation) et D/XII (Comité central de la liquidation).
- série AF (pouvoir exécutif, Révolution et Empire), sous-série AF/I (régime royal constitutionnel, 1789-1792) : AF*/I/ 22 : registre des procès-verbaux des comités des pensions de la Législative et de la Convention (novembre 1791-5 août 1793).

Sources de la notice :
- *Les Archives nationales. État général des fonds* (tome II), publié sous la direction de Jean FAVIER, directeur général des Archives de France, 1978.

- Inventaire manuscrit par H. DE CURZON, 1894.
Date de la notice : 2007.
Auteurs de la notice : Pierre-Dominique CHEYNET (Marie-Élisabeth ANTOINE).

Répertoire de la sous-série D/X[95]

Cartons

D/X/1 à 3. États des pensions et gratifications.

1, dossier 1 : affaires nominatives, employés de l'imprimerie de la Loterie royale (1791), mémoires sur les pensions de la Compagnie des Indes (1788-1790) ; dossier 2 : affaires nominatives, savants et gens de lettres, Académie royale des sciences, Opéra (1789-1790) ; dossier 3 : affaires nominatives (1789-1791) ; dossier 4 : pensions du département des Affaires étrangères (1780-1787) ; dossier 5 : administration des Bâtiments du roi, garde-meuble de la Couronne, administration de l'argenterie, Menus plaisirs et affaires de la Chambre du roi, dont lettres de d'Angiviller[96] (1787-1790) ; dossier 6 : administration des carrières de Paris, états de frais et honoraires (1790) ; dossier 7 : Conseils d'État, états de traitements et de pensions dont état de celles accordées aux membres du Grand Conseil en novembre 1774 (1790) ; dossier 8 : contrôle général des finances, pensions et extraits des registres de Bergeron, chargé de l'enregistrement des ordonnances et de la distribution des dépenses diverses du Trésor royal, exercices 1788 et 1789 (1788-1790) ; dossier 9 : île de Corse, état des pensions assignées sur la caisse civile (s.d.) ; dossier 10 : administration des domaines, pensions (1785-1790) ; dossier 11 : pensions sur le domaine de Versailles (1790) ; dossier 12 : pensions militaires, dont état de services lors de la suppression de l'École royale militaire, notes sur les pensions des ordres de Saint-Lazare et de Saint-Louis, état des rentes de la maison de Saint-Cyr sur les revenus du roi (1788-1791).

2, dossier 13 : pensions accordées sur les évêchés, abbayes, économats et la recette générale du clergé (1740-1790) ; dossier 14, fermes générales : pensions et gratifications (1785-1790) ; dossiers 15 à 18 : mémoire de Chardon sur les forges royales de La Chaussade[97] (1790), notes sur les haras (1786), traitement d'employés de l'intendance de Lorraine (1790), Loterie royale (1789) ; dossier 19 : maisons du Roi, de la Reine et des princes du sang : de Monsieur, apanage du duc d'Orléans, maison d'Artois, duc de Penthièvre, maisons de Condé et de Conti (1771-1790).

3, dossier 20 : ministère de la Marine (1790-1791) ; dossiers 21 à 24 : employés et pensionnés des dépôts de mendicité (1789), monnaies : états de pensions, arrêts et édits royaux sur l'office de contrôleur général des monnaies, monts-de-piété, police et garde de Paris (1717-1791) ; dossier 25 : maison de Stanislas, roi de Pologne (1790-1791) ; dossier 26 : actes de bienfaisance sur le fonds réservé sur la ferme de Port-Louis (1789) ; dossier 27 : pensions sur les postes et messageries (1782-1791) ; dossier 28 : *Compte général des revenus et des dépenses fixes au 1er mai 1789…* de Necker, Imprimerie royale, 202 p (1789) ; dossier 29 : affaires individuelles, états récapitulatifs de traitements de divers bureaux et administrations, dont projet sur les arrérages des pensions par le constituant Brueys d'Aigalliers et pétitions pour les employés des Fermes supprimés signées Adam et apostillées par Beauharnais (1788-1791) ; dossier 30 : demandes particulières de pensions saisies au domicile du député Rouyer en 1793 (1792-1793).

[95] **Répertoire rédigé à partir de l'inventaire détaillé de la sous-série afin d'améliorer l'accès au fonds. On n'a pas contrôlé la pertinence des analyses avec le contenu actuel des articles décrits.**
[96] Charles-Claude de La Billarderie, comte d'Angiviller, surintendant des beaux-arts de Louis XVI.
[97] Daniel-Marc-Antoine Chardon, ancien intendant de l'île Sainte-Lucie puis de Corse, chargé de l'inspection de nombreuses forges de marine à la fin de l'Ancien Régime. La Chaussade, commune de Guérigny (Nièvre).

D/XI et D/XII

Comité de liquidation et Comité central de liquidation

Intitulé : COMITÉ DE LIQUIDATION ET COMITÉ CENTRAL DE LIQUIDATION.
Niveau de classement : sous-séries du cadre de classement.
Dates extrêmes : 1730 ; 1790-an VI.
Importance matérielle : 1 m.l. (3 articles).
Conditions d'accès : librement communicable, sous réserve des restrictions imposées par l'état matériel des documents .

Noms des producteurs :
Comité de liquidation et Comité central de liquidation, puis direction générale de la liquidation.

Histoire des producteurs :
Le Comité de liquidation fut constitué le 22 janvier 1790 pour procéder à la liquidation de l'arriéré et de la comptabilité publique. A la fin de cette même année, des commissaires chargés d'accélérer la liquidation de l'arriéré organisèrent une direction générale de la liquidation et se constituèrent eux-mêmes en un Comité central de liquidation, intermédiaire entre les bureaux de la direction et l'Assemblée pour les affaires n'offrant pas de difficulté, les autres étant renvoyées aux comités compétents. Le Comité de liquidation fut alors chargé de la vérification de l'arriéré de tous les départements ministériels, sauf la Marine. Les deux comités ont fonctionné conjointement jusqu'à la fin de la Constituante. Sous la Législative, la caisse l'extraordinaire reçut une partie des attributions que le Comité de liquidation avait exercées, le Comité central de liquidation fut supprimé et il n'exista plus qu'une direction générale de la liquidation et un seul Comité de liquidation.

Histoire de la conservation :
Avant de se dissoudre pour laisser place au régime du Directoire exécutif en l'an IV, la Convention décida que les dossiers de ses comités et de leurs prédécesseurs seraient triés pour que le nouvel exécutif (le Directoire et ses ministres) puisse reprendre la suite des affaires, les dossiers d'affaires terminées devant au contraire entrer aux Archives nationales. Les dossiers du comité sont sans doute passés aux archives du ministère des Finances et ne sont plus conservés de nos jours, sauf les quelques reliquats conservés dans les deux sous-séries du cadre de classement de Daunou ici présentées, tandis que des registres des comités des pensions et de liquidation sont alors passés dans les archives du Directoire et sont de nos jours conservés dans la sous-série AF*/I.
En 1993, on a ajouté dans D/XII/2 un dossier de cahiers de décharges de provisions d'offices datant de 1791 et de l'an III à l'an VI de provenance inconnue acquis par les Archives nationales (dossier 14).

Présentation du contenu :
Les numéros de dossiers originels de 1 à l'infini ont été conservés lors de la constitution des cartons des deux sous-séries.
Les trois cartons qui nous sont parvenus ne sont que des épaves des archives de ces comités (parmi lesquelles un certain nombre de dossiers de liquidation d'offices provenant du Comité de judicature). Quelques pièces de D/XI proviennent d'un tri après la saisie des papiers de Jean-Pascal Rouyer, député de l'Hérault à la Législative et à la Convention décrété d'arrestation comme fédéraliste le 2 août 1793, entre diverses sous-séries de D d'après leur objet.

Instruments de recherche : Voir l'*État des inventaires.*

Sources complémentaires :
Aux Archives nationales (Paris) :
- Autre(s) partie(s) du même fonds:
- série AF (pouvoir exécutif, Révolution et Empire), sous-série AF/I (régime royal constitutionnel, 1789-1792) : AF*/I/ 22 et 23 : procès-verbaux des comités des pensions et de liquidation de la Constituante à la Convention (janvier 1790 - 5 août 1793).

- Sources complémentaires sur le plan documentaire :
- sous-série D/XVII (Comité de judicature de la Constituante), comité chargé de la liquidation des offices supprimés.
- série G (administrations financières et spéciales d'Ancien Régime), sous-série G/2 (aides, domaines, droits réunis) : G/2/ 170 à 174 : droits réservés sur divers offices (XVIe siècle-1791)
- En dépit de son intitulé, la sous-série AJ/14 (Direction générale de la liquidation) (1789-an XIII) ne doit pas être regardée comme complémentaire des fonds des comités ici étudiés : elle se compose de pièces de détail de comptabilité de fournitures aux armées révolutionnaires et d'autres éléments disparates de nature civile et militaire du Directoire à l'Empire.

Sources de la notice :
- *Les Archives nationales. État général des fonds* (tome II), publié sous la direction de Jean Favier, directeur général des Archives de France, 1978.
- Inventaires manuscrits de D/XI par H. de Curzon, 1895, revu par H. Stein en 1912, et de D/XII par J. Guiffrey, 1884.

Date de la notice : 2007.

Auteurs de la notice : Pierre-Dominique Cheynet (Marie-Élisabeth Antoine).

Répertoire des sous-séries D/XI et D/XII[98]

Cartons

Comité de liquidation

D/XI/1. Dossier 1 : rente Lecourt sur les bernardines d'Yvetot (an III) ; dossier 2 : affaire des banquiers Weymerangen, Haller, Le Couteulx de La Norraye et d'Espagnac en liquidation d'actions de la Compagnie des Indes (1787-an IV) ; dossiers 3 à 5 : direction générale de la liquidation, organisation des bureaux, contrôles de procès-verbaux de liquidation d'offices et résumé d'opérations terminées (1790-1791) ; dossiers 6 à 8 : lettres, mémoires et demandes d'indemnités provenant du Comité de judicature (1790-1791).

D/XI/2. Dossiers 9 et 10 : demandes de remboursement par Pierre Bellissent, négociant à Caen, et par des boulangers de Rouen pillés dans ces deux villes respectivement en avril et en juillet 1789 (1784-1792) ; dossier 11 : affaire de l'entreprise des pompes antiméphitiques pour la vidange des fosses d'aisance de Paris et Versailles (1785-1791) ; dossier 12, direction générale de la liquidation : cahiers de liquidation d'offices et expéditions de leurs provisions en sept dossiers de fructidor an III à brumaire an IV; dossier 13 : lettre des inspecteurs de la salle de la Législative en faveur de leurs employés (22 septembre 1791), extrait conforme par Camus, garde des Archives nationales, d'un décret de liquidation du 17 septembre 1791, lettre du ministre Delessart informant Camus de la nomination de Dufresne-Saint-Léon à la direction de la liquidation (22 décembre 1790), lettre de celui-ci sur la caisse de l'extraordinaire (février 1791), mémoire du juré-priseur Menassier pour la liquidation de son office (octobre 1791) et de de Mornard, secrétaire du gouvernement des duchés de Bar et de Lorraine pour celle de sa charge, pièce trouvée au domicile du député Rouyer en 1793 (sans date) ; dossier 14 : cahiers de décharge de provisions d'office n° 1 à 4 et 36 (juin-octobre 1791 et fructidor an III-germinal an VI).

Comité central de liquidation

D/XII/1. Lettres adressées à l'Assemblée à Camus, président du Comité des pensions, au Comité de liquidation, 58 pièces (1790-1792).

Dont : pièces 2-19 : envoi d'états de créances sur le Trésor public par Gouttes (Jean-Louis), président du Comité de liquidation, aux ministres (août-novembre 1790) ; pièce 26 : lettre de Camus à Brissot, auteur du journal *le Patriote français*, sur un article de ce journal (26 mars 1791) ; pièce 33 : lettre de Monneron (Jean-Louis, dit Louis), député de Pondichéry à la Constituante, sur la liquidation de l'ancienne Compagnie des Indes (18 juillet 1791) ; pièce 37 : plan d'un rapport sur les opérations

[98] **Répertoire rédigé à partir de l'inventaire détaillé de la sous-série afin d'améliorer l'accès au fonds. On n'a pas contrôlé la pertinence des analyses avec le contenu actuel des articles décrits.**

du Comité de liquidation écrit par Camus (s.d.) ; pièces 42-44 : état des comptes de l'ordinaire du Trésor royal de 1771 à 1777 joint à une réclamation de Devalcourt, procureur des comptes de l'ordinaire du Trésor (s.d.) ; pièce 58 : adresse du club national de Bordeaux félicitant la Convention et lui adressant un don patriotique (6 décembre 1792)

D/XIII

Comité d'agriculture et de commerce

Intitulé : COMITÉ D'AGRICULTURE ET DE COMMERCE.
Niveau de classement : sous-série du cadre de classement.
Dates extrêmes : 1789-an IV.
Importance matérielle : 5 m.l. (15 articles).
Conditions d'accès : librement communicable, sous réserve des restrictions imposées par l'état matériel des documents.

Noms des producteurs :
Comité d'agriculture et du commerce de la Constituante, Comité d'agriculture et Comité du commerce de la Législative, Comité du commerce puis à partir de fructidor an II, du commerce et des approvisionnements de la Convention.

Histoire des producteurs :
Comité unique de la Constituante dédoublé sous la Législative et réunifié sous la Convention.

Histoire de la conservation :
Avant de se dissoudre pour laisser place au régime du Directoire exécutif en l'an IV, la Convention décida que les dossiers de ses comités et de leurs prédécesseurs seraient triés pour que le nouvel exécutif (le Directoire et ses ministres) puisse reprendre la suite des affaires, les dossiers d'affaires terminées devant au contraire entrer aux Archives nationales. Du Comité d'agriculture, très peu de documents entrèrent aux Archives à cette époque et constituent depuis la sous-série D/XIII. La majorité des archives du comité fut remise au ministère de l'Intérieur et une partie gardée par le Directoire. De nos jours, l'essentiel des papiers et registres de ces comités se trouve donc dans AF (pouvoir exécutif) et dans diverses sous-séries de F (Intérieur), où il est largement reclassé par sujets dans des groupes mêlés comprenant aussi bien des dossiers du bureau du commerce de l'Ancien Régime que des commissions exécutives de l'an II à l'an IV, du ministère de l'Intérieur et de divers conseils et instances techniques en relevant.

Présentation du contenu :
La sous-série se compose d'un carton d'adresses au comité et de 14 registres d'ordre.

Instruments de recherche : Voir l'*État des inventaires.*

Sources complémentaires :
Aux Archives nationales (Paris) :
- Autre(s) partie(s) du même fonds :
- sous-série F/1/a (ministère de l'Intérieur, administration générale) : F/1/a/81 et 82 : arrêtés du Comité d'agriculture et des arts (an III).
- sous-série F/4 (ministère de l'Intérieur, comptabilité générale) : F/4/2152 (en partie): arrêtés du Comité d'agriculture et des arts (an II-an III).
- sous-série F/10 (agriculture), largement composée de dossiers par sujet regroupant des papiers du bureau du commerce d'Ancien Régime, des Comités d'agriculture et du commerce des assemblées révolutionnaires, de la Commission exécutive d'agriculture et des arts et du ministère de l'Intérieur. Pour tenter une reconstitution de ce qui appartient aux fonds des comités et de la commission exécutive, se reporter à l'imprimé *Les papiers des assemblées de la Révolution aux Archives nationales. Inventaire de la sous-série F*^{10} par G. Bourgin, Paris, 1918 (Société de l'histoire de la Révolution française), inventaire des articles F/10/1 à 1481, auxquels il faut ajouter F/10/1482 et 1484 ; à signaler particulièrement : F*/10/2 à 6 : Commission exécutive d'agriculture et des arts, enregistrement des lois et arrêtés (an II-an IV) ; F*/10/7 et 8 : Commission exécutive d'agriculture et des arts, registre et répertoire des délibérations (an II-an III) ; F/10/204 (en partie) : rapports des commissions des approvisionnements et d'agriculture (à partir de l'an II), 226 (dont arrêtés du Comité d'agriculture, entre 1792 et l'an IV), 227 : pétitions au Comité de commerce (1793-an II), 228 : pétitions aux Comités d'agriculture de la Constituante et de la Convention (1791-an II), 230 : correspondance de la Commission exécutive d'agriculture et des arts avec les départements (an II-an III), 232 : pétitions aux Comités d'agriculture de la Constituante à la Convention et tra-

vaux de la Commission exécutive d'agriculture et des arts (1790-an III), 233 à 235 : correspondance de la Commission exécutive d'agriculture et des arts (an II-an III), 237, 239 et 241 : comptabilité de la Commission exécutive d'agriculture et des arts (an III-an IV), 255/B : état des sommes à distribuer par la Commission exécutive d'agriculture et des arts (an II), 264 : pétitions aux Comités d'agriculture de la Constituante à la Convention (1791-an II), 272 et 273 : correspondance de la Commission exécutive d'agriculture et des arts (an II-an IV), 281 : rapports de la Commission exécutive d'agriculture et des arts et correspondance passive du Comité d'agriculture (1793-an II), 284 et 285 : pétitions aux Comités d'agriculture de la Constituante à la Convention (1789-an III), 293 : attributions et procès-verbaux de la Commission exécutive d'agriculture et des arts (an III-an IV), 294 : rapports journaliers de la Commission exécutive d'agriculture et des arts (an III-an IV), 329 et 330 : pétitions aux Comités d'agriculture sur les communaux (1792-an II), 331 : pétitions et mémoires adressés au Comité d'agriculture (an II-an III), 347 : comptes décadaires de la Commission exécutive d'agriculture et des arts (an II).
- sous-série F/11 (subsistances) : F/11/202 (en partie) : lettres et mémoires sur les subsistances provenant notamment du Comité d'agriculture et du commerce (1789-an IV).
- sous-série F/12 (Commerce et industrie) : F/12/652 : pétitions adressées aux Comités d'agriculture et de commerce (1789-an II) ; F/12/1557 (en partie) : Comité d'agriculture et des arts : pétitions (1793-an III).
- série AF (pouvoir exécutif, Révolution et Empire), sous-série AF/I (régime royal constitutionnel, 1789-1792) : AF*/I/9 à 12 : Comité d'agriculture et du commerce de la Constituante, procès-verbaux (septembre 1789-septembre 1791) ; AF*/I/13 : Comité de commerce de la Législative, procès-verbaux (octobre 1791-septembre 1792) ; AF*/I/14 : Comité d'agriculture de la Législative, procès-verbaux (octobre 1791-septembre 1792).
- sous-série AF/II (Conseil exécutif provisoire et Convention, Comité de salut public) : AF*/II/9 et 10 : Comité d'agriculture et des arts, procès-verbaux (octobre 1792-vendémiaire an IV) ; AF*/II/12 à 14 : Comité du commerce, procès-verbaux (octobre 1792-thermidor an II) ; AF*/II/15 et 16 : Comité du commerce et des approvisionnements, procès-verbaux (19 fructidor an II-4 brumaire an IV) ; AF/II/11 à 13 : Comité d'agriculture et des arts, minutes d'actes et procès-verbaux (vendémiaire an III-vendémiaire an IV).
- sous-série AF/III (Directoire), AF/III/103/A, dossier 460, et 103/B, dossiers 461 à 464, Comité et Commission du commerce des assemblées de la Constituante aux Cinq-Cents : foires et marchés, usines et douanes, traite négrière, traité de commerce avec la République de Mulhouse (1778-an VII).

- Archives d'autres producteurs en relation :

- sous-série F/0 (ministère de l'Intérieur, registres d'enregistrement), F*/3460 : Commission du commerce et des approvisionnements, enregistrement de la correspondance arrivée (messidor an II-pluviôse an III) ; F*/3463 à 3471 : ministère de l'Intérieur puis Commission du commerce et des approvisionnements, enregistrement de la correspondance passive sur le maximum (brumaire an II-pluviôse an III) ; F*/3472 à 3477 : registres des agences des matières, des achats, de l'habillement et de la navigation intérieure dépendant de la Commission du commerce et des approvisionnements (an II-an IV) ; F*/3743 : enregistrement de la correspondance active et passive de la Commission d'agriculture (germinal-floréal an III) ; F*/3748 à 3759 et 3761 à 3782/2 : Commission d'agriculture et des arts, registres d'enregistrement de la correspondance, des renvois faits par la Commission des subsistances à la Commission d'agriculture et listes des correspondants de la Commission pour l'agriculture végétale et les arts, registres des divisions végétale et animale de la commission (an II-an IV) ; F*/4441 : tableaux des travaux de la Commission d'agriculture et des arts et autres sur l'agriculture ; F*/4442 à 4444 : feuilles de travail de la commission (prairial an II-brumaire an IV).
- sous-série F/4 (ministère de l'Intérieur, comptabilité générale) : F*/4/303 à 305 : registres de comptabilité de la Commission exécutive d'agriculture et des arts (an II-an IV) ; F/4/2152 (en partie) : organisation et fonctionnement de la Commission exécutive d'agriculture et des arts (an II-an IV) ; F/4/2155 à 2160 : emploi des fonds alloués à la Commission exécutive d'agriculture et des arts (an II-an IV) ; F/4/2328 (en partie) : primes et récompenses pour le développement du commerce, des arts et manufactures (1791-an IV).
- sous-série F/11 (subsistances) : F/11/230 (en partie) : Commission exécutive du commerce et des approvisionnements, ventes de grains et de denrées (an II-an III) ; F/11/269 à 273 : procès-verbaux et arrêtés de la Commission des subsistances et approvisionnements de brumaire à germinal an II et de la Commission du commerce et des approvisionnements de floréal an II à nivôse an III ; F/11/274 à 276 : arrêtés de la Commission du commerce et des approvisionnements de fructidor an II à nivôse an III et de la Commission des approvisionnements de nivôse à thermidor an III ; F/11/427 et 428(en partie) : pièces provenant de la Commission du commerce et des approvisionnements (an II-an IV).
- sous-série F/12 (Commerce et industrie) : F/12/1509 et 1510/A (en partie) : Commission exécutive d'agriculture et des arts et commission du commerce et des approvisionnements, rapports sur divers sujets traités avec le Comité d'agriculture et des arts (an II-an III) ; F/12/1556 (en partie) : Commission du commerce et des approvisionnements, rapports (an II-an III), et Commission exécutive d'agriculture et des arts : organisation et arrêtés (an II-an III) ; F/12/2177 (en partie) : feuilles de travail de la Commission exécutive d'agriculture et des arts (an II).

- sous-série AF/II (Conseil exécutif provisoire et Convention, Comité de salut public), Comité de salut public : AF/II 68 à 74 : subsistances ; AF/II/78 et 79 : commerce intérieur, agriculture (entre autres).

- Sources complémentaires sur le plan documentaire :

- sous-série F/0 (ministère de l'Intérieur, registres d'enregistrement), F*/3458 à 3478, commerce, notamment : F*/3458 : registre de renvois aux membres du Conseil central de commerce (octobre 1791-janvier 1793) ; F*/3459 : enregistrement de la correspondance active et passive dit affaires du département du commerce (juillet 1792-germinal an II) ; F*/3461 et 3462, bureau du commerce : enregistrement des pièces renvoyées par les comités (ventôse an III-brumaire an IV) et enregistrement de la correspondance active et passive (germinal an III-frimaire an IV) ; F*/ 3741 à 3909, agriculture et haras (1792-1820), notamment : F*/3741 et 3742 : bureau central d'agriculture, enregistrement de la correspondance et analyses de mémoires sur l'agriculture (1792-1793) ; F*/3744 et 3745 enregistrement de la correspondance relative à la partie animale et à la partie végétale (an II-an IV).
- sous-série F/2(I) (ministère de l'Intérieur, administration départementale) : F/2(I)/106/30 : "précédents administratifs", agriculture (1693-1840).
- sous-série F/4 (ministère de l'Intérieur, comptabilité générale) : F/4/ 1028 à 1031 : agriculture, industrie et subsistances (1770-1820) ; F/4/1032/1 : commerce (1758-1808).
- sous-série F/12 (Commerce et industrie) : F/12/ 1228 à 1243 : foires et marchés, série ancienne par ordre alphabétique de localités (1702-an VI) ; F/12/1244/A à 1276 : foires et marchés, série moderne départementales (1790-1823) ; F/12/1516 à 1547/E : maximum (1790-an IV).
- série AD (archives imprimées), sous-séries AD/IV (agriculture et eaux et forêts), AD/IV/ 17 à 28 (1789-1815), et AD/XI (Commerce et industrie), AD/XI 58 à 81 (1789-1830).

Sources de la notice :

- *Les Archives nationales. État général des fonds* (tome II), publié sous la direction de Jean Favier, directeur général des Archives de France, 1978.
- Inventaire manuscrit par H. de Curzon (1894) révisé par J. Guiffrey (1912).

Date de la notice : 2007.

Auteurs de la notice : Pierre-Dominique Cheynet (Marie-Élisabeth Antoine).

Répertoire de la sous-série D/XIII[99]

Carton

D/XIII/1. Pétitions et affaires diverses soumises aux comités d'agriculture et de commerce des trois assemblées révolutionnaires (1786-an IV).

Dont dossier 2 : canal d'Essonne : rapports, états de souscription (1791-1793) ; dossier 3 (en partie) : marque d'or et d'argent (1790) et mémoire du conseil du département de l'Hérault sur les établissements de sciences et d'art de la ville de Montpellier (1790-1791) ; dossier 4 (en partie) : adresse des six corps et des 44 communautés du commerce de la ville de Paris, s.d. [1790], fondation d'un prix pour l'agriculture par Lair du Vaucelles (septembre-octobre 1789) ; dossier 6 : mémoire sur les canaux de Briare et d'Orléans (octobre 1790) ; dossier 13 : décrets de l'Assemblée et arrêtés du comité sur des questions d'agriculture et de commerce et l'organisation des bureaux du comité (1791-an III) ; dans le dossier 15 et dernier : extrait mortuaire de Jean-Louis Poignot, député du Tiers état de la ville de Paris (1791).

Registres

D*/XIII/1 à 14. Enregistrement des pétitions reçues et de la correspondance (an III-an IV).

1 : table alphabétique du registre D*/XIII/3 .
2 et 3 : analyses de pièces reçues (pluviôse-floréal an III et floréal an III-vendémiaire an IV).
4 : analyses de pièces reçues (vendémiaire-nivôse an III).
5 à 7 : enregistrement des mémoires ; 8 : table alphabétique des registres D*/XIII/5 à 7 .
9 à 11 : enregistrement des mémoires ; 12 : table alphabétique des registres D*/XIII/9 à 11.
13 : table d'une série de registres non identifiés.
14 : table alphabétique de la correspondance des représentants en mission à partir de vendémiaire an III.

[99] **Répertoire rédigé à partir de l'inventaire détaillé de la sous-série afin d'améliorer l'accès au fonds. On n'a pas contrôlé la pertinence des analyses avec le contenu actuel des articles décrits.**

D/XIV

Comité des droits féodaux

Intitulé : **Comité des droits féodaux.**
Niveau de classement : sous-série du cadre de classement.
Dates extrêmes : août 1789-1792 (en majorité : 1790-1791, quelques pièces de la fin de l'Ancien Régime).
Importance matérielle : 6 m.l. (16 articles).
Conditions d'accès : librement communicable, sous réserve des restrictions imposées par l'état matériel des documents.

Noms des producteurs :
Comité des droits féodaux de la Constituante, Comité de féodalité de la Législative.

Histoire des producteurs :
La création d'un comité chargé d'étudier les réclamations contre les droits féodaux, en nombre croissant depuis la rédaction des cahiers de doléances, suivit de près l'abolition des privilèges lors de la séance de la nuit du 4 août 1789 de l'Assemblée. La motion qui est à l'origine de la création du comité et qui fut adoptée le 12 suivant par la Constituante décida que chaque généralité y serait représentée par un député.
Le Comité de féodalité de la Législative poursuivit les travaux de son prédécesseur. Ces affaires furent attribuées au Comité de législation de la Convention.

Histoire de la conservation :
Fonds entré en majeure partie aux Archives de l'Assemblée après la fin de la Législative et la suppression du Comité de féodalité de cette assemblée ; quelques dossiers ont été repris par le Comité de législation de la Convention et sont de nos jours conservés dans la sous-série correspondante (D/III).

Présentation du contenu :
Les cartons et les registres de la sous-série ont été cotés en deux numérotations distinctes. Les numéros de dossiers originels de 1 à l'infini ont été conservés lors de la constitution des cartons.
La majeure partie des dossiers et registres conservés concerne le comité de la Constituante, mais les affaires traitées par le comité de la Législative sont mêlées à celles du premier dans un ensemble de dossiers classés par ordre de département qui forme l'essentiel de la sous-série ; quelques adresses sur des circonscriptions de communes ou le placement des notaires ont peut-être été distraits du fonds du Comité de division.
Seuls des registres d'ordre du comité sont conservés.

Instruments de recherche : Voir l'*État des inventaires.*

Sources complémentaires :
Aux Archives nationales (Paris) :

- Autre(s) partie(s) du même fonds :

- sous-série D/III (Comité de législation de la Convention), notamment : D/III/380 (fin) et 381 : Comité de législation : organisation, projets et plans de règlements, arrêtés généraux et particuliers, extraits de procès-verbaux (1791-an IV) ; minutes et copies de procès-verbaux (décembre 1792-septembre 1793 et 26 nivôse an II-19 ventôse an III).

- Sources complémentaires sur le plan documentaire :

- série C (Assemblées nationales) : C/83, plaquette 818, pièces 12-13 : scrutin pour la nomination des membres du Comité des droits féodaux (13-14 août 1789).
- sous-série F/7 (Police générale) : F/7/ 3052/1 (en partie) : questions au Comité de législation, notamment sur la suppression des droits féodaux (an II).

Sources de la notice :
- *Les Archives nationales. État général des fonds* (tome II), publié sous la direction de Jean Favier, directeur général des Archives de France, 1978.
- Inventaire manuscrit de la sous-série par H. Lot et J. Guiffrey (1887).

Date de la notice : 2007.
Auteurs de la notice Pierre-Dominique Cheynet (Marie-Élisabeth Antoine).

Répertoire de la sous-série D/XIII[100]

Cartons

D/XIV/1 à 12. Réclamations individuelles et collectives et observations sur les droits féodaux, personnels ou réels, dîmes et champarts, rentes foncières, parfois des communaux, quelques adresses de sociétés d'amis de la Constitution réclamant la destruction de châteaux fortifiés en 1791, et quelques minutes de réponses du comité, classement départemental[101].

1 : Ain à Ariège, dont dans le dossier 4 (Basses-Alpes) : demande d'érection de Norante en commune distincte de celle de Chaudon[-Norante] (juillet 1790); dans le dossier 5 (Hautes-Alpes) : plainte du maire d'Orcières contre des assignations pour reconnaissance à terrier lancées par le collège d'Embrun comme seigneur (mai 1790) et lettre de l'abbé de Tardieu, de Vinezac (Ardèche), sur les abus ayant causé les excès commis dans les campagnes (janvier 1790).

2 : Aube à Corrèze, dont dans le dossier 9 (Aube) : discours patriotique de Denis, curé de Molins[-sur-Aube] (juin 1790) et demande par la municipalité de Villeneuve-au-Chemin de garder les notaires au nombre de trois pour le canton d'Auxon; dans le dossier 10 (Aude) : revendication par la municipalité de Carcassonne de la propriété des murs et fossés de la ville (avril 1792); dans le dossier 12 (Bouches-du-Rhône) : plainte du marquis de Galliffet contre le projet des pêcheurs de Martigues d'envahir ses étangs (juin 1790) ; dans le dossier 13 (Calvados) : adresse de la femme Lemaître, de Falaise, pour l'égalité dans le système successoral (septembre 1790) ; dans le dossier 17 (Cher) : adresse d'habitants de Bourges pour abolir l'ordre de Malte et réunir ses biens à ceux de la Nation (avril 1792) ; dans le dossier 18 (Corrèze) : dénonciation par la municipalité de Brive [-la-Gaillarde] d'un notaire faisant commerce de titres de droits féodaux en s'en prétendant détenteur (septembre 1790), et lettres de la municipalité de Tulle sur des troubles (janvier 1790 et septembre 1791).

3 : Côte-d'Or à Finistère, dont dans le dossier 27 (Eure-et-Loir) : lettre de Chaudé, notaire à Denonville, demandant un décret ordonnant la remise des archives seigneuriales aux notaires (août 1790) ; dans le dossier 28 (Finistère) : délibération du district de Quimperlé sur les désordres causés par la destruction des emblèmes féodaux (août 1790).

4 : Gard à Jura, dont dans le dossier 32 (Gironde) : bulletin envoyé à la municipalité de Cadillac par le député Fisson-Joubert (Jean-Louis) sur les mesures prises par la Constituante (14 août 1789) et réponse du comte de Preissac, de Cadillac, au nom de la noblesse ; dans le dossier 34 (Ille-et-Vilaine) : lettre de la municipalité de Redon sur des troubles (mars 1790) ; dans le dossier 36 (Indre-et-Loire) : états authentiques des domaines, des cens et rentes et des sols pour livre de la généralité de Tours envoyés en janvier 1790 par Parizot, directeur des domaines à Tours.

5 : Landes à Manche, dont dans le dossier 40 (Loir-et-Cher) : lettre de Guion, notaire à Romorantin [-Lanthenay], demandant s'il doit continuer au compte de la Nation les terriers qu'il dressait pour le chapitre entre-temps dépossédé (novembre 1789) ; dans le dossier 42 (Haute-Loire) : lettre de la municipalité de Boisset défendant les habitants accusés d'avoir outrepassé les décrets d'abolition (juin 1790) ; dans le dossier 43 (Loire-Inférieure) : lettre d'un particulier de Nantes craignant l'incendie des archives des chambres des comptes par les paysans à cause des titres féodaux (février 1790) ; dans le dossier 49 (Manche) : lettre de la municipalité de Cherbourg demandant si les armoiries des villes sont comprises dans le décret d'abolition (janvier 1791).

6 : Marne à Meurthe, dont dans le dossier 51 (Haute-Marne) : conflit entre la municipalité de Bourbonne[-les-Bains] et Davaux, propriétaire des eaux minérales (1790).

7 : Meuse à Moselle, dont dans le dossier 54 (Meuse) : adresse de la municipalité de Malancourt niant tout caractère séditieux à une démarche des habitants pour faire confirmer à M. de Boutteville sa promesse de dispense provisoire du paiement des droits (décembre 1789) ; dans le dossier 55 (Morbihan) : adhésion de la municipalité de Vannes au principe du partage égal des héritages nobles (janvier 1790) ; dans le dossier 56 (Moselle) : cahier de doléances de la communauté de Puttelange[102] (16 mars 1789).

---

[100] **Répertoire rédigé à partir de l'inventaire détaillé de la sous-série afin d'améliorer l'accès au fonds. On n'a pas contrôlé la pertinence des analyses avec le contenu actuel des articles décrits.**

[101] Classement dans l'ordre alphabétique des localités à l'intérieur de chaque dossier de département, qui contiennent à part les pièces provenant des directoires des départements et quelques lettres des députés concernés. Ce classement est antérieur à la rédaction de l'inventaire manuscrit commencé par H. Lot et terminé par J. Guiffrey en 1887. On note de nombreuses erreurs de localisation, en partie rectifiées jusqu'au début du XXe siècle. La Corse n'est pas représentée, Paris est classé à Seine, les dossiers de Rhône-et-Loire sont répartis entre les deux départements issus de la division de celui-ci en 1793, quelques adresses de localités de la Loire étant cependant placées dans le dossier du Rhône. Le groupe comprend des dossiers de Tarn-et-Garonne et de Vaucluse, départements cependant concernés aussi par les dossiers du Lot et des Bouches-du-Rhône.

[102] Doléances des communautés de Puttelange et Diffenbach : Puttelange-aux-Lacs et non Puttelange-lès-Thionville. Texte français et une cinquantaine de signatures en Fraktur (écriture allemande manuscrite alors en usage).

8 : Nièvre à Puy-de-Dôme, dont dans le dossier 57 (Nièvre) : plainte de la commune de Tracy[-sur-Loire] contre celle de Saint-Thibault[103] s'arrogeant l'exclusivité du droit de pêche dans la Loire (septembre 1790) ; dans le dossier 61 (Puy-de-Dôme) : procédure sur la pellière ou digue de l'Allier à Pont-du-Château, avec imprimés et plan (1790).

9 : Basses-Pyrénées à Haut-Rhin, dont dans le dossier 65 (Bas-Rhin) : correspondances avec le duc de Deux-Ponts sur les indemnités dues aux princes d'Empire pour leurs possessions en Alsace (août 1790), protestation de l'Électeur de Cologne comme grand-maître de l'ordre teutonique contre les décrets de l'assemblée du mois d'août, imprimé et observations pour la maison de Wurtemberg sur ces décrets (décembre 1789) et envoi par Collignon, avocat à Strasbourg, d'un mémoire sur l'uniformité des poids et mesures (avril 1790); dans le dossier 66 (Haut-Rhin) : adresse sur la persistance de la distinction entre bourgeois et habitants de Belfort (1792).

10 : Rhône à Somme, dont dans le dossier 67 (Rhône) : adresse des clubs des sections de Lyon réunis au club du Centre sur l'égalité des partages dans les familles (janvier 1791) ; dans le dossier 69 (Saône-et-Loire) : demande de dommages et intérêts par Cellard, de Mâcon, pour une maison dévastée à Chasselas en juillet 1789 (mai 1791) ; dans le dossier 71 (Seine) : *Découverte de la valeur certaine du produit réel et absolu du sol de la France*, imprimé de Renard, avocat (juin 1790) ; dans le dossier 72 (Seine-et-Marne) : lettre du directoire du département sur des troubles à Nemours contre le paiement des dîmes et du champart (septembre 1790).

11, Tarn à Yonne, dont dans le dossier 77 (Tarn) : plainte contre l'usurpation des mines de charbon de Carmaux par de Solages, brigadier des armées du roi (mai 1790).

12, supplément (décembre 1789-1792) : Ain, Aisne, Ardennes, Aude, Calvados, Charente, Charente-Inférieure, Côte-d'Or, Dordogne à Drôme, Eure-et-Loir à Haute-Garonne, Gironde, Indre-et-Loire, Isère, Loir-et-Cher, Loire, Lot-et-Garonne, Manche, Marne, Meuse, Moselle: plainte contre le refus du maire de Clouange de partager les communaux (avril 1790), Nièvre, Pas-de-Calais, Basses-Pyrénées à Pyrénées-Orientales, Haut-Rhin à Saône-et-Loire et Seine à Yonne[104].

D/XIV/13. Décisions du comité, correspondance des députés et des ministres, notes et mémoires (1786, 1787, 1789-1792).

Dossier 87 : décisions du comité (janvier 1790-juillet 1791) ; dossier 88 : correspondance des députés avec le comité (1790-1792) ; dossier 89 : notes et mémoires adressés au comité ou rédigés par des membres du comité[105] (1787-1790) ; dossier 90 : correspondance des ministres et fonctionnaires avec le comité (1791-1792) ; dossier 93 : réclamations diplomatiques : évêques de Bâle et Spire, Électeur de Trèves, duc de Wurtemberg (février-avril 1790) ; dossiers 92 à 94 : notes et mémoires adressés au comité classés par province : Bourbonnais, Bresse, Champagne, Dauphiné, Flandre, Languedoc, Limousin et Périgord, Mariembourg : réclamation de Porin, major de la place, contre l'abolition de droits lui servant de supplément de traitement, Normandie, Provence, Rouergue et Quercy, Vivarais (dossier 92, 20 pièces), signés sans indication de nom de lieu et anonymes (1786[106], août 1789-octobre 1791).

Registres

D*/XIV/1 à 3. Registres des pièces reçues du 16 mars 1789 au 31 août 1790 et du 1er septembre 1790 au 29 septembre 1791 et table alphabétique.

[103] Cher, auj. : commune de Saint-Satur.
[104] Dont « Tarn-et-Garonne » (localités appartenant à l'époque à la Haute-Garonne et au Lot).
[105] La pièce datée de 1787 est un mémoire sur la police des eaux lu par le duc de La Rochefoucauld à l'Assemblée des notables le 16 avril 1787.
[106] La pièce datée de 1786 est une lettre imprimée du contrôleur général des Finances à l'inspecteur général du domaine de la Couronne de Vulpian sur les arrentements des marais, landes et terrains vacants.

D/XV

Comité militaire

Intitulé : **Comité militaire.**
Niveau de classement : sous-série du cadre de classement.
Dates extrêmes : 1789-an IV (ponctuellement : 1775, an V, an VI et 1814-1826).
Importance matérielle : 3 m.l. (8 articles).
Conditions d'accès : librement communicable, sous réserve des restrictions imposées par l'état matériel des documents.

Noms des producteurs :
Comité militaire.

Histoire des producteurs :
Créé par la Constituante, le 1er octobre 1789, pour étudier les questions relatives à la réorganisation de l'armée, il continua sous la Législative puis la Convention à s'occuper de son organisation. A partir du 7 fructidor an II, il ajouta à ses attributions sur les gardes nationales des départements la surveillance de la force armée de Paris. Plus que d'autres comités sans doute, sous la Terreur, le Comité militaire fut sensiblement limité dans ses prérogatives et ses actions par l'omniprésence du Comité de salut public, véritable organe directeur de la politique militaire de la République à partir du début des hostilités.

Histoire de la conservation :
Avant de se dissoudre pour laisser place au régime du Directoire exécutif en l'an IV, la Convention décida que les dossiers de ses comités et de leurs prédécesseurs seraient triés pour que le nouvel exécutif (le Directoire et ses ministres) puisse reprendre la suite des affaires, les dossiers d'affaires terminées devant au contraire entrer aux Archives nationales.
La sous-série D/XV se compose de quelques dossiers et registres des comités versés comme affaires terminées à cette occasion et restés depuis lors aux Archives nationales où quelques ajouts ont eu lieu par la suite.
Le reste des archives des comités militaires fit l'objet d'un partage entre le Directoire et les ministères de l'Intérieur et de la Guerre. L'essentiel de ce qui nous est parvenu des fonds du comité se trouve aux Archives nationales dans AF.
De ce qui avait été versé au ministère de l'Intérieur, seule une partie des affaires concernant la garde nationale se trouve maintenant dans F/9.
Les cartons et registres qui avaient été versés au ministère de la Guerre conservés de nos jours au service historique de la Défense y sont mélangés aux documents d'autres origines (une partie semble se trouver dans la correspondance générale B 13).

Présentation du contenu :
Les cartons et les registres de la sous-série ont été cotés en deux numérotations distinctes. Les numéros de dossiers originels de 1 à 45 des cartons D/XV/1 à 5 ont été conservés lors de la constitution des cartons, le dernier carton ayant reçu une nouvelle numérotation en 130 dossiers.
La sous-série comprend essentiellement l'activité des commissaires de l'Assemblée auprès des armées du Nord et du Midi en août-septembre 1792. La correspondance entre ministres et généraux des armées du Nord et du Centre (dont La Fayette) en 1792 s'y trouve également. Un seul carton provient du comité de la Constituante, celui qui a trait à l'insurrection du régiment Royal-Champagne en 1790. Quelques pièces proviennent d'un tri après la saisie des papiers de Jean-Pascal Rouyer, député de l'Hérault à la Législative et à la Convention décrété d'arrestation comme fédéraliste le 2 août 1793, entre diverses sous-séries de D d'après leur objet.
Des registres d'ordre terminent la sous-série.

Instruments de recherche :Voir l'*État des inventaires.*

Sources complémentaires :
Aux Archives nationales (Paris) :

- Autre(s) partie(s) du même fonds :

- série AF (pouvoir exécutif, Révolution et Empire), sous-série AF/I (régime royal constitutionnel), AF/I/5 : minutes des procès-verbaux du Comité militaire de la Législative avec quelques minutes de correspondance et pièces de dossiers (28 octobre 1791-11 septembre 1792) ; AF/I/3et 4, minutes de la correspondance active du comité (mai 1790-septembre 1791) ; AF*/I/18 : registre des procès-verbaux du Comité militaire de la Législative (12 octobre 1791-28 août 1792) ; AF*/I/19 et 20 : enregistrement des pièces reçues (octobre 1791-août 1792).
- sous-série AF/II (Conseil exécutif provisoire et Convention, Comité de salut public) : AF/II/14 et 15 : minutes des procès-verbaux du Comité de la guerre puis militaire de la Convention (28 septembre 1792-brumaire an IV) ; AF/II/16 : minutes de la correspondance active du Comité de la guerre puis militaire de la Convention (septembre 1792-brumaire an IV) ; AF*/II/22 à 24 : registre des procès-verbaux du Comité de la guerre puis militaire de la Convention (28 septembre 1792-21 vendémiaire an IV) ; AF*/II/25 à 28 : registres d'enregistrement (janvier 1793-1er vendémiaire an IV).

- Archives d'autres producteurs en relation :

- sous-série F/1/a (ministère de l'Intérieur, administration générale) : F/1/a/59 : circulaires sur la garde nationale (1791-1852).
- sous-série F/9 (affaires militaires), une partie des pièces d'époque révolutionnaire est susceptible de provenir du comité ; voir notamment : F/9/1 à 10 : garde nationale, distributions d'armes, poudres et salpêtres, mouvements de troupes, série départementale (en général: 1789-1793) ; F/9/36 à 38 : locaux et emplacements militaires (1772-1831) ; F/9/58 à 68 : armement et munitions, subsistance, fourrages, chauffage et éclairage, étapes et remonte (1789-1821), F/9/331 : garde nationale (1789-an XI), F/9/741 : Garde du Roi (1791-1792), F/9/742 : volontaires nationaux et autres (1791-an V).

- Sources complémentaires sur le plan documentaire :

- sous-séries D/§1, D§/2 et D/§3 : représentants en mission.
- sous-série AF/I (régime royal constitutionnel), AF/I/1 et 2, AF*/I/2 à 4 C : garde constitutionnelle du roi (1789-1792).
- sous-série AF/II (Conseil exécutif provisoire et Convention, Comité de salut public) : AF/II/198 à 281 et AF*/II/170 à 219, Comité de salut public, Guerre, missions des représentants du peuple près les armées et correspondances et mémoires militaires (1792-an IV).

Au Service historique de la Défense, archives de l'armée de terre : série B 13, correspondance générale.

Sources de la notice :
- *Les Archives nationales. État général des fonds* (tome II), publié sous la direction de Jean Favier, directeur général des Archives de France, 1978.
- Inventaire imprimé par P. Caron, *Les papiers des comités militaires de la Constituante, de la Législative et de la Convention (1789-an IV)*, Paris, Société de l'histoire de la Révolution française, 1912).

Date de la notice : 2007.
Auteurs de la notice Pierre-Dominique Cheynet (Marie-Élisabeth Antoine).

Répertoire de la sous-série D/XV[107]

Cartons

D/XV/1 et 2 (début). Commissaires de l'Assemblée législative aux armées du Nord et du Centre : arrêtés, correspondance, états de situation, demandes d'emplois et de promotions, plaintes ; correspondance du ministre de la Guerre Servan, de La Fayette, des maréchaux de camp, capitulation de Longwy, correspondance d'autorités constituées des départements du ressort de ces armées (juillet-septembre 1792, ponctuellement : 1791).

1, dossier 1 a : arrêtés des commissaires (17-31 août 1792) ; dossier 1 b : correspondance active et passive des commissaires (18 août-23 septembre 1792) ; dossiers 2 à 6, armée du Nord : états de situation (14 juillet-3 septembre 1792), demandes d'emploi et de promotion (mars 1791-septembre 1792), demandes de décorations (octobre 1791-septembre 1792), plaintes et réclamations de militaires (août-septembre 1792), libération de militaires détenus (juillet-septembre 1792).

[107] **Répertoire rédigé à partir de l'inventaire détaillé de la sous-série afin d'améliorer l'accès au fonds. On n'a pas contrôlé la pertinence des analyses avec le contenu actuel des articles décrits.**

2, dossier 7 : correspondance d'autorités constituées dans le département du Nord adressée aux commissaires (juillet-septembre 1792) ; dossier 8 : correspondance de commissaires des guerres des armées du Nord et du Centre adressée aux commissaires (juillet-septembre 1792) ; dossier 9 : en déficit ; dossier 10 : correspondance des commandants de place de Condé[-sur-l'Escaut], Douai, Lille et Valenciennes (août-septembre 1792) ; dossier 11 : pétitions individuelles et collectives de militaires de l'armée du Nord en majorité renvoyées par les commissaires au ministre de la Guerre ou à divers comités (août-septembre 1792) ; dossier 12 : lettres et rapports du ministre de la Guerre Servan au président de l'Assemblée (21 août-14 septembre 1792) ; dossier 13 : lettres des ministres de la Guerre Lajard et d'Abancourt et de Clavière, ministre par intérim à La Fayette (20 juin-13 août 1792) lettres et ordres de celui-ci (5juillet-15 août 1792) et lettres de généraux à La Fayette (juillet-août 1792) ; dossier 14 : en déficit ; dossier 15 : adresses d'unités régimentaire à La Fayette (juin-juillet 1792) ; dossiers 16 et 17 : lettres et rapports de maréchaux de camp avec le général en chef de l'armée du Nord (juillet-août 1792) ; dossier 18 : lettres et adresses de militaires à La Fayette (juillet-août 1792) ; dossier 19, armées du Nord et du Centre : capitulation de Longwy et correspondance des commandants de cette place avant la capitulation (1791-23 août 1792) ; dossier 20 : lettres d'autorités constituées de l'Aisne, des Ardennes, de la Moselle, du Nord, du Pas-de-Calais et de la Somme à La Fayette.

D/XV/3, début. Commissaires de l'Assemblée législative près l'armée du Rhin : compte-rendu de Prieur, commissaire ordonnateur à l'armée du Rhin, suspensions de fonctionnaires civils et militaires (1792).

Dossier 22[108] : dossier sur la pension accordée au maréchal Lückner en 1763 (avril 1792) ; dossier 24 : lettres du général Custine à la commission des Douze de la Législative (juillet 1792) ; dossier 25 : rapport de Prieur, commissaire ordonnateur à l'armée du Rhin, aux commissaires de la Législative près cette armée (24 août 1792) ; dossier 26 : suspension de fonctionnaires civils et militaires par les commissaires Bruat, Lamarque et Laporte (septembre 1792).

D/XV/3, fin, et 4, dossier 39. Commissaires de l'Assemblée législative près l'armée du Midi : correspondance reçue et dossiers sur cette armée : états de situation, subsistance, service de santé, pétitions et dénonciations (1792).

3, dossier 27, correspondance d'autorités constituées et de particuliers adressée aux commissaires : Ain, Bouches-du-Rhône, Isère, Basses-Pyrénées, Rhône-et-Loire, Var et Vaucluse (août-septembre 1792) ; dossier 28 : lettres sur la marine adressées aux commissaires (septembre 1792) ; dossiers 29 à 32, armée du Midi, dossiers des commissaires : états de situation de l'armée, troupes (août-septembre 1792) et matériel (juillet-septembre 1792), subsistances (juillet-septembre 1792), service de santé (1784, 1791-1792) ; 4, dossier 39 : pétitions d'unités régimentaires et de militaires (juillet-septembre 1792), dénonciations (octobre 1791-août 1792).

D/XV/3, dossier 23, et 4, dossiers 34 à 38 et 40 à 42. Mémoires divers soumis au comité ; renvois de lettres des ministres, des généraux et des corps administratifs par l'Assemblée ; dossiers concernant la garde nationale, la maréchaussée, les vétérans, la gendarmerie, les colonies, lettres de divers et dossier sur la place de Landau (1789-août 1793 et an IV-an V).

3, dossier 23 : mémoires soumis au comité (1791-1793 et s.d.) ; 4, dossier 34 : rapports et lettres du ministre de la Guerre renvoyés au comité (juillet-août 1792) ; dossier 35, lettres d'autorités constituées à la Législative renvoyées au comité, provenant des départements suivants : Aisne, Hautes-Alpes, Aube, Côtes-du-Nord, Gard, Loir-et-Cher, Loire-Inférieure, Morbihan, Paris, Pyrénées-Orientales, Bas-Rhin, Haute-Saône, Seine-Inférieure, Seine-et-Oise, Vosges et Yonne (juillet-août 1792) ; dossier 36 : mémoires et projets sur la garde nationale, les vétérans, la maréchaussée et la gendarmerie (1789-1792) ; dossiers 37 et 38, Saint-Domingue : procès-verbal d'une cérémonie funèbre à Port-au-Prince en mémoire du colonel Mauduit[109], assassiné, et de l'inauguration d'un buste de Desilles au Cap-Français (mai 1791) ; dossier 40 : lettres et pièces diverses adressées ou transmises aux ministres de la Guerre et aux Assemblées (août 1792-messidor an VI) ; dossier 41 : correspondances des ministres avec les généraux et l'Assemblée législative (juin-août 1792) ; dossier 42 : adresse de la municipalité de Landau sur l'insuffisance des défenses de la place et réponse du ministre de la Guerre Lajard (juillet 1792).

D/XV/5. Insurrection du régiment Royal Champagne à Hesdin en août 1790 et pièces sur d'autres insurrections militaires (août 1790-mai 1792).

Dossiers 43 et 44 : insurrection du régiment Royal Champagne à Hesdin en août 1790 (1790-1791) ; dossier 45 : autres insurrections militaires (septembre 1790-mai 1792).

[108] Le dossier 21 est en déficit.

[109] Thomas-Antoine de Mauduit du Plessis, commandant le régiment de Port-au-Prince hostile aux idées révolutionnaires propagées par de nouveaux contingents débarqués de métropole, assassiné par la troupe en 1791. Le lieutenant Desilles (André-Joseph-Marc Guillier des Isles, dit) fut blessé à mort en tentant de s'opposer à l'insurrection des troupes de la garnison de Nancy à la fin d'août 1790.

D/XV/6. Documents divers classés par ordre chronologique (1789-an II, ponctuellement : 1775 et 1814-1826).

Mémoires, dénonciations, en majorité adressées aux Assemblées ou au Comité militaire, et quelques correspondances entre les ministres de la Guerre et le comité, dont : dossier 7 : plaintes contre la conduite d'officiers du régiment suisse d'Ernest au théâtre de Marseille (octobre 1791) ; dossier 39 : demande d'augmentation de salaires des ouvriers des manufactures d'armes de Maubeuge et de Tulle (décembre 1791-mars 1792) ; dossier 60 : rapport de de Grave, ex-ministre de la Guerre, sur l'armée du Centre (juin 1792) ; dossier 72 : rapport du directoire du département de l'Ardèche sur l'insurrection de de Saillans (juillet 1792) ; dossier 90 : formation de la légion allobroge (août 1792) ; dossier 104 : pièces saisies chez le député Rouyer, décrété d'accusation (1791-1793).

Registres

D*/XV/1 et 2. Enregistrement des pièces reçues (prairial an III-1er vendémiaire an IV) et table des décrets relatifs à la guerre (après le 23 juin 1793-fin de l'an II).

D/XVI

Comité de la marine

Intitulé : COMITÉ DE LA MARINE.
Niveau de classement : sous-série du cadre de classement.
Dates extrêmes : 1789-an IV (ponctuellement 1759, an V).
Importance matérielle : 11 m.l. (31 articles).
Conditions d'accès : librement communicable, sous réserve des restrictions imposées par l'état matériel des documents.
Les registres D*/XVI/1 à 6 ont été microfilmés et sont communicables sous cette forme.

Noms des producteurs :
Comité de la marine de la Constituante, de la Législative et de la Convention

Histoire des producteurs :
Créé par la Constituante le 6 octobre 1789 pour préparer son travail relatif à l'administration de la marine, ce comité se voit rattacher celui des colonies en l'an II, ce qui n'empêche pas la sous-série particulière à ce comité (D/XXV) de comprendre de nombreux documents postérieurs à cette fusion.

Histoire de la conservation :
Avant de se dissoudre pour laisser place au régime du Directoire exécutif en l'an IV, la Convention décida que les dossiers de ses comités et de leurs prédécesseurs seraient triés pour que le nouvel exécutif (le Directoire et ses ministres) puisse reprendre la suite des affaires, les dossiers d'affaires terminées devant au contraire entrer aux Archives nationales.
Le Comité de la marine de la Convention versa ainsi aux Archives quelques cartons et registres comme affaires terminées, qui composent la sous-série D/XVI. Elle ne dépasse qu'exceptionnellement l'an III si l'on excepte les lettres saisies en 1797 sur un navire américain, indiscutable ajout postérieur classé dans D/XVI/3, dossier 30.
Le reste des dossiers du Comité de la marine passa, apparemment en totalité, au ministère de la Marine et des Colonies et se trouve aujourd'hui conservé au Service historique de la Défense (archives de la Marine), quelques dossiers de la sous-série AF/II des Archives nationales (Paris) sur la marine et les colonies pouvant cependant en provenir.

Présentation du contenu :
Les cartons et les registres de la sous-série ont été cotés en deux numérotations distinctes. Les numéros de dossiers originels de 1 à l'infini ont été conservés lors de la constitution des cartons.
Si l'essentiel de la sous-série D/XVI correspond aux activités de la marine proprement dite, les affaires coloniales y sont également représentées, notamment dans les registres D/XVI*/5 et 12 : travaux et délibérations du Comité colonial et pièces à lui renvoyées de juillet 1792 au 3 septembre 1793.
Pour la marine, la sous-série comprend les procès-verbaux des séances du comité sous la Législative et la Convention, la correspondance passive du comité, en particulier avec le ministre de la Marine jusqu'en 1793 et les représentants en missions près des ports en l'an II et en l'an III, les décrets de 1790 à la fin de l'an III et les feuilles de travail de toutes les divisions de la Commission exécutive de la marine et des colonies du 7 fructidor an II au 12 messidor an III dont le comité avait la surveillance depuis le décret du 7 fructidor. Quelques pièces proviennent d'un tri après la saisie des papiers de Jean-Pascal Rouyer, député de l'Hérault à la Législative et à la Convention décrété d'arrestation comme fédéraliste le 2 août 1793, entre diverses sous-séries de D d'après leur objet.

Instruments de recherche : Voir l'*État des inventaires.*

Sources complémentaires :
Aux Archives nationales (Paris) :
- Autre(s) partie(s) du même fonds :
- sous-série D/XXV (Comité des colonies de la Constituante, de la Législative et de la Convention jusqu'à son rattachement au Comité de la marine).

- Sources complémentaires sur le plan documentaire :
- sous-série D/§1 (missions des représentants du peuple de la Convention : départements français): représentants en mission dans les départements maritimes.
- sous-série D/XXIII (Comité diplomatique) : D/XXIII/2, dossier 33, affaires maritimes : prise d'un chasse-marée de Lorient sur le côtes espagnoles, armement naval français ; prise de deux corsaires barbaresques près de Bastia ; adresse de négociants du Caire (1790-1791).
- série G (administrations financières et spéciales d'Ancien Régime): la sous-série G/5 (amirauté de France) comprend d'assez nombreux dossiers sur les droits perçus dans les ports et sur les prises jusqu'en 1793.
- série AF (pouvoir exécutif, Révolution et Empire), sous-série AF/II (Conseil exécutif provisoire et Convention, Comité de salut public) : AF/II/147 à 197: représentants en mission, dossiers classés par circonscriptions (bureaux du Nord, de l'Ouest et du Midi), dont missions dans les départements maritimes ; AF/II/294 à 301 et AF*/II/138 à 140, Marine (1793-an IV) ; AF/II/302 et 303 : Colonies (1793-an IV) ; AF/II/264/A à 280 : représentants en mission près les armées de l'Ouest.
Pour mémoire, Service historique de la Défense (Marine) ; Archives nationales d'outre-mer : séries Colonies.

Sources de la notice :
- *Les Archives nationales. État général des fonds* (tome II), publié sous la direction de Jean Favier, directeur général des Archives de France, 1978.
- Inventaire manuscrit par H. de Curzon (1894).
Date de la notice : 200.
Auteurs de la notice Pierre-Dominique Cheynet (Marie-Élisabeth Antoine).

Répertoire de la sous-série D/XVI[110]

Cartons

D/XVI/1, dossier 1. Minutes des procès-verbaux du comité (27 octobre 1791-25 juillet 1792).
D/XVI/1 (fin) à 3, dossier 30. Correspondance reçue par le comité ou à lui renvoyée par l'Assemblée (juillet 1789-an IV).

Dont : 1, dossier 3 (en partie) : demande d'audience à l'Assemblée par les commissaires des colons de Saint-Domingue (avril 1791) et délibération des Comités de constitution, de la marine, de l'agriculture et du commerce réunis sur la situation des colonies (septembre 1791) ; dossier 4 : copies d'arrêtés et délibérations des représentants en mission au port de Brest (septembre 1793-prairial an II) ; dossier 5 : copies d'arrêtés de Jeanbon Saint-André, Bréard, Le Carpentier et Prieur de la Marne à Brest et Saint-Malo[111] (an II), de Ritter et Turreau près l'armée d'Italie sur les armements maritimes (vendémiaire-brumaire an III), de Boissier au Havre et de Boussion à Bordeaux (germinal an III); dossier 6 : lettres de départements, districts et communes ; dossier 8 : mémoires de particuliers.

1, dossier 7 et dossiers 9 à 13, 2 (en totalité) et 3, dossiers 27 à 29 : rapports et lettres des ministres de la Marine Fleurieu et Thévenard :

1, dossier 7 : lettres des ministres Fleurieu et Thévenard annonçant au président de l'Assemblée leur nomination (octobre 1790-mai 1791) ; dossier 9 : ports (juin 1790-thermidor an III) ; dossier 10 : constructions navales (novembre 1789-messidor an II) ; dossier 11 : intendance générale de la marine et fonds alloués (novembre 1789-août 1791) ; dossier 12 : direction générale des classes, officiers de l'administration de la marine et comptabilité générale (juin 1790-mai 1792) ; dossier 13 : écoles de marine (juin-septembre 1791) ;

2, dossier 14 : officiers militaires de la marine (juillet 1790-février 1792) ; dossier 15 : artillerie de marine (avril 1790-septembre 1791) ; dossier 16 : états-majors et équipages (juillet-décembre 1790) ; dossier 17 : armement et équipement (décembre 1789-janvier 1791) ; 18 : décorations militaires (août 1790-juin 1791) ; 19 : hôpitaux et officiers de santé de la marine (novembre 1790-septembre 1791) ; dossier 20 : vivres (juillet 1791-frimaire an III) ; dossier 21 : invalides de la marine (août 1790-septembre 1791) ; dossier 22 : événements et révoltes à bord et questions de pavillon (juillet 1790-octobre 1791) ; dossier 23 : discipline (juillet 1790-mars 1791) ; dossier 24 : chiourmes (s.d.) ;

[110] **Répertoire rédigé à partir de l'inventaire détaillé de la sous-série afin d'améliorer l'accès au fonds. On n'a pas contrôlé la pertinence des analyses avec le contenu actuel des articles décrits.**
[111] L'inventaire manuscrit note également comme représentant en mission auteur de ces documents le nommé Duras, en réalité un des secrétaires de la commission des représentants à Brest dont certaines pièces donnent le nom.

3, dossier 27 : projet de décret sur l'organisation des tribunaux de commerce dans les villes maritimes (juillet 1791) et autres mémoires ; dossier 28 : pêche (septembre 1790-septembre 1791), dont mémoire sur la pêche des huîtres dans la baie de Cancale ; dossier 29 : consulats (août-septembre 1791).

3, dossiers 25 et 26 : pétitions individuelles et collectives renvoyées par l'Assemblée au comité (an II-an III), dont : adresse de Dreppe, professeur d'hydrographie à l'école de Saint-Pol-de-Léon sur son école, adresse de Wesembert, négociant suédois, sur la prise du vaisseau suédois *le Neptune*, capitaine J. Cammerat, par *l'Alceste.*

3, dossier 30 : lettres de négociants de Baltimore à des correspondants en France, en Angleterre, aux Pays-Bas et en majorité en Allemagne, saisies sur le vaisseau américain *Juliana,* capturé par le corsaire *l'Espérance* en 1797.

D/XVI/3, dossier 31. Correspondance des ministres sur les colonies (1791-1793).

D/XVI/4 à 13. Feuilles de travail de la Commission exécutive de la marine et des colonies pour le comité (7 fructidor an II-12 messidor an III).

4 : fructidor à fin an II ; 5 : vendémiaire an III ; 6 : brumaire an III ; 7 : frimaire an III ; 8 : nivôse an III ; 9 : pluviôse an III ; 10 : ventôse an III ; 11 : germinal-12 floréal an III ; 12 : 12 floréal-11 prairial an III ; 13 : 12 prairial-12 messidor an III et lettres de la commission au président du comité (vendémiaire-messidor an III).

D/XVI/14, dossier 43. Mémoires de particuliers sur la marine et les colonies (1789-an III) ; dossier 44 : résidu.

Dont adresse des députés de la Martinique sur la situation de la colonie (décembre 1789), projet de plan de travail du comité (1790) et changement de local (1791).

D/XVI/14, dossier 45. Pièces provenant des papiers du député de l'Hérault à la Législative et à la Convention Jean-Pascal Rouyer, décrété d'arrestation comme fédéraliste le 2 août 1793 (1759-1793, en majorité 1792).

Dont : provisions de vice-amiral du comte d'Estaing (1778) et correspondances de celui-ci, notamment sur la Société de Cincinnatus (1792-1793).

D XVI 15. Recueil imprimé en 4 volumes factices des lois sur la marine militaire, la marine marchande et les colonies du 10 juin 1790 au 4 octobre 1793.

Registres

D*/XVI/1 à 4. Procès-verbaux du Comité de la marine (28 octobre 1791-3 brumaire an IV).

D*/XVI/5. Journal des travaux et délibérations du Comité colonial (27 octobre 1792-3 septembre 1793).

D*/XVI/6. Analyses des décrets sur la marine (8 mars 1790-5 thermidor an III).

D*/XVI/7. Enregistrement des pièces sur la législation de la marine et des colonies (1er vendémiaire an II-1er complémentaire an III).

D*/XVI/8 et 9. Correspondance du comité avec le ministre de la Marine (9 décembre 1791-20 août 1792), les commissaires de la marine et des colonies, les comités, les représentants en mission, *etc*. (19 fructidor an II-2e complémentaire an IV)..

D*/XVI/10. Analyse de la correspondance du ministre de la Marine, des commissaires de la Marine et des colonies, des comités, des représentants en mission, *etc* reçue par le comité (24 fructidor an II-4 vendémiaire an IV).

D*/XVI/11. Analyses des pétitions renvoyées au comité (1791 et 1792).

D*/XVI/12. Analyses des pièces renvoyées au Comité colonial (juillet 1792-septembre 1793).

D*/XVI/13 et 14. Enregistrement.

D*/XVI/15. Analyses des pétitions après le 29 fructidor an II.

D*/XVI/16. Analyses des pièces sur la surveillance de l'exécution des lois concernant la marine et les colonies (an III).

D/XVII

Comité de judicature

Intitulé : **Comité de judicature.**
Niveau de classement : sous-série du cadre de classement.
Dates extrêmes : 1789-1791 (ponctuellement : 1641-XVIII[e] siècle).
Importance matérielle : 3 m.l. (11 articles).
Conditions d'accès : librement communicable, sous réserve des restrictions imposées par l'état matériel des documents.

Noms des producteurs :
Comité de judicature.

Histoire des producteurs :
Établi le 12 août 1789 pour régler la liquidation des offices supprimés, tant de judicature que ministériels et municipaux, ce comité cessa ses travaux le 18 août 1791. Ses activités furent reprises sous les assemblées suivantes par les Comités de législation (actuelle sous-série D/III) et de liquidation (D/XI et D/XII).

Histoire de la conservation :
Fonds versé aux Archives de l'Assemblée à la fin de la session de la Constituante, après remise des dossiers d'affaires en instance au commissaire du roi directeur général de la liquidation, dont les dossiers sont passés au ministère des Finances et ont disparu dans l'incendie de 1871.

Présentation du contenu :
Les cartons et les registres de la sous-série ont été cotés en deux numérotations distinctes. Les numéros de dossiers originels de 1 à l'infini ont été conservés lors de la constitution des cartons.
La sous-série comprend en majorité des demandes de siège de tribunaux par les villes, de maintien en fonction d'officiers ministériels et municipaux de judicature, de justice et de tribunaux, et des mémoires sur l'organisation judiciaire. Les deux derniers cartons concernent l'organisation des bureaux du comité et ses procès-verbaux. La sous-série comprend en outre deux registres d'enregistrement des pièces reçues par le comité.

Instruments de recherche : Voir l'*État des inventaires.*

Sources complémentaires :
Aux Archives nationales (Paris) :

- Autre(s) partie(s) du même fonds :
- sous-série D/III (Comité de législation).

- Archives d'autres producteurs en relation :
- sous-séries D/XI et XII (Comités de la liquidation).

-Sources complémentaires sur le plan documentaire :
- sous-série D/IV/bis (Comité de division du territoire, Législative et Convention) : D/IV/bis/56 à 76 et 81 à 91 : séries départementales sur les circonscriptions civiles et judiciaires et le notariat (1790-an III) ; D/IV/bis/ 92/A à 92/C : placement des notaires (1791-an II).
- sous-série D/XI (Comité de liquidation) : D/XI/1, dossiers 6 à 8.
- sous-série F/2(I) (ministère de l'Intérieur, organisation judiciaire) : F/2(I)/107 à 121 : série départementale (1791-1792).
- sous-série F/4 (ministère de l'Intérieur, comptabilité) : F/4/1003 (en partie) : remboursement d'offices (1746-1783) ; F/4/ 2021-2022 (en partie) : receveurs généraux, des tailles, contrôleurs des guerres ; liquidation d'offices (1781-1790).
- sous-série F/12 (Commerce) : F/12/936/A : tribunaux de commerce (1790-1825).
- Le guide intitulé *De la justice de la Nation à la justice de la République. Guide des fonds judiciaires conservés au Centre historique des Archives nationales*, par S. de Dainville-Barbiche, Paris, Centre historique des Archives nationales, 2004, décrit les séries judiciaires du Centre historique des Archives nationales, offrant une recension détaillée des fonds d'archives, notamment ceux provenant du ministère de la Justice (série BB).

- série BB (Justice) : BB/2/1/A et 1/B : correspondance du ministre de la Justice sur le personnel judiciaire (1790-1793) ; BB/2/97 : correspondance du ministre de la Justice sur l'organisation des tribunaux (1790) ; BB/9/1 : commissions d'huissiers (1791-1792) ; BB/10/125 : commissions de notaires (1791) ; BB/10/145 et 146 : organisation du notariat (1791-1792).

Sources de la notice :

- *Les Archives nationales. État général des fonds* (tome II), publié sous la direction de Jean Favier, directeur général des Archives de France, 1978.
- Inventaire manuscrit par H. de Curzon révisé par A. Tuetey (1909).
- *De la justice de la Nation à la justice de la République. Guide des fonds judiciaires conservés au Centre historique des Archives nationales*, par S. de Dainville-Barbiche, Paris, Centre historique des Archives nationales, 2004.

Date de la notice : 2007.

Auteurs de la notice : Pierre-Dominique Cheynet (Marie-Élisabeth Antoine).

Répertoire de la sous-série D/XVII[112]

Cartons

D/XVII/1 et 2 (début). Demandes de tribunaux d'arrondissement, ordre alphabétique des villes (1789-1790).
1 : Agen à Pré-en-Pail ; 2, dossiers 14 à 20 : Rancon à Yerville.

D/XVII/2, dossiers 21 et 22. Huissiers audienciers près les cours souveraines de Paris et Lyon (1789-1790).

D/XVII/2 (fin) à 4 (début). Officiers ministériels de judicature (1789-1790).
2, dossiers 23 et 24 : A ; 3 : Bagnères-de-Bigorre à Rouen ; 4, dossiers 41 à 44 : Saint-Amand[-les-Eaux] à Vitry-le-François ; dossier 45 : affaires par provinces : Alsace, Haute-Auvergne, Dauphiné, Hainaut, Normandie, Quercy ; dossier 46 : mémoires sans indication de localité et questions sur la vénalité et la liquidation des offices en général.

D/XVII/4 (fin) et 5, dossier 55. Notaires, jurés priseurs, offices de municipalités (1789-1790).
4, dossiers 48 à 51 : notaires, ordre alphabétique de localités ; dossier 52 : jurés-priseurs, ordre alphabétique de localités ; dossier 53 : offices de la ville de Douai ; dossier 54 : offices de diverses municipalités ; 5, dossier 55 : *idem* par ordre alphabétique de villes.

D/XVII/5 (fin) et 6 (début). Mémoires sur la législation civile et l'organisation judiciaire (1789-1790).
5, dossiers 56 à 58 : affaires diverses ; dossiers 59 et 60 : création des nouveaux tribunaux ; dossier 61 : législation civile ; dossier 62 : mémoires et notes pour les habitants du Lyonnais, du Forez et du Beaujolais et pièces justificatives notariées et imprimées (1781-1790) ; dossier 63 : procédure criminelle ; dossier 64 : questions de corps constitués et de particuliers soumises au comité, ordre alphabétique des localités ; dossiers 66 et 67 : procédure judiciaire et ordre judiciaire ; dossier 68-69 : adresses de particuliers, ordre alphabétique des localités ; dossier 69 *bis* : pièces sur la propriété de la charge de maître des ponts de Charenton[-le-Pont] et Saint-Maur[-des-Fossés] (1641-1790) ; dossier 73 [113] : demandes de tribunaux de commerce ; dossier 74 : projet de suppression des prévôts de maréchaussée.
6, dossier 75 : régime et administration des forêts ; dossier 76 : réclamations contre des arrêts du Conseil d'État et des jugements ; dossiers 77 à 81 : lettres et mémoires dits *de peu d'importance.*

D/XVII/6 (fin) à 8 (début). Pétitions, mémoires, lettres relatifs aux difficultés élevées par l'exécution du décret sur le remboursement des offices des cours et tribunaux supprimés (1791).
6 (fin) : pièces par ordre alphabétique de localités.
7, dossier 90 : pièces par province : Bourgogne, Clermontois, Guyenne, Flandres ; dossier 90 *bis* : charge d'un correcteur à la chambre des comptes de Paris (1771-1791) : dossier 91-92 : bureaux des finances ; dossier 93 : maîtrises des Eaux et Forêts ; dossier 94 : greniers à sel ; dossier 95 : offices municipaux ; dossier 95 *bis* : offices des provinces belgiques : Cambrai, Maubeuge et Hainaut ; dossier 96-97 : greffiers ; dossiers 98 à 102 : procureurs ; dossier 102 *bis* : procureurs de la ville d'Amiens (1708-1791) ; dossier 103-104 : huissiers.
8, dossier 105 : notaires ; dossier 106 : jurés priseurs ; dossiers 107 à 113 : offices de chancellerie et offices divers : agents de change de la ville de Lyon, avocats aux Conseils, expéditionnaires en Cour de Rome, gardes du commerce, corporations des cours de Paris, contrôle des actes.

D/XVII/8 (fin) et 9. Organisation et décisions du comité (1789-1791).

[112] **Répertoire rédigé à partir de l'inventaire détaillé de la sous-série afin d'améliorer l'accès au fonds. On n'a pas contrôlé la pertinence des analyses avec le contenu actuel des articles décrits.**

[113] Les pièces des dossiers 71 et 72 ont été reclassées dans les dossiers 1 à 20.

8, dossier 114 : questions soumises au comité et minutes de ses décisions (1789-1791) ; dossier 115 : cahiers d'enregistrement des demandes d'avis reçues par le comité avec ses avis en marge ; dossiers 116 à 119 et 121-122 : minutes de rapports et de projets de décrets ; dossier 120 : états des travaux et plan des opérations intérieures du comité.

9, dossiers 123 à 127 : états mensuels de liquidation d'offices envoyés par le directeur général de la liquidation au comité pour servir aux décrets de liquidation (janvier-juillet 1791) ; 9 (fin) : organisation et personnel du comité, reliquat (1789-1791).

Registres

D*/XVII/1. Enregistrement des renvois du comité au directeur général de la liquidation (janvier 1791).
D*/XVII/2. Enregistrement des lettres et mémoires adressés au comité.

D/XVIII

Comité des domaines

Intitulé : COMITÉ DES DOMAINES.
Niveau de classement : sous-série du cadre de classement.
Dates extrêmes : 1790-germinal an IV.
Importance matérielle : 37 pièces (un article).
Conditions d'accès : librement communicable, sous réserve des restrictions imposées par l'état matériel des documents.

Noms des producteurs :
Producteurs théoriques : Comité des domaines de la Constituante et Comité des domaines et d'aliénation de la Législative.
Producteur réél : Archives nationales (des assemblées)

Histoire des producteurs :
Comité créé pour s'occuper des biens provenant du domaine de la Couronne, de ceux provenant des corporations laïques et ecclésiastiques supprimées, ainsi que de l'administration forestière.

Histoire de la conservation :
Le Comité des domaines de la Constituante et celui des domaine et d'aliénation de la Législative n'ont rien laissé de leurs activités : leurs dossiers ont sans doute été repris par le Comité des finances et la direction générale de la Liquidation.

Présentation du contenu :
Cette sous-série a été constituée par les Archives nationales (service des archives des assemblées) suivant le cadre de classement thématique des papiers des assemblées avec des pièces se rapportant plus ou moins directement au sujet de l'intitulé, mais dont la plus récente date du Directoire.

Instruments de recherche : Voir l'*État des inventaires.*

Sources complémentaires :
Aucune source complémentaire connue.
Sources de la notice :
- *Les Archives nationales. État général des fonds* (tome II), publié sous la direction de Jean FAVIER, directeur général des Archives de France, 1978.
- Inventaire manuscrit par J. GUIFFREY (1884).
Date de la notice : 2007.
Auteurs de la notice : Pierre-Dominique CHEYNET (Marie-Élisabeth ANTOINE).

Répertoire de la sous-série D/XVIII[114]

Carton

D/XVIII/1. Pétitions et pièces diverses, 37 pièces (octobre 1790-germinal an IV).
Dont : pièces 3-4 : demande de réunion de Château-Chinon au domaine (février 1791) ; pièces 5-9 : demandes de secours de Geoffroy, ex-arpenteur général des forêts du Roi dans les duchés de Lorraine et de Bar, et de réintégration de Jean Rémy, ex-garde des forêts (septembre-octobre 1791) ; pièces 10-11 : demande de la municipalité de Colombey[-les-Belles] de disposer des fonds lui appartenant à la recette des bois à Nancy pour acquitter des redevances féodales (septembre 1791) ; pièces 15-16 : revendication par les héritiers de Marie-Thérèse Fournier, morte en Louisiane en 1769, de sa

[114] **Répertoire rédigé à partir de l'inventaire détaillé de la sous-série afin d'améliorer l'accès au fonds. On n'a pas contrôlé la pertinence des analyses avec le contenu actuel des articles décrits.**

succession recueillie par le gouvernement (septembre 1791) ; pièces 18-27 : demande d'affectation des Dominicaines de Draguignan au district et à son tribunal (novembre 1791) ; pièce 28 : copie de procès-verbaux de récolement et de transport des dépôts renfermés dans la caisse à trois clefs des domaines nationaux (15 messidor-13 thermidor an II) ; pièce 29 : projet de décret sur les effets de la résiliation des ventes de biens nationaux sur les restitutions, réductions et indemnités résultant de leur vente (après le début de l'an II) ; pièces 35 et 36 : réclamation du citoyen Tiercelin adressée à Camus contre l'installation du dépôt de la Guerre rue du Bac [à Paris] dans des maisons occupées par des familles pauvres (9 germinal an IV) et note démontrant qu'il ne peut être établi que dans la maison des Missions étrangères (s.d.).

D/XIX

Comité ecclésiastique

Intitulé : Comité ecclésiastique.
Niveau de classement : sous-série du cadre de classement.
Dates extrêmes : 1789-1791 ; ponctuellement : 1788 ; 1792.
Importance matérielle : 50 m.l. (115 articles).
Conditions d'accès : librement communicable, sous réserve des restrictions imposées par l'état matériel des documents.

Noms des producteurs :
Comité ecclésiastique de la Constituante.

Histoire des producteurs :
Créé le 12 août 1789 pour étudier les conséquences de l'abolition des dîmes pour le clergé, il dut s'occuper à partir de 1790 de la suppression des ordres religieux, de la Constitution civile du clergé, de la confiscation de ses biens.
Un décret du 23 octobre 1790 attribua conjointement au Comité d'aliénation et au Comité ecclésiastique la conservation des monuments de sciences et d'art, d'où la formation d'une première commission, étoffée ensuite de savants, connue sous le nom de « *Commission des savants ou des monuments* », qui devint ensuite « *Commission des arts et monuments* ». Jusqu'à la fin de la Constituante, ces comités ont donc rempli une partie des attributions du futur Comité d'instruction publique de la Législative : mesures pour la conservation des manuscrits et des chartes, essai de création de bibliothèques publiques, *etc.*, attributions dont la sous-série D/XIX ne conserve aucune trace mais qu'on retrouve dans la sous-série F/17 (Instruction publique).

Histoire de la conservation :
À la fin de la Constituante, les dossiers du comité en matière domaniale furent transmis au commissaire près la caisse de l'extraordinaire, Amelot de Chaillou.
Le reste, la partie non domaniale, fut versé aux Archives nationales dès la fin de la Constituante et forme depuis l'essentiel de la sous-série. À la fin du carton D/XIX/103, on a intégré plus tard quelques pièces postérieures à la Constituante puis, en 1944, les quatre pièces qui figuraient à l'inventaire de 1891 sous la rubrique D/XXI « Comité des dîmes », producteur qui était en réalité une section du Comité ecclésiastique. Les papiers de cette section chargée de l'administration des biens ecclésiastiques avec le Comité d'aliénation et le bureau de l'Agence générale, parfois appelée « Comité des dîmes et d'aliénation », sont dispersés notamment dans les séries L (Monuments ecclésiastiques) et S (Biens des établissements religieux supprimés) et les sous-séries F/17 et F/19 (ancien fonds).

Présentation du contenu :
Les cartons et les registres de la sous-série ont été cotés en deux numérotations distinctes. Les numéros de dossiers originels de 1 à l'infini ont été conservés lors de la constitution des cartons.
La sous-série comprend la correspondance adressée au comité par les corporations religieuses à la suite des décrets de suppression, ainsi que la nouvelle organisation du clergé, sa mise en place (refus et prestation de serment), sa gestion financière (avec les revenus des biens nationaux dans les départements et les fonds du Trésor pour les frais du culte pour l'année 1791, ceux de 1792 se trouvant dans D/VI).
Elle comprend des états de religieux et religieuses, des déclarations sur les décrets supprimant les ordres, des dossiers sur les dépenses du culte, des états nominatifs de prestation et de non-prestation de serment, un ensemble de déclarations de titres et de pensions d'ecclésiastiques de Paris et un ensemble de lettres traitées par le comité avec ses feuilles de travail correspondantes.
Des registres d'enregistrement et d'analyse de pièces reçues par le comité et l'Assemblée et un inventaire partiel des papiers versés par le comité en 1791 terminent la sous-série. Il n'y a pas de procès-verbaux.

Instruments de recherche : Voir l'*État des inventaires.*

Sources complémentaires :
Aux Archives nationales (Paris) :

- Autre(s) partie(s) du même fonds :

- des parties de dossiers domaniaux du comité sont susceptibles d'être conservées dans la série L (Monuments ecclésiastiques).
- série S (biens des établissements religieux supprimés), S/7051 à 7560 : déclarations des bénéfices et revenus ecclésiastiques (1790-1791).
- sous-série F/17 (Instruction publique) : F*/17/4 : Commission des monuments, procès-verbaux (8 novembre 1790-16 ventôse an II) ; les registres F*/17/5 à 15 sont ceux de cette commission puis de la Commission temporaire des arts pour la période suivante ; F/17/ 1010/E (en partie) : dossiers d'affaires soumises au Comité d'aliénation (1791) ; F/17/1167 : Comités ecclésiastique et d'aliénation réunis, relevés de déclarations reçues par les municipalités dans les maisons religieuses en exécution du décret du 20 mars 1790 principalement sur les bibliothèques, archives et collections de ces maisons (1790-1791) ; F/17/1168 à 1179/B : catalogues, adressés par les municipalités, de bibliothèques d'établissements religieux et parfois états de leurs biens et de leurs personnels (1790-1791) ; F/17/1237 (en partie) : Comités ecclésiastique et d'aliénation réunis, état alphabétique de communautés religieuses dans les départements (1790).
- sous-série F/19 (Cultes), F/19/398 à 481/5 : affaires du culte, série départementale (1789-1838), groupe présumé provenir en partie du Comité ecclésiastique et des Comités ecclésiastique et d'aliénation réunis ; F/19/597 à 611/5 : inventaires des biens meubles et immeubles des communautés religieuses envoyés par les municipalités au Comité ecclésiastique, série départementale (1790) ; F/19/611/6 : déclarations de pensions, argenterie, et quelques déclarations de revenus et propriétés de maisons ecclésiastiques, déclarations de bénéfices (1790-an III) ; F/19/611/7 et 612/1 et 2 : argenterie des églises (1789-an II) ; F/19/612/3 : procès-verbaux et déclarations des communautés, chapelles et personnel ecclésiastique de Paris et sa banlieue (1790-1793) ; F/19/863 et 864 : administration des biens nationaux (1790-an IV) ; états nominatifs des religieuses et religieux des couvents de Paris (1790-1791) ; tableaux, lettres, quittances et demandes de paiement (s.d.) ; sont également susceptibles de provenir en partie du fonds du comité les groupes suivants : F/19/872 à 893 : lettres de prêtrise depuis 1777 et démissions jusqu'en l'an II ; F/19/1111 à 1135 : pensions ecclésiastiques (1764-1836) ; F/19/1255 à 1260/2 : frais du culte (1786-an VII) ; F/19/1379 à 1389 /3 : frais du culte et traitements et pensions ecclésiastiques (1790-an III).

- Archives d'autres producteurs en relation :

- sous-série D/VI (Comité des finances) : D/VI/6, dossier 41 : projet de décret sur la vente des biens nationaux soumis par le Comité ecclésiastique (août 1790) ; D/VI/13 : dépenses du culte, traitements et bâtiments, affaires par département renvoyées au Comité de l'ordinaire des finances de la Législative (1791-1792).
- sous-série D/XXII (Comité d'aliénation des domaines nationaux).

-Sources complémentaires sur le plan documentaire :

- sous-série D/IV (Comité de constitution), passim : municipalités et paroisses, formation et réunion.
- sous-série D/IVbis (Comité de division du territoire) : D/IVbis/93 à 106 : circonscriptions des paroisses, deux séries départementales (1791-1793).
- sous-série D/X (Comité des pensions) : D/X/2, dossier 13 : pensions accordées sur les évêchés, abbayes, recette générale du clergé et économats (1740-1790).
- sous-série D/XXII (Comité d'aliénation des domaines nationaux de la Constituante) : comprend des éléments sur les bibliothèques des maisons religieuses et l'argenterie.
- sous-série D/XXIX bis (Comité des recherches), notamment D/XXIX bis/25 : lettres, adresses, délibérations de départements et de municipalités sur la résistance aux décrets sur la constitution civile du clergé (novembre-décembre 1790).
- sous-série D/XXXIV (Comité des dons patriotiques) : D/XXXIV/5, dossier 6, et 6 : procès-verbaux de réception d'objets du culte offerts par les communes de Paris et environs et de la Haute-Loire (brumaire-messidor an II).
- sous-série D/XXXVIII (Comité d'instruction publique) : D/XXXVIII/1 (en partie) : cultes et enseignement public supérieur et secondaire (1790-an III).
- sous-série F/1/a (ministère de l'Intérieur, administration générale) : F/1/a/57 (en partie) : circulaires du ministre de l'Intérieur sur les cultes (1792-1834).
- sous-série F/4 (ministère de l'Intérieur, comptabilité) : F/4/1006 : affaires financières du clergé (1695-1791).
- série G (administrations financières et spéciales d'Ancien Régime), sous-série G/9 (commissions des réguliers et des secours) : quelques parties de cette sous-série relative aux secours et suppressions de communautés religieuses dépassent chronologiquement l'année 1789, ainsi G/9/82 : copies de décisions de la commission des secours soumises à l'approbation du Garde des sceaux (1784-1791), G/9/114 à 117 : fonds de secours, arrêts, mémoires et comptes de loteries et de coupes de bois dont le produit est affecté aux secours (1742-1801).

- série H (administrations locales et comptabilités diverses), sous-série H/5 (établissements religieux, comptabilité) : H/5/3460, chapitre de Notre-Dame de Paris, en partie : traitement des prêtres métropolitains (1791-1793) ; d'autres articles de cette sous-série (chapitres et paroisses de Paris et du diocèse de Paris, abbayes) dépassent 1789.
- série AA (collections de lettres et pièces diverses) : AA/26 : feuilles de travail sur le clergé régulier sur les réunions et suppressions de maisons religieuses (janvier 1788-septembre 1789) ; papiers sur la caisse de secours des communautés religieuses et sur la restauration des églises et édifices sacrés, dont dossier 886 : registre de sanction du ministère de la Justice, enregistrement des décrets sur la vente des biens nationaux d'août 1790 à août 1791 (1788-an III).
- sous-série BB/16 (ministère de la Justice, division civile) : BB/16/279 (en partie) : procédure contre l'archevêque d'Auch en matière de prestation de serment (1790-1791).

Sources de la notice :
- *Les Archives nationales. État général des fonds* (tome II), publié sous la direction de Jean Favier, directeur général des Archives de France, 1978.
- Inventaire manuscrit par G. Daumet et L. Célier (1909).

Date de la notice : 2007.

Auteurs de la notice Pierre-Dominique Cheynet (Marie-Élisabeth Antoine).

Répertoire de la sous-série D/XIX[115]

Cartons

D/XIX/1 à 9. État des religieuses par diocèses (1790).

1 : Agen, Aix [-en-Provence], Alès, Amiens, Angoulême, Arles, Auch, Auxerre, Bazas, Castres (Tarn), Chartres, Dijon, Angers, Autun ; 2 : Bayeux, Bayonne, Besançon, Bordeaux, Boulogne [-sur-Mer], Dax, Agde, Aire [-sur-l'Adour], Albi, Apt, Avignon, Belley ; 3 : Béziers, Comminges, Condom, Die, Digne [-les-Bains], Dol [-de-Bretagne], Fréjus, Grenoble, Lavaur (Tarn), Vaison [-la-Romaine], Bourges, Cahors, Cambrai, Chalon-sur-Saône, Clermont [-Ferrand] (début) ; 4 : Clermont [-Ferrand] (fin), Coutances, Embrun, Évreux, Langres, Grasse, Laon, Lyon, Mâcon, Meaux, Mende, Metz ; 5 : Montauban, Nantes, Narbonne, Lectoure, Lombez, Montpellier, Nevers, Oloron [-Sainte-Marie], Pamiers, Quimper, Rieux (Haute-Garonne), Saint-Claude, Saint-Pol-de-Léon, Sarlat [-la-Canéda], Senlis (Oise), Tarbes, Toul, Tours, Troyes ; 6 : Limoges, Lisieux, Luçon, La Rochelle, Le Mans, Le Puy [-en-Velay], Marseille, Nancy, Nîmes, Orléans ; 7 : Paris, Poitiers, Saint-Dié, Saint-Malo ; 8 : Noyon, Périgueux, Perpignan, Reims, Rodez, Rouen, Saint-Flour, Soissons, Tulle ; 9 : Vienne, Saint-Omer, Sées, Sens, Sisteron, Toulouse, Tréguier, Uzès, Valence, Verdun, Viviers.

D/XIX/10 à 12, dossier 179. États des religieux par congrégations (1790).

10 : grands augustins, augustins réformés dits petits pères, barnabites, bénédictins anglais, bénédictins, cisterciens; 11 : capucins, grands carmes, carmes réformés dits déchaussés, ordre hospitalier de la charité, chartreux, cordeliers, dominicains, feuillants, génovéfains, mathurins, minimes, congrégation de Notre-Dame de la Merci, congrégation du Saint-Sauveur, pénitents de Picpus ; 12 : prémontrés de la commune observance, prémontrés réformés, récollets, chanoines de Saint-Jean-des-Vignes de Soissons, clercs réguliers théâtins, victorins; états particuliers, correspondances des évêques.

D/XIX/12, dossier 180, et 13. Déclarations d'intention de religieux et religieuses de sortir des maisons de leur ordre ou d'y rester conformément au décret du 20 mars 1790.

12, dossier 180 : augustins et capucins ; 13 : bénédictins, cisterciens, capucins, carmes, chartreux, cordeliers, dominicains, génovéfains, frères des écoles chrétiennes, minimes, prémontrés, récollets, tiercelins, trinitaires, bénédictines, bernardines, clarisses, cordelières, dominicaines, religieuses de Notre-Dame du Refuge, de l'Union chrétienne, ursulines et religieuses dont l'ordre n'est pas indiqué.

D/XIX/14 à 16. Lettres, adresses et représentations de religieux, de communautés, corporations et particuliers sur les décrets de suppression des ordres religieux

14 : augustins, bénédictins, bernardins, capucins, carmes, religieux de Saint-Jean-de-Dieu ou de la Charité, chartreux, cordeliers ;

15 : dominicains, feuillants, génovéfains, hermites de Saint-Jean-Baptiste de la partie française du diocèse de Trèves, minimes, missionnaires, oratoriens, religieux de Picpus, prémontrés, récollets, tiercelins, trinitaires , victorins , ordres non précisés ; communautés, corporations et particuliers. ;

16 : annonciades, augustines, bénédictines, bernardines, capucines, carmélites, clarisses, cordelières, dominicaines, hospitalières, récollettes, religieuses de Notre-Dame de la Charité ou du Refuge, ursulines, visitandines, ordres non précisés ; communautés, corporations et particuliers.

[115] **Répertoire rédigé à partir de l'inventaire détaillé de la sous-série afin d'améliorer l'accès au fonds. On n'a pas contrôlé la pertinence des analyses avec le contenu actuel des articles décrits.**

D/XIX/17. Tableaux des religieux et religieuses fournis par des directoires de départements.

Ariège : carmélites et ursulines de Pamiers, Aude, Côtes-du-Nord, Corrèze; Dordogne, Doubs, Jura, Landes, Lot, Morbihan, Moselle, Pas-de-Calais : tableau des clarisses d'Arras préférant rester en communauté, Puy-de-Dôme et tableau du district de Draguignan.

D/XIX/18 et 19. États départementaux de montants des fermages et loyers des biens nationaux perçus et disponibles au 1er janvier 1791 et de montant probable des traitements et pensions à la même époque.

18 : Ain à Indre ; 19 : Landes à Vosges[116].

D/XIX/20, dossiers 306 à 309. États des fonds distribués par le Trésor public aux départements pour les années 1790 et 1791 ; dossiers 310 à 314, réclamations de prêtres sur leurs traitements.

Marseille : abbaye Saint-Victor et chapitre cathédral, prêtres non bénéficiaires de l'Aube, cathédrale de Boulogne-sur-Mer et collégiale de Lens, prêtres de Rhône-et-Loire.

D/XIX/21 et 22 (début). États nominatifs par départements des ecclésiastiques fonctionnaires publics qui ont prêté ou refusé le serment prescrit par la loi du 26 décembre 1790 (avril-août 1791).

21 : Ain à Landes ; 22 (début) : Loire-Inférieure à Vosges et district de Céret[117] ;

D/XIX/22, dossiers 364 et 365. Troubles dûs aux prêtres réfractaires (juin-août 1791).

Aisne, Ariège, Cantal, Côtes-du-Nord, Dordogne, Doubs, Jura, Loir-et-Cher, Manche, Nord, Oise, Orne, département de Paris, Pas-de-Calais, Rhône-et-Loire, Saône-et-Loire, Seine-Inférieure, Seine-et-Marne, Somme et Yonne.

D/XIX/23 à 26. Lettres et adresses sur la nouvelle organisation du clergé (1789-1791).

23 : lettres de municipalités, ordre alphabétique des départements ; 24 (début) : lettres des évêques de Gap, Saint-Paul-Trois-Châteaux, Vence et Verdun, d'abbés, de chanoines, curés, vicaires et desservants ; 24, dossier 385 *bis :* lettres d'administrations et autorités laïques et ecclésiastiques à l'Assemblée sur les circonscriptions et suppressions de paroisses renvoyées au comité.

25, dossiers 386 à 391 : lettres de religieux et religieuses de tous ordres, d'oratoriens ; 25 (fin) et 26, dossier 398 : lettres de particuliers ; 26, dossiers 399 et 400 : lettres de municipalités pour la création ou le maintien d'évêchés dans les départements suivants : Aisne, Hautes-Alpes, Ariège, Calvados, Charente-Inférieure, Corse, Creuse, Drôme, Finistère, Hérault, Isère, Landes, Manche, Marne, Meurthe, Pas-de-Calais, Basses-Pyrénées, Haut-Rhin, Haute-Saône, Var et Yonne ; dossiers 401 à 404 : délibérations de communautés pour le maintien de l'évêché de Comminges ; dossier 405 : dossier sur un procès entre les dames de Saint-Magloire et un sieur Le Rondel.

D/XIX/27. Lettres et adresses sur les dîmes (août 1789-1790 et s.d.) ; réclamations d'imprimeurs sur les privilèges des liturgies des diocèses (s.d.) ; questions au comité et minutes de réponses (1790-1791 et s.d.).

D/XIX/28, début. Coupes de bois appartenant à des ecclésiastiques en contradiction avec les décrets (s.d.) ; dossier du commissaire général de la Terre Sainte en France (s.d.) ; lettres et procès-verbaux de prise de possession de bénéfices (s.d.).

D/XIX/28 (fin) et 29. Notification par les ministres Saint-Priest et La Tour du Pin de l'organisation administrative de départements (juin 1790).

28 : Ain, Corse, Doubs, Drôme, Finistère, Gard, Haute-Garonne, Gers, Hérault, Ille-et-Vilaine, Indre, Indre-et-Loire, Isère, Jura, Landes, Loir-et-Cher, Haute-Loire, Loire-Inférieure, Lot, Lot-et-Garonne, Manche, Marne, Haute-Marne, Mayenne, Meurthe, Meuse, Morbihan, Haute-Saône, Vosges.

29 : Moselle, Nièvre, Nord, Oise, Orne, Pas-de-Calais, Puy-de-Dôme, Basses-Pyrénées, Hautes-Pyrénées, Pyrénées-Orientales, Bas-Rhin, Haut-Rhin, Haute-Saône, Sarthe, Seine-Inférieure, Seine-et-Marne, Seine-et-Oise, Deux-Sèvres, Somme, Tarn, Var, Vendée, Vienne, Haute-Vienne, Vosges et Yonne.

D/XIX/30 et 31. Lettres et mémoires de religieux et collèges anglais établis en France ; décisions du comité, notamment sur les livres liturgiques ; lettres et mémoires sur le traitement du clergé, les rentes sur le clergé et les créances sur les maisons religieuses (1790-1791).

30, dossiers 472 et 473 : religieux et collèges anglais ; dossiers 474 et 475 : décisions du comité, notamment sur les livres liturgiques ; dossier 476 : suppression de deux paroisses à Provins ; dossiers 477 et 478 : dispenses pour mariage ; dossier 479 : administration de l'économat ; dossier 480 : pensions affectées sur des évêchés, abbayes et cures ; dossiers 481 et 482 : traitements des membres du clergé ; dossier 483 : aliénation des biens nationaux ; dossier 484 : inventaires et états des biens, titres

[116] Délibération du département de l'Aisne sans les tableaux. Départements non représentés : Ardèche, Aube à Bouches-du-Rhône, Cher, Corse, Dordogne, Doubs, Finistère, Haute-Garonne, Gers, Ille-et-Vilaine, Indre-et-Loire à Jura, Loir-et-Cher, Haute-Loire, Lot, Lozère à Marne, Meurthe, Nièvre, Nord, Orne, Paris, Basses-Pyrénées, Pyrénées-Orientales à Haut-Rhin, Haute-Saône, Seine-et-Marne à Var et Yonne.

[117] Départements non représentés : Aisne, Basses-Alpes, Ardèche à Aube, Aveyron, Calvados, Cher, Eure, Gers, Ille-et-Vilaine, Isère, Loir-et-Cher, Haute-Loire, Lot à Manche, Meurthe, Nièvre, Basses-Pyrénées, Rhône-et-Loire, Saône-et-Loire à Tarn, Vendée, Vienne et Yonne. Le département de Paris est représenté.

et meubles de la Visitation de La Flèche, du prieuré Saint-Jean de Pierrefeu [-du-Var] et de biens ecclésiastiques à Maisoncelles[-en-Brie] (Seine-et-Marne)

31, dossier 485 : traitement des membres du chapitre de Notre-Dame des Accoules et de celui de Saint-Martin de Marseille ; dossier 486 : réclamations des chanoines du chapitre de Foix et titres à l'appui ; dossiers 487 et 488 : rentes sur le clergé, paiement, réclamations ; dossiers 489 à 491 : créances sur les ecclésiastiques et les maisons religieuses, réclamations ; dossier 492 : vérification des créances sur les biens du clergé dans l'Ain (mai-août 1791) ; dossier 493 : réclamations sur des biens d'ecclésiastiques français situés à l'étranger ; dossier 494 : pensions demandées par des religieux et religieuses, frères lais et donnés ; dossiers 495 à 498 : adresses anonymes sur les décrets sur le clergé et la suppression des ordres religieux.

D/XIX/32 à 41, dossier 644. Déclarations par des ecclésiastiques de titres et pensions en deux séries dans l'ordre alphabétique des titulaires: Paris et autres départements (1790).

32 à 34 : Paris, A à F, G à N, O à Z et supplément ; 35 à 40: autres, A et B, C à D (début), D (fin) à G (début), G (fin) à O, P à S et T à Z.

D/XIX/41 (fin) et 42. Déclarations collectives de titres ou de pensions, extraits de registres de municipalités (1790).

41 (fin) : Alençon, Ambert, Auch, Aurillac, Avallon, Baume-les-Dames, Belley, Belmont [-sur-Rance], Besse-en-Chandesse (auj. : Besse-et-Saint-Anastaise), Béthune, Bordeaux, Bourbon-l'Archambault, Bouzonville, Canehan, Chartres, Chénelette, Choisy-le-Roi, Compiègne, Corbeil[-Essonnes], Crépy-en-Valois, Darney, Die, Ébreuil, Entraygues[-sur-Truyère], Ferrette, Fismes, Gaillac, Gannat, Gap, Giey-sur-Aujon, Herbignac, La Chapelle-Launay, La Chaulme, Lassay [-les-Châteaux], Lautrec, Lédergues, Le Mans, Lezoux, Limoges, Lunéville, Lyon, Mâcon, Marcillac[-Vallon], « Mauléon », Moissac, « Montreuil », Mur-de-Barrez, « Nesle », Neufchâteau, Orléans.

42 : Paray[-sous-Briailles], Poissy, Poncin, Pont-de-Camarès (commune de Camarès), Le Port (Ariège), Pouzol (Haute-Loire, auj. : commune de Saint-Bérain), Le Puy[-en-Velay], Réquista, Rethel, « Rochefort », Rodez, Romans[-sur-Isère], Roussillon (Isère), Saint-Affrique, Saint-Astier (Dordogne), Saint-Cloud, Saint-Denis (alors : département de Paris), Saint-Julien-de-Lampon, Saint-Mihiel, Saint-Omer (Pas-de-Calais), Saint-Sernin[-sur-Rance], Saintes, Salies-du-Salat, Salins[-les-Bains], Salvagnac [-Cajarc], Sarlat[-la-Canéda], Sedan, Séverac-le-Château, Sézanne, Sournia, Strasbourg, Tain[-l'Hermitage], Vabres, Valence, Valognes, Verdun, Vianne, Vieux (Tarn), Villefranche[-d'Allier], Vitry-le-François, Wissembourg ; déclarations de bénéfices dans les Hautes-Alpes et l'Isère ; lettres d'envoi de déclarations de bénéfices par des directoires de départements.

D/XIX/43. Accusés de réception par des districts et des municipalités d'une circulaire du comité sur la perception de la dîme et l'administration des biens nationaux (juillet 1790).

D/XIX/44. Mélanges (août 1789-août 1791).

Minutes de lettres du comité (novembre 1789-mars 1790) ; état de dossiers remis par Aubert, directeur des bureaux du comité à Amelot de Chaillou, commissaire près la caisse de l'extraordinaire (s.d.) ; déclaration des biens des religieuses de Picpus (août 1789) ; minutes de lettres du comité aux administrateurs du bureau de l'Agence des domaines de Paris (avril 1790-mars 1791) ; lettres du procureur syndic du département de Paris sur le serment des ecclésiastiques et état des assermentés et insermentés du district de Saint-Denis (juillet-août 1791) ; projets particuliers des curés de Gellainville et de la paroisse Saint-Maurice de Montereau-fault-Yonne (janvier 1791 et mai 1790).

D/XIX/45. Pensions, prestations de serment et suppressions de paroisses, réclamations, pétitions d'administrations et de particuliers renvoyées au comité provenant des départements suivants : Aisne, Cher, Côtes-du-Nord, Creuse, Ille-et-Vilaine, Indre, Indre-et-Loire, Jura, Loire-Inférieure, Loiret, Mayenne, Morbihan, Nord, Paris, Hautes-Pyrénées, Haut-Rhin, Rhône-et-Loire, Saône-et-Loire, Seine-Inférieure, Deux-Sèvres, Vienne et Haute-Vienne (1789-1791) ; listes d'administrations de départements et de districts et nomenclatures de municipalités et de maisons religieuses envoyées par les départements suivants : Ain à Doubs, Eure, Eure-et-Loir, Loiret, Manche, Mayenne, Haut-Rhin et Vosges (s.d.).

D/XIX/46 à 98. Lettres, adresses, suppliques, délibérations des municipalités envoyées au Comité ecclésiastique, correspondance et pièces diverses relatives aux affaires ecclésiastiques et servant de pièces jointes aux feuilles de travail du comité dont elles portent le numéro d'enregistrement.

46 à 89 : pièces jointes aux feuilles de travail 1 à 736 ; 90 à 92: demandes de traitements de musiciens et d'officiers attachés à des chapitres et églises, pièces jointes aux feuilles de travail 737 à 802 ; 93 à 98 : affaires ecclésiastiques par ordre de départements, pièces jointes aux feuilles de travail 803 à 874 (93 : Ain à Basses-Alpes et Ardennes à Côte-d'Or ; 94 : Creuse à Eure-et-Loir et Gard à Gironde[118] ; 95 : Hérault à Indre-et-Loire, Jura à Loir-et-Cher, Loiret et Lot ; 96 : Lot-et-Garonne à

[118] Pour la Drôme : une seule pièce, sur le district d'Orange, qui était en réalité dans les Bouches-du-Rhône avant la création du département de Vaucluse en 1793.

Haute-Marne, Meurthe à Morbihan et Nièvre à Haut-Rhin ; 97 : Rhône-et-Loire, Haute-Saône, Sarthe à Vendée, Haute-Vienne et Vosges ; 98 : Yonne).

D/XIX/99 à 103 (début). Feuilles de travail du Comité ecclésiastique comprenant l'analyse des pièces contenues dans les cartons D/XIX/46 à 98.

D/XIX/103 (fin). Mélanges et ancien article D/XXI, « Comité des dîmes ».

Réclamations des imprimeurs diocésains et avis des évêques constitutionnels sur la conservation des anciennes liturgies (s.d.) ; transfert de vases sacrés et linges d'autels d'églises supprimées aux églises conservées : Aveyron, Côte-d'Or, Doubs, Eure-et-Loir, Haute-Garonne, Jura, Haute-Marne, Mayenne, Nièvre, Paris, pas-de-Calais, Hautes-Pyrénées, Pyrénées-Orientales, Haut-Rhin, Vosges et Yonne (1791) ; réclamation du clergé contre la déclaration du 12 mai 1782 sur les actes de baptême et rapport sur les actes de catholicité dans les bailliages de Bar-sur-Seine et de Troyes tendant à réformer l'arrêt du parlement de Paris du 14 juillet 1784 (s.d.) ; adresses à l'Assemblée : du recteur du collège de Vitry [-le-François], d'un abbé de Toulouse, des religieuses de Saint-Jean-le-Grand d'Autun, des franciscaines de Grandvilliers, Oise (février 1790-janvier 1792).

Ancien article D/XXI, « Comité des dîmes » (4 pièces) : conflit entre le parlement de Rouen et le clergé de Normandie sur les dîmes (1788) ; mémoire du clergé sur la perception des dîmes en Dauphiné et Provence (1782) ; adresse du nommé Laguiche, de "Saillant", demandant à l'Assemblée un brevet garantissant l'indemnité à lui due pour le rachat de ses dîmes inféodées sises à Charolles (mars 1791).

Registres

D/*XIX/1 à 10. Enregistrement des pièces adressées au comité, de correspondance du comité avec les départements (1790-1791).

D/*XIX/11. Analyses des pétitions adressées à l'Assemblée nationale et renvoyées au Comité ecclésiastique, relatives aux circonscriptions de paroisses (1792).

D/XIX/12. " *Première partie*" de l'inventaire des papiers du Comité ecclésiastique remis aux Archives nationales en exécution du décret du 27 décembre 1791.

D/XX. GARDE-MEUBLE

En 1791 furent versés, avec les papiers des comités, quelques inventaires provenant de l'administration du garde-meuble, qui se trouvent maintenant dans K/527-528, KK/361 à 373. D'autres papiers du garde-meuble sont conservés dans la série C.

D/XXI. « COMITÉ » DES DÎMES

Simple section du Comité ecclésiastique de la Constituante. Les quatre pièces qui composaient cette série du cadre de classement ont été ajoutées en 1944 à la sous-série D/XIX, Comité ecclésiastique (fin du carton D/XIX/103).

D/XXII

Comité d'aliénation des domaines nationaux

Intitulé : COMITÉ D'ALIÉNATION DES DOMAINES NATIONAUX.
Niveau de classement : sous-série du cadre de classement.
Dates extrêmes : 1790-1793.
Importance matérielle : 1 m.l. (2 articles).
Conditions d'accès : librement communicable, sous réserve des restrictions imposées par l'état matériel des documents.

Noms des producteurs :
Comité d'aliénation des domaines nationaux de la Constituante.

Histoire des producteurs :
Comité de la Constituante dit aussi d'administration des biens ecclésiastiques et d'aliénation, dont les attributions passèrent à la caisse l'extraordinaire et aux comités des finances de la Législative et de la Convention.

Histoire de la conservation :
À la fin de la Constituante, une partie des papiers de ce comité fut remise à la caisse l'extraordinaire, dont les dossiers passèrent ensuite au ministère des Finances et disparurent dans l'incendie des archives de ce ministère en 1871.
Le reste fut versé aux Archives nationales comme affaires terminées en vertu du décret du 26 août 1791. La majeure partie cependant ne fut pas intégrée à la série D, mais à la série Q (Domaines) du cadre de classement de Camus et constitue depuis lors la quasi-totalité de la sous-série Q/2 (biens nationaux et affaires domaniales) : ce sont les soumissions faites par les municipalités pour acquérir les biens nationaux qu'elles pourraient revendre aux particuliers (en vertu du décret du 17 mars 1790), ainsi que les états de ventes à ces municipalités et les minutes des décrets, ces dernières étant de nos jours dans C/46 à 81.
Les quelques éléments restants constituent les deux articles de la sous-série.

Présentation du contenu :
Les numéros de dossiers originels ont été conservés lors de la constitution des deux cartons.
La sous-série D/XXII comprend quelques dossiers se rapportant à l'ordre intérieur du comité, sa correspondance, ses décisions et quelques pièces plus récentes ajoutées à des dates indéterminées, dont des procès-verbaux sur la fonte des objets précieux d'argenterie provenant des églises envoyés à la Monnaie en 1791-1792.

Instruments de recherche : Voir l'*État des inventaires.*

Sources complémentaires :
- Aux Archives nationales (Paris) :

- Autre(s) partie(s) du même fonds :
- sous-série Q/2 (biens nationaux et affaires domaniales).
- sous-série F/17 (Instruction publique) : F/17/1167 : Comités ecclésiastique et d'aliénation réunis, relevés de déclarations reçues par les municipalités dans les maisons religieuses en exécution du décret du 20 mars 1790 principalement sur les bibliothèques, archives et collections de ces maisons (1790-1791) ; F/17/1168 à 1179 B : catalogues, adressés par les municipalités, de bibliothèques d'établissements religieux et parfois états de leurs biens et de leurs personnels (1790-1791) ; F/17/1237 (en partie) : Comités ecclésiastique et d'aliénation réunis, état alphabétique de communautés religieuses dans les départements (1790).

- Archives d'autres producteurs en relation :
- sous-série D/VI (Comité des finances), notamment : D/VI/58 à 63.
- sous-série D/XIX (Comité ecclésiastique).
- sous-série F/19 (Cultes), F/19/398 à 481/5 : affaires du culte, série départementale (1789-1838), groupe présumé provenir en partie du Comité ecclésiastique et des Comités ecclésiastique et d'aliénation réunis ; F/19/597 à 611/5 : inventaires des biens meubles et immeubles des communautés religieuses envoyés par les municipalités au Comité ecclésiastique, série départementale (1790) ; F/19/611/6 : déclarations de pensions, argenterie, et

quelques déclarations de revenus et propriétés de maisons ecclésiastiques, déclarations de bénéfices (1790-an III) ; F/19/611/7 et 612/1 et 2 : argenterie des églises (1789-an II).

- Sources complémentaires sur le plan documentaire :

- série E (Conseil du Roi d'Ancien Régime), E/3629 : loi sur la vente des biens nationaux (1791-1793).
- série H (administrations locales et comptabilités diverses d'Ancien Régime), sous-série H/2 (bureau de la ville de Paris), H/2/ 2176 (en partie) : biens nationaux de Paris (1791-1796) ; H/2/2178 et 2179 : comptabilité de la commission des biens nationaux (1790-1791).

Sources de la notice :

- *Les Archives nationales. État général des fonds* (tome II), publié sous la direction de Jean Favier, directeur général des Archives de France, 1978.
- Inventaire manuscrit par H. de Curzon (1895).

Date de la notice : 2007.

Auteurs de la notice : Pierre-Dominique Cheynet (Marie-Élisabeth Antoine).

Répertoire de la sous-série D/XXII[119]

Cartons

D/XXII/1 Dossier 1 : états du produit des ventes domaniales faites dans les départements (1790-1791) ; dossiers 2 et 3 : attributions du Comité d'aliénation et domaines (1790-1791), règlements, ordre de travail et personnel du comité (août-septembre 1790) ; dossiers 4 et 5 : instructions aux municipalités sur les formalités à observer pour la vente des biens nationaux (1790-1791), circulaires imprimées demandant aux départements les états des noms de paroisses et des bureaux de poste (octobre 1790) ; dossiers 6 et 7 : correspondance du comité et du même réuni à celui d'administration des biens ecclésiastiques avec les administrateurs des biens nationaux au bureau de l'Agence générale à l'Hôtel de Ville (1790-1791) ; dossier 8 : arrêtés des mêmes comités réunis sur la conservation des effets mobiliers des biens nationaux et projet de création de bibliothèques avec les fonds des maisons ecclésiastiques, dont état et totaux des volumes des bibliothèques des maisons d'hommes et de femmes du département de Paris et état des bibliothèques des 83 départements avec relevés d'imprimés, manuscrits, liasses de titres et cabinets des médailles (octobre 1790) ; dossier 9 : liste très sommaire de dossiers du comité remis à Amelot de Chaillou, commissaire de la caisse l'extraordinaire (29 septembre 1791) ; dossier 10 : procès-verbaux par Camus et Creuzé de La Touche de la fonte d'objets précieux d'argenterie provenant des églises envoyés à la Monnaie (1791-1792).

D/XXII/2 Dossier 11 : récépissés de décrets d'aliénation de domaines nationaux adressés par le ministre de la Justice à Amelot, administrateur des Domaines, et bordereaux des opérations (1792-1793) ; dossier 12 : procès-verbaux, états d'opérations et estimations à Châteauroux, Dijon, Douai : états imprimés des produits généraux, Fougères, Laon, Louhans, Nîmes, Orléans, Paris, Saint-Omer, Soissons et Tours (1790-1791) ; dossier 13 : adresses et pétitions remises au comité, dont projet de fouilles à Bavay (1790-1791) ; dossier 14 : notes et récépissés par le bureau du comité (septembre 1791).

[119] **Répertoire rédigé à partir de l'inventaire détaillé de la sous-série afin d'améliorer l'accès au fonds. On n'a pas contrôlé la pertinence des analyses avec le contenu actuel des articles décrits.**

D/XXIII

Comité diplomatique

Intitulé : COMITÉ DIPLOMATIQUE.
Niveau de classement : sous-série du cadre de classement.
Dates extrêmes : 1790-1792 (ponctuellement : 1773-1780).
Importance matérielle : 1 m.l. (2 articles).
Conditions d'accès : librement communicable, sous réserve des restrictions imposées par l'état matériel des documents.

Noms des producteurs :
Producteur théorique : Comité diplomatique de la Constituante, de la Législative et de la Convention.
Producteur réel : Archives nationales (des assemblées).

Histoire des producteurs :
Le Comité diplomatique ayant existé sous les trois assemblées n'a pas versé ses dossiers aux archives des assemblées. Après le 31 mai et le 2 juin 1793, la plupart de ses membres girondins arrêtés, le Comité diplomatique n'exista plus, de fait puis en réalité, dès le 13 juin, lorsque la section diplomatique du Comité de salut public remanié prit en main les relations extérieures et les garda jusqu'à la fin de la session de la Convention.

Histoire de la conservation :
Cette sous-série a été constituée par les Archives nationales (service des archives des assemblées) suivant le cadre de classement thématique des papiers des assemblées avec des pièces de diverses provenances se rapportant plus ou moins directement à la nature des activités du comité.

Présentation du contenu :
La sous-série comprend deux liasses, provenant de la série C, de correspondance de la division du contentieux des affaires politiques du ministère des Affaires étrangères sous Dumouriez et à lui adressée du 14 août 1791 au 12 mars 1792. Certaines de ces pièces avaient été communiquées au Comité diplomatique.
S'y trouve également un dossier de lettres et dépêches des ministres des Affaires étrangères Lebrun et Montmorin sur les affaires de Bâle.

Instruments de recherche : Voir l'*État des inventaires.*

Sources complémentaires :
On peut supposer que les Archives du ministère des Affaires étrangères sont susceptibles de conserver des documents provenant du Comité diplomatique qui auraient été dévolus au ministère au début du Directoire.
Aux Archives nationales (Paris) :

- Autre(s) partie(s) du même fonds:
- sous-série F/7 (Police générale), groupe du Comité de sûreté générale : F/7/4390/2 en partie(1746-1793) ; F/7/4395 : registres des procès-verbaux du Comité diplomatique de la Législative (octobre 1791-juillet 1792), registres d'enregistrement des pièces reçues par le comité (1791-1793) ; F/7/4396 à 4402 : dossiers du comité (1790-an II) : cet ensemble représente sans doute les dossiers repris par la section diplomatique du Comité de salut public.

- Sources complémentaires sur le plan documentaire:
- sous-série D/XIV (Comité d'Agriculture et de Commerce) : D/XIV/13, dossier 93, réclamations diplomatiques : évêques de Bâle et Spire, Électeur de Trèves, duc de Wurtemberg (février-avril 1790).
- série AF (archives du pouvoir exécutif), sous-série AF/I (régime royal constitutionnel), AF/I/1 et 2, AF*/I/2 à C : garde constitutionnelle du Roi (1791-1792).
- sous-série AF/II (Conseil exécutif provisoire, Convention, Comité de salut public) : AF/II/7, plaquette 41 : rapports du ministre des affaires étrangères et pièces diverses du Conseil exécutif provisoire (août 1793-germinal an II) ; AF/II/63 et 64 : Comité de salut public, relations extérieures (1792-an IV).

- sous-série AF/III (Directoire exécutif) : AF/III/52 à 90, Relations extérieures : une partie des pièces de ce groupe documentaire remonte à 1790 et est donc susceptible de provenir du comité ou d'être en rapport étroit avec ses attributions ; AF/III/103/B, dossier 464 (en partie) : pièces provenant du Comité diplomatique de la Constituante et de celui de la Législative sur la négociation du traité de commerce avec la République de Mulhouse (1790-1792).

Sources de la notice :
- *Les Archives nationales. État général des fonds* (tome II), publié sous la direction de Jean Favier, directeur général des Archives de France, 1978.
- Inventaire manuscrit par H. de Curzon (1895) révisé par H. Stein (1913).

Date de la notice : 2007.

Auteurs de la notice Pierre-Dominique Cheynet (Marie-Élisabeth Antoine).

Répertoire de la sous-série D/XXIII[120]

Cartons

D/XXIII/1. Dossier 1 : Comité diplomatique, notes et lettres du ministre des Affaires étrangères à l'Assemblée et au comité (avril-mai 1792).
Dossiers 2 à 28 : correspondance politique de Dumouriez, ministre des Affaires étrangères d'août 1791 à juin 1792 (correspondance adressée aux ambassadeurs et autres) classée par pays : Espagne, Naples, Autriche, Bavière, Danemark, Angleterre, dont dossier envoyé par le ministre au comité sur un transport de 200 nègres rebelles de Saint-Domingue vers les établissements britanniques de la baie de Honduras, Hollande, Pologne, Portugal, Prusse, Russie, Piémont-Sardaigne, dont : arrestation du ministre plénipotentiaire français Sémonville à Alexandrie par le gouvernement sarde, dénonciation d'armements faits à Nice et dans la principauté de Monaco et par des habitants d'Allevard de ceux faits en Savoie, Saxe, Suède, Turquie, Wurtemberg, Florence, Mayence, Dantzig, Trèves, Cologne, diète de Ratisbonne, Suisse, république de Genève, principauté de Montbéliard, république de Mulhouse, Malte (1791-1792).

D/XXIII/2. Dossier 29 : correspondance de la division du contentieux politique sous le ministère Dumouriez, dont indemnités au prince de Monaco et à des nobles d'Empire possessionnés en Alsace et en Lorraine, séquestre de biens d'établissements religieux français supprimés situés dans les Pays-Bas autrichiens et en Roussillon (1792).
Dossier 30, mélanges : convention entre le Roi et la République de Mulhouse (septembre 1791) ; copies de dépêches de Bourgoing, ministre plénipotentiaire français en Espagne, sur les projets hostiles de ce pays (août-septembre 1792) ; adresse de députés de la ville de Namur demandant sa réunion à la France (s.d.) ; relations avec la république suisse de Fribourg (1790) ; garde suisse du Roi et régiment suisse de Châteauvieux (août 1791-août 1792) et extraits des traités de 1777 entre la Confédération helvétique et la France sur la protection réciproque de leurs sujets.
Dossier 31, correspondance des généraux français avec le ministre des Affaires étrangères : Brune (réunion de Gand, prise de Breda, adhésion de Louvain à la République, février-mars 1793) ; Dampierre (nomination du maire d'Aix-la-Chapelle, janvier-février 1793) ; Kellermann (Chépy recommandé comme commissaire national pour le département du Mont-Blanc, juin 1793) ; Moréton-Chabrillant (situation et assemblées primaires de Bruxelles, demande de maintien de Chépy dans cette ville, janvier-février 1793) ; O'Moran (réunion de Tournai à la France, éloge de Sta, procureur syndic du district de Lille chargé des fonctions de commissaire en Belgique, novembre 1792-mars 1793).
Dossier 32 : affaires de Bâle et Porrentruy (1791).
Dossier 33, affaires maritimes : prise d'un chasse-marée de Lorient sur les côtes espagnoles ; armement naval français ; prise de deux corsaires barbaresques près de Bastia ; adresse de négociants du Caire (1790-1791).
Dossiers 34 et 35 : lettres, adresses et mémoires envoyés au comité, dont : vœu des assemblées générales d'Avignon et des Bouches-du-Rhône pour la réunion d'Avignon à la France

[120] **Répertoire rédigé à partir de l'inventaire détaillé de la sous-série afin d'améliorer l'accès au fonds. On n'a pas contrôlé la pertinence des analyses avec le contenu actuel des articles décrits.**

(octobre-novembre 1790), demande de protection des français propriétaires fonciers dans le duché de Bouillon (s.d.), adresse des amis de la Constitution de Lisieux pour le rachat des captifs enlevés par des pirates africains (juin 1791), protestation des citoyens électeurs du département du Bas-Rhin contre les arrestations arbitraires d'habitants de Strasbourg sur la rive droite du Rhin (septembre 1791), demandes de passeport (octobre 1790-novembre 1791).

D/XXIV

Comité d'Avignon

Intitulé : **Comité d'Avignon.**
Niveau de classement : sous-série du cadre de classement.
Dates extrêmes :1790-1792.
Importance matérielle : 1 m.l. (3 articles).
Conditions d'accès : librement communicable, sous réserve des restrictions imposées par l'état matériel des documents. Fonds entièrement microfilmé communicable sous cette forme.

Noms des producteurs :
Comité d'Avignon de la Constituante.

Histoire des producteurs :
À la suite des événements survenus à Avignon et dans le Comtat Venaissin, alors partie des États pontificaux, l'Assemblée décréta le 17 juillet 1790 la nomination d'un comité de six membres chargés de l'examen de cette affaire. Ce comité prépara la réunion du Comtat à la France puis organisa avec les Comités diplomatique et de constitution l'établissement des pouvoirs constitués dans ces territoires. Après un plébiscite, ceux-ci furent annexés à la France le 12 septembre 1791, ce qui mit un terme au fonctionnement du comité.

Histoire de la conservation :
Versement aux Archives nationales (de l'Assemblée) en 1791, complété de quelques pièces renvoyées aux Comités des pétitions et de surveillance, qui s'occupaient aussi des affaires d'Avignon.

Présentation du contenu :
La sous-série regroupe l'essentiel des dossiers du Comité d'Avignon et des Comités des pétitions et de surveillance sur les troubles du Comtat Venaissin jusqu'à son rattachement à la France.

Instruments de recherche : Voir l'*État des inventaires.*

Sources complémentaires :
Pour mémoire : archives du ministère des Affaires étrangères ; Archives départementales de Vaucluse ; archives du Vatican.
Aux Archives nationales (Paris) :

- Archives d'autres producteurs en relation :

- sous-série D/III (Comité de législation) : les cartons D/III/ 29 à 31 : Bouches-du-Rhône, 70 à 72 : Drôme, et 292 et 293 : Vaucluse sont susceptibles de concerner en partie les affaires d'Avignon et du Comtat Venaissin.
- D/XXIII (Comité diplomatique) : dans D/XIII/2, vœu des assemblées générales d'Avignon et des Bouches-du-Rhône pour la réunion d'Avignon à la France (octobre-novembre 1790).

- Sources complémentaires sur le plan documentaire :

- sous-série D/IVbis (Comité de division du territoire) : D/IVbis/75 : états des districts, cantons et municipalités et limites des départements (1790-an III) : Tarn à Vaucluse.
- sous-série BB/16 (ministère de la Justice, division civile) : BB/16/84 (en partie) : rattachement d'Avignon, dont correspondance de l'abbé Mulot (1791).

Sources de la notice :
- *Les Archives nationales. État général des fonds* (tome II), publié sous la direction de Jean Favier, directeur général des Archives de France, 1978.
- Inventaire manuscrit par H. de Curzon (1895).

Date de la notice : 2007.
Auteurs de la notice Pierre-Dominique Cheynet (Marie-Élisabeth Antoine).

Répertoire de la sous-série D/XXIV

Cartons

D/XXIV/1 et 2 dossiers 1 à 17. Délibérations des municipalités du Comtat adhérant au pacte fédératif du 7 février 1791, portant vœu pour la réunion à la France ou pour rester sous la souveraineté du Pape (avril-août 1791) ; rôles des citoyens actifs d'Avignon et du Comtat (mars 1791).

D/XXIV/2, fin et 3. Mémoires, lettres, adresses sur les troubles d'Avignon et du Comtat Venaissin, particulièrement après l'envoi des commissaires des départements des Bouches-du-Rhône et de la Drôme, chargés par la loi du 28 mars 1792 de l'organisation des districts de Vaucluse et de l'Ouvèze (1790-février 1792).

D/XXV

Comité des colonies

Intitulé : COMITÉ DES COLONIES.
Niveau de classement : sous-série du cadre de classement.
Dates extrêmes: 1790-an V.
Importance matérielle : 52 m.l. (131 articles).
Conditions d'accès : librement communicable, sous réserve des restrictions imposées par l'état matériel des documents. Les dix cartons sur la Guadeloupe ont été microfilmés et sont communicables sous cette forme.

Noms des producteurs :
Comité des colonies.

Histoire des producteurs :
À la nouvelle des troubles de Saint-Domingue et de la Martinique, l'Assemblée créa un comité le 2 mars 1790, appellé Comité colonial ou Comité des colonies. Il fonctionna également sous la Législative et la Convention jusqu'au 7 fructidor an II, date à laquelle il fut réuni au Comité de la marine.
Laissant libéralement au départ aux colonies le soin de préparer leur propre constitution par l'intermédiaire des assemblées coloniales, il fut amené, en raison des événements à proposer des mesures coercitives, comme à plusieurs reprises, l'envoi par l'Assemblée de commissaires munis de pleins pouvoirs pour tenter de ramener l'ordre et la tranquillité, de défendre les colonies contre les puissances ennemies, d'y installer le régime révolutionnaire et y faire appliquer l'abolition de l'esclavage.

Histoire de la conservation :
Versement aux Archives nationales en l'an VII. Les affiches imprimées qui formaient les cartons D/XXV/115 et 116 ont été reclassées dans les sous-séries AD/XX/A et B lors de la rédaction de l'inventaire de la sous-série en 1896.

Présentation du contenu :
Les numéros de dossiers originels de 1 à l'infini ont été conservés lors de la constitution des cartons.
Le fonds du comité est particulièrement riche, contenant non seulement le travail du comité proprement dit et les différentes missions envoyées, mais aussi, avec la correspondance du ministre de la Marine touchant ces colonies, les opérations des commandants des forces de terre et de mer, les papiers des gouverneurs, ceux des assemblées coloniales et populaires, des municipalités pour Saint-Domingue, que les 85 premiers articles concernent presque exclusivement, la Jamaïque, la Martinique, la Guadeloupe, la Désirade, Tabago, Sainte-Lucie, Marie-Galante, la Guyane française, enfin les dossiers de colons détenus dans les prisons, les travaux de la Société des colons de l'Hôtel Massiac et l'affaire des colonies à la Convention en l'an III.
Du fait des événements, un grand nombre de colons des Antilles françaises se réfugièrent aux États-Unis lors de l'occupation des possessions françaises par les armées coalisées : la sous-série comprend donc de nombreux dossiers sur les séjours des colons français dans ce pays, notamment des correspondances de l'ambassadeur français Genêt.
Quelques pièces proviennent de la commission des colonies du Conseil des Cinq-Cents en l'an IV et en l'an V.

Instruments de recherche : Voir l'*État des inventaires.*

Sources complémentaires :
Pour mémoire, Service historique de la Défense, Marine ; Archives nationales d'outre-mer : séries Colonies. Les fonds du service des archives et de la documentation du ministère des Affaires étrangères sur les États-Unis peuvent également renfermer des dossiers sur l'histoire des colons français pendant la période.
Aux Archives nationales (Paris) :
- Autre(s) partie(s) du même fonds:
- sous-série D/XVI (Comité de la marine), dont D/XVI/1, dossier 3 : demande d'audience à l'Assemblée par les commissaires des colons de Saint-Domingue (avril 1791) et délibération des Comités de constitution, de la marine, de l'agriculture et du commerce réunis sur la situation des colonies (septembre 1791) ; D/XVI/3, dossier

31 : correspondance des ministres sur les événements des colonies (1791-1793) ; D* XVI 5 : journal des travaux et délibérations du Comité colonial (27 octobre 1792-3 septembre 1793), D*/XVI 12 : analyses des pièces renvoyées au Comité colonial (juillet 1792-septembre 1793).

- Sources complémentaires sur le plan documentaire :

- série AF (pouvoir exécutif, Révolution et Empire), sous-série AF/II (Conseil exécutif provisoire et Convention, Comité de salut public) : AF/II/302 et 303 : Colonies (1793-an IV).
- sous-série D/XXIX (Comité des rapports) : D/XXIX/95 à 97, affaires des colonies (1789-1791).
- une partie des dossiers de la commission des colonies des Cinq-Cents sur les élections de l'an IV et de l'an VI de Saint-Domingue qui fait suite aux dossiers de D/XXV est conservée dans la sous-série AF/III (Directoire exécutif) : AF/III/100, dossier 441.

Sources de la notice :

- *Les Archives nationales. État général des fonds* (tome II), publié sous la direction de Jean Favier, directeur général des Archives de France, 1978.
- Inventaire par H. de Curzon (1895).

Date de la notice : 2007.

Auteurs de la notice : Pierre-Dominique Cheynet (Marie-Élisabeth Antoine).

Répertoire de la sous-série D/XXV[121]

Cartons

D/XXV/1 à 112. Îles sous le Vent et Saint-Domingue.

D/XXV/1 à 3. Mission de Mirbeck, Roume et Saint-Léger, commissaires délégués aux îles sous le Vent (à Saint-Domingue) suivant les lois des 11 février et 28 septembre 1791 (novembre 1791-septembre 1792 ; ponctuellement : 1790-an IV).

1, dossier 1 : copies de lettres des commissaires annonçant leur arrivée, registres de leurs délibérations (novembre 1791-avril 1792) : 1 (fin) à 2, dossier 22 : pièces à l'appui des dépêches des commissaires classées dans l'ordre chronologique (décembre 1791-février 1792 et mars-septembre 1792); 2, dossiers 23 et 24 : *idem*, pièces justificatives de la conduite de Roume et de Rouxel de Blanchelande et imprimés ; 3, dossier 25 à 29 : *idem*, pièces justificatives de la conduite de Saint-Léger ; dossiers 30 et 31 : proclamation du Roi, décrets imprimés (mars 1790-juin 1792), mémoires et justificatifs de Roume et Saint-Léger après leur retour en France (1793-an IV).

D/XXV/4 à 44. Mission de Polverel, Ailhaud et Sonthonax, commissaires délégués aux îles sous le Vent (à Saint-Domingue) suivant la loi du 4 avril 1792 (1792-an III).

4, dossier 32 : instructions royales aux commissaires, installation à leur arrivée et correspondance envoyée par les bateaux qui les avaient amenés (août-septembre 1792) ; dossier 33 : clergé (1792) ; 4 (fin) et 5 : lettres, arrêtés et pièces justificatives des opérations des commissaires (octobre-novembre 1792 et décembre 1792-octobre 1793).

6, dossier 54 : instructions sur des prévenus (novembre 1793-février 1794) ; dossiers 55 à 57 : lettres adressées aux commissaires (février 1794).

6 (fin) : correspondance de Gênet, ambassadeur de France aux États-Unis, avec New-York et Philadelphie, avec les commissaires civils aux îles sous le Vent, avec des déportés et réfugiés et avec des consuls des États-Unis, mémoires sur les conspirations des déportés de Saint-Domingue et leurs rapports avec les États-Unis, conduite du général Galbaud aux États-Unis et au Canada (1793-an III).

7, dossiers 61 à 69 : minutes d'arrêtés et d'ordres de la commission civile dans la partie nord de Saint-Domingue (juin-juillet 1793) ; 7 (fin) et 8 : minutes d'arrêtés et d'ordres de la commission civile (juillet-août 1793 et janvier-juin 1794).

9 et 10 : proclamations et ordonnances manuscrites et imprimées des commissaires (septembre 1792-juillet 1793 et août 1793-mai 1794) ; 10, dossier 101 : décrets et lois imprimés des assemblées (1792-1794).

11, dossier 102 : partie de la correspondance des commissaires civils sur les événements de décembre 1792 (avril 1792-septembre 1793) ; dossier 103 : lettres des ministres de la Marine aux commissaires (juin 1792-février 1793) ; dossiers 104 à 106 : lettres des commissaires à la Convention et aux ministres de la Marine (décembre 1792-janvier 1793) ; dossiers 107 à 109 : lettres de Gênet, ambassadeur de France aux États-Unis, et de consuls français aux commissaires (novembre 1792-septembre 1793).

12, dossiers 110 à 116 : correspondance des commissaires entre eux (octobre 1792-1794) ; dossier 117 : correspondance des commandants espagnols et traductions espagnoles de lettres et proclama-

[121] **Répertoire rédigé à partir de l'inventaire détaillé de la sous-série afin d'améliorer l'accès au fonds. On n'a pas contrôlé la pertinence des analyses avec le contenu actuel des articles décrits.**

tions des commissaires civils (1793) ; dossier 118 : correspondance des chefs des révoltés Jean-François et Biassou (1792-1793) ; dossier 119 : correspondance entre Sonthonax et les commodores anglais (janvier 1794).

13, dossiers 120 à 125 : mémoires, instructions et projets remis aux commissaires civils avant leur départ ; dossiers 126 et 126 *bis* : dossiers et rapports de Polvérel et Sonthonax après leur retour en France (an II-an IV).

14, dossiers 127 à 132 : interrogatoires, déclarations et certificats réunis par les commissaires pour leur enquête sur les auteurs des troubles (octobre 1792-octobre 1793) ; 14 (fin), *idem :* événements de décembre 1792, coalition de Saint-Marc (novembre-décembre 1793), affaire Lisle de Bressoles, capitaine général des citoyens de couleur et autres détenus à Port-au-Prince (octobre 1792-octobre 1793) ; 15, *idem :* troubles de Port-au-Prince et de Jacmel (octobre 1792-juin 1793).

16 et 17, dossiers 159 et 160 : correspondances des délégués de la commission dans l'ouest et le sud de Saint-Domingue, de divers délégués et de fonctionnaires et agents de la commission (1792-1794).

17 (fin) et 18 : correspondance, comptes et pièces justificatives des municipalités (septembre 1792-septembre 1793 et octobre 1793-juin 1794).

19, dossiers 184 et 185 : affaire Bournissien, greffier de la commune du Petit-Trou (1792-1793) ; dossier 186 : dossier sur Galbaud et les événements du 20 juin 1793 (mai-septembre 1793).

19 (fin) à 25, dossier 263 : correspondance de et avec les gouverneurs de la colonie, les commandants des provinces, les commandants militaires, les commandants de navire, les ordonnateurs civils et divers préposés (1792-1794).

25 (fin) à 27, dossier 279 : états et tableaux comptables de préposés, trésoriers et procureurs de communes, états d'ordonnancement, dont : 26, dossiers 269 : mouvement des ports, et 270 : hôpitaux, états de malades et de décès (1792-1794).

27 : prisons (1793-1794) ; 28, dossiers 283 et 284 : poste aux lettres (1789-1793) ; dossiers 285 à 288 : agriculture (1792-1794).

28 (fin) à 30, dossier 306 : affranchissement des noirs, dossiers par ordre alphabétique de localités (septembre-novembre 1793) :

28 : l'Anse-à-Veau ; 29 : Aquin à Saint-Louis ; 30 (début) : Saint-Marc, Tiburon et Torbeck.

30, dossier 307 (en partie) : lettres à Pinchinat, délégué de la commission civile (août-octobre 1793) ; dossiers 308 à 314 : accusés de réception d'arrêtés et proclamations des commissaires (juillet 1793-mars 1794) et interrogatoire de de Jumécourt à la municipalité de Port-au-Prince (février 1793).

31, dossier 315 : gendarmerie (mars 1792-octobre 1793) ; dossier 316 : correspondance reçue de Delpech, délégué dans la partie du sud (avril-septembre 1793)

31 (fin) à 32, dossier 326 : correspondance avec les instructeurs près les cours martiales (août 1793-mars 1794) ; 32 (fin) et 33 : procès de prises de vaisseaux (mai 1793-janvier 1794) ; 34, dossier 341 : procès criminel contre Dejean, capitaine du navire *le Bien-Aimé* de Bordeaux, devant l'amirauté de Port-au-Prince (mai 1794).

34 (fin) à 37, dossier 377 : lettres et pétitions individuelles et demandes de congé adressées aux commissaires :

34: novembre 1792- août 1793 ; 35 : août-21 octobre 1793 ; 36 : 22 octobre 1793-janvier 1794 ; 37 : février-juin 1794.

37 (fin) et 38, dossiers 381 à 383 : lettres de suspects provenant de la Nouvelle-Angleterre, du reste des États-Unis *etc.* et de réfugiés (1792-1794).

38, dossiers 384 à 386 : affaire Larchevesque-Thibault[122], contrôleur de la marine arrêté en janvier 1793 (1790-an II) ; dossier 387 : corvées d'agriculture et de voirie (janvier-février 1794) ; dossiers 388 à 390 : décisions prises par Polverel (mai-novembre 1793) ; dossier 391 : affaires ajournées par les commissaires (août 1793).

39, dossier 392 : papiers trouvés dans un camp de la partie espagnole de l'île en 1793 ; dossier 393-395 : récépissés de pièces retirées des dossiers de la commission des colonies par Sonthonax entre 1793 et l'an III.

39 (fin) à 45 : registres des proclamations et actes des commissaires civils et de leur correspondance (mai 1792-juin 1794) :

39 (fin) : proclamations et actes de Polverel (3 novembre 1792-10 mars 1793, et 20 août 1793-13 mai 1794) et de Polverel et Sonthonax (4 à 8 mai 1793) ; 40 : *idem* de Polverel et Sonthonax (4 mai-31 août 1793) et de Sonthonax (1er septembre 1793-1er juin 1794) ; 41, dossier 404 : *idem* de Polverel (31 juillet 1793-24 mai 1794) ; 41, dossiers 405 et 407 : registres de la correspondance des commissaires, correspondance générale (29 mai 1792-3 mars 1793) ; dossier 406 : *idem* avec le ministre de la Marine (octobre 1792-mars 1794) ; dossier 408 : *idem* avec la Convention (18 juin-30 juillet 1793) ; 42, dossier 409 : *idem* avec la commission intermédiaire (juillet 1793-mai 1794) ; dossier 410 : *idem* avec l'ordonnateur civil et des préposés de l'administration (juin 1793-juin 1794) ; dossiers 411 à 413 : *idem* avec les commandants militaires et les municipalités (mai 1792-mai 1794) ; 43, dossier 414 : *idem* avec Lindet, juge de paix au Cap (décembre 1792-juillet 1793) ; dossier 415 :

[122] Sans doute de la famille du constituant Jean-Baptiste-Gabriel Larchevêque-Thibaud ou Larchevesque-Thibaud.

idem, correspondance générale (juin-juillet 1793) ; dossiers 416 et 417 : *idem* avec les municipalités (juin 1793-mai 1794) ; dossier 418 : *idem* avec des particuliers (juin 1793-mai 1794) ; 44 : registres de la correspondance de Polverel (juillet 1793-février 1794), de Sonthonax (juillet 1793-avril 1794), et registre de correspondance avec divers (mars 1793).

D/XXV/45. Mission de Sonthonax, Le Blanc, Giraud, Roume et Raimond, commissaires délégués aux îles sous le Vent (à Saint-Domingue) en l'an IV (an IV-an V).

Dossier 422 : affaires du Cap-Français, révolte d'Étienne et des noirs (pluviôse-germinal an IV) ; dossiers 423 et 424 : proclamations et correspondance des commissaires (germinal an IV-frimaire an V) ; dossier 425 : lettres au ministre de la Marine et des Colonies sur la révolte dont le général Villatte s'est déclaré le chef (floréal-thermidor an IV) ; dossiers 426 et 427 : correspondance de Roume, agent provisoire dans la partie espagnole de l'île (prairial an IV-vendémiaire an V).

D/XXV/46 à 55, dossier 540. Dossiers sur les opérations des commandants des forces de terre et de mer à Saint-Domingue (1790-an V).

46, dossier 428 : de Peinier, gouverneur général (mai-septembre 1790) ; 46 (fin) à 47, dossier 444 : Rouxel de Blanchelande, lieutenant général (1790-novembre 1792), dont pièces remises à l'Assemblée en vue de son procès au Tribunal révolutionnaire[123] (novembre 1792-juin 1793) ; 47, dossier 445 : Dormenant, adjudant général du gouverneur général d'Esparbès (décembre 1792-avril 1793) ; 47 (fin) à 49 : Galbaud, gouverneur général (1792-an III) et papiers personnels et militaires (1788-1792).

50, dossiers 477 et 477 *bis* : Rochambeau, gouverneur général par intérim (1793-an IV) et lettres de lui (1789-1795) ; dossiers 478 et 479 : La Salle, gouverneur général par intérim (1793-an IV) ; dossiers 480 à 482 : Laveaux, gouverneur (1793-messidor an IV) ; dossiers 483 et 484 : André Rigaud, commandant général de la force armée du département du Sud (1793-an V) ; dossier 485 : Beauvais, Besse, Cambesan, Darty, David, d'Hinnisdæl, Hurvoy, Maugin, Montbrun (Hugues Brisset de Montbrun de Pomarède), Santo-Domingo et Vincent (1793-an V).

50 (fin) à 55, dossier 540 : contre-amiral Cambis, commandant la station de Saint-Domingue (journaux de correspondance avec le ministre de la Marine et des colonies, les commissaires civils, le gouverneur, les officiers, commandants, *etc*., dossiers des bâtiments de la station de Saint-Domingue de 1790 à 1793 : états de situation, de mouvements, journaux de bord, dossiers sur des officiers de marine de la station (1790-an III).

D/XXV/55 (fin) à 58, dossier 574. Correspondance du ministre de la Marine avec les assemblées sur les événements de Saint-Domingue, dossiers de personnes traduites devant le Tribunal révolutionnaire et travaux du Comité de la marine et des Colonies (1790-an V).

55 (fin) : correspondance des ministres (1790-1793) ; 56, dossiers 545 et 546 : *idem* sur des lettres de change sur la colonie (janvier-novembre 1792).

56, dossier 547 : projet de constitution pour les colonies françaises présenté au nom des Comités de constitution, des colonies, de la marine et d'agriculture et commerce réunis (s.d.) ; dossier 548 : réclamations du 2e bataillon du 9e régiment des colonies employé à Saint-Domingue (1792-1793) ; dossiers 549 à 555 : dossiers de personnes traduites au Tribunal révolutionnaire : Julien Raymond, mulâtre créole, Joseph Le Borgne, secrétaire adjoint à la commission civile, François Liégard, capitaine à la suite du 106e régiment, Joseph Serve, déporté de Saint-Domingue, Milcent-Créole et Cambefort avec les commissaires civils Roume et Saint-Léger (1793-an II).

56 (fin) et 57, dossier 559 : arrêtés et pièces renvoyés par le Comité de salut public et le Comité de sûreté générale et par le ministre sur les troubles à Saint-Domingue (1792-an III) ; 57, dossier 558 : adresses à l'Assemblée pour la colonie (1789-1791).

57, dossiers 560 à 565 : arrêtés et procès-verbaux de la commission des colonies (vendémiaire an III-vendémiaire an IV) ; dossiers 565 *bis* et *ter* : correspondance de la commission de la marine et des comités de la Convention, des représentants en mission et des députés de Saint-Domingue avec la commission des colonies (an II-an IV).

57, dossier 566 : copies de messages du Directoire aux Cinq-Cents et extraits de procès-verbaux des Cinq-Cents sur Saint-Domingue[124] (an IV-an V).

57, dossier 567, et 58, dossiers 568 à 571 : inventaires de papiers concernant les colonies : de Polverel et Sonthonax, trouvés dans la maison de la Guerre rue Marc, de Millet, Clausson, Duny et Galbaud, aux archives du Comité de la marine et des colonies, et autres inventaires dressés sur ordre de la commission des colonies (an III).

58, dossiers 572 et 573 : lettres et pièces diverses envoyées par le conseil supérieur de Saint-Domingue au ministre et à l'Assemblée (1790-1791).

58, dossier 574 : interrogatoire et pièces du procès d'Ogé, mulâtre chef des révoltés (1791).

D/XXV/58, dossier 575 à 59, dossier 582. Finances de Saint-Domingue ; "*correspondances étrangères*" (1784-an V).

58, dossier 575 : comptes-rendus imprimés de gestion de Barbé-Marbois, intendant de la colonie, et pièces annexes (1784-1790) ; 59, dossiers 575 à 579 : états comptables (1790-an V) ; dossiers 580 à

[123] Ces pièces ne proviennent pas du fonds du Tribunal révolutionnaire.
[124] Dossiers de la commission des colonies des Cinq- Cents.

582 : correspondances entre Genêt, ambassadeur aux États-Unis, les gouverneurs et ordonnateurs de la colonie, les réfugiés aux États-Unis, des ambassadeurs et officiers de ce pays, et reçues de Fauchet à Philadelphie (1791-an III).

D/XXV/59 (fin) à 64, dossier 649 *bis*. Assemblées coloniales de Saint-Domingue et commission de l'assemblée coloniale à Paris (1790-1794).

59 (fin) à 62, dossier 627 : extraits et minutes de procès-verbaux de l'assemblée générale de la colonie (avril 1790-octobre 1792[125]).

62, dossiers 624 et 625 : correspondance de l'assemblée coloniale et de ses commissaires à Paris avec l'Assemblée nationale et adresses de l'assemblée coloniale au Roi (1791-1792) ; 62 (fin) à 63, dossier 633 : dossiers de la commission de l'assemblée coloniale à Paris (1791-1793).

63, dossiers 634 à 638 : arrêtés, lettres et adresses des assemblées provinciales permanente du nord (1790-1792) et provisoires de l'ouest (1791-1793) et du sud (février 1790-1792).

63, dossier 639, et 64, dossiers 640 à 649 : commission intermédiaire installée par les commissaires civils en remplacement de l'assemblée coloniale, extraits de procès-verbaux (novembre 1792-mai 1794), copies de pièces déposées à ses archives, correspondance des membres de la commission (1792-1794) ; 64, dossier 649 *bis* : répertoire des arrêtés de l'assemblée coloniale du 3 août 1791 au 30 octobre 1793.

D/XXV/64 (fin) à 65, dossier 639. Municipalités : extraits de minutes et pièces diverses déposées à leurs greffes (1790-an V).

64, dossiers 650 à 653 : Port-au-Prince (1790-1792) ; dossier 654 : Le Cap-Français (1790-1793) ; 65, dossier 655 : Les Cayes (1790-an V) ; dossier 656 : Le Doudon (1790) ; dossier 657 : Le Petit-Goave (1790) ; dossiers 658 et 659 : douze autres municipalités par ordre alphabétique (1790-1792).

D/XXV/65 (fin) à 76, dossier 749. Papiers des commissaires des assemblées coloniales : pièces paraphées par eux, dont lettres interceptées et notes adressées par eux au Comité de salut public, papiers personnels.

65, dossiers 660 et 661 : divers commissaires (s.d.) ; 65 (fin) et 66, dossiers 664 et 665 : Bruley et Duny (1790-an III) ; dossiers 666 à 668 : Duny et autres (1791-an II) ; 66 (fin) et 67, dossiers 673 à 680 : Page et Duny (1791-an II) ; dossier 681 : Page, Duny et Millet (1791-1792).

68, dossiers 682 à 685 : Bruley et Page, dont notes au Comité de salut public (1791-an II) ; 68 (fin) et 69, dossier 691 : Verneuil et Duny (1790-an II) ; 69, dossiers 692 et 693 : Clausson et Duny (1792-an III) ; dossiers 694 et 695 : Clausson et Bruley (1793-an II) ; dossiers 696 et 697 : Clausson et Th. Millet, commissaires des colons réfugiés aux États-Unis (1793-an III) ; 69, dossier 698, et 70, dossier 699 : divers commissaires (s.d.).

70, dossiers 700 à 703 : Bruley et Page, lettres reçues, ordre chronologique (janvier 1793-nivôse an II) ; dossier 704 : commissaires divers (an II-an III) ; 70 (fin) et 71, dossiers 707 à 710 : adresses de colons avec ou sans attestation des commissaires, ordre chronologique (janvier-juin 1793 et juin 1793-nivôse an II) ; 71, dossier 711 : Page, papiers personnels (s.d.) ; 71 (fin) : Bruley, papiers personnels (1790-an II).

72 et 73, dossiers 725 à 727 : Legrand, papiers personnels et correspondance (1790-an II) ; 73, dossier 728 : Larchevesque-Thibaud, correspondance (septembre-octobre 1792) ; dossier 729 : mémoires sur les événements par Larchevesque-Thibaud et Th. Millet (s.d.) ; dossiers 730 et 731 : affaires criminelles et papiers divers (an II-an III) ; dossiers 732 et 733 : Duny, commissaire des colons réfugiés aux États-Unis, papiers personnels (1793-1794).

73, dossier 734, 74 et 75 : Tanguy, déporté de Saint-Domingue et commissaire des colons réfugiés aux États-Unis (1791-1793) ; 76, dossier 749 : Millet, Cougnacq-Mion, Chesneau de La Mesgrière, Lebugnet, Lagourgue et de Saint-James, commissaires de l'assemblée générale de Paris, registre de copies de lettres (17 octobre 1791-11 avril 1792).

D/XXV/76, dossiers 750 à 755. Registres de délibérations du bureau de la commission de l'assemblée coloniale provenant des papiers de Bruley et Page (11 juin 1792-14 ventôse an II).

D/XXV/76 (fin) à 78, dossier 768. Pétitions et réclamations de colons détenus (an II-an III).

76 : A à D ; 77 : E à P ; 78 (début) : R à W, pétitions collectives et listes et dénonciations.

D/XXV/78 (fin) à 84, dossier 817/9. Renseignements sur les troubles de Saint-Domingue : relations, lettres, mémoires, pétitions, plaintes ; lettres interceptées (provenant la plupart des États-Unis) envoyées à la commission des colonies (1789-an V).

78 (fin) à 83 : relations, lettres et mémoires :

78 : 1789-novembre 1791 ; 79 : novembre 1791-juin 1792 ; 80 : juillet 1792-ventôse an II ; 81 : ventôse-6 thermidor an II ; 82 : 7 thermidor an II-frimaire an III ; 83 : frimaire-fructidor an III et un dossier de l'an IV à l'an V

84, dossiers 817/1 à 817/5 : lettres interceptées renvoyées à la commission, ordre alphabétique (juillet 1792-ventôse an III) ; dossiers 817/6 à 9 : correspondances de négociants des Antilles fran-

[125] D/XXV/59 : avril à juillet 1791; 60 : août 1791-janvier 1792; 61 (début) : février-octobre 1792 puis doubles et suppléments; 61 (fin) : minutes et pièces déposées (septembre 1791-15 mars 1792); 62 (début) : *idem* (16 mars-septembre 1792 et pièces sans date).

çaises retirés à Londres adressées aux îles sous le Vent, de négociants de Porto adressées à Amsterdam et correspondances anglaises saisies sur le navire *le Blamford* (janvier-mai 1794).

D/XXV/85 à 90. Société des colons réunis à l'hôtel Massiac : procès-verbaux des séances, recettes, dépenses, correspondance (août 1789-an III).

85, dossier 818 : procès-verbaux des séances (août-septembre 1789) ; dossiers 819 à 821 : comptes (1789-1791) ; 85 (fin) à 88 : correspondance de la société, dont comptes-rendus de séance, ordre chronologique (août 1789-an III) ; 89 : registres des procès-verbaux (janvier 1790-février 1792) et comptes (1789-1791) ; 90 : correspondance (1789-1792).

D/XXV/91 à 109. Affaire des colonies à la Convention, procès-verbaux des séances et copies pour impression au *Journal des débats des accusateurs et des accusés dans l'affaire des colonies* (pluviôse-fructidor an III).

D/XXV/110 et 111. Dossiers sur les citoyens de couleur.

110, dossiers 867 et 868 : adresses de citoyens de couleur à l'Assemblée et correspondance des députés des citoyens de couleur à Paris avec l'Assemblée (1791-1792) ; dossiers 869 à 871 : correspondance des citoyens de couleur avec l'assemblée générale et les commissaires civils à Saint-Domingue, avec les chefs de l'armée et entre eux (1790-1792) ; dossiers 872 et 873 : délibérations, arrêtés et actes des municipalités de Saint-Domingue sur le concordat entre les blancs et les citoyens de couleur (1791-1792) ; dossier 874 : renseignements et pièces diverses (novembre-décembre 1791) ; dossier 875 : extraits de lettres et procès-verbaux des assemblées sur la question des hommes de couleur (1792-1793).

110 (fin) à 111, dossier 882 : dossiers d'Ouvière, commissaire député des hommes de couleur auprès de l'Assemblée (1789-1792) ; 111 (fin) : papiers personnels de Brisson, habitant au Limbé (1788-1792).

D/XXV/112 à 115. *Cotes vacantes* (affiches et autres imprimés reclassés dans la sous-série AD/XX).

D/XXV/116 à 131. Autres colonies.

D/XXV/116 à 119. Martinique.

116, dossier 903 : lettres des ministres de la Marine à l'Assemblée (décembre 1790-février 1792) ; dossiers 904 à 907 : correspondance des commissaires civils Lacoste, Montdenoix, Magnytot et Linger et du gouverneur général de Béhague (avril 1791-août 1792) ; dossiers 909 et 910 : correspondance du gouverneur de Damas, journal des troubles (1790-1791).

117, dossier 911, assemblée coloniale : journal des séances des 17, 19 et 20 à 23 juillet 1790, dit à la fin collationné aux originaux et signé par James Eymar ou Eymard, échevin, donnant un texte apparemment résumé à partir de procès-verbaux des séances et muni de notes critiques en marge, et copies des procès-verbaux des séances des 19 à 24 et 26 à 31 juillet et du 2 au 9 août 1790 collationnées par Rigordy, secrétaire, et Pinel, secrétaire adjoint, registre visé à la fin par Moreau de Saint-Méry et Arthur de Dillon, députés de la Martinique à la Constituante (17 juillet-19 août 1790)[126] ; dossier 912 : siège de la Martinique, journal de Rochambeau et pièces relatives (1793-1794) ; dossier 913 : adresses de métropole sur les troubles de la Martinique (1791).

117 (fin) à 119, dossier 931 : événements de la Martinique, lettres, pétitions et rapports (1789-pluviôse an III), dont : 117, dossier 916 : cahier intitulé *Procédure par devant le grand prévôt de la ville de Saint-Pierre* (avril 1790), 118, dossier 921 : révolte des agents militaires de la colonie (1792-1793), dossier 924 : dossier adressé par le comité de police de Saint-Pierre à Le Borgne[127] (mars-juillet 1793), dossier 927 : correspondance entre les consuls de la légation française aux États-Unis et les autorités de la colonie (1794).

119 (fin) : affaires particulières ; déportés ; dénonciations, pièces confisquées au déporté Micoulin (1790-an II).

D/XXV/120 à 129, dossier 1009. Guadeloupe (1780 ; 1790-an III).

120, dossier 939 : correspondance des commissaires du Roi et copies de lettres à eux adressées notamment par l'assemblée coloniale (mars-octobre 1791) ; dossier 940 : assemblée coloniale, adresses à l'Assemblée nationale et cahiers de la colonie (1790-1791) ; dossier 941 : adresses à l'assemblée coloniale et délibérations diverses (octobre 1791-avril 1792) ; dossier 942 : affiches imprimées des délibérations de l'assemblée organisatrice provisoire de la Guadeloupe (pluviôse-germinal an II) ; dossier 943 : correspondance de Gênet, ambassadeur de France aux États-Unis, avec les autorités de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de Sainte-Lucie (s.d.).

120 (fin) : troubles de la Guadeloupe : papiers de Dupucle, commissaire extraordinaire auprès de l'Assemblée nationale, sur la situation de la Guadeloupe, correspondance du gouverneur général Collot et du commandant Lafolie, adresses de municipalités et de particuliers, états de situation militaire, liste de prisonniers (1793 et an III).

[126] Les Archives départementales de la Martinique ont acquis en 2006 en vente publique avec subvention de la direction des archives de France un registre bien plus complet que celui-ci de délibérations de l'assemblée de la colonie de 1790 et 1791.

[127] Claude-Pierre-Joseph Leborgne de Boigne, secrétaire des commissaires civils à Saint-Domingue, par la suite député de Saint-Domingue aux Cinq-Cents ?

121 et 122 (début) : réquisitions, adresses des municipalités (1793-1794).

121 : Pointe-à-Pitre, Basse-Terre, Morne-à-l'Eau, Le Moule, Sainte-Anne, Anse-Bertrand, Baie-Mahault, Saint-François ; 122 (début) : Petit-Bourg, Le Gosier, Port-Louis, Petit-Canal, Sainte-Rose

122, dossiers 967 à 971, et 123, dossiers 972 à 975 : dossiers du gouverneur Collot (122 : registre de correspondance, fortifications, dossier sur le capitaine de vaisseau Millien; 122 (fin) et 123 (début) : dossier sur le chef de bataillon Henry, 1790-an II).

123 (fin) à 125, dossier 992 : troubles, déclarations par les citoyens de la Guadeloupe (an II), actes et délibérations de la municipalité de Basse-Terre (avril 1791-1794), et série de dénonciations et autres pièces par ordre chronologique de 1791 à messidor an III, dont : 124, dossier 983 : volume imprimé de pièces des archives de l'assemblée coloniale rebelle (1792-1793).

125 (fin) à 129, dossier 1009[128] : déportés et papiers des déportés (1790-an III).

125 (fin) : plaintes et listes imprimées (1791-an II) ; 126, dossiers 994 et 995 : dossiers remis par le déporté Joseph Vernier et Guillemin, député extraordinaire de la Guadeloupe (an II-an III) ; dossier 997 : dossier remis par les héritiers d'Augustin Roger, décédé à la Guadeloupe (1789-1793) ; 126 (fin) à 129, dossier 1009 : papiers personnels du colon Pierre-Claude Gerlain depuis 1787 et papier politiques provenant du même dont imprimés depuis 1780 (1780-an II).

D/XXV/129, dossiers 1011 à 1013. Sainte-Lucie : travaux de l'assemblée coloniale, affaires particulières, pétitions (1789-an III).

D/XXV/130, dossiers 1014 à 1017. Guyane : correspondance (1790-an V).

D/XXV/130, dossiers 1018 à 1020. Île de France et île Bourbon.

Dossier 1018 : île de France (1789-1793) ; dossier 1019 : Indes orientales, îles de France et Bourbon : extraits des séances de l'assemblée coloniale, adresses du comité de salut public de ces colonies (an III-an IV) ; dossier 1020 : île Bourbon, dossiers sur l'ancien directeur de comptoir Gourd et l'anglais Campbell, correspondance de Beurnonville (1793-an III).

D/XXV/130, dossiers 1021 à 1023. Marie-Galante : extraits de registres de délibérations et lettres (1791-1793) ; Jamaïque (1790) ; la Désirade : extraits de registres de la municipalité (1793).

D/XXV/131. Tobago (1786-1793).

Dossier 1024 : procès-verbaux manuscrits et imprimés de l'assemblée coloniale (1788-1790) ; dossiers 1025 et 1026 : troubles et événements militaires (1789-an II) ; dossiers 1027 à 1033 : dossiers sur Bosque, de Jobal, Couturier-Duhatton et Fouquet, Alléon-Dulac et Guys, commissaire des guerres (1786-1793).

[128] Le dossier 1010 (un volume imprimé de la *Gazette de la Guadeloupe* de 1810) a été placé dans la sous-série AD/XX.

D/XXVI et D/XXVII

Comité de salubrité
Comités de mendicité puis des secours publics

Intitulés : COMITÉ DE SALUBRITÉ DE LA CONSTITUANTE.
COMITÉ DE MENDICITÉ DE LA CONSTITUANTE PUIS DES SECOURS PUBLICS DE LA LÉGISLATIVE ET DE LA CONVENTION.
Niveau de classement : sous-séries du cadre de classement.
Dates extrêmes : 1789-an IV.
Importance matérielle : 0, 2 m.l. (un article).
Conditions d'accès : librement communicable, sous réserve des restrictions imposées par l'état matériel des documents.

Noms des producteurs :
Les deux rubriques du cadre de classement correspondent en réalité à trois producteurs différents :
- Comité de salubrité de la Constituante ;
- Comité de mendicité de la Constituante ;
- Comité des secours publics de la Législative et de la Convention.

Histoire des producteurs :
Le Comité de salubrité de la Constituante fut créé le 12 septembre 1790 pour s'occuper de l'enseignement et de l'art de guérir, des écoles, hôpitaux et maisons de santé sous le rapport de la salubrité publique.
Le Comité de mendicité de la Constituante fut créé pour assurer la répartition des sommes recueillies pour les indigents à la suite de l'hiver rigoureux de 1789 et pour régler la dette qu'avait contractée l'Assemblée en mettant tous les biens ecclésiastiques à la disposition de la nation. Chargé de proposer les moyens de détruire la mendicité, il étudia en fait toutes les questions relatives au paupérisme à la bienfaisance et aux secours sous toutes leurs formes.
Sous la Législative, ces deux comités furent réunis sous le nom de Comité des secours publics, une partie des attributions du Comité de salubrité de la Constituante, particulièrement l'enseignement de la médecine et l'enseignement des aveugles et sourds-muets, passant au Comité d'instruction publique.
Sous la Convention, le Comité des secours publics fut divisé en trois sections : mendicité, salubrité, secours publics.

Histoire de la conservation :
Sous la Législative, les archives du Comité de salubrité de la Constituante furent reprises en majorité par son successeur, le Comité des secours publics, celui d'instruction publique reprenant ce qui concernait l'enseignement de la médecine et l'enseignement aux aveugles et sourds-muets.
Avant de se dissoudre pour laisser place au régime du Directoire exécutif en l'an IV, la Convention décida que les dossiers de ses comités et de leurs prédécesseurs seraient triés pour que le nouvel exécutif (le Directoire et ses ministres) puisse reprendre la suite des affaires, les dossiers d'affaires terminées devant au contraire entrer aux Archives nationales.
Le fonds du Comité des secours publics fut alors réparti entre le Directoire et le ministère de l'Intérieur. Ont fait partie des archives du Directoire, les registres des procès-verbaux des trois comités, restées aux archives de l'ex-secrétairerie d'État impériale conservées sous l'autorité du ministre de la Justice au palais du Louvre sous la Restauration et la monarchie de Juillet et versées aux Archives nationales en 1849, depuis conservées dans les sous-séries AF*/I et II.
Les dossiers repris par le ministère de l'Intérieur sous le Directoire se trouvent de nos jours dans les sous-séries F/15 (assistance), F/16 (prisons) et F/4 (comptabilité).

Présentation du contenu :
Sous-séries constituées suivant le cadre de classement thématique des papiers des assemblées.
Rien ne prouve que la pièce unique de la sous-série D/XXVI provienne réellement du fonds du Comité de salubrité de la Constituante.

Ce qui se trouve sous la rubrique D/XXVII provient bien des Comités de mendicité et de secours, mais ce sont des épaves, peut-être restées aux Archives nationales lors du tri de l'an IV.

Instruments de recherche : Voir l'*État des inventaires.*

Sources complémentaires :
Aux Archives nationales (Paris) :

- Autre(s) partie(s) du même fonds :

- série AF (pouvoir exécutif, Révolution et Empire), sous-série AF/I (régime royal constitutionnel) : AF*/I/15 : Comité de mendicité de la Constituante, registre des procès-verbaux (2 février 1790-25 septembre 1791) ; AF*/I/23 : Comité de salubrité de la Constituante, registre des procès-verbaux (4 octobre 1790-26 septembre 1791).
- sous-série AF/II (Conseil exécutif provisoire et Convention, Comité de salut public) : AF*/II/39 à 43 : Comité des secours publics de la Législative et de la Convention, registres des procès-verbaux (27 octobre 1791-3 brumaire an IV) et répertoire des procès-verbaux.
- sous-série F/15 (hospices et secours) : F*/15/3 : registre des arrêtés du Comité des secours publics (7 fructidor an II-3 brumaire an IV) ; F/15/101 et 102 : dossiers provenant entre autres du Comité des secours publics sur les hôpitaux, hospices, les secours (1777-1792 et an II-an IV) ; F/15/247 (en partie) : arrêtés du Comité des secours publics sur le département de Paris (an II) ; F/15/1862 : correspondance et pétitions au ministre de l'Intérieur, aux Comités des secours publics et de mendicité, brouillons et notes pour des projets de décrets (1791-an V), organisation des bureaux de la commission des secours publics et du ministère de l'Intérieur (an II-an V) ; F/15/2653 : arrêtés du Comité des secours publics sur des secours (an III-an IV) ; F/15/2654 : demandes de secours adressées au Comité des secours publics ou renvoyées à lui par la Convention (an III-an IV) ; les autres articles de cette sous-série antérieurs à l'an IV sont susceptibles d'être en tout ou en partie des dossiers provenant des trois comités étudiés, y compris un certain nombre d'articles attribués à la « commission des secours publics » de la Convention, entre autres : F*/15/9 à 11 : commission des secours publics, journal de la dépense (an II-an III) ; . F*/15/12 : comptabilité d'un bureau de la division des secours (an IV-an V) ; F/15/246 : commission des secours publics, personnel (1793-an II) ; F/15/2813 et 2820 : commission des secours publics de la Convention, correspondance, pétitions et rapports (an II-an IV), mais aussi dans les groupes départementaux par matières et dans les articles de mélanges ou de documentation depuis l'Ancien Régime.
- sous-série F/16 (prisons) : F/16/966 à 975 : Comité des secours publics, tableaux de population et de mendicité (1790-an IV).

- Archives d'autres producteurs en relation :

- série F/0 (ministère de l'Intérieur, enregistrement de la correspondance) : F*/3228 à 3253 : Commission des secours publics, 2e division, enregistrement de la correspondance arrivée (an II-an III) ; F*/3331 à 3334 et 3336 à 3338 : registres d'enregistrement du bureau des pensions (1793-an IV) ; F*/3356 à 3379 : registres des 2e et 3e subdivisions des secours publics (an II-an VI).
-sous-série F/4 (ministère de l'Intérieur, Comptabilité générale) : F*/4/315 à 361 : secours publics, indemnités, pensions et autres matières (1766-1813) ; F/4/1020 à 1027 : secours et pensions, mendicité, vagabondage et autres matières (1709-1814) ; F/4/1248 (en partie) : hospices et établissements de bienfaisance, secours et indemnités (1791-an IX) ; F/4/1940 à 1965/5 : pensions, objets généraux et dossiers individuels (XVIIIe siècle) ; F/4/1969 à 1972 : fonds et dépenses des hôpitaux et secours publics (1793-an V) ; F/4/2486 à 2490 : comptes de secours généraux (1782-an VII, surtout : an II-an IV).

- Sources complémentaires sur le plan documentaire :

- sous-série F/16 (prisons) : F/16/936 (en partie) : mémoires et projets sur les secours, la mendicité, la médecine et l'hygiène (s.d.), décrets de l'Assemblée sur les ateliers de secours, les rentes aux hôpitaux (1788-1791) ; F/16/937 (en partie) : mémoires et projets sur la mendicité (1791-1810) ; F/16/ 939 : distribution de fonds pour éteindre la mendicité (1792-an II) ; F/16/964 et 965 : correspondance sur la mendicité (1786-an VIII) ; F/16/976 : dépôts de mendicité de Toulouse et de Montpellier (1791-an V).
- sous-série F/17 (instruction publique) : F/17/ 1359 : mémoires et imprimés sur la santé publique (1793-an VI).

Sources de la notice :

- *Les Archives nationales. État général des fonds* (tome II), publié sous la direction de Jean Favier, directeur général des Archives de France, 1978.
- Inventaire des deux sous-séries par J. Guiffrey (1884).

Date de la notice : 2007.

Auteurs de la notice : Pierre-Dominique Cheynet (Marie-Élisabeth Antoine).

Répertoire des sous-séries D/XXVI et D/XXVII[129]

Carton D/XXVI-D/XXVII

D/XXVI/1. Comité de salubrité de la Constituante, pièce unique : tableau des membres du comité présidé par Guillotin, composé de 15 députés médecins et de 15 non médecins (s.d.).

D/XXVII/1. Comité de mendicité de la Constituante et Comité des secours publics de la Législative et de la Convention (129 pièces) : demandes de secours et de pensions, renvois au liquidateur de la liste civile, renvois du directeur général de la liquidation, lettres et rapports (1789-an IV).

Dont pièces 1-3 : états certifiés par le ministre de l'Intérieur des secours accordés aux hôpitaux sur le Trésor public (1er mai 1789) : pièces 21-23 : rapport d'Albitte, représentant en mission dans l'Ain et le Mont-Blanc, et exemplaire imprimé de son arrêté du 12 germinal an II sur le séquestre des biens des suspects avec état des gratifications accordées par lui ; pièce 25 : rapport de Beauvais, député de Paris, sur les travaux du Comité des secours publics de la Législative (1792) ; pièces 42-45 : rapport de la commission des secours publics et projet de décret sur les pensions viagères de la commune de Paris (7 frimaire an III) ; pièces 81-82 et 122-124 : demandes de secours pour les communes de Felletin et de La Veuve après des incendies (22 fructidor an III et 9 vendémiaire an IV).

D XXVIII. COMITÉ DES MONNAIES

Cette rubrique faisant double emploi, les quelques pièces de ce fonds ont été reversées dans D/VIII (Comité des assignats et des monnaies).

[129] **Répertoire rédigé à partir de l'inventaire détaillé de la sous-série afin d'améliorer l'accès au fonds. On n'a pas contrôlé la pertinence des analyses avec le contenu actuel des articles décrits.**

D/XXIX

Comité des rapports

Intitulé : COMITÉ DES RAPPORTS.
Niveau de classement : sous-série du cadre de classement.
Dates extrêmes : 1787 ; 1789-1791.
Importance matérielle : 39 m.l. (96 articles).
Conditions d'accès : librement communicable, sous réserve des restrictions imposées par l'état matériel des documents.

Noms des producteurs :
Comité des rapports de la Constituante.

Histoire des producteurs :
Le Comité des rapports avait pour tâche d'enquêter sur les délits, désordres et troubles dans les départements portés à la connaissance de l'Assemblée. Sous la Législative, ses attributions et celles du Comité des recherches furent transmises au Comité des pétitions, dépêches et correspondances, prédécesseur du Comité de sûreté générale de la Convention. Ces comités des trois assemblées sont les précurseurs du ministère de la Police générale du Directoire, du Consulat et du Premier Empire.

Histoire de la conservation :
Versement aux Archives nationales en 1792 après la fin de la session de la Constituante. Les registres du comité passèrent alors aux Comité des pétitions de la Législative et sont de nos jours dans la sous-série D/XL tandis qu'en l'an IV, une partie entra dans les archives du Directoire, dont les procès-verbaux du comité, et sont de nos jours dans la sous-série AF*/I.

Présentation du contenu :
Les numéros de dossiers originels de 1 à l'infini ont été conservés lors de la constitution des cartons.
La sous-série comprend en majeure partie deux groupes de lettres, pétitions, plaintes et dénonciations classées dans l'ordre alphabétique des départements et dans celui des noms de communes, quelques dossiers par matières, un groupe dans l'ordre alphabétique des personnes, puis trois cartons de correspondances du comité avec les ministres et les départements et enfin trois autres sur les troubles des colonies.
Comme cette sous-série, la sous-série D/XXIX *bis* concerne des questions d'ordre public et de police de 1789 à 1791 mais les affaires traitées ne sont pas les mêmes dans les deux cas.

Instruments de recherche : Voir l'*État des inventaires.*

Sources complémentaires :
Aux Archives nationales (Paris) :

- Autre(s) partie(s) du même fonds :

- sous-série D/XL (Comité des pétitions, dépêches et correspondances de la Législative) : D*/LX/42 à 46, 58 à 60 et 65 à 79.
- série AF (pouvoir exécutif, Révolution et Empire), sous-série AF/I (Régime royal constitutionnel) : AF*/I/5 à 8 et 24.

- Archives d'autres producteurs en relation :

- sous-série D/XXIX bis (Comité des recherches de la Constituante).
- série C (Assemblées nationales) : C/32, plaquette 268-269 (en partie) : rapports des Comités des recherches et des rapports à l'Assemblée (août-octobre 1789) ; C/84, plaquette 818, pièces 25-26 : scrutin pour le renouvellement du Comité des rapports (31 août 1789).

- Sources complémentaires sur le plan documentaire :

- sous-série BB/16 (ministère de la Justice, division civile) : BB/16/253 (en partie) : troubles à Nîmes (1790) ; BB/16/400 (en partie) : troubles à Montauban (1790) ; BB/16/488 (en partie) : troubles du Morbihan (1790-1791) ; BB/16/526 (en partie) : troubles à Douai (1790-1791) ; BB/16 894 (en partie) : insurrection de Niort (1790).

Sources de la notice :
- *Les Archives nationales. État général des fonds* (tome II), publié sous la direction de Jean Favier, directeur général des Archives de France, 1978.
- Inventaire manuscrit par H. Stein (1897).
Date de la notice : 2007.
Auteurs de la notice : Pierre-Dominique Cheynet (Marie-Élisabeth Antoine).

Répertoire de la sous-série D/XXIX[130]

Cartons

D/XXIX/1 à 15. Délibérations et procès-verbaux des directoires et municipalités, lettres, adresses et suppliques, enquêtes et procédures criminelles sur des troubles et séditions, notamment par des religieux, classement départemental[131] (1789-1791).

1 : Ain à Ardennes, dont pétition des marchands et fileurs de soie de Bourg-Saint-Andéol (1790) et lettres du directoire du département de l'Ardèche et des districts de ce département sur la rébellion du camp de Jalès (février 1791) ; 2 : Ariège à Bouches-du-Rhône ; 3 : Calvados à Corrèze, dont démolition de la statue de Louis XVI sur la place royale de Caen (1791) ; 4 : Corse et Côte-d'Or, dont requête de Testevuide et Bédigis, chargés de la confection du terrier général de la Corse et du dessèchement de la plaine de Mariana[132] (1787-1791) ; 5 : Côtes-du-Nord à Doubs; 6 : Drôme à Haute-Garonne ; 7 : Hérault à Haute-Loire, dont compte-rendu des opérations de rédaction de l'état des religieux et religieuses de chaque communauté de l'Hérault (1791) ; 8 : Loire-Inférieure à Morbihan ; 9 : Moselle à Oise ; 10 : Orne ; 11 : Pas-de-Calais à Basses-Pyrénées, dont protestation de la municipalité de Pau calomniée par Gorsas dans le journal *le Courrier de Paris* ; 12 : Hautes-Pyrénées à Haut-Rhin, dont protestation du prince de Hohenlohe, écolâtre de l'église de Strasbourg, contre l'enlèvement des archives de cette église (1791) ; 13 : Rhône-et-Loire à Saône-et-Loire, dont dossier sur les testaments dans les anciennes provinces de Beaujolais, Forez, Lyonnais et Vivarais (1791) ; 14 : Seine-et-Marne à Tarn, dont troubles à Roye (Somme) causés par l'agitation de François-Noël Babeuf (1791) ; 15 : Var à Yonne.

D/XXIX/16 à 84. Délibérations et procès-verbaux des directoires et municipalités, lettres, adresses et suppliques, enquêtes et procédures criminelles au sujet des troubles et séditions, classement par ordre alphabétique de localités[133] (1789-1791).

16 : Abbeville à Altkirch[134] ; 17 : Amanvillers à Arthies ; 18 : Asfeld à Azerat ; 19 : Baccarat à Bastia ; 20 : Baud à Bérenx ; 21 : Berg à Béziers ; 22 : Biarrotte à Bony ; 23 : Bordeaux à Bray-sur-Seine ; 24 : Brengues à Buzancy (Ardennes) ; 25 à 28 : événements du château de Buzet [-sur-Baïse] (1791) ; 29 : Cabriès à Campel ; 30 : Cancon à Castres (Tarn) ; 31 : Caubon [-Saint-Sauveur] à Chartres ; 32 : Château-Chinon à Cherves-de-Cognac ; 33 : Chevanceaux à Cons-la-Grandville ; 34 : Corbeil [-Essonnes] à Cuts ; 35 : Damblain à Digosville et Tourlaville ; 36 : Dijon à Dyé ; 37 : Éauze à Étain ; 38 : Étais à Fontainebleau ; 39 : Fontaine-Denis [-Nuisy] à Ghyvelde ; 40 : Gien à Guyencourt ; 41 : Hagetmau à Hyères ; 42 : Ichy à Kaysersberg ; 43 : La Barre-en-Ouche à Lamarche (Vosges) ; 44 : Lamarche (Vosges, fin) ; 45 : Lambesc à L'Arbresle ; 46 : Larche (Basses-Alpes) à La Voulte-sur-Rhône ; 47 : Le Beausset à Lerrain ; 48 : Le Sap à Ligny-en-Barrois ; 49 ; Ligueil à Lormes ; 50 : Loubaut à Luzay ; 51 : Lyon ; 52 : Maast-et-Violaine à Marsangis ; 53, 54 et 55, début : Marseille ; 55 (fin) : Marspich (Moselle, auj. : commune d'Havange) à Mello ; 56 : Mende à Monceaux-le-Comte ; 57 : Monclar-d'Agenais à Montluçon ; 58 : Montmarault à Mussidan ; 59 : Nancy à Niederstinzel ; 60 : Nieul-sur-l'Autise à Ozoir-la-Ferrière ; 61 : Paillencourt à Pamiers ; 62 : Pampelonne à Paris ; 63 : procédure contre Danton et Marat au Châtelet de Paris (1790) ; 64 : Parnac (Lot) à Pézenas ; 65 : Pfaffenhoffen à Ponthierry (auj. : Saint-Fargeau-Ponthierry) ; 66 : Pont-l'Évêque à Pys ; 67 : Quetteville à Riotord ; 68 : Ris-Orangis à Rumilly-lès-Vaudes ; 69 : Saales à Saint-Dizier ; 70 : Sainte-Colombe (Landes) à Saintes et Sainte-Sévère [-sur-Indre] à Saint-Germain-l'Herm ; 71 : Saint-Gervais-sur-Mare à Saint-Nicolas-près-Granville (auj. : Granville) ; 72 : Saint-Omer (Pas-de-

[130] **Répertoire rédigé à partir de l'inventaire détaillé de la sous-série afin d'améliorer l'accès au fonds. On n'a pas contrôlé la pertinence des analyses avec le contenu actuel des articles décrits.**
[131] Départements non représentés : Eure-et-Loir, Gard, Gers, Gironde, Indre, Landes, Loir-et-Cher, Loiret, Lozère et département de Paris. Le dossier de la Moselle se compose de procès-verbaux d'élection de municipalités en février 1790 (162 pièces). Dans les autres cas où une seule affaire est citée pour un département, sa nature est précisée à la rubrique du département sans faire l'objet d'autre indexation.
[132] Commune de Lucciana, auj. : Haute-Corse.
[133] Les toponymes composés de l'article défini sont classés à l'initiale L. Les noms de localités cités ici ne sont pas repris à l'index à l'exception de Buzet. Sélestat est cité sous son nom allemand de Schlestadt.
[134] Et Albestroff (alors : Meurthe), sous sa forme vulgaire d'Altroff.

Calais) à Saint-Vit ; 73 : Salaise [-sur-Sanne] à Sarnois ; 74 : Sarralbe à Saverne ; 75 : Savigny-sur-Braye à Sedan ; 76 : Séez à Souilhe ; 77 : Soultz à Sury-le-Comtal ; 78 : Tagnon à Tonneins ; 79 : Tonnerre à Toulouse ; 80 : Touques à Uzès ; 81 : Vabre [-Tizac] à Vers [-Pont-du-Gard] ; 82 : Versailles ; 83 : "Vert" (Seine-et-Oise) à Villenauxe [-la-Grande] ; 84 : Villeneuve-de-Berg à Zaessingue.

D/XXIX/85. Dossiers par sujets : prêtres réfractaires ; administration des postes ; régiments ; grains et subsistances ; canaux d'Étampes et de la Dives et navigation du Nord ; lettres écrites des villes frontières de Mariembourg, Philippeville et Versoix[135] et de l'étranger ; dossier sur les suisses du canton de Fribourg à Paris (1789-1791).

D/XXIX/86 à 91. Dossiers dans l'ordre alphabétique des personnes (1789-1791).

86 : Alba de Lascure à Crussol d'Uzès ; 87 : Dabolin à Dusarrat ; 88 : Ébrard à Küchel de Küchelsberg ; 89 : Labarthe à Muller ; 90 : de Navailles à Riston ; 91 : Rivière à Yenard.

D/XXIX/92. Lettres et propositions de toute nature soumises au comité, dont lettres anonymes et *divagations et absurdités* (1789-1791).

D/XXIX/93 et 94. Lettres des ministres et des autorités locales avec le comité (1789-1791).

D/XXIX/95 à 97. Affaires des colonies (1789-1791).

95 : Martinique ; Saint-Domingue ; île de France ; île Bourbon; Chandernagor (1789-1791) : 96-97 : plaintes des députés de Saint-Domingue contre le ministre de la Marine de La Luzerne (1790), réclamations des habitants des îles de France et Bourbon contre le privilège exclusif de la compagnie des Indes (1790).

[135] Les deux premières communes (auj. : Belgique, province de Namur) appartenaient alors au département des Ardennes et Versoix (auj. : Suisse, canton de Genève) à celui de l'Ain.

D/XXIX *bis*

Comité des recherches

Intitulé : COMITÉ DES RECHERCHES.
Niveau de classement : sous-série du cadre de classement.
Dates extrêmes :1789-1791 (ponctuellement 1784-1820).
Importance matérielle : 19 m.l. (49 articles).
Conditions d'accès : librement communicable, sous réserve des restrictions imposées par l'état matériel des documents.

Noms des producteurs :
Comité des recherches de la Constituante.

Histoire des producteurs :
Comité créé le 28 juillet 1789 sous le nom provisoire de Comité d'information, chargé d'étudier les questions de sécurité posées par les troubles qui suivirent la prise de la Bastille, il avait pour mission d'enquêter sur toutes les affaires d'ordre public et prit son nom de Comité des recherches le 25 août ; en octobre 1789, les entraves à la libre circulation et les affaires d'exportation des grains furent également confiées à sa surveillance.
Sous la Législative, ses attributions et celles du Comité des rapports de la Constituante furent transmises au Comité des pétitions, dépêches et correspondances, prédécesseur du Comité de sûreté générale de la Convention. Ces comités des trois assemblées sont les prédécesseurs du ministère de la Police générale du Directoire, du Consulat et du Premier Empire.

Histoire de la conservation :
Versement aux Archives nationales sous la Législative (1792)
Quelques éléments étrangers à cet ensemble sont décrits dans l'introduction de l'inventaire analytique de la sous-série par P. Caillet (1993), page 25.

Présentation du contenu :
Les cartons et le registre de la sous-série ont été cotés en deux numérotations distinctes. Les numéros de dossiers originels de 1 à l'infini ont été conservés lors de la constitution des cartons.
La grande majorité des dossiers sont des dossiers de dénonciations et d'enquêtes sur des troubles et des procédures ; quelques correspondances entre le comité, les ministres et les autorités locales complètent cet ensemble.
On n'a aucun dossier sur le fonctionnement du comité ni de procès-verbaux de séances, mais un simple registre d'enregistrement de pièces.
Comme cette sous-série, la sous-série D/XXIX concerne des questions d'ordre public et de police de 1789 à 1791 mais les affaires traitées ne sont pas les mêmes dans les deux cas.

Instruments de recherche : Voir l'*État des inventaires.*

Sources complémentaires :
Aux Archives nationales (Paris) :

- Autre(s) partie(s) du même fonds :
- série AF (pouvoir exécutif, Révolution et Empire), sous-série AF/I (Régime royal constitutionnel) : AF*/I/24 : registre de procès-verbaux des séances des Comités des rapports et des recherches réunis des 21 et 22 juin et 16 juillet 1791.

- Archives d'autres producteurs en relation :
- sous-série D/XXIX (Comité des rapports).
- série C (Assemblées nationales) : C/32, plaquette 268-269 (en partie) : rapports des Comités des recherches et des rapports à l'Assemblée (août-octobre 1789) ; C/83, plaquette 818, pièces 10 et 11 : scrutin pour la nomination des douze membres du Comité des recherches (29-31 août 1789) ; C/84, plaquette 818, pièces 23-24 : scrutin pour la nomination du Comité des douze chargé des recherches (12 août 1789).

- Sources complémentaires sur le plan documentaire :

- sous-série H/1 (pays d'états, intendances d'Ancien Régime), H/1/1453 et 1454 : émeutes, affaires privées, affaires de Sérilly, de Parthenay (Compagnie des Indes), de Seneff (1782-1792).

Sources de la notice :

- *Les Archives nationales. État général des fonds* (tome II), publié sous la direction de Jean Favier, directeur général des Archives de France, 1978.
- Pierre Caillet, *Comité des Recherches de l'Assemblée nationale. 1789-1791. Inventaire analytique de la sous-série D XXIX bis*, Paris, Archives nationales, 1993, 942 p.

Date de la notice : 2007.

Auteurs de la notice : Pierre-Dominique Cheynet (Marie-Élisabeth Antoine).

Répertoire de la sous-série D/XXIX *bis*

Cartons[136]

D/XXIX *bis*/1 à 23. Lettres et mémoires, dénonciations diverses, dont certaines émanant de municipalités, menées séditieuses et complots contre l'ordre public, troubles dans les départements, notamment à cause des subsistances, ordre chronologique (juillet 1789-juin 1791).

D/XXIX *bis*/24. Réclamations du sieur Magenthies contre Magon de La Balue, banquier à Paris, sur une somme à lui due pour dommages et intérêts par le gouvernement et la chambre de commerce de Fiume (1784-1820).

D/XXIX *bis*/25. Lettres, adresses, délibérations des départements et municipalités sur la résistance aux décrets sur la constitution civile du clergé (novembre-décembre 1790).

D/XXIX *bis*/26 (début). Lettres, notes et mémoires, notamment sur les subsistances (août-décembre 1789).

D/XXIX *bis*/26, dossier 266 à 27, dossier 270. Troubles et entrave à la libre circulation des grains à Besançon (mars-juin 1789).

D/XXIX *bis*/27, dossiers 271 et 272. Troubles de la cathédrale de Montauban (mars 1791).

D/XXIX *bis*/27, dossier 273 à 28, dossier 280. Conspiration de Guillin de Pougelon, ancien échevin de Lyon, de Terrasse de Tessonnet, aide de camp de Condé, et du marquis d'Escars, capitaine aux dragons d'Artois (octobre 1790-janvier 1791).

D/XXIX *bis*/28 (fin) à 29, dossier 289. Dossiers sur des troubles (octobre 1789-juin 1791).

Dont :28, dossiers 281 et 282 : affaire Lieutaud, ancien commandant de la garde nationale à Marseille (décembre 1790-juin 1791) ; dossiers 283 et 284 : troubles d'Aix [-en-Provence] et Toulon (juillet 1790-avril 1791) ; 29, dossiers 286 à 289 : troubles d'Illkirch [-Graffenstaden] (octobre 1789-février 1790).

D/XXIX *bis*/29 (fin) et 30 (début). Lettres, dénonciations et projets de rapports sur diverses affaires d'ordre public (juillet 1789-décembre 1790).

D/XXIX *bis*/30, dossier 298 à 31, dossier 308. Troubles d'Haguenau (1789-1790).

D/XXIX *bis*/31 (fin) à 34. Correspondance des ministres avec le comité (septembre 1789-septembre 1791) et minutes de lettres du comité aux ministres et administrateurs des départements (1791) ; dénonciations et arrestations diverses, rapports de police et d'agents secrets du comité, paiement des agents et frais d'enquêtes (1790) ; correspondance des directoires de départements sur les émigrés et les menées contre-révolutionnaires (1790-1791).

D/XXIX *bis*/35 à 38. Correspondance reçue par le comité après la fuite du Roi, surtout des municipalités et des administrations des départements (juin-juillet 1791).

D/XXIX *bis*/39. Différends entre le directoire du département de l'Ariège et les municipalités de Pamiers et Mirepoix (juin 1790-février 1791) ; poursuites contre des prêtres réfractaires (avril 1790-1791).

D/XXIX *bis*/40. Dossiers sur des troubles (juin 1789-août 1791).

Dont dossier 405 : différend entre la municipalité et les clubs de Soissons (juin-juillet 1790) ; dossier 407 : troubles du Quercy ; dossier 411 : troubles causés par des réfugiés hollandais à Gravelines (juin-décembre 1789) ; dossier 412 : procédure au Châtelet sur les journées des 5 et 6 octobre 1789 (mars-septembre 1790).

[136] Pour une description détaillée du contenu des articles de cette sous-série, se reporter à l'inventaire imprimé (*Comité des recherches de l'Assemblée nationale 1789-1791. Inventaire analytique de la sous série D XXIX bis* par P. Caillet, Paris, Archives nationales, 1993).

D/XXIX *bis*/41 et 42. Différend entre la marine royale de Toulon et la garde nationale (octobre-décembre 1789) ; procédures sur les troubles d'Aix et l'affaire Lieutaud de Marseille (décembre 1790-juin 1791).

D/XXIX *bis*/43. Procédures diverses, notamment contre l'évêque de Saintes, monseigneur de La Rochefoucauld (octobre 1790-mai 1791).

D/XXIX *bis*/44. Correspondance reçue par le comité (juillet 1789-1790).

Registre

D*/XXIX *bis*/1. Enregistrement des pièces remises au comité (août 1789-12 juin 1791).

D XXX. COMITÉ DES DÉCRETS

Pour mémoire. Les 5 pièces qui y figuraient se trouvent dans D/I/§I, carton 1 dossier 7 bis.

D XXXI. COMITÉ CENTRAL POUR L'EXAMEN DES TRAVAUX DES COMITÉS (CONSTITUANTE)

Pour mémoire

.

D XXXII. COMITÉ DE RÉDACTION DU RÈGLEMENT DE POLICE DE L'ASSEMBLÉE (CONSTITUANTE)

Un premier comité créé le 19 juin 1789 a donné à l'Assemblée le règlement du 29 juillet 1789. Ce comité a eu une existence épisodique et a été suivi d'un deuxième comité le 26 janvier 1790. Pour mémoire, voir la série C.

D XXXIII. COMITÉ DES INSPECTEURS DE LA SALLE

Pour mémoire, voir D/XXXV, Comité des inspecteurs de la salle, des secrétariats et de l'imprimerie.

D/XXXIV

« Comité des trésoriers des dons patriotiques »

Intitulé : COMITÉ DES TRÉSORIERS DES DONS PATRIOTIQUES.
Niveau de classement : sous-série du cadre de classement.
Dates extrêmes : 1789-an VI.
Importance matérielle : 3 m.l. (8 articles).
Conditions d'accès : librement communicable, sous réserve des restrictions imposées par l'état matériel des documents .

Noms des producteurs :
Archives nationales (des assemblées de la Révolution).
Le producteur théorique (Comité des trésoriers des dons patriotiques) ne paraît pas avoir existé en fait.

Histoire des producteurs :
On ne sait rien de l'existence d'un comité sous le nom duquel cette sous-série est inscrite et dont les papiers auraient été remis à la caisse l'extraordinaire le 17 juin 1791.

Histoire de la conservation :
Cette sous-série a été constituée suivant le cadre de classement thématique des papiers des assemblées et comprend des pièces allant jusqu'en l'an VI, peut-être à la faveur de classements de résidus par les Archives nationales (des assemblées) ; une partie vient apparemment du Comité des inspecteurs de la salle de la Convention.

Présentation du contenu :
La sous-série comprend un premier groupe de déclarations de dons patriotiques par les paroisses à la fin de 1789 et en 1790, quelques dossiers sur la caisse l'extraordinaire, puis des éléments divers sur des remises d'objets aux assemblées jusqu'en l'an VI dont celle d'objets du culte provenant de la région parisienne et du département de la Haute-Loire en l'an II.

Instruments de recherche : Voir l'*État des inventaires.*

Sources complémentaires :
Aux Archives nationales (Paris) :

- Sources complémentaires sur le plan documentaire :

- série C (Assemblées nationales) : dans les pièces annexes aux notes et minutes pour la rédaction du procès-verbal des séances des assemblées figurent de nombreuses lettres d'envoi de dons patriotiques.
- sous-séries D/I§2 (dons et hommages aux assemblées) ; D/VI (Comité des finances) ; D/VII (Comité de l'extraordinaire des finances) ; D/XXV (Comité des inspecteurs de la salle).
- sous-série F/4 (Comptabilité générale) : F/4/1003 (en partie) : dons patriotiques (1789).
- sous-série F/19 (Cultes), F/19/611/6 : déclarations de pensions, argenterie, et quelques déclarations de revenus et propriétés de maisons ecclésiastiques, déclarations de bénéfices (1790-an III) ; F/19/611/7 et 612/1 et 2 : argenterie des églises (1789-an II).

Sources de la notice :
- *Les Archives nationales. État général des fonds* (tome II), publié sous la direction de Jean FAVIER, directeur général des Archives de France, 1978.
- Inventaire manuscrit par H. DE CURZON révisé par H. Stein (1895 et 1912).

Date de la notice : 2007.
Auteurs de la notice : Pierre-Dominique CHEYNET (Marie-Élisabeth ANTOINE).

Répertoire de la sous-série D/XXXIV[137]

Cartons

D/XXXIV/1 à 4. Déclarations de contributions patriotiques par des communes et paroisses en exécution du décret de l'Assemblée du 6 octobre 1789, ordre alphabétique des localités[138] (1789-1790).

1 : imprimés, lettres patentes et décrets (1789) ; déclarations de contributions : l'Abergement-de-Varey à la Bruffière ; 2 : Camplong (Hérault) à Joudes et Marciat (Saône-et-Loire) ; 3 : Labarthe-Inard à « Quinsac, Haute-Vienne » ; 4 : Réalville à Wissembourg.

D/XXXIV/5, dossiers 2 et 2 *bis*. Contribution patriotique dans le département de Paris et dans les autres départements (1789-1791)[139] : états de situation imprimés (mars-octobre 1790) et correspondances des départements avec le président du Comité des finances et Amelot de Chaillou, directeur de la caisse l'extraordinaire (juillet 1790-janvier 1791) ; dossier 3 , contribution patriotique des gens de maison : formation d'une caisse particulière, lettres, certificats, demandes de secours, listes de dons volontaires (1789-1790) ; dossiers 4 et 5, caisse de l'extraordinaire : bureaux, travail, *etc*. (1789-1791) ; contribution patriotique des régiments Royal Lorraine et des Chasseurs de Franche-Comté (décembre 1790).

D/XXXIV/5 (fin) et 6. Procès-verbaux de réception d'objets du culte offerts par les communes de Paris et environs, deux séries et extraits de procès-verbaux du Comité des inspecteurs de la salle et des secrétariats de la Convention en autorisant la réception (brumaire-frimaire an II)[140] et de la Haute-Loire (brumaire-messidor an II).

D/XXXIV/7. Extraits de procès-verbaux de la Convention sur des dons patriotiques (18-25 brumaire an III) ; dossiers de dons patriotiques de départements, communes et particuliers : Paris et pièces classées par ordre alphabétique des noms des départements et communes mélangés[141] (1793-an II).

D/XXXIV/8. Dossiers sur des dons patriotiques.

Dossier 13, classé par ordre chronologique (novembre 1792-février 1793) et, pièce 212 et dernière : état de dons patriotiques faits au Conseil des Cinq-Cents du 12 nivôse au 1er ventôse an VI ; dossier 14, pièce unique retrouvée en 1837 : lettre des députés de la commune de Montfermeil (janvier 1790) ; dossier 15 : récépissés, inscriptions sur le Grand livre de la dette publique, dons patriotiques pour la descente en Angleterre de l'an VI par Dominique Dillon, commissaire municipal de Fontenay (Vendée) et un propriétaire de Villefranche [-sur-Saône], s.d. et an VI ; dossier 16 : lettres d'envoi de dons patriotiques (1790-1793).

[137] **Répertoire rédigé à partir de l'inventaire détaillé de la sous-série afin d'améliorer l'accès au fonds. On n'a pas contrôlé la pertinence des analyses avec le contenu actuel des articles décrits.**

[138] Environ 260 localités. Les toponymes composés de l'article défini sont en partie classés à l'initiale L. L'ensemble des documents de ces quatre premiers cartons est censé constituer un « dossier 1 » de la sous-série.

[139] Départements non représentés : Basses-Alpes, Hautes-Alpes, Bouches-du-Rhône, Charente, Corse, Dordogne à Drôme, Eure-et-Loir, Finistère, Haute-Garonne, Jura, Landes, Haute-Loire, Lot-et-Garonne à Manche, Morbihan, Pas-de-Calais, Basses-Pyrénées, Hautes-Pyrénées, Saône-et-Loire et Var. Les pièces sur la Mayenne et le Puy-de-Dôme semblent n'être que des pièces de renvoi.

[140] En grande majorité dans les départements de Paris et de Seine-et-Oise, en moins grand nombre de Seine-et-Marne et quelques autres départements. On trouvera à la rubrique des départements concernés les noms des communes citées dans ces deux séries, qui n'ont par ailleurs pas été retenus à l'index.

[141] On trouvera à la rubrique des départements concernés les noms des communes citées ici, noms qui n'ont par ailleurs pas été retenus à l'index.

D/XXXV

Comité des inspecteurs de la salle

Intitulé : COMITÉ DES INSPECTEURS DE LA SALLE.
Niveau de classement : sous-série du cadre de classement.
Dates extrêmes : 1790-an XI.
Importance matérielle : 12, 5 m.l. (41 articles).
Conditions d'accès : librement communicable, sous réserve des restrictions imposées par l'état matériel des documents.
Les registres des procès-verbaux du Comité des inspecteurs de la salle de la Convention (D*/XXXV/C/6 à 11) ont été microfilmés et sont communicables sous cette forme.

Noms des producteurs :
Commissaires de la salle de la Constituante, puis commissaires inspecteurs de la salle, des bureaux et de l'imprimerie de la Législative et de la Convention, puis Commissions des inspecteurs de la salle ou commissions administratives des Cinq-Cents et des Anciens et du Tribunat.

Histoire des producteurs :
Le comité exista dès le début de la Constituante sous le nom de Comité des commissaires de la salle. Ces commissaires étaient chargés des travaux d'installation et d'entretien de l'Assemblée et de ses comités, de la police dans l'enceinte du palais et des maisons des comités et, avec des inspecteurs des secrétariats et de l'imprimerie, de la surveillance des bureaux et de l'ordonnancement de toutes les dépenses de l'Assemblée. Sous la Législative, ils furent rassemblés en un Comité des commissaires-inspecteurs de la salle, des bureaux et de l'imprimerie, titre conservé par la Convention puis simplifié dans l'usage en Comité des inspecteurs de la salle.
Les deux assemblées formant le Corps législatif sous le Directoire (conseils des Anciens et des Cinq-Cents) avaient chacune des inspecteurs de la salle, dits aussi : commissaires inspecteurs du Corps législatif et inspecteurs des deux Conseils du Palais national, les comités des inspecteurs de la salle prenant aussi le nom de commissions administratives de chaque conseil. Les deux commissions tenaient des séances communes pour les affaires intéressant le Corps législatif dans son ensemble.
Après le coup d'État du 18 brumaire an VIII, une commission des inspecteurs subsista à côté des commissions législatives des Cinq-Cents et des Anciens et se maintint comme commission administrative du Tribunat au moins du début de la session de cette assemblée le 11 nivôse an VIII [1er janvier 1800] jusqu'à la fin de l'an VIII [septembre 1800] parallèlement à la commission des inspecteurs de la salle du Tribunat.
La commission des inspecteurs de la salle ou commission administrative du Corps législatif du Consulat prit en l'an XII l'appellation de questure du Corps législatif qu'elle porte depuis dans les assemblées nationales françaises.

Histoire de la conservation :
La sous-série a probablement fait l'objet d'un ou plusieurs versements aux Archives nationales à la fin des sessions des différentes assemblées de la fin de la Constituante au Premier Empire, mais ne représente qu'une faible partie des dossiers et registres des inspecteurs, qui sont en quasi-totalité conservés dans la série C (Assemblées nationales), certains (articles C/2488 à 2500) faisant partie d'un versement complémentaire de la Chambre des députés aux Archives nationales en 1920.
Une partie des papiers des inspecteurs de la salle des assemblées serait passée au Comité des pensions, fonds dont quelques pièces ont été extraites et reclassées dans D/XXXV.

Présentation du contenu :
Les cartons et les registres de la sous-série ont été cotés en deux numérotations distinctes.
Les cotes des registres sont subdivisées en trois parties représentant les trois assemblées successives matérialisées par les lettres a, b et c ajoutées à l'énoncé de la sous-série.
Les registres sont subdivisés en fractions de la sous-série désignées par l'adjonction des lettres A à E et G à raison d'une subdivision par assemblée.
La sous-série D/XXXV ne comprend qu'un seul carton de documents, presque tous de l'époque du Directoire et une série de 40 registres du début de la Révolution au Consulat.

Seul les comités de la Convention, du Conseil des Anciens et du Tribunat ont laissé des registres de procès-verbaux de séance. Dans le fonds du comité des Cinq-Cents, se trouvent deux registres sur les travaux de construction de la nouvelle salle du Conseil au Palais-Bourbon, inaugurée en l'an VI.

Instruments de recherche : Voir l'*État des inventaires.*

Sources complémentaires :
Aux Archives nationales (Paris) :

- Autre(s) partie(s) du même fonds :

- série C (Assemblées nationales) : C/132, dossier 471, C/133, dossiers 474/1 et 2 : lettres, adresses et pétitions individuelles renvoyées aux commissaires de la salle de la Constituante (1789-1791) ; dossiers 475 à 479 : états et appointements des secrétaires-commis des comités, des employés du garde-meuble de l'Assemblée, au service de la salle et huissiers, états de ces secrétaires et des autres personnes ayant reçu des cartes d'entrée dans les bureaux (1790-1791) ; C/177 : Législative, Comité des inspecteurs de la salle, dont arrêtés du comité du 24 novembre 1791 au 24 mars 1792 (1791-1792) ; C/354 : Convention, Commission des inspecteurs de la salle (1792-an IV) ; C/360 à 364 : Convention, Comité des inspecteurs de la salle, des bureaux et de l'imprimerie (1792-an IV) ; C/412 à 416, 435 à 437, 454, 455 et 476 à 479 : Conseil des Cinq-Cents, commission administrative (an IV-an VIII) ; C/507, 508, 528, 529, 597 et 598 : Conseil des Anciens, commission administrative (an IV-an VIII) ; C/603, 608, 616 ; 622, 626, 628 et 632 : Tribunat, commission administrative (an VIII-an XIII) ; C/637, 641 et 651 : Corps législatif du Consulat, commission administrative (an VIII-an XI) ; C/2433/1 : Constituante, traitements et frais de voyage des députés (mai-août 1789) ; C/2433/2 : Convention, registre d'émargement et traitements des députés (vendémiaire an II-vendémiaire an IV) ; C/2438 à 2440 : Conseil des Anciens, registres d'émargement et traitements des députés (an IV-an VIII) ; C/2448 : Constituante et Législative, appointements du personnel (1790-1792) ; C/2449 et 2450 : Convention, appointements du personnel (1792-an IV) ; C/2451 : Conseil des Anciens, appointements du personnel (an IV-an VIII) ; C/2452 : Conseil des Cinq-Cents, appointements du personnel (an IV-an VIII) ; C/2455 : Constituante, dépenses d'entretien et de réparations (1790-1791) ; C/2456 à 2461 : Convention, dépenses administratives (1792-an IV) ; C/2462 à 2464 : dépenses pour l'installation de la Convention et de l'Imprimerie nationale (1790-an III) ; C/2465 : Constituante, Législative et Convention, dépenses et comptabilité (1790-an IV) ; C/4266 et 4267 : Convention et Conseils des Anciens et des Cinq-Cents, dépenses et comptabilité (1792-an VIII) ; C/2468 à 4273 : Conseil des Anciens, dépenses d'entretien et de réparations (an IV-an VII) ; C/2474 : liquidation des dépenses du Conseil des Cinq-Cents (an VIII) ; C/2475 : Conseil des Cinq-Cents, frais de poste (an VI) ; C/2476/A et B : Conseil des Cinq-Cents, dépenses (an V) ; C/2477 à 2487 : Conseil des Cinq-Cents, indemnités aux députés pour suppression de la franchise postale et frais de bureau (an VI-an VIII) ; C/2488 à 2500 : procès-verbaux des séances des Commissions des inspecteurs de la salle des Conseils des Anciens et des Cinq-Cents (réunies ou mélangées) : C/2488 à 23491 : 1er semestre an IV-2e semestre an V ; C/2492, 2493/A et B et 2494 à 2498 : 1er trimestre an VI-4e trimestre an VII ; C/2499/A et B : 1er semestre an VIII ; C/2500 : 2e semestre an VIII ; C/2680 : arrêtés des deux commissions des inspecteurs de la salle des Anciens et des Cinq-Cents (an IV-an VIII) ; C/2694/A et B : recueils factices de pièces de dépenses de personnel et de matériel, d'indemnités et frais de voyage des représentants (1793-1812) ; C/2702 : listes des noms et adresses des députés (1790-1845) ; C/2703/A : correspondance du Comité des inspecteurs de la salle (an II-an IV) ; l'article 2703/B, de même nature (an V-an VIII), est conservé par l'Assemblée nationale et communicable sous microfilm aux Archives nationales sous la cote 180 Mi ; C*/II/288 : Convention, Commission des inspecteurs de la salle, procès-verbaux des séances (fructidor an III-brumaire an IV) ; C*/II/289 : Conseil des Anciens, Commission des inspecteurs de la salle, registre d'émargement des fournisseurs (an IV-an VII); C*/II/293 : extraits de pétitions de militaires demandant à entrer dans la garde constitutionnelle du Corps législatif (thermidor an V-thermidor an VII) ; C*/II/294 : livre des consignes militaires pour la garde du palais des Cinq-Cents (an VI-an VII) ; C*/II/295 et 296 : registres d'émargement des députés aux Anciens et aux Cinq-Cents pour remise de la médaille de représentant (an VII).
- série AA (collections de lettres et pièces diverses) : AA/40, dossier 1228 : Comité des inspecteurs de la salle, places accordées à des journalistes dans les tribunes des assemblées (1789-an IV).

- Archives d'autres producteurs en relation :

- sous-série D/XL : registres des commissions des dépêches des Cinq-Cents et du Tribunat

- Sources complémentaires sur le plan documentaire :

- série C (Assemblées nationales) : dans les pièces annexes aux notes et minutes pour la rédaction du procès-verbal des séances de la Convention (C/233 à 325) figurent de nombreuses lettres d'excuse et de demandes de congés des députés ainsi que des lettres de démission.

Sources de la notice :

- *Les Archives nationales. État général des fonds* (tome II), publié sous la direction de Jean Favier, directeur général des Archives de France, 1978.
- Inventaire manuscrit par H. Stein (1912) ; révision en 2006 de l'inventaire des registres par l'auteur de la notice.
- *Les archives des assemblées nationales 1787-1858. Répertoire numérique de la série C* par J. Charon-Bordas, Paris, Archives nationales, 1985.

Date de la notice : 2007.

Auteurs de la notice : Pierre-Dominique Cheynet (Marie-Élisabeth Antoine).

Répertoire de la sous-série D/XXXV[142]

Carton

D/XXXV/1. (carton unique).

Dossier 1[143] : gratifications aux employés de la Constituante (1791) ; dossiers 2 et 3 : avances (floréal an VI-nivôse an VII) ; paiements (pluviôse-prairial an VII) ; dossier 4 : correspondance du Directoire et des ministres avec le comité des inspecteurs du Corps législatif (an IV-an VIII) ; dossier 5 : travaux du Comité des inspecteurs, pièces diverses (1791-an IX) ; dossier 6 : demandes de secours et de places (1790 et s.d.) ; dossier 7 : bons de dépenses visés par les commissaires de la Législative (août-septembre 1792) ; formulaires imprimés d'acquits de dépenses signés par les députés aux Cinq-Cents (s.d.) ; dossier 8 : mémoires de travaux et fournitures de bureau (an IV-an V et an XI).

Registres

D*/XXXV/A/1. Constituante : inventaire des effets de l'Assemblée (1790).

D*/XXXV/B/1. Législative : traitements des députés (s.d.).

D*/XXXV/C/1 à 13. Convention.

1 et 2 : sommaire des lettres adressées au Comité des inspecteurs du 11 juin 1793 au 7 brumaire an IV.

3 : analyses des lettres renvoyées aux sections du comité.

4 et 5 : états mensuels nominatifs de traitements d'employés des comités et autres services de la Législative (novembre 171-septembre 1792) et de la Convention (octobre 1792-nivôse an II) ;

6 à 11 : procès-verbaux du Comité des inspecteurs de la salle (22 septembre 1792-8 brumaire an IV) : 6 : 22 septembre 1792-31 août 1793 ; 7 : 2 septembre 1793-29 germinal an II ; 8 : 3 floréal an II-18 pluviôse an III ; 9 : 19 pluviôse-29 thermidor an III ; 10 : 1er fructidor an III- 8 brumaire an IV suivis des procès-verbaux de la commission de liquidation des dépenses de la Convention (19 frimaire an IV-15 germinal an VI); 11: répertoire.

12 : enregistrement des rapports faits aux Comités de sûreté générale et des inspecteurs de la salle et à la commission des administrations civiles, police et tribunaux

13 : arrêté du Comité des inspecteurs de la salle de la Législative du 26 mai 1792 sur un rapport de Besson sur les dépenses de l'assemblée pour le quartier de janvier 1792 ; à la suite : enregistrement des bons à payer par le Comité des inspecteurs de la salle, des bureaux et de l'imprimerie de la Convention (24 octobre 1792-6 thermidor an II).

D*/XXXV/D/1 à 16. Conseil des Cinq-Cents.

1 à 5 : journaux généraux des paiements (an VI-an VII) ; 6 à 11 : comptes ouverts (an VI-an VII) ; 12 et 13 : dépenses du *palais définitif* pour l'installation du Conseil au Palais-Bourbon : registre par ordre chronologique (ventôse an V-brumaire an VI) et registre par fournisseur ; 14 : frais de route aux nouveaux députés arrivés à Paris ; 15 : dons patriotiques (nivôse an VI-thermidor an VII, en majorité : nivôse-ventôse an VI) ; 16 : enregistrement de lettres.

D*/XXXV/E/1 à 7. Conseil des Anciens.

1 à 5, procès-verbaux du Comité des inspecteurs de la salle (brumaire an IV- prairial an VIII) : 1 : 9 brumaire an IV-22 floréal an V ; 2 : 23 floréal an V-19 ventôse an VI ; 3 : 20 ventôse an VI-2 frimaire an VIII ; 4 : 4 frimaire-23 prairial an VII ; 5 : 24 prairial an VII-18 prairial an VIII.

6 et 7 : analyse des demandes (brumaire an IV-pluviôse an V) et répertoire.

D*/XXXV/G/1 et 2. Tribunat.

1 : procès-verbaux du Comité des inspecteurs de la salle (14 nivôse an VIII-25 vendémiaire an X).

[142] **Répertoire rédigé à partir de l'inventaire détaillé de la sous-série afin d'améliorer l'accès au fonds. On n'a contrôlé la pertinence des analyses avec le contenu actuel des articles décrits. que pour quelques registres de la sous-série.**

[143] Classé à l'origine dans D/X (Comité des pensions); quelques listes d'employés.

2 : commission administrative, rapports et comptes sommaires des dépenses du Corps législatif pour l'an VIII et aperçu des dépenses pour l'an IX ; au verso : copies de lettres adressées et reçues par la commission des inspecteurs de la salle des Anciens du 3 vendémiaire au 15 frimaire an VIII.

D XXXVI. COMITÉ DES INSPECTEURS DE L'IMPRIMERIE

Les inspecteurs de l'imprimerie de la Constituante forment avec ceux de la salle et des secrétariats un seul comité sous la Législative et la Convention. Voir D/XXXV, Comité des inspecteurs de la salle, des secrétariats et de l'imprimerie.

D XXXVII. COMITÉ DE L'EMPLACEMENT

(1 article) C'est une simple section du Comité de constitution.
D XXXVII 1, 4 pièces (en déficit depuis juin 1976).
Rapport et projet de décret de l'Assemblée désignant le département de l'Allier et les villes de la Charité-sur-Loire, Grenoble, Moulins, Nevers et Rennes pour recevoir des établissements relevant du ministère de la Guerre, surtout d'artillerie (s.d.) ; lettres de l'abbé Bellegueule et de Ledoux offrant à l'Assemblée de desservir sans émoluements la chapelle de leur couvent rue Saint-Honoré (à Paris) (8 août sans indication de l'année) [1790?] ; lettre de Luneau, juge de paix d'Ancenis, aux membres du Comité de l'emplacement, sur les frais d'installation du district aux ci-devant Cordeliers (12 mars 1791).

D/XXXVIII

Comité d'instruction publique

Intitulé : COMITÉ D'INSTRUCTION PUBLIQUE.
Niveau de classement : sous-série du cadre de classement.
Dates extrêmes : 1781-an VIII.
Importance matérielle : 2 m.l. (5 articles)..
Conditions d'accès : librement communicable, sous réserve des restrictions imposées par l'état matériel des documents.

Noms des producteurs :
Comité d'instruction publique de la Législative et de la Convention (dont les archives sont pour l'essentiel conservées dans les sous-séries F/17 et AF/I et II des Archives nationales (Paris).
Commission des monuments publics.
Comité ecclésiastique et d'aliénation des biens nationaux.

Histoire des producteurs :
Le Comité d'instruction publique de la Législative et de la Convention fut, pour partie de ses attributions, le successeur du Comité ecclésiastique et du Comité d'aliénation de la Constituante, chargés ensemble, par décret du 23 octobre 1790, de la conservation des monuments de sciences et d'art. Si quelques adresses et projets sur l'éducation figurent dans les dossiers des pétitions et adresses envoyées à la Constituante, on n'a pas de traces d'une activité particulière de cette assemblée dans ce domaine.

Histoire de la conservation :
Avant de se dissoudre pour laisser place au régime du Directoire exécutif en l'an IV, la Convention décida que les dossiers de ses comités et de leurs prédécesseurs seraient triés pour que le nouvel exécutif (le Directoire et ses ministres) puisse reprendre la suite des affaires, les dossiers d'affaires terminées devant au contraire entrer aux Archives nationales.
Les registres de procès-verbaux des séances et d'arrêtés du Comité d'instruction publique passèrent au Directoire et se trouvent aujourd'hui dans la série AF ; les minutes des procès-verbaux, des lettres et pétitions adressées ou renvoyées au comité, les papiers des bureaux ou commissions rattachées au comité, rapports et mémoires se rapportant à l'instruction publique, furent envoyés au ministère de l'Intérieur et se trouvent aujourd'hui dans la sous-série F/17 (Instruction publique).
Ce qui fut classé sous la rubrique D/XXVIII du cadre de classement des Archives nationales était probablement un reliquat resté aux Archives nationales et ne formait qu'un carton jusqu'à la restitution aux Archives nationales en 1846 des pièces de la « collection Dubois », soustraites entre autres à la série D jusqu'en 1844.
La grande majorité des pièces de cette collection fut classée dans la série AA (Collection de lettres et pièces diverses), tandis que celles qui se rapportaient sinon aux activités du Comité d'instruction publique du moins à l'instruction publique sous la Révolution furent ajoutées à la sous-série D/XXVIII.

Présentation du contenu :
Le classement d'ensemble de la sous-série, adopté par les Archives nationales après la restitution des pièces de la collection Dubois, suit un plan méthodique conforme aux habitudes de l'époque pour les beaux-arts, les sciences et l'éducation, proche de l'organisation des divisions concernées du ministère de l'Intérieur.
Les documents qui forment la sous-série concernent en partie la Commission exécutive de l'instruction publique de l'an II à l'an IV mais ses dates extrêmes vont de 1781 à germinal an VIII et l'on y trouve des épaves de dossiers de la Commission des monuments publics et des Comités ecclésiastique et d'aliénation des biens nationaux réunis de 1790 et 1791. Il s'agit le plus souvent de pièces extraites de leur contexte pour les besoins de la collection d'autographe de Dubois, pour beaucoup amputées de leurs signatures.

Instruments de recherche : Voir l'*État des inventaires.*

Sources complémentaires :
Aux Archives nationales (Paris) :

- Autre(s) partie(s) du même fonds :

- sous-séries D/XIX (Comité ecclésiastique) et D/XXII (Comité d'aliénation)
- sous-série F/17 (Instruction publique) : F/17/1001 à 1010/D : pièces adressées ou renvoyées au Comité d'instruction publique (1792-an III) ; F/17/1010/E et 1012 (en partie) : affaires soumises au Comité d'instruction publique (an II-an III) et à la Commission exécutive de l'instruction publique (an II-an III) ; F/17/1013 : affaires sur le personnel enseignant, l'Institut national de musique et autres soumises au Comité d'instruction publique (an II-an IV) ; F/17/1022 : actes héroïques, pièces en partie soumises au Comité d'instruction publique (1793-an II) ; F/17/1321 à 1325 : minutes des procès-verbaux du Comité d'instruction publique de la Législative et de la Convention (1er novembre 1791-germinal an II)Le groupe F/17/1032 à 1455 (dossiers de la Commission des monuments, de la Commission temporaire des arts et du Conseil de conservation à partir de 1790) contient d'assez nombreux dossiers susceptibles de provenir du Comité d'instruction publique et du Comité ecclésiastique et d'aliénation et entre autres les articles F/17/1207, 1249, 1281, 1305, 1306, 1309, 1320, 1326, 1331 B, 1334/35, 1348 à 1350, 1354 à 1357, 1454.

- série AF (archives du pouvoir exécutif), sous-série AF/I (régime royal constitutionnel) : AF*/I/16 : Comité d'instruction publique de la Législative, rapports et projets de décrets (3 novembre 1791-19 août 1792) ; AF*/I/17 : Comité d'instruction publique de la Législative et de la Convention, registre des procès-verbaux (30 octobre 1791-23 germinal an II).
- sous-série AF/II (Conseil exécutif provisoire, Convention, Comité de salut public) : AF/II/17 : minutes des procès-verbaux du Comité d'instruction publique, projets de décrets et pièces jointes (3 germinal an II-4 brumaire an IV) ; AF*/II/30 et 31 : registres des procès-verbaux du Comité d'instruction publique (23 germinal an II-4 brumaire an IV) ; AF*/II/32 et 33 : registres des arrêtés du comité (24 fructidor an II-4 brumaire an IV).

- Archives d'autres producteurs en relation :

- sous-série F/0 (Intérieur, registres d'enregistrement) : F*/3915 : Commission exécutive de l'instruction publique, registre dit recherches et inventions ; F*/3916 à 3918 et 3920 : Commission exécutive de l'instruction publique puis ministère de l'Intérieur, registres de correspondance et de rapports (floréal an II-an VII).
- sous-série F/17 (Instruction publique) : F*/17/4 à 6 : Commission des monuments, registre des procès-verbaux (8 novembre 1790-16 ventôse an II), correspondance active (26 septembre 1793-13 ventôse an II), registre de réception des livres et objets d'art saisis chez les émigrés (1793-an II) ; F*/17/7 à 11 : Commission temporaire des arts, arrêtés et procès-verbaux (1er septembre 1793-5 nivôse an V), enregistrement de la correspondance avec les districts et les services du département de Paris (an II-an IV) et copies de lettres de la commission puis du Conseil de conservation des objets de sciences et d'art (frimaire an IV-fructidor an V°, procès-verbaux du directoire de la Commission temporaire (brumaire an III-frimaire an IV) ; F*/17/12 à 15 : Commission temporaire des arts puis Conseil de conservation des objets de sciences et d'art, : registres de présence (an II-an IX), de la correspondance arrivée (an III-an IV) et procès-verbaux du Conseil (prairial an VII-floréal an VIII) ; F*/17/23 : Commission temporaire des arts puis Conseil de conservation des objets de sciences et d'art, registre de réception des objets d'art et antiquités trouvés chez les émigrés et les condamnés (an II-an V) ; F*/17/24/1 : répertoire dans l'ordre alphabétique des noms d'artistes, de tableaux provenant d'églises et maisons religieuses transférés au dépôt des Petits-Augustins (vers l'an II) ; F*/17/24/2 à 13 : Musée des monuments français (1791-1816) ; F*/17/187 à 189 : registres des mandats délivrés au profit des instituteurs et institutrices des sections de Paris (an II) ; F*/17/372 et 373 : registres du dépôt littéraire de Nesle (an II-an IV) ; F/17/ 1016 et 1017 (en partie) : affaires traitées par la Commission exécutive de l'instruction publique, la Commission temporaire des arts etc (an III-an IV) ; F/17/1019 à 1021 B : demandes d'emploi et d'encouragement, de bourses, encouragements aux savants, gens de lettre et artistes (1755-1830) ; F/17/1023 à 1031 : hommages d'ouvrages, encouragements, imprimerie et librairie (1783-1830) ; F/17/1032 à 1274 : dossiers de la Commission des monuments, de la Commission temporaire des arts et du Conseil de conservation à partir de 1790. La suite de la sous-série F/17 jusqu'à l'article F/17/1457 contient de nombreux dossiers provenant de la Commission des monuments, de la Commission temporaire des arts et du Conseil de conservation.
- série AF (archives du pouvoir exécutif), sous-série AF/II (Conseil exécutif provisoire, Convention, Comité de salut public) : AF/II/67, Comité de salut public, groupe de l'Intérieur : instruction publique, écoles nationales, Institut national de musique, théâtres, musées, Muséum d'histoire naturelle, poides et mesures, fêtes nationales, inventions (août 1793-brumaire an IV).

- Sources complémentaires sur le plan documentaire :

- sous-série F/2(I) (administration départementale, objets généraux) : F/2(I)/106/16 (en partie) : bibliothèques et archives publiques (1789-1825) ; F/2(I)/367/1 à 378/15 : archives départementales, communales et hospitalières (1789-1889).

- sous-série F/4 (comptabilité générale) : F/4/1017 (en partie) : fêtes nationales (1792-1811) ; F/4/1019 (en partie) : argenterie provenant des églises et des maisons d'émigrés (1792-1793) ; F/4/1020 à 1022 : instruction publique, théâtres, musées et bibliothèques, sciences et arts (1790-1819) ; F/4/1028 à 1031 : entre autres agriculture, arts et manufactures, écoles et établissements techniques (1770-1820) ; F/4/1244 (en partie) : dépenses d'entretien du Muséum d'histoire naturelle (1790-an XIII) ; F/4/1246 (en partie) et F/4/2090 à 2095 : fêtes nationales (1792-an XI) ; F/4/2554 à 2563 : comptes et correspondance sur l'instruction publique les sciences et les arts (an II-1816) ; F/4/2570 et 2571 : comptes et correspondance sur le Musée central des arts (an II-an XIII).

Sources de la notice :
- *Les Archives nationales. État général des fonds* (tome II), publié sous la direction de Jean Favier, directeur général des Archives de France, 1978.
- Inventaire de la sous-série par H. Lot (1875).

Date de la notice : 2007.

Auteurs de la notice : Pierre-Dominique Cheynet (Marie-Élisabeth Antoine).

Répertoire de la sous-série D/XXXVIII[144]

Cartons

D/XXXVIII/1. Dossiers 1 à 5.

Règlement pour les secrétaires commis du comité (messidor an II) ; tableaux manuscrit des attributions du comité et imprimé de celles de la commission d'instruction publique (sans date) ; listes des membres et notes de candidatures de la commission des arts, listes de commissaires chargés de faire l'inventaire des objets nationaux utiles à l'instruction publique (sans date) ; tableau de la marche à suivre par les représentants en mission dans les départements pour l'organisation de l'instruction publique (sans date) ; feuilles de travail des comités et de la commission exécutive (mai 1790-an III). notes de travail et personnel (an II-an IV) ; décrets et arrêtés transmis au comité (mars 1792-an III)

D/XXXVIII/1 (fin) à 5. Dossiers classés par matières et à l'intérieur, dans l'ordre alphabétique de départements ou d'auteurs : adresses, projets.

1, dossiers 6 à 10 : culte de la Raison (an II), culte de l'Être suprême (an II), liberté des cultes (an II-prairial an VI), condition des prêtres et du clergé (octobre 1791-fructidor an III), bâtiments et objets du culte, dont argenterie (mai 1792-fructidor an III).

1, dossiers 11 à 16 : enseignement public en général (décembre 1789-pluviôse an III), enseignement supérieur (février 1790-germinal an III), dont : plan des cours du Lycée de Paris, s.d., enseignement spécial (septembre 1791-an VI), enseignement secondaire en général (février 1790-1796), collèges (septembre 1790-fructidor an V), écoles centrales (messidor an II-frimaire an VI).

2, dossiers 17 à 19 : écoles primaires (avril 1792-brumaire an III) , instituteurs (octobre 1789-vendémiaire an IV), académies (septembre 1790-messidor an II), dont lettre de Louis-Pierre Anquetil, détenu à la prison Saint-Lazare (de Paris), demandant des facilités pour achever et imprimer l'abrégé en 12 volumes de son *Histoire universelle* (13 messidor an II).

2, dossiers 20 à 23 : archives, bibliothèques, musées (1781 ; mai 1791-germinal an VIII), dont mémoire pour l'acquisition de la bibliothèque de Jean Capperonier par la Bibliothèque du Roi (15 décembre 1781), rapports : de Le Blond sur les états et relevés des bibliothèques des 83 départements et de Paris, sur les objets des églises (1791) et sur les travaux de la Commission des monuments (s.d.), beaux-arts (juin 1792-prairial an III), architecture (1793-an II), musées du Louvre et des Petits-Augustins, manufacture de la Savonnerie (floréal an II-floréal an III).

2, dossiers 24 à 30 : musique et chant (1792-an VI), peinture et sculpture (1790-messidor an II) : monuments publics en général (1793-an III), Commission des monuments publics, rapports de Le Blond et de Lenoir (novembre 1790-pluviôse an II) et rapports de Poirier sur les tombeaux de Saint-Denis et les monuments de Royaumont (1791), dossiers des Comités ecclésiastique et d'aliénation des biens nationaux réunis (novembre 1790-septembre 1791), arts professionnels, agriculture, écriture, imprimerie, dont lettres de Duboy-Laverne, directeur de l'Imprimerie nationale, mécanique et sténographie (1792-an III).

3, dossiers 31 à 44, sciences exactes : aérostation, astronomie, chimie, géographie, géométrie, horographie, hydrographie (1792-vendémiaire an IV), inventions et inventions de guerre (an II), météorologie et minéralogie, 4 pièces (an II-an III), Muséum d'histoire naturelle (septembre 1793-fin an V), physique (an III) et télégraphie (mars 1792).

[144] **Répertoire rédigé à partir de l'inventaire détaillé de la sous-série afin d'améliorer l'accès au fonds. On n'a pas contrôlé la pertinence des analyses avec le contenu actuel des articles décrits.**

3, dossiers 45 à 47, sciences médicales: chirurgie (juin 1790-vendémiaire an IV), médecine (janvier 1792-messidor an III), écoles de santé (novembre 1791-prairial an III).

3, dossier 48 : théâtre et spectacles, dont Théâtre français (pluviôse an II-prairial an VI).

3 (fin), fêtes nationales : fêtes nationales en général (frimaire an II-prairial an VI), fêtes décadaires (germinal an II-messidor an III), Quatorze-Juillet, Dix-Août, Ving-et-Un-Janvier, fête funèbre de Marat, 31-Mai, fête de la Raison, fête de l'Être suprême (juillet 1792-thermidor an VI).

4, dossier 58 : récompenses nationales, honneurs et secours (mai 1792-an III) ; dossiers 59 à 63 : récompenses et secours aux artistes, érudits, hommes de lettres, hommes de sciences, et demandes collectives (mars 1792-an III) ; dossier 64 : demandes d'emploi (an -an I) ; dossiers 65 à 69 : adresses, hommages et autres pièces en vers individuelles, collectives et anonymes (avril mars 1792-an VI).

5, dossier 70 : propagande politique[145] (1790-an VI) ; dossier 71 : sociétés populaires (mars 1792-pluviôse an III) ; dossier 72 : vandalisme (pluviôse an II-germinal an III) ; dossier 73 : essais politiques et philosophiques de particuliers (septembre 1790-an IV) ; dossiers 75 et 76 : pièces lacérées ou étrangères aux rubriques de l'inventaire.

[145] Les pièces de l'an VI sont des discours et adresses imprimées en français et allemand envoyées par Jean Dautzenberg, d'Aix-la-Chapelle, le 30 germinal an VI. Dautzenberg fut rédacteur du journal *le Spectateur d'Aix-la-Chapelle* puis commissaire général des postes des pays entre Meuse et Rhin et Rhin et Moselle à la fin de la Convention.

D/XXXIX

Commission de classification des lois

Intitulé : COMMISSION DE CLASSIFICATION DES LOIS.
Niveau de classement : sous-série du cadre de classement.
Dates extrêmes : 1790-an VI.
Importance matérielle : 5 m.l. (13 articles).
Conditions d'accès : librement communicable, sous réserve des restrictions imposées par l'état matériel des documents.
L'ensemble de la sous-série a été microfilmée et est communicable sous cette forme.

Noms des producteurs :
Commission du recensement et de la rédaction complète des lois, dite commission de classification des lois de la Convention et des Cinq-Cents.

Histoire des producteurs :
La commission du recensement et de la rédaction complète des lois fut créée le 3 floréal an II et organisée le 11 prairial suivant, pour rédiger les lois rendues jusqu'alors en un code succinct et complet, en supprimant celles qui étaient devenues confuses. La réorganisation des comités de la Convention de fructidor an II subordonna la commission au Comité de législation, qui lui confia des cas juridiques douteux.
L'existence de la commission de classification des lois se poursuivit au sein du Corps législatif sous le Directoire jusqu'en l'an VII.

Histoire de la conservation :
Versement aux Archives nationales (des assemblées du Directoire) en l'an VII ; quelques ajouts de pièces postérieures sont constatés.

Présentation du contenu :
Les cartons et le registre de la sous-série ont été cotés en deux numérotations distinctes.
La sous-série comprend un registre de délibérations et d'arrêtés de la commission et deux cartons de dossiers sur son fonctionnement, suivis par des dossiers de matériaux rassemblés pour la rédaction des codes, le plus souvent des mémoires et observations de praticiens du droit ou de simples particuliers adressés aux assemblées, rarement des parties rédigées, comme celles du Code révolutionnaire en partie compilées par Louis Rondonneau, propriétaire du dépôt des lois au Carrousel.

Instruments de recherche : Voir l'*État des inventaires.*

Sources complémentaires :
Aux Archives nationales (Paris) :
- Autre(s) partie(s) du même fonds:
- sous-série D/III (Comité de législation), en particulier D/III/380.
- Sources complémentaires sur le plan documentaire :
- série A (collections originales des lois), A*/296 à 302 : enregistrement général des décrets pour le travail relatif à la rédaction des lois de mai 1789 à brumaire an IV.
Sources de la notice :
- *Les Archives nationales. État général des fonds* (tome II), publié sous la direction de Jean FAVIER, directeur général des Archives de France, 1978.
- Inventaire manuscrit de la sous-série.
Date de la notice : 2007.
Auteurs de la notice : Pierre-Dominique CHEYNET (Marie-Élisabeth ANTOINE).

Répertoire de la sous-série D/XXXIX[146]

Cartons

D/XXXIX/1. Bureaux, personnel, fournitures, ordre de travail, correspondance (an II-an VII).

D/XXXIX/2. Matériaux d'ordre général analyses d'arrêtés des Comités de salut public et de législation (1792-an VII).

D/XXXIX/3, dossiers 12 et 13. Matériaux pour le Code civil (1790-an IV).

D/XXXIX/3 (fin) à 7.Études de différentes questions : paternité, substitutions, donations, successions, etc. classés par ordre chronologique (1790-vendémiaire an VIII).

3 (fin) :germinal an II-fructidor an III ; 4 : an IV ; 5 : an V ; 6 : an VI ; 7 : vendémiaire an VII-vendémiaire an VIII.

D/XXXIX/8. Matériaux pour le Code criminel (an IV-an VI et sans date).

D/XXXIX/9 et 10. Matériaux pour le Code révolutionnaire (an II).

Minutes du code et minutes d'articles, en partie rédigées par Rondonneau pour Billaud-Varenne.

D/XXXIX/11. Matériaux pour le Code des secours publics et le Code militaire (1790-an VI).

Dont : gendarmerie nationale, tableaux des brigades existantes et demandées (1790-1791) ;

D/XXXIX/12. Matériaux pour les Codes des travaux publics, des contributions, de l'agriculture, du commerce, de l'émigration (an II-an VI).

Registre

D/*/XXXIX/1. Registre des délibérations et arrêtés de la commission du recensement et de la rédaction complète des lois, anciennement coté D IC 8 (5 floréal-5e complémentaire an II).

[146] **Répertoire rédigé à partir de l'inventaire détaillé de la sous-série afin d'améliorer l'accès au fonds. On n'a pas contrôlé la pertinence des analyses avec le contenu actuel des articles décrits.**

D/XL

Comité des pétitions, dépêches et correspondances

Intitulé : **Comité des pétitions, dépêches et correspondances.**
Niveau de classement : sous-série du cadre de classement.
Dates extrêmes : 1789-an VIIII.
Importance matérielle : 64 m.l. (204 articles).
Conditions d'accès : librement communicable, sous réserve des restrictions imposées par l'état matériel des documents.

Noms des producteurs :
La sous-série résulte d'une succession chronologique de producteurs ayant en commun la gestion de la correspondance active et passive des assemblées avec l'ensemble de leurs correspondants :
- Comité des rapports et bureau des renvois de la Constituante,
- Comité des pétitions et Comité de correspondance de la Législative chargé de correspondre avec les commissaires aux armées,
- Comité des pétitions, dépêches et correspondances de la Convention,
- Bureau des dépêches et/ou bureau central des commissions du Conseil des Cinq-Cents et du Tribunat.

Histoire des producteurs :
Regroupant le Comité des pétitions et le Comité de correspondance de la Législative chargé de correspondre avec les commissaires aux armées, il devint Comité des pétitions, dépêches et correspondances sous la Convention, enregistrant toutes les pétitions adressées à l'Assemblée, analysant les adresses et les renvoyant aux ministres et comités compétents ; il rédigeait aussi le *Bulletin de la Convention*, ici représenté par un ensemble de correspondance adressée par les sociétés populaires et les autorités locales de 1793 à l'an III.
De la Législative sont, entre autres, demeurés dans ce fonds les papiers des commissaires de la Convention envoyés près l'armée du Nord et dans les départements de l'Est (équivalent de D/§).

Histoire de la conservation :
On peut supposer que les dossiers et les registres composant la majorité de la sous-série ont été versés en une ou plusieurs fois aux Archives nationales (des assemblées) à la fin des sessions des assemblées, de la Constituante à la Convention.
Les registres des bureaux des dépêches du Conseil des Cinq-Cents et du Tribunat sont venus s'ajouter à ceux des comités précédents tandis que le seul registre de procès-verbaux du comité, celui de la Convention, et des registres du bureau central des commissions des Cinq-Cents ont rejoint les fonds des Archives nationales en 1849 par le versement des archives de l'ex-secrétairerie d'État du Premier Empire et sont aujourd'hui dans AF*/II et AF*/III.
Enfin, à l'occasion de la préparation du déménagement de la série à Pierrefitte-sur-Seine, on a retiré en 2010 de plusieurs registres des pièces volantes qui ont été ajoutées au carton D/XL/30 où elles constituent son dossier 5.

Présentation du contenu :
Les cartons et les registres de la sous-série ont été cotés en deux numérotations distinctes. Les numéros de dossiers originels, eux-mêmes en plusieurs numérotations, ont été conservés lors de la constitution des cartons.
La sous-série comprend des ensembles classés par ordre chronologique de lettres, adresses et mémoires adressés à la Législative et à la Convention de 1791 à 1793, des lettres et adresses renvoyées à la Commission exécutive des Douze de la Législative, qui avait pour mission d'assurer l'ordre public en 1792, un ensemble de correspondances de et avec le comité de la Convention, portant sur la rédaction du *Bulletin de la Convention* et un carton renfermant, entre autres, des échanges entre la Convention et les représentants en mission près les armées et aux frontières de l'Est en 1792 et 1793.
Les registres d'enregistrement conservés vont de la Constituante au Consulat.

Instruments de recherche : Voir l'*État des inventaires.*

Sources complémentaires :
Aux Archives nationales (Paris) :

- Autre(s) partie(s) du même fonds :

- série C (Assemblées nationales) : C*/II/7, Constituante : analyse des adresses reçues (1789-1790) ; C*/II/8 à 14, Constituante : sommaire des lettres et pétitions reçues avec indication des comités auxquels elles ont été renvoyées (1789-1791) ; C*/II/15 et 16, Législative : sommaire des lettres et pétitions reçues (1792) ; C*/II/290 et 291, Cinq-Cents : registres alphabétiques des matières soumises aux commissions (an IV-an VIII).
- sous-série D/XXIX (Comité des rapports de la Constituante).
- série AF (pouvoir exécutif, Révolution et Empire), sous-série AF/II (Conseil exécutif provisoire et Convention, Comité de salut public) : AF*/II/18 : procès-verbaux du Comité des pétitions et de la correspondance de la Convention (17 octobre 1792-17 vendémiaire an IV).
- sous-série AF/III (Directoire) : AF*/III/258 à 262, Cinq-Cents, bureau central des commissions, enregistrement des pétitions renvoyées à des commissions spéciales et aux commissions permanentes (an VI-an VIII) ; AF*/III/264 à 269, Cinq-Cents, bureau central des commissions : enregistrement des pétitions renvoyées aux commissions (18 frimaire an IV-18 messidor an VI) ; AF*/III/277 et 278, Cinq-Cents, tables des pétitions renvoyées aux commissions spéciales du Conseil par ordre alphabétique des initiales (an IV-an V).

- Archives d'autres producteurs en relation :

- série AF (pouvoir exécutif, Révolution et Empire), sous-série AF/I (régime royal constitutionnel) : AF*/I/25 et 26 : registres des procès-verbaux des deux Commissions des Douze créées par la Législative par décrets des 6 mars et 17 juin 1792 (9-29 mars et 17 juin-8 août 1792).

- Sources complémentaires sur le plan documentaire :

- série C (Assemblées nationales) : séries de lettres et pétitions adressées aux assemblées classées en groupes chronologiques dans les dossiers des pièces annexes aux procès-verbaux ; également : C/176, dossiers 473-474, Législative, scrutin pour la formation du Comité des pétitions (octobre ou novembre 1791).
- série AD (archives imprimées), sous-série AD/XVIII/C : AD/XVIII/C/208, n° 18 : Comité des pétitions, liste des membres de l'Assemblée législative réélus à la Convention nationale qui restent provisoirement membres de ce comité, s.d. ; n° 63 : Extrait du procès-verbal du Comité des pétitions, nivôse an III ; sous-série AD/XX/A : AD/XX/A/91, 91 bis et 92 : Bulletin de la Convention nationale (septembre 1792-10 brumaire an IV).
- sous-série BB/16 (ministère de la Justice), division civile : BB/16/41 (en partie) : affaire Du Saillant et camp de Jalès (an II).

Sources de la notice :

- *Les Archives nationales. État général des fonds* (tome II), publié sous la direction de Jean Favier, directeur général des Archives de France, 1978.
- Inventaire de la sous-série par H. de Curzon (1895).
- *Les archives des assemblées nationales 1787-1858. Répertoire numérique de la série C* par J. Charon-Bordas, Paris, Archives nationales, 1985, 222 p.
- *Les impressions de la Convention nationale 1792-an IV. Inventaire analytique des articles AD XVIII^{C} 208 à 357* par O. Krakovitch, Paris, Archives nationales 1997, 552 p.
- *Journaux et gazettes français et étrangers conservés aux Archives nationales. AD XX^{A} et AD XX^{B}. Catalogue* par D. Habib, Paris, Centre historique des Archives nationales, 1998, 251 p.

Date de la notice : 2007 ; révisée en octobre 2010.
Auteurs de la notice : Pierre-Dominique Cheynet (Marie-Élisabeth Antoine).

Répertoire de la sous-série D/XL[147]

Cartons

D/XL/1 à 4. Lettres, adresses et mémoires à la Législative renvoyés au Comité des pétitions et à la commission de correspondance par ordre alphabétique des départements[148] puis correspondants divers(1791-1792).

[147] **Répertoire rédigé à partir de l'inventaire détaillé de la sous-série afin d'améliorer l'accès au fonds. On n'a contrôlé la pertinence des analyses avec le contenu actuel des articles décrits. que pour quelques registres.**

[148] Départements non représentés : Allier, Corse, Lozère et Meuse. Une pièce classée à Vaucluse. Dans les groupes départementaux de cette sous-série, on note d'assez nombreuses erreurs de classement de communes dans les départements. Le dossier de l'Aisne se terminerait en 1793 d'après l'inventaire manuscrit. Lorsqu'il n'y a qu'une localité pour un département, elle est indiquée à la rubrique de celui-ci sans être retenue à l'index par ailleurs ; on a également noté les cas où il ne se trouve qu'un seul document.

1 : Ain à Drôme ; 2 : Eure à Lot-et-Garonne ; 3 : Maine-et-Loire à Pyrénées-Orientales ; 4 (début) : Bas-Rhin à Yonne ; 4, dossiers 84 à 88 : volontaires nationaux, autres militaires, commune de Saint-Martin-de-Ré, étrangers ; dossiers 89 à 95 : autres comités de l'Assemblée, députés, ministres, directeur général de la Liquidation, administrateur de la caisse l'extraordinaire, directoire des postes, administrateurs du département de la police ; dossiers 96 et 97 : rapport imprimé du Comité des pétitions (1792) et divers.

D/XL/5 (début). Lettres, adresses et mémoires à la Législative renvoyés à la commission de correspondance par ordre alphabétique des départements[149] (1792).

D/XL/5 (fin). Correspondants divers (1792).

Dossier 84 : adresses de volontaires sur le Dix-Août (août 1792); dossier 85 : lettres des ministres ; dossier 86 : lettres des commissaires de l'Assemblée près les armées du Rhin, du Nord, du Midi et près celle de Lückner[150], et de ceux dans les départements voisins de Paris (août-septembre 1792) ; dossier 87 : lettres des généraux Lückner et Biron (septembre-octobre 1792) ; dossier 88 : lettres de la commission aux commissaires aux armées et aux ministres (août-septembre 1792) ; dossier 89 : expéditions de décrets (août-septembre 1792).

D/XL/6 à 16. Lettres, adresses et mémoires à la Législative renvoyés à la Commission exécutive des Douze, ordre alphabétique des départements[151] (1792).

6, Ain à Ardèche ; 7 : Ardennes à Calvados ; 8 : Cantal à Côtes-du-Nord ; 9 : Dordogne à Gard ; 10 ; Haute-Garonne à Indre ; 11 : Indre-et-Loire à Lot-et-Garonne ; 12 : Lozère à Haute-Marne ; 13 : Mayenne à Nord ; 14 : Oise à Paris ; 15 : Pas-de-Calais à Seine-Inférieure ; 16 : Seine-et-Marne à Yonne.

D/XL/17. Lettres, adresses et mémoires à la Législative renvoyés à la Commission exécutive des Douze, correspondants divers (1792).

Dossier 84 : volontaires nationaux et fédérés ; dossier 85 ; fédérés des 83 départements séjournant à Paris (juillet-septembre 1792) ; dossier 86 : officiers, sous-officiers et soldats ; dossier 87 : dossier Taillevis-Perrigny ; dossier 88 : comité révolutionnaire des Belges et des Liégeois ; dossiers 89 à 91 : mémoire anonyme sur la Constitution, députés, discours de Mathieu Dumas sur la guerre et pièces justificatives ; dossiers 92 à 97 : ministres, lettre du roi sur les affaires de Stuttgart (août 1792), arrêtés et proclamations du Conseil exécutif provisoire ; dossiers 98 à 103 : commissaires près les armées et les départements, commissaires du pouvoir exécutif, observations sur le camp de Soissons, bulletin de Billaud-Varenne et Brochet, commissaires de la Commune envoyés à Châlons-sur-Marne ; dossiers 104 à 107 : généraux en chef ; dossier 108 : note sur le manifeste du prince-évêque de Bâle ; dossiers 109 à 112 : expéditions de décrets de l'Assemblée renvoyant des affaires à la Commission, rapports de la Commission à l'Assemblée, lettre de Camus, garde des Archives nationales.

D/XL/18 à 23 Lettres, adresses et pétitions à la Convention renvoyées au Comité des pétitions, ordre alphabétique de départements[152] (1792-1793).

18 : Ain à Bouches-du-Rhône ; 19 : Calvados à Eure-et-Loir ; 20 : Finistère à Isère ; 21 : Jemappes (22 pièces, 1793) à Marne ; 22 : Haute-Marne à Haut-Rhin ; 23 : Rhône-et-Loire à Yonne.

D/XL/24 (début). Lettres, adresses et pétitions à la Convention renvoyées au Comité des pétitions, correspondants divers (1792-an III).

Dossiers 91 et 92 : volontaires et autres militaires ; dossier 93 : pétition de patriotes déportés des Antilles (1er vendémiaire an III) ; dossier 94 : lettres, adresse et procès-verbaux de l'assemblée extraordinaire du peuple bouillonnais (an II) ; dossier 95 : opinion du genevois Chenaud sur le jugement de Louis XVI (1792) ; dossier 96 : anonymes (1792-1793).

D/XL/24 (fin) à 27. *Bulletin de la Convention*, correspondance: des corps administratifs (municipalités, tribunaux, sociétés populaires, hôpitaux militaires *etc*.) par ordre de départements[153] puis correspondants divers avec le comité (1793-an III).

24 (fin) : Ain à Cantal ; 25 : Charente à Lot-et-Garonne ; 26 : Lozère à Sarthe ; 27 : « Seine » à Yonne ; représentants en mission, armées ; notes et renseignements pour le *Bulletin* et son impression,

[149] Départements non représentés : Ain, Ardèche, Ariège, Corse, Ille-et-Vilaine, Indre, Haute-Loire, Lot, Manche, Marne, Haute-Marne, Meuse, Basses-Pyrénées, Hautes-Pyrénées, Sarthe et Seine-et-Marne à Somme ; il n'y a pas de dossier sur le département de Vaucluse.

[150] L'armée du Nord.

[151] Départements non représentés : Corse, Creuse, Puy-de-Dôme, Hautes-Pyrénées et Vienne; il n'y a pas de dossier sur le département de Vaucluse.

[152] Départements non représentés : Cher et Bas-Rhin, au contraire de deux des trois nouveaux départements : Alpes-Maritimes et Mont-Blanc, celui du Mont-Terrible n'étant pas représenté. Le département de Paris est classé à Seine. Deux pièces de 1793 dans un dossier sur le département de Jemappes.

[153] Départements non représentés : Bouches-du-Rhône, Gironde, Loire-Inférieure, Marne, Mayenne à Meuse et Deux-Sèvres; le département de la Loire a son dossier particulier mais est aussi concerné en partie par le dossier du département de Rhône-et-Loire. Celui de Paris est classé à Seine.

listes des employés du *Bulletin*, bordereaux de dons patriotiques, correspondance d'autres comités avec le Comité des pétitions.

D/XL/28. Correspondance des comités, ministres, généraux, députés avec le Comité des pétitions ; correspondance adressée aux commissaires de la Législative près les armées du Nord et de la Convention près les armées du Nord et dans les départements de l'Est (1792-an II).

D/XL/29. Renvois de pièces par le Comité aux administrations, tribunaux, etc. sur formulaires imprimés (23 novembre 1792-21 mars 1793).

D/XL/30, début. Reliquat de lettres et pétitions adressées à la Convention, en particulier du département de la Drôme (1792-an III).

D/XL/30, dossier 5. Pièces volantes retirées des registres de la sous-série en 2010 (5 décembre 1790-6 frimaire an III et sans date).

Projet de modification de l'accord avec l'imprimeur Baudouin pour l'impression du *Bulletin* de l'Assemblée (sans date); brouillon de lettre du Comité des rapports de la Législative à celui d'agriculture et de commerce sur le canal d'Orléans (29 août 1791); projets par le député Pottier de décrets attribuant des pensions à Armand Sailland, volontaire au 3e bataillon de l'Orne blessé à la bataille de Machecoul, et à la veuve du capitaine corse Jean-Marie Oletta, commandant la felouque *La Vigilante* (brumaire-frimaire an III); billet sur le don par Geofroy, agent national de la commune du Luc (Var) et Jean-François Aube, de cette commune, de la finance de leurs offices de notaires par lettres lues en séance par le député Cruves (an II); état par les députés Jay et Pellissier au nom du Comité de correspondance de la Convention, des secrétaires commis partis à la suite de représentants en mission: Demangeot, accompagnant Merlin de Thionville et Reubell à Mayence, ensuite nommé régisseur de la fonderie de canons d'Indret, et Gallet, accompagnant Faure de la Haute-Loire (12 ventôse an II); circulaire imprimée du Comité des pétitions, section de la correspondance, demandant aux sociétés populaires des chefs-lieux de districts destinataires du *Bulletin de la Convention* d'en diffuser le contenu à celles des environs (mai 1793); demande de pension par Jean-Marie Guillaume, grenadier royal puis huissier à Morlaix, et lettre d'Expilly, évêque du Finistère (décembre 1790-juillet 1792); adresse de Bernard Gallet, de Pragondran (auj.: Verel-Pragondran), garde suisse jusqu'au Dix-Août, au conventionnel Petion pour obtenir le paiement de sa solde et un passeport pour rentrer dans son pays, désormais partie de l'empire français (21 octobre 1792); lettre de Michel Louis, de la section des Invalides de Paris, au député Thuriot, sur une demande de subsides approuvée par le ministre de la Guerre (18 juillet 1792); demande par Leloup, commissaire national du district de Pont-l'Évêque (Calvados), d'envoi aux juges de paix de toutes les lois ou de celles relatives à leurs fonctions (11 juin 1793); réclamation par Pansu, curé de Soyons, pour le paiement de réparations faites en 1791 au presbytère (juin 1793); liste de sociétés populaires et d'autorités constituées pour et contre une mesure non précisée, fragment d'imprimé découpé apparemment pour servir de marque-page et double feuille d'essais de plume; enregistrement chronologique avec analyse de 539 correspondances reçues d'avril à mai 1793.

Registres

D*/XL/1 à 4. Registres d'enregistrement de pièces extraordinaire datés en calendrier révolutionnaire sans année.

D*/XL/5 à 26. Convention, enregistrement des pétitions et correspondances avec dates des rapports et mention des décisions du comité, registres numérotés 1er à 22e en plusieurs séries chronologiques (21 septembre 1792-brumaire an IV).

5 : 22 septembre 1792-6 janvier 1793 ; 6 : 2 janvier-19 février 1793 ; 7 : 27 octobre 1792-14 janvier 1793 ; 8 : 14 janvier-6 mars 1793 ; 9 : janvier-avril 1793 ; 10 : mars-mai 1793 ; 11 : avril-juillet 1793 ; 12 : mai-octobre 1793 ; 13 : juillet 1793-frimaire an II ; 14 : octobre 1793-nivôse an II ; 15 : frimaire-ventôse an II ; 16 : nivôse-germinal an II ; 17 : ventôse-prairial an II ; 18 : germinal-thermidor an II ; 19 : prairial an II-vendémiaire an III ; 20: thermidor an II-brumaire an III ; 21 : vendémiaire-ventôse an III ; 22 : brumaire-germinal an III ; 23 : ventôse-messidor an III ; 24 : germinal-fructidor an III ; 25 : messidor an III-brumaire an IV ; 26 : fructidor an III-vendémiaire an IV

D*/XL/27. Convention, registre des pétitionnaires à admettre à la barre de l'assemblée (5 germinal an II-30 vendémiaire an IV).

D*/XL/28 à 30. Convention, registres des auteurs d'envoi de mémoires (1793-vendémiaire an IV).

28 : 1792-1793 ; 29 et 30 : ordre alphabétique des auteurs, lettres A à L, messidor-fructidor an III et fructidor an III- vendémiaire an IV.

D*/XL/31. Convention, table alphabétique des cantons et des départements pour l'envoi du *Bulletin de la Convention*.

D*/XL/32 à 41. Convention, registres des pétitionnaires, deux séries chronologiques (20 septembre 1792-vendémiaire an III).

32 : 20 septembre-décembre 1792 ; 33 : janvier-mai 1793 ; 34 : mai 1793-pluviôse an II ; 35 : pluviôse-thermidor an II ; 36 : thermidor an II-floréal an III ; 37 : floréal an III- brumaire an IV ; 38 : février-août 1793 ; 39 : septembre 1793-pluviôse an II ; 40 : pluviôse an II-vendémiaire an III ; 41 : vendémiaire an III.

D*/XL/42 à 47. Constituante, Législative et Convention, registres de correspondance du Comité des rapports (1789-1792).

42 : 24 décembre 1789-6 avril 1790 ; 43 : 7 avril-21 juin 1790 ; 44 : 23 juin-17 août 1790 ; 45 : 18 août 1790-2 juillet 1791 ; 46 : 2 juillet-1er septembre 1791 ; 47 : 3 septembre 1791-23 novembre 1792.

D*/XL/48. Législative et Convention, registre des lettres écrites par la commission de correspondance (18 août 1792-thermidor an III).

D*/XL/49 et 50. Convention et Cinq-Cents, analyse des lettres aux ministres, administrateurs de départements et de districts et aux pétitionnaires (21 mars 1793-thermidor an IV) et table alphabétique.

D*/XL/51 à 57. Convention, registres des matières à insérer au *Bulletin de la Convention* (3 février 1793-4 brumaire an IV).

51 : 3 février 1793-23 floréal an II ; 52 : 24 floréal-5e sans-culottide an II ; 53 : 1er vendémiaire-16 ventôse an III ; 54 : 17 ventôse an III-4 brumaire an IV ; 55 : envois de la commission de correspondance ; 56 et 57 : envois d'après des réclamations particulières.

D*/XL/58 à 81. Constituante, Législative et Convention, enregistrement des pièces adressées au Comité des rapports (22 mars 1790-octobre 1792).

58, registre E (22 mars-22 juillet 1790) ; 59 : registre F (22 juillet 1790-24 août 1791) ; 60 : registre G (octobre 1790-décembre 1791) ; 61 : registre H (août 1791-avril 1792) ; 62 : registre I (décembre 1791-février 1792) ; 63 : registre K (mars-juin 1792) ; 64 : registre L (juin-octobre1792) ; 65 à 72 : tables alphabétiques d'autres séries de registres commençant en décembre 1789 ; 73 et 74 : tables des registres G et H ; 75 : copies de correspondances avec les départements (8 octobre 1790-20 septembre 1791) ; 76 à 79 : tables alphabétiques dites *alphabet des districts* ; 80 et 81 : table alphabétique de noms d'auteurs des pièces, non analysées, adressées au comité de vendémiaire à prairial an III, A-M et N-Z.

D*/XL/82 à 103. Convention, registres des pièces lues à l'assemblée, (pluviôse an II-vendémiaire an IV).

Ordre alphabétique des initiales des auteurs puis chronologique avec mention des renvois aux comités, registres en deux séries différentes après les deux premiers : 82 : pluviôse-germinal an II ; 83 : germinal-floréal an II ; 84 et 85 : floréal-thermidor an II ; 86 et 87 : thermidor an II-brumaire an III ; 88 et 89 : 1er brumaire-7 frimaire an III ; 90 et 91 : 8 frimaire-1er pluviôse an III ; 92 et 93 : pluviôse-ventôse an III ; 94 et 95 : 16 ventôse-30 germinal an III ; 96 et 97 : floréal an III ; 98 et 99 :prairial an III ; 100 et 101 : messidor-thermidor an III ; 102 et 103 : fructidor an III-vendémiaire an IV.

D*/XL/104 à 113. Constituante ; Législative et Convention, bureau des renvois, enregistrement des pièces renvoyées aux comités (1789-1790 et 1793-an II).

Ordre alphabétique des initiales des lieux de provenance puis chronologique avec mention des renvois aux comités, registres en partie en séries distinctes, les registres 105 à 108 portant sur leur reliure des faux-titres erronés[154] : 104 : juillet-août 1789 ; 105: juillet-septembre 1791 ; 106 : avril-juillet 1791 ; 107 et 108 : avril-septembre 1791 ; 109 : novembre 1791-octobre 1792 ; 110 : mars-novembre 1792 ; 111 : avril-juillet 1793 ; 112 : juillet 1793-pluviôse an II ; 113 : brumaire-ventôse an II.

D*/XL/114 et 115. Convention, section des pétitions, enregistrement des pièces renvoyées aux comités.

114 : 3 germinal an II-7 ventôse an III ; 115 : 8 ventôse an III-9 brumaire an IV.

D*/XL/116 à 124. Convention et Cinq-Cents, bureau des dépêches, registres d'entrée (vendémiaire an IV-frimaire an VIII).

116 : vendémiaire-nivôse an IV ; 117 : nivôse-germinal an IV ; 118 : floréal an IV-vendémiaire an V ; 119 : vendémiaire-floréal an V ; 120 : floréal-complémentaires an V ; 121 : vendémiaire-germinal an VI ; 122 : floréal an VI- ventôse an VII ; 123 : germinal-fructidor an VII ; 124 : vendémiaire-frimaire an VIII.

D*/XL/125 à 144. Cinq-Cents, bureau des dépêches, registres dits *Lecture* [des pièces lues en séance] (brumaire an IV-frimaire an VIII).

Ordre alphabétique des initiales des lieux de provenance puis chronologique avec mention de la décision de création d'une commission spéciale ou de renvoi à une commission existante : 125 : brumaire-germinal an IV ; 126 : floréal-complémentaires an IV ; 127 : vendémiaire-pluviôse an V ; 128 : pluviôse-floréal an V ; 129 : floréal-messidor an V ; 130 : messidor-thermidor an V ; 131 : fructidor-complémentaires an V ; 132 : vendémiaire-brumaire an VI ; 133 : brumaire-nivôse an VI ; 134 : nivôse-ventôse an VI ; 135 : ventôse-germinal an VI ; 136 : germinal-prairial an VI ; 137 : prairial-messidor an VI ; 138 : thermidor an VI- brumaire an VII ; 139 : vendémiaire-ventôse an VII ; 140 : ven-

[154] Ces titres ont été suivis dans l'inventaire manuscrit des registres de la série D par É. Berger, 1885, pour analyser de ces registres.

tôse-prairial an VII ; 141 : prairial-messidor an VII ; 142 : thermidor-complémentaires an VII ; 143 : vendémiaire-18 brumaire an VIII ; 144 : 21 brumaire-frimaire an VIII.

D*/XL/145 et 146. Convention, enregistrement des pièces renvoyées aux comités (germinal-20 frimaire an II et -20 frimaire an II-germinal an III).

D*/XL/147 à 164. Cinq-Cents, enregistrement des renvois (brumaire an IV-brumaire an VIII).

Ordre alphabétique des initiales des lieux de provenance puis chronologique avec mention de la décision de créer une commission ou de renvoyer à une commission existante : 147 : brumaire-nivôse an IV ; 148 : frimaire-pluviôse an IV ; 149 : pluviôse an IV ; 150 : ventôse-germinal an IV ; 151 : floréal-prairial an IV ; 152 : prairial-thermidor an IV ; 153 : fructidor-complémentaires an IV ; 154 : vendémiaire-brumaire an V ; 155 : frimaire-pluviôse an V ; 156 : pluviôse-floréal an V ; 157 : prairial-messidor an V ; 158 : thermidor-complémentaires an V ; 159 : vendémiaire-pluviôse an VI ; 160 : pluviôse-floréal an VI ; 161 : floréal-fructidor an VI ; 162 : fructidor an VI- nivôse an VII ; 163 : pluviôse-complémentaires an VII ; 164 : vendémiaire-brumaire an VIII.

D*/XL/165 à 170. Cinq-Cents, registres d'enregistrement (9 brumaire an IV-17 fructidor an VII).

165 : 9 brumaire-29 messidor an IV ; 166 : 29 messidor an IV-29 germinal an V ; 167 : 29 germinal an V-18 vendémiaire an VI ; 168 : 18 vendémiaire-23 fructidor an VI ; 169 : 23 fructidor an VI- 6 thermidor an VII ; 170 : 6 thermidor-17 fructidor an VII.

D*/XL/171. Cinq-Cents, enregistrement des rapports et procès-verbaux d'assemblées primaires, communales et électorales de l'an VII (germinal-fructidor an VII).

D*/XL/172 à 174. Tribunat, registres d'entrée (an VIII-an X).

172 et 173 : registres par ordre alphabétique des initiales puis chronologique (11 nivôse an VIII-vendémiaire an X et nivôse-fructidor an VIII) ; 174 : registre par ordre chronologique (vendémiaire-ventôse an IX).

D/XLI

Comité des subsistances

Intitulé : Comité des subsistances.
Niveau de classement : sous-série du cadre de classement.
Dates extrêmes : 1789 (ponctuellement : 1792-an IV).
Importance matérielle : 1 m.l. (2 articles).
Conditions d'accès : librement communicable, sous réserve des restrictions imposées par l'état matériel des documents.

Noms des producteurs :
Comité des subsistances de la Constituante.

Histoire des producteurs :
Comité créé le 17 juin 1789 et supprimé le 13 octobre suivant

Histoire de la conservation :
Fonds probablement versé aux Archives de l'Assemblée peu après la fin de l'existence de ce comité.
Des pièces postérieures ont été classées ensuite dans la sous-série par regroupement avec le domaine d'activité du comité.

Présentation du contenu :
Les numéros de dossiers originels de 1 à l'infini ont été conservés lors de la constitution des cartons.
La sous-série comprend quelques éléments sur le fonctionnement du Comité des subsistances et des dossiers de sa correspondance active et passive, le second carton se composant de mémoires renvoyés au comité classés par ordre alphabétique de localités.

Instruments de recherche : Voir l'*État des inventaires.*

Sources complémentaires :
Aux Archives nationales (Paris) :
- Sources complémentaires sur le plan documentaire :
- sous-séries F/10 (Agriculture), F/11 (Subsistances).
- Les sous-séries D/XXIX et D/XXIX *bis* (Comités des rapports et des recherches de la Constituante) conservent des dossiers d'enquête et des projets sur les subsistances au début de la Révolution, notamment D/XXIX *bis*/26.
Sources de la notice :
- *Les Archives nationales. État général des fonds* (tome II), publié sous la direction de Jean Favier, directeur général des Archives de France, 1978.
- Inventaire manuscrit de la sous-série par H. de Curzon (1895).
Date de la notice : 2007.
Auteurs de la notice : Pierre-Dominique Cheynet (Marie-Élisabeth Antoine).

Répertoire de la sous-série D/XLI[155]

Cartons

D/XLI/1.	Dossier 1: projets sur rapport du comité, notes de travail du comité (sans date). Dossier 2: correspondance du comité avec divers fonctionnaires publics, notes, modèles, *etc*. (1789). Dossier 3: mémoires, projets et observations sur les récoltes, la disette *etc.* dits renvoyés au comité (1789-1792).

[155] **Répertoire rédigé à partir de l'inventaire détaillé de la sous-série afin d'améliorer l'accès au fonds. On n'a pas contrôlé la pertinence des analyses avec le contenu actuel des articles décrits.**

Dont pièces 34-36: projet de règlement pour les blés envoyé par les députés de la Commission de Haute-Normandie (12 septembre 1789); pièce 64: projet de Michel-Louis Rousselet, député du tiers état du bailliage de Provins, de bureau chargé de suivre la manutention des blés et farines (sans date); pièce 66: mémoire de la société populaire de Voiron sur les moyens d'administrer avec économie les grains et légumes (sans date); pièces 67 et 68: mémoires sur les subsistances militaires (1792).

Dossier 4: pétitions individuelles (1789-an IV).

D/XLI/2. Mémoires, projets et observations envoyés au comité par les villes et bourgs, classement alphabétique, Abbeville à Voncq (1789).

D/XLII

Comité de salut public

Intitulé : **Comité de salut public.**
Niveau de classement : sous-série du cadre de classement.
Dates extrêmes : 1792-an IV.
Importance matérielle : 11 m.l. (32 articles.).
Conditions d'accès : librement communicable, sous réserve des restrictions imposées par l'état matériel des documents.

Noms des producteurs :
Comité de salut public de la Convention.

Histoire des producteurs :
Le 1er janvier 1793, la Convention créa un Comité de défense générale pour assurer la cohésion de l'action des ministres avec les directives de la Convention. Ce comité fut transformé le 6 avril suivant en Comité de salut public et investi de fait de la tutelle sur les ministres ; il se transforma, après le 31 mai, en se dotant de six sections (de Correspondance générale, des Affaires étrangères, de la Marine, de l'Intérieur, de la Guerre et des Pétitions).
De l'élimination de Danton au 9 thermidor, le « grand Comité de salut public », qui n'était plus renouvelé chaque mois que pour la forme, fut l'instance collective de gouvernement de la France, même avant la suppression des ministères, remplacés par des commissions exécutives le 12 germinal an II.
Après le 9 thermidor, le Comité de salut public perdit ce rôle prééminent, sauf pour les affaires de la guerre, Carnot, qui en était chargé depuis longtemps au comité, assurant la continuité de direction de la politique militaire qu'il poursuivit comme membre du Directoire exécutif jusqu'à son élimination lors du coup d'État du 18 fructidor an V.

Histoire de la conservation :
Avant de se dissoudre pour laisser place au régime du Directoire exécutif en l'an IV, la Convention décida que les dossiers de ses comités et de leurs prédécesseurs seraient triés pour que le nouvel exécutif (le Directoire et ses ministres) puisse reprendre la suite des affaires, les dossiers d'affaires terminées devant au contraire entrer aux Archives nationales.
La grande majorité des archives du comité a été alors partagée entre le Directoire et les ministères, essentiellement celui de l'Intérieur puis celui, créé quelques mois après le début du Directoire, de la Police générale. Les papiers et registres que le Directoire se réserva alors ont été versés aux Archives nationales en 1849 parmi les archives de l'ex-Secrétairerie d'État du Premier Empire et sont depuis conservés dans la sous-série AF/II. Ce qui fut dévolu en l'an IV aux ministères est réparti dans les sous-séries correspondantes de la série F.
La sous-série D/XLII est un petite partie du fonds du Comité de salut public alors versée aux Archives comme concernant des affaires terminées.
Quelques éléments du Comité de défense générale des premiers mois de 1793 sont cotés dans la sous-série D/XLV (Comité de défense générale).

Présentation du contenu :
La sous-série comprend un carton de lettres, arrêtés et copies ou extraits d'arrêtés manuscrits et imprimés du comité, que suit un carton de correspondance des ministres avec le comité, dont des comptes-rendus d'opérations par le Conseil exécutif et les ministres, et des dossiers sur de grandes affaires liées à l'ordre public : guerre de Vendée, insurrections girondines de 1793, reddition de la place de Mayence, massacres de septembre 1792, dossiers contre des généraux de l'armée du Nord de 1793 et sur des accidents majeurs comme l'incendie de la raffinerie de salpêtre de la maison de l'Unité et l'explosion de la poudrière de Grenelle ; viennent ensuite deux cartons de mélanges où l'on note particulièrement des listes des sociétés républicaines de Paris et des départements et des procès-verbaux et proclamations de l'Assemblée nationale des Allobroges à Chambéry (octobre-novembre 1792).

La fin des cartons de la sous-série se compose de lettres échangées entre le Comité de salut public et les autorités locales : directoires de départements et de districts, conseils généraux de communes, comités de surveillance, essentiellement sur des questions de nominations et d'épuration des administrations locales en 1793 et en l'an II. Des comptes-rendus sur les opérations des assemblées électorales des départements de vendémiaire an IV, avec quelques procès-verbaux de ces assemblées, et des procès-verbaux d'installation des nouvelles administrations centrales de départements, de commissaires du Directoire provisoires et de tribunaux au début de brumaire an IV figurent également dans cet ensemble classé par ordre de départements.
La sous-série comprend également une partie des registres d'enregistrement par matière du comité.

Instruments de recherche : Voir l'*État des inventaires.*

Sources complémentaires :
Aux Archives nationales (Paris) :

- Autre(s) partie(s) du même fonds :

- sous-série D/XLV (Comité de défense générale).
- sous-série D/III (Comité de législation) : D/III/333 : minutes de lettres du Comité de salut public en quasi-totalité aux départements, districts et représentants en mission ; comptes journaliers et décadaires de la commission des administrations civiles, police et justice ; extraits de lettres sur l'application des arrêtés des 2 thermidor et 17 fructidor an II (an III).
- sous-série F/0 (Intérieur, enregistrement) : F*/3055 : enregistrement de la correspondance active du bureau de surveillance de l'exécution des lois du Comité de salut public (13 pluviôse-24 thermidor an II).
- sous-série F/7 (Police générale) : une partie des dossiers de la sous-série est susceptible de provenir de la section de police du Comité de salut public rattachée à la fin de l'an II au Comité de sûreté générale ou d'autres sections de ce comité, entre autre les deux séries départementales dites *statistiques personnelles et morales* : F/7/3654/1 à 4 et 3647 à 3700 (1790-1813 et 1790-1830).
- sous-série F/11 (subsistances) : F/11/205 (en partie) : mémoires et pétitions adressées au Comité de salut public sur les subsistances et le maximum (an II-an IV) ; F/11/277 (en partie), 278/A et B, 292 et 293 : affaires sur les subsistances soumises au Comité de salut public (an II-an III) ; F/11/ 428 (en partie) : affaires diverses sur les subsistances traitées par le Comité de salut public (an II-an V).
- série AA (collections de lettres et pièces diverses) : AA/38, dossier 1198 et 39, dossier 1206 : registre de la correspondance générale de la seconde section du bureau central des renseignements du comité et table (an III).
- série AF (pouvoir exécutif, Révolution et Empire), sous-série AF/II (Conseil exécutif provisoire et Convention, Comité de salut public) : AF/II/20 à 412, fonds du Comité de salut public: ; AF*/II/44 à253, registres du Comité de salut public.
- sous-série AF/III (Directoire) : divers dossiers commençant avant l'an IV sont susceptibles de contenir en partie des pièces provenant du fonds du Comité de salut public, ainsi dans AF/III/51/A (dossiers de Bonnier d'Alco sur les émigrés) et dans le groupe AF/III/52 à 90, relations extérieures.
- BB/30/31 (en partie) : comptes-rendus de la commission des administrations civiles, police et tribunaux au Comité de salut public sur l'administration de la justice (an II).

- Sources complémentaires sur le plan documentaire :

- sous-série D/III (Comité de législation) : D/III/324 : commission des administrations civiles, police et justice ; comptes journaliers, série incomplète (an II-an IV) et comptes décadaires au Comité de salut public (an II-an III).
- sous-série D/XXV(Comité des colonies) : D/XXV/56 (fin) à 57, dossier 559 comprennent des arrêtés et pièces renvoyés par le Comité de salut public sur les troubles à Saint-Domingue (1792-an III) ; D/XXV/65 (fin) à 76, dossier 749 comprennent des notes adressées par les commissaires des assemblées coloniales au Comité de salut public.
- sous-série D/XXXIX (Commission de la classification des lois) : D/XXXIX/1 et 2 (en partie) : analyses d'arrêtés des Comités de salut public et de législation (1792-an VII).
- sous-série F/0 (Intérieur, enregistrement) : F*/4283 (en partie) : compte-rendu du ministre de l'Intérieur, 1ère division, au Comité de salut public (1er nivôse-8 floréal an II).
- sous-série F/1/a (Intérieur, administration générale) : F/1/a/69 à 80 : arrêtés du Comité de salut public (an II-an IV) ; F*/1/a/548 : état des sociétés populaires de la République (s.d.).
- sous-série F/7 (Police générale) : F/7/3052/2 (en partie) : pétitions au Comité de salut public (an II-an III).
- sous-série F/10 (agriculture) : F/10/236 : correspondance du Comité de salut public sur l'agriculture (an II-an III) ; F/10/290 et 291 : arrêtés du Comité de salut public sur l'agriculture, préparation (an II-an III).
- sous-série F/11 (subsistances) : F/11/ 280 à 291 : ampliations d'arrêtés du Comité de salut public sur les subsistances (frimaire an II-brumaire an IV).

- série AA (collections de lettres et pièces diverses) : AA/39, dossier 1202 : expéditions d'arrêtés du Comité de salut public des 23 fructidor an III et 6 brumaire an IV.
- sous-série AF/III (Directoire) : AF/III/28, dossier 97, commission des Dix-Sept chargée de l'épuration des employés après les journées de Vendémiaire an IV, pièces 10-14 et 40-93 : états d'épuration des employés du Comité de salut public et de la section diplomatique du comité.
- Les procès-verbaux des assemblées électorales de l'an IV et les autres documents relatifs à leurs opérations de la sous-série sont des compléments à la série C (Assemblées nationales), articles C/480 à 482, Conseil des Anciens, procès-verbaux des assemblées électorales de l'an IV ; les éléments sur la formation des nouvelles autorités départementales complètent les dossiers correspondant du début du Directoire, notamment dans la sous-série AF/III et dans les sous-séries concernées de F.

Sources de la notice :
- *Les Archives nationales. État général des fonds* (tome II), publié sous la direction de Jean Favier, directeur général des Archives de France, 1978.
- Inventaire manuscrit de la sous-série (liasses) par J. Guiffrey, P. Caillet et S. Clémencet (1868-1939).
- Répertoire détaillé des registres par I. Cloulas (1965).
- *Recueil des actes du Comité de salut public avec la correspondance officielle des représentants en mission et le registre du Conseil exécutif provisoire,* Paris, Impr. nat., 1889-1951, 28 vol. (Tables t. I à V, VI à XVII, XVIII à XXVIII), et ses *Suppléments,* Paris, 1960-1999, 4 volumes et une table.

Date de la notice : 2007.
Auteurs de la notice : Pierre-Dominique Cheynet (Marie-Élisabeth Antoine).

Répertoire de la sous-série D/XLII[156]

Cartons

D/XLII/1, dossiers 1 à 13. Lettres, arrêtés et copies ou extraits d'arrêtés manuscrits et imprimés du comité classés dans l'ordre chronologique (9 juin 1793-4e complémentaire an III[157]).

D/XLII/1, dossier 14. Résidu sur les colonies et la marine (s.d. et 1790-1794).

Dont pièces 1-2 : tables et mémoires *remis dans le temps à la commission chargée de présenter au Corps législatif la situation politique de l'île Domingue* (s.d.) ; pièce 7 : mémoire intitulé « blocus et siège du Fort-Bourbon »[158], journal rédigé par le Comité des colonies ; pièces 8 à 10 : proclamation du général de Béhague, gouverneur général des îles du Vent, aux troupes de la Martinique et réponse des commissaires et des municipalités (mars 1791), copie de lettres du gouverneur de Damas aux officiers municipaux et au maire du Diamant (septembre-octobre 1791) ; pièce 13 : extraits de lettres de Basse-Terre (avril 1792).

D/XLII/2. Correspondance des ministres avec le Comité de salut public, dont comptes-rendus d'opérations par le Conseil exécutif et les ministres (1793-an II).

Dossier 1, pièces 1-39 : envois du ministre de la Justice (avril 1793-ventôse an II) ; pièces 40-68 : visas demandés par le ministre des Relations extérieures pour des passeports pour l'étranger ; pièces 69-72 : envois du ministre de la Marine (mai-septembre 1793) ; dossiers 2 à 8, envois du ministre de l'Intérieur (mai 1793-germinal an II), dont, dans le dossier 8 : comptes décadaires du ministre du 20 nivôse au 30 germinal an II, réponses des ministres des Contributions publiques, de la Guerre et de la Justice à un décret ordonnant de dresser la liste des agents des diverses administrations avec rapport du Conseil exécutif (mai 1793) et comptes sommaires des délibérations et opérations du Conseil exécutif pendant les trois décades de nivôse an II ; dossiers 9 et 10 : envois du ministre des Relations extérieures (août 1793-floréal an II), dont comptes décadaires de ventôse au 19 germinal an II ; dossier 11 : comptes décadaires du ministre de la Justice (nivôse-2e décade de pluviôse an II).

D/XLII/3. Vendée (1792-an II).

Dossier 1 : lettres interceptées d'officiers et de membres des comités royalistes (janvier 1793-janvier 1794) ; dossier 2 : lettres et rapports des représentants en mission (6 mai, 6 septembre 1793 et 9 brumaire-21 germinal an II) ; dossier 3 : lettres des généraux républicains (31 mars 1793-brumaire an II) ; dossier 4 : lettres et rapports d'autorités locales et sociétés populaires de l'Ouest (21 mars 1792 et juillet 1793-germinal an II) ; dossier 5 : lettres de particuliers (mars 1793-brumaire an II) ; dossier 6 : mélanges, dont liste des prisonniers de guerre capturés à Châtillon le 5 juillet 1793 et transférés à

[156] **Répertoire rédigé à partir de l'inventaire détaillé de la sous-série afin d'améliorer l'accès au fonds. On n'a pas contrôlé la pertinence des analyses avec le contenu actuel des articles décrits.**
[157] Les arrêtés de l'an III (dossier 13) ne représentent que 41 pièces.
[158] Fort-de-France (Martinique)

Cholet et journal de croisière de la flotte de la République commandée par le contre-amiral Villaret (sans date).

D/XLII/4, dossiers 1 à 6 et 10 et 11. Gironde, Fédérés de 1793 et affaire de Toulon.

Dossiers 1 et 2 : Bordeaux et département de la Gironde (juin-septembre 1793), dont rétractations de communes de la Gironde et départements voisins de leur adhésion au mouvement et pièces envoyées par la commission populaire de la Gironde aux départements du Calvados et de la Meuse en juin 1793 ; dossier 3 : interrogatoire du représentant Antiboul à Marseille le 24 juin 1793 ; dossier 4 : département du Gard, dossier présenté au Comité de salut public par Payan, administrateur du département de la Drôme et envoyé par Albitte (juin-septembre 1793) ; dossier 5 : rebellion du Midi, dossier remis par le général Canclaux au comité (juillet-septembre 1793) ; dossier 6 : rapport au Comité de salut public et arrêtés des représentants en mission près l'armée des Pyrénées sur les vivres et les munitions de guerre à Toulouse (août 1793) ; dossier 10 : affaire de Tonnerre et copies de procès-verbaux du conseil général de l'Yonne (décembre 1792-août 1793) ; dossier 11 : affaire de Toulon, dont pièces manuscrites et imprimées du comité général des sections de Toulon et correspondance entre les commandants britanniques et les insurgés (mars-septembre 1793).

D/XLII/4, fin à 7. Mélanges.

4, dossier 7 : siège de Lille et troubles dans le département du Nord (septembre 1793-frimaire an II et nivôse an III) ; dossiers 8 et 9 : reddition de Mayence (mai-septembre 1793).

5, dossier 1 : massacres de septembre 1792 de Paris, listes dressées en octobre et novembre 1792 ; dossier 2 : instruction sur les massacres de septembre 1792 dans les prisons de Meaux, envoi du ministre de la Justice au Comité de législation (février 1793) ; dossier 3 : états des forces des armées (1793-an III) ; dossier 4 : liste des papiers trouvés lors de l'arrestation de Brissot en fuite à Moulins le 21 juin 1793 ; dossier 5 : commandement de l'armée du Nord, pièces contre les généraux Berthelmy (Étienne-Ambroise Berthellemy dit), chef de l'état-major de l'armée du Nord, Charles-François Duhoux, ex-commandant à Lille, Simon-François Gay-Vernon, Jean-Nicolas Houchard, commandant supérieur de l'armée intermédiaire, responsable de la retraite de Menin, et Jacques O'Moran, commandant général des troupes de Douai à Dunkerque, et contre Camuset, commandant le bataillon du district de Cambrai (juin 1793-ventôse an II) ; dossier 6 : incendie de la raffinerie de salpêtre de la maison de l'Unité et explosion de la poudrière de Grenelle (fructidor an II) ; dossier 7 : listes des sociétés républicaines de Paris et des départements (s.d.).

6, dossier 1 (début) : correspondance des autorités, notamment représentants en mission (1793-an III) ; pièces 39-64 : procès-verbaux et proclamations de l'Assemblée nationale des Allobroges à Chambéry (octobre-novembre 1792) ; dossier 2, correspondances diverses et résidus, mémoires et projets de particuliers, mémoires anonymes et mémoires hostiles à la Révolution et au comité, réponses du comité à diverses autorités locales, circulaires du comité (1792-an IV, an VI), dont pièces 3-4 : lettres du ministre de la Guerre aux généraux de division et aux chefs d'escadrons de la gendarmerie nationale sur les mesures à prendre pour le maintien de l'ordre (22 frimaire an VI) ; pièces 43-44 : circulaire du comité aux membres du pouvoir exécutif leur rappelant les lois et décrets réglant la nature et les limites de leurs fonctions (2 nivôse an II) ; pièces 66-67 : lettre du conventionnel Masuyer envoyée par le département de Saône-et-Loire au comité pour le dénoncer (18 juin 1793) ; pièce 123 : affiche imprimée de l'assemblée générale populaire de Liège (2 septembre 1793).

7, dossier 1 : arrêtés, projets d'arrêtés et circulaires du comité (juillet 1793-pluviôse an III) ; dossier 2 : correspondance active et passive du comité, notamment avec la commission de commerce et des approvisionnements (mai 1793-fructidor an III) ; dossier 3 : arrêtés et proclamations de représentants en mission : copies et exemplaires imprimés (septembre 1793-thermidor an III) ; dossier 4 : tableaux de places vacantes dans les districts, municipalités et comités de surveillance (messidor an II) ; dossier 5 : affaires militaires et pays conquis, dont nomination des administrations d'arrondissement et de municipalités de Belgique et arrêtés des représentants en mission près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse (mai 1793-vendémiaire an IV).

D/XLII/8 à 12. Correspondance active et passive du comité avec les départements, districts et communes et quelques sociétés populaires, en majorité sur les nominations, prises de fonction et destitutions, renseignements sur les assemblées électorales des départements de vendémiaire an IV, ordre alphabétique des départements[159] (septembre 1793-brumaire an IV).

8 : Ain à Creuse, dont réclamations des habitants de Chézy-sur-Marne et du conseil général de la commune de Nogent-l'Artaud pour obtenir le remplacement de cloches qu'on leur a prises (s.d. et 15 floréal an II) ; protestation du département des Ardennes contre la prétention de l'administration centrale de l'ex-pays de Liège de lever les impôts sur la commune de Cerfontaine[160], rattachée aux Ardennes comme appartenant au district de Couvin (frimaire an III) ; adresse des maires du canton de

[159] Sauf la Corse. Dossiers séparés pour les départements de la Loire et du Rhône. Lorsqu'une seule affaire est représentée, la précision est donnée à la rubrique du département de l'index sans que l'affaire soit reprise par ailleurs à l'index. On trouvera à cette même rubrique l'indication des correspondances sur les assemblées électorales de l'an IV pour les départements concernés.

[160] Auj. : Belgique, province de Namur.

Margut pour la liberté du culte public (pluviôse an II) ; procès-verbaux d'élection et d'installation de l'administration centrale de la Charente-Inférieure (27-28 vendémiaire an IV).

9 : Dordogne à Lozère, dont envoi par Rabaud le jeune, commissaire provisoire du Directoire près l'administration centrale du Gard, du procès-verbal d'installation de l'administration centrale (entre le 30 vendémiaire et le 9 brumaire an IV) ; lettre du procureur général syndic de l'Hérault annonçant au comité qu'après la commune de Montpellier, celle de Lodève envoie deux patriotes prononcés à Strasbourg pour y réchauffer l'esprit public (19 frimaire an II) ; lettre de Bigot, homme de loi, au Directoire, demandant la place de commissaire central d'Indre-et-Loire (6 brumaire an IV) ; plainte des ouvriers de Saint-Chamond contre la cherté des vivres (29 ventôse an III) ; extrait des procès-verbaux de la première séance de l'administration centrale de la Loire-Inférieure (1er brumaire an IV) ; lettre du district de Pithiviers au comité sur les contraventions à l'arrêté du 11 prairial an II sur les travaux de la récolte (16 messidor an II) ; adresse du comité révolutionnaire du district de Montauban contre l'agiotage (23 pluviôse an II).

10 : Maine-et-Loire à Orne, dont : lettre de l'administration centrale de la Marne au comité demandant si un citoyen radié provisoirement de la liste des émigrés peut en être membre (9 brumaire an IV) ; protestation de la société des sans-culottes de Joinville contre un arrêté interdisant les fonctions publiques aux anciens prêtres (21 fructidor an II) ; procès-verbal d'installation du tribunal du district de Chambéry (4 fructidor an III) ; lettre de Girardon, instituteur à Plouay, dénonçant au comité des manœuvres pour diminuer les récoltes (7 brumaire an II) ; rapport du directoire du département de la Moselle sur des troubles au spectacle à Metz (9 brumaire an IV) ; procès-verbal d'installation de l'administration centrale du Nord (1er brumaire an IV) ; tableau de situation du magasin militaire de Bellême (1er fructidor an II).

11 : Paris (rapports de police de septembre 1793 à nivôse an II, département, Commune, sections de Paris, autres communes du département : Charonne, Choisy-sur-Seine[161], Clichy-la-Garenne, Dugny, Franciade[162], Gennevilliers, Puteaux et Thiais) à Rhône, dont : différend entre le district de Mont-Bidouze[163] et le département des Basses-Pyrénées sur une réquisition en maïs (3 thermidor an II) ; lettre du commissaire provisoire près l'administration du Bas-Rhin sur l'installation de la nouvelle administration et la nomination de commissaires provisoires (2 brumaire an IV).

12 : Haute-Saône à Yonne, dont : extraits d'arrêtés de l'administration centrale de Saône-et-Loire nommant des commissaires provisoires près les tribunaux (5 brumaire an IV) ; circulaire de l'agent national du district de Mâcon aux communes sur le développement de l'agriculture (3 fructidor an II) ; arrêté du département de la Sarthe contre un attroupement signalé dans les districts de Sablé [-sur-Sarthe] et Sillé [-le-Guillaume], imprimé, septembre 1793 ; lettre des administrateurs du district de Versailles sur les subsistances pour les ouvriers de l'atelier de sellerie de la ville (2 germinal an III) ; lettre des administrateurs du district de Péronne (Somme) sur le prix de l'avoine (23 fructidor an II) ; lettre du président du Conseil exécutif provisoire au président du comité sur la situation militaire de la Vendée (13 août 1793) ; lettre du ministre de l'Intérieur au comité sur l'imprimé joint *Au peuple trompé de la Vendée* (2 frimaire an II) ; procès-verbaux d'installation de l'administration centrale de la Haute-Vienne et de nomination de commissaires provisoires du Directoire (30 vendémiaire an IV ; lettre de l'agent national du district d'Avallon sur la publication des affiches de sentences arbitrales et de décisions de familles (26 frimaire an III) ; demande d'un tribunal correctionnel et d'un tribunal de commerce par les administrateurs du district de Saint-Fargeau (1er brumaire an IV).

Registres

D*/XLII/1 à 3 *bis*.	Enregistrement de la correspondance générale au départ (18 nivôse an II-27 frimaire an III 28 frimaire-15 prairial an III, 15 prairial an III-13 vendémiaire an IV) et table.
D*/XLII/4.	Copie de lettres aux administrations départementales (20 fructidor an II-12 brumaire an IV).
D*/XLII/5 et 6.	Enregistrement de lettres reçues des districts et table (24 thermidor an II-24 frimaire an III) et table.
D*/XLII/7 et 8.	Enregistrement de la correspondance reçue des municipalités et sections de Paris (1er pluviôse an II-27 frimaire an III) et table partielle.
D*/XLII/9 et 10.	Enregistrement de la correspondance reçue des districts (11 thermidor an II-27 frimaire an III) et table.
D*/XLII/11.	Enregistrement de la correspondance active du bureau de surveillance de l'exécution matérielle des lois du comité (13 pluviôse-24 thermidor an II).
D*/XLII/12.	Enregistrement de la correspondance reçue, agriculture et arts (20 germinal an II-24 vendémiaire an III).

[161] Nom révolutionnaire de Choisy-le-Roi.
[162] Nom révolutionnaire de Saint-Denis.
[163] Nom révolutionnaire de Saint-Palais (Pyrénées-Atlantiques).

D*/XLII/13 à 17. Enregistrement de la correspondance reçue à la section du commerce et des approvisionnements du comité et renvoyée à diverses commissions et tables (germinal an II-messidor an III).

D*/XLII/18 et 19. Enregistrement des rapports de la commission de commerce (1er vendémiaire an III-5 brumaire an IV) et table.

D/XLIII

Comité de sûreté générale

Intitulé : COMITÉ DE SÛRETÉ GÉNÉRALE (CONVENTION).
Niveau de classement : sous-série du cadre de classement.
Dates extrêmes : an II-an IV.
Importance matérielle : un article.
Conditions d'accès : librement communicable, sous réserve des restrictions imposées par l'état matériel des documents.

Noms des producteurs :
Comité de sûreté générale.

Histoire des producteurs :
Successeur du Comité des recherches de la Constituante et du Comité des pétitions, dépêches et correspondances de la Législative, il est créé par la Convention sous le nom de Comité de sûreté générale et de surveillance, titre allégé en Comité de sûreté générale, et assure un rôle majeur dans les affaires de police politique de la Terreur ainsi que pour les affaires d'émigration.

Histoire de la conservation :
Avant de se dissoudre pour laisser place au régime du Directoire exécutif en l'an IV, la Convention décida que les dossiers de ses comités et de leurs prédécesseurs seraient triés pour que le nouvel exécutif (le Directoire et ses ministres) puisse reprendre la suite des affaires, les dossiers d'affaires terminées devant au contraire entrer aux Archives nationales.
Le fonds du Comité de sûreté générale est passé quasiment intégralement au Directoire exécutif en l'an IV.
Un tri postérieur à la création du ministère de la Police générale en nivôse an IV fit remettre à ce ministère les registres d'intérêt particulier et les cartons. Cette partie du fonds fut versée aux Archives nationales en 1840 et est depuis classée dans la sous-série F/7.
Les registres d'intérêt général (arrestations, mises en liberté, mandats d'arrêt, correspondance) conservés par le Directoire exécutif sont revenus aux Archives nationales avec les archives de la Secrétairerie d'État en 1849 et sont depuis classés dans la sous-série AF/II.

Présentation du contenu :
L'article conservé dans la sous-série D/XLIII correspond au moins en partie à un dossier constitué, sa première pièce étant une table incomplète des autres documents (127 pièces lors de la rédaction de l'inventaire manuscrit), mais il comprend diverses demandes d'emploi dans les bureaux du ministère de l'Intérieur en brumaire an IV. Parmi les documents que comprend la sous-série, plusieurs ont trait à l'arrestation des députés girondins en 1793

Instruments de recherche : Voir l'*État des inventaires.*

Sources complémentaires :
Aux Archives nationales (Paris) :

- Autre(s) partie(s) du même fonds :
- sous-série F/7 (Police générale) : F*/7/ 1 à 103, 684, 2201 à 2210, F/7/4386 à 4824.
- série AF (pouvoir exécutif, Révolution et Empire), sous-série AF/II (Conseil exécutif provisoire et Convention, Comité de salut public) : AF/II* 224, 254 à 301 ; AF*/II/220 et 221, détenus, arrêtés des Comités de salut public et de sûreté générale réunis.

- Archives d'autres producteurs en relation :
- sous-séries D/XLII et AF/II (Comité de salut public), dont AF/II/43 à 62 : police et AF*/II/220 à 225 : police générale, détenus.

- Sources complémentaires sur le plan documentaire :
- sous-série AF/III (Directoire) : AF/III/28, dossier 97, commission des Dix-Sept chargée de l'épuration des employés après les journées de Vendémiaire an IV, pièces 23-29 : état nominatif des employés du Comité de sûreté générale et conduite lors de ces journées ; AF/III/118, dossier 553, pièce 9 : état des appointements et des frais

de bureau du Comité de sûreté générale (1793) ; en outre divers dossiers commençant avant l'an IV sont susceptibles de contenir en partie des pièces provenant du fonds du Comité de sûreté générale, ainsi dans AF/III/51/A (dossiers de Bonnier d'Alco sur les émigrés).
- série BB (Justice), sous-série BB/1 (ministère de la Justice, Personnel), BB/1/62 à 128 : émigration (1792-an X) ; sous-série BB/3 (affaires criminelles), BB/3/29 et 30 : arrestation et libération de députés à la Convention (1793-an IV) ; 46 à 63 : exécution des arrêtés d'arrestation et de libération pris par la Convention et ses comités (1793-an IV) ; BB/3/65 à 81/2 : fonds du comité de surveillance du département de Paris (1793-an III) ; sous-série BB/16 (division civile), BB/16/859 (en partie) : dossier sur Babeuf dans la Somme (1791-an II) et dénonciations contre des commissaires du Comité de sûreté générale.
Sources de la notice :
- *Les Archives nationales. État général des fonds* (tome II), publié sous la direction de Jean Favier, directeur général des Archives de France, 1978.
Date de la notice : 2007.
Auteurs de la notice : Pierre-Dominique Cheynet (Marie-Élisabeth Antoine).

Répertoire de la sous-série D/XLIII[164]

Carton

D/XLIII/1. Lettres, adresses, pétitions diverses adressées ou renvoyées au Comité de sûreté générale et quelques lettres du comité (1792-an IV) ; tableaux et états des employés du Comité de sûreté générale (26 brumaire an IV).

[164] **Répertoire rédigé à partir de l'inventaire détaillé de la sous-série afin d'améliorer l'accès au fonds. On n'a pas contrôlé la pertinence des analyses avec le contenu actuel des articles décrits.**

D/XLIV

Comité des transports, postes et messageries

Intitulé : **Comité des transports, postes et messageries.**
Niveau de classement : sous-série du cadre de classement.
Dates extrêmes : 4 vendémiaire an III.
Importance matérielle : 2 pièces.
Conditions d'accès : librement communicable, sous réserve des restrictions imposées par l'état matériel des documents.

Noms des producteurs :
Comité des transports, postes et messageries (Convention).

Histoire des producteurs :
Producteur théorique: Le Comité des transports, postes et messageries est un comité technique créé lors de la dernière réforme des comités de la Convention de fructidor an II.
La pièce unique qui porte la cote de la sous-série réservée à ce Comité y a été placée à une date indéterminée par les Archives nationales au XIX^{e} siècle.

Histoire de la conservation :
On ne sait rien de la conservation des papiers de ce comité après la Convention ; des éléments en sont peut-être conservés dans la sous-série F/90 (postes et télégraphes).
Ses registres de procès-verbaux et d'arrêtés, passés au Directoire, ont versés aux Archives nationales en 1849 parmi les archives de l'ex-Secrétairerie d'État du Premier Empire et sont depuis conservés dans la sous-série AF/II..

Instruments de recherche : Voir l'*État des inventaires.*

Sources complémentaires :
Aux Archives nationales (Paris) :
- Autre(s) partie(s) du même fonds :
- série AF (pouvoir exécutif, Révolution et Empire), sous-série AF/II (Conseil exécutif provisoire et Convention, Comité de salut public), AF*II/36 et 37 : registres des procès-verbaux du Comité des transports, postes et messageries (2^{e} complémentaire an II-6 floréal an III) ; AF*II/38 : registre de ses arrêtés (2^{e} complémentaire an II-26 ventôse an III).
- Sources complémentaires sur le plan documentaire :
- sous-série F/90 (postes et télégraphes).
Sources de la notice :
- *Les Archives nationales. État général des fonds* (tome II), publié sous la direction de Jean Favier, directeur général des Archives de France, 1978.
Date de la notice : 2007.
Auteurs de la notice : Pierre-Dominique Cheynet (Marie-Élisabeth Antoine).

Pièce unique

D/XLIV/1 : adresse d'Arnaud, préposé des vivres à Givet, demandant que la Convention fasse réponse à toutes les lettres et pétitions individuelles (4 vendémiaire an III)

D/XLV

Comité de défense générale

Intitulé : COMITÉ DE DÉFENSE GÉNÉRALE.
Niveau de classement : sous-série du cadre de classement.
Dates extrêmes : janvier-août 1793.
Importance matérielle : 16 pièces.
Conditions d'accès : librement communicable, sous réserve des restrictions imposées par l'état matériel des documents.

Noms des producteurs :
Producteur théorique: Comité de défense générale de la Convention.
La sous-série résulte de reclassements opérés par les Archives nationales jusqu'en 1919.

Histoire des producteurs :
Le Comité de défense générale créé en janvier 1793 par la Convention pour assurer la cohésion de l'action des ministres avec la politique de l'assemblée fut remplacé en avril suivant par le Comité de salut public.

Histoire de la conservation :
Les archives de ce comité sont passées à son successeur, le Comité de salut public (voir la notice de la sous-série D/XLIII, Comité de salut public).
Les quelques pièces conservées dans D/XLV sont tout à fait secondaires et dépassent la date à laquelle le comité cessa d'exister. Les pièces concernant les nouvelles reçues des départements insurgés en mars et avril 1793, y ont été intégrées par la section moderne des Archives nationales en 1919.

Instruments de recherche : Voir l'*État des inventaires.*

Sources complémentaires :
Aux Archives nationales (Paris) :

- Archives d'autres producteurs en relation :
- sous-série D/XLII (Comité de salut public).
- série AF (pouvoir exécutif, Révolution et Empire), sous-série AF/II (Conseil exécutif provisoire et Convention, Comité de salut public), fonds du Comité de salut public : AF/II/20 à 417/C, AF*/II/44à 253.

- Sources complémentaires sur le plan documentaire :
- voir celles signalées par la notice de la sous-série D/XLII (Comité de salut public).

Sources de la notice :
- *Les Archives nationales. État général des fonds* (tome II), publié sous la direction de Jean FAVIER, directeur général des Archives de France, 1978.

Date de la notice : 2007.
Auteurs de la notice : Pierre-Dominique CHEYNET (Marie-Élisabeth ANTOINE).

Carton

D/XLV/1. Correspondance des ministres et autorités renvoyée au Comité de défense générale par la Convention et relative en particulier aux troubles de l'Ouest (janvier-juin 1793) ; tableau de la situation des places de la République française en bouches à feu et poudres, état des poudres de guerre existant dans les magasins de la Marine (août 1793).

Tableau de répartition des sous-séries de D dans l'ordre alphabétique des titres des comités

AGRICULTURE ET DE COMMERCE (COMITÉ D'): D/XIII
ASSIGNATS ET DES MONNAIES (COMITÉ DES) : D/VIII
AVIGNON (COMITÉ D'): D/XXIV
CACHET (COMITÉ DES LETTRES DE): D/V
COLONIES (COMITÉ DES): D/XXV
CONSTITUTION (COMITÉ DE): D/IV
CORRESPONDANCES (COMITÉ DES PÉTITIONS, DÉPÊCHES ET): D/XL
DÉCRETS, PROCÈS-VERBAUX ET ARCHIVES (COMITÉ DES) : D/I§1
DÉFENSE GÉNÉRALE (COMITÉ DE): D/XLV
DÉPÊCHES ET CORRESPONDANCES (COMITÉ DES PÉTITIONS,): D/XL
DIPLOMATIQUE (COMITÉ): D/XXIII
DIVISION DU TERRITOIRE (COMITÉ DE): D/IV*bis*
DOMAINES (COMITÉ DES): D/XVIII
DOMAINES NATIONAUX (COMITÉ D'ALIÉNATION DES): D/XXII
DONS ET HOMMAGES AUX ASSEMBLÉES: D/I§2
DONS PATRIOTIQUES (« COMITÉ DES TRÉSORIERS DES »): D/XXXIV
ECCLÉSIASTIQUE (COMITÉ) : D/XIX
FÉODAUX (COMITÉ DES DROITS): D/XIV
FINANCES (COMITÉ DE L'EXTRAORDINAIRE DES) : D/VII
FINANCES (COMITÉ DES) : D/VI
IMPOSITIONS ET CONTRIBUTIONS PUBLIQUES (COMITÉ DES): D/IX
INSPECTEURS DE LA SALLE(COMITÉ DES): D/XXXV
INSTRUCTION PUBLIQUE (COMITÉ D'): D/XXXVIII
JUDICATURE (COMITÉ DE): D/XVII
LÉGISLATION (COMITÉ DE): D/III
LIQUIDATION
LIQUIDATION (COMITÉ DE ET COMITÉ CENTRAL DE): D/XI et D/XII
LOIS (COMMISSION DE CLASSIFICATION DES): D/XXXIX
MARINE (COMITÉ DE LA) : D/XVI
MENDICITÉ (COMITÉ DE) : D/XXVII
MILITAIRE (COMITÉ): D/XV
PENSIONS (COMITÉ DES): D/X
PÉTITIONS, DÉPÊCHES ET CORRESPONDANCES (COMITÉ DES): D/XL
POSTES ET MESSAGERIES (COMITÉ DES TRANSPORTS,): D/XLIV
RAPPORTS (COMITÉ DES): D/XXIX
RECHERCHES (COMITÉ DES): D/XXIX *bis*
REPRÉSENTANTS DU PEUPLE (MISSIONS DES COMMISSAIRES DE LA CONVENTION, Armée du Nord, 1792-1793) : D/§2
REPRÉSENTANTS DU PEUPLE (MISSIONS DES, Armées du Nord et de Sambre-et-Meuse, 1793-an IV) : D/§3:
REPRÉSENTANTS DU PEUPLE (MISSIONS DES, départements français) : D/§1
SALLE (COMITÉ DES INSPECTEURS DE LA): D/XXXV
SALUBRITÉ (COMITÉ DE): D/XXVI
SALUT PUBLIC (COMITÉ DE): D/XLII
SECOURS PUBLICS (COMITÉ DES): D/XXVII
SUBSISTANCES (COMITÉ DES): D/XLI
SÛRETÉ GÉNÉRALE (COMITÉ DE): D/XLIII
TRANSPORTS, POSTES ET MESSAGERIES (COMITÉ DES): D/XLIV

INDEX DU RÉPERTOIRE DE LA SÉRIE D

AVERTISSEMENT

Comme tout index de répertoire, l'index de celui de la série D ne retient que les noms de lieux énoncés dans les analyses du répertoire. Les références données aux noms des départements et des communes ne renvoient donc qu'à une partie des documents pouvant contenir des informations à leur sujet. On peut compléter ces données en consultant:
à la rubrique du département les références portant sur des groupes de documents classés par ordre alphabétique de départements;
à la rubrique *Communes* de l'index les références portant sur des groupes de documents classés par ordre alphabétique de noms de communes.

Lorsqu'un nom de commune est cité dans une analyse pour marquer le début ou la fin du contenu d'un article classé par ordre alphabétique de noms de communes, l'index ne reprend pas cette référence.

TABLEAU DE RÉPARTITION DES NOMS DE LIEUX

LIEUX NON IDENTIFIÉS

« Craon » (Mayenne ou Vienne ?). L'Argentière[-la-Bessée] (Hautes-Alpes) ou Largentière (Ardèche) ? Marnes (Marnes, Deux-Sèvres, ou Marnes-la-Coquette, Seine-et-Oise, auj.: Hauts-de-Seine) ? Mauléon (Deux-Sèvres?). Romilly (Romilly-sur-Seine, Aube) ?

FRANCE

Ain: Belley, Poncin, Versoix (auj. : Suisse, canton de Genève).
Aisne: Château-Thierry (nom révolutionnaire : Égalité-sur-Marne), Chauny, Chézy-sur-Marne, La Fère, Laon, Nogent-l'Artaud, Saint-Quentin, Soissons, Vervins.
Allier: Bourbon-l'Archambault, Ébreuil, Gannat, la Loire (fleuve), Moulins, Paray [-sous-Briailles], Saint-Sauvier, Villefranche [-d'Allier].
Basses-Alpes (auj.: Alpes-de-Haute-Provence): Chaudon-Norante, Digne [-les-Bains], Norante (commune de Chaudon-Norante), Sisteron.
Hautes-Alpes: Embrun, Gap, L'Argentière[-la-Bessée] ou Largentière (Ardèche), Orcières.
Alpes-Maritimes 1)auj. : Alpes-Maritimes : Menton, Nice.
2) Monaco (auj : Principauté de Monaco, nom révolutionnaire : Port-Hercule).
3) alors Var, voir à ce mot.
Ardèche: Andance, Annonay, Bourg-Saint-Andéol, Jalès (commune de Berrias), Largentière ou L'Argentière [-la-Bessée] (Hautes-Alpes), Soyons ,Vinezac, Viviers.
Ardennes: Bouillon (auj.: Belgique, province de Luxembourg), Cerfontaine (auj.: Belgique, province de Namur), Couvin (auj.: Belgique, province de Namur), Givet, Margut, Mariembourg (auj.: Belgique, province de Namur, commune de Couvin), Philippeville (auj.: Belgique, province de Namur), Rethel, Sedan.
Ariège: Foix, Le Port, Mirepoix, Pamiers, Tarascon [-sur-Ariège].
Aube: Auxon, Bar-sur-Seine, Molins [-sur-Aube], Montreuil [-sur-Barse], Troyes, Villeneuve-au-Chemin.
Aude: Carcassonne, Castelnaudary, Narbonne.
Aveyron: Belmont [-sur-Rance], Entraygues [-sur-Truyère], Espalion, Lédergues, Marcillac [-Vallon], Mur-de-Barrez, Pont-de-Camarès (commune de Camarès), Réquista, Rodez, Saint-Affrique, Saint-Sernin [-sur-Rance], Salvagnac [-Cajarc], Séverac-le-Château, Vabres.

Bouches-du-Rhône: Aix [-en-Provence], Apt (auj. : Vaucluse), Arles, Barbentane, Courthézon (auj. : Vaucluse), Gémenos, Marseille, Martigues, Orange (auj. : Vaucluse), district de Vaucluse (auj. : département de Vaucluse).
Calvados: Bayeux, Caen, la Dives (fleuve côtier), Falaise, Lisieux, Pont-l'Évêque, Saint-Pierre-sur-Dives.
Cantal: Aurillac, Mauriac, Saint-Flour.
Charente: Angoulême, Blanzac [-Porcheresse].
Charente-Inférieure (auj.: Charente-Maritime): La Rochelle, Rochefort, Saint-Jean-d'Angély, Saint-Martin-de-Ré, Saintes.
Cher: Bourges, Saint-Amand [-Montrond], Saint-Thibault (auj. : commune de Saint-Satur).
Corrèze: Brive [-la-Gaillarde], Tulle, Uzerche.
Corse : Bastia (auj.. : Corse-du-Sud), Mariana (auj. : Haute-Corse, commune de Lucciana).
Côte-d'Or: Arnay-le-Duc, Auxonne, Dijon, Montbard, Nuits [-Saint-Georges], Saint-Jean-de-Losne, Saulieu, « Semur-en-Brionnais » (pour Semur-en-Auxois), Seurre.
Côtes-du-Nord (auj.: Côtes-d'Armor): Saint-Magloire (abbaye, commune de Léhon), Tréguier.
Creuse: Felletin.
Dordogne: Excideuil, Périgueux, Saint-Astier, Saint-Julien-de-Lampon, Sarlat [-la-Canéda].
Doubs: Baume [-les-Dames], Besançon, Maîche, Montbéliard (alors : Mont-Terrible), Ornans, Pontarlier, Quingey, Saint-Hippolyte (nom révolutionnaire : Doubs-Marat).
Drôme: Die, district de l'Ouvèze (Drôme puis Vaucluse), Romans [-sur-Isère], Saint-Paul-Trois-Châteaux, Tain [-l'Hermitage], Vaison [-la-Romaine] (Drôme puis Vaucluse), Valence.
Eure: Bourgtheroulde [-Infreville], Évreux, Verneuil [-sur-Avre].
Eure-et-Loir: Chartres, Courtalain, Denonville, Gellainville.
Finistère: Brest, Carhaix [-Plouguer], Morlaix, Quimper, Quimperlé, Saint-Pol-de-Léon.
Gard: Alès, Nîmes, Uzès.
Haute-Garonne: Auvillar (auj. : Tarn-et-Garonne), Comminges (diocèse de- , à Saint-Bertrand-de-Comminges), Lévignac, Rieux, Salies-du-Salat, Toulouse.
Gers: Auch, Condom, Lectoure, Lombez, Nogaro.
Gironde: Bazas, Bordeaux, Cadillac.
Hérault:. Agde, Béziers, Cessenon [-sur-Orb], Clermont-l'Hérault, Lodève, Montpellier, Saint-Jean-de-Buèges.
Ille-et-Vilaine: Cancale, Dol [-de-Bretagne], Fougères, Redon, Rennes, Saint-Malo.
Indre: Châteauroux.
Indre-et-Loire: Loches, Tours.
Isère: Allevard, Grenoble, Roussillon, Saint-Marcellin, Vienne, Voiron.
Jura: Dole, Lons-le-Saunier, Saint-Claude, Salins [-les-Bains].
Landes: Aire [-sur-l'Adour], Dax, Mont-de-Marsan.
Loir-et-Cher: Romorantin [-Lanthenay], Vendôme.
Loire (jusqu'en 1793 : *Rhône-et-Loire*): Montbrison, Saint-Chamond.
Haute-Loire: Boisset, Langeac, Le Puy [-en-Velay], Pouzol (auj. : commune de Saint-Bérain).
Loire-Inférieure (auj.: Loire-Atlantique): Châteaubriant, Guérande, Herbignac, Indret (commune d'Indre), La Chapelle-Launay, Machecoul, Nantes, Paimboeuf, Savenay.
Loiret: Briare, Buges (auj.: commune de Corquilleroy), Langlée (commune de Châlette-sur-Loing), Orléans, Pithiviers.
Lot:.1) auj. : Lot : Cahors, Montcuq, Saint-Céré.
2) auj. : Tarn-et-Garonne : Caussade, Caylus, Moissac, Molières, Montauban, Montech.
Lot-et-Garonne: Agen, Buzet [-sur-Baïse], Vianne.
Lozère: Florac, Mende.
Maine-et-Loire: Angers, Cholet, Saint-Florent-le-Vieil (sous son ancien nom de Montglonne), Segré.
Manche: Boucey (auj. : commune de Pontorson), Cherbourg, Coutances, Gréville [-Hague], Le Mont-Saint-Michel, Valognes.
Marne: Châlons [-sur-Marne], Cormontreuil, Fismes, La Veuve, Reims, Sézanne, Vitry-le-François.
Haute-Marne: Bourbonne [-les-Bains], Giey-sur-Aujon, Joinville, Langres.
Mayenne: « Craon » (Mayenne ou Vienne ?), Lassay [-les-Châteaux], Laval.
Meurthe 1), auj.: Meurthe-et-Moselle: Colombey [-les-Belles], Lunéville, Maréville (auj. : commune de Laxou), Nancy, Toul.
Meurthe 2) auj.: Moselle: Insming.
Meuse: Clermontois (province), Malancourt, Montmédy, Saint-Mihiel, Verdun.
Mont-Blanc : Chambéry (auj.: Savoie), Pragondran (auj.: Savoie, commune de Verel-Pragondran).
Mont-Terrible : Montbéliard (auj. : Doubs).
Morbihan: Auray, Lorient, Plouay, Port-Louis, Vannes.

Moselle 1) auj.: Moselle: Bitche, Bouzonville, Clouange, Hellimer, Metz, Puttelange [-aux-Lacs], Sarreguemines.
Moselle 2) auj.: Meurthe-et-Moselle: Longwy.
Moselle 3) auj.: Allemagne: Sarrelouis (nom révolutionnaire : Sarrelibre).
Nièvre: Château-Chinon, La Chaussade (commune de Guérigny), la Loire (fleuve), Nevers, Tracy [-sur-Loire].
Nord: Armentières, Avesnes [-sur-Helpe], Bavay, Bergues, Bouchain, Cambrai, Cassel, Comines, Condé [-sur-l'Escaut], Douai, Dunkerque, Gravelines, Hazebrouck, Landrecies, Le Quesnoy, Lille, Maubeuge, « Mortagne » (Mortagne-du-Nord ou Mortagne-au-Perche, Orne?), Pecquencourt, Valenciennes.
Oise: Chaumont [-en-Vexin], Compiègne, Crépy-en-Valois, Grandvilliers, Noyon, Senlis.
Orne: Alençon, Bellême la Dives (fleuve côtier), Domfront, « Mortagne » (Mortagne-au-Perche ou Mortagne-du-Nord ?), Sées.
Pas-de-Calais: Arras, Béthune, Boulogne [-sur-Mer], Hesdin, Lens, Montreuil-sur-Mer (nom révolutionnaire : Montagne-sur-Mer), Saint-Omer, Saint-Pol [-sur-Ternoise], Saint-Venant.
Puy-de-Dôme: l'Allier (affluent de la Loire), Ambert, Besse-en-Chandesse (auj. : Besse-et-Saint-Anastaise), Clermont-Ferrand, La Chaulme, Lezoux, Pont-du-Château, Pontgibaud, Riom, Vic-le-Comte.
Basses-Pyrénées (auj.: Pyrénées-Atlantiques): Bayonne, Oloron [-Sainte-Marie], Pau, Saint-Palais (nom révolutionnaire : Mont-Bidouze).
Hautes-Pyrénées: Tarbes.
Pyrénées-Orientales: Céret, Perpignan, Sournia.
Bas-Rhin: Haguenau, Illkirch [-Graffenstaden], Landau (auj. : Allemagne), Strasbourg, Wissembourg.
Haut-Rhin 1) auj.Haut-Rhin: Ferrette, Mulhouse (alors : république indépendante).
Haut-Rhin. 2) auj.Territoire de Belfort: Belfort.
Rhône (jusqu'en 1793 : *Rhône-et-Loire*): Chénelette, Lyon, Villefranche [-sur-Saône].
Rhône-et-Loire.
Haute-Saône: Passavant [-la-Rochère].
Saône-et-Loire: Autun, Chalon-sur-Saône, Charolles, Chasselas, Digoin, Louhans, Mâcon, « Semur-en-Brionnais, Côte-d'Or » (sans doute pour Semur-en-Auxois).
Sarthe: La Flèche, Le Mans, Mamers, Sablé [-sur-Sarthe], Sillé [-le-Guillaume].
Savoie, voir: *Mont-Blanc*.
Seine (alors : département de Paris): 1) auj.: ville et département de Paris: Charonne, Montmartre, Paris, Vaugirard.
- 2) auj.: Hauts-de-Seine: Bourg-la-Reine, Clamart, Clichy-la-Garenne (auj. : Clichy), Gennevilliers, Issy [-les-Moulineaux], Les Moulineaux (auj. : commune d'Issy-les-Moulineaux), Puteaux, Suresnes, Vanves.
-3) auj. : Val-de-Marne : Alfort (auj. : communes d'Alfortville et de Maisons-Alfort), Charenton [-le-Pont], Choisy-le-Roi (nom révolutionnaire : Choisy-sur-Seine), Saint-Maur [-des-Fossés], Thiais.
4) auj.: Seine-Saint-Denis: Dugny, Saint-Denis (nom révolutionnaire : Franciade).
Seine-Inférieure (auj.: Seine-Maritime): Canehan, Caux (pays de), Le Havre, Rouen, Saint-Yon (commune de Saint-Étienne-du-Rouvray), Yvetot.
Seine-et-Marne: Beuvronne (cours d'eau), Crécy [-la-Chapelle], Maisoncelles [-en-Brie], Le Marais (commune de Jouy-sur-Morin), Meaux, Montereau-fault-Yonne, Nemours, Provins, Rebais, Souilly (auj. : Claye-Souilly).
Seine-et-Oise 1) auj.: Yvelines : Meulan, Poissy, Rosny-sur-Seine, Saint-Cyr [-l'École], Versailles.
.- 2) auj.: Essonne: Ballainvilliers, Corbeil [-Essonnes], l'Essonne (affluent de la Seine), Essonnes (auj. : Corbeil-Essonnes), Étampes.
.- 3) auj.: Hauts-de-Seine: Marnes (Marnes-la-Coquette ou Marnes, Deux-Sèvres ?), Saint-Cloud, Sèvres.
- 4) auj. : Seine-Saint-Denis : Montfermeil.
- 5) auj.: Val-d'Oise : Mareil-en-France, Royaumont (abbaye, commune d'Asnières-sur-Oise).
Deux-Sèvres: Châtillon [-sur-Sèvre] (auj.: commune de Mauléon), Marnes (Deux-Sèvres, ou Marnes-la-Coquette, Seine-et-Oise, auj. : Hauts-de-Seine ?), « Mauléon. ? ».
Somme: Abbeville, Amiens, Doullens, Lignières-Châtelain, Molliens-le-Vidâme (auj. : Molliens-Dreuil), Montdidier, Péronne, Roye.
Tarn: Albi, Carmaux, Castres, Gaillac, Lautrec, Lavaur, Massaguel, Vieux.
Tarn-et-Garonne , voir **Haute-Garonne**, **Lot, Lot-et-Garonne**.
Var: 1) auj. : : Var : Draguignan, Fréjus, Le Luc, Lorgues, Mazaugues, Pierrefeu [-du-Var], Toulon.
2) auj : Alpes-Maritimes: Antibes, Grasse, îles Sainte-Marguerite, Vence.
Vaucluse: Apt (Bouches-du-Rhône puis Vaucluse), Avignon, Courthézon (Bouches-du-Rhône puis Vaucluse), Orange (Bouches-du-Rhône puis Vaucluse), district de l'Ouvèze (Drôme puis Vaucluse), Vaison [-la-Romaine] (Drôme puis Vaucluse), district de Vaucluse (Bouches-du-Rhône puis Vaucluse).
Vendée: Challans, Fontenay-le-Comte (nom révolutionnaire : Fontenay-le-Peuple), Luçon.

Vienne: « Craon » (Mayenne ou Vienne ?), Loudun, Poitiers.
Haute-Vienne: Limoges.
Vosges: Darney, Neufchâteau, Saint-Dié, pays (ex-principauté) de Salm.
Yonne: Auxerre, Avallon, Saint-Fargeau, Sens, Tanlay, Tonnerre, Vézelay.
Territoire de Belfort, voir: Haut-Rhin.
Essonne, **Val-d'Oise**, voir: *Seine-et-Oise*. **Hauts-de-Seine, Val-de-Marne, Seine-Saint-Denis,** voir: *Seine* et *Seine-et-Oise*.
Provinces. Alsace, Angoumois, Anjou, Armagnac, Artois, Aunis et Saintonge, Auvergne, Barrois, Bassigny, Bazadais, Beauce, Beaujolais, Berry, Bigorre, Béarn, Blaisois, Bourbonnais, Bourgogne, Bresse et Bugey, Bretagne, Brie, Champagne, Clermontois, Comminges, Comtat-Venaissin, Dauphiné, Flandre, comté de Foix et Couserans, Forez, Franche-Comté, Gâtinais, Guyenne, Hainaut et Flandre et Cambresis, Île-de-France, Languedoc, Haut et Bas Limousin, Lorraine, Lyonnais, Haut et Bas Maine, Marche, Nivernais, Normandie, Orléanais, Périgord, Picardie, Poitou, Provence, sénéchaussée des Quatre-Vallées, Quercy, Rouergue, Roussillon, Savoie (jusqu'en 1792 province du royaume de Piémont-Sardaigne), Vivarais.

EUROPE

Allemagne: Aix-la-Chapelle (Rhénanie-du-Nord-Westphalie), Bavière, Blieskastel (Rhénanie-Palatinat), Cologne (Rhénanie-du-Nord-Westphalie), Dantzig (auj. : Gdansk, Pologne), Deux-Ponts (Rhénanie-Palatinat), Hambourg et villes hanséatiques, Landau (Rhénanie-Palatinat, alors : Bas-Rhin), Mayence (Rhénanie-Palatinat), pays entre Meuse et Rhin et Rhin et Moselle, Prusse (royaume de), Rastatt (Bade-Wurtemberg), Ratisbonne (Bavière), Sarrelouis (Sarre, alors : Moselle, nom révolutionnaire : Sarrelibre), Saxe, Spire (Rhénanie-Palatinat), Stuttgart (Bade-Wurtemberg), Trèves (Rhénanie-Palatinat), duché de Wurtemberg.
Autriche.
Belgique. Bruxelles (à partir de l'an IV: *département de la Dyle*), Laeken (commune de Bruxelles).
Flandre.
- Province d'Anvers, à partir de l'an IV: *département des Deux-Nèthes*: Anvers, Lierre, Malines.
- Province de Brabant (depuis 1994: région Bruxelles-Capitale et provinces de Brabant flamand et Brabant wallon, à partir de l'an IV: *département de la Dyle*): Affligem, Boortmeerbeek, Elewijt (auj. : commune de Zemst), Everberg (auj. : commune de Kortenberg), Evere, Haren (auj. : commune de Bruxelles), Kampenhout, Kortenberg, Louvain, Meerbeek (auj. : commune de Kortenberg), Melsbrœk (auj. : commune de Steenokkerzeel), Nederokkerzeel (auj. : commune de Kampenhout), Perk (auj. : commune de Steenokkerzeel), Peutie (auj. : commune de Vilvorde), Saintes (auj. : commune de Tubize), Steenokkerzeel, Sterrebeek (auj. : commune de Zaventem), Tirlemont, Vilvorde, Wespelaar (auj. : commune de Haacht).
- Province des Flandres-Occidentales (à partir de l'an IV: *département de la Lys*): Bœzinge (auj. : commune d'Ypres), Bruges, Courtrai, Dixmude, Furnes, Menin, Ostende, Ypres.
- Province des Flandres-Orientales (à partir de l'an IV: *département de l'Escaut*): Alost, Gand, Grammont, Hundelgem (auj. : commune de Zwalm), Rupelmonde, Saint-Nicolas, Termonde.
- Province de Hainaut (à partir de l'an IV: *département de Jemappes*): Ath, Binche, Charleroi, Comines [-Warneton], Enghien, Frasnes-lez-Buissenal (auj. : Frasnes-lez-Anvaing), Lens (dit : Lens-sur-Dendre), Mons, Tournai.
- Province de Liège (à partir de l'an IV: *département de l'Ourthe*): Huy, Liège, Limbourg, Oleye (auj. : commune de Waremme), Spa.
- Province de Limbourg (à partir de l'an IV: *département de la Meuse-Inférieure*): Berg (auj. : commune de Tongres), Heers, Saint-Trond.
- Province de Luxembourg: Bouillon (alors : Ardennes).
- Province de Namur (à partir de l'an IV: *département de Sambre-et-Meuse* sauf exception): Cerfontaine (alors : Ardennes), Couvin (alors : Ardennes), Mariembourg (auj.: commune de Couvin, alors : Ardennes), Namur, Philippeville (alors : Ardennes), Rivière (auj. : commune de Profondeville).
Dalmatie: Fiume (auj. : Rijeka, Slovénie)
Danemark. **Espagne**.
Grande-Bretagne. Angleterre : Londres.
Italie: Alexandrie, département de la Méditerranée (Premier Empire), Florence, Naples (royaume de), Piémont-Sardaigne (royaume de), Rome, Toscane (Grand duché de).
Grand-Duché de Luxembourg (alors: *département des Forêts*): Luxembourg.
Malte. **Principauté de Monaco** : Monaco (alors: Alpes-Maritimes, nom révolutionnaire : Port-Hercule).
Pays-Bas (Royaume des)
1) province de Limbourg, (à partir de l'an IV: *département de la Meuse-Inférieure*) : Helmond, Maastricht.
2) province de Zélande, à partir de l'an IV: *département de l'Escaut*: Cadzand.

3) autres parties, alors: République batave sauf exception: Amsterdam (Hollande-Septentrionale), Bois-le-Duc (Brabant-Septentrional), Breda (Brabant-Septentrional).
Pologne : Dantzig (auj. : Gdansk). **Portugal**: Porto. **Russie**. **Suède**.
Suisse: Bâle, Fribourg, Genève, Porrentruy (auj. : canton du Jura), Versoix (canton de Genève, alors : Ain).

AUTRES PARTIES DU MONDE

Afrique. Barbarie. Égypte : Le Caire.
Amérique du Nord. Canada. États-Unis : Baltimore, Louisiane, New-York, Nouvelle-Angleterre, Philadelphie.
Amérique centrale : Honduras (golfe du, auj. : républiques de Belize, du Guatemala et du Honduras).
Amérique du Sud : Guyane.
Antilles. Guadeloupe : Anse-Bertrand, Baie-Mahault, Basse-Terre, Le Gosier, Marie-Galante, Le Moule, Morne-à-l'Eau, Petit-Bourg, Pointe-à-Pitre, Port-Louis, Petit-Canal, Saint-François, Sainte-Anne, Sainte-Rose.
Jamaïque.
La Désirade.
Martinique : Fort-Bourbon (auj. : Fort-de-France), Le Diamant, Saint-Pierre.
Saint-Domingue (colonie française, auj. : République d'Haïti) : Jacmel, Le Cap-Français (auj. : Cap-Haïtien), Le Doudon, Le Limbé, Le Petit-Goave, Le Petit-Trou, Les Cayes, Port-au-Prince, Saint-Marc. Saint-Domingue (colonie espagnole, auj. : République dominicaine).
Sainte-Lucie. Tobago.
Océan indien. île Bourbon (auj. : île Maurice), île de la Réunion.
Asie. Inde : Chandernagor.

INDEX GÉNÉRAL

A

ABANCOURT (Charles-Xavier-Joseph FRANQUEVILLE D'), ministre de la Guerre: D/XV/2, dossier 13.

Abbaye et autres bâtiments religieux. Bâtiments et objets du culte, dont argenterie : D/XXXVIII/1, dossier 10. Biens d'ecclésiastiques français situés à l'étranger, réclamations: D/XIX/31, dossier 493. Créances sur les ecclésiastiques et les maisons religieuses, réclamations: D/XIX/31, dossiers 489 à 491. Détenus dans des couvents de femmes et d'hommes sur lettres de cachet : D/V/1. Le Blond (Gaspard-Michel), rapport sur les objets des églises: D/XXXVIII/2, dossier 20. Listes de maisons religieuses envoyées par des départements au Comité ecclésiastique: D/XIX/45. Procès-verbaux par Camus et Creuzé-La Touche (Jacques-Antoine) de la fonte des objets précieux d'argenterie provenant des églises envoyés à la Monnaie: D/XXII/1, dossier 10.
- Affaires par localités, **Belgique**. Inventaires d'argenterie d'églises : D/§3/37, dossiers 348 à 350. Liste des établissements religieux et de charité et valeur des biens séquestrés en Belgique en 1793 : D/§3/35, dossier 339 *bis*. Bruxelles, Oratoriens, inventaire de la communauté : D/§3/29, dossier 282. Liège, Cathédrale, démolition, rapport de la commission nommée pour : D/§3/36, dossier 344. Louvain, prieuré Saint-Martin, évaluation : D/§3/41, dossier 384. Réclamations d'abbayes sur la contribution militaire : D/§3/43, dossiers 407 à 410, et 44, dossiers 411 à 414. Séquestre de biens d'établissements religieux français supprimés: D/XXIII/2, dossier 29.
- Affaires par localités, autres. **Ain**, créances sur les biens du clergé, vérification : D/XIX/31, dossier 492. **Ardèche**, Soyons, presbytère, réparations faites en 1791, paiement, réclamation par Pansu, curé D/XL/30, dossier 5. **Charente**, Blanzac, abbaye, détenus sur lettres de cachet : D/V/4, dossier 44. **Cher**, Bourges, habitants, adresse à la Constituante pour abolir l'ordre de Malte et réunir ses biens à ceux de la Nation : D/XIV/2. **Jura**, Dole, maison du Bon-Pasteur, détenus sur lettres de cachet : D/V/4, dossier 41. **Manche**, Le Mont-Saint-Michel, abbaye, détenus sur lettres de cachet : D/V/4, dossier 46. **Oise**, Grandvilliers, franciscaines, adresse à l'Assemblée, dossiers du Comité ecclésiastique: D/XIX/103. **Puy-de-Dôme**, Vic-le-Comte, couvent, détenus sur lettres de cachet, état : D/V/4, dossier 52. **Pyrénées-Orientales**, Roussillon, séquestre de biens d'établissements religieux français supprimés: D/XXIII/2, dossier 29. **Sarthe**, La Flèche, Visitation, inventaire des biens: D/XIX/30, dossier 484. **Saône-et-Loire**, Autun, Saint-Jean-le-Grand, abbaye, religieuses, adresse à l'Assemblée, dossiers du Comité ecclésiastique: D/XIX/103. **Seine-et-Marne**, Maisoncelles [-en-Brie], inventaire de biens ecclésiastique: D/XIX/30, dossier 484. **Var**, Draguignan, Dominicaines à affecter au district et à son tribunal : D/XVIII/1, pièces 18-27 ; Pierrefeu, prieuré Saint-Jean, inventaire des biens: D/XIX/30, dossier 484. **Yonne**, Tanlay, couvent, détenus sur lettres de cachet : D/V/3, dossier 39, 4, dossier 44.

Abbeville (Somme). District, grains réquisitionnés pour l'approvisionnement de Lille, paiement : D/§3/44, dossier 419. Municipalité, mémoire pour la création d'ateliers de charité : D/IV/64.

Académie : D/XXXVIII/2, dossier 19. Adresse d'artistes de la manufacture de Sèvres et adresse d'autres artistes contre le régime académique : D/IV/13, dossier 224. De chirurgie, lettre de ses membres à la Constituante sur la constitution de la France : D/IV/1. De peinture et de sculpture, Pilon, ex-pensionnaire : D/I§2/1. Des sciences, Babu, auteur de la découverte de trirèmes antiques, mémoires et extraits des registres de 1762 : D/I§2/2 ; membres, pensions: D/X/1, dossier 2.

ACHON (?), commissaire à l'armée du Nord, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/353.

Accident. Incendie de la raffinerie de salpêtre de la maison de l'Unité et explosion de la poudrière de Grenelle : D/XLII/5, dossier 6.

L'Actif, navire de Nantes, dossier du Comité de législation : D/III/127, dossier 6.

ADAM, signataire de pétitions pour les employés des fermes supprimés: D/X/3, dossier 29.

ADANT, commissaire aux secours publics en Belgique : D/§3/91

Administration. Comité d'aliénation des domaines nationaux, personnel: D/XXII/1, dossier 3. Comité d'instruction publique, règlement pour les secrétaires commis : D/XXXVIII/1, dossier 1. Comité d'instruction publique et commission exécutive de l'instruction publique, tableaux des attributions: D/XXXVIII/1, dossier 1. Comité de salut public, correspondance avec les départements, districts et communes et quelques sociétés populaires sur les nominations et destitutions : D/XLII/8 à 12. Comité de sûreté générale, états des employés : D/XLIII/1. Employés supprimés, plaintes, dossiers du Comité des finances : D/VI/3. Frais de justice et d'administration des départements et districts, tableaux : D/IV *bis*/48 et 49. Intendance de Paris et province d'Île-de-France, tableau de situation de l'administration de 1787 à 1790 : D/VI/62. Haute-Marne, Joinville, société des sans-culottes, protestation contre un arrêté interdisant les fonctions publiques aux anciens prêtres: D/XLII/10. Réponses des ministres des Contributions publiques, de la Guerre et de la Justice au décret ordonnant de dresser la liste des agents des diverses administrations avec rapport du Conseil exécutif (mai 1793): D/XLII/2, dossier 8. Tableaux de places vacantes dans les districts, municipalités et comités de surveillance, dossiers du Comité de salut public: D/XLII/7, dossier 4.
- Administration générale des pays conquis, registres d'arrêtés des représentants en mission près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse : D/§3/113, dossiers 1081 et

1083. Nomination des administrations d'arrondissement et de municipalités de Belgique et arrêtés des représentants en mission près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse, dossiers du Comité de salut public: D/XLII/7, dossier 5.
- Administrations départementales, affaires par localités. **Haute-Loire**, incendie de la maison du département : D/IV *bis*/65. **Marne**, lettre de l'administration centrale au Comité de salut public demandant si un citoyen radié provisoirement de la liste des émigrés peut en être membre: D/XLII/10.
- Assemblées primaires pour la formation des corps administratifs, 1790 : D/IV/12, dossier 190.
- Comités des Assemblées. Demandes d'emploi dans les bureaux : D/I§1/33, dossier 258. Comité de législation, personnel : D/III/360, 390-391.
- Élections et administration des départements, municipalités, districts : D/IV/1. Procès-verbaux, délibérations sur l'administration des départements, districts et municipalités, dossiers du Comité de constitution par départements : D/IV/14 à 69.
- Fonctionnaires, traitement, voir aussi : Pension. Des administrateurs de départements et de districts, augmentation, arrêté du Comité de salut public du 24 prairial an II : D/VI/64. **Bouches-du-Rhône**, Marseille, chapitres de Notre-Dame des Accoules et de Saint-Martin, membres, traitements: D/XIX/31, dossier 484. Chambre des comptes de Paris, gardiens des livres et papiers, traitement : D/VI/62. États mensuels nominatifs de traitements d'employés des comités et autres services de la Législative et de la Convention: D*/XXXV/C/4 et 5. Inspecteurs du commerce et des manufactures, états et appointements (1788-1789), dossiers du Comité des finances : D/VI/4. Clergé : D/XIX/30, dossiers 481 et 482. De l'intendance de Lorraine: D/X/2, dossier 17. Musiciens et officiers attachés à des chapitres et églises, demandes de traitements: D/XIX/90 à 92. Pensions et emplois supprimés, demandes d'indemnités, dossiers du Comité des finances : D/VI/10 et 11. Tableau des appointements en numéraire des employés des postes de Belgique et des pays conquis en deçà de la Meuse : D/§3/90, dossier 878.

Administrations civiles, police et tribunaux (Commission des). Compte journalier et compte décadaire : D/III/333. Comptes journaliers et comptes décadaires au Comité de salut public, dossiers du Comité de législation : D/III/324. Correspondance du Comité des décrets sur l'envoi et la promulgation des décrets : D/I§1/33. Correspondance de la commission avec le Comité de législation : D/III/322-323. Correspondance du Comité de législation sur la justice militaire : D/III/318-319. Rapports sur les théâtres : D/III/368-370. Rapports faits aux Comités de sûreté générale et des inspecteurs de la salle et à la commission des administrations civiles, police et tribunaux, enregistrement: D*/XXXV/C/12.

Adoption, mémoire, dossier du Comité de législation : D/III/390-391.

Aérostation: D/XXXVIII/3, dossier 31.

Affligem (Belgique, Brabant). Objets d'art, transfert dans l'intérieur de la République : D/§3/59. Réquisitions pour l'armée du Nord, états : D/§3/95, dossier 928 *bis* .

Agde (Hérault). Diocèse, état des religieuses, 1790 : D/XIX/2.

Agen (Lot-et-Garonne). Diocèse, état des religieuses, 1790 : D/XIX/1. Limites entre les départements de Cahors et d'Agen : D/IV *bis*/10.

Agence. Des lois (de l'envoi des lois), voir : Loi. Temporaire des titres, voir : Titre (agence temporaire des titres).

Agiotage. **Lot**, Montauban, district, comité révolutionnaire, adresse contre l'agiotage: D/XLII/9.

Agonneau de Bussy (d'), voir : Dagonneau de Bussy.

Agriculture, voir aussi : Approvisionnement, Grain, Légume. Agriculture: D/XXXVIII/2, dossier 30. Code de l'agriculture, matériaux: D/XXXIX/12. Dubois-Crancé, projet sur les défrichements communaux : D/III/363-365. Lair du Vaucelles (Michel-Antoine), fondation d'un prix d'agriculture: D/XIII/1. **Loiret**, Pithiviers, district, lettre au Comité de salut public sur les contraventions à l'arrêté du 11 prairial an II sur les travaux de la récolte: D/XLII/9. Mémoires sur les approvisionnements et l'agriculture renvoyés au Comité des subsistances de la Constituante : D/XLI/1 et 2. **Morbihan**, Plouay, Girardon, instituteur dénonçant au Comité de salut public des manœuvres pour diminuer les récoltes: D/XLII/10.**Nord**, Avesnes et Cambrai, districts, perte en chevaux et bestiaux par fait de guerre : D/§3/91. **Saint-Domingue**, 1792-1794: D/XXV/28, dossiers 285 à 288 ; corvées d'agriculture et de voirie: D/XXV/38, dossier 387. **Saône-et-Loire**, Mâcon, district, agent national, circulaire aux communes sur le développement de l'agriculture: D/XLII/12.

Agriculture (Comité d'- et de commerce) : **D/XIII**. Délibération des Comités de constitution, de la marine, de l'agriculture et du commerce réunis sur la situation des colonies, 1791: D/XVI/1, dossier 3. Projet de constitution pour les colonies françaises présenté au nom des Comités de constitution, des colonies, de la marine et d'agriculture et commerce réunis: D/XXV/56, dossier 547.

Aides (d'Ancien Régime). Cour des aides de Paris, payeur des gages des officiers, voir : Finances (recette, receveur d'Ancien Régime).

Aiguillon (d'), maréchal de camp au corps royal du génie, carte manuscrite des environs d'Antibes et de l'aqueduc romain : D/I§2/3.

Ailhaud, commissaire aux îles sous le Vent, 1792-an III : D/XXV/4 à 44.

Ailly (Michel-François d'), constituant, membre du Comité des Finances : D/VI/9, dossier 77.

Ain (département). Administration du département, des districts et municipalités, réunions et démembrements de communes, observations sur l'ordre judiciaire, tribunaux de commerce, constitution civile du clergé, fuite du Roi, départ de Mesdames tantes du Roi, adresses, dossiers du Comité de constitution : D/IV/14. Biens nationaux,

créances sur les biens du clergé, vérification : D/XIX/31, dossier 492. Circonscriptions administratives et judiciaires, circonscriptions des paroisses : D/IV *bis*/93 ; districts et cantons, création : D/IV *bis*/3 ; division territoriale, reliquat du Comité de division, maintien du distric de Gex : D/IV *bis*/110 ; états des districts, cantons et municipalités, limites des départements, revendications de chefs-lieux, nomination de commissaires de police, de juges de paix et de notaires : D/IV *bis*/56 ; juges de paix, création, demandes de communes : D/IV *bis*/35 ; limites entre départements, réunions et distractions de communes, emplacement des tribunaux : D/IV *bis*/81 ; listes des administrations du département et de districts et nomenclatures de municipalités et de maisons religieuses envoyées par le département au Comité ecclésiastique : D/XIX/45 ; tribunaux, création et emplacement, demandes et mémoires de communes : D/IV *bis*/19. Comité des droits féodaux, adresses et correspondances du département : D/XIV/1 et 12. Comité de législation, correspondance avec les autorités locales et les particuliers sur l'organisation administrative et judiciaire : D/III/1 et 2. Comité de salut public, correspondance avec les autorités locales sur les nominations et destitutions : D/XLII/8. Contributions patriotiques: D/XXXIV/5, dossier 2 *bis*. Correspondance de corps administratifs avec le Comité des pétitions sur le *Bulletin de la Convention*: D/XL/24. Cultes, pièces jointes aux feuilles de travail du Comité ecclésiastique: D/XIX/93. Département, organisation administrative, notification à l'Assemblée, 1790 : D/XIX/28. Députés et suppléants à la Convention, Ferrand (Anthelme), suppléant Mollet (Jean-Luc-Anthelme), démissionnant, dossier du Comité des décrets : D/I§1/36. Finances, correspondances du département, mémoires et réclamations de particuliers et de municipalités sur les finances, les assignats, les impositions locales, les demandes d'emprunts locaux, les ateliers de charité, dossiers du Comité des finances : D/VI/20 ; lettres et délibérations des corps administratifs renvoyées par l'Assemblée au Comité des finances : D/VI/58 ; montant des fermages et loyers des biens nationaux perçus et disponibles au 1er janvier 1791 et montant probable des traitements et pensions à la même époque, dossiers du Comité ecclésiastique: D/XIX/18. Frais de traitement de la justice et des directoires des districts et du département : D/IV *bis*/48. Guerre, correspondance d'autorités constituées et de particuliers adressée aux commissaires de la Législative près l'armée du Midi : D/XV/3, dossier 27. Justice, tribunaux d'appel, état : D/IV/70. Lettre provenant de Nantua renvoyée par la Législative au Comité des pétitions: D/XL/1; lettre renvoyée à la commission des Douze : D/XL/6; lettres renvoyées par la Convention au Comité des pétitions: D/XL/18. Notaires, placement : D/IV *bis*/92/A. Ordre public, dossiers du Comité des rapports : D/XXIX/1. Population, tableaux, tenue, correspondance du Comité de division avec les districts : D/IV *bis*/40 ; tableaux par districts : D/IV *bis*/50. Représentants en mission, Albitte, Amar, Javogues, Méaulle, dénonciation contre eux : D/III/354-355 ; Albitte, rapport et exemplaire imprimé de son arrêté du 12 germinal an II sur le séquestre des biens des suspects avec état des gratifications accordées par lui: D/XXVII.

Aire [*-sur-l'Adour*] (Landes). Diocèse, état des religieuses, 1790 : D/XIX/2.

Aisance (fosse), voir : Assainissement.

Aisne (département). Administration du département, des districts et municipalités, réunions et démembrements de communes, observations sur l'ordre judiciaire, tribunaux de commerce, constitution civile du clergé, fuite du Roi, départ de Mesdames tantes du Roi, adresses, dossiers du Comité de constitution : D/IV/15 ; liste des membres du directoire du département, 1790 : D/IV *bis*/37; lettre de Blin de La Chaussée, procureur-syndic du département, sur l'ouverture de la session du département, 1790: D/IV*bis*/110, dossier 8. Armée, lettres d'autorités constituées à la Législative renvoyées au Comité de la Guerre: D/XV/4, dossier 35. Assemblées électorales, 1790-1791, état des citoyens actifs et des électeurs : D/IV *bis*/37. Biens nationaux, Laon et Soissons, aliénation, procès-verbaux, états d'opérations et estimations: D/XXII/2, dossier 12. Comité des décrets, correspondance avec les autorités constituées sur l'envoi et la promulgation des décrets : D/I§1/33, dossier 252. Circonscriptions administratives et judiciaires, circonscriptions des paroisses : D/IV *bis*/93 ; districts et cantons, création : D/IV *bis*/3 ; états des districts, cantons et municipalités, limites des départements, revendications de chefs-lieux, nomination de commissaires de police, de juges de paix et de notaires : D/IV *bis*/57 ; limites entre départements, réunions et distractions de communes, emplacement des tribunaux : D/IV *bis*/81 ; listes des administrations du département et de districts et nomenclatures de municipalités et de maisons religieuses envoyées par le département au Comité ecclésiastique : D/XIX/45 ; tribunaux, création et emplacement, demandes et mémoires de communes : D/IV *bis*/19 ; juges de paix, création, demandes de communes : D/IV *bis*/35 ; tribunaux de commerce, création, demandes de communes : D/IV *bis*/33. Comité des droits féodaux, adresses et correspondances du département : D/XIV/1 et 12. Comité de législation, correspondance avec les autorités locales et les particuliers sur l'organisation administrative et judiciaire : D/III/2 à 7. Comité de salut public, correspondance avec les autorités locales sur les nominations et destitutions : D/XLII/8. Contributions patriotiques: D/XXXIV/5, dossier 2 *bis*. Correspondance de corps administratifs avec le Comité des pétitions sur le *Bulletin de la Convention*: D/XL/24. Cultes, évêchés, création ou maintien, lettres de municipalités : D/XIX/26, dossiers 399 et 400 ; objets du culte offerts en don patriotique, communes de Charly: D/XXXIV/6 ; pensions, prestations de serment et suppressions de paroisses, réclamations, pétitions d'administrations et de particuliers: D/XIX/45; pièces jointes aux feuilles de travail du Comité ecclésiastique: D/XIX/93 ; traitements et bâtiments, dossiers du Comité de l'ordinaire des finances de la Législative : D/VI/13; troubles causés par les prêtres réfractaires, 1791: D/XIX/22, dossier 364. Députés à la Convention, Petit (Edme-Michel), décédé, dossier du Comité des décrets : D/I§1/36. Dons patriotiques, département, communes de Marigny-en-Orxois, Signy-l'Abbaye, Vervins: D/XXXIV/7, dossier 12 e. Finances, correspondances du département, mémoires et réclamations de particuliers et de municipalités sur les finances, les assignats, les impositions locales, les demandes d'emprunts locaux, les ateliers de charité, dossiers du Comité des finances :

D/VI/20 ; demandes de secours pour insuffisance de fonds ou à la suite de sinistres, pièces jointes au rapport de Lacoste-Montlauzier, député du Lot à la Législative : D/VI/19 ; lettres et délibérations des corps administratifs renvoyées par l'Assemblée au Comité des finances : D/VI/58 ; lettre et délibération sur le montant des fermages et loyers des biens nationaux perçus et disponibles au 1er janvier 1791 et montant probable des traitements et pensions à la même époque, dossiers du Comité ecclésiastique: D/XIX/18. Guerre, lettres d'autorités constituées à La Fayette, général en chef de l'armée du Nord: D/XV/2, dossier 20. Justice, tribunaux d'appel, état : D/IV/70. Lettres, adresses et mémoires renvoyés par la Législative au Comité des pétitions: D/XL/1; à la commission de correspondance: D/XL/5; à la commission des Douze : D/XL/6; par la Convention au Comité des pétitions: D/XL/18. Notaires, placement : D/IV *bis*/92/B. Ordre public, dossiers du Comité des rapports : D/XXIX/1 ; Soissons, émeute sur la fixation du prix du pain, 1790 : D/IV/2, dossier 13 ; Soissons, troubles entre la municipalité et les clubs : D/XXIX *bis*/40, dossier 405. Population, tableaux, tenue, correspondance du Comité de division avec les districts : D/IV *bis*/40 ; tableaux par districts : D/IV *bis*/50. Représentants en mission, Lequinio, Isoré, Collot d'Herbois et Lejeune, dénonciation contre eux, dossier du Comité de législation : D/III/353.

Aix-la-Chapelle (Allemagne, Rhénanie-du-Nord-Westphalie). Magasin d'effets militaires, état de situation : D/§3/59, dossier 559. Maire, nomination, 1793, lettre de Dampierre (Auguste-Marie-Henri Picot de), général à l'armée du Nord, au ministre des Affaires étrangères sur sa nomination: D/XXIII/2, dossier 31 .Objets d'art, transfert dans l'intérieur de la République : D/§3/59 (fin). Organisation administrative et judiciaire, suppression des dîmes, vente des biens nationaux, assignats, pétitions, dénonciations contre des représentants en mission, successions, révisions de jugements, dossiers du Comité de législation : D/III/309.

Aix [*-en-Provence*] (Bouches-du-Rhône). Diocèse, état des religieuses, 1790 : D/XIX/1. Ordre public, troubles: D/XXIX *bis*/28, dossiers 283 et 284 , et D/XXIX *bis*/41 et 42. Réclamation des autorités auprès du Comité des décrets sur l'envoi et la promulgation des décrets : D/I§1/33, dossier 253.

Alard (Pierre), conventionnel de la Haute-Garonne, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/344.

Albert (Jean-Bernard), conventionnel du Haut-Rhin, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/344 ; représentant en mission dans l'Aube et la Marne : D/§1/1 à 6-7 ; registres d'ordre des réclamations à lui adressées lors de cette mission : D*/§/1/1 et 2.

Albi (Tarn). Correspondance du Comité des décrets avec les autorités constituées sur l'envoi et la promulgation des décrets : D/I§1/33, dossier 252. Diocèse, état des religieuses, 1790 : D/XIX/2.

Albitte (Antoine-Louis), conventionnel de la Seine-Inférieure, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/344 ; dossier sur le fédéralisme dans le Gard présenté au Comité de salut public par Payan, administrateur du département de la Drôme et envoyé par lui: D/XLII/4, dossier 4 ; en mission dans l'Ain, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/354-355 ; représentant en mission dans l'Ain et le Mont-Blanc, rapport et exemplaire imprimé de son arrêté du 12 germinal an II sur le séquestre des biens des suspects avec état des gratifications accordées par lui: D/XXVII.

Albitte (Jean-Louis) jeune, suppléant de Seine-Inférieure à la Convention admis à siéger, dossier du Comité des décrets : D/I§1/38.

L'Alceste, navire français ayant pris le vaisseau suédois *le Neptune*: D/XVI/3, dossier 26.

Alençon (Orne). Cultes, ecclésiastiques, déclarations collectives de titres et de pensions: D/XIX/41.

Alès (Gard). Diocèse, état des religieuses, 1790 : D/XIX/1.

Alexandrie (Italie). Arrestation du plénipotentiaire français en mission à Gênes Huguet de Sémonville (Charles-Louis) par le gouvernement sarde: D/XXIII/1, dossier 13.

Alfort (département de Paris puis de la Seine, auj. : Alfortville et Maisons-Alfort, Val-de-Marne). École vétérinaire, voir : École.

Allemagne, voir aussi : Autriche (Saint Empire romain germanique).
- Aix-la-Chapelle, maire, nomination, 1793, lettre de Dampierre (Auguste-Marie-Henri Picot de), général à l'armée du Nord, au ministre des Affaires étrangères sur sa nomination: D/XXIII/2, dossier 31
- Commerce, lettres de négociants de Baltimore à des correspondants du pays saisies sur le vaisseau américain *Juliana,* capturé par le corsaire *l'Espérance* en 1797: D/XVI/3, dossier 30.
- Départements provisoires de la rive gauche du Rhin (Directoire). Division en départements : D/IV *bis*/39. Rudler (François-Joseph-Xavier), député du Haut-Rhin à la Législative, commissaire du Directoire dans ces départements, *Recueil de règlements pour les pays entre Meuse et Rhin et Rhin et Moselle*, an VI : D/§1/42.
- Pays conquis, voir aussi : D/§3 : représentants en misison près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse. Tableau des appointements en numéraire des employés des postes de Belgique et des pays conquis en deçà de la Meuse : D/§3/90, dossier 878. Tableaux des villes de Belgique et de la rive gauche du Rhin conquises par les Français et de celles aux mains de l'ennemi : D/§3/72, dossier 728.
- Protestation de l'Électeur de Cologne comme grand-maître de l'ordre teutonique contre les décret de l'assemblée du mois d'août 1789, correspondances avec le duc de Deux-Ponts sur les indemnités dues aux princes d'Empire pour leurs possessions en Alsace, imprimé et observations pour la maison de Wurtemberg sur ces décrets: D/XIV/9. Protestation du prince de Hohenlohe, écolâtre de l'église de Strasbourg, contre l'enlèvement des archives de cette église: D/XXIX/12. Spire, évêque, mémoire, dossier du Comité des droits féodaux: D/XIV/13, dossier 91 ; Trèves, Électeur, mémoire sur la conservation des droits

attachés à ses possessions en Lorraine, dossier du Comité des droits féodaux: D/XIV/13, dossier 91 ; Wurtemberg, duché de, mémoire sur la conservation des droits attachés à ses possessions, dossier du Comité des droits féodaux: D/XIV/13, dossier 91. Protestation des citoyens électeurs du département du Bas-Rhin contre les arrestations arbitraires d'habitants de Strasbourg sur la rive droite du Rhin: D/XXIII/2, dossier 34.

Alléon-Dulac, de Tobago : D/XXV/131.

Allevard (Isère). Habitants dénonçant des armements par le gouvernement sarde en Savoie: D/XXIII/1, dossier 13.

Allier (département). Administration du département, des districts et municipalités, réunions et démembrements de communes, observations sur l'ordre judiciaire, tribunaux de commerce, constitution civile du clergé, fuite du Roi, départ de Mesdames tantes du Roi, adresses, dossiers du Comité de constitution : D/IV/16. Assemblée électorale, an IV, procès-verbal : D/XLII/8. Circonscriptions administratives et judiciaires, circonscriptions des paroisses : D/IV *bis*/93 ; districts et cantons, création : D/IV *bis*/3 ; états des districts, cantons et municipalités, limites des départements, revendications de chefs-lieux, nomination de commissaires de police, de juges de paix et de notaires : D/IV *bis*/57 ; juges de paix, création, demandes de communes : D/IV *bis*/35 ; limites entre départements, réunions et distractions de communes, emplacement des tribunaux : D/IV *bis*/81 ; tribunaux, création et emplacement, demandes et mémoires de communes : D/IV *bis*/19 ; tribunaux de commerce, création, demandes de communes : D/IV *bis*/33. Comité des droits féodaux, adresses et correspondances du département : D/XIV/1. Comité de législation, correspondance avec les autorités locales et les particuliers sur l'organisation administrative et judiciaire : D/III/8 à 10. Comité de salut public, correspondance avec les autorités locales sur les nominations et destitutions : D/XLII/8. Contributions patriotiques: D/XXXIV/5, dossier 2 *bis*. Correspondance de corps administratifs avec le Comité des pétitions sur le *Bulletin de la Convention*: D/XL/24. Cultes, état des religieux assermentés et insermentés: D/XIX/21 ; pièces jointes aux feuilles de travail du Comité ecclésiastique: D/XIX/93 ; traitements et bâtiments, dossiers du Comité de l'ordinaire des finances de la Législative : D/VI/13. Députés et suppléants à la Convention, Chabot de l'Allier (Georges-Antoine) et Deleage (Jean-Joseph), suppléants admis à siéger, dossier du Comité des décrets : D/I§1/36. Finances, correspondances du département, mémoires et réclamations de particuliers et de municipalités sur les finances, les assignats, les impositions locales, les demandes d'emprunts locaux, les ateliers de charité, dossiers du Comité des finances : D/VI/21 et 22 ; lettres et délibérations des corps administratifs renvoyées par l'Assemblée au Comité des finances : D/VI/58 ; montant des fermages et loyers des biens nationaux perçus et disponibles au 1er janvier 1791 et montant probable des traitements et pensions à la même époque, dossiers du Comité ecclésiastique: D/XIX/18. Justice, tribunaux d'appel, état : D/IV/70. Lettres, adresses et mémoires renvoyés par la Législative à la commission de correspondance: D/XL/5; par la Convention au Comité des pétitions: D/XL/18. Notaires, placement : D/IV *bis*/92/A, 92/B. Ordre public, dossiers du Comité des rapports : D/XXIX/1. Population, tableaux, tenue, correspondance du Comité de division avec les districts : D/IV *bis*/40 ; tableaux par districts : D/IV *bis*/50. Prisons, détenus sur lettres de cachet : D/V/5, dossier 57.

Allier (rivière, affluent de la Loire). **Puy-de-Dôme**, Pont-du-Château, digue: D/XIV/8.

Allobroge (légion), voir : Légion. Allobroges (Assemblée nationale des), procès-verbaux et proclamations à Chambéry: D/XLII/6, dossier 1.

Alost (Belgique, Flandres-Orientales). Objets d'art, transfert dans l'intérieur de la République : D/§3/59. Réquisitions pour l'armée du Nord, pétition : D/§3/97, dossier 936.

Basses-Alpes (département). Administration du département, des districts et municipalités, réunions et démembrements de communes, observations sur l'ordre judiciaire, tribunaux de commerce, constitution civile du clergé, fuite du Roi, départ de Mesdames tantes du Roi, adresses, dossiers du Comité de constitution : D/IV/16. Assemblées électorales, 1790-1791, état des citoyens actifs et des électeurs : D/IV *bis*/37. Assemblée électorale, an IV, clôture : D/XLII/8. Circonscriptions administratives et judiciaires, circonscriptions des paroisses : D/IV *bis*/93 ; districts et cantons, création : D/IV *bis*/3 ; états des districts, cantons et municipalités, limites des départements, revendications de chefs-lieux, nomination de commissaires de police, de juges de paix et de notaires : D/IV *bis*/57 ; limites entre départements, réunions et distractions de communes, emplacement des tribunaux : D/IV *bis*/81 ; listes des administrations du département et de districts et nomenclatures de municipalités et de maisons religieuses envoyées par le département au Comité ecclésiastique : D/XIX/45 ; Norante, hameau, demande d'érection en commune distincte de celle de Chaudon [-Norante] : D/XIV/1 ; tribunaux, création et emplacement, demandes et mémoires de communes : D/IV *bis*/19. Comité des droits féodaux, adresses et correspondances du département : D/XIV/1. Comité de législation, correspondance avec les autorités locales et les particuliers sur l'organisation administrative et judiciaire : D/III/11 et 12. Comité de salut public, correspondance avec les autorités locales sur les nominations et destitutions : D/XLII/8. Correspondance de corps administratifs avec le Comité des pétitions sur le *Bulletin de la Convention*: D/XL/24. Cultes, pièces jointes aux feuilles de travail du Comité ecclésiastique: D/XIX/93 ; traitements et bâtiments, dossiers du Comité de l'ordinaire des finances de la Législative : D/VI/13. Députés et suppléants à la Convention, Verdollin (Jacques), décédé, dossier du Comité des décrets : D/I§1/36. Finances, correspondances du département, mémoires et réclamations de particuliers et de municipalités sur les finances, les assignats, les impositions locales, les demandes d'emprunts locaux, les ateliers de charité, dossiers du Comité des finances : D/VI/21 et 22 ; lettres et délibérations des corps administratifs renvoyées par l'Assemblée au Comité des finances : D/VI/58; montant des fermages et loyers des biens nationaux perçus et disponibles au 1er janvier 1791 et montant probable des traitements et pensions à la même époque, dossiers du Comité ecclésiastique: D/XIX/

18. Frais de traitement de la justice et des directoires des districts et du département : D/IV *bis*/48. Justice, tribunaux d'appel, état : D/IV/70. Lettres, adresses et mémoires renvoyés par la Législative au Comité des pétitions: D/XL/1; à la commission de correspondance: D/XL/5; à la commission des Douze : D/XL/6; par la Convention au Comité des pétitions: D/XL/18. Ordre public, dossiers du Comité des rapports : D/XXIX/1. Population, tableaux, tenue, correspondance du Comité de division avec les districts : D/IV *bis*/40 ; tableaux par districts : D/IV *bis*/50.

Hautes-Alpes (département). Administration du département, des districts et municipalités, réunions et démembrements de communes, observations sur l'ordre judiciaire, tribunaux de commerce, constitution civile du clergé, fuite du Roi, départ de Mesdames tantes du Roi, adresses, dossiers du Comité de constitution : D/IV/16. Armée, lettres d'autorités constituées à la Législative renvoyées au Comité de la Guerre: D/XV/4, dossier 35. Assemblées électorales, 1790-1791, état des citoyens actifs et des électeurs : D/IV *bis*/37. Circonscriptions administratives et judiciaires, districts et cantons, création : D/IV *bis*/3 ; états des districts, cantons et municipalités, limites des départements, revendications de chefs-lieux, nomination de commissaires de police, de juges de paix et de notaires : D/IV *bis*/57 ; limites entre départements, réunions et distractions de communes, emplacement des tribunaux : D/IV *bis*/81 ; listes des administrations du département et de districts et nomenclatures de municipalités et de maisons religieuses envoyées par le département au Comité ecclésiastique : D/XIX/45 ; tribunaux, création et emplacement, demandes et mémoires de communes : D/IV *bis*/19. Comité des droits féodaux, adresses et correspondances du département : D/XIV/1. Comité de législation, correspondance avec les autorités locales et les particuliers sur l'organisation administrative et judiciaire : D/III/12. Comité de salut public, correspondance avec les communes de Briançon et Serres sur les nominations et destitutions : D/XLII/8. Cultes, bénédictins de Boscodon, traitement, dossiers du Comité de l'ordinaire des finances de la Législative : D/VI/13; ecclésiastiques, déclarations collectives de titres et de pensions: D/XIX/42 ; état des religieux assermentés et insermentés: D/XIX/21; évêchés, création ou maintien, lettres de municipalités : D/XIX/26, dossiers 399 et 400. Correspondance de corps administratifs avec le Comité des pétitions sur le *Bulletin de la Convention*: D/XL/24. Députés et suppléants à la Convention, Barety (Pierre), démissionnant, Chauvet, suppléant, dossier du Comité des décrets : D/I§1/36. Finances, correspondances du département, mémoires et réclamations de particuliers et de municipalités sur les finances, les assignats, les impositions locales, les demandes d'emprunts locaux, les ateliers de charité, dossiers du Comité des finances : D/VI/21 et 22; montant des fermages et loyers des biens nationaux perçus et disponibles au 1er janvier 1791 et montant probable des traitements et pensions à la même époque, dossiers du Comité ecclésiastique: D/XIX/18. Frais de traitement de la justice et des directoires des districts et du département : D/IV *bis*/48. Justice, tribunaux d'appel, état : D/IV/70. Lettres, adresses et mémoires renvoyés par la Législative au Comité des pétitions: D/XL/1; à la commission des Douze : D/XL/6; lettre renvoyée à la commission de correspondance: D/XL/5; lettres renvoyées par la Convention au Comité des pétitions: D/XL/18. Monnaies et assignats, adresses : D/VIII/2, dossier 3. Notaires, placement : D/IV *bis*/92/B. Ordre public, dossiers du Comité des rapports : D/XXIX/1. Population, tableaux, tenue, correspondance du Comité de division avec les districts : D/IV *bis*/40 ; tableau, district de Gap : D/IV *bis*/50. Prisons, détenus sur lettres de cachet : D/V/5, dossier 58 ; détenus sur lettres de cachet, état : D/V/4, dossier 50.

Alpes-Maritimes (département). Assemblée électorale an IV, opérations et élection des députés : D/XLII/8. Circonscriptions administratives et judiciaires, tableau de division du département en districts et cantons : D/IV *bis*/3 ; organisation administrative : D/IV *bis*/81. Comité de législation, correspondance avec les autorités locales et les particuliers sur l'organisation administrative et judiciaire : D/III 13. Comité de salut public, correspondance avec le district de Puget-Théniers sur les nominations et destitutions : D/XLII/8. Correspondance de corps administratifs avec le Comité des pétitions sur le *Bulletin de la Convention*: D/XL/24. Députés suppléants à la Convention, dossier du Comité des décrets : D/I§1/38. Lettres renvoyées par la Convention au Comité des pétitions: D/XL/18. Représentants en mission, Grégoire (Henri-Baptiste), Jagot (Grégoire-Marie) : D/§1/25.

Alquier (Charles-Jean-Marie), conventionnel de Seine-et-Oise, représentant en mission près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse : D/§3.

Alsace (province). Division en départements : D/IV *bis*/2. Juifs d'Alsace, droits civils : D/IV/56. Nobles d'Empire possessionnés en -, indemnités: D/XXIII/2, dossier 29. Officiers ministériels de judicature: D/XVII/ 4, dossier 45. Population, tableaux par généralités : D/IV *bis*/43. Protestation de l'Électeur de Cologne comme grand-maître de l'ordre teutonique contre les décret de l'assemblée du mois d'août 1789, correspondances avec le duc de Deux-Ponts sur les indemnités dues aux princes d'Empire pour leurs possessions en Alsace, imprimé et observations pour la maison de Wurtemberg sur ces décrets: D/XIV/9.

Amar (Jean-Pierre-André), conventionnel de l'Isère, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/344 ; en mission dans l'Ain, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/354-355.

Ambert (Puy-de-Dôme). Cultes, ecclésiastiques, déclarations collectives de titres et de pensions: D/XIX/41.

Ambly (vicomte d'), détenu sur lettres de cachet, réclamation : D/V/3, dossier 39.

Amelot de Chaillou (Antoine-Léon-Anne), directeur de la Caisse de l'extraordinaire : D/XIX/44 , D/XXII/1, dossier 9, et 2, dossier 11; correspondance avec le Comité des finances sur le produit de la vente des domaines nationaux : D/VI/58, dossier 1 ; des départements sur les dons patriotiques: D/XXXIV/5, dossier 2 *bis*.

Amiens (Somme). Armée, 1er à 5e bataillons de chasseurs tirailleurs, contrôle par Chivaille, commissaire des

guerres chargé de l'organisation des corps belges, liégeois et bataves, en pluviôse an II : D/§3/60. Diocèse, état des religieuses, 1790 : D/XIX/1. Généralité, population, tableau : D/IV bis/43. Procureurs, offices, remboursement. D/XVII/7, dossier 102 *bis*. Réclamation des autorités auprès du Comité des décrets sur l'envoi et la promulgation des décrets : D/I§1/33, dossier 253. Réquisitions pour l'armée du Nord, états : D/§3/95, dossier 928 *bis* . Tribunal criminel, accusateur public, correspondance avec les représentants en mission près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse et rapports décadaires : D/§3/108.

Amsterdam (Pays-Bas, Hollande-Septentrionale). Habitant, voir : Van Haren née Beaumont. Lettres de négociants de Porto adressées à -, portugais et néerlandais: D/XXV/84, dossier 817/7 et 817/8.

Ancien Régime, voir : Académie, Armée (Ancien Régime), Arquebusier (compagnie d'), Bailliage, Banque (caisse d'escompte, compagnie des Indes), Bâtiments du Roi, Commerce (caisse de), Comptes (chambres des), Conseil d'État (d'Ancien Régime), Contributions (d'Ancien Régime), Coutume, Dîme, Domaines (administration des – d'Ancien Régime), École (maison) de Saint-Cyr, École militaire, Féodalité, Finances (bureaux des, contrôle général, directeurs généraux), Forêt (Eaux et forêts), Justice (professions judiciaires), Garde-meuble, Généralité, Intendance, Liquidation (d'offices), Maréchaussée, Menus plaisirs, Monnaie (administration d'Ancien Régime), Mont-de-piété (administration des – d'Ancien Régime), Municipalité (offices de municipalités d'Ancien Régime), Offices, Ordre (militaire, de noblesse), Paris (Châtelet), Parlement, Péage (octroi), Prévôté de l'Hôtel, Sel (greniers à), Trésor royal.

Anciens (Conseil des). Comité des inspecteurs de la salle : D*/XXXV/E/1 à 7. Commission des inspecteurs de la salle, arrêté déposant aux Archives nationales diverses clefs et trois cachets saisis en Vendée : D/I§2/3 ; copies de lettres reçues, 3 vendémiaire au 15 frimaire an VIII : D*/XXXV/G/ 2. Hommages, lettres d'envoi d'auteurs et éditeurs : D/I§2/1.

Andance (Ardèche). Réclamation des autorités auprès du Comité des décrets sur l'envoi et la promulgation des décrets : D/I§1/33, dossier 253.

Angers (Maine-et-Loire). Diocèse, état des religieuses, 1790 : D/XIX/1.

Angiviller (Charles-Claude de La Billarderie, comte d'), surintendant des beaux-arts de Louis XVI : D/X/1, dossier 5.

Anglais (langue), voir : Langues étrangères. Religieux et collèges anglais en France : D/XIX/30, dossiers 472 et 473.

Angleterre (au sens de Royaume-Uni), voir : Grande-Bretagne.

Angot, détenu sur lettres de cachet, réclamation : D/V/3, dossier 30.

Angoulême (Charente). Diocèse, état des religieuses, 1790 : D/XIX/1.

Angoumois (province). Division en départements : D/IV *bis*/2.

Anjou (province). Division en départements : D/IV *bis*/2.

Annexion. Assemblée extraordinaire du peuple bouillonnais: D/XL/24. Comtat-Venaissin, Comité d'Avignon : D/XXIV ; pétition des citoyens des districts de Vaucluse , Orange et Apt (s.d.), délibération du peuple avignonnais (1791), procès-verbaux de l'assemblée électorale des districts de Vaucluse et de l'Ouvèze (1792), demandes et mémoires sur la réunion du Comtat Venaissin (1791-1792) : D/IV *bis*/75 ; vœu des assemblées générales d'Avignon et des Bouches-du-Rhône pour la réunion d'Avignon à la France: D/XXIII/2, dossier 34.. Division des pays réunis à la France : D/IV *bis*/39.

- **Belgique**, adresse de députés de la ville de Namur demandant sa réunion à la France: D/XXIII/2, dossier 30 ; tableaux des villes et communautés réunies à la France ou en ayant émis le vœu, ne s'étant pas prononcées et ayant voté leur indépendance et le maintien de leur ancienne constitution en 1793 : D/§3/36, dossier 342 ; Gand et Louvain, lettres de Brune au ministre des Affaires étrangères: D/XXIII/2, dossier 31 ; assemblée générale populaire de Liège: D/XLII/6, dossier 2 ; Tournai, lettres du général O'Moran au ministre des Affaires étrangères: D/XXIII/2, dossier 31.
- Belgique, pays de Luxembourg, pays de Salm, pays de Spa, pays de Trèves, Aix-la-Chapelle. Organisation administrative et judiciaire, suppression des dîmes, vente des biens nationaux, assignats, pétitions, dénonciations contre des représentants en mission, successions, révisions de jugements, dossiers du Comité de législation : D/III/309.
- Mont-Blanc. Chépy (Pierre-Paul), recommandé comme commissaire national: D/XXIII/2, dossier 31. Procès-verbaux et proclamations de l'Assemblée nationale des Allobroges à Chambéry: D/XLII/6, dossier 1.
- Pays conquis, commissions militaires : D/III/318-319.

Annonay (Ardèche). Papeterie fournissant le papier des assignats : D/I§1/8 à 17. Réclamation des autorités auprès du Comité des décrets sur l'envoi et la promulgation des décrets : D/I§1/33, dossier 253.

Annonciade (ordre religieux). Religieuses, suppression des ordres religieux, lettres et adresses: D/XIX/16.

Anquetil (Louis-Pierre), détenu à la prison Saint-Lazare (de Paris), facilités pour achever et imprimer l'abrégé en 12 volumes de son *Histoire universelle*: D/XXXVIII/2, dossier 19.

Anse-Bertrand (Guadeloupe). Municipalité, adresses sur des réquisitions: D/XXV/121.

Anthoine (François-Paul-Nicolas), conventionnel de la Moselle, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/344.

Antibes (Var, auj. : Alpes-Maritimes). Carte manuscrite des environs et de l'aqueduc romain par Aiguillon (d'), maréchal de camp au corps royal du génie : D/I§2/3.

ANTIBOUL (Charles-Louis), conventionnel du Var, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/344 ; interrogatoire à Marseille le 24 juin 1793: D/XLII/4, dossier 3.

Antilles. Patriotes déportés, adresses renvoyées par la Convention au Comité des pétitions: D/XL/24.

Antiques, antiquité, voir : Archéologie.

Anvers (Belgique). Commissaire civil français, Pertois, correspondance : D/§3/19 et 20. Magasins d'effets militaires, états de situation : D/§3/59, dossiers 557 et 558. Objets d'art, transfert dans l'intérieur de la République : D/§3/59 (fin). Ordre public, troubles : D/§3/110 Tribunal criminel, accusateur public, correspondance avec les représentants en mission près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse et rapports décadaires : D/§3/107, dossier 1044 ; comptes décadaires : D/§3/108, dossier 1050 ; juges, correspondance avec les représentants en mission près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse : D/§3/108, dossier 1048 ; procès-verbal d'installation et jugements : D/§3/108, dossier 1051.

Approvisionnement, subsistances, vivres, voir aussi : Pêche. Dossiers du Comité des rapports : D/XXIX/85. Dossiers du Comité des recherches: D/XXIX *bis*/26. État des comptes à fournir au département des subsistances pour approvisionnements d'octobre 1788 à janvier 1791 et état récapitulatif des achats de farines et grains : D/VI/15, dossier 158. Lettres de municipalités, dossiers du Comité de législation : D/III/335. Subsistances (Comité des) : **D/XLI**.

- Subsistances, vivres militaires De l'armée du Nord : D/§3/45, dossier 426. De Belgique et du Nord-est de la France : D/§3/44 et 45, D/§3/93, dossier 912, à 104, dossier 1000. Vivres de la marine, rapports et lettres des ministres de la marine: D/XVI/2, dossier 20.
- Affaires par localités. **Aisne**, Soissons, émeute sur la fixation du prix du pain, 1790 : D/IV/2, dossier 13. **Belgique**, dépenses pour le recensement général des subsistances : D/§3/45, dossiers 421 et 422 ; Brabant, Bruxelles et Vilvorde, recensement des grains : D/§3/44, dossier 420. **Calvados** Caen, Bellissent (Pierre), négociant pillé en avril 1789: D/XI/2, dossier 9. **Doubs**, Besançon, troubles et entrave à la libre circulation des grains: D/XXIX *bis*/26, dossier 266, à 27, dossier 270. **Haute-Garonne**, Toulouse, rapport au Comité de salut public et arrêtés des représentants en mission près l'armée des Pyrénées sur les vivres et les munitions de guerre: D/XLII/4, dossier 6. **Loire**, Saint-Chamond, plainte des ouvriers contre la cherté des vivres: D/XLII/9. **Maine-et-Loire**, subsistances, 1791, dossiers du Comité des finances : D/VI/18, dossier 211. **Nord**, Lille, grains réquisitionnés dans le district d'Abbeville, paiement : D/§3/44, dossier 419. **Pas-de-Calais**, Saint-Omer, fournitures de grains et fourrages dans les magasins militaires : D/§3/44, dossier 420. **Seine-Inférieure**, Rouen, boulangeries pillées, juillet 1789: D/XI/2, dossier 10. **Seine-et-Oise**, Versailles, district, administrateurs, lettre au Comité de salut public sur les subsistances pour les ouvriers de l'atelier de sellerie: D/XLII/12. **Somme**, Péronne, district, administrateurs, lettre au Comité de salut public sur le prix de l'avoine: D/XLII/12.

Approvisionnements (Comité du commerce et des), voir : commerce et des approvisionnements (Comité du). Correspondance du Comité des décrets sur l'envoi et la promulgation des décrets : D/I§1/32.

Apt (Bouches-du-Rhône puis Vaucluse). Diocèse, état des religieuses, 1790 : D/XIX/2. District, pétition des citoyens sur les événements d'Avignon et du Comtat-Venaissin : D/IV *bis*/75.

Aqueduc romain des environs d'Antibes, carte manuscrite par Aiguillon (d'), maréchal de camp au corps royal du génie : D/I§2/3.

Archéologue, archéologie. Aiguillon (d'), maréchal de camp au corps royal du génie, carte manuscrite des environs d'Antibes et de l'aqueduc romain : D/I§2/3. Babu, auteur de la découverte de trirèmes antiques, mémoires et extraits des registres de l'Académie des sciences de 1762 : D/I§2/2. **Nord**, Bavay, projet de fouilles : D/XXII/2, dossier 13.

Architecte, architecture, voir aussi : Monument (Commission des monuments). Architecture: D/XXXVIII/2, dossier 22. Mirabeau (Honoré-Gabriel Riquetti de), mausolée à sa mémoire : D/I§2/3. Monuments publics en général: D/XXXVIII/2, dossiers 26 et 29 ; dossiers des Comités ecclésiastique et d'aliénation des biens nationaux réunis : D/XXXVIII/2, dossier 28. Projet de monument à la gloire de Louis XVI par Sergent, citoyen du district de Saint-Jacques-de-l'Hôpital : D/I§2/3. Rapports à la commission des monuments publics de Leblond (Gaspard-Michel) et de Lenoir (Marie-Alexandre) et rapports de Poirier (Germain) sur les tombeaux de Saint-Denis et les monuments de Royaumont: D/XXXVIII/2, dossier 27.

Archives: D/XXXVIII/2, dossier 20 . Duport (Marguerite-Marie-Louis-François Duport-Dutertre, ministre de la Justice de 1790 à 1792 plutôt que le constituant de Paris Adrien Duport), lettre sur les dépôts d'archives de Paris : D/III/335.

- Des Assemblées puis Archives nationales. Commission des inspecteurs de la salle des Anciens, arrêté déposant aux Archives nationales diverses clefs et trois cachets saisis en Vendée : D/I§2/3. Comité d'aliénation des domaines nationaux, état sucinct de dossiers transmis à : Amelot de Chaillou, commissaire de la Caisse de l'extraordinaire D/XXII/1, dossier 9. Décrets (Comité des), puis Comité des décrets, procès-verbaux et archives de la Constituante à la Convention : **D/I§1**. Comité ecclésiastique, état de dossiers remis par Aubert, directeur des bureaux du Comité, à Amelot de Chaillou, commissaire près la caisse de l'extraordinaire D/XIX/44. États d'expéditions de lois sur parchemin à déposer aux Archives nationales : D/I§1/33, dossier 260 *bis*. Garde des archives nationales, voir : Camus (Armand-Gaston). Versement des dossiers du Comité de division aux Archives nationales et au ministère de l'Intérieur : D/IV *bis*/56.

- Canot [de Lalobbe] (F.-M.), garde des archives des monnaies, nomination et brevet : D/VIII/3, dossier 9. De la Chambre des comptes de Paris, gardiens des livres et papiers, traitement : D/VI/62.
- Archives départementales, archives (affaires par localités). Correspondance du Comité des décrets sur l'envoi et la promulgation des décrets avec des préposés aux : D/I§1/32. **Eure-et-Loir**, Denonville, notaire demandant un décret ordonnant la remise des archives seigneuriales aux notaires: D/XIV/3. **Loire-Inférieure**, lettre d'un particulier de Nantes craignant l'incendie par les paysans des archives des chambres des comptes à cause des titres féodaux: D/XIV/5. **Bas-Rhin**, protestation du prince de Hohenlohe, écolâtre de l'église de Strasbourg, contre l'enlèvement des archives de cette église: D/XXIX/12.
- Inventaires des papiers des bureaux de l'administration centrale et du conseil de gouvernement de la Belgique : D/§3/46, dossier 432.

Ardèche (département). Administration du département, des districts et municipalités, réunions et démembrements de communes, observations sur l'ordre judiciaire, tribunaux de commerce, constitution civile du clergé, fuite du Roi, départ de Mesdames tantes du Roi, adresses, dossiers du Comité de constitution : D/IV/17. Assemblées électorales, 1790-1791, procès-verbaux et délibérations des directoires et municipalités : D/IV *bis*/36. Assemblée électorale, an IV, rapports du procureur général syndic du département sur les opérations et les élections au Corps législatif : D/XLII/8. Biens nationaux, Soyons, presbytère, réparations faites en 1791, paiement, réclamation par Pansu, curé D/XL/30, dossier 5. Circonscriptions administratives et judiciaires, circonscriptions des paroisses : D/IV *bis*/93 ; districts et cantons, création : D/IV *bis*/4 ; juges de paix, création, demandes de communes : D/IV *bis*/35 ; états des districts, cantons et municipalités, limites des départements, revendications de chefs-lieux, nomination de commissaires de police, de juges de paix et de notaires : D/IV *bis*/58 ; limites entre départements, réunions et distractions de communes, emplacement des tribunaux : D/IV *bis*/81 ; listes des administrations du département et de districts et nomenclatures de municipalités et de maisons religieuses envoyées par le département au Comité ecclésiastique : D/XIX/45 ; tribunaux, création et emplacement, demandes et mémoires de communes : D/IV *bis*/19 ; tribunaux de commerce, création, demandes de communes : D/IV *bis*/33. Comité des droits féodaux, adresses et correspondances du département : D/XIV/1. Comité de législation, correspondance avec les autorités locales et les particuliers sur l'organisation administrative et judiciaire : D/III/13 et 14. Comité de salut public, correspondance avec les autorités locales sur les nominations et destitutions : D/XLII/8. Contributions patriotiques: D/XXXIV/5, dossier 2 *bis*. Correspondance du Comité des décrets avec les autorités constituées sur l'envoi et la promulgation des décrets : D/I§1/33, dossier 252. Correspondance de corps administratifs avec le Comité des pétitions sur le *Bulletin de la Convention*: D/XL/24. Cultes, églises de Viviers, service et réparations dossiers du Comité de l'ordinaire des finances de la Législative : D/VI/13. Députés et suppléants à la Convention, Thoulouse (Jean-Joseph), suppléant admis à siéger, dossier du Comité des décrets : D/I§1/36 ; suppléants, correspondance du Comité des décrets avec le département : D/I§1/39, dossier 279. Finances, correspondances du département, mémoires et réclamations de particuliers et de municipalités sur les finances, les assignats, les impositions locales, les demandes d'emprunts locaux, les ateliers de charité, dossiers du Comité des finances : D/VI/21 et 22 ; lettres et délibérations des corps administratifs renvoyées par l'Assemblée au Comité des finances : D/VI/58. Frais de traitement de la justice et des directoires des districts et du département : D/IV *bis*/48. Justice, tribunaux d'appel, état : D/IV/70. Lettre de Privas renvoyée par la Législative au Comité des pétitions: D/XL/1; lettres, adresses et mémoires renvoyés à la commission des Douze : D/XL/6; par la Convention au Comité des pétitions: D/XL/18. Notaires, placement : D/IV *bis*/92/B. Ordre public, dossiers du Comité des rapports : D/XXIX/1 ; soulèvement du camp de Jalès : D/VI/60, D/XXIX/1 ; rapport du directoire du département sur l'insurrection de Saillans (François-Louis de): D/XV/6, dossier 72. Population, tableaux, tenue, correspondance du Comité de division avec les districts : D/IV *bis*/40 ; tableau, district du Mezenc : D/IV *bis*/50. Représentants en mission, Maignet (Étienne-Christophe) : D/§1/29.

Ardennes (département). Administration du département, des districts et municipalités, réunions et démembrements de communes, observations sur l'ordre judiciaire, tribunaux de commerce, constitution civile du clergé, fuite du Roi, départ de Mesdames tantes du Roi, adresses, dossiers du Comité de constitution : D/IV/18. Assemblées électorales, 1790-1791, état des citoyens actifs et des électeurs : D/IV *bis*/37. Circonscriptions administratives et judiciaires, circonscriptions des paroisses : D/IV *bis*/93 ; districts et cantons, création : D/IV *bis*/4 ; états des districts, cantons et municipalités, limites des départements, revendications de chefs-lieux, nomination de commissaires de police, de juges de paix et de notaires : D/IV *bis*/58 ; juges de paix, création, demandes de communes : D/IV *bis*/35 ; limites entre départements, réunions et distractions de communes, emplacement des tribunaux : D/IV *bis*/81 ; listes des administrations du département et de districts et nomenclatures de municipalités et de maisons religieuses envoyées par le département au Comité ecclésiastique : D/XIX/45 ; tribunaux, création et emplacement, demandes et mémoires de communes : D/IV *bis*/20. Comité des droits féodaux, adresses et correspondances du département : D/XIV/1 et 12. Comité de législation, correspondance avec les autorités locales et les particuliers sur l'organisation administrative et judiciaire : D/III/15 à 18. Cerfontaine, plainte du département contre la prétention de l'administration centrale de l'ex-pays de Liège de les lever: D/XLII/8. Comité de salut public, correspondance avec les autorités locales sur les nominations et destitutions : D/XLII/8. Contributions patriotiques: D/XXXIV/5, dossier 2 *bis*. Correspondance de corps administratifs avec le Comité des pétitions sur le *Bulletin de la Convention*: D/XL/24. Cultes, objets du culte offerts en don patriotique, commune de Rethel: D/XXXIV/6 ; pièces jointes aux feuilles de travail du Comité ecclésiastique: D/XIX/93. Députés et suppléants à la Convention, Piette (Jean-Baptiste), suppléant admis à siéger, dossier du Comité des décrets : D/I§1/36. Finances, correspondances du département, mémoires et réclamations de particuliers et de municipalités sur les

finances, les assignats, les impositions locales, les demandes d'emprunts locaux, les ateliers de charité, dossiers du Comité des finances : D/VI/21 et 22 ; lettres et délibérations des corps administratifs renvoyées par l'Assemblée au Comité des finances : D/VI/58; montant des fermages et loyers des biens nationaux perçus et disponibles au 1er janvier 1791 et montant probable des traitements et pensions à la même époque, dossiers du Comité ecclésiastique: D/XIX/18 ; réclamations sur l'administration des finances : D/VI/57. Frais de traitement de la justice et des directoires des districts et du département : D/IV *bis*/48. Guerre, lettres d'autorités constituées à La Fayette, général en chef de l'armée du Nord: D/XV/2, dossier 20. Justice, tribunaux d'appel, état : D/IV/70. Lettres, adresses et mémoires renvoyés par la Législative au Comité des pétitions: D/XL/1; à la commission des Douze : D/XL/7; lettre renvoyée à la commission de correspondance: D/XL/5; lettres renvoyées par la Convention au Comité des pétitions: D/XL/18. Notaires, placement : D/IV *bis*/92/A, 92/B. Ordre public, dossier du Comité des rapports sur des faits reprochés à la municipalité de Givet : D/XXIX/1. Population, tableaux, tenue, correspondance du Comité de division avec les districts : D/IV *bis*/40. Représentants en mission, Delacroix de la Marne (Charles) : D/§1/10 à 16 ; Levasseur de la Sarthe et Massieu, dénonciation contre eux : D/III/354-355.

Argent (métal précieux), voir : Métal. Argenterie, voir : Bijou. Argenterie (administration de l'- du Roi), voir : Menus plaisirs.

Ariège (département). Administration du département, des districts et municipalités, réunions et démembrements de communes, observations sur l'ordre judiciaire, tribunaux de commerce, constitution civile du clergé, fuite du Roi, départ de Mesdames tantes du Roi, adresses, dossiers du Comité de constitution : D/IV/18 ; directoire du département, différend avec les municipalités de Pamiers et Mirepoix D/XXIX *bis*/39. Circonscriptions administratives et judiciaires, circonscriptions des paroisses : D/IV *bis*/93 ; districts et cantons, création : D/IV *bis*/4 ; états des districts, cantons et municipalités, limites des départements, revendications de chefs-lieux, nomination de commissaires de police, de juges de paix et de notaires : D/IV *bis*/58 ; juges de paix, création, demandes de communes : D/IV *bis*/35 ; limites entre départements, réunions et distractions de communes, emplacement des tribunaux : D/IV *bis*/81 ; listes des administrations du département et de districts et nomenclatures de municipalités et de maisons religieuses envoyées par le département au Comité ecclésiastique : D/XIX/45 ; tribunaux, création et emplacement, demandes et mémoires de communes : D/IV *bis*/20. Comité des droits féodaux, adresses et correspondances du département : D/XIV/1. Comité de législation, correspondance avec les autorités locales et les particuliers sur l'organisation administrative et judiciaire : D/III/19 à 20/B. Comité de salut public, correspondance du maire de Saint-Lizier : D/XLII/8. Contributions patriotiques: D/XXXIV/5, dossier 2 *bis*. Correspondance de corps administratifs avec le Comité des pétitions sur le *Bulletin de la Convention*: D/XL/24. Cultes, évêchés, création ou maintien, lettres de municipalités : D/XIX/26, dossiers 399 et 400; Foix, chapitre, chanoines, réclamations: D/XIX/31, dossier 486 ; Pamiers, carmélites et ursulines: D/XIX/17; pièces jointes aux feuilles de travail du Comité ecclésiastique: D/XIX/93 ; troubles causés par les prêtres réfractaires, 1791: D/XIX/22, dossier 364. Députés et suppléants à la Convention, Bordes (Paul-Joseph), suppléant admis à siéger, et Baby, suppléant, dossier du Comité des décrets : D/I§1/36. Finances, demandes de secours pour insuffisance de fonds ou à la suite de sinistres, pièces jointes au rapport de Lacoste-Montlauzier, député du Lot à la Législative : D/VI/19. Finances, correspondances du département, mémoires et réclamations de particuliers et de municipalités sur les finances, les assignats, les impositions locales, les demandes d'emprunts locaux, les ateliers de charité, dossiers du Comité des finances : D/VI/22. Frais de traitement de la justice et des directoires des districts et du département : D/IV *bis*/48. Justice, tribunaux d'appel, état : D/IV/70. Lettres, adresses et mémoires renvoyés par la Législative au Comité des pétitions: D/XL/1; à la commission des Douze : D/XL/7. Notaires, placement : D/IV *bis*/92/B. Ordre public, dossiers du Comité des rapports : D/XXIX/2. Population, tableaux, tenue, correspondance du Comité de division avec les districts : D/IV *bis*/40. Prisons, détenus sur lettres de cachet, états : D/V/4, dossier 53.

Arles (Bouches-du-Rhône). Diocèse, état des religieuses, 1790 : D/XIX/1. Réclamation des autorités auprès du Comité des décrets sur l'envoi et la promulgation des décrets : D/I§1/33, dossier 253.

Armagnac (province). Division en départements : D/IV *bis*/1.

Arme. De Belgique et du Nord-est de la France : D/§3/1 à 8. Manufactures, voir : Maubeuge, Tulle.

Armée (en général), voir aussi : Approvisionnement (subsistances militaires), Artillerie, Chasseur, Commissaire des guerres, Garde du Roi, Gendarmerie, Génie, Guerre, Hussards, Insigne (décoration), Invalide, Légion, Maréchaussée, Militaire (Comité), Ordre de noblesse (ordre de Saint-Louis), Place militaire, Réquisition (en nature, Vétéran, Volontaire. Affaires militaires de Belgique et du Nord-est de la France : D/§3/60 à 72.

- Ancien Régime, pensions militaires, dont état de services lors de la suppression de l'École royale militaire, notes sur les pensions des ordres de Saint-Lazare et de Saint-Louis, état des rentes de la maison de Saint-Cyr sur les revenus du roi: D/X/1, dossier 12.
- Armée en général. Armée et service militaire, observations adressées au Comité de constitution, 1790 : D/IV/12, dossier 195. États des forces des armées, 1793-an III, dossiers du Comité de salut public: D/XLII/5, dossier 3. Régiments, dossiers du Comité des rapports : D/XXIX/85. Régiments Royal Lorraine et des Chasseurs de Franche-Comté, contributions patriotiques: D/XXXIV/5, dossier 5. Relevé de l'effectif des troupes et des chevaux de l'armée de 1787 à 1790 envoyé par le ministre de la Guerre Duportail : D/VI/7, dossier 56.
- Code militaire, matériaux: D/XXXIX/11. Commission de l'organisation et du mouvement des armées de terre. Affaires la concernant, dossiers du Comité de législation : D/III/368-370. Correspondance avec le Comité de

législation sur la justice militaire : D/III/318-319. Correspondance avec les représentants en mission près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse : D/§3/64, dossier 616.
- Garde suisse, voir: Gallet (Bertrand).
- Généraux en chef, lettres renvoyées par la Législative à la commission des Douze : D/XL/17. Correspondance des généraux avec le Comité des pétitions: D/XL/28. Dans l'Ouest, lettres et rapports, reliquats du Comité de salut public sur la Vendée : D/XLII/3, dossier 3. Lettres du ministre de la Guerre aux généraux de division et aux chefs d'escadrons de la gendarmerie nationale sur les mesures à prendre pour le maintien de l'ordre: D/XLII/6, dossier 2.
- Insurrection du régiment Royal Champagne à Hesdin (Pas-de-Calais) en août 1790 et pièces sur d'autres insurrections, 1790-1792: D/XV/5.
- Lettres des commissaires de la Législative près les armées du Rhin, du Nord, du Midi et près celle de Lückner, et des commissaires dans les départements voisins de Paris: D/XL/5, dossier 86.
- Personnel militaire. Habillement et équipement, Belgique et Nord-est de la France : D/§3/45 et 46. Lettres, adresses et mémoires renvoyés par la Législative au Comité des pétitions: D/XL/4, dossier 85; à la commission des Douze : D/XL/17; par la Convention au Comité des pétitions: D/XL/24.
- Plaintes contre la conduite d'officiers du régiment suisse d'Ernest au théâtre de Marseille: D/XV/6, dossier 7. Régiment suisse de Châteauvieux (août 1791-août 1792): D/XXIII/2, dossier 30. **Saint-Domingue**, 1790-an V : D/XXV/46 à 55, dossier 540.

Armée des Alpes. Justice militaire, correspondances du Comité de législation avec les représentants en mission près cette armée : D/III/310-311.

Armée des Ardennes. Justice militaire, correspondances du Comité de législation avec les représentants en mission près cette armée : D/III/310-311. Représentants en mission, Perrin des Vosges, dénonciation contre lui : D/III/356-357.

Armée du Centre. Commissaires de la Législative près cette armée : D/XV/1 et 2. Rapport de de Grave, ex-ministre de la Guerre : D/XV/6, dossier 60.

Armée des Côtes-de-Brest. Justice militaire, correspondances du Comité de législation avec les représentants en mission près cette armée : D/III/310-311.

Armée des Côtes-de-Cherbourg. Justice militaire, correspondances du Comité de législation avec les représentants en mission près cette armée : D/III/312.

Armée d'Italie. Justice militaire, correspondances du Comité de législation avec les représentants en mission près cette armée : D/III/312. Représentants en mission, Cadroy (Paul), Chambon-La Tour (Jean-Michel), Despinassy (Antoine-Joseph-Marie), Niou (Joseph), Rouyer (Jean-Pascal) : D/§1/40 et 41 ; Ritter (François-Joseph), et Turreau (Louis), arrêtés sur les armements maritimes: D/XVI/1, dossier 5.

Armée du Midi. Commissaires de la Législative près cette armée : D/XV/3 et 4, dossier 39, D/XL/5, dossier 86.

Armée de la Moselle. Justice militaire, correspondances du Comité de législation avec les représentants en mission près cette armée : D/III/312.

Armée navale de la Méditerranée, voir : Méditerranée (Armée navale).

Armée du Nord.. Aperçu de la force de cette armée : D/§3/67, dossier 50. Bureau central d'administration des armées du Nord et de Sambre-et-Meuse à Bruxelles, agents, logement : D/§3/68, dossier 674. Chauffage : D/§3/60, dossiers 580 et 581. Commandement de cette armée, pièces contre les généraux Berthelmy (Étienne-Ambroise Berthellemy dit), chef de l'état-major, Charles-François Duhoux, ex-commandant à Lille, Simon-François Gay-Vernon, Jean-Nicolas Houchard, commandant supérieur de l'armée intermédiaire, responsable de la retraite de Menin, et Jacques O'Moran, commandant général des troupes de Douai à Dunkerque, et contre Camuset, commandant le bataillon du district de Cambrai, dossiers du Comité de salut public: D/XLII/5, dossier 5. Commissaires des guerres et commissaires ordonnateurs, correspondance avec les représentants en mission : D/§3/62 à 64. Commissaires de la Législative près cette armée : D/XV/1 et 2, D/XL/5, dossier 86. Correspondance adressée aux commissaires de la Législative près les armées du Nord: D/XL/28. Correspondance adressée aux commissaires de la Convention près les armées du Nord et dans les départements de l'Est: D/XL/28. Corps belges, liégeois et bataves, comptes, vérification : D/§3/72, dossier 726 ; tableau de réorganisation : D/§3/72, dossier 728. Hôpitaux : D/§3/60, dossiers 580 et 581 ; hôpitaux sédentaires et ambulants de cette armée, état : D/§3/92. Justice militaire, accusateurs militaires, correspondance avec les représentants en mission près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse, jugements rendus par le tribunal criminel militaire du quartier général, tableaux des jugements rendus par le tribunal criminel provisoire près les divisions de l'armée du Nord sous Maubeuge, la commission militaire révolutionnaire et le tribunal criminel militaire révolutionnaire : D/§3/109, dossiers 1060 à 1065 ; correspondances du Comité de législation avec les représentants en mission près cette armée : D/III/313. Magasin d'effets militaires, état de situation : D/§3/59, dossier 558. Militaires de cette armée en congés et en réforme : D/§3/67, dossier 648 ; militaires en détention transférés d'Avesnes [-sur-Helpe] (Nord) à Laon : D/§3/67, dossier 649. Militaires de tous grades et corps de cette armée, correspondance avec les représentants en mission : D/§3/64 à 66 ; pétitions : D/§3/68 à 72.
- Représentants en mission en 1792-1793 : **D/§2** ; près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse, an II-an IV : **D/§3** ; arrêtés des représentants en mission près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse, dossiers du Comité de salut public: D/XLII/7, dossier 5.
- Représentants en mission, Bellegarde (Antoine Dubois de), Delmas (Jean-François-Bertrand), Du Bois-Du Bais (Louis-Thibault) : D/§1/16. Lequinio, Achon (?), Bellegarde et Courtois, commissaires à l'armée du Nord : D/III/353.

- Sabin-Bourcier, commissaire ordonnateur général (en Belgique ou à l'armée du Nord ?), ordonnancements pour paiement de marchandises et denrées livrées dans les magasins de la République : D/§3/45, dossier 427.
- Service de cette armée, organisation : D/§3/68, dossier 674. Subsistances : D/§3/45, dossier 426, D/§3/93 à 104 ; viande, magasins de vivres : D/§3/96, dossiers 931 à 933 .

Armée de l'Ouest. Justice militaire, correspondances du Comité de législation avec les représentants en mission près cette armée : D/III/314 et 315.

Armée des Pyrénées. rapport au Comité de salut public et Arrêtés des représentants en mission sur les vivres et les munitions de guerre à Toulouse: D/XLII/4, dossier 6. Justice militaire, correspondances du Comité de législation avec les représentants en mission près cette armée : D/III/316.

Armée des Pyrénées-Orientales. Représentants en mission, Monestier du Puy-de-Dôme, Pinet, dénonciation contre eux : D/III/354-355 ; Cavaignac et Pinet, dénonciation contre eux : D/III/356-357.

Armée du Rhin. Commissaires de la Législative près cette armée : D/XV/3, D/XL/5, dossier 86. Justice militaire, correspondances du Comité de législation avec les représentants en mission près cette armée : D/III/316.

Armée de Sambre-et-Meuse. Bureau central d'administration des armées du Nord et de Sambre-et-Meuse à Bruxelles, agents, logement : D/§3/68, dossier 674. Chauffage : D/§3/60, dossiers 580 et 581. commissaires des guerres et commissaires ordonnateurs, correspondance avec les représentants en mission : D/§3/62 à 64. Hôpitaux : D/§3/60, dossiers 580 et 581. Justice militaire, correspondances du Comité de législation avec les représentants en mission près cette armée : D/III/317. Militaires de cette armée en congés et en réforme : D/§3/67, dossier 648 ; militaires en détention transférés d'Avesnes [-sur-Helpe] (Nord) à Laon : D/§3/67, dossier 649. Militaires de tous grades et corps de cette armée, correspondance avec les représentants en mission : D/§3/64 à 66 ; pétitions : D/§3/68 à 72.
- Représentants en mission, an II-an IV : **D/§3** ; arrêtés des représentants en mission près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse, dossiers du Comité de salut public: D/XLII/7, dossier 5. Subsistances : D/§3/45, dossier 426, D/§3/93 à 104.

Armées étrangères.
- Autriche. Français dans cette armée lors de la capitulation de Luxembourg : D/III/84.

Armentières (Nord). Prison, détenus sur lettres de cachet du département de la Guerre, état : D/V/4, dossier 47.

Armoirie, voir : Insigne (signe de ralliement).

Armonville (Jean-Baptiste), conventionnel de la Marne, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/344.

Arnaud, préposé des vivres à Givet, demandant que la Convention fasse réponse à toutes les lettres et pétitions individuelles: D/XLIV/1.

Arnay-le-Duc (Côte-d'Or). Municipalité, tribunal, création et emplacement, demande : D/IV *bis*/21.

Arquebusier (compagnie d'). **Seine-et-Oise**, Meulan, conflit avec la garde nationale : D/IV/60.

Arras (Pas-de-Calais). Commission militaire, correspondance avec les représentants en mission près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse : D/§3/109, dossiers 1060 à 1065. Correspondance du Comité des décrets avec les autorités constituées sur l'envoi et la promulgation des décrets : D/I§1/33, dossier 252. Cultes, état des clarisses restant dans leurs maisons: D/XIX/17. District, états des chevaux, voitures et chariots : D/§3/106 et 107. Hôpitaux, tableau des maisons propres à servir d'- : D/§3/91. Prisons militaires, commissaires de surveillance, correspondance avec les représentants en mission près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse : D/§3/109, dossiers 1060 à 1065. Réclamation des autorités auprès du Comité des décrets sur l'envoi et la promulgation des décrets : D/I§1/33, dossier 253. Tribunal militaire, accusateurs militaires, correspondance avec les représentants en mission près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse : D/§3/109, dossiers 1060 à 1065. de jugements Tribunal révolutionnaire, première section siégeant à Cambrai, jugements, extraits : D/§3/110.

Arrighi (Jean-Marie), suppléant de la Corse à la Convention admis à siéger, dossier du Comité des décrets : D/I§1/36.

Art, voir : Abbaye (objets du culte), Architecte (architecture), Arts (Commission des), Médaille, Monument (Commission des monuments), Objet (d'art et de sciences), Peintre (peinture), Sculpteur (sculpture). Adresse d'artistes de la manufacture de Sèvres et adresse d'autres artistes contre le régime académique : D/IV/13, dossier 224. Artistes, récompenses et secours : D/XXXVIII/4, dossier 59. Arts professionnels: D/XXXVIII/2, dossier 30. Beaux-arts: D/XXXVIII/2, dossier 21. Établissements de sciences et d'art de la ville de Montpellier: D/XIII/1. Vandalisme: D/XXXVIII/5, dossier 72.

Artillerie de Belgique et du Nord-est de la France : D/§3/13 et 14. Généraux d'artillerie des armées du Nord et de Sambre-et-Meuse, correspondance avec les représentants en mission : D/§3/64, dossier 620. Tableau de la situation des places de la République française en bouches à feu et poudres, 1793: D/XLV/1.

Artillerie de marine. Rapports et lettres des ministres de la marine: D/XVI/2, dossier 15.

Artois (province). Flandre et Artois (provinces). Fermes et régies d'octrois de la province d'Artois, dossiers du Comité des finances : D/VI/3. Population, tableau par généralités : D/IV *bis*/44.

Artoize (d'), détenu sur lettres de cachet, réclamation : D/V/3, dossier 37.

Arts (Commission des). Membres, listes et candidatures : D/XXXVIII/1, dossier 1.

Assainissement. Entreprise des pompes antiméphitiques pour la vidange des fosses d'aisance de Paris et Versailles: D/XI/2, dossier 11.

Assassinat. Massacres de septembre: D/XLII/5, dossiers 1 et 2. Des plénipotentiaires français au congrès de Rastatt, voir : Diplomatie (Autriche et Saint Empire romain germanique).
- **Saint-Domingue**. Mauduit du Plessis (Thomas-Antoine de), colonel commandant le régiment de Port-au-Prince assassiné par la troupe en 1791, cérémonie funèbre: D/XV/4, dossier 37.

Assaux (d'), détenu sur lettres de cachet, réclamation : D/V/4, dossier 53.

Assemblées primaires, électorales, voir : Élection.

Assemblées nationales, voir : Anciens (Conseil des), Cinq-Cents (Conseil des), Constituante, Convention, Législative, Tribunat.

Assignats, voir : Monnaie. Assignats et monnaies (Comité des) : **D/VIII**.

Assistance, secours publics, voir aussi : Hôpital, Mont-de-Piété, Secours publics (Comité des).
- Actes de bienfaisance sur fonds réservé sur la ferme de Port-Louis (d'Ancien Régime) : D/X/3, dossier 26. Adant et Saunier, commissaires aux secours publics (en Belgique), rapport aux représentants en mission près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse : D/§3/91. Ateliers de charité, correspondances des directoires de départements, mémoires et réclamations de particuliers et de municipalités, dossiers du Comité des finances par départements : D/VI/20 à 55. Code des secours publics, matériaux: D/XXXIX/11. Demandes de secours par des employés et garçons de bureau des assemblées : D/I§2/1. Rapport et projet de décret par Lacoste-Montlauzier (Jean-Joseph), député du Lot à la Législative, sur les secours à accorder aux départements où la contribution de quatre sous pour livre a été insuffisante pour l'année 1791 et aux départements et communes sinistrés par la grêle ou l'incendie, et pièces jointes, pétitions de communes et de directoires de départements : D/VI/19. Récompenses et secours : D/XXXVIII/4, dossiers 58 à 63.
- En Belgique : D/§3/91 à 93. **Creuse**, Felletin, commune, secours après un incendie: D/XXVII. **Marne**, La Veuve, commune, secours après un incendie: D/XXVII. **Paris**, caisse de secours, rapports renvoyés par l'Assemblée au Comité des finances : D/VI/62. **Seine-et-Oise**, tableau de la population indigente, 1791 : D/IV *bis*/49. **Somme**, Abbeville, municipalité, mémoire pour la création d'ateliers de charité : D/IV/64.

Astronomie: D/XXXVIII/3, dossier 32.

Atelier de charité, voir : Assistance.

Ath (Belgique, Hainaut). District, organisation judiciaire et administration de la justice, projet : D/§3/109, dossier 1056. District, réclamation sur la contribution militaire : D/§3/44, dossier 415. District, tribunal civil, correspondance avec les représentants en mission près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse : D/§3/109, dossier 1055. Ordre public, troubles : D/§3/110 Réquisitions pour l'armée du Nord, états : D/§3/95, dossier 928 *bis* .

Aube (département). Administration du département, des districts et municipalités, réunions et démembrements de communes, observations sur l'ordre judiciaire, tribunaux de commerce, constitution civile du clergé, fuite du Roi, départ de Mesdames tantes du Roi, adresses, dossiers du Comité de constitution : D/IV/19. Armée, lettres d'autorités constituées à la Législative renvoyées au Comité de la Guerre: D/XV/4, dossier 35. Circonscriptions administratives et judiciaires, circonscriptions des paroisses : D/IV *bis*/93 ; districts et cantons, création : D/IV *bis*/4 ; états des districts, cantons et municipalités, limites des départements, revendications de chefs-lieux, nomination de commissaires de police, de juges de paix et de notaires : D/IV *bis*/58 ; juges de paix, création, demandes de communes : D/IV *bis*/35 ; limites entre départements, réunions et distractions de communes, emplacement des tribunaux : D/IV *bis*/81 ; listes des administrations du département et de districts et nomenclatures de municipalités et de maisons religieuses envoyées par le département au Comité ecclésiastique : D/XIX/45 ; tribunaux, création et emplacement, demandes et mémoires de communes : D/IV *bis*/20 ; tribunaux de commerce, création, demandes de communes : D/IV *bis*/33. Comité des droits féodaux, adresses et correspondances du département : D/XIV/2. Comité de législation, correspondance avec les autorités locales et les particuliers sur l'organisation administrative et judiciaire : D/III/ 20/B à 23. Comité de salut public, correspondance avec les autorités locales sur les nominations et destitutions : D/XLII/8. Contributions patriotiques: D/XXXIV/5, dossier 2 *bis*. Correspondance de corps administratifs avec le Comité des pétitions sur le *Bulletin de la Convention*: D/XL/24. Cultes, objets du culte offerts en don patriotique, commune de Nogent-sur-Seine: D/XXXIV/6; pièces jointes aux feuilles de travail du Comité ecclésiastique: D/XIX/93 ; prêtres non bénéficiaires, traitements, réclamations: D/XIX/20, dossier 312 ; traitements et bâtiments, dossiers du Comité de l'ordinaire des finances de la Législative : D/VI/13. Députés et suppléants à la Convention, David-Delisle (Edme-Alexandre) et Ludot (Antoine-Nicolas), suppléants admis à siéger, dossier du Comité des décrets : D/I§1/36. Dons patriotiques, communes de Bar-sur-Aube, Nogent-sur-Seine: D/XXXIV/7, dossier 12 e. Finances, correspondances du département, mémoires et réclamations de particuliers et de municipalités sur les finances, les assignats, les impositions locales, les demandes d'emprunts locaux, les ateliers de charité, dossiers du Comité des finances : D/VI/22. Frais de traitement de la justice et des directoires des districts et du département : D/IV *bis*/48 ; lettres et délibérations des corps administratifs renvoyées par l'Assemblée au Comité des finances : D/VI/58. Justice, tribunaux d'appel, état : D/IV/70. Lettres, adresses et mémoires renvoyés par la Législative au Comité des pétitions: D/XL/1; à la commission de correspondance: D/XL/5; à la commission des Douze : D/XL/7; par la Convention au Comité des pétitions: D/XL/18. Notaires, placement : D/IV *bis*/92/B ;

Auxon, canton, maintien des trois études: D/XIV/2. Ordre public, dossiers du Comité des rapports : D/XXIX/2 ; Montreuil, troubles, 1790 : D/IV/12, dossier 193. Population, tableaux, tenue, correspondance du Comité de division avec les districts : D/IV *bis*/40. Représentants en mission, Albert (Jean-Bernard) : D/§1/1 à 6-7 ; registres d'ordre des réclamations adressées à Albert : D*/§/1/1 et 2.

Aube (Jean-François), du Luc (Var), don de la finance de la liquidation de l'office de notaire de son père : D/XL/30, dossier 5.

Aubert, directeur des bureaux du Comité ecclésiastique : D/XIX/44.

Aubry (François), conventionnel du Gard, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/344.

Auch (Gers). Cultes, ecclésiastiques, déclarations collectives de titres et de pensions: D/XIX/41. Diocèse, état des religieuses, 1790 : D/XIX/1. Généralité, population, tableau : D/IV *bis*/43.

Aude (département). Administration du département, des districts et municipalités, réunions et démembrements de communes, observations sur l'ordre judiciaire, tribunaux de commerce, constitution civile du clergé, fuite du Roi, départ de Mesdames tantes du Roi, adresses, dossiers du Comité de constitution : D/IV/19. Assemblée électorale, an IV : D/XLII/8. Biens nationaux, Carcassonne, murs et fossés de la ville revendiqués par la municipalité: D/XIV/2. Circonscriptions administratives et judiciaires, circonscriptions des paroisses : D/IV *bis*/93 ; districts et cantons, création : D/IV *bis*/4 ; états des districts, cantons et municipalités, limites des départements, revendications de chefs-lieux, nomination de commissaires de police, de juges de paix et de notaires : D/IV *bis*/58 ; juges de paix, création, demandes de communes : D/IV *bis*/35 ; limites entre départements, réunions et distractions de communes, emplacement des tribunaux : D/IV *bis*/81 ; listes des administrations du département et de districts et nomenclatures de municipalités et de maisons religieuses envoyées par le département au Comité ecclésiastique : D/XIX/45 ; tribunaux, création et emplacement, demandes et mémoires de communes : D/IV *bis*/20 ; tribunaux de commerce, création, demandes de communes : D/IV *bis*/33. Comité des droits féodaux, adresses et correspondances du département : D/XIV/2 et 12. Comité de législation, correspondance avec les autorités locales et les particuliers sur l'organisation administrative et judiciaire : D/III/ 24 à 26. Comité de salut public, correspondance avec les autorités locales sur les nominations et destitutions : D/XLII/8. Contributions patriotiques: D/XXXIV/5, dossier 2 *bis*. Correspondance de corps administratifs avec le Comité des pétitions sur le *Bulletin de la Convention*: D/XL/24. Cultes, état des religieux et religieuses: D/XIX/17 ; état des religieux assermentés et insermentés: D/XIX/21 ; pièces jointes aux feuilles de travail du Comité ecclésiastique: D/XIX/93 . Députés suppléants à la Convention, dossier du Comité des décrets : D/I§1/36. Finances, correspondances du département, mémoires et réclamations de particuliers et de municipalités sur les finances, les assignats, les impositions locales, les demandes d'emprunts locaux, les ateliers de charité, dossiers du Comité des finances : D/VI/23 ; lettres et délibérations des corps administratifs renvoyées par l'Assemblée au Comité des finances : D/VI/58. Frais de traitement de la justice et des directoires des districts et du département : D/IV *bis*/48. Justice, tribunaux d'appel, état : D/IV/70. Lettres, adresses et mémoires renvoyés par la Législative au Comité des pétitions: D/XL/1; à la commission de correspondance: D/XL/5; à la commission des Douze : D/XL/7; par la Convention au Comité des pétitions: D/XL/18. Monnaies et assignats, adresses : D/VIII/2, dossier 3. Notaires, placement : D/IV *bis*/92/B. Ordre public, dossiers du Comité des rapports : D/XXIX/2. Population, tableaux, tenue, correspondance du Comité de division avec les districts : D/IV *bis*/40.

Audouin (Jean-Pierre), conventionnel de Seine-et-Oise, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/344.

Audu (Louise-Reine), de Paris, poursuivie pour crime de lèse-nation pour les affaires des 5 et 6 octobre 1789 : D/IV/49.

Aufrery (de Carrière d'), voir : Carrière d'Aufrery (de).

Auger (Antoine-Augustin), suppléant de l'Oise à la Convention admis à siéger, dossier du Comité des décrets : D/I§1/37.

Augustin (ordre religieux). Augustins et augustins réformés dits Petits pères, états généraux des religieux, 1790: D/XIX/10 ; religieux, intention de sortir ou de rester dans leurs maisons, 1790 : D/XIX/12, dossier 180.- Augustines, suppression des ordres religieux, lettres et adresses: D/XIX/16.

Aunis et Saintonge (province). Division en départements : D/IV *bis*/1.

Auray (Morbihan). Correspondance du Comité des décrets avec les autorités constituées sur l'envoi et la promulgation des décrets : D/I§1/33, dossier 252.

Aurillac (Cantal). Cultes, ecclésiastiques, déclarations collectives de titres et de pensions: D/XIX/41.

Autriche et Saint Empire romain germanique, voir aussi : Diplomatie (Autriche). Pays-Bas autrichiens, voir : *Belgique*. - Saint Empire romain germanique. Nobles d'Empire possessionnés en Alsace et en Lorraine, indemnités: D/XXIII/2, dossier 29.

Autun (Saône-et-Loire). Cultes, Saint-Jean-le-Grand, abbaye, religieuses, adresse à l'Assemblée, dossiers du Comité ecclésiastique: D/XIX/103. Diocèse, état des religieuses, 1790 : D/XIX/1.

Auvergne (province). Division en départements : D/IV *bis*/2. Haute-Auvergne, officiers ministériels de judicature: D/XVII/ 4, dossier 45.

Auvillar (Haute-Garonne, auj. : Tarn-et-Garonne). Réclamation des autorités auprès du Comité des décrets

sur l'envoi et la promulgation des décrets : D/I§1/33, dossier 253.

Auxon (Aube). Canton, notaires, maintien des trois études, demande de la municipalité de Villeneuve-au-Chemin: D/XIV/2.

Auxerre (Yonne). Diocèse, état des religieuses, 1790 : D/XIX/1.

Auxonne (Côte-d'Or). Municipalité, tribunal, création et emplacement, demande : D/IV *bis*/21.

Avallon (Yonne). Cultes, ecclésiastiques, déclarations collectives de titres et de pensions: D/XIX/41. Yonne, District, agent national, lettre au Comité de salut public sur la publication des affiches de sentences arbitrales et de décisions de familles: D/XLII/12.

Avesnes [*-sur-Helpe*] (Nord). Commission militaire, correspondance avec les représentants en mission près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse : D/§3/109, dossiers 1060 à 1065. Conseil de guerre, correspondance avec les représentants en mission près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse : D/§3/109, dossiers 1060 à 1065. District, chevaux et bestiaux, perte par fait de guerre : D/§3/91. District, tribunal, commissaire national, correspondance avec les représentants en mission près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse : D/§3/109, dossier 1054. Garnison, état sommaire : D/§3/67, dossier 50. Hôpital, directeur, correspondance avec les représentants en mission près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse : D/§3/91. Magasin d'effets militaires, état de situation : D/§3/58, dossier 553. Militaires des armées du Nord et de Sambre-et-Meuse en détention transférés à Laon : D/§3/67, dossier 649.

Aveyron (département). Administration du département, des districts et municipalités, réunions et démembrements de communes, observations sur l'ordre judiciaire, tribunaux de commerce, constitution civile du clergé, fuite du Roi, départ de Mesdames tantes du Roi, adresses, dossiers du Comité de constitution : D/IV/20. Administration du département, installation aux Cordeliers de Rodez, dossiers du Comité de l'ordinaire des finances de la Législative : D/VI/13. Assemblées électorales, 1790-1791, état des citoyens actifs et des électeurs : D/IV *bis*/37 ; procès-verbaux et délibérations des directoires et municipalités : D/IV *bis*/36. Assemblée électorale, an IV, procès-verbaux: D/XLII/8. Circonscriptions administratives, circonscriptions des paroisses : D/IV *bis*/93 ; districts et cantons, création : D/IV *bis*/4 ; états des districts, cantons et municipalités, limites des départements, revendications de chefs-lieux, nomination de commissaires de police, de juges de paix et de notaires : D/IV *bis*/58 ; limites entre départements, réunions et distractions de communes, emplacement des tribunaux : D/IV *bis*/81 ; listes des administrations du département et de districts et nomenclatures de municipalités et de maisons religieuses envoyées par le département au Comité ecclésiastique : D/XIX/45 ; Quercy et Rouergue, délimitation entre les deux départements : D/IV/10, dossier 142 ; tribunaux, création et emplacement, demandes et mémoires de communes : D/IV *bis*/20. Comité des droits féodaux, adresses et correspondances du département : D/XIV/2. Comité de législation, correspondance avec les autorités locales et les particuliers sur l'organisation administrative et judiciaire : D/III/ 27 à 29. Comité de salut public, correspondance avec les autorités locales sur les nominations et destitutions : D/XLII/8. Contributions patriotiques: D/XXXIV/5, dossier 2 *bis*. Correspondance de corps administratifs avec le Comité des pétitions sur le *Bulletin de la Convention*: D/XL/24. Cultes, pièces jointes aux feuilles de travail du Comité ecclésiastique: D/XIX/93 ; transfert de vases sacrés et linges d'autels d'églises supprimées aux églises conservées : D/XIX/103. Députés et suppléants à la Convention, Rous (Jean-Pierre-Philippe), suppléant admis à siéger, dossier du Comité des décrets : D/I§1/36. Finances, correspondances du département, mémoires et réclamations de particuliers et de municipalités sur les finances, les assignats, les impositions locales, les demandes d'emprunts locaux, les ateliers de charité, dossiers du Comité des finances : D/VI/23 ; demandes de secours pour insuffisance de fonds ou à la suite de sinistres, pièces jointes au rapport de Lacoste-Montlauzier, député du Lot à la Législative : D/VI/19 ; lettres et délibérations des corps administratifs renvoyées par l'Assemblée au Comité des finances : D/VI/58. Frais de traitement de la justice et des directoires des districts et du département : D/IV *bis*/48. Justice, tribunaux d'appel, état : D/IV/70. Lettres, adresses et mémoires renvoyés par la Législative au Comité des pétitions: D/XL/1; à la commission de correspondance: D/XL/5; à la commission des Douze : D/XL/7; par la Convention au Comité des pétitions: D/XL/18. Monnaies et assignats, adresses : D/VIII/2, dossier 3. Notaires, placement : D/IV *bis*/92/A, 92/B. Ordre public, dossiers du Comité des rapports : D/XXIX/2. Population, tableaux, tenue, correspondance du Comité de division avec les districts : D/IV *bis*/40 ; tableaux par districts : D/IV *bis*/50. Prisons, détenus sur lettres de cachet : D/V/5, dossier 56.

Avignon (Comité d') : **D/XXIV**.

Avignon (Vaucluse). Délibération du peuple avignonnais, 1791 : D/IV *bis*/75. Diocèse, état des religieuses, 1790 : D/XIX/2. Lettre des officiers municipaux d'Orange et Courthézon (alors : Bouches-du-Rhône) sur leur rôle dans les événements d'Avignon, 1790 : D/IV/27. Réclamation des autorités auprès du Comité des décrets sur l'envoi et la promulgation des décrets : D/I§1/33, dossier 253. Vœu des assemblées générales d'Avignon et des Bouches-du-Rhône pour la réunion d'Avignon à la France: D/XXIII/2, dossier 34.

Avocats de Paris (bibliothèque), livres à remettre au Comité de législation : D/III/390-391.

Avoine, voir : Grain.

Avoué (en général), voir : Justice (professions judiciaires).

B

Babeuf (François-Noël), troubles causés par lui à Roye (Somme): D/XXIX/14.

Babu, auteur de la découverte de trirèmes antiques, mémoires et extraits des registres de l'Académie des sciences de 1762 : D/I§2/2.

Baby, suppléant de l'Ariège à la Convention, dossier du Comité des décrets : D/I§1/36.

Baie-Mahault (Guadeloupe). Municipalité, adresses sur des réquisitions: D/XXV/121.

Bailliage (d'Ancien Régime), voir : Bar-sur-Seine, Troyes.

Bailly (Edme-Louis-Barthélemy), conventionnel de Seine-et-Marne, représentant en mission, Jura, Mont-Terrible, Bas-Rhin, Haut-Rhin, Vosges : D/§1/8.

Bâle (Suisse). Dossier du Comité diplomatique: D/XXIII/2, dossier 32. Evêque, mémoire, dossier du Comité des droits féodaux: D/XIV/13, dossier 91. Manifeste du prince-évêque: D/XL/17.

Ballainvilliers (Seine-et-Oise, auj. : Essonne). Terre de, impositions : D/VI/2.

Baltimore (États-Unis). Lettres de négociants à des correspondants en France, en Angleterre, aux Pays-Bas et en majorité en Allemagne, saisies sur le vaisseau américain *Juliana,* capturé par le corsaire *l'Espérance* en 1797: D/XVI/3, dossier 30.

Banque. Mémoires et projet, dossiers du Comité des finances : D/VI/2.- Affaires particulières. Caisse d'escompte, mémoires et projet, dossiers du Comité des finances : D/VI/2. Compagnie des Indes, affaire Weymerangen, Haller Le Couteulx de La Norraye et d'Espagnac, banquiers, en liquidation d'actions: D/XI/1, dossier 2 ; liquidation, dossiers du Comité des finances : D/VI/5 ; liquidation, lettre de Monneron (Jean-Louis, dit Louis), député de Pondichéry à la Constituante: D/XII/1 ; pensions, mémoire: D/X/1, dossier 1. Magenthies, réclamation contre Magon de La Balue, banquier à Paris, au sujet d'une somme à lui due pour dommages et intérêts par le gouvernement et la chambre de commerce de Fiume : D/XXIX *bis*/24.

Banqueroute, faillite. Des trésoriers payeurs et comptables, dossiers du Comité des finances : D/VI/5.

Bar (Jean-Étienne), conventionnel de la Moselle, conventionnel de Paris, représentant en mission près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse : D/§3.

Bar-sur-Seine (Aube). Bailliage, actes de catholicité, rapport tendant à réformer l'arrêt du parlement de Paris du 14 juillet 1784: D/XIX/103. Correspondance du Comité des décrets avec les autorités constituées sur l'envoi et la promulgation des décrets : D/I§1/33, dossier 252.

Barail (du), détenu aux îles Sainte-Marguerite (Var) sur lettres de cachet, réclamation : D/V/3, dossier 28.

Barbarie. Navigation, prise de deux corsaires barbaresques près de Bastia: D/XXIII/2, dossier 33.

Barbé-Marbois (François), intendant de Saint-Domingue, comptes-rendus de gestion imprimés: D/XXV/58, dossier 575.

Barbentane (Bouches-du-Rhône). Commune, fournitures au 5e régiment de hussards, compagnie de Schomberg: D/VII/1.

Bardy, détenu sur lettres de cachet, réclamation : D/V/3, dossier 40.

Bardy (François), suppléant de la Haute-Loire à la Convention admis à siéger, dossier du Comité des décrets : D/I§1/37.

Barère (Bertrand), conventionnel des Hautes-Pyrénées, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/344.

Barety (Pierre), député des Hautes-Alpes à la Convention démissionnant, dossier du Comité des décrets : D/I§1/36.

Barjonville (de), détenu sur lettres de cachet, réclamation : D/V/3, dossier 31.

Barnabite (ordre religieux). État général des religieux, 1790: D/XIX/10.

Barras (Paul-François-Jean-Nicolas de), conventionnel du Var, dénonciations contre lui, dossiers du Comité de législation : D/III/344, D/III/356-357.

Barrois (province). Généralité de Lorraine et, voir : Lorraine et Barrois.

Barthélemy (Jean-André), conventionnel de la Haute-Loire, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/344.

Baruville, suppléant (?) de la Sarthe à la Convention, dossier du Comité des décrets : D/I§1/38.

Basse-Terre (Guadeloupe). Extraits de lettres, reliquats du Comité de salut public: D/XLII/1, dossier 14. Municipalité, actes et délibérations sur les troubles: D/XXV/123 et 124 ; adresses sur des réquisitions: D/XXV/121.

Bassigny (province). Division en départements : D/IV *bis*/1.

Bastia (Corse, auj. : Corse-du-Sud). Navigation, prise de deux corsaires barbaresques près de -: D/XXIII/2, dossier 33.

Bastien (R.), détenu sur lettres de cachet, réclamation : D/V/4, dossier 41.

Bastille (prise de la), voir : Journées révolutionnaires.

Batave, République batave, voir : Pays-Bas.

Bateau, navire.- Antiquité. Trirèmes antiques, Babu, auteur de leur découverte, mémoires et extraits des registres de l'Académie des sciences de 1762 : D/I§2/2.- Bateaux, affaires individuelles, voir : *l'Actif*, navire de Nantes, *l'Alceste*, navire français, *le Bien-Aimé*, navire de Bordeaux, *le Blamford*, navire (britannique ?), *l'Espérance*, corsaire français, *Juliana,* vaisseau américain, *le Neptune*, vaisseau suédois, *le Patriote*, navire français ; *la Vigilante*, felouque française.

Bâtiments du Roi (administration des), finances et traitements : D/X/1, dossier 5.

Battelier (Jean-César), conventionnel de la Marne, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/344.

Baudin (Pierre-Charles-Louis), député des Ardennes à la Législative, la Convention et les Anciens. Comte-rendu d'emploi de fonds pour la fabrication des assignats : D/I§1/10, dossier 51.

Baudot (Marc-Antoine), conventionnel de Saône-et-Loire, représentant en mission à Nancy , dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/354-355 ; dénonciation : D/III/356-357.

Baudouin (François-Jean), imprimeur de l'Assemblée, mémoire de fournitures, dossiers du Comité des finances : D/VI/11, dossier 110 ; états de travaux d'impression de juin 1789 au 1er septembre 1791 : D/VI/17, dossier 182 ; modifications à son accord sur l'impression du bulletin de l'Assemblée : D/XL/30, dossier 5.

Baume [*-les-Dames*] (Doubs). Bailliage, recette, situation en 1788 : D/VI/7, dossier 57. Cultes, ecclésiastiques, déclarations collectives de titres et de pensions: D/XIX/41.

Bavay (Nord). Inventaire de meubles et effets : D/§3/60. Projet de fouilles archéologiques : D/XXII/2, dossier 13.

Bavière (Allemagne), voir : Diplomatie (Allemagne, Bavière).

Bayeux (Calvados). Diocèse, état des religieuses, 1790 : D/XIX/2.

Bayonne (Basses-Pyrénées). Diocèse, état des religieuses, 1790 : D/XIX/2.

Bazas (Gironde). Diocèse, état des religieuses, 1790 : D/XIX/1.

Bazadais (province). Division en départements : D/IV *bis*/2.

Béarn (province). Division en départements : D/IV *bis*/1.

Beauce (province). Division en départements : D/IV *bis*/2.

Beauharnais (Alexandre-François-Marie de), constituant: D/X/3, dossier 29.

Beaujolais, voir aussi : *Lyonnais et Beaujolais* (province). Testaments: D/XXIX/13.

Beaumont, voir aussi : Van Haren née.

Beaumont (de), chef de division de la marine habitant en Lot-et-Garonne, protestation contre l'abolition de la noblesse héréditaire : D/IV/39.

Beauvais (Claude-Nicolas), député de Paris à la Législative, rapport sur les travaux du Comité des secours publics: D/XXVII.

Beauvais (Louis-Jacques), général à Saint-Domingue: D/XXV/50, dossier 485.

Beaux-arts, voir : Art.

Bédigis, voir : Testevuide et -.

Beffroy (Louis-Étienne), conventionnel de l'Aisne, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/344.

Béhague (Jean-Pierre-Antoine de), gouverneur général de la Martinique: D/XXV/116, D/XLII/1, dossier 14.

Belfort (Haut-Rhin, auj. : Territoire-de-Belfort). Réclamation des autorités auprès du Comité des décrets sur l'envoi et la promulgation des décrets : D/I§1/33, dossier 253.

Belgique (annexion à la France, voir au mot : Annexion). Armée française en -, 1792-1793 : D/§2/4-5. Administration centrale et administrations d'arrondissements, correspondances avec les représentants en mission près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse : D/§3/1 à 8. Assemblée extraordinaire du peuple bouillonnais: D/XL/24. Assemblées primaires, organisation, 1792-1793 : D/§2/4-5. Bouillon (duché de), demande de protection des français propriétaires fonciers: D/XXIII/2, dossier 34. Bouteville [-Dumetz] (Pierre-Guislain Bouteville, dit), constituant, commissaire du Directoire dans les départements réunis : D/IV *bis*/39. Circonscriptions administratives et judiciaires, division en départements : D/IV *bis*/39. Comité révolutionnaire des Belges et des Liégeois, dossier de la commission des Douze de la Législative : D/XL/17. Corps belges de l'armée du Nord, comptes, vérification : D/§3/72, dossier 726 ; tableau de réorganisation : D/§3/72, dossier 728. Émigrés, biens, séquestre, 1792-1793 : D/§2/4-5. Moréton-Chabrillant (Jacques-Henri-Sébastien-César), général à l'armée du Nord, lettres au ministre des Affaires étrangères sur la situation et les assemblées primaires de Bruxelles et demandant d'y maintenir Chépy (Pierre-Paul): D/XXIII/2, dossier 31. Namur, adresse de députés de la ville demandant sa réunion à la France: D/XXIII/2, dossier 30. Nomination des administrations d'arrondissement et de municipalités, dossiers du Comité de salut public: D/XLII/7, dossier 5. O'Moran (Jacques), général à l'armée du Nord, lettres au ministre des Affaires étrangères sur la réunion de Tournai à la France et faisant l'éloge de Sta (François-Marie-Louis-Nicolas-Antoine), procureur syndic du district de Lille chargé des fonctions de commissaire en Belgique, novembre 1792-mars 1793:

D/XXIII/2, dossier 31. Organisation administrative et judiciaire, suppression des dîmes, vente des biens nationaux, assignats, pétitions, dont pétitions de belges réfugés en France, dénonciations contre des représentants en mission, successions, révisions de jugements, dossiers du Comité de législation : D/III/309. Postes, organisation, 1792-1793 : D/§2/4-5. Représentants en mission, administration centrale, administrations d'arrondissement, conseil de gouvernement : D/§3/1 à 116 ; 1er bureau du conseil de gouvernement, registre de correspondance : D/§3/116, dossier 1093. Séquestre de biens d'établissements religieux français supprimés: D/XXIII/2, dossier 29. Tableaux des villes de Belgique et de la rive gauche du Rhin conquises par les Français et de celles aux mains de l'ennemi : D/§3/72, dossier 728.
- Pays-Bas autrichiens, administration, dossiers et imprimés, formation de listes de piétons civils et dons patriotiques à l'Empereur pour la guerre et réorganisation de l'administration après l'évacuation par les Français en 1793 : D/§3/49 à 58, dossier 545.

Provinces belgiques (de France). Offices des provinces belgiques (Cambrai, Maubeuge et Hainaut), remboursement: D/XVII/7, dossier 95 *bis*.

Belhomme, de Charonne (Seine), pension, détenus sur lettres de cachet : D/V/5, dossier 58.

Bellegarde (Antoine Dubois de), conventionnel de la Charente, représentant en mission, armée du Nord : D/§1/16 ; près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse : D/§3 ; registre de correspondance : D/§3/116, dossier 1092 ; commissaire à l'armée du Nord, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/353.

Bellême (Orne). Magasin militaire, tableau de situation: D/XLII/10.

Belley (Ain). Cultes, ecclésiastiques, déclarations collectives de titres et de pensions: D/XIX/41. Diocèse, état des religieuses, 1790 : D/XIX/2.

Belley (Jean-Baptiste, dit Mars Belley), se disant élu de Saint-Domingue à la Convention, dossier du Comité de législation : D/III/358-359.

Bellissent (Pierre), négociant à Caen pillé en avril 1789: D/XI/2, dossier 9.

Belmont [*-sur-Rance*] (Aveyron). Cultes, ecclésiastiques, déclarations collectives de titres et de pensions: D/XIX/41.

Bénédictin (ordre religieux). Bénédictins et bénédictins anglais, états généraux des religieux, 1790: D/XIX/10 ; bénédictins et intention de sortir ou de rester dans leurs maisons, 1790 : D/XIX/13 ; bénédictins, suppression des ordres religieux, lettres et adresses: D/XIX/14.
- Bénédictines, suppression des ordres religieux, lettres et adresses: D/XIX/16.

Bénéfice (ecclésiastique), voir : Moine.

Bentabole (Pierre-Louis), conventionnel du Bas-Rhin, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/344.

Berdolle, détenu sur lettres de cachet, réclamation : D/V/3, dossier 37.

Berg (Belgique, Limbourg, auj. : commune de Tongres). Réquisitions pour l'armée du Nord, pétition : D/§3/97, dossier 936.

Bergeron, chargé de l'enregistrement des ordonnances et de la distribution des dépenses diverses du Trésor royal, extraits de ses registres, exercices 1788 et 1789: D/X/1, dossier 8.

Bergues (Nord). Conseil de guerre, correspondance avec les représentants en mission près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse : D/§3/109, dossiers 1060 à 1065. District, états des chevaux, voitures et chariots : D/§3/106 et 107.

Berlier (Théophile), conventionnel de la Côte-d'Or, conventionnel de Paris, représentant en mission près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse : D/§3 ; registre d'arrêtés : D/§3/111, dossier 1074 *bis*.

Bernard (Marc-Antoine), suppléant des Bouches-du-Rhône à la Convention admis à siéger puis traduit devant le Tribunal révolutionnaire, dossier du Comité des décrets : D/I§1/36.

Bernard de Saintes (André-Antoine Bernard dit), conventionnel de la Charente-Inférieure, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/344.

Bernardin, bernardine (ordre religieux). Bernardins, suppression des ordres religieux, lettres et adresses: D/XIX/14.
- Bernardines, intention de sortir ou de rester dans leurs maisons, 1790 : D/XIX/13 ;suppression des ordres religieux, lettres et adresses: D/XIX/16.
- Bernardines (bâtiments), voir : Yvetot.

Berry (province). Division en départements : D/IV *bis*/2. Population, tableaux par généralités : D/IV *bis*/43.

Berthelmy (Étienne-Ambroise Berthellemy dit), général chef de l'état-major de l'armée du Nord, pièces contre lui, dossiers du Comité de salut public: D/XLII/5, dossier 5.

Besançon (Doubs). Diocèse, état des religieuses, 1790 : D/XIX/2. Réclamation des autorités auprès du Comité des décrets sur l'envoi et la promulgation des décrets : D/I§1/33, dossier 253. Troubles et entrave à la libre circulation des grains: D/XXIX *bis*/26, dossier 266, à 27, dossier 270.

Besse (Martial), général à Saint-Domingue: D/XXV/50, dossier 485.

Besse-en-Chandesse (Puy-de-Dôme, auj. : Besse-et-Saint-Anastaise). Cultes, ecclésiastiques, déclarations collectives de titres et de pensions: D/XIX/41.

Besson (Alexandre), député du Doubs à la Législative, rapport sur les dépenses de l'assemblée pour le quartier de janvier 1792 : D*/XXXV/C/13 ; conventionnel du Doubs, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/344.

Bétail. **Nord**, Avesnes et Cambrai, districts, perte en chevaux et bestiaux par fait de guerre : D/§3/91. Parcs à bestiaux de Belgique et du nord de la France : D/§3/97, dossier 934 .

Béthune (Pas-de-Calais). Cultes, ecclésiastiques, déclarations collectives de titres et de pensions: D/XIX/41. District, correspondance avec les représentants en mission à Bruxelles en matière de génie : D/§3/45, dossier 429. District, émigrés : D/§3/39. District, états des chevaux, voitures et chariots : D/§3/106 et 107. Hôpital, directeur, correspondance avec les représentants en mission près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse : D/§3/91.

La Beuvronne (cours d'eau en Seine-et-Marne). Canal à ouvrir par le sieur Brullée à ses frais commençant sur la – près du pont de Souilly (Seine-et-Marne) : D/VI/7, dossier 51.

Béziers (Hérault). Diocèse, état des religieuses, 1790 : D/XIX/3. Ordre public, juge inculpé pour avoir arrêté les prédications d'un moine fanatique : D/IV/33.

Bezout (Étienne-Louis), conventionnel de Seine-et-Marne, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/344.

Biars de Salagnac (des), détenu sur lettres de cachet, réclamation : D/V/4, dossier 41.

Biassou, révolté de Saint-Domingue, correspondance : D/XXV/12, dossier 118.

Bibliothèque: D/XXXVIII/2, dossier 20 . Le Blond (Gaspard-Michel), rapport sur les états et relevés des bibliothèques des 83 départements et de Paris: D/XXXVIII/2, dossier 20. Projet de création avec les fonds des maisons ecclésiastiques, dont état et totaux des volumes des bibliothèques des maisons d'hommes et de femmes du département de Paris et état des bibliothèques des 83 départements avec relevés d'imprimés, manuscrits, liasses de titres et cabinets des médailles, dossiers des Comité d'aliénation des domaines nationaux et d'administration des biens ecclésiastiques réunis : D/XXII/1, dossier 8.
- Des avocats de Paris, livres à remettre au Comité de législation : D/III/390-391. De la Chambre des comptes de Paris, gardiens des livres et papiers, traitement : D/VI/62.
- Bibliothèque nationale. Bibliothèque du Roi, dossiers du Comité des finances sur la dette publique : D/VI/10, dossier 105 ; Capperonier (Jean), bibliothèque, achat par la Bibliothèque du Roi: D/XXXVIII/2, dossier 20 .

Bicêtre (prison, maison de, à Paris), voir : Paris (ville, prisons).

Bidault (Laurent-Mathieu-Gervais), suppléant de l'Eure à la Convention admis à siéger, dossier du Comité des décrets : D/I§1/37.

Le Bien-Aimé, navire de Bordeaux, Dejean, capitaine, procès criminel devant l'amirauté de Port-au-Prince (Saint-Domingue): D/XXV/34, dossier 341.

Biens nationaux, communaux, voir aussi : Abbaye et autres bâtiments religieux, Domaines, Forêt, Pension (rente sur le clergé).
- Généralités. Constitution civile du clergé, dossiers du Comité de constitution par départements : D/IV/14 à 69. Conservation de leurs effets mobiliers, arrêtés des Comité d'aliénation des domaines nationaux et d'administration des biens ecclésiastiques réunis : D/XXII/1, dossier 8. Créances sur les ecclésiastiques et les maisons religieuses, réclamations: D/XIX/31, dossiers 489 à 491. Décrets d'aliénation, contrôle : D/I§1/28, D/I§1/32, dossier 250. Dossiers des Comités ecclésiastique et d'aliénation des biens nationaux réunis sur les monuments publics: D/XXXVIII/2, dossier 28. États départementaux de montants des fermages et loyers des biens nationaux perçus et disponibles au 1er janvier 1791 et de montant probable des traitements et pensions à la même époque, dossiers du Comité ecclésiastique: D/XIX/18 et 19. Pensions affectées sur des évêchés, abbayes et cures : D/XIX/30, dossier 480. Projet de décret sur les effets de la résiliation des ventes de biens nationaux sur les restitutions, réductions et indemnités résultant de leur vente: D/XVIII/1, pièce 29. Projet de Dubois-Crancé sur les défrichements communaux : D/III/363-365. Rentes sur le clergé, paiement, réclamations : D/XIX/31, dossiers 487 et 488. Vente, Amelot de Chaillou (Antoine-Léon-Anne), directeur de la Caisse de l'extraordinaire, correspondance avec le Comité des finances sur son produit : D/VI/58; dossier du Comité ecclésiastique: D/XIX/30, dossier 483 ; instructions du Comité d'aliénation des domaines nationaux aux municipalités sur les formalités à observer pour la vente des biens nationaux: D/XXII/1, dossier 4 ; observations au Comité de constitution : D/IV/13, dossier 236 ; produit des ventes domaniales dans les départements: D/XXII/1, dossier 1 ; projet de décret par le Comité ecclésiastique : D/VI/6, dossier 41 ; récépissés de décrets d'aliénation de domaines nationaux adressés par le ministre de la Justice à Amelot, administrateur des Domaines, et bordereaux des opérations: D/XXII/2, dossier 11.
- Belgique et nord et est de la France. Belgique, pays de Luxembourg, pays de Salm, pays de Spa, pays de Trèves, vente des biens nationaux, dossiers du Comité de législation : D/III/309. Colonies, propriétés de la Guadeloupe et de la Martinique, dossiers du Comité de législation : D/III/322-323. Domaines de Belgique et du Nord-est de la France : D/§3/36 et 37. Émigrés, Belgique et Nord (départements du), biens, séquestre, 1792-1793 : D/§2/4-5. État sommaire des opérations faites pour la saisie des biens des émigrés de Belgique et du Nord-est de la France : D/§3/29, dossier 282. Levée de séquestre de biens de Belgique et du Nord-est de la France : D/§3/73 à 87. Liste des établissements religieux et de charité et valeur des biens séquestrés en Belgique en 1793 : D/§3/35, dossier 339 *bis*. Propriétés séquestrées de Belgique et du Nord-est de la France, demandes de

passeports par des particuliers pour les recouvrer : D/§3/39.
- Colonies, propriétés de la Guadeloupe et de la Martinique, dossiers du Comité de législation : D/III/322-323.
- Autres affaires par localités. **Aisne**, Laon et Soissons, aliénation, procès-verbaux, états d'opérations et estimations: D/XXII/2, dossier 12. **Aude**, Carcassonne, murs et fossés de la ville revendiqués par la municipalité: D/XIV/2. **Cher**, Saint-Amand, halles, achat par la municipalité : D/IV/45. **Côte-d'Or**, Dijon, aliénation, procès-verbaux, états d'opérations et estimations: D/XXII/2, dossier 12. **Gard**, Nîmes, aliénation, procès-verbaux, états d'opérations et estimations: D/XXII/2, dossier 12. **Ille-et-Vilaine**, Fougères, aliénation, procès-verbaux, états d'opérations et estimations: D/XXII/2, dossier 12. **Indre**, Châteauroux, aliénation, procès-verbaux, états d'opérations et estimations: D/XXII/2, dossier 12. **Indre-et-Loire**, Tours, aliénation, procès-verbaux, états d'opérations et estimations: D/XXII/2, dossier 12. **Isère**, Grenoble, contrôle des dépôts de vaisselle d'argent et de bijoux du bureau des finances de : D/IV/35. **Loiret**, Orléans, aliénation, procès-verbaux, états d'opérations et estimations: D/XXII/2, dossier 12. **Moselle**, Clouange, communaux, partage, plainte contre le refus du maire: D/XIV/12. **Nord**, Douai, aliénation, états imprimés des produits généraux: D/XXII/2, dossier 12 . **Oise**, Compiègne, district, tableau des ventes : D/IV/47. Département de **Paris**, les Moulineaux, ferme, adjudication : D/IV/50 ; Paris, aliénation, procès-verbaux, états d'opérations et estimations: D/XXII/2, dossier 12. **Pas-de-Calais**, Saint-Omer, aliénation, procès-verbaux, états d'opérations et estimations: D/XXII/2, dossier 12. **Saône-et-Loire**, Louhans, aliénation, procès-verbaux, états d'opérations et estimations: D/XXII/2, dossier 12. **Vienne**, Poitiers, jardin des plantes à conserver : D/IV/67.

Bigorre (province). Division en départements : D/IV *bis*/1.

Bigot, homme de loi, candidat commissaire central d'Indre-et-Loire: D/XLII/9.

Bijou, argenterie. Culte, objets, dont argenterie : D/XXXVIII/1, dossier 10. Procès-verbaux par Camus et Creuzé-La Touche (Jacques-Antoine) de la fonte des objets précieux d'argenterie provenant des églises envoyés à la Monnaie: D/XXII/1, dossier 10.
- **Belgique**, inventaires d'argenterie d'églises : D/§3/37, dossiers 348 à 350. **Isère**, Grenoble, contrôle des dépôts de vaisselle d'argent et de bijoux du bureau des finances de : D/IV/35 ; Saint-Marcellin, district, états de l'argenterie envoyée aux monnaies de Lyon et Paris : D/VI/64.

Billaud-Varenne (Jacques-Nicolas Billaud, dit), commissaire de la Commune envoyés à Châlons-sur-Marne : D/XL/17. Conventionnel de Paris. Code révolutionnaire, minutes d'articles, en partie rédigées par Rondonneau pour lui : D/XXXIX/9 et 10.

Binche (Belgique, Hainaut). District, organisation judiciaire et administration de la justice, projet : D/§3/109, dossier 1056. District, réclamation sur la contribution militaire : D/§3/44, dossier 415. District, tribunal civil, correspondance avec les représentants en mission près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse : D/§3/109, dossier 1055. Domaines, bureau, comptes : D/§3/36, dossier 343. Réquisitions pour l'armée du Nord, états : D/§3/95, dossier 928 *bis* .

Bion (Jean-Marie), conventionnel de la Vienne, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/344.

Biron (Armand-Louis de Gontaut de), général en chef de l'armée du Rhin : D/XL/5, dossier 87.

Bitche (Moselle). Représentant en mission, Faure de la Haute-Loire, pour la levée des chevaux, an II : D/III/347.

Blaisois (province). Division en départements : D/IV *bis*/2.

Le Blamford, navire (britannique ?), lettres anglaises saisies à son bord concernant les Antilles françaises: D/XXV/84, dossier 817/9.

Blanchelande (Rouxel de), voir : Rouxel de Blanchelande (Jean-Philibert-Maurice).

Blanzac [-*Porcheresse*] (Charente). Abbaye, détenus sur lettres de cachet : D/V/4, dossier 44.

Blaux (Nicolas-François), conventionnel de la Moselle, représentant en mission, Somme : D/§1/8 et 9.

Blaviel (Antoine-Innocent), suppléant du Lot à la Convention admis à siéger, dossier du Comité des décrets : D/I§1/37.

Blieskastel (Allemagne, Rhénanie-Palatinat). Représentant en mission, Faure de la Haute-Loire, pour la levée des chevaux, an II : D/III/347.

Blin de La Chaussée, procureur-syndic du département de l'Aisne: D/IV*bis*/110, dossier 8.

Bo (Jean-Baptiste-Jérôme), conventionnel de l'Aveyron, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/344.

Bœzinge (Belgique, Flandres-Occidentales, auj. : commune d'Ypres). Réquisitions pour l'armée du Nord, pétition : D/§3/97, dossier 936.

Boilleau (Jacques), député de l'Yonne à la Convention décrété d'accusation, dossier du Comité des décrets : D/I§1/38.

Bois (terrain boisé), voir : Forêt.

Bois-le-Duc (Pays-Bas, Brabant-Septentrional). Daverdoing, directeur (français) des finances : D/§3/41, dossier 385.

Boisset (Joseph-Antoine), conventionnel de la Drôme, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/344.

Boisset (Haute-Loire). Municipalité, lettre défendant les habitants accusés d'avoir outrepassé les décrets d'abolition des droits féodaux: D/XIV/5.

Boissier (Pierre-Bruno), conventionnel du Finistère, représentant au Havre, arrêtés: D/XVI/1, dossier 5.

Boisson (Jean), maire, ex-curé de Saint-Sauvier (Allier) : D/III/10.

Bondoustier, , détenu sur lettres de cachet, réclamation : D/V/4, dossier 44.

Boortmeerbeek (Belgique, Brabant). Réquisitions pour l'armée du Nord, pétition : D/§3/97, dossier 936.

Bordeaux (Gironde), voir aussi : Gironde (girondin, Fédération de 1793). Adresse du club national de Bordeaux félicitant la Convention et lui adressant un don patriotique: D/XII/1. Cultes, ecclésiastiques, déclarations collectives de titres et de pensions: D/XIX/41 Diocèse, état des religieuses, 1790 : D/XIX/2. Navigation, Dejean, capitaine du navire *le Bien-Aimé*, procès criminel devant l'amirauté de Port-au-Prince (Saint-Domingue): D/XXV/34, dossier 341. Généralité, population, tableau : D/IV *bis*/43. Réclamation des autorités auprès du Comité des décrets sur l'envoi et la promulgation des décrets : D/I§1/33, dossier 253. Représentant en mission, Boussion (Pierre), , arrêtés: D/XVI/1, dossier 5. Théâtres des Variétés et de l'Ambigu comique : D/IV/32.

Bordes (Paul-Joseph), suppléant de l'Ariège à la Convention admis à siéger, dossier du Comité des décrets : D/I§1/36.

Borie (Jean), conventionnel de la Corrèze, dénonciations contre lui, dossiers du Comité de législation : D/III/344, 356-357.

Bosque, de Tobago : D/XXV/131.

Botanique. Jardin des plantes de Poitiers, jardin du roi, dossiers du Comité des finances sur la dette publique : D/VI/10, dossier 105. Liste des végétaux de la serre et des jardins de Laeken (à Bruxelles) envoyés à Paris : D/§3/59. **Vienne**, Poitiers, jardin des plantes à conserver : D/IV/67.

Boucey (Manche, auj. : commune de Pontorson). Réclamation des autorités auprès du Comité des décrets sur l'envoi et la promulgation des décrets : D/I§1/33, dossier 253.

Bouchain (Nord). Hôpital militaire, état des mouvements : D/§3/92.

Bouches-du-Rhône (département). Administration du département, des districts et municipalités, réunions et démembrements de communes, observations sur l'ordre judiciaire, tribunaux de commerce, constitution civile du clergé, fuite du Roi, départ de Mesdames tantes du Roi, adresses, dossiers du Comité de constitution : D/IV/20 ; liste des membres du directoire du département, 1790 : D/IV *bis*/37. Assemblées électorales, 1790-1791, état des citoyens actifs et des électeurs : D/IV *bis*/37 ; procès-verbaux et délibérations des directoires et municipalités : D/IV *bis*/36. Assemblée électorale, an IV, rapports du procureur général syndic sur sa clôture et ses résultats : D/XLII/8. Circonscriptions administratives et judiciaires, circonscriptions des paroisses : D/IV *bis*/94 ; districts et cantons, création : D/IV *bis*/5 ; états des districts, cantons et municipalités, limites des départements, revendications de chefs-lieux, nomination de commissaires de police, de juges de paix et de notaires : D/IV *bis*/59 ; juges de paix, création, demandes de communes : D/IV *bis*/35 ; limites entre départements, réunions et distractions de communes, emplacement des tribunaux : D/IV *bis*/82 ; listes des administrations du département et de districts et nomenclatures de municipalités et de maisons religieuses envoyées par le département au Comité ecclésiastique : D/XIX/45 ; tribunaux, création et emplacement, demandes et mémoires de communes : D/IV *bis*/20 ; tribunaux de commerce, création, demandes de communes : D/IV *bis*/33. Comité des droits féodaux, adresses et correspondances du département : D/XIV/2. Comité de législation, correspondance avec les autorités locales et les particuliers sur l'organisation administrative et judiciaire : D/III/ 29 à 31. Comité de salut public, correspondance avec les autorités locales sur les nominations et destitutions : D/XLII/8. Cultes, état des religieux assermentés et insermentés: D/XIX/21; Marseille, abbaye Saint-Victor et chapitre cathédral, prêtres, traitements, réclamations: D/XIX/20, dossiers 310 et 311 ; Orange, district, pièce jointe aux feuilles de travail du Comité ecclésiastique: D/XIX/94 ; pièces jointes aux feuilles de travail du Comité ecclésiastique: D/XIX/93 ; traitements et bâtiments, dossiers du Comité de l'ordinaire des finances de la Législative : D/VI/13. Députés et suppléants à la Convention, Bernard (Marc-Antoine), suppléant admis à siéger puis traduit devant le Tribunal révolutionnaire, et Le Blanc de Servane (Jean-Baptiste-Benoît), suppléant admis à siéger, dossier du Comité des décrets : D/I§1/36. Finances, correspondances du département, mémoires et réclamations de particuliers et de municipalités sur les finances, les assignats, les impositions locales, les demandes d'emprunts locaux, les ateliers de charité, dossiers du Comité des finances : D/VI/23 ; demandes de secours pour insuffisance de fonds ou à la suite de sinistres, pièces jointes au rapport de Lacoste-Montlauzier, député du Lot à la Législative : D/VI/19 ; lettre de la commune de La Roque-d'Anthéron renvoyée par l'Assemblée au Comité des finances : D/VI/58. Fédéralisme, interrogatoire du représentant Antiboul à Marseille le 24 juin 1793: D/XLII/4, dossier 3. Frais de traitement de la justice et des directoires des districts et du département : D/IV *bis*/48. Guerre, correspondance d'autorités constituées et de particuliers adressée aux commissaires de la Législative près l'armée du Midi : D/XV/3, dossier 27. Justice, tribunaux d'appel, état : D/IV/70. Lettres, adresses et mémoires renvoyés par la Législative au Comité des pétitions: D/XL/1; à la commission des Douze : D/XL/7; lettre renvoyée à la commission de correspondance: D/XL/5; lettres renvoyées par la Convention au Comité des pétitions: D/XL/18. Ordre public, dossiers du Comité des rapports : D/XXIX/2 ; Aix, troubles: D/XXIX *bis*/28, dossiers 283 et 284 , et D/XXIX *bis*/41 et 42 ; Marseille, plaintes contre la conduite d'officiers du régiment suisse d'Ernest au théâtre: D/XV/6, dossier 7 ; Lieutaud (Jean-François), ancien commandant de la garde nationale à Marseille, fauteur de troubles: D/XXIX *bis*/28, dossiers 281 et 282, et D/XXIX *bis*/41 et 42. Notaires, placement : D/IV *bis*/92/A. Population, tableaux, tenue, correspondance du Comité de division avec les districts : D/IV *bis*/40 ; tableaux par districts : D/IV *bis*/50. Représentants en

mission, Maignet (Étienne-Christophe) : D/§1/29 ; Cadroy (Paul), Chambon-La Tour (Jean-Michel), Despinassy (Antoine-Joseph-Marie), Niou (Joseph), Rouyer (Jean-Pascal) : D/§1/40 et 41. Vœu des assemblées générales d'Avignon et des Bouches-du-Rhône pour la réunion d'Avignon à la France: D/XXIII/2, dossier 34.

Bouillon (Belgique, province de Luxembourg, alors : Ardennes). Assemblée extraordinaire du peuple bouillonnais: D/XL/24. Duché de, demande de protection des français propriétaires fonciers: D/XXIII/2, dossier 34.

Boulanger, boulangerie. **Seine-Inférieure**, Rouen, pillages, juillet 1789: D/XI/2, dossier 10

Boulay, suppléant de la Moselle à la Convention non admis à siéger, dossier du Comité des décrets : D/I§1/37.

Boulogne [*-sur-Mer*] (Pas-de-Calais). Cultes, cathédrale, prêtres, traitements, réclamations: D/XIX/20, dossier 313. Diocèse, état des religieuses, 1790 : D/XIX/2.

Bourbon (famille royale française), voir : Condé (duc de), Conti (duc de), Louis XIV, Louis XVI, Louis XVII Dauphin de France, Louis XVIII, Orléans (Philippe, duc de), Penthièvre (duc de). Créquy (le prétendu marquis Alexandre de), soi-disant fils naturel de Louis XV, détenu en Prusse : D/V/4, dossier 42. Maisons du Roi, de la Reine et des princes du sang : de Monsieur, apanage du duc d'Orléans, maison d'Artois, duc de Penthièvre, maisons de Condé et de Conti: D/X/2, dossier 19.

Bourbon (île), voir : *Réunion* (île de la)..

Bourbon-l'Archambault (Allier). Cultes, ecclésiastiques, déclarations collectives de titres et de pensions: D/XIX/41.

Bourbonnais (province). Division en départements : D/IV *bis*/2. Notes et mémoire adressées au Comité des droits féodaux : D/XIV/13, dossier 92.

Bourbonne [*-les-Bains*] (Haute-Marne). Conflit entre la municipalité et Davaux, propriétaire des eaux minérales : D/XIV/6.

Bourbotte (Pierre), conventionnel de l'Yonne, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/344.

Bourdon (Louis-Jean-Joseph-Léonard, dit Léonard Bourdon), conventionnel du Loiret, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/344. Bourdon (L.), affaire à Orléans, dossier du Comité de législation : D/III/131/A.

Bourg-la-Reine (département de Paris puis de la Seine, auj. : Hauts-de-Seine). District, population, tableau, 1792 : D/IV *bis*/45.

Bourg-Saint-Andéol (Ardèche). Pétition des marchands et fileurs de soie : D/XXIX/1.

Bourges (Cher). Diocèse, état des religieuses, 1790 : D/XIX/3. Habitants, adresse à la Constituante pour abolir l'ordre de Malte et réunir ses biens à ceux de la Nation : D/XIV/2.

Bourgogne (province). Décret sur le remboursement des offices des cours et tribunaux supprimés, difficultés, dossiers du Comité de judicature: D/XVII/7, dossier 90. Division en départements : D/IV *bis*/1. Population, tableaux par généralités : D/IV *bis*/43.

Bourgoing (Jean-François de), ministre plénipotentiaire français en Espagne, copies de dépêches sur les projets hostiles de ce pays: D/XXIII/2, dossier 30.

Bourlier (G.), détenu sur lettres de cachet, réclamation : D/V/4, dossier 41.

Bournissac (de), détenu sur lettres de cachet, réclamation : D/V/3, dossier 31.

Bournissien, greffier de la commune du Petit-Trou (Saint-Domingue): D/XXV/19.

Boursault (Jean-François), conventionnel de Paris, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/344.

Bourgtheroulde [*-Infreville*] (Eure). Saint-Amand (Mlle de), papiers : D/III/73, dossier 1.

Boussion (Pierre), conventionnel de Lot-et-Garonne, représentant à Bordeaux, arrêtés: D/XVI/1, dossier 5 ;. dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/344.

Bouteville [-Dumetz] (Pierre-Guislain Bouteville, dit), constituant, commissaire du Directoire dans les départements réunis : D/IV *bis*/39.

Boutteville (M. de), adresse de la municipalité de Malancourt (Meuse) niant tout caractère séditieux à une démarche des habitants pour lui faire confirmer sa promesse de dispense provisoire du paiement des droits: D/XIV/7.

Bouzonville (Moselle). Cultes, ecclésiastiques, déclarations collectives de titres et de pensions: D/XIX/41.

Bowlin, sous-lieutenant de vaisseau détenu sur lettre de cachet : D/V/8, dossier 77.

Brabant, détenu sur lettres de cachet, réclamation : D/V/4, dossier 46.

Brabant (province belge). Correspondance du conseil et du fiscal, dossiers des représentants en mission près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse : D/§3/46, dossier 432.

Brailly (Buigny de), voir : Buigny de Brailly.

Bréard (Jean-Jacques), conventionnel de la Charente-Inférieure, représentant à Brest et Saint-Malo, arrêtés: D/XVI/1, dossier 5.

Breda (Pays-Bas, Brabant-Septentrional). Prise par l'armée française, février-mars 1793 : D/XXIII/2, dossier 31.

Bresse et Bugey (province). Division en départements : D/IV *bis*/1. Notes et mémoire adressées au Comité des droits féodaux : D/XIV/13, dossier 92.

Brest (Finistère). Représentants en mission, arrêtés de Jeanbon Saint-André, Bréard, Le Carpentier et Prieur de la Marne: D/XVI/1, dossier 5 ; Prieur de la Marne, dénonciation contre lui : D/III/356-357 ; état des arrêtés et délibérations des représentants en mission au port de Brest adressés au Comité de la marine, septembre 1793-prairial an II: D/XVI/1, dossier 4.

Bretagne (province). Division en départements : D/IV *bis*/1. État des dépenses acquittées à la décharge du Trésor public sur les fonds des impositions de la Bretagne de mai 1789 à mars 1790 : D/VI/15, dossier 162. Observations sur les incendies dans la province en 1789 : D/IV/37. Population, tableaux par généralités : D/IV *bis*/43.

Breuil-Hélion de Combes (du), détenu sur lettres de cachet, réclamation : D/V/3, dossier 31.

Brevet. De nomination des directeurs généraux des finances de 1776 à 1790, copies : D/VI/1.

Briare (Loire). Canal : D/XIII/1.

Brie (province). Division en départements : D/IV *bis*/1

Briez (Philippe-Constant-Joseph), conventionnel du Nord, représentant en mission près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse : D/§3 ; registre d'arrêtés : D/§3/111, dossier 1074 *bis* ; registre de correspondance : D/§3/116, dossier 1092.

Brisson, du Limbé (Saint-Domingue), papiers : D/XXV/111.

Brissot (Jacques-Pierre), auteur du journal *le Patriote français*, lettre de Camus, président du Comité des pensions, sur un article de ce journal: D/XII/1. Conventionnel d'Eure-et-Loir en fuite, liste des papiers trouvés lors de son arrestation à Moulins le 21 juin 1793 : D/XLII/5, dossier 4.

Brive [*-la-Gaillarde*] (Corrèze). Municipalité dénonçant un notaire faisant commerce de titres de droits féodaux en s'en prétendant détenteur: D/XIV/2.

Brochet, commissaire de la Commune envoyé à Châlons-sur-Marne : D/XL/17.

Broqua, détenu sur lettre de cachet : D/V/8, dossier 77.

Bruat (Joseph), député du Haut-Rhin à la Législative, commissaire de cette Assemblée près l'armée du Rhin : D/XV/3, dossier 26.

Bruë (Louis-Urbain), suppléant du Morbihan à la Convention admis à siéger, dossier du Comité des décrets : D/I§1/37.

Brueys d'Aigalliers (Gabriel-François), constituant: D/X/3, dossier 29.

Bruges (Belgique, Flandres-Occidentales). Juges délégués des droits de tonlie de la République, correspondance avec les représentants en mission près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse : D/§3/109, dossier 1057 Mont-de-piété, inventaire : D/§3/92. Municipalité jugeant au criminel, procès porté devant elle : D/§3/108, dossier 1051. Objets d'art, transfert dans l'intérieur de la République : D/§3/59.

Bruley, commissaire des assemblées coloniales, papiers : D/XXV/65, dossiers 662 et 663, 66, dossiers 664 à 668, 68, dossiers 682 à 685, 69, dossiers 694 et 695, 70, dossiers 700 à 703, 71, 76, dossiers 750 à 755.

Brullée, canal à ouvrir à ses frais commençant sur la Beuvronne près du pont de Souilly (Seine-et-Marne) : D/VI/7, dossier 51.

Brune (Guillaume-Marie-Anne), adjudant général à l'armée du Nord, futur général, lettres au ministre des Affaires étrangères sur la réunion de Gand, la prise de Breda et l'adhésion de Louvain à la République: D/XXIII/2, dossier 31.

Brunel (Ignace), conventionnel de l'Hérault, représentant en mission, armée navale de la Méditerranée et ports du Midi : D/§1/10 ; registre de correspondance lors de cette mission : D*/§/1/3 ; départements maritimes méridionaux : D/§1/31 à 38.

Bruxelles (Belgique). Agents de la République à -, liste, an II : D/§3/68, dossier 674. Approvisionnements, recensement des grains : D/§3/44, dossier 420 ; approvisionnement des marchés publics de la ville : D/§3/93, dossier 912. Assemblées primaires, décembre 1792, procès-verbaux : D/§3/29, dossier 282. Biens nationaux, oratoriens, inventaire : D/§3/29, dossier 282. Bureau central d'administration des armées du Nord et de Sambre-et-Meuse à -, agents, logement : D/§3/68, dossier 674. Bureau central des représentants en mission, correspondances avec les représentants en mission près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse : D/§3/31, dossier 307, à 34, dossier 332. Commission militaire, correspondance avec les représentants en mission près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse : D/§3/109, dossiers 1060 à 1065. Extraits d'actes de baptême de la paroisse Saint-Jacques de Coudenberg : D/§3/40, dossier 382. Finances, état des fonds trouvés dans diverses caisses de la ville : D/§3/43, dossier 402. Garnison, état sommaire : D/§3/67, dossier 50. Hôpitaux militaires, état des mouvements : D/§3/91. Liste des végétaux de la serre et des jardins de Laeken envoyés à Paris : D/§3/59. Magasins d'effets militaires, états de situation : D/§3/58, dossiers 552, 555 et 556, et 59, dossiers 557 et 559. Monnaie, Hôtel, inventaire : D/§3/41, dossier 390. Mont-de-piété, inventaire : D/§3/92. Moréton-Chabrillant (Jacques-Henri-Sébastien-César), général à l'armée du Nord, lettres au ministre des Affaires étrangères sur la situation et les assemblées primaires de Bruxelles et demandant d'y maintenir Chépy (Pierre-Paul), janvier-février 1793: D/XXIII/2, dossier 31. Objets d'art, transfert dans l'intérieur de la République : D/§3/59.

Ordre public, troubles : D/§3/110. Parc de voitures de la porte d'Anderlecht, états de situation : D/§3/105. Place militaire, commandant, rapports : D/§3/72, dossier 727. Prisons, états des détenus des maisons d'arrêt de la ville : D/§3/108, dossier 1050. Réquisitions pour l'armée du Nord, pétition : D/§3/97, dossier 936. Serment de bourgeoisie de cette ville : D/§3/93. Société des amis de la liberté et de l'égalité, note pour la construction d'une salle des séances : D/§3/29, dossier 282. Tribunal criminel, accusateur public, correspondance avec les représentants en mission près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse et rapports décadaires : D/§3/108 ; affaires diverses sur son fonctionnement : D/§3/108, dossier 1050, et 109, dossier 1053 ; jugements et interrogatoires d'inculpés : D/§3/108, dossier 1052 ; lettres des représentants à l'accusateur public et à son substitut : D/§3/108, dossier 1049 ; greffier, correspondance avec les représentants en mission près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse : D/§3/108, dossier 1048.

Buffet, détenu sur lettre de cachet : D/V/8, dossier 77.

Buges (Loiret, auj. : commune de Corquilleroy). Papeterie fournissant le papier des assignats : D/I§1/8 à 17.

Bugey, voir : *Bresse et Bugey* (province).

Buigny de Brailly, détenu sur lettres de cachet, réclamation : D/V/2, dossier 24.

Buissaud, détenu sur lettres de cachet, réclamation : D/V/3, dossier 37.

Bulidon, détenu sur lettres de cachet, réclamation : D/V/4, dossier 43.

Bulletin de l'Assemblée, modification de l'accord avec l'imprimeur Baudouin pour son impression : D/XL/30, dossier 5.

Bulletin de la Convention, correspondance sur le : D/XL/24 à 27 ; circulaire du Comité des pétitions, section de la correspondance, demandant aux sociétés populaires des chefs-lieux de districts destinataires d'en diffuser le contenu à celles des environs : D/XL/30, dossier 5.

Bureau central d'administration des armées du Nord et de Sambre-et-Meuse à Bruxelles, voir : Bruxelles.

Bureau central des représentants en mission à Bruxelles, voir : Bruxelles (Bureau central des représentants en mission).

Bureaux des finances (d'Ancien Régime), voir : Finances (bureaux).

Bussy (Dagonneau de), voir : Dagonneau de Bussy.

Buzet [*-sur-Baïse*] (Lot-et-Garonne). Château, événements, 1791 : D/XXIX/25 à 28.

C

Cabarroc (Antoine), suppléant de Lot-et-Garonne à la Convention admis à siéger, dossier du Comité des décrets : D/I§1/37.

Cachet du Comité des assignats et monnaies: D/VIII/3, dossier 9.

Cachet (Comité puis commission des lettres de) : **D/V**.

Cadastre, voir : Testevuide et Bédigis, chargés de la confection du terrier général de la Corse.

Cadillac (Gironde). Bulletin envoyé à la municipalité par le député Fisson-Joubert (Jean-Louis) sur les mesures prises par la Constituante (14 août 1789) et réponse du comte de Preissac au nom de la noblesse : D/XIV/4.

Cadroy (Paul), conventionnel des Landes, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/345 ; représentant en mission près l'armée navale et l'armée d'Italie, départements du Var et des Bouches-du-Rhône : D/§1/40 et 41.

Cadzand (Pays-Bas, Zélande). Pasteurs protestants réclamant leur traitement aux représentants en mission près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse : D/§3/35, dossier 334.

Caen (Calvados). Correspondance du Comité des décrets avec les autorités constituées sur l'envoi et la promulgation des décrets : D/I§1/33, dossier 252. Généralité, population, tableau : D/IV *bis*/44. Ordre public, Bellissent (Pierre), négociant pillé en avril 1789: D/XI/2, dossier 9. Réclamation des autorités auprès du Comité des décrets sur l'envoi et la promulgation des décrets : D/I§1/33, dossier 253.

Cahier de doléances (de 1789), voir : Constituante.

Cahors (Lot). Demande de chef-lieu de département : D/IV *bis*/10. Diocèse, état des religieuses, 1790 : D/XIX/3.

Caisse de commerce (d'Ancien Régime), voir : Commerce (caisse). D'escompte, voir : Banque. De l'extraordinaire, directeur, voir : Amelot de Chaillou (Antoine-Léon-Anne).

Calès (Jean-Marie), conventionnel de la Haute-Garonne, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/345.

Calon (Étienne-Nicolas de), député de l'Oise à la Législative, président du Comité d'inspection: D/IV*bis*/110, dossier 8.

Calvados (département). Administration du département, des districts et municipalités, réunions et démembrements de communes, observations sur l'ordre judiciaire, tribunaux de commerce, constitution civile du clergé, fuite du Roi, départ de Mesdames tantes du Roi, adresses, dossiers du Comité de constitution : D/IV/21. Assemblées électorales, 1790-1791, état des citoyens actifs et des électeurs : D/IV *bis*/37. Circonscriptions administratives et judiciaires, circonscriptions des paroisses : D/IV

bis/94 ; districts et cantons, création : D/IV *bis*/5 ; états des districts, cantons et municipalités, limites des départements, revendications de chefs-lieux, nomination de commissaires de police, de juges de paix et de notaires : D/IV *bis*/60 ; juges de paix, création, demandes de communes : D/IV *bis*/35 ; juges de paix des villes du département , nombre, question du député Delauney et projet de décret: D/IV *bis*/110, dossier 8; limites entre départements, réunions et distractions de communes, emplacement des tribunaux : D/IV *bis*/82 ; listes des administrations du département et de districts et nomenclatures de municipalités et de maisons religieuses envoyées par le département au Comité ecclésiastique : D/XIX/45 ; tribunaux, création et emplacement, demandes et mémoires de communes : D/IV *bis*/21 ; tribunaux de commerce, création, demandes : D/IV *bis*/33. Comité des droits féodaux, adresses et correspondances du département : D/XIV/2 et 12. Comité de législation, correspondance avec les autorités locales et les particuliers sur l'organisation administrative et judiciaire : D/III/ 32 à 37. Comité de salut public, correspondance avec les autorités locales sur les nominations et destitutions : D/XLII/8. Contributions patriotiques: D/XXXIV/5, dossier 2 *bis*. Correspondance de corps administratifs avec le Comité des pétitions sur le *Bulletin de la Convention*: D/XL/24. Cultes, évêchés, création ou maintien, lettres de municipalités : D/XIX/26, dossiers 399 et 400 ; pièces jointes aux feuilles de travail du Comité ecclésiastique: D/XIX/93. Députés et suppléants à la Convention, Lemoine (Joachim-Thadée-Louis), suppléant admis à siéger, et Lomont (Claude-Jean-Baptiste Dobiche-Delomont, dit), député, dossier du Comité des décrets : D/I§1/36 ; suppléants, correspondance du Comité des décrets avec le département : D/I§1/39, dossier 279. Dons patriotiques, commune de Caen: D/XXXIV/7, dossier 12 e. Fédéralisme, pièces envoyées par la commission populaire de la Gironde au département en juin 1793: D/ XLII/4. Finan^ces, correspondances du département, mémoires et réclamations de particuliers et de municipalités sur les finances, les assignats, les impositions locales, les demandes d'emprunts locaux, les ateliers de charité, dossiers du Comité des finances : D/VI/24 ; demandes de secours pour insuffisance de fonds ou à la suite de sinistres, pièces jointes au rapport de Lacoste-Montlauzier, député du Lot à la Législative : D/VI/19 ; délibération de la municipalité de Caen pour acquérir l'abbaye Saint-Étienne renvoyée par l'Assemblée au Comité des finances : D/VI/59; montant des fermages et loyers des biens nationaux perçus et disponibles au 1er janvier 1791 et montant probable des traitements et pensions à la même époque, dossiers du Comité ecclésiastique: D/XIX/18. Frais de traitement de la justice et des directoires des districts et du département : D/IV *bis*/48. Justice, tribunaux d'appel, état : D/IV/70. Lettres, adresses et mémoires renvoyés par la Législative au Comité des pétitions: D/XL/1; à la commission de correspondance: D/XL/5; à la commission des Douze : D/XL/7; par la Convention au Comité des pétitions: D/XL/19. Notaires, placement : D/IV *bis*/92/A, 92/B. Ordre public, dossiers du Comité des rapports : D/ XXIX/3 ; Caen, Bellissent (Pierre), négociant pillé en avril 1789: D/XI/2, dossier 9 ; Saint-Pierre-sur-Dives, troubles contre les impôts, 1790 : D/VI/8, dossier 77. Population, tableaux, tenue, correspondance du Comité de division avec les districts : D/IV *bis*/40 ; tableau, district de Bayeux : D/IV *bis*/50.

Cambesan, officier militaire ou de marine à Saint-Domingue: D/XXV/50, dossier 485.

Cambis (Joseph de), contre-amiral commandant la station de Saint-Domingue: D/XXV/50, dossier 486, à 55, dossier 540.

Cambon (Pierre-Joseph), conventionnel de l'Hérault, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/345.

Cambrai (Nord). Armée, Camuset, commandant le bataillon du district, pièces contre lui, dossiers du Comité de salut public: D/XLII/5, dossier 5. Cultes, chantres de la ville, demande de secours, et ex-prêtres réfugiés, demande de pensions, adressées aux représentants en mission près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse : D/§3/35, dossier 334. Diocèse, état des religieuses, 1790 : D/XIX/3. District, bureau de paix et de conciliation : D/§3/109, dossier 1057. District, chevaux et bestiaux, perte par fait de guerre : D/§3/91 ; états des chevaux, voitures et chariots : D/§3/106 et 107. District, tribunal, commissaire national, correspondance avec les représentants en mission près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse : D/§3/109, dossier 1054. Hôpital, directeur, correspondance avec les représentants en mission près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse : D/§3/91. Hôpital militaire, état des mouvements : D/§3/92. Offices des provinces belgiques (Cambrai, Maubeuge et Hainaut), remboursement: D/XVII/7, dossier 95 *bis*. Tribunal révolutionnaire d'Arras, première section siégeant à -, jugements, extraits : D/§3/110.

Cambresis, Hainaut et Flandre (provinces). Division en départements : D/IV *bis*/2.

Cammerat (J.), capitaine du vaisseau suédois *le Neptune* D/XVI/3, dossier 26.

Camp sous Paris (de 1792). Rétractations à la pétition contre sa formation : D/III/235.

Campbell, britannique à l'île de la Réunion : D/XXV/130, dossier 1020.

Campmas (Pierre-Jean-Louis), conventionnel du Tarn, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/345.

Camus (Armand-Gaston), conventionnel de la Haute-Loire, représentant en mission près l'armée du Nord en 1792-1793 : D/§2, D/§3. Garde des Archives nationales : D/IV *bis*/39, D/XI/2, dossier 13 , D/XXII/1, dossier 10, D/XL/17; réclamation du citoyen Tiercelin à lui adressée contre l'installation du dépôt de la Guerre dans la maison des Missions étrangères rue du Bac [à Paris] dans des maisons occupées par des familles pauvres: D/XVIII/1, pièces 35-36. Président du Comité des pensions: D/XII/1 ; lettre à Brissot (Jean-Louis), auteur du journal *le Patriote français*, sur un article de ce journal: D/XII/1 ; plan d'un rapport sur les opérations du Comité de liquidation écrit par lui: D/XII/1.

Camuset, commandant le bataillon du district de Cambrai, pièces contre lui, dossiers du Comité de salut public: D/XLII/5, dossier 5.

Canada. Français au, Galbaud-Dufort (François-Thomas), gouverneur de Saint-Domingue, conduite au -: D/XXV/6.

Canal, voir aussi : Navigation intérieure.
- Affaires particulières. Canaux de Briare et d'Orléans: D/XIII/1. Canal à ouvrir par le sieur Brullée à ses frais commençant sur la Beuvronne près du pont de Souilly (Seine-et-Marne) : D/VI/7, dossier 51. Canal de la Dives, dossier du Comité des rapports : D/XXIX/85. Canal d'Essonne (Seine-et-Oise), rapports, états de souscription : D/XIII/1. Canal d'Étampes, dossier du Comité des rapports : D/XXIX/85. Canal d'Orléans, examen par les Comités des rapports et d'agriculture et de commerce de la Législative : D/XL/30, dossier 5.

Cancale (Ille-et-Vilaine). Pêche des huîtres dans la baie: D/XVI/3, dossier 27.

Canclaux (Jean-Baptiste-Camille), général, dossier sur la rebellion du Midi remis au Comité de salut public: D/XLII/4, dossier 5.

Canehan (Seine-Inférieure). Cultes, ecclésiastiques, déclarations collectives de titres et de pensions: D/XIX/41.

Cannon, détenu sur lettres de cachet, réclamation : D/V/2, dossier 27.

Canon, voir : Artillerie, Indret (fonderie de canons d').

Canot [de Lalobbe] (F.-M.), garde des archives des monnaies, nomination et brevet : D/VIII/3, dossier 9.

Cantal (département). Administration du département, des districts et municipalités, réunions et démembrements de communes, observations sur l'ordre judiciaire, tribunaux de commerce, constitution civile du clergé, fuite du Roi, départ de Mesdames tantes du Roi, adresses, dossiers du Comité de constitution : D/IV/21. Assemblée électorale, an IV, clôture : D/XLII/8. Circonscriptions administratives et judiciaires, circonscriptions des paroisses : D/IV *bis*/94 ; districts et cantons, création : D/IV *bis*/5 ; états des districts, cantons et municipalités, limites des départements, revendications de chefs-lieux, nomination de commissaires de police, de juges de paix et de notaires : D/IV *bis*/61 ; division territoriale, reliquat du Comité de division : D/IV *bis*/108 ; limites entre départements, réunions et distractions de communes, emplacement des tribunaux : D/IV *bis*/82 ; listes des administrations du département et de districts et nomenclatures de municipalités et de maisons religieuses envoyées par le département au Comité ecclésiastique : D/XIX/45 ; tribunaux, création et emplacement, demandes et mémoires de communes : D/IV *bis*/21 ; tribunaux de commerce, création, demandes de communes : D/IV *bis*/33. Comité des droits féodaux, adresses et correspondances du département : D/XIV/2. Comité de législation, correspondance avec les autorités locales et les particuliers sur l'organisation administrative et judiciaire : D/III/ 38 et 39. Comité de salut public, correspondance avec les autorités locales sur les nominations et destitutions : D/XLII/8. Contributions patriotiques: D/XXXIV/5, dossier 2 *bis*. Correspondance de corps administratifs avec le Comité des pétitions sur le *Bulletin de la Convention*: D/XL/24. Cultes, état des religieux assermentés et insermentés: D/XIX/21; pièces jointes aux feuilles de travail du Comité ecclésiastique: D/XIX/93 ; troubles causés par les prêtres réfractaires, 1791: D/XIX/22, dossier 364.. Députés et suppléants à la Convention, Malhes (Jean-Pierre), député démissionnant suppléé par Mirande (Nicolas), suppléant admis à siéger, et Peuvergne (Guillaume), député démissionnant, dossier du Comité des décrets : D/I§1/36. Finances, correspondances du département, mémoires et réclamations de particuliers et de municipalités sur les finances, les assignats, les impositions locales, les demandes d'emprunts locaux, les ateliers de charité, dossiers du Comité des finances : D/VI/24 ; montant des fermages et loyers des biens nationaux perçus et disponibles au 1er janvier 1791 et montant probable des traitements et pensions à la même époque, dossiers du Comité ecclésiastique: D/XIX/18; réclamations sur l'administration des finances : D/VI/57. Frais de traitement de la justice et des directoires des districts et du département : D/IV *bis*/48. Justice, tribunaux d'appel, état : D/IV/70. Lettre renvoyée par la Législative au Comité des pétitions: D/XL/1; lettre renvoyée à la commission de correspondance: D/XL/5; lettres, adresses et mémoires renvoyés à la commission des Douze : D/XL/8; par la Convention au Comité des pétitions: D/XL/19. Notaires, placement : D/IV *bis*/92/B. Ordre public, dossiers du Comité des rapports : D/XXIX/3. Population, tableaux, tenue, correspondance du Comité de division avec les districts : D/IV *bis*/40 ; tableaux par districts : D/IV *bis*/50. Représentants en mission, Musset (Joseph-Mathurin) : D/§1/29.

Canton. Dictionnaires des départements, districts, cantons et municipalités : D*/ IV *bis*/3 à 7.

Capperonier (Jean), bibliothèque, achat par la Bibliothèque du Roi: D/XXXVIII/2, dossier 20 .

Capucin (ordre religieux). État général des religieux, 1790: D/XIX/11; religieux, intention de sortir ou de rester dans leurs maisons, 1790 : D/XIX/12, dossier 180, et 13 ; suppression des ordres religieux, lettres et adresses: D/XIX/14.
- Capucines, suppression des ordres religieux, lettres et adresses: D/XIX/16.

Carcassonne (Aude). Municipalité revendiquant la propriété des murs et fossés de la ville: D/XIV/2.

Carhaix [-*Plouguer*] (Finistère). Correspondance du Comité des décrets avec les autorités constituées sur l'envoi et la promulgation des décrets : D/I§1/33, dossier 252.

Carmaux (Tarn). Mines de charbon, plainte contre leur usurpation par de Solages, brigadier des armées du Roi: D/XIV/11.

Carme (ordre religieux). Carmes et carmes déchaussés, états généraux des religieux, 1790: D/XIX/11; religieux,

intention de sortir ou de rester dans leurs maisons, 1790 : D/XIX/13 ; suppression des ordres religieux, lettres et adresses: D/XIX/14..
- Carmélites, suppression des ordres religieux, lettres et adresses: D/XIX/16. **Ariège**, Pamiers: D/XIX/17.

Carrière de pierres. De l'extérieur de Paris, rapports renvoyés par l'Assemblée au Comité des finances : D/VI/62. carrières De Paris, administration, états de frais et honoraires: D/X/1, dossier 6.

Carrière d'Aufrery (de), détenu sur lettres de cachet, réclamation : D/V/3, dossier 31.

Carte. De géographie, voir à ce mot.

Casalong, détenu sur lettres de cachet, réclamation : D/V/3, dossier 39.

Cassanyès (Jacques-Joseph-François), conventionnel des Pyrénées-Orientales, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/354-355.

Cassel (Nord). Commission militaire, correspondance avec les représentants en mission près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse : D/§3/109, dossiers 1060 à 1065.

Cassini (César-François dit de Thury), géographe. Statue, Moitte (André), sculpteur du roi chargé de l'exécuter mémoire de fournitures, dossiers du Comité des finances : D/VI/11, dossier 110.

Castaing (Toussaint-Pierre-Louis-Samuel), suppléant de l'Orne à la Convention admis à siéger, dossier du Comité des décrets : D/I§1/37.

Castel, chef de bureau au Comité de législation : D*/III/11.

Castelnaudary (Aude). Création d'une nitrière, adresses des corps administratifs renvoyées par l'Assemblée au Comité des finances : D/VI/60.

Castres (Tarn). Diocèse, état des religieuses, 1790 : D/XIX/1.

Casuels (caisse des revenus – d'Ancien Régime), voir : Finances (recette, receveur d'Ancien Régime).

Cathédrale, voir : Abbaye et autres bâtiments du culte.

Caussade (Lot, auj. : Tarn-et-Garonne). Demande de chef-lieu de district : D/IV *bis*/10.

Caux (pays de, Seine-Inférieure). Coutume : D/IV/61

Cavaignac (Jean-Baptiste), conventionnel du Lot, représentant à l'armée des Pyrénées-Orientales, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/356-357.

Caylus (Lot, auj. : Tarn-et-Garonne). Demande de chef-lieu de district : D/IV *bis*/10.

Cellard, de Mâcon, indemnité pour une maison dévastée à Chasselas en juillet 1789: D/XIV/10.

Centrale (commission – de la Convention), voir : Convention.

Céret (Pyrénées-Orientales). District, état des religieux assermentés et insermentés: D/XIX/22.

Cerfontaine (Belgique, province de Namur, alors : Ardennes). Contributions, plainte du département des Ardennes contre la prétention de l'administration centrale de l'ex-pays de Liège de les lever: D/XLII/8.

Cessenon [-sur-Orb] (Hérault). Assemblée primaire, mai 1790, troubles : D/IV *bis*/63.

Chabot de l'Allier (Georges-Antoine), suppléant de l'Allier à la Convention admis à siéger, dossier du Comité des décrets : D/I§1/36.

Chales (Pierre-Jacques-Michel), conventionnel d'Eure-et-Loir, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/345.

Challans (Vendée). Réclamation des autorités auprès du Comité des décrets sur l'envoi et la promulgation des décrets : D/I§1/33, dossier 253.

Chalon-sur-Saône (Saône-et-Loire). Diocèse, état des religieuses, 1790 : D/XIX/3.

Châlons [*-sur-Marne*] (Marne). Billaud-Varenne et Brochet, commissaires de la Commune envoyés à - : D/XL/17. Collège, principal et professeurs, serment, prestation : D/IV/41. Correspondance du Comité des décrets avec les autorités constituées sur l'envoi et la promulgation des décrets : D/I§1/33, dossier 252.

Chambéry (Mont-Blanc, auj. : Savoie). District, tribunal, procès-verbal d'installation: D/XLII/10. Procès-verbaux et proclamations de l'Assemblée nationale des Allobroges à: D/XLII/6, dossier 1.

Chambon (le conventionnel du Gard Jean-Michel Chambon-La Tour ?), dénonciation contre lui et le nommé Ledon, dossier du Comité de législation : D/III/345.

Chambon (Aubin Bigorie du Chambon, dit), député de la Corrèze à la Convention décédé, dossier du Comité des décrets : D/I§1/36.

Chambon-La Tour (Jean-Michel), conventionnel du Gard, représentant en mission près l'armée navale et l'armée d'Italie, départements du Var et des Bouches-du-Rhône : D/§1/40 et 41.

Chamborre (Jean-Baptiste), suppléant de Saône-et-Loire à la Convention admis à siéger, dossier du Comité des décrets : D/I§1/38.

Chambray (Louis-François de), constituant, démission D/IV/27.

Chambre du Roi (affaires de la), voir : Menus plaisirs.

Champagne (province). Division en départements : D/IV *bis*/1. Notes et mémoire adressées au Comité des droits féodaux : D/XIV/13, dossier 92. Population, tableaux par généralités : D/IV *bis*/44.

Champigny-Aubin (Louis), suppléant d'Indre-et-Loire à la Convention admis à siéger, dossier du Comité des décrets : D/I§1/37.

Champion de Cicé (Jérôme-Marie), constituant, Garde des sceaux : D/I§1/33, dossier 257.

Chandernagor (Inde). Dossier du Comité des rapports : D/XXIX/95.

Chanoine.
- **Aisne**, Chanoines de Saint-Jean-des-Vignes de Soissons, état général des religieux, 1790: D/XIX/12. **Ariège**, Foix, chapitre, chanoines, réclamations: D/XIX/31, dossier 486. **Bouches-du-Rhône**, Marseille, chapitres de Notre-Dame des Accoules et de Saint-Martin, membres, traitements: D/XIX/31, dossier 484.

Chanson, chant, voir : Musique.

Charbon de terre, voir : Mine (de charbon).

Chardon (Daniel-Marc-Antoine), ancien intendant de l'île Sainte-Lucie puis de Corse, chargé de l'inspection de forges de marine à la fin de l'Ancien Régime, mémoire sur les forges de La Chaussade: D/X/2, dossier 15.

Charente (département). Administration du département, des districts et municipalités, réunions et démembrements de communes, observations sur l'ordre judiciaire, tribunaux de commerce, constitution civile du clergé, fuite du Roi, départ de Mesdames tantes du Roi, adresses, dossiers du Comité de constitution : D/IV/21. Assemblées électorales, 1790-1791, état des citoyens actifs et des électeurs : D/IV *bis*/37. Circonscriptions administratives et judiciaires, circonscriptions des paroisses : D/IV *bis*/94 ; districts et cantons, création : D/IV *bis*/5 ; états des districts, cantons et municipalités, limites des départements, revendications de chefs-lieux, nomination de commissaires de police, de juges de paix et de notaires : D/IV *bis*/61 ; division territoriale, reliquat du Comité de division : D/IV *bis*/108 ; juges de paix, création, demandes de communes : D/IV *bis*/35 ; limites entre départements, réunions et distractions de communes, emplacement des tribunaux : D/IV *bis*/82 ; listes des administrations du département et de districts et nomenclatures de municipalités et de maisons religieuses envoyées par le département au Comité ecclésiastique : D/XIX/45 ; tribunaux, création et emplacement, demandes et mémoires de communes : D/IV *bis*/21. Comité des droits féodaux, adresses et correspondances du département : D/XIV/2 et 12. Comité de législation, correspondance avec les autorités locales et les particuliers sur l'organisation administrative et judiciaire : D/III/ 40 à 42. Comité de salut public, correspondance avec les autorités locales sur les nominations et destitutions : D/XLII/8. Contributions, confection des rôles : D/VI/9, dossier 88. Correspondance de corps administratifs avec le Comité des pétitions sur le *Bulletin de la Convention*: D/XL/25. Cultes, état des religieux assermentés et insermentés: D/XIX/21; La Rochefoucauld-Bayers (Pierre-Louis de), constituant, évêque de Saintes, procédure contre ses écrits après l'élection de l'évêque de la Charente: D/XXIX *bis*/ 43, dossier 416 ; pièces jointes aux feuilles de travail du Comité ecclésiastique: D/XIX/93 ; traitements et bâtiments, dossiers du Comité de l'ordinaire des finances de la Législative : D/VI/13. Députés suppléants à la Convention, dossier du Comité des décrets : D/I§1/36. Finances, correspondances du département, mémoires et réclamations de particuliers et de municipalités sur les finances, les assignats, les impositions locales, les demandes d'emprunts locaux, les ateliers de charité, dossiers du Comité des finances : D/VI/24 ; lettres et délibérations des corps administratifs renvoyées par l'Assemblée au Comité des finances : D/VI/59 ; montant des fermages et loyers des biens nationaux perçus et disponibles au 1er janvier 1791 et montant probable des traitements et pensions à la même époque, dossiers du Comité ecclésiastique: D/XIX/18; réclamations sur l'administration des finances : D/VI/57. Frais de traitement de la justice et des directoires des districts et du département : D/IV *bis*/48. Justice, tribunaux d'appel, état : D/IV/70. Lettres, adresses et mémoires renvoyés par la Législative au Comité des pétitions: D/XL/1; à la commission de correspondance: D/XL/5; à la commission des Douze : D/XL/8; par la Convention au Comité des pétitions: D/XL/19. Notaires, placement : D/IV *bis*/92/A, 92/B. Ordre public, dossiers du Comité des rapports : D/XXIX/3. Population, tableaux, tenue, correspondance du Comité de division avec les districts : D/IV *bis*/40. Prisons, Blanzac, abbaye, détenus sur lettres de cachet : D/V/4, dossier 44.

Charente-Inférieure (département). Administration du département, des districts et municipalités, réunions et démembrements de communes, observations sur l'ordre judiciaire, tribunaux de commerce, constitution civile du clergé, fuite du Roi, départ de Mesdames tantes du Roi, adresses, dossiers du Comité de constitution : D/IV/22. Assemblée électorale, an IV, élection et installation de la nouvelle administration départementale : D/XLII/8. Circonscriptions administratives et judiciaires, circonscriptions des paroisses : D/IV *bis*/94 ; districts et cantons, création : D/IV *bis*/5 ; états des districts, cantons et municipalités, limites des départements, revendications de chefs-lieux, nomination de commissaires de police, de juges de paix et de notaires : D/IV *bis*/61 ; division territoriale, reliquat du Comité de division : D/IV *bis*/108 ; limites entre départements, réunions et distractions de communes, emplacement des tribunaux : D/IV *bis*/82 ; listes des administrations du département et de districts et nomenclatures de municipalités et de maisons religieuses envoyées par le département au Comité ecclésiastique : D/XIX/45 ; tribunaux, création et emplacement, demandes et mémoires de communes : D/IV *bis*/21 ; tribunaux de commerce, création, demandes de communes : D/IV *bis*/33. Comité des droits féodaux, adresses et correspondances du département : D/XIV/2 et 12. Comité de législation, correspondance avec les autorités locales et les particuliers sur l'organisation administrative et judiciaire : D/III/ 43 à 46. Comité de salut public, correspondance avec les autorités locales sur les nominations et destitutions : D/XLII/8. Contributions patriotiques: D/XXXIV/5, dossier 2 *bis*. Correspondance de corps administratifs avec le Comité des pétitions sur le

Bulletin de la Convention: D/XL/25. Cultes, état des religieux assermentés et insermentés: D/XIX/21; évêchés, création ou maintien, lettres de municipalités : D/XIX/26, dossiers 399 et 400; pièces jointes aux feuilles de travail du Comité ecclésiastique: D/XIX/93 ; traitements et bâtiments, dossiers du Comité de l'ordinaire des finances de la Législative : D/VI/13. Députés et suppléants à la Convention, Eschassériaux (René), suppléant admis à siéger, dossier du Comité des décrets : D/I§1/36 ; suppléants, correspondance du Comité des décrets avec le département : D/I§1/39, dossier 279. Finances, correspondances du département, mémoires et réclamations de particuliers et de municipalités sur les finances, les assignats, les impositions locales, les demandes d'emprunts locaux, les ateliers de charité, dossiers du Comité des finances : D/VI/24 ; lettres et délibérations des corps administratifs renvoyées par l'Assemblée au Comité des finances : D/VI/59 ; demandes de secours pour insuffisance de fonds ou à la suite de sinistres, pièces jointes au rapport de Lacoste-Montlauzier, député du Lot à la Législative : D/VI/19; montant des fermages et loyers des biens nationaux perçus et disponibles au 1er janvier 1791 et montant probable des traitements et pensions à la même époque, dossiers du Comité ecclésiastique: D/XIX/18. Frais de traitement de la justice et des directoires des districts et du département : D/IV *bis*/48. Justice, tribunaux d'appel, état : D/IV/70. Lettres, adresses et mémoires renvoyés par la Législative au Comité des pétitions: D/XL/1 ; à la commission de correspondance: D/XL/5 ; à la commission des Douze : D/XL/8; lettre de Saint-Martin-de-Ré renvoyée par la Législative au Comité des pétitions: D/XL/4, dossier 86; lettres renvoyées par la Convention au Comité des pétitions: D/XL/19. Notaires, placement : D/IV *bis*/92/A, 92/B. Ordre public, dossiers du Comité des rapports : D/XXIX/3 ; Saint-Jean-d'Angély, troubles, 1790 : D/IV/12, dossier 193. Population, tableaux, tenue, correspondance du Comité de division avec les districts : D/IV *bis*/40 ; tableaux par districts : D/IV *bis*/50. Prisons, détenus sur lettres de cachet : D/V/5, dossier 56 ; Guichard, trésorier de la marine détenu à Rochefort sur lettre de cachet : D/V/2, dossier 24, 4, dossier 44, 6, dossier 71, 8, dossier 77. Représentants en mission, Laignelot (Joseph-François), papiers de sa mission : D/III/351 ; Lequinio, correspondance, arrêtés et dénonciation contre lui : D/III/353.

Charenton [*-le-Pont*] (département de Paris puis de la Seine, auj. : Val-de-Marne). Charge de maître des ponts de - et Saint-Maur (Ancien Régime): D/XVII/5, dossier 69 *bis*.

Charité (ateliers de), voir : Assistance.

Charité (Charité (ordre hospitalier de Saint-Jean de Dieu ou de la). État général des religieux, 1790: D/XIX/11; suppression des ordres religieux, lettres et adresses: D/XIX/14.

Charité (religieuses de Notre-Dame de la - ou du Refuge), suppression des ordres religieux, lettres et adresses: D/XIX/16.

Charleroi (Belgique, Hainaut). Réquisitions pour l'armée du Nord, états : D/§3/95, dossier 928 *bis* .

Charnail de Trevay, voir : Trévey de Charmail ou.

Charolles (Saone-et-Loire). Laguiche, de « Saillant », demandant à l'Assemblée un brevet garantissant l'indemnité à lui due pour le rachat de ses dîmes inféodées sises à: D/XIX/103.

Charonne (département de Paris puis de la Seine, auj. : commune de Paris). Commune, correspondance avec le Comité de salut public: D/XLII/11. Prisons, pension du sieur Belhomme, détenus sur lettres de cachet : D/V/5, dossier 58.

Charpentier, détenu sur lettres de cachet, réclamation : D/V/2, dossier 26.

Chartres (Eure-et-Loir). Cultes, ecclésiastiques, déclarations collectives de titres et de pensions: D/XIX/41. Diocèse, état des religieuses, 1790 : D/XIX/1.

Chartreux (ordre religieux). État général des religieux, 1790: D/XIX/11; religieux, intention de sortir ou de rester dans leurs maisons, 1790 : D/XIX/13; suppression des ordres religieux, lettres et adresses: D/XIX/14.

Chasse. Délit, voir : Forêt (délit de forêt, de chasse).

Chasselas (Saône-et-Loire). Ordre public, Cellard, de Mâcon, maison dévastée en juillet 1789: D/XIV/10.

Chasseur (unités régimentaires de l'armée française). 1er à 5e bataillons de chasseurs tirailleurs, contrôle par Chivaille, commissaire des guerres chargé de l'organisation des corps belges, liégeois et bataves, à Amiens en pluviôse an II : D/§3/60.

Château-Chinon (Nièvre). Réunion de la ville au domaine, demande: D/XVIII/1, pièces 3-4.

Château-Thierry (Aisne, nom révolutionnaire : Égalité-sur-Marne). Correspondance du Comité des décrets avec les autorités constituées sur l'envoi et la promulgation des décrets : D/I§1/33, dossier 252. District, états des chevaux, voitures et chariots : D/§3/106 et 107.

Châteaubriant (Loire-Inférieure). District, nouvelle division : D/IV *bis*/1.

Chateauffort (Lemoine de), voir : Lemoine de Chateauffort.

Châteauneuf-Randon (Alexandre-Paul Guérin du Tourcel de Joyeuse de), conventionnel de la Lozère, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/345.

Châteauroux (Indre). Biens nationaux, aliénation, procès-verbaux, états d'opérations et estimations: D/XXII/2, dossier 12.

Châteauvieux (régiment suisse de), voir : Armée (en général).

Châtillon [*-sur-Sèvre*] (Deux-Sèvres, auj.: commune de Mauléon). Bataille, liste de prisonniers de guerre capturés

le 5 juillet 1793 et transférés à Cholet: D/XLII/3, dossier 6.

CHAUDÉ, notaire à Denonville (Eure-et-Loir), demandant un décret ordonnant la remise des archives seigneuriales aux notaires: D/XIV/3.

Chaudon [-*Norante*] (Basses-Alpes). Norante, hameau, demande d'érection en commune distincte : D/XIV/1.

CHAUDRON-ROUSSAU (René), conventionnel de la Haute-Marne, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/345.

Chauffage des armées du Nord et de Sambre-et-Meuse : D/§3/60, dossiers 580 et 581.

« *Chaumont* ». Réclamation des autorités auprès du Comité des décrets sur l'envoi et la promulgation des décrets : D/I§1/33, dossier 253.

CHAUMONT (Jean-François), conventionnel d'Ille-et-Vilaine, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/345.

Chaumont [-*en-Vexin*] (Oise). District, états des chevaux, voitures et chariots : D/§3/106.

Chauny (Aisne). District, états des chevaux, voitures et chariots : D/§3/ 107.

CHAUVET, suppléant des Hautes-Alpes à la Convention, dossier du Comité des décrets : D/I§1/36.

CHAUVIN-HERSANT (François-Augustin), suppléant des Deux-Sèvres à la Convention admis à siéger, dossier du Comité des décrets : D/I§1/38 ; député, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/345.

CHENAUD, genevois, opinion sur le jugement de Louis XVI: D/XL/24.

Chénelette (Rhône, alors : Rhône-et-Loire). Cultes, ecclésiastiques, déclarations collectives de titres et de pensions: D/XIX/41.

CHÉPY (Pierre-Paul), recommandé au général Kellermann comme commissaire national pour le département du Mont-Blanc, maintien à Bruxelles demandé par le général Moréton-Chabrillant (Jacques-Henri-Sébastien-César): D/XXIII/2, dossier 31.

Cher (département). Administration du département, des districts et municipalités, réunions et démembrements de communes, observations sur l'ordre judiciaire, tribunaux de commerce, constitution civile du clergé, fuite du Roi, départ de Mesdames tantes du Roi, adresses, dossiers du Comité de constitution : D/IV/23. Assemblées électorales, 1790-1791, état des citoyens actifs et des électeurs : D/IV *bis*/37. Biens nationaux, Bourges, habitants, adresse à la Constituante pour abolir l'ordre de Malte et réunir ses biens à ceux de la Nation : D/XIV/2; Saint-Amand, halles, achat par la municipalité: D/IV/45. Circonscriptions administratives et judiciaires, circonscriptions des paroisses : D/IV *bis*/94 ; de celle de Léré : D/IV *bis*/106 ; districts et cantons, création : D/IV *bis*/6 ; division territoriale, reliquat du Comité de division : D/IV *bis*/108 ; états des districts, cantons et municipalités, limites des départements, revendications de chefs-lieux, nomination de commissaires de police, de juges de paix et de notaires : D/IV *bis*/61 ; listes des administrations du département et de districts et nomenclatures de municipalités et de maisons religieuses envoyées par le département au Comité ecclésiastique : D/XIX/45 ; tribunaux, création et emplacement, demandes et mémoires de communes : D/IV *bis*/21 ; tribunaux de commerce, création, demandes de communes : D/IV *bis*/33. Comité des droits féodaux, adresses et correspondances du département : D/XIV/2. Comité de législation, correspondance avec les autorités locales et les particuliers sur l'organisation administrative et judiciaire : D/III/ 47 et 48. Comité de salut public, correspondance avec les autorités locales sur les nominations et destitutions : D/XLII/8. Contributions patriotiques: D/XXXIV/5, dossier 2 *bis*. Correspondance de corps administratifs avec le Comité des pétitions sur le *Bulletin de la Convention*: D/XL/25. Cultes, dépenses dans l'église métropolitaine, dossiers du Comité de l'ordinaire des finances de la Législative : D/VI/13 ; pensions, prestations de serment et suppressions de paroisses, réclamations, pétitions d'administrations et de particuliers: D/XIX/45 ; pièces jointes aux feuilles de travail du Comité ecclésiastique: D/XIX/93. Députés suppléants à la Convention, dossier du Comité des décrets : D/I§1/36. Dons patriotiques, commune de Bourges: D/XXXIV/7, dossier 12 e. Finances, correspondances du département, mémoires et réclamations de particuliers et de municipalités sur les finances, les assignats, les impositions locales, les demandes d'emprunts locaux, les ateliers de charité, dossiers du Comité des finances : D/VI/25 ; demandes de secours pour insuffisance de fonds ou à la suite de sinistres, pièces jointes au rapport de Lacoste-Montlauzier, député du Lot à la Législative : D/VI/19 ; lettres et délibérations des corps administratifs renvoyées par l'Assemblée au Comité des finances : D/VI/59. Frais de traitement de la justice et des directoires des districts et du département : D/IV *bis*/48. Justice, tribunaux d'appel, état : D/IV/70. Lettres, adresses et mémoires renvoyés par la Législative au Comité des pétitions: D/XL/1; à la commission de correspondance: D/XL/5; à la commission des Douze : D/XL/8. Notaires, placement : D/IV *bis*/92/A, 92/B. Ordre public, dossiers du Comité des rapports : D/XXIX/ 3. Population, tableaux, tenue, correspondance du Comité de division avec les districts : D/IV *bis*/40. Prisons, détenus sur lettres de cachet : D/V/5, dossier 57.

Cherbourg (Manche). Municipalité demandant si les armoiries des villes sont comprises dans le décret d'abolition: D/XIV/5.

CHERRIER (Jean-Claude), suppléant des Vosges à la Convention admis à siéger, dossier du Comité des décrets : D/I§1/38 ; député, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/345.

CHESNEAU DE LA MESGRIÈRE, commissaire de l'assemblée générale coloniale de Paris : D/XXV/76, dossier 749.

Cheval, voir aussi : Cuir (sellerie). Haras, observations, 1786: D/X/2, dossier 16. Transports et convois militaires, dossiers des représentants en mission près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse : D/§3/104 à 107.
- Affaires particulières. **Nord**, Avesnes et Cambrai, districts, perte en chevaux et bestiaux par fait de guerre : D/§3/91.

Chézy-sur-Marne (Aisne). Cloches enlevées, réclamation: D/XLII/8.

Chimie: D/XXXVIII/3, dossier 33.

Chirurgie, voir : Académie, École (de chirurgie).

CHIVAILLE, commissaire des guerres chargé de l'organisation des corps belges, liégeois et bataves à Amiens : D/§3/60.

Choisy-le-Roi (département de Paris puis de la Seine, auj. : Val-de-Marne, nom révolutionnaire : Choisy-sur-Seine). Commune, correspondance avec le Comité de salut public: D/XLII/11. Cultes, ecclésiastiques, déclarations collectives de titres et de pensions: D/XIX/41.

Cholet (Maine-et-Loire). Liste des prisonniers de guerre capturés à Châtillon [-sur-Sèvre] le 5 juillet 1793 et transférés à -: D/XLII/3, dossier 6.

CHOPARD, détenu sur lettres de cachet, réclamation : D/V/3, dossier 30.

CHOUDIEU (Pierre-René), conventionnel de Maine-et-Loire, représentant en mission près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse : D/§3.

Cimetière, mausolée. Mirabeau (Honoré-Gabriel Riquetti de), mausolée à sa mémoire : D/I§2/3.

Cincinnatus (Société de), papiers de Charles-Henri d'Estaing: D/XVI/14, dossier 45.

Cinq-Cents (Conseil des -, Directoire). Accusés de réception de procès-verbaux d'assemblées électorales de l'an VI et de l'an VII remis au Conseil par les Archives : D/I§1/1. Acquits de dépenses signés par les députés aux Cinq-Cents: D/XXXV/1, dossier 7. Comité des inspecteurs de la salle : D*/XXXV/D/1 à 16. Dons patriotiques reçus par le Conseil : D/XXXIV/8. Dossier de la commission spéciale des Cinq-Cents sur les députés et administrateurs centraux à élire par les neuf départements réunis de Belgique : D/IV *bis*/39. Hommages, lettres d'envoi d'auteurs et éditeurs : D/I§2/1. Installation au Palais-Bourbon, dépenses, registres du Comité des inspecteurs de la salle : D*/XXXV/D/12 et 13. Saint-Domingue, messages du Directoire aux Cinq-Cents et extraits de procès-verbaux des Cinq-Cents: D/XXV/57, dossier 566.

Circonscription, voir aussi : Division (Comité de). Comité de législation, correspondance avec les autorités locales et les particuliers sur l'organisation administrative et judiciaire : D/III/1 à 309. États des noms de paroisses et des bureaux de poste, circulaires du Comité d'aliénation des domaines nationaux aux départements: D/XXII/1, dossier 4. Listes d'administrations de départements et de districts et nomenclatures de municipalités et de maisons religieuses envoyées par des départements au Comité ecclésiastique: D/XIX/45.
- Communes, réunions et démembrements, dossiers du Comité de constitution par départements : D/IV/14 à 69. Circonscriptions des paroisses, dossiers du Comité de division par départements : D/IV *bis*/93 à 106.
- Départements, division des provinces en - : D/IV *bis*/1 et 2. Départements, formation, correspondance des commissaires du Roi pour la formation des départements avec Saint-Priest (François-Emmanuel Guignard, comte de), ministre de la Maison du Roi, le président et les députés à l'Assemblée, dossier du Comité de constitution : D/IV/1 ; délimitation, minutes : D/IV/8, dossier 122 ; délimitation, procès-verbaux, Ain à Loire-Inférieure et Basses-Pyrénées à Yonne : D*/ IV *bis*/8 à 10 ; chefs-lieux, revendication : D/IV/10, dossier 142. Départements, création des districts et cantons : D/IV *bis*/ 3 à 18. Dictionnaires des départements, districts, cantons et municipalités : D*/ IV *bis*/3 à 7. États des districts, cantons et municipalités, limites des départements, revendications de chefs-lieux, nomination de commissaires de police, de juges de paix et de notaires : D/IV *bis*/56 à 76. Limites entre départements, réunions et distractions de communes, emplacement des tribunaux : D/IV *bis*/81 à 91. Nomenclature des départements : D*/ IV *bis*/1.
- Municipalités, formation : D/IV/1. Municipalités et paroisses, réunion : D/IV/9, dossier 132. Municipalités, réunions et divisions, questions de communautés ou particuliers à l'Assemblée ou au Comité de constitution, 1790-1791 : D/IV/12, dossier 189.
- Paroisses, circonscriptions et suppressions, lettres d'administrations et autorités laïques et ecclésiastiques à l'Assemblée renvoyées au Comité ecclésiastique: D/XIX/ 24, dossier 385 *bis* . Paroisses de Belgique et du Nord-est de la France : D/§3/24, dossier 241.
- Pays réunis à la France, division : D/IV *bis*/39.
- Affaires par localités. **Basses-Alpes**, Norante, hameau, demande d'érection en commune distincte de celle de Chaudon [-Norante] : D/XIV/1. **Belgique**, pays de Luxembourg, pays de Salm, pays de Spa, pays de Trèves, organisation administrative et judiciaire, dossiers du Comité de législation : D/III/309. **Haute-Loire**, procès-verbaux, lettres et adresses sur la limite avec le département de Rhône-et-Loire : D/IV/36. **Nord**, Lille, chambre de commerce, réclamation contre la fixation du chef-lieu du département à Douai : D/IV/46. **Quercy** et Rouergue, délimitation entre les deux départements : D/IV/10, dossier 142. **Rhône-et-Loire**, limite avec le département de la Haute-Loire : D/IV/36. **Haute-Saône**, Passavant, commune revendiquée par le département des Vosges : D/IV/58. **Vosges**, Passavant (Haute-Saône), commune revendiquée par le département : D/IV/58.

Circulaires manuscrites et imprimées du Comité de législation : D/III/320.

Cistercien (ordre religieux). État général des religieux, 1790: D/XIX/10; religieux, intention de sortir ou de rester dans leurs maisons, 1790 : D/XIX/13.

Citoyenneté. Citoyenneté active, questions de communautés ou particuliers à l'Assemblée ou au Comité de constitution, 1789-1790 : D/IV/11, dossier 157. Juifs à admettre à tous les droits des citoyens, adresse du district

des Carmélites de Paris au Comité de constitution : D/IV/13, dossier 209. **Seine-et-Oise**, Sèvres, pétition des ouvriers de la manufacture pour être reconnus citoyens actifs : D/IV/60.

Civiles (Commission des administrations -, police et tribunaux), voir : Administrations civiles, police et tribunaux (Commission des).

Clamart (Seine, auj. : Hauts-de-Seine). Acte de fédération des communes de -, Issy, Vanves et Vaugirard du 14 juillet 1790 : D/VI/45, dossier 676.

Claret de Fleurieu, voir : Fleurieu (Charles-Pierre Claret de).

Clarisse (ordre religieux). Religieuses, intention de sortir ou de rester dans leurs maisons, 1790 : D/XIX/13 ; Pas-de-Calais, Arras, état de celles restant dans leurs maisons: D/XIX/17 ; suppression des ordres religieux, lettres et adresses: D/XIX/16.

Clausson, commissaire des assemblées coloniales, papiers : D/XXV/69, dossiers 692 à 697 ; papiers sur Saint-Domingue, inventaire : D/XXV/58, dossier 569.

Clauzel (Jean-Baptiste), conventionnel de l'Ariège, dénonciations contre lui, dossiers du Comité de législation : D/III/345, 354-355.

Clavière (Étienne), ministre des contributions publiques : D/VI/2 ; ministre de la Guerre par intérim : D/XV/2, dossier 13.

Clergé, voir : Culte, Protestant.

« *Clermont* » District, détenus sur lettres de cachet, état : D/V/4, dossier 53.

Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme). Diocèse, état des religieuses, 1790 : D/XIX/3 et 4. Généralité, élections, 1696, lettre de d'Ormesson sur leur état : D/IV *bis*/61.

Clermont-l'Hérault (Hérault). Réclamation des autorités auprès du Comité des décrets sur l'envoi et la promulgation des décrets : D/I§1/33, dossier 253.

Clermontois (province). Décret sur le remboursement des offices des cours et tribunaux supprimés, difficultés, dossiers du Comité de judicature: D/XVII/7, dossier 90.

Clichy-la-Garenne (département de Paris puis de la Seine, auj. : Clichy, Hauts-de-Seine). Commune, correspondance avec le Comité de salut public: D/XLII/11. Impositions : D/VI/2.

Climat, intempéries. Météorologie: D/XXXVIII/3, dossier 40. Rapport et projet de décret par Lacoste-Montlauzier (Jean-Joseph), député du Lot à la Législative, sur les secours à accorder aux départements où la contribution de quatre sous pour livre a été insuffisante pour l'année 1791 et aux départements et communes sinistrés par la grêle ou l'incendie, et pièces jointes, pétitions de communes et de directoires de départements : D/VI/19.

Clouange (Moselle). Communaux, partage, plainte contre le refus du maire: D/XIV/12.

Code (recueil de textes de droit), voir : Droit.

Coiffin, détenu sur lettres de cachet, réclamation : D/V/4, dossier 46.

Collège, voir : École.

Collot (Georges-Henri-Victor), gouverneur général de la Guadeloupe : D/XXV/120, 122, dossiers 967 à 971, et 123, dossiers 972 à 975 .

Collot d'Herbois (Jean-Marie Collot dit), conventionnel de Paris, en mission dans l'Aisne et l'Oise, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/353.

Cologne (Allemagne, Rhénanie-du-Nord-Westphalie), voir aussi : Diplomatie (Allemagne, Cologne). Objets d'art, transfert dans l'intérieur de la République : D/§3/59. Protestation de l'Électeur de Cologne comme grand-maître de l'ordre teutonique contre les décret de l'assemblée du mois d'août 1789: D/XIV/9.

Colombey [*-les-Belles*] (Meurthe, auj. : Meurthe-et-Moselle). Municipalité, demande de disposer des fonds lui appartenant à la recette des bois à Nancy pour acquitter des redevances féodales: D/XVIII/1, pièces 10-11.

Coloniale (Commission – à Paris) : D/XXV/59 (fin) à 64.

Coloniales (commissaires des assemblées -), papiers: D/XXV/65 (fin) à 76, dossier 749.

Colonies (Comité des) : **D/XXV**. Colonies (Comité de la Marine et des, commission exécutive de la marine et des), voir : Marine et des Colonies (Comité, commission de la). Blocus et siège de Fort-Bourbon, texte rédigé par le Comité des colonies : D/XLII/1, dossier 14.

Colonies (Commission des). Saint-Domingue, arrêtés et procès-verbaux: D/XXV/57, dossiers 560 à 565 ; correspondance de la commission de la marine et des comités de la Convention, des représentants en mission et des députés de Saint-Domingue avec la commission des colonies: D/XXV/57, dossiers 565 *bis* et *ter* .

Colonies françaises, voir : Guadeloupe, Martinique. Affaire des colonies à la Convention, an III : D/XXV/91 à 109. Comité de salut public, reliquat: D/XLII/1, dossier 14. Délibération des Comités de constitution, de la marine, de l'agriculture et du commerce réunis sur la situation des colonies, 1791: D/XVI/1, dossier 3. Députés à la Convention, Martinique, Réunion et Saint-Domingue, dossier du Comité des décrets : D/I§1/39, dossier 283. Dossiers du Comité de législation : D/III/322-323. Patriotes déportés des Antilles, adresses renvoyées par la Convention au Comité des pétitions: D/XL/24. Privilège exclusif de la compagnie des Indes, plainte des habitants de l'ile de France et de l'île de la Réunion: D/XXIX/97. Projet de constitution pour les colonies françaises présenté au nom des Comités de constitution, des colonies, de la marine et d'agriculture et commerce

réunis: D/XXV/56, dossier 547. Rapports et lettres des ministres de la marine : D/XVI/3, dossier 31.
- Régiments. Réclamations du 2e bataillon du 9e régiment des colonies employé à Saint-Domingue: D/XXV/56, dossier 548.

Colons (société des - réunis à l'hôtel Massiac) : D/XXV/85 à 90.

Combes(du Breuil-Hélion de), voir : Breuil-Hélion de Combes (du).

Comédie française, voir : Paris (théâtre).

Comines (Nord). Assemblée convoquée par le vicomte de Maulde, plainte des habitants, février 1790 : D/IV/46.

Comines [-*Warneton*] (Belgique, Hainaut). Juge de paix, correspondance avec les représentants en mission près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse : D/§3/109, dossier 1057.

Comités, voir aux mots matières.

Commerce , voir aussi : Corsaire (course), Foire (halle, marché), Maximum, Péage (octroi). Code du commerce, matériaux: D/XXXIX/12. Résumé et états des dépenses de l'administration générale du commerce, états et appointements des inspecteurs du commerce et des manufactures, gratifications pour encourager l'industrie et inspecteurs des manufactures (1788-1789), dossiers du Comité des finances : D/VI/4.
-. Belgique, agence centrale du commerce à Bruxelles et agences locales : D/§3/15 à 19. Égypte, adresse de négociants du Caire: D/XXIII/2, dossier 33. Du pays de Liège : D/§3/93, dossier 912. Paris, adresse des six corps et des 44 communautés du commerce de la ville à la Constituante: D/XIII/1. Privilège exclusif de la compagnie des Indes, plainte des habitants de l'ile de France et de l'île de la Réunion: D/XXIX/97.

Commerce (caisse de- d'Ancien Régime). Administration et fonctionnement de la caisse, dossiers du Comité des finances : D/VI/4. Lettres, délibérations et pétitions, dossiers du Comité des finances : D/VI/1.

Commerce (chambres). **Nord**, Lille, réclamation contre la fixation du chef-lieu du département à Douai : D/IV/46.

Commerce (Comité d'agriculture et de) : **D/XIII**.

Commerce et des approvisionnements (Comité du). Correspondance du Comité des décrets sur l'envoi et la promulgation des décrets : D/I§1/32.

Commerce et des approvisionnements (Commission de), correspondance avec le Comité de salut public: D/XLII/7, dossier 2.

Comminges (province). Division en départements : D/IV *bis*/1. Diocèse à Saint-Bertrand-de-Comminges (Haute-Garonne), état des religieuses, 1790 : D/XIX/3 ; maintien, adresses de communautés : D/XIX/26, dossiers 401 à 404 .

Commissaires civils en Belgique, correspondance : D/§3/19 et 20. Commissaires nationaux en Belgique en 1792-1793, états des dépenses, traitements, indemnités : D/§3/35, dossier 339 *bis*, et 36, dossier 341.

Commissaires de la Convention. Dénoncés à Dole : D/III/119, dossier 117.

Commissaires du Directoire exécutif. Dans les départements réunis, voir : Bouteville [-Dumetz] (Pierre-Guislain Bouteville, dit).

Commissaire général de la Terre Sainte en France, dossier du Comité ecclésiastique: D/XIX/28.

Commissaire des guerres. Commissaires des guerres des armées du Nord et du Centre, correspondance adressée aux commissaires de la Législative près ces armées : D/XV/2, dossier 8. Commissaires des guerres et commissaires ordonnateurs des armées du Nord et de Sambre-et-Meuse, correspondance avec les représentants en mission : D/§3/62 à 64. États de réquisitions faites par des commissaires des guerres en Belgique et dans le nord de la France classés par ordre alphabétique des commissaires : D/§3/94 et 95. Voir : Chivaille, chargé de l'organisation des corps belges, liégeois et bataves à Amiens, Sabin-Bourcier, commissaire ordonnateur général (en Belgique ou à l'armée du Nord ?).

Commissaires de la Législative près les armées du Nord et du Centre, du Rhin et du Midi : D/XV/1 à 3. Commissaires de la Législative près les armées du Rhin, du Nord, du Midi et près celle de Lückner, et des commissaires dans les départements voisins de Paris: D/XL/5, dossier 86. Commissaires près les armées et les départements, lettres renvoyées par la Législative à la commission des Douze : D/XL/17.

Commissaires du Roi pour la formation des départements, voir : Département (formation).

Commissions, voir aux mots matières. Commissions spéciales des assemblées, voir au nom des assemblées.

Commissions exécutives, agents, correspondance avec les représentants en mission près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse : D/§3/20, dossier 203.

Communes. Biens communaux, voir : Biens nationaux, communaux, des hospices. De Belgique et du Nord-est de la France, accusés de réception d'arrêtés des représentants, correspondances des maires, pétitions, correspondances des agents nationaux des communes, correspondances des comités de surveillance des communes : D/§3/20, dossier 204 à 31, dossier 304 ; réclamations sur la contribution militaire : D/§3/43, dossiers 407 à 410, et 44, dossiers 411 à 414. Cachets communaux : D/III/390-391. Circonscriptions des paroisses, dossiers du Comité de division par départements : D/IV *bis*/93 à 106. Commission spéciale de la Convention chargée des changements de noms de communes : D/IV *bis*/80.
- Dossiers par ordre alphabétique de noms de communes, villes, lieux. Certificats de directeurs d'établissements sur la présence et généralement l'absence de détenus sur

lettres de cachet : D/V/6, dossier 68-70. Déclarations de contributions patriotiques: D/XXXIV/2 à 4. Décret sur le remboursement des offices des cours et tribunaux supprimés, difficultés, dossiers du Comité de judicature: D/XVII/6 , dossiers 82 à 89. Demandes de tribunaux d'arrondissement: D/XVII/1 à 2, dossier 20. Jurés-priseurs, dossiers du Comité de judicature: D/XVII/4, dossier 52. Monnaies et assignats, adresses : D/VIII/2, dossier 4, 3, dossier 8. Notaires, dossiers du Comité de judicature: D/XVII/4, dossiers 48 à 51. Officiers ministériels de judicature: D/XVII/2, dossier 23, à 4, dossier 47. Offices de municipalités , dossiers du Comité de judicature: D/XVII/4, dossier 55. Ordre public, dossiers du Comité des rapports : D/XXIX/16 à 84. Procureurs, offices, remboursement: D/XVII/7, dossiers 98 à 102. Réclamations et plaintes de détenus sur lettres de cachet laïcs et religieux, hommes et femmes, classement par ordre alphabétique des lieux de détention : D/V/3, dossiers 36 et 38. Subsistances, mémoires, projets et observations envoyés au Comité des subsistances de la Constituante par les villes: D/XLI/2.

Compagnie des Indes, voir : Banque, Commerce.

Compiègne (Oise). Cultes, ecclésiastiques, déclarations collectives de titres et de pensions: D/XIX/41. District, biens nationaux, tableau des ventes : D/IV/47.

Comptable, comptabilité. Compte général des recettes et dépenses de l'État du 1er mai 1789 au 30 avril 1790 : D/VI/12, dossier 130. Compte général des recettes et des dépenses de l'État et états des recettes et des dépenses du Trésor public de 1789 à 1791 : D/VI/14 à 17. Compte général des recettes et dépenses de la Trésorerie nationale de mai 1789 à août 1791 : D/VI/16, dossier 173. Décès ou faillite des trésoriers payeurs et comptables, dossiers du Comité des finances : D/VI/5. Necker (Jacques), ministre des Finances, *Compte général des revenus et des dépenses fixes au 1er mai 1789…*: D/X/3, dossier 28. **Saint-Domingue**, comptabilité, 1792-1794 : D/XXV/25 à 27.

Comptes (chambres des d'Ancien Régime), voir : Paris.
- **Loire-Inférieure**, lettre d'un particulier de Nantes craignant l'incendie par les paysans des archives des chambres des comptes à cause des titres féodaux: D/XIV/5.

Comtat-Venaissin (annexion à la France), voir : Vaucluse (département).

Comte, détenu sur lettres de cachet, réclamation : D/V/2, dossier 24.

Condé (duc de), maison : D/X/2, dossier 19. Ordre public, Lyon, conspiration de Guillin de Pougelon (Antoine), ancien échevin de Lyon, de Terrasse de Tessonnet (Jacques), aide de camp de Condé, et de Escars (Jean-François de Pérusse, marquis d'), capitaine aux dragons d'Artois: D/XXIX *bis*/27, dossier 273, à 28, dossier 280.

Condé [*-sur-l'Escaut*] (Nord). Place militaire, commandant, correspondance adressée aux commissaires de la Législative près l'armée du Nord: D/XV/2, dossier 10.

Condom (Gers). Diocèse, état des religieuses, 1790 : D/XIX/3.

Congrès (diplomatique), voir : Diplomatie.

Conseil d'État (d'Ancien Régime). Conseils d'État, états de traitements et de pensions dont état de celles accordées aux membres du Grand Conseil en novembre 1774: D/X/1, dossier 7. Réclamations contre des arrêts, dossiers du Comité de judicature: D/XVII/6, dossier 76.

Conseil exécutif provisoire. Arrêtés et proclamations: D/XL/17. Commissaires du pouvoir exécutif, lettres renvoyées par la Législative à la commission des Douze : D/XL/17. Lettre du président du Conseil exécutif provisoire au président du Comité de salut public sur la situation militaire de la Vendée, août 1793: D/XLII/12. Proclamations sur les biens des émigrés : D/III/237-238. Réponses des ministres des Contributions publiques, de la Guerre et de la Justice au décret ordonnant de dresser la liste des agents des diverses administrations avec rapport du Conseil exécutif (mai 1793) et comptes sommaires des délibérations et opérations du Conseil exécutif pendant les trois décades de nivôse an: D/XLII/2, dossier 8.

Consul, consulat (diplomatie), voir : Diplomatie.

Consulat (Régime), voir : Législatif (Corps, Consulat).

Constituante (Assemblée). Comité des décrets, registres d'enregistrement de la correspondance et d'errata des décrets, proclamations et lettres patentes collationnés sur les originaux des procès-verbaux : D*/I§1/a/1 à 3. Employés, gratifications : D/XXXV/1, dossier 1. Inventaire des effets de l'Assemblée: D*/XXXV/A/1.
- États généraux. Cahiers de doléances, **Moselle**, Hellimer, supplément, août 1789 : D/IV/44 ; Puttelange [-aux-Lacs], cahier: D/XIV/7. État des sénéchaussées et bailliages avec indication de ceux qui députeront directement ou indirectement (1789), états de population des juridictions relevant du parlement de Paris, état inachevé des corporations convoquées aux États généraux de 1614 et de celles à convoquer aux prochains États généraux : D/IV *bis*/47.

Constitution civile du clergé, voir : Culte.

Constitution de 1791. Lettre de Louis XVI et texte du décret, dossiers du Comité de législation : D/III/335.

Constitution de 1793. Brochures en langues étrangères et tableau en synoptique : D/I§2/2. Traductions italienne et espagnole manuscrites de la constitution de 1793, hommage du citoyen Palomba, italien : D/I§2/2.

Constitution (Comité de de la Constituante) : **D/IV**. Délibération des Comités de constitution, de la marine, de l'agriculture et du commerce réunis sur la situation des colonies, 1791: D/XVI/1, dossier 3. Dossiers du Comité de constitution transmis au Comité de division : D/IV*bis*/1 à 38. Lettres du Garde des sceaux Champion de Cicé (Jérôme-Marie) au constitutant Le Chapelier (Isaac-René-Guy), membre du Comité, sur les envois de décrets : D/I§1/33, dossier 257. Projet de constitution pour les colonies françaises présenté au nom des Comités de

constitution, des colonies, de la marine et d'agriculture et commerce réunis: D/XXV/56, dossier 547.

Conti (duc de), maison : D/X/2, dossier 19.

Contributions, impositions, voir aussi : Impositions et contributions publiques (Comité des de la Législative). Contributions en numéraire, registre d'arrêtés des représentants en mission près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse : D/§3/112, dossier 1076. Contributions patriotiques, voir : Dons patriotiques. Code des contributions, matériaux: D/XXXIX/12. Impôts, mémoires et projet, dossiers du Comité des finances : D/VI/2.
- Contributions d'Ancien Régime. États et bordereaux des impositions pour les exercices 1788 à 1790 : D/VI/9. Établissement de directeurs et contrôleurs du vingtième : D/VI/9. État des impositions pour le Languedoc : D/VI/9, dossier 88. Charente, Haute-Loire Loire-Inférieure Contributions, confection des rôles : D/VI/9, dossier 88.Ferme des droits de marque d'or et d'argent, dossiers du Comité des finances : D/VI/4. Fermes et octrois de l'Artois : D/VI/3. Ferme des messageries : D/VI/6, dossier 44. Gabelles et tabac, dossiers du Comité des finances : D/VI/4. Perception des impôts directs et indirects et de la ferme générale : D/VI/6 à 8. Vingtième, établissement de directeurs et contrôleurs : D/VI/9.
- Affaires par localités. Contributions de Belgique et du Nord-est de la France : D/§3/40 à 45. **Calvados**, Saint-Pierre-sur-Dives, troubles, 1790 : D/VI/8, dossier 77. **Charente**, confection des rôles : D/VI/9, dossier 88. **Eure**, Verneuil, troubles, 1790 : D/VI/8, dossier 77. **Haute-Loire**, confection des rôles : D/VI/9, dossier 88. **Loire-Inférieure**, confection des rôles : D/VI/9, dossier 88. **Lorraine** et Barrois, généralité, états des recettes et dépenses, 1790 : D/VI/18, dossier 210. **Lot-et-Garonne**, états de recouvrement, 1788-1790 : D/VI/18, dossier 209. **Haute-Marne**, tableau des impositions directes du département : D/IV/42. **Orne**, Sées, troubles, 1790 : D/VI/8, dossier 77. Département de **Paris** puis **Seine**, Clichy-la-Garenne : D/VI/2 ; Montmartre : D/VI/2 ; Suresnes : D/VI/2. **Pyrénées-Orientales**, troubles, 1790 : D/VI/8, dossier 77. **Seine-et-Oise**, Ballainvilliers, terre de : D/VI/2. **Somme**, Péronne, troubles, 1790 : D/VI/8, dossier 77. **Vienne**, Loudun, troubles, 1790 : D/VI/8, dossier 77.

Contrôleur général des monnaies, voir : Monnaie (administration des monnaies d'Ancien Régime).

Convention nationale (Assemblée). Affaire des colonies, an III : D/XXV/91 à 109. *Bulletin de la Convention*, correspondance sur le : D/XL/24 à 27.
- Comités et commissions exécutives, voir aux mots matières. Arrêtés de comités de la Convention sur la Belgique et le Nord-est de la France : D/§3/9 à 13. Comité des inspecteurs de la salle : D*/XXXV/C/1 à 13. Correspondance de comités adressée aux représentants en mission représentants en mission près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse : D/§3/31, dossiers 305 et 306.
- Commissaires de la Convention, voir : Commissaire.
- Commission chargée des changements de noms de communes : D/IV *bis*/80.
- Commission centrale de la Convention. Correspondance du Comité des décrets sur l'envoi et la promulgation des décrets : D/I§1/32.
- Commission des Six chargée de surveiller le Tribunal criminel extraordinaire. Correspondance du Comité des décrets sur l'envoi et la promulgation des décrets : D/I§1/32.
- Commission des Vingt-Quatre chargée de l'inventaire des papiers découverts dans l'armoire de fer des Tuileries. Correspondance du Comité des décrets sur l'envoi et la promulgation des décrets : D/I§1/32.
- Décrets conférant leurs pouvoirs aux représentants en mission classés par ordre alphabétique des représentants : D/§1/43.
- Députés, représentants en mission, voir : Représentant en mission.
- Députés, dénonciations, dossiers remis par le Comité de sûreté générale au Comité de législation : D/III/343 à 359. Députés décrétés d'accusation, députés décédés, suppléants admis ou non admis à siéger, dossiers du Comité des décrets : D/I§1/36 à 39. Députés des colonies, Martinique, Réunion et Saint-Domingue, dossier du Comité des décrets : D/I§1/39, dossier 283. Congés des députés : D*/I§1/c/7.
-Employés. États mensuels nominatifs de traitements d'employés des comités et autres services de la Législative et de la Convention: D*/XXXV/C/4 et 5.
- Lettres, adresses et mémoires renvoyés au Comité des pétitions : D/XL/18 à 24.

Corbeil [-*Essonnes*] (Seine-et-Oise, auj. : Essonne). Cultes, ecclésiastiques, déclarations collectives de titres et de pensions: D/XIX/41. District, administration suspendue par décret de l'Assemblée : D/IV/60.

Cordelier (ordre religieux). État général des religieux, 1790: D/XIX/11 ; cordeliers, suppression des ordres religieux, lettres et adresses: D/XIX/14; cordeliers et cordelières, intention de sortir ou de rester dans leurs maisons, 1790 : D/XIX/13.
- Cordelières, suppression des ordres religieux, lettres et adresses: D/XIX/16.

Cormontreuil (Marne). Réclamation des autorités auprès du Comité des décrets sur l'envoi et la promulgation des décrets : D/I§1/33, dossier 253.

Corrèze (département). Administration du département, des districts et municipalités, réunions et démembrements de communes, observations sur l'ordre judiciaire, tribunaux de commerce, constitution civile du clergé, fuite du Roi, départ de Mesdames tantes du Roi, adresses, dossiers du Comité de constitution : D/IV/23. Circonscriptions administratives et judiciaires, circonscriptions des paroisses : D/IV *bis*/94 ; communes à rattacher au district d'Excideuil (Dordogne) : D/IV *bis*/82 ; districts et cantons, création : D/IV *bis*/6 ; division territoriale, reliquat du Comité de division, ville de Brive : D/IV *bis*/108 ; états des districts, cantons et municipalités, limites des départements, revendications de chefs-lieux, nomination de commissaires de police, de juges de paix et de notaires : D/IV *bis*/61 ; listes des administrations du département et de districts et nomenclatures de municipalités et de maisons religieuses envoyées par le département au Comité ecclésiastique : D/XIX/45 ;

tribunaux, création et emplacement, demandes et mémoires de communes : D/IV *bis*/22 ; tribunaux de commerce, création, demandes de communes : D/IV *bis*/33. Comité des droits féodaux, adresses et correspondances du département : D/XIV/2. Comité de législation, correspondance avec les autorités locales et les particuliers sur l'organisation administrative et judiciaire : D/III/ 49 et 50. Comité de salut public, correspondance de l'agent national du district de Tulle sur sa situation personnelle: D/XLII/8. Contributions patriotiques: D/XXXIV/5, dossier 2 *bis*. Correspondance de corps administratifs avec le Comité des pétitions sur le *Bulletin de la Convention*: D/XL/25. Cultes, état des religieux et religieuses: D/XIX/17 ; état des religieux assermentés et insermentés: D/XIX/21; pièces jointes aux feuilles de travail du Comité ecclésiastique: D/XIX/93 ; traitements des fonctionnaires ecclésiastiques du district d'Ussel, dossiers du Comité de l'ordinaire des finances de la Législative : D/VI/13. Députés et suppléants à la Convention, Chambon (Aubin Bigorie du Chambon, dit), député décédé, et suppléants, dossier du Comité des décrets : D/I§1/36. Finances, correspondances du département, mémoires et réclamations de particuliers et de municipalités sur les finances, les assignats, les impositions locales, les demandes d'emprunts locaux, les ateliers de charité, dossiers du Comité des finances : D/VI/25 ; demandes de secours pour insuffisance de fonds ou à la suite de sinistres, pièces jointes au rapport de Lacoste-Montlauzier, député du Lot à la Législative : D/VI/19; montant des fermages et loyers des biens nationaux perçus et disponibles au 1er janvier 1791 et montant probable des traitements et pensions à la même époque, dossiers du Comité ecclésiastique: D/XIX/18. Justice, tribunaux d'appel, état : D/IV/70. Lettres, adresses et mémoires renvoyés par la Législative au Comité des pétitions: D/XL/1; à la commission des Douze : D/XL/8; lettre renvoyée à la commission de correspondance: D/XL/5; lettres renvoyées par la Convention au Comité des pétitions: D/XL/19. Notaires, placement : D/IV *bis*/92/B. Ordre public, dossiers du Comité des rapports : D/XXIX/3 ; troubles dans le département : D/IV/23 ; Tulle, troubles, janvier 1790 et septembre 1791: D/XIV/2. Population, tableaux, tenue, correspondance du Comité de division avec les districts : D/IV *bis*/40. Représentants en mission, Musset (Joseph-Mathurin) : D/§1/29.

Corsaire, course. Amis de la Constitution de Lisieux adresse pour le rachat des captifs enlevés par des pirates africains: D/XXIII/2, dossier 34.

- Affaires individuelles. *Le Blamford*, navire (britannique ?), lettres anglaises saisies à son bord concernant les Antilles françaises: D/XXV/84, dossier 817/9. **Corse**, prise de deux corsaires barbaresques près de Bastia: D/XXIII/2, dossier 33. **Espagne**, prise d'un chasse-marée de Lorient sur les côtes espagnoles: D/XXIII/2, dossier 33. *Juliana,* vaisseau américain capturé par le corsaire *l'Espérance* en 1797: D/XVI/3, dossier 30. **Saint-Domingue**, procès de prises de vaisseaux: D/XXV/32 et 33. Wesembert, négociant suédois, adresse sur la prise du vaisseau suédois *le Neptune*, capitaine J. Cammerat, par *l'Alceste*: D/XVI/3, dossier 26.

Corse (département). Administration du département, des districts et municipalités, réunions et démembrements de communes, observations sur l'ordre judiciaire, tribunaux de commerce, constitution civile du clergé, fuite du Roi, départ de Mesdames tantes du Roi, adresses, dossiers du Comité de constitution : D/IV/23. Assemblées électorales, 1790-1791, état des citoyens actifs et des électeurs : D/IV *bis*/37. Circonscriptions administratives et judiciaires, districts et cantons, création : D/IV *bis*/6 ; états des districts, cantons et municipalités, limites des départements, revendications de chefs-lieux, nomination de commissaires de police, de juges de paix et de notaires : D/IV *bis*/61 ; juges de paix, création, demandes de communes : D/IV *bis*/35 ; limites entre départements, réunions et distractions de communes, emplacement des tribunaux : D/IV *bis*/82 ; tribunaux, création et emplacement, demandes et mémoires de communes : D/IV *bis*/22 ; listes des administrations du département et de districts et nomenclatures de municipalités et de maisons religieuses envoyées par le département au Comité ecclésiastique : D/XIX/45 ; tribunaux de commerce, création, demandes de communes : D/IV *bis*/33. Comité de législation, correspondance avec les autorités locales et les particuliers sur l'organisation administrative et judiciaire : D/III/ 50. Correspondance sans date avec le Comité des pétitions sur le *Bulletin de la Convention*: D/XL/25. Cultes, état des religieux assermentés et insermentés: D/XIX/21; évêchés, création ou maintien, lettres de municipalités : D/XIX/26, dossiers 399 et 400 ; pièces jointes aux feuilles de travail du Comité ecclésiastique: D/XIX/93. Département, organisation administrative, notification à l'Assemblée, 1790 : D/XIX/28. Députés et suppléants à la Convention, Arrighi (Jean-Marie), suppléant admis à siéger, dossier du Comité des décrets : D/I§1/36. Finances, correspondances du département, mémoires et réclamations de particuliers et de municipalités sur les finances, les assignats, les impositions locales, les demandes d'emprunts locaux, les ateliers de charité, dossiers du Comité des finances : D/VI/25 ; lettres et délibérations des corps administratifs renvoyées par l'Assemblée au Comité des finances : D/VI/59. Frais de traitement de la justice et des directoires des districts et du département : D/IV *bis*/48. Justice, tribunaux d'appel, état : D/IV/70. Lettres renvoyées par la Convention au Comité des pétitions: D/XL/19. Navigation, prise de deux corsaires barbaresques près de Bastia: D/XXIII/2, dossier 33. Ordre public, dossiers du Comité des rapports : D/XXIX/4. Prisons, détenus sur lettres de cachet : D/V/4, dossier 46. Représentants en mission, Delcher (Étienne-Joseph), Lacombe-Saint-Michel (Jean-Pierre), Saliceti (Christophe Aitelli, dit) : D/§1/16. Testevuide et Bédigis, chargés de la confection du terrier général de la Corse et du dessèchement de la plaine de Mariana: D/XXIX/4.

Corse (île, Ancien Régime). État des pensions assignées sur la caisse civile: D/X/1, dossier 9.

Cosnard (Pierre), conventionnel du Calvados, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/345.

Côte, voir aussi : Port (représentant en mission). Départements maritimes méridionaux, voir : Midi.

Côte-d'Or (département). Administration du département, des districts et municipalités, réunions et démembrements de communes, observations sur l'ordre judiciaire,

tribunaux de commerce, constitution civile du clergé, fuite du Roi, départ de Mesdames tantes du Roi, adresses, dossiers du Comité de constitution : D/IV/24. Biens nationaux, Dijon, aliénation, procès-verbaux, états d'opérations et estimations: D/XXII/2, dossier 12. Circonscriptions administratives et judiciaires, circonscriptions des paroisses : D/IV *bis*/95 ; districts et cantons, création : D/IV *bis*/6 ; division territoriale, reliquat du Comité de division : D/IV *bis*/108 ; états des districts, cantons et municipalités, limites des départements, revendications de chefs-lieux, nomination de commissaires de police, de juges de paix et de notaires : D/IV *bis*/61 ; juges de paix, création, demandes de communes : D/IV *bis*/35 ; limites entre départements, réunions et distractions de communes, emplacement des tribunaux : D/IV *bis*/82 ; listes des administrations du département et de districts et nomenclatures de municipalités et de maisons religieuses envoyées par le département au Comité ecclésiastique : D/XIX/45 ; tribunaux, création et emplacement, demandes et mémoires de communes : D/IV *bis*/21 et 22 ; tribunaux de commerce, création, demandes de communes : D/IV *bis*/33. Comité des droits féodaux, adresses et correspondances du département : D/XIV/3 et 12. Comité de législation, correspondance avec les autorités locales et les particuliers sur l'organisation administrative et judiciaire : D/III/51 à 55. Comité de salut public, correspondance avec les autorités locales sur les nominations et destitutions : D/XLII/8. Contributions patriotiques: D/XXXIV/5, dossier 2 *bis*. Correspondance de corps administratifs avec le Comité des pétitions sur le *Bulletin de la Convention*: D/XL/25. Cultes, état des religieux assermentés et insermentés: D/XIX/21 ; pièces jointes aux feuilles de travail du Comité ecclésiastique: D/XIX/93; transfert de vases sacrés et linges d'autels d'églises supprimées aux églises conservées : D/XIX/103. Députés et suppléants à la Convention, Édouard (Jean-Baptiste), suppléant admis à siéger, dossier du Comité des décrets : D/I§1/36 ; suppléants, correspondance du Comité des décrets avec le département : D/I§1/39, dossier 279. Finances, correspondances du département, mémoires et réclamations de particuliers et de municipalités sur les finances, les assignats, les impositions locales, les demandes d'emprunts locaux, les ateliers de charité, dossiers du Comité des finances : D/VI/26 ; demandes de secours pour insuffisance de fonds ou à la suite de sinistres, pièces jointes au rapport de Lacoste-Montlauzier, député du Lot à la Législative : D/VI/19 ; lettres et délibérations des corps administratifs renvoyées par l'Assemblée au Comité des finances : D/VI/59; montant des fermages et loyers des biens nationaux perçus et disponibles au 1er janvier 1791 et montant probable des traitements et pensions à la même époque, dossiers du Comité ecclésiastique: D/XIX/18. Frais de traitement de la justice et des directoires des districts et du département : D/IV *bis*/48. Justice, tribunaux d'appel, état : D/IV/70. Lettres, adresses et mémoires renvoyés par la Législative au Comité des pétitions: D/XL/1; à la commission de correspondance: D/XL/5; à la commission des Douze : D/XL/8; par la Convention au Comité des pétitions: D/XL/19. Monnaies et assignats, adresses : D/VIII/2, dossier 3. Notaires, placement : D/IV *bis*/92/A, 92/B. Ordre public, dossiers du Comité des rapports : D/XXIX/4. Population, tableaux, tenue, correspondance du Comité de division avec les districts : D/IV *bis*/40 ; tableau, district d'Is-sur-Tille : D/IV *bis*/50. Prisons, détenus sur lettres de cachet : D/V/5, dossier 56.

Côtes-du-Nord (département). Administration du département, des districts et municipalités, réunions et démembrements de communes, observations sur l'ordre judiciaire, tribunaux de commerce, constitution civile du clergé, fuite du Roi, départ de Mesdames tantes du Roi, adresses, dossiers du Comité de constitution : D/IV/25. Armée, lettres d'autorités constituées à la Législative renvoyées au Comité de la Guerre: D/XV/4, dossier 35. Circonscriptions administratives et judiciaires, circonscriptions des paroisses : D/IV *bis*/95 ; districts et cantons, création : D/IV *bis*/6 ; division territoriale, reliquat du Comité de division : D/IV *bis*/108 ; états des districts, cantons et municipalités, limites des départements, revendications de chefs-lieux, nomination de commissaires de police, de juges de paix et de notaires : D/IV *bis*/61 ; listes des administrations du département et de districts et nomenclatures de municipalités et de maisons religieuses envoyées par le département au Comité ecclésiastique : D/XIX/45 ; paroisse Saint-Étienne de Saint-Brieuc : D/IV *bis*/106 ; tribunaux, création et emplacement, demandes et mémoires de communes : D/IV *bis*/22. Comité des droits féodaux, adresses et correspondances du département : D/XIV/3. Comité de législation, correspondance avec les autorités locales et les particuliers sur l'organisation administrative et judiciaire : D/III/56 à 58. Comité de salut public, correspondance avec les autorités locales sur les nominations et destitutions : D/XLII/8. Contributions patriotiques: D/XXXIV/5, dossier 2 *bis*. Correspondance de corps administratifs avec le Comité des pétitions sur le *Bulletin de la Convention*: D/XL/25. Cultes, état des religieux et religieuses: D/XIX/17 ; état des religieux assermentés et insermentés: D/XIX/21 pensions, prestations de serment et suppressions de paroisses, réclamations, pétitions d'administrations et de particuliers: D/XIX/45; Trémorel, dissidents demandant l'autorisation d'exercer le culte dans l'église, dossiers du Comité de l'ordinaire des finances de la Législative : D/VI/13; troubles causés par les prêtres réfractaires, 1791: D/XIX/22, dossier 364. Députés et suppléants à la Convention, Couppé (Gabriel-Hyacinthe), député déclaré démissionnaire et suppléé par Coupard (Jean-Jules), et Toudic (Pierre), suppléant admis à siéger, dossier du Comité des décrets : D/I§1/36. Finances, correspondances du département, mémoires et réclamations de particuliers et de municipalités sur les finances, les assignats, les impositions locales, les demandes d'emprunts locaux, les ateliers de charité, dossiers du Comité des finances : D/VI/27 ; lettres et délibérations des corps administratifs renvoyées par l'Assemblée au Comité des finances : D/VI/59; montant des fermages et loyers des biens nationaux perçus et disponibles au 1er janvier 1791 et montant probable des traitements et pensions à la même époque, dossiers du Comité ecclésiastique: D/XIX/18. Frais de traitement de la justice et des directoires des districts et du département : D/IV *bis*/48. Justice, tribunaux d'appel, état : D/IV/70. Lettres, adresses et mémoires renvoyés par la Législative au Comité des pétitions: D/XL/1; à la commission de correspondance: D/XL/5; à la commission des Douze : D/XL/8; par la Convention au Comité des pétitions: D/XL/19. Monnaies

et assignats, adresses : D/VIII/2, dossier 3. Notaires, placement : D/IV *bis*/92/A. Ordre public, dossiers du Comité des rapports : D/XXIX/5. Population, tableaux, tenue, correspondance du Comité de division avec les districts : D/IV *bis*/40 ; tableaux par districts : D/IV *bis*/50.

Couleur (gens de), Noir. Dossiers du Comité des colonies : D/XXV/110 et 111. **Gironde**, réclamation de citoyens du département au sujet des nègres : D/IV/13, dossier 225. **Morbihan**, Lorient, adresse pour les gens de couleur : D/IV/44. **Saint-Domingue**, affranchissement des noirs: D/XXV/28 à 30 ; Jean-François et Biassou, révoltés, correspondance : D/XXV/12, dossier 118 ; Lisle de Bressoles, capitaine général des citoyens de couleur et autres détenus à Port-au-Prince: D/XXV/14, dossiers 135 à 137 ; Ogé, mulâtre, chef des révoltés, interrogatoire et pièces du procès (1791): D/XXV/58, dossier 574 ; Raymond (Julien), mûlatre traduit au Tribunal révolutionnaire : D/XXV/56, dossiers 549 et 550; révolte d'Étienne et des noirs, an IV : D/XXV/45, dossier 422 ; transport par les Britanniques de 200 nègres rebelles de Saint-Domingue vers les établissements britanniques de la baie de Honduras: D/XXIII/1, dossier 7. Voir : Ouvière, commissaire député des hommes de couleur auprès de l'Assemblée.

Cougnacq-Mion, commissaire de l'assemblée générale coloniale de Paris : D/XXV/76, dossier 749.

Coupard (Jean-Jules), suppléant des Côtes-du-Nord à la Convention admis à siéger, dossier du Comité des décrets : D/I§1/36.

Couppé (Gabriel-Hyacinthe), député des Côtes-du-Nord à la Convention déclaré démissionnaire, dossier du Comité des décrets : D/I§1/36.

Cour des aides de Paris, payeur des gages des officiers, voir : Finances (recette, receveur d'Ancien Régime).

Cour de Justice (Haute), voir : Justice (Haute Cour).

Cournaut, détenu sur lettres de cachet, réclamation : D/V/2, dossier 26.

Courtalain (Eure-et-Loir). Papeterie fournissant le papier des assignats : D/I§1/8 à 17.

Courthézon (Bouches-du-Rhône puis Vaucluse). Lettre des officiers municipaux sur leur rôle dans les événements d'Avignon, 1790 : D/IV/27.

Courtois, détenu sur lettres de cachet, réclamation : D/V/3, dossier 30.

Courtois (Edme-Bonaventure), conventionnel de l'Aube, commissaire à l'armée du Nord, dénonciations contre lui, dossiers du Comité de législation : D/III/353, 354-355.

Courtrai (Belgique, Flandres-Occidentales). Mont-de-piété, inventaire : D/§3/92. Objets d'art, transfert dans l'intérieur de la République : D/§3/59.

Couserans, voir : *Foix* (Comté de) *et Couserans*.

Cousin, assassinat, instruction et jugement à Évreux : D/74, dossier 8.

Coutances (Manche). Diocèse, état des religieuses, 1790 : D/XIX/4. Réclamation des autorités auprès du Comité des décrets sur l'envoi et la promulgation des décrets : D/I§1/33, dossier 253.

Coutume et anciens droits provinciaux. Coutume de Normandie, réforme et coutume particulière du pays de Caux : D/IV/61.

Couturier-Duhatton et Fouquet, de Tobago : D/XXV/131.

Couvin (Belgique, province de Namur, alors : Ardennes). District, voir : Cerfontaine.

« *Craon* » (Mayenne ou Vienne ?). Réclamation des autorités auprès du Comité des décrets sur l'envoi et la promulgation des décrets : D/I§1/33, dossier 253.

Crassous de Medeuil (Jean-Augustin), conventionnel de la Charente-Inférieure, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/345.

Crécy [*-la-Chapelle*] (Seine-et-Marne). Troubles, novembre 1790 : D/IV/62.

Crépy-en-Valois (Oise). Cultes, ecclésiastiques, déclarations collectives de titres et de pensions: D/XIX/41.

Créquy (le prétendu marquis Alexandre de), soi-disant fils naturel de Louis XV, détenu en Prusse : D/V/4, dossier 42.

Creuse (département). Administration du département, des districts et municipalités, réunions et démembrements de communes, observations sur l'ordre judiciaire, tribunaux de commerce, constitution civile du clergé, fuite du Roi, départ de Mesdames tantes du Roi, adresses, dossiers du Comité de constitution : D/IV/25. Circonscriptions administratives et judiciaires, circonscriptions des paroisses : D/IV *bis*/95 ; districts et cantons, création : D/IV *bis*/6 ; division territoriale, reliquat du Comité de division : D/IV *bis*/108 ; états des districts, cantons et municipalités, limites des départements, revendications de chefs-lieux, nomination de commissaires de police, de juges de paix et de notaires : D/IV *bis*/61 ; limites entre départements, réunions et distractions de communes, emplacement des tribunaux : D/IV *bis*/82 ; listes des administrations du département et de districts et nomenclatures de municipalités et de maisons religieuses envoyées par le département au Comité ecclésiastique : D/XIX/45 ; tribunaux, création et emplacement, demandes et mémoires de communes : D/IV *bis*/22. Comité des droits féodaux, adresses et correspondances du département : D/XIV/3. Comité de législation, correspondance avec les autorités locales et les particuliers sur l'organisation administrative et judiciaire : D/III/59 à 61. Comité de salut public, correspondance avec les autorités locales sur les nominations et destitutions : D/XLII/8. Contributions patriotiques: D/XXXIV/5, dossier 2 *bis*. Correspondance de corps administratifs avec le Comité des pétitions sur le *Bulletin*

de la Convention: D/XL/25. Cultes, état des religieux assermentés et insermentés: D/XIX/21; évêchés, création ou maintien, lettres de municipalités : D/XIX/26, dossiers 399 et 400 ; pièces jointes aux feuilles de travail du Comité ecclésiastique: D/XIX/94. Députés et suppléants à la Convention, Faure de la Creuse (Gilbert-Amable), suppléant admis à siéger, et Leclère, suppléant ? dossier du Comité des décrets : D/I§1/36. Finances, correspondances du département, mémoires et réclamations de particuliers et de municipalités sur les finances, les assignats, les impositions locales, les demandes d'emprunts locaux, les ateliers de charité, dossiers du Comité des finances : D/VI/27 ; demandes de secours pour insuffisance de fonds ou à la suite de sinistres, pièces jointes au rapport de Lacoste-Montlauzier, député du Lot à la Législative : D/VI/19; montant des fermages et loyers des biens nationaux perçus et disponibles au 1er janvier 1791 et montant probable des traitements et pensions à la même époque, dossiers du Comité ecclésiastique: D/XIX/18. Frais de traitement de la justice et des directoires des districts et du département : D/IV *bis*/48. Justice, tribunaux d'appel, état : D/IV/70. Lettres, adresses et mémoires renvoyés par la Législative au Comité des pétitions: D/XL/1; à la commission de correspondance: D/XL/5; par la Convention au Comité des pétitions: D/XL/19. Notaires, placement : D/IV *bis*/92/B. Ordre public, dossiers du Comité des rapports : D/XXIX/5. Population, tableaux, tenue, correspondance du Comité de division avec les districts : D/IV *bis*/40 ; tableaux, district de Bourganeuf : D/IV *bis*/50. Prisons, détenus sur lettres de cachet : D/V/5, dossier 57.

Creuzé-La Touche (Jacques-Antoine), constituant: D/XXII/1, dossier 10.

Cruves (Antoine), suppléant du Var à la Convention admis à siéger, dossier du Comité des décrets : D/I§1/38 ; député à la Convention : D/XL/30, dossier 5.

Cuir.
- Sellerie. **Seine-et-Oise**, Versailles, district administrateurs lettre au Comité de salut public sur les subsistances pour les ouvriers de l'atelier de sellerie: D/XLII/12.

Cultes, voir aussi : Abbaye et autres établissements religieux, Biens nationaux, Dîme, Ecclésiastique (Comité), Juif, Moine et ordres religieux, Prêtre, Protestant.
- Bâtiments et objets du culte, dont argenterie : D/XXXVIII/1, dossier 10. Biens d'ecclésiastiques français situés à l'étranger, réclamations: D/XIX/31, dossier 493. Circonscriptions des paroisses, dossiers du Comité de division par départements : D/IV *bis*/93 à 106. Clergé, nouvelle organisation, lettres: D/XIX/23 à 26. Clergé et prêtres, condition: D/XXXVIII/1, dossier 9. Commissaire général de la Terre Sainte en France, dossier du Comité ecclésiastique: D/XIX/28. Constitution civile du clergé, dossiers du Comité de constitution par départements : D/IV/14 à 69 ; résistance lettres, adresses, délibérations des départements et municipalités, dossier du Comité des recherches: D/XXIX *bis*/25. Créances sur les ecclésiastiques et les maisons religieuses, réclamations: D/XIX/31, dossiers 489 à 491. Décrets sur le clergé et la suppression des ordres religieux, adresses anonymes: D/XIX/31, dossiers 495 à 498. Dépenses du culte, traitements et bâtiments, affaires par département renvoyées au Comité de l'ordinaire des finances de la Législative : D/VI/13. Ecclésiastiques, déclarations de titres et de pensions: D/XIX/32 à 42. Lettres de municipalités, dossiers du Comité de législation : D/III/335. Liberté des cultes : D/XXXVIII/1, dossier 8. Livres liturgiques : D/XIX/30, dossier 475 ; réclamations d'imprimeurs sur les privilèges des liturgies des diocèses, dossier du Comité ecclésiastique: D/XIX/27. Cultes, objets offerts en don patriotique, an II: D/XXXIV/6.Ordre public, troubles liés à l'élection des évêques constitutionnels et aux prêtres réfractaires, dossiers du Comité des rapports : D/XXIX (passim). Paroisses, circonscriptions et suppressions, lettres d'administrations et autorités laïques et ecclésiastiques à l'Assemblée renvoyées au Comité ecclésiastique: D/XIX/24, dossier 385 *bis* . Pensions accordées sur les évêchés, abbayes, économats et la recette générale du clergé: D/X/2, dossier 13. Prêtres réfractaires, dossiers du Comité des rapports : D/XXIX/85 ; poursuites: D/XXIX *bis*/39. Réclamations des imprimeurs diocésains et avis des évêques constitutionnels sur la conservation des anciennes liturgies: D/XIX/103. Religieux et religieuses, frères lais et donnés, pensions, demandes : D/XIX/31, dossier 494. Rentes sur le clergé, paiement, réclamations : D/XIX/31, dossiers 487 et 488. Traitements des membres du clergé : D/XIX/30, dossiers 481 et 482.
- Affaires par localités. **Ain**, créances sur les biens du clergé, vérification : D/XIX/31, dossier 492. **Aisne**, Chézy-sur-Marne et Nogent-l'Artaud, réclamations contre l'enlèvement des cloches: D/XLII/8. **Ardennes**, Margut, canton, maires, adresse pour la liberté du culte public: D/XLII/8. **Belgique** et Nord-est de la France : D/§3/35 ; Belgique, listes des ecclésiastiques ayant et n'ayant pas payé les contributions : D/§3/43, dossier 406 ; répartition de contribution levée sur le clergé de la Flandre-Occidentale : D/§3/43, dossier 401. **Charente**, La Rochefoucauld-Bayers (Pierre-Louis de), constituant, évêque de Saintes, procédure contre ses écrits après l'élection de l'évêque de la Charente: D/XXIX *bis*/ 43, dossier 416. **Hérault**, rédaction de l'état des religieux et religieuses de chaque communauté du département: D/XXIX/7 ; Béziers, juge inculpé pour avoir arrêté les prédications d'un moine fanatique : D/IV/33 ; Saint-Jean-de-Buèges, assemblée de fanatiques : D/IV *bis*/63. **Languedoc**, observations sur le clergé renvoyées par l'Assemblée au Comité des finances : D/VI/59. **Lot**, Montauban, troubles de la cathédrale: D/XXIX *bis*/27, dossiers 271 et 272. **Marne**, Châlons, collège, principal et professeurs, serment, prestation : D/IV/41. **Rhône-et-Loire**, Lyon, conspiration de Guillin de Pougelon (Antoine), ancien échevin de Lyon, de Terrasse de Tessonnet (Jacques), aide de camp de Condé, et de Escars (Jean-François de Pérusse, marquis d'), capitaine aux dragons d'Artois: D/XXIX *bis*/27, dossier 273, à 28, dossier 280. **Var**, Mazaugues, curé, arrestation : D/IV/66. **Yonne**, curé demandant l'adoption de la langue française pour le culte : D/IV/69.

Cultes révolutionnaires. De l'Être suprême : D/XXXVIII/1, dossier 7. De la Raison: D/XXXVIII/1, dossier 6.

Cusset (Joseph-Marie), conventionnel de Rhône-et-Loire, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/345.

Custine (Adam-Philippe de), général en chef de l'armée du Rhin, lettres à la commission des Douze de la Législative: D/XV/3, dossier 23.

D

Dagonneau de Bussy, détenu sur lettres de cachet, réclamation : D/V/4, dossier 52.

Damas (Claude-Charles de, dit le vicomte de Damas-Marcillac), gouverneur de la Martinique: D/XXV/116, D/XLII/1, dossier 14.

Dameron (Joseph-Charlemagne), conventionnel de la Nièvre, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/348.

Dampierre (Auguste-Marie-Henri Picot de), général à l'armée du Nord, lettres au ministre des Affaires étrangères sur la nomination du maire d'Aix-la-Chapelle, 1793: D/XXIII/2, dossier 31.

Danemark, voir : Diplomatie (Danemark).

Danjou (Jean-Pierre), suppléant de l'Oise à la Convention admis à siéger, dossier du Comité des décrets : D/I§1/37 ; député, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/346.

Danton (Jean-Pierre), conventionnel de Paris, représentant en mission près l'armée du Nord en 1792-1793 : D/§2 ; D/§3 ; procédure contre Marat et lui au Châtelet de Paris: D/XXIX/63.

Dantzig (Allemagne, Poméranie, auj. : *Gdansk*, Pologne), voir : Diplomatie (Allemagne, Dantzig).

Darney (Vosges). Cultes, ecclésiastiques, déclarations collectives de titres et de pensions: D/XIX/41.

Dartigoeyte (Pierre-Arnaud), conventionnel des Landes, dénonciations contre lui, dossiers du Comité de législation : D/III/346, 356-357.

Darty, officier militaire ou de marine à Saint-Domingue: D/XXV/50, dossier 485.

Dauphiné (province). Dîmes, perception, mémoire du clergé: D/XIX/103. Division en départements : D/IV *bis*/1. Notes et mémoire adressées au Comité des droits féodaux : D/XIV/13, dossier 92., Officiers ministériels de judicature: D/XVII/4, dossier 45. Population, tableaux par généralités : D/IV *bis*/44.

Dauvergne (Fr.), détenu sur lettres de cachet, réclamation : D/V/3, dossier 31.

Davaux, propriétaire des eaux minérales de Bourbonne (Haute-Marne), conflit avec la municipalité: D/XIV/6.

Daverdoing, directeur des finances à Bois-le-Duc (Pays-Bas) : D/§3/41, dossier 385.

David, officier militaire ou de marine à Saint-Domingue: D/XXV/50, dossier 485.

David, vainqueur de la Bastille, certificat de décès, 1789 : D/IV/10, dossier 153.

David (Jacques-Louis), conventionnel de Paris, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/346.

David-Delisle (Edme-Alexandre), suppléant de l'Aube à la Convention admis à siéger, dossier du Comité des décrets : D/I§1/36.

Dax (Landes). Diocèse, état des religieuses, 1790 : D/XIX/2. Société d'amis de la Constitution, fermeture, août 1790 : D/IV/36.

Dechy, détenu sur lettres de cachet, réclamation : D/V/3, dossier 37.

Décoration militaire, voir : Insigne (décoration, signe de ralliement),Ordre de noblesse (ordre de Saint-Louis).

Décret et loi, voir : Loi.

Décrets (Comité des de la Constituante à la Convention), puis Comité des décrets, procès-verbaux et archives de la Convention : **D/I§1**. Correspondance avec l'agence de l'envoi des lois : D/III/310-311. Correspondance avec l'Imprimerie nationale : D/III/310-311.
- Constituante, registres : **D*/I§1/a/1 à 3**.
- Législative, registres : **D*/I§1/b/1 à 8**.
- Convention, registres : **D*/I§1/c/1 à 7**.

Défense générale (Comité de) : **D/XLV/1**.

Dehaussy-Robécourt (Mathias-Antoine), député de la Somme à la Législative: D/IV*bis*/110, dossier 8.

De Houlières (Louis-Charles-Auguste), député de Maine-et-Loire à la Convention démissionnant, dossier du Comité des décrets : D/I§1/37.

Dejean, capitaine du navire *le Bien-Aimé* de Bordeaux, procès criminel devant l'amirauté de Port-au-Prince (Saint-Domingue): D/XXV/34, dossier 341

Delacroix (Charles ?), conventionnel, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/346.

Delacroix d'Eure-et-Loir (Jean-François), conventionnel d'Eure-et-Loir, représentant en mission près l'armée du Nord en 1792-1793 : D/§2, D/§3 ; représentant en mission, Eure et Seine-Inférieure : D/§1/10. Lacroix (le conventionnel Jean-François Delacroix ?), dénonciation contre Legendre, Louchet et lui, dossier du Comité de législation : D/III/352.

Delacroix de la Marne (Charles), conventionnel de la Marne, représentant en mission, Ardennes et Meuse : D/§1/10 à 16.

Delamarre (Antoine), conventionnel de l'Oise, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/346.

Delaporte, voir : Laporte (François-Sébastien-Christophe Delaporte dit).

Delaunay (Joseph aîné ?), conventionnel de Maine-et-Loire, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/346.

Delaunay jeune (Pierre-Marie), conventionnel de Maine-et-Loire, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/348.

Delauney (Jean-Baptiste-Gabriel), député du tiers état du bailliage de Caen à la Constituante, question sur le nombre de juges de paix des villes du Calvados: D/IV*bis*/110, dossier 8.

Delcasso (Denis-Laurent), suppléant des Pyrénées-Orientales à la Convention admis à siéger, dossier du Comité des décrets : D/I§1/38.

Delcher (Étienne-Joseph), conventionnel de la Haute-Loire, représentant en mission, Corse : D/§1/16.

Deleage (Jean-Joseph), suppléant de l'Allier à la Convention admis à siéger, dossier du Comité des décrets : D/I§1/36.

Delecloy (Jean-Baptiste-Joseph), conventionnel de la Somme, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/346.

Delessart (Jean-Marie-Antoine de Valdec de Lessart dit), contrôleur général des Finances puis ministre de l'Intérieur: D/XI/2, dossier 13.

Delmas (Jean-François-Bertrand), conventionnel de la Haute-Garonne, représentant en mission, armée du Nord : D/§1/16.

Delpech, délégué de la commission civile de Saint-Domingue dans la partie du sud: D/XXV/31, dossier 316.

Deltel (Jean), suppléant du Tarn à la Convention admis à siéger, dossier du Comité des décrets : D/I§1/38.

Demangeot, secrétaire au Comité de correspondance de la Convention ayant accompagné Merlin de Thionville et Reubell en mission à Mayence, ensuite régisseur de la fonderie de canon d'Indret (Loire-Inférieure, commune d'Indre) : D/XL/30, dossier 5.

Denis, curé de Molins (Aube), discours patriotique, juin 1790: D/XIV/2.

Dénonciations, département du Nord et société populaire de Saint-Quentin : D/§3/35, dossier 339.

Denonville (Eure-et-Loir). Habitant, voir : Chaudé, notaire.

Denormandie, directeur général de la Liquidation : D/I§1/33, dossiers 259 et 260.

Départements. Arrêté du Comité de salut public du 24 prairial an II sur l'augmentation des traitements des administrateurs : D/VI/64. Commissaires de ceux de la ci-devant province d'Île de France, indemnités : D/VI/2. Commissaires de la Législative dans les départements voisins de Paris: D/XL/5, dossier 86.Délimitation, minutes : D/IV/8, dossier 122 ; procès-verbaux, Ain à Loire-Inférieure et Basses-Pyrénées à Yonne : D*/ IV *bis*/ 8 à 10. Dictionnaires des départements, districts, cantons et municipalités : D*/ IV *bis*/3 à 7. Élections et administration, 1790 : D/IV/1. Formation, correspondance des commissaires du Roi pour la formation des départements avec Saint-Priest (François-Emmanuel Guignard, comte de), ministre de la Maison du Roi, le président et les députés à l'Assemblée, dossier du Comité de constitution : D/IV/1. départements, Organisation, notification par les ministres de l'Intérieur et de la Guerre Saint-Priest et La Tour du Pin, dossiers du Comité ecclésiastique: D/XIX/28 et 29.

- Départements, dossiers en séries départementales. Assemblées électorales, 1790-1791, état des citoyens actifs et des électeurs : D/IV *bis*/37 et 38. Circonscriptions des paroisses, dossiers du Comité de division : D/IV *bis*/93 à 106. Clergé, nouvelle organisation, lettres de municipalités: D/XIX/23. Comité de salut public, correspondance avec les départements, districts et communes et quelques sociétés populaires sur les nominations et destitutions : D/XLII/8 à 12. Correspondance sur le *Bulletin de la Convention*: D/XL/24 à 27. Correspondances des directoires de départements, mémoires et réclamations de particuliers et de municipalités sur les finances, les assignats, les impositions locales, les demandes d'emprunts locaux, les ateliers de charité, dossiers du Comité des finances : D/VI/20 à 55. Comité des rapports, ordre public: D/XXIX/1 à 15. Création des districts et cantons : D/IV *bis*/3 à 18. Délibérations des directoires et municipalités et procès-verbaux d'assemblées électorales, 1790-1791 : D/IV *bis*/36. Dépenses du culte, traitements et bâtiments, affaires renvoyées au Comité de l'ordinaire des finances de la Législative : D/VI/13. États des districts, cantons et municipalités, limites des départements, revendications de chefs-lieux, nomination de commissaires de police, de juges de paix et de notaires : D/IV *bis*/56 à 76. États de montants des fermages et loyers des biens nationaux perçus et disponibles au 1er janvier 1791 et de montant probable des traitements et pensions à la même époque: D/XIX/18 et 19. État des religieux assermentés et insermentés: D/XIX/21 Frais de justice et d'administration des départements et districts, tableaux : D/IV *bis*/48 et 49. Juges de paix, création, demandes de communes : D/IV *bis*/35. Lettres, adresses et pétitions renvoyées par la Convention au Comité des pétitions: D/ XL/18 à 23. Lettres, adresses et mémoires renvoyés par la Législative au Comité des pétitions: D/XL/1 à 4; à la commission de correspondance: D/XL/5 ; à la commission des Douze : D/XL/6 à 16. Lettres et délibérations des corps administratifs renvoyées par l'Assemblée au Comité des finances : D/VI/58 à 63. Limites entre départements, réunions et distractions de communes, emplacement des tribunaux : D/IV *bis*/81 à 91. Monnaies et assignats, adresses : D/VIII/2, dossier 3.

Nominations de notaires et emplacement des études : D/IV *bis*/56 à 76 et 92/A à 92/D. Population, tableaux par districts : D/IV *bis*/50 à 53. Procès-verbaux, délibérations sur l'administration des départements, districts et municipalités et les réunions et démembrements de communes, observations sur l'ordre judiciaire et les officiers de justice, les tribunaux de commerce, les gardes nationaux, la constitution civile du clergé, adresses sur l'émigration, la fuite du Roi, le départ de Mesdames tantes du Roi, adresses sur des projets en discussion à l'Assemblée, questions posées et instructions demandées à l'Assemblée et aux comités, dossiers du Comité de constitution : D/IV/14 à 69. Questions de communautés ou particuliers à l'Assemblée ou au Comité de constitution, principalement sur les élections et les tribunaux de paix et, le plus souvent, minutes de réponses du Comité, 1790-1791 : D/IV/4 à 7. Tribunaux, création et emplacement, demandes et mémoires de communes : D/IV *bis*/19 à 35. Tribunaux de commerce, création, demandes de communes : D/IV *bis*/33 et 34.

Départements provisoires de la rive gauche du Rhin, voir : Allemagne. Départements réunis, voir : Belgique.

Dépôt de la Guerre, voir : Guerre (dépôt). Dépôt de mendicité, voir : Hôpital (hospice).

DEQUEN (Honoré-François), suppléant de la Somme à la Convention admis à siéger, dossier du Comité des décrets : D/I§1/38.

DERONZIÈRES (Louis-Amand), suppléant d'Eure-et-Loir à la Convention admis à siéger, dossier du Comité des décrets : D/I§1/37.

DESCOMBES, de Guérande (Loire-Inférieure) : D/III/125, dossier 16.

DESGROUAS (Charles-François-Grégoire-Michel-Étienne), conventionnel de l'Orne, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/346.

DESILLES (André-Joseph-Marc GUILLIER DES ISLES, dit), lieutenant mort en tentant d'empêcher la rébellion de la garnison de Nancy en 1790, inauguration de son buste au Cap-Français (Saint-Domingue): D/XV/4, dossier 38.

DESPINASSY (Antoine-Joseph-Marie), conventionnel du Var, représentant en mission près l'armée navale et l'armée d'Italie, départements du Var et des Bouches-du-Rhône : D/§1/40 et 41 ; dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/356-357.

DESRUES (Philippe-François), suppléant de Paris à la Convention admis à siéger, dossier du Comité des décrets : D/I§1/37.

Deux-Ponts (Allemagne, Rhénanie-Palatinat). Duc de Deux-Ponts, correspondances sur les indemnités dues aux princes d'Empire pour leurs possessions en Alsace: D/XIV/9.

DEVALCOURT, procureur des comptes de l'ordinaire du Trésor: D/XII/1.

DHERBEZ-LATOUR (Pierre-Jacques), conventionnel des Basses-Alpes, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/346.

DIDOT, imprimerie à Paris, procès-verbaux d'envoi de papiers pour les assignats par la papeterie de Courtalain (Eure-et-Loir) : D/I§1/8 et 9.

Die (Drôme). Cultes, ecclésiastiques, déclarations collectives de titres et de pensions: D/XIX/41. Diocèse, état des religieuses, 1790 : D/XIX/3.

Digne [*-les-Bains*] (Basses-Alpes). Diocèse, état des religieuses, 1790 : D/XIX/3.

Digoin (Saône-et-Loire). Correspondance du Comité des décrets avec les autorités constituées sur l'envoi et la promulgation des décrets : D/I§1/33, dossier 252.

Dijon (Côte-d'Or). Biens nationaux, aliénation, procès-verbaux, états d'opérations et estimations: D/XXII/2, dossier 12. Diocèse, état des religieuses, 1790 : D/XIX/1. Municipalité, tribunal, création et emplacement, demande : D/IV *bis*/21 et 22. Réclamation des autorités auprès du Comité des décrets sur l'envoi et la promulgation des décrets : D/I§1/33, dossier 253.

DILLON (Arthur DE), député de la Martinique à la Constituante: D/XXV/117.

DILLON (Dominique), commissaire municipal de Fontenay (Vendée), don patriotique pour la descente en Angleterre de l'an VI : D/XXXIV/8, dossier 18.

Dîme, dossier du Comité ecclésiastique: D/XIX/27. Conflit entre le parlement de Rouen et le clergé de Normandie: D/XIX/103. Dauphiné et Provence, perception, mémoire du clergé: D/XIX/103. Laguiche, de « Saillant », demandant à l'Assemblée un brevet garantissant l'indemnité à lui due pour le rachat de ses dîmes inféodées sises à Charolles: D/XIX/103.

Diplomatie. Consulats, rapports et lettres des ministres de la marine: D/XVI/3, dossier 29. Dossiers des représentants en mission près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse : D/§3/35, dossier 339 *bis*, à 36, dossier 342.
- Allemagne, Bavière. Correspondance politique de Dumouriez, ministre des Affaires étrangères: D/XXIII/1, dossier 5.
- Allemagne, Cologne. Correspondance politique de Dumouriez, ministre des Affaires étrangères: D/XXIII/1, dossier 22.
- Allemagne, Dantzig. Correspondance politique de Dumouriez, ministre des Affaires étrangères: D/XXIII/1, dossier 20.
- Allemagne, Mayence (Électorat de). Correspondance politique de Dumouriez, ministre des Affaires étrangères: D/XXIII/1, dossier 19.
- Allemagne, Prusse. Correspondance politique de Dumouriez, ministre des Affaires étrangères: D/XXIII/1, dossier 11.
- Allemagne, Saxe. Correspondance politique de Dumouriez, ministre des Affaires étrangères: D/XXIII/1, dossier 14.

- Allemagne, Trèves. Correspondance politique de Dumouriez, ministre des Affaires étrangères: D/XXIII/1, dossier 21.
- Allemagne, Wurtemberg. Correspondance politique de Dumouriez, ministre des Affaires étrangères: D/XXIII/1, dossier 17.
- Autriche et Saint-Empire romain germanique. Congrès de Rastatt, assassinat de Roberjot (Claude), plénipotentiaire français, poésies en néerlandais par Van Haren née Beaumont, d'Amsterdam : D/I§2/1. Correspondance politique de Dumouriez, ministre des Affaires étrangères: D/XXIII/1, dossier 4. Diète de Ratisbonne, correspondance politique de Dumouriez, ministre des Affaires étrangères: D/XXIII/1, dossier 23.
- Danemark. Correspondance politique de Dumouriez, ministre des Affaires étrangères: D/XXIII/1, dossier 6.
- Espagne. Correspondance politique de Dumouriez, ministre des Affaires étrangères: D/XXIII/1, dossier 2. Dépêches de Bourgoing (Jean-François de), ministre plénipotentiaire français en Espagne, sur les projets hostiles de ce pays: D/XXIII/2, dossier 30.
- Grande-Bretagne. Correspondance politique de Dumouriez, ministre des Affaires étrangères: D/XXIII/1, dossier 7.
- Italie, royaume de Naples. Correspondance politique de Dumouriez, ministre des Affaires étrangères: D/XXIII/1, dossier 3.
- Italie, royaume de Piémont-Sardaigne. Correspondance politique de Dumouriez, ministre des Affaires étrangères: D/XXIII/1, dossier 13.
- Italie, Toscane ou Florence. Correspondance politique de Dumouriez, ministre des Affaires étrangères: D/XXIII/1, dossier 18.
- Malte. Correspondance politique de Dumouriez, ministre des Affaires étrangères: D/XXIII/1, dossier 28.
- Montbéliard (principauté de). Correspondance politique de Dumouriez, ministre des Affaires étrangères: D/XXIII/1, dossier 26.
- Mulhouse (République de). Convention entre le Roi et la République, septembre 1791: D/XXIII/2, dossier 30. Correspondance politique de Dumouriez, ministre des Affaires étrangères: D/XXIII/1, dossier 27.
- Pays-Bas (Provinces-Unies). Correspondance politique de Dumouriez, ministre des Affaires étrangères: D/XXIII/1, dossier 8.
- Pologne. Correspondance politique de Dumouriez, ministre des Affaires étrangères: D/XXIII/1, dossier 9.
- Portugal. Correspondance politique de Dumouriez, ministre des Affaires étrangères: D/XXIII/1, dossier 10.
- Russie. Correspondance politique de Dumouriez, ministre des Affaires étrangères: D/XXIII/1, dossier 12.
- Suède. Correspondance politique de Dumouriez, ministre des Affaires étrangères: D/XXIII/1, dossier 15.
- Suisse. Correspondance politique de Dumouriez, ministre des Affaires étrangères: D/XXIII/1, dossier 24. Relations avec la république de Fribourg (1790), garde suisse du Roi et régiment suisse de Châteauvieux (août 1791-août 1792) et extraits des traités de 1777 entre la Confédération helvétique et la France sur la protection réciproque de leurs sujets : D/XXIII/2, dossier 30. Manifeste du prince-évêque de Bâle : D/XL/17.
- Suisse, république de Genève. Correspondance politique de Dumouriez, ministre des Affaires étrangères: D/XXIII/1, dossier 25.
- Turquie. Correspondance politique de Dumouriez, ministre des Affaires étrangères: D/XXIII/1, dossier 16.

Diplomatique (Comité): **D/XXIII**.

Directoire exécutif. Correspondance du Directoire et des ministres avec le comité des inspecteurs du Corps législatif: D/XXXV/1, dossier 4. Ministère des Finances, organisation et dépenses, états, an IV : D/VI/1. Saint-Domingue, messages du Directoire aux Cinq-Cents et extraits de procès-verbaux des Cinq-Cents: D/XXV/57, dossier 566.

District (en général). Arrêté du Comité de salut public du 24 prairial an II sur l'augmentation des traitements des administrateurs : D/VI/64. Chefs-lieux, revendication : D/IV/10, dossier 142. Dictionnaires des départements, districts, cantons et municipalités : D*/ IV *bis*/3 à 7. Élections et administration, 1790 : D/IV/1. Procès-verbaux, délibérations sur l'administration des départements, districts et municipalités, dossiers du Comité de constitution par départements : D/IV/14 à 69. Travail du Comité de législation concernant les districts : D*/III/23. Tableaux de places vacantes, dossiers du Comité de salut public: D/XLII/7, dossier 4.

La Dives (fleuve côtier du Calvados et de l'Orne). Canal de la -, dossier du Comité des rapports : D/XXIX/85.

Division (Comité de) : **D/IV *bis***. Correspondance du Comité des décrets sur l'envoi et la promulgation des décrets : D/I§1/32.

Divorce, voir : Droit.

Dixmude (Belgique, Flandres-Occidentales). Objets d'art, transfert dans l'intérieur de la République : D/§3/59.

Dol [*-de-Bretagne*] (Ille-et-Vilaine). Correspondance du Comité des décrets avec les autorités constituées sur l'envoi et la promulgation des décrets : D/I§1/33, dossier 252. Diocèse, état des religieuses, 1790 : D/XIX/3.

Dole (Jura). Dénonciations contre les commissaires de la Convention : D/III/119, dossier 117. Prisons, maison du Bon-Pasteur, détenus sur lettres de cachet : D/V/4, dossier 41.

Doléances (cahiers de – de 1789), voir : Constituante.

Domaines, voir aussi : Biens nationaux. Agence des domaines de Paris: D/XIX/44 ; correspondance du Comité d'aliénation des domaines nationaux et du même réuni à celui d'administration des biens ecclésiastiques avec les administrateurs des biens nationaux au bureau de l'Agence générale à l'Hôtel de Ville: D/XXII/1, dossiers 6 et 7. De Belgique et du Nord-est de la France : D/§3/36 et 37. Domaines nationaux, copie de procès-verbaux de récolement et de transport des dépôts renfermés dans la caisse à trois clefs des domaines nationaux: D/XVIII/1, pièce 28 ; registre d'arrêtés des représentants en mission près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse : D/§3/112, dossier 1077. Produit brut des droits perçus par l'administration des domaines de 1787 à 1790 : D/VI/15,

dossier 154. Parizot, directeur des domaines à Tours: D/XIV/4.

Domaines (administration des – d'Ancien Régime), pensions: D/X/1, dossier 10. Voir aussi : Versailles.

Domaines (Comité des) : **D/XVIII**. Domaines nationaux (Comité d'aliénation des): **D/XXII**.

Domestique, gens de maison. Contributions patriotiques: D/XXXIV/5, dossier 3.

Domfront (Orne). Correspondance du Comité des décrets avec les autorités constituées sur l'envoi et la promulgation des décrets : D/I§1/33, dossier 252.

Dominicain (ordre religieux). État général des religieux, 1790: D/XIX/11; dominicains, suppression des ordres religieux, lettres et adresses: D/XIX/15; dominicains et dominicaines, intention de sortir ou de rester dans leurs maisons, 1790 : D/XIX/13.
- Dominicaines. Suppression des ordres religieux, lettres et adresses: D/XIX/16.
- Dominicaines, bâtiments, voir : Draguignan.

Dompierre (Préseau de), voir : Préseau de Dompierre.

Don patriotique. Adresse du club national de Bordeaux félicitant la Convention et lui adressant un don patriotique: D/XII/1. Registre du Comité des inspecteurs de la salle des Cinq-Cents: D*/XXXV/D/15.

Dons patriotiques (Comité des): **D/XXXIV**.

Donations et successions, pétitions, dossiers du Comité de législation : D/III/382 ; loi du 17 nivôse an II, adresses à l'Assemblée ou au Comité de législation : D/III/336 à 339.

Donet, chargé d'affaire des villes hanséatiques, lettre aux représentants en mission à Bruxelles : D/§3/34, dossier 332.

Dordogne (département). Administration du département, des districts et municipalités, réunions et démembrements de communes, observations sur l'ordre judiciaire, tribunaux de commerce, constitution civile du clergé, fuite du Roi, départ de Mesdames tantes du Roi, adresses, dossiers du Comité de constitution : D/IV/26. Assemblée électorale, an IV, clôture : D/XLII/9. Circonscriptions administratives et judiciaires, circonscriptions des paroisses : D/IV *bis*/95 ; communes de la Corrèze à rattacher au district d'Excideuil : D/IV *bis*/82 ; districts et cantons, création : D/IV *bis*/6 ; division territoriale, reliquat du Comité de division : D/IV *bis*/108 ; états des districts, cantons et municipalités, limites des départements, revendications de chefs-lieux, nomination de commissaires de police, de juges de paix et de notaires : D/IV *bis*/61 ; limites entre départements, réunions et distractions de communes, emplacement des tribunaux : D/IV *bis*/82 ; listes des administrations du département et de districts et nomenclatures de municipalités et de maisons religieuses envoyées par le département au Comité ecclésiastique : D/XIX/45 ; tribunaux, création et emplacement, demandes et mémoires de communes : D/IV *bis*/22 ; tribunaux de commerce, création, demandes de communes : D/IV *bis*/33. Comité des droits féodaux, adresses et correspondances du département : D/XIV/3 et 12. Comité de législation, correspondance avec les autorités locales et les particuliers sur l'organisation administrative et judiciaire : D/III/61 à 64. Comité de salut public, correspondance avec les autorités locales sur les nominations et destitutions : D/XLII/9. Correspondance de corps administratifs avec le Comité des pétitions sur le *Bulletin de la Convention*: D/XL/25. Cultes, état des religieux et religieuses: D/XIX/17 ; état des religieux assermentés et insermentés: D/XIX/21; pièces jointes aux feuilles de travail du Comité ecclésiastique: D/XIX/94 ; troubles causés par les prêtres réfractaires, 1791: D/XIX/22, dossier 364. Députés suppléants à la Convention, dossier du Comité des décrets : D/I§1/37. Finances, correspondances du département, mémoires et réclamations de particuliers et de municipalités sur les finances, les assignats, les impositions locales, les demandes d'emprunts locaux, les ateliers de charité, dossiers du Comité des finances : D/VI/27 ; lettres et délibérations des corps administratifs renvoyées par l'Assemblée au Comité des finances : D/VI/60. Frais de traitement de la justice et des directoires des districts et du département : D/IV *bis*/48. Justice, tribunaux d'appel, état : D/IV/70. Lettres, adresses et mémoires renvoyés par la Législative au Comité des pétitions: D/XL/1; à la commission de correspondance: D/XL/5; à la commission des Douze : D/XL/9; par la Convention au Comité des pétitions: D/XL/19. Notaires, placement : D/IV *bis*/92/B. Ordre public, dossiers du Comité des rapports : D/XXIX/5. Population, tableaux, tenue, correspondance du Comité de division avec les districts : D/IV *bis*/40 ; tableau, district de Bergerac : D/IV *bis*/50. Prisons, détenus sur lettres de cachet, états : D/V/4, dossier 53.

Dormenant, adjudant général du gouverneur général de Saint-Domingue d'Esparbès de Lussan: D/XXV/47, dossier 445.

Douai (Nord). Biens nationaux, aliénation, états imprimés des produits généraux: D/XXII/2, dossier 12. Conseil de guerre, correspondance avec les représentants en mission près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse : D/§3/109, dossiers 1060 à 1065. Correspondance du Comité des décrets avec les autorités constituées sur l'envoi et la promulgation des décrets : D/I§1/33, dossier 252. Chef-lieu du département, réclamation de la chambre de commerce de Lille : D/IV/46. Cultes, religieux anglais, adresse aux représentants en mission près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse : D/§3/35, dossier 338. Municipalité, délibération dénoncée par le conseil général du département : D/IV/46. Offices de la ville, dossiers du Comité de judicature: D/XVII/4, dossier 53. Place militaire, commandant, correspondance adressée aux commissaires de la Législative près l'armée du Nord: D/XV/2, dossier 10. Réclamation des autorités auprès du Comité des décrets sur l'envoi et la promulgation des décrets : D/I§1/33, dossier 253. Tribunal criminel, accusateur public, correspondance avec les représentants en mission près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse et rapports décadaires : D/§3/108.

Douane, contrebande.

- Contrebande. **Manche** (département), nécessité de sa répression : D/IV/41. **Nord** : D/IV/45. **Pyrénées-Orientales** : D/IV/55.
- Douanes. De Belgique et du Nord-est de la France : D/§3/37 et 38.

Doubs (département). Administration du département, des districts et municipalités, réunions et démembrements de communes, observations sur l'ordre judiciaire, tribunaux de commerce, constitution civile du clergé, fuite du Roi, départ de Mesdames tantes du Roi, adresses, dossiers du Comité de constitution : D/IV/26. Assemblées électorales, 1790-1791, état des citoyens actifs et des électeurs : D/IV *bis*/37 ; procès-verbaux et délibérations des directoires et municipalités : D/IV *bis*/36. Assemblée électorale, an IV, annonce d'une scission : D/XLII/9. Circonscriptions administratives et judiciaires, circonscriptions des paroisses : D/IV *bis*/95 ; districts et cantons, création : D/IV *bis*/6 ; division territoriale, reliquat du Comité de division : D/IV *bis*/108 ; états des districts, cantons et municipalités, limites des départements, revendications de chefs-lieux, nomination de commissaires de police, de juges de paix et de notaires : D/IV *bis*/61 ; juges de paix, création, demandes de communes : D/IV *bis*/35 ; listes des administrations du département et de districts et nomenclatures de municipalités et de maisons religieuses envoyées par le département au Comité ecclésiastique : D/XIX/45 ; protestations contre la suppression du district de Saint-Hippolyte, sous son nom révolutionnaire de Doubs-Marat D/IV *bis*/82 ; tribunaux, création et emplacement, demandes et mémoires de communes : D/IV *bis*/22 ; tribunaux de commerce, création, demandes de communes : D/IV *bis*/33. Comité des droits féodaux, adresses et correspondances du département : D/XIV/3 et 12. Comité de législation, correspondance avec les autorités locales et les particuliers sur l'organisation administrative et judiciaire : D/III/65 à 69. Comité de salut public, correspondance avec les autorités locales sur les nominations et destitutions : D/XLII/9. Correspondance de corps administratifs avec le Comité des pétitions sur le *Bulletin de la Convention*: D/XL/25. Cultes, état des religieux et religieuses: D/XIX/17 ; état des religieux assermentés et insermentés: D/XIX/21; pièces jointes aux feuilles de travail du Comité ecclésiastique: D/XIX/94; transfert de vases sacrés et linges d'autels d'églises supprimées aux églises conservées : D/XIX/103 ; troubles causés par les prêtres réfractaires, 1791: D/XIX/22, dossier 364. Département, organisation administrative, notification à l'Assemblée, 1790 : D/XIX/28. Députés suppléants à la Convention, dossier du Comité des décrets : D/I§1/37. Finances, correspondances du département, mémoires et réclamations de particuliers et de municipalités sur les finances, les assignats, les impositions locales, les demandes d'emprunts locaux, les ateliers de charité, dossiers du Comité des finances : D/VI/27 ; devis d'ouvrages à faire au logement de l'évêque, 1792, renvoyé par l'Assemblée au Comité des finances : D/VI/60 ; recettes des bailliages de Baume et Ornans, situation en 1788 : D/VI/7, dossier 57. Frais de traitement de la justice et des directoires des districts et du département : D/IV *bis*/48. Justice, tribunaux d'appel, état : D/IV/70. Lettre renvoyée par la Législative au Comité des pétitions: D/XL/1 ; lettre renvoyée à la commission des Douze : D/XL/9; lettres, adresses et mémoires renvoyés à la commission de correspondance: D/XL/5; lettre renvoyée par la Convention au Comité des pétitions: D/XL/19. Ordre public, dossiers du Comité des rapports : D/XXIX/5 ; Besançon, troubles et entrave à la libre circulation des grains: D/XXIX *bis*/26, dossier 266, à 27, dossier 270. Population, tableaux, tenue, correspondance du Comité de division avec les districts : D/IV *bis*/40 et 50. Prisons, détenus sur lettres de cachet, état : D/V/4, dossier 50 ; détenus sur lettres de cachet : D/V/5, dossier 58 ; Quingey, district détenus sur lettres de cachet, états : D/V/4, dossier 53. Représentants en mission, Pelletier (Jacques) : D/§1/44 à 46 ; Saladin, dénonciation contre lui : D/III/356-357.

Doubs-Marat, nom révolutionnaire de *Saint-Hippolyte* (Doubs).

Doulcet (Louis-Gustave Le Doulcet de Pontécoulant, dit), conventionnel du Calvados, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/346.

Doullens (Somme). Réquisitions pour l'armée du Nord, états : D/§3/95, dossier 928 *bis* .

Douze (Commission des – de la Législative chargée de l'ordre public), voir : Législative.

Draguignan (Var). Biens nationaux, Dominicaines à affecter au district et à son tribunal : D/XVIII/1, pièces 18-27. District, cultes, état des religieux et religieuses: D/XIX/17.

Dreppe, professeur d'hydrographie à l'école de Saint-Pol-de-Léon (Finistère): D/XVI/3, dossier 26.

Droit, voir aussi : Coutume, Donation, Justice, Notaire, Succession, Tribunal.
- Adoption, mémoire, dossier du Comité de législation : D/III/390-391. Code de l'agriculture, matériaux: D/XXXIX/12. Code civil, matériaux: D/XXXIX/3. Code civil, code pénal, projet rédigé par Merlin de Douai, procédures et organisation judiciaire, dossiers du Comité de législation : D/III/321. Code du commerce, matériaux: D/XXXIX/12. Code criminel, matériaux: D/XXXIX/8. Code des contributions, matériaux: D/XXXIX/12. Code de l'émigration, matériaux: D/XXXIX/12. Code militaire, matériaux: D/XXXIX/11. Code et procédure criminels, pétitions, dossiers du Comité de législation : D/III/379. Code révolutionnaire, matériaux: D/XXXIX/9 et 10. Code des secours publics, matériaux: D/XXXIX/11. Code des travaux publics, matériaux: D/XXXIX/12.Commission de classification des lois, études de différentes questions : paternité, substitutions, donations, successions, *etc* classés par ordre chronologique: D/XXXIX/3 à 7. Droit civil, observations et avis, dossiers du Comité de constitution : D/IV/10 à 13. Divorce, dossier du Comité de constitution : D/IV/51. Législation civile, dossiers du Comité de judicature: D/XVII/5, dossier 61. Lettres de cachet, mémoires sur la législation : D/V/3, dossier 37. Rondonneau (Louis), propriétaire du dépôt des lois au Carrousel, mémoire pour la rédaction d'un code : D/III/380. Table chronologique des décrets compris dans le code féodal en 1790 : D/III/358-359. Testaments dans les anciennes provinces de Beaujolais, Forez, Lyonnais et Vivarais: D/XXIX/13.

Drôme (département). Administration du département, des districts et municipalités, réunions et démembrements de communes, observations sur l'ordre judiciaire, tribunaux de commerce, constitution civile du clergé, fuite du Roi, départ de Mesdames tantes du Roi, adresses, dossiers du Comité de constitution : D/IV/27 ; membre, voir : Payan. Assemblée électorale, 1790, état des citoyens actifs et des électeurs et procès-verbal : D/IV *bis*/37. Assemblée électorale, an IV : D/XLII/9. Circonscriptions administratives et judiciaires, circonscriptions des paroisses : D/IV *bis*/95 ; paroisse de Romans : D/IV *bis*/106 ; districts et cantons, création : D/IV *bis*/6 ; division territoriale, reliquat du Comité de division : D/IV *bis*/109 ; états des districts, cantons et municipalités, limites des départements, revendications de chefs-lieux, nomination de commissaires de police, de juges de paix et de notaires : D/IV *bis*/62 ; limites entre départements, réunions et distractions de communes, emplacement des tribunaux : D/IV *bis*/82 ; tribunaux, création et emplacement, demandes et mémoires de communes : D/IV *bis*/22. Comité des droits féodaux, adresses et correspondances du département : D/XIV/3 et 12. Comité de législation, correspondance avec les autorités locales et les particuliers sur l'organisation administrative et judiciaire : D/III/70 à 72. Comité de salut public, correspondance avec les autorités locales sur les nominations et destitutions : D/XLII/9. Correspondance de corps administratifs avec le Comité des pétitions sur le *Bulletin de la Convention*: D/XL/25. Cultes, état des religieux assermentés et insermentés: D/XIX/21; évêchés, création ou maintien, lettres de municipalités : D/XIX/26, dossiers 399 et 400. Département, organisation administrative, notification à l'Assemblée, 1790 : D/XIX/28. Députés et suppléants à la Convention, Sautaÿra (Pierre-Barthélemy), député décédé, suppléé par Quiot (Jérôme-François), admis à siéger, dossier du Comité des décrets : D/I§1/37 ; suppléants, correspondance du Comité des décrets avec le département : D/I§1/39, dossier 279. Dons patriotiques, communes de Montélimar, Valence [ou Valence-en-Brie, Seine-et-Marne ?]: D/XXXIV/7, dossier 12 e . Finances, correspondances du département, mémoires et réclamations de particuliers et de municipalités sur les finances, les assignats, les impositions locales, les demandes d'emprunts locaux, les ateliers de charité, dossiers du Comité des finances : D/VI/27 ; réclamations sur l'administration des finances : D/VI/57; montant des fermages et loyers des biens nationaux perçus et disponibles au 1er janvier 1791 et montant probable des traitements et pensions à la même époque, dossiers du Comité ecclésiastique: D/XIX/18. Frais de traitement de la justice et des directoires des districts et du département : D/IV *bis*/48. Justice, tribunaux d'appel, état : D/IV/70. Lettres, adresses et mémoires renvoyés par la Législative au Comité des pétitions: D/XL/1; à la commission des Douze : D/XL/9; par la Convention au Comité des pétitions: D/XL/19 et 30. Monnaies et assignats, adresses : D/VIII/2, dossier 3. Notaires, placement : D/IV *bis*/92/B. Ordre public, dossiers du Comité des rapports : D/XXIX/6. Population, tableaux, tenue, correspondance du Comité de division avec les districts : D/IV *bis*/40 ; tableaux par districts : D/IV *bis*/50.

Drouillère, détenu sur lettres de cachet, réclamation : D/V/4, dossier 41.

Du Bois-Du Bais (Louis-Thibault), conventionnel du Calvados, représentant en mission, armée du Nord : D/§1/16 ; représentant en mission près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse : D/§3.

Dubois-Crancé (Edmond-Louis-Alexis), conventionnel des Ardennes, dénonciations contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/346, 354-355 ; projet sur les défrichements communaux : D/III/363-365.

Du Bouchet (Pierre), conventionnel de Rhône-et-Loire, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/346.

Duboy-Laverne (Philippe-Daniel), directeur de l'Imprimerie nationale: D/XXXVIII/2, dossier 30.

Du Brœucq (Jean-François), suppléant du Pas-de-Calais à la Convention admis à siéger, dossier du Comité des décrets : D/I§1/38.

Ducos (Pierre-Roger dit Roger Ducos), conventionnel des Landes, représentant en mission près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse : D/§3 ; registre d'arrêtés : D/§3/111, dossier 1074 *bis*.

Dufay de La Tour (Louis-Pierre), , se disant élu de Saint-Domingue à la Convention, dossier du Comité de législation : D/III/358-359.

Dufresne-Saint-Léon (Louis-César-Alexandre), nommé directeur général de la Liquidation: D/XI/2, dossier 13.

Dugny (département de Paris puis de la Seine, auj. : Seine-Saint-Denis). Commune, correspondance avec le Comité de salut public: D/XLII/11.

Duhem (Pierre-Joseph), conventionnel du Nord, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/346.

Duhoux (Charles-François), général commandant à Lille, pièces contre lui, dossiers du Comité de salut public: D/XLII/5, dossier 5.

Dumas (Mathieu), député de Seine-et-Oise à la Législative, discours sur la guerre: D/XL/17.

Dumois frères, marchands détenus sur lettre de cachet : D/V/8, dossier 77.

Dumont (André), conventionnel de la Somme, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/346 ; représentant en mission près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse : D/§3.

Dumouriez (Charles-François Du Périer dit), général en chef de l'armée du Nord. Correspondances avec les représentants en mission près cette armée en 1792-1793 : D/§2/4-5. Inventaire des coffres et ballots renfermant des imprimés lui appartenant : D/§3/109, dossiers 1060 à 1065.

- Ministre des affaires étrangères, correspondance politique : D/XXIII/1 et 2.

Dunkerque (Nord). Port, officier chargé des mouvements, correspondance avec les représentants en mission à Bruxelles en matière de génie : D/§3/45, dossier 429.

Duniagou, suppléant (?) de Lot-et-Garonne à la Convention, dossier du Comité des décrets : D/I§1/37.

Duny, commissaire des assemblées coloniales, papiers : D/XXV/66, dossier 664, à 69, dossier 693 ; papiers sur Saint-Domingue, inventaire : D/XXV/58, dossier 569.

Dupin (André-Siméon-Olivier), conventionnel de l'Aisne, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/346.

Dupont des Hautes-Pyrénées (Pierre-Charles-François Dupont dit), conventionnel des Hautes-Pyrénées, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/346.

Duport (Bernard-Jean-Maurice), conventionnel du Mont-Blanc, représentant en mission, Seine-Inférieure : D/§1/17 à 20.

Duport (Marguerite-Marie-Louis-François Duport-Dutertre, ministre de la Justice de 1790 à 1792, plutôt que le constituant de Paris Adrien Duport), lettre sur les dépôts d'archives de Paris : D/III/335.

Duportail (Antoine-Jean-Louis Le Bègue de Presle du Portail, dit), ministre de la Guerre : D/VI/7, dossier 56.

Dupouilh, détenu sur lettres de cachet, réclamation : D/V/3, dossier 30.

Dupucle, commissaire extraordinaire de la Guadeloupe auprès de l'Assemblée nationale, 1793 : D/XXV/120, dossier 944.

Dupuy (comte), détenu sur lettres de cachet, réclamation : D/V/2, dossier 26.

Duquesnoy (Ernest-Dominique-François-Joseph), conventionnel du Pas-de-Calais, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/346.

Dutel, détenu sur lettres de cachet, réclamation : D/V/4, dossier 43.

Duval (Jean-Pierre, conventionnel de la Seine-Inférieure ?), dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/346.

E

Eau. Eaux et Forêts, voir : Forêt.
- Eaux minérales. **Haute-Marne**, Bourbonne,conflit entre la municipalité et Davaux, propriétaire: D/XIV/6.

Ébreuil (Allier). Cultes, ecclésiastiques, déclarations collectives de titres et de pensions: D/XIX/41.

Ecclésiastique (Comité) : **D/XIX**. Dossiers des Comités ecclésiastique et d'aliénation des biens nationaux réunis sur les monuments publics: D/XXXVIII/2, dossier 28. Projet de décret sur la vente des biens nationaux : D/VI/6, dossier 41.

École, enseignement, instruction publique, voir aussi : Académie, Instruction publique (Comité d'). Admission des enfants de protestants dans les maisons d'éducation publique : D/IV/63. Enseignement : D/XXXVIII/1, dossier 11, à 2, dossier 19.
- Collège: D/XXXVIII/1, dossier 15. Collèges anglais en France : D/XIX/30, dossier 472. **Hautes-Alpes**, Embrun, plainte du maire d'Orcières contre des assignations pour reconnaissance à terrier lancées par lui comme seigneur: D/XIV/1. **Cantal**, Mauriac, extraits de délibérations, 1785 : D/IV *bis*/61. **Marne**, Châlons, principal et professeurs, serment, prestation : D/IV/41 ; Vitry [-le-François], recteur, adresse à l'Assemblée, dossiers du Comité ecclésiastique: D/XIX/103. **Bas-Rhin**, Strasbourg, collège fondé par Louis XIV : D/IV/56. **Seine-et-Marne**, Rebais, maintien, adresse d'habitants : D/IV/62.
- Écoles centrales: D/XXXVIII/1, dossier 16.
- École de chirurgie. À créer à Louvain : D/§3/91.
- École militaire. École royale militaire, état de services lors de sa suppression D/X/1, dossier 12.
- Écoles primaires : D/XXXVIII/2, dossier 17 ; instituteurs: D/XXXVIII/2, dossier 18.
- Écoles de marine, rapports et lettres des ministres de la marine: D/XVI/1, dossier 13. **Finistère**, Saint-Pol-de-Léon, Dreppe, professeur d'hydrographie: D/XVI/3, dossier 26. **Haute-Garonne**, Toulouse, école navale, projet : D/IV/12, dossier 195.
- École (maison) de Saint-Cyr, état des rentes sur les revenus du roi: D/X/1, dossier 12.
- Écoles de santé: D/XXXVIII/3, dossier 47.
- École vétérinaire d'Alfort (Seine), dossiers du Comité des finances sur la dette publique : D/VI/10, dossier 105.
- Enseignement spécial: D/XXXVIII/1, dossier 13.
- Instruction publique. Belgique et Nord-est de la France : D/§3/59 et 60. Observations adressées au Comité de constitution, 1790 : D/IV/12, dossier 194. Tableau de la marche à suivre par les représentants en mission dans les départements pour l'organisation de l'instruction publique: D/XXXVIII/1, dossier 1.
- Lycée de Paris, plan des cours: D/XXXVIII/1, dossier 12.
- Projet pour l'éducation du Dauphin provenant du département du Finistère, juillet 1791 : D/IV/27.

Écoles chrétiennes (frères des, ordre religieux). Religieux, intention de sortir ou de rester dans leurs maisons, 1790 : D/XIX/13.

Écriture et sténographie: D/XXXVIII/2, dossier 30.

Édouard (Jean-Baptiste), suppléant de la Côte-d'Or à la Convention admis à siéger, dossier du Comité des décrets : D/I§1/36.

Égalité-sur-Marne, nom révolutionnaire de *Château-Thierry*.

Égoût, voir : Assainissement.

Élections.
- De 1790. Assemblées primaires pour la formation des corps administratifs, 1790 : D/IV/12, dossier 190. Citoyenneté active, questions de communautés ou particuliers à l'Assemblée ou au Comité de constitution, 1789-1790 : D/IV/11, dossier 157 ; états départementaux des citoyens actifs et des électeurs : D/IV *bis*/37 et 38. Délibérations des directoires et municipalités et procès-verbaux d'assemblées électorales, 1790-1791 : D/IV *bis*/36. Élections et administration des départements, municipalités, districts : D/IV/1. Questions de communautés ou particuliers à l'Assemblée ou au Comité de constitution, 1790-1791 : D/IV/4 à 7 et 9. **Hérault**, Cessenon, troubles : D/IV *bis*/63. **Paris**, réclamation contre le décret sur le marc d'argent : D/IV/49.
- Assemblées primaires, 1791. **Hérault**, Montpellier, troubles : D/IV *bis*/63.
- À la Législative. **Nord**, nombre de députés à élire à la seconde législature (à la Législative) : D/IV/45.
- Assemblées primaires à Bruxelles en décembre 1792, procès-verbaux : D/§3/29, dossier 282.
- Assemblées électorales de départements de l'an IV, renseignements par départements, dossiers du Comité de salut public : D/XLII/8 à 12.
- Assemblées électorales de départements de l'an V. Dossier de la commission spéciale des Cinq-Cents sur les députés et administrateurs centraux à élire par les neuf départements réunis de Belgique : D/IV *bis*/39.
- Assemblées électorales de départements de l'an VI et de l'an VII, accusés de réception de procès-verbaux remis aux Cinq-Cents par les Archives : D/I§1/1.
- Assemblées primaires, communales et électorales de l'an VII, registre d'enregistrement des correspondances et procès-verbaux reçus par les Cinq-Cents : D*/XL/171.

Elewijt (Belgique, Brabant, auj. : commune de Zemst). Réquisitions pour l'armée du Nord, pétition : D/§3/97, dossier 936.

Embrun (Hautes-Alpes). Collège, plainte du maire d'Orcières contre des assignations pour reconnaissance à terrier lancées par lui comme seigneur: D/XIV/1. Diocèse, état des religieuses, 1790 : D/XIX/4. Réclamation des autorités auprès du Comité des décrets sur l'envoi et la promulgation des décrets : D/I§1/33, dossier 253.

Émigré, voir aussi : Biens nationaux. Code de l'émigration, matériaux: D/XXXIX/12. Dossiers du Comité de constitution par départements : D/IV/14 à 69. Dossiers du Comité de législation : D/III/236 à 238. Émigration, adresses à l'Assemblée ou au Comité de législation : D/III/336 à 339. Émigrés de Belgique et du Nord-est de la France : D/§3/39. Lettre de l'administration centrale de la Marne au Comité de salut public demandant si un citoyen radié provisoirement de la liste des émigrés peut en être membre, an IV: D/XLII/10. Observations au Comité de constitution : D/IV/13, dossier 237.

Enfant.
- Adoption, mémoire, dossier du Comité de législation : D/III/390-391. Enfants naturels, adresses à l'Assemblée ou au Comité de législation : D/III/336 à 339. Projet pour l'éducation du Dauphin provenant du département du Finistère, juillet 1791 : D/IV/27.

Ernest (Régiment suisse d'), voir : Marseille (ordre public).

Enghien (Belgique, Hainaut). Hôpital, directeur, correspondance avec les représentants en mission près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse : D/§3/91. Juge de paix, correspondance avec les représentants en mission près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse : D/§3/109, dossier 1057.

Entraygues [*-sur-Truyère*] (Aveyron). Cultes, ecclésiastiques, déclarations collectives de titres et de pensions: D/XIX/41.

Escars (Jean-François de Pérusse, marquis d'), capitaine aux dragons d'Artois, conspirateur à Lyon : D/XXIX *bis*/27, dossier 273, à 28, dossier 280.

Eschassériaux (René), suppléant de la Charente-Inférieure à la Convention admis à siéger, dossier du Comité des décrets : D/I§1/36.

Esclave, esclavagisme, traite. Réclamation de citoyens de la Gironde au sujet des nègres : D/IV/13, dossier 225. **Saint-Domingue**, affranchissement des noirs: D/XXV/28 à 30.

Escompte (caisse d'), voir : Banque.

Escudier (Jean-François), conventionnel du Var, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/346.

Esnuë-Lavallée (François-Joachim), conventionnel de la Mayenne, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/346.

Espagnac (d'), banquier, affaire en liquidation d'actions de la Compagnie des Indes: D/XI/1, dossier 2.

Espagne, voir aussi : Diplomatie (Espagne). Navigation, prise d'un chasse-marée de Lorient sur les côtes espagnoles: D/XXIII/2, dossier 33.
- Colonies. Saint-Domingue, correspondance des commandants espagnols: D/XXV/12, dossier 1117 ; papiers trouvés dans un camp de la partie espagnole de l'île en 1793 : D/XXV/39, dossier 392 .

Espagnol (langue), voir : Langues étrangères.

Espalion (Aveyron). Fête de la Fédération du 14 juillet 1790, procès-verbal de prestation du sement civique : D/IV/20.

Esparbès de Lussan (Jean-Jacques-Pierre d'), général, gouverneur général de Saint-Domingue: D/XXV/47, dossier 445.

L'Espérance, corsaire français ayant pris le vaisseau américain de Baltimore *Juliana* en 1797: D/XVI/3, dossier 30.

Essonne (affluent de la Seine). Canal d'Essonne (Seine-et-Oise), rapports, états de souscription : D/XIII/1.

Essonnes (Seine-et-Oise, auj. : Corbeil-Essonnes, Essonne). Papeterie fournissant le papier des assignats : D/I§1/8 à 17.

Estaing (Charles-Henri d'), provision de vice-amiral et autres papiers saisis au domicile du député Rouyer en l'an II: D/XVI/14, dossier 45.

Étampes (Seine-et-Oise, auj. : Essonne). Canal, dossier du Comité des rapports : D/XXIX/85.

État civil. Dispenses pour mariage, dossier du Comité ecclésiastique: D/XIX/30, dossiers 477 et 478. Lettre sur la condition civile des juifs provenant de la Moselle : D/IV/44. Mariage des protestants : D/IV/38. Réclamation du clergé contre la déclaration du 12 mai 1782 sur les actes de baptême et rapport sur les actes de catholicité dans les bailliages de Bar-sur-Seine et de Troyes tendant à réformer l'arrêt du parlement de Paris du 14 juillet 1784: D/XIX/103.
- Affaires par localités. **Meurthe**, Toul, lettre d'un électeur demandant que les citoyens de la classe la plus élevée soient obligés de prendre femme dans la dernière classe : D/IV/43. **Nord**, lettre d'un juge de Valenciennes sur la tenue des registres d'état civil, décembre 1790 : D/IV/46. **Paris**, organisation et personnel, dossiers du Comité de législation : D/III/239 ; état civil des protestants : D/IV/51.

États généraux de 1789, voir : Constituante.

États-Unis d'Amérique. Ambassadeur français, Fauchet (Jean-Antoine-Joseph) : D/XXV 58, dossier 582 ; Gênet (Edmond-Charles-Édouard), correspondance avec Saint-Domingue et des réfugiés de Saint-Domingue aux États-Unis : D/XXV/6, 11, dossiers 107 à 109, et 58, dossiers 580 à 582 ; avec les autorités de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de Sainte-Lucie : D/XXV/120, dossier 943. Correspondance entre les consuls de la légation française aux États-Unis et les autorités de la Martinique: D/XXV/118, dossier 927. Français aux -, situation, dossier du Comité de législation : D/III/237-238 ; colons déportés de Saint-Domingue, conspirations: D/XXV/6 ; Galbaud-Dufort (François-Thomas), gouverneur de Saint-Domingue, conduite aux -: D/XXV/6 ; lettres de colons français interceptées provenant en majorité des États-Unis: D/XXV/84, dossiers 817/1 à 817/5 ; lettres de suspects provenant de la Nouvelle-Angleterre, du reste des États-Unis *etc.* et de réfugiés saisies à Saint-Domingue: D/XXV/37 et 38 ; Tanguy, déporté de Saint-Domingue et commissaire des colons réfugiés aux États-Unis, papiers : D/XXV/73, dossier 734, 74 et 75.
- Navigation. Lettres de négociants de Baltimore à des correspondants en France, en Angleterre, aux Pays-Bas et en majorité en Allemagne, saisies sur le vaisseau américain *Juliana,* capturé par le corsaire *l'Espérance* en 1797: D/XVI/3, dossier 30.
- Société de Cincinnatus, papiers de Charles-Henri d'Estaing: D/XVI/14, dossier 45.

Étienne, révolte d'- et des noirs de Saint-Domingue, an IV : D/XXV/45, dossier 422.

Étranger. Biens d'ecclésiastiques français situés à l'étranger, réclamations: D/XIX/31, dossier 493. Lettres écrites de l'étranger, dossier du Comité des rapports : D/XXIX/85. Lettres, adresses et mémoires renvoyés par la Législative au Comité des pétitions: D/XL/4, dossier 86.
- Étrangers. Biens, séquestre, mainlevée, demandes : D/III/368-370. Décrets de la Convention : D/III/237-238. Naturalisation, demandes : D/III/368-370. Loi du 27 germinal an II ordonnant aux citoyens des pays ennemis de quitter Paris et les places fortes, pétitions, dossiers du Comité de législation : D/III/373 à 377.

Être suprême (culte de): D/XXXVIII/1, dossier 7.

Eu de Montdenoix d'), voir : Montdenoix ou Mondenoix ou -.

Eure (département). Administration du département, des districts et municipalités, réunions et démembrements de communes, observations sur l'ordre judiciaire, tribunaux de commerce, constitution civile du clergé, fuite du Roi, départ de Mesdames tantes du Roi, adresses, dossiers du Comité de constitution : D/IV/27. Assemblées électorales, 1790-1791, état des citoyens actifs et des électeurs : D/IV *bis*/37. Circonscriptions administratives et judiciaires, circonscriptions des paroisses : D/IV *bis*/95 ; districts et cantons, création : D/IV *bis*/6 ; division territoriale, reliquat du Comité de division : D/IV *bis*/109 ; états des districts, cantons et municipalités, limites des départements, revendications de chefs-lieux, nomination de commissaires de police, de juges de paix et de notaires : D/IV *bis*/62 ; juges de paix, création, demandes de communes : D/IV *bis*/35 ; limites entre départements, réunions et distractions de communes, emplacement des tribunaux : D/IV *bis*/82 ; listes des administrations du département et de districts et nomenclatures de municipalités et de maisons religieuses envoyées par le département au Comité ecclésiastique : D/XIX/45 ; tribunaux, création et emplacement, demandes et mémoires de communes : D/IV *bis*/23 ; tribunaux de commerce, création, demandes de communes : D/IV *bis*/33. Comité des droits féodaux, adresses et correspondances du département : D/XIV/3. Comité de législation, correspondance avec les autorités locales et les particuliers sur l'organisation administrative et judiciaire : D/III/72 à 77. Comité de salut public, correspondance avec les autorités locales sur les nominations et destitutions : D/XLII/9. Contributions patriotiques: D/XXXIV/5, dossier 2 *bis*. Correspondance de corps administratifs avec le Comité des pétitions sur le *Bulletin de la Convention*: D/XL/25. Cultes, objets du culte offerts en don patriotique, communes d'Iville, Les Noyers, Saint-Pierre-d'Autils, Thiberville: D/XXXIV/6 ; pièces jointes aux feuilles de travail du Comité ecclésiastique: D/XIX/94. Députés et suppléants à la Convention, Lemaréchal (Denis), député démissionnant suppléé par Bidault (Laurent-Mathieu-Gervais), admis à siéger, dossier du Comité des décrets : D/I§1/37 ; suppléants, correspondance du Comité des décrets avec le département : D/I§1/39, dossier 279. Finances, correspondances du département, mémoires et réclamations de particuliers et de municipalités sur les finances, les assignats, les impositions locales, les

demandes d'emprunts locaux, les ateliers de charité, dossiers du Comité des finances : D/VI/28 ; dénonciation contre le directoire du départementrenvoyée par l'Assemblée au Comité des finances, décembre 1791 : D/VI/60; montant des fermages et loyers des biens nationaux perçus et disponibles au 1er janvier 1791 et montant probable des traitements et pensions à la même époque, dossiers du Comité ecclésiastique: D/XIX/18. Frais de traitement de la justice et des directoires des districts et du département : D/IV *bis*/48. Justice, tribunaux d'appel, état : D/IV/70. Lettres, adresses et mémoires renvoyés par la Législative au Comité des pétitions: D/XL/2; à la commission de correspondance: D/XL/5; à la commission des Douze : D/XL/9; par la Convention au Comité des pétitions: D/XL/19. Notaires, placement : D/IV *bis*/92/A, 92/B. Ordre public, Verneuil, troubles contre les impôts, 1790 : D/VI/8, dossier 77 ; Vernon, dossier du Comité des rapports : D/XXIX/6. Population, tableaux, tenue, correspondance du Comité de division avec les districts : D/IV *bis*/40 et 50. Représentants en mission, Delacroix d'Eure-et-Loir (Jean-François), Legendre (Louis), Louchet (Louis) : D/§1/10 ; Siblot (Claude-François-Bruno) : D/§1/42.

Eure-et-Loir (département). Administration du département, des districts et municipalités, réunions et démembrements de communes, observations sur l'ordre judiciaire, tribunaux de commerce, constitution civile du clergé, fuite du Roi, départ de Mesdames tantes du Roi, adresses, dossiers du Comité de constitution : D/IV/28. Circonscriptions administratives et judiciaires, circonscriptions des paroisses : D/IV *bis*/95 ; districts et cantons, création : D/IV *bis*/7 ; division territoriale, reliquat du Comité de division : D/IV *bis*/109 ; états des districts, cantons et municipalités, limites des départements, revendications de chefs-lieux, nomination de commissaires de police, de juges de paix et de notaires : D/IV *bis*/62 ; juges de paix, création, demandes de communes : D/IV *bis*/35 ; limites entre départements, réunions et distractions de communes, emplacement des tribunaux : D/IV *bis*/82 ; listes des administrations du département et de districts et nomenclatures de municipalités et de maisons religieuses envoyées par le département au Comité ecclésiastique : D/XIX/45 ; tribunaux, création et emplacement, demandes et mémoires de communes : D/IV *bis*/23 ; tribunaux de commerce, création, demandes de communes : D/IV *bis*/33. Comité des droits féodaux, adresses et correspondances du département : D/XIV/3 et 12. Comité de législation, correspondance avec les autorités locales et les particuliers sur l'organisation administrative et judiciaire : D/III/78 à 81. Comité de salut public, correspondance avec les autorités locales sur les nominations et destitutions : D/XLII/9. Correspondance de corps administratifs avec le Comité des pétitions sur le *Bulletin de la Convention*: D/XL/25. Cultes, état des religieux assermentés et insermentés: D/XIX/21 ; pièces jointes aux feuilles de travail du Comité ecclésiastique: D/XIX/94; transfert de vases sacrés et linges d'autels d'églises supprimées aux églises conservées : D/XIX/103. Députés et suppléants à la Convention, Deronzières (Louis-Amand) et Lonqueue (Louis), suppléants admis à siéger, dossier du Comité des décrets : D/I§1/37. Finances, correspondances du département, mémoires et réclamations de particuliers et de municipalités sur les finances, les assignats, les impositions locales, les demandes d'emprunts locaux, les ateliers de charité, dossiers du Comité des finances : D/VI/28 ; lettres et délibérations des corps administratifs renvoyées par l'Assemblée au Comité des finances : D/VI/60; montant des fermages et loyers des biens nationaux perçus et disponibles au 1er janvier 1791 et montant probable des traitements et pensions à la même époque, dossiers du Comité ecclésiastique: D/XIX/18. Frais de traitement de la justice et des directoires des districts et du département : D/IV *bis*/48. Justice, tribunaux d'appel, état : D/IV/70. Lettres, adresses et mémoires renvoyés par la Législative au Comité des pétitions: D/XL/2; à la commission de correspondance: D/XL/5; à la commission des Douze : D/XL/9; par la Convention au Comité des pétitions: D/XL/19. Notaires, placement : D/IV *bis*/92/A, 92/B. Population, tableaux, tenue, correspondance du Comité de division avec les districts : D/IV *bis*/40 et 50.

Évêque constitutionnel. **Finistère**, voir : Expilly (Louis-Alexandre).

Everberg (Belgique, Brabant, auj. : commune de Kortenberg). Réquisitions pour l'armée du Nord, pétition : D/§3/97, dossier 936.

Evere (Belgique, Brabant). Réquisitions pour l'armée du Nord, pétition : D/§3/97, dossier 936.

Évreux (Eure). Cousin, assassinat, instruction et jugement à - : D/74, dossier 8. Diocèse, état des religieuses, 1790 : D/XIX/4. Réclamation des autorités auprès du Comité des décrets sur l'envoi et la promulgation des décrets : D/I§1/33, dossier 253.

Excideuil (Dordogne). District, communes de la Corrèze à rattacher au : D/IV *bis*/82.

Expilly (Louis-Alexandre), député du clergé du diocèse de Saint-Pol-de-Léon à la Constituante élu évêque du Finistère : D/XL/30, dossier 5.

Extraordinaire (Caisse de l'): D/XI/2, dossier 13, D/XXXIV/5, dossier 4. Lettres renvoyées par la Législative au Comité des pétitions: D/XL/4, dossier 93. Directeur général, voir : Amelot de Chaillou (Antoine-Léon-Anne).

Extraordinaire (Comité de l' de la Législative) : **D/VII/1**.

Eymar ou Eymard (James), échevin à la Martinique: D/XXV/117.

F

Fabre d'Églantine (Philippe-François-Nazaire Fabre dit), conventionnel de la Mayenne, dossier du Comité de législation : D/III/347.

Faillite, voir : Banqueroute.

Falaise (Calvados). Habitant, voir :Lemaître (femme).

Famille, voir : Droit (divorce), Enfant. Tribunaux de famille, organisation, dossier du Comité de législation : D/III/379.

Farine, voir : Grain.

Fauchet (Jean-Antoine-Joseph), ambassadeur aux États-Unis : D/XXV 58, dossier 582.

Faure de la Creuse (Gilbert-Amable), suppléant de la Creuse à la Convention admis à siéger, dossier du Comité des décrets : D/I§1/36.

Faure de la Haute-Loire (Balthazar), conventionnel de la Haute-Loire, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation et registres de correspondance active et d'arrêtés de représentant pour la levée des chevaux à Nancy, Bitche, Blieskastel et Sarrelouis en l'an II : D/III/347 ; autres dénonciation avec Lacoste (Jean-Baptiste ?) : D/III/349-350 ; représentant en mission à Nancy en octobre 1793 accompagné par Gallet, secrétaire commis au Comité de correspondance : D/XL/30, dossier 5.

Faure de la Seine-Inférieure (Pierre-Joseph-Denis-Guillaume), conventionnel de la Seine-Inférieure, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/347.

Favier, détenu sur lettres de cachet, réclamation : D/V/2, dossier 24.

Fédéré (de l'été 1792), voir : Volontaire. De 1793, voir : Gironde (girondin).

Felletin (Creuse). Commune, secours après un incendie: D/XXVII.

Femme, voir aussi : Enfant, Famille. Lemaître (femme), de Falaise (Calvados), adresse à la Constituante pour l'égalité dans le système successoral D/XIV/2.
- Affaires par localités. **Seine-Inférieure**, Le Havre adresse des femmes à la Constituante : D/IV/1.

Féodalité. Droits féodaux, dossier du Comité de législation : D/III/358-359. Comité des droits féodaux : **D/XIV**. **Meurthe**, Colombey, municipalité, demande de disposer des fonds lui appartenant à la recette des bois à Nancy pour acquitter des redevances féodales: D/XVIII/1, pièces 10-11. **Nord**, Comines, assemblée convoquée par le vicomte de Maulde, plainte des habitants, février 1790 : D/IV/46.

Ferlat de Sauvagnac, détenu sur lettres de cachet, réclamation : D/V/3, dossier 31.

Ferme (d'Ancien Régime), voir : Finances (contributions d'Ancien Régime).

Ferrand (Anthelme), suppléant de l'Ain à la Convention admis à siéger en remplacement de Mollet (Jean-Luc-Anthelme), démissionnant, dossier du Comité des décrets : D/I§1/36.

Ferraris, carte de Belgique, planches, transfert à Paris : D/§3/59.

Ferrette (Haut-Rhin). Cultes, ecclésiastiques, déclarations collectives de titres et de pensions: D/XIX/41.

Ferroux (Étienne-Joseph), conventionnel du Jura, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/356-357.

Fête Fêtes nationales, fêtes publiques : D/XXXVIII/3, dossiers 49 à 57. Lettres de municipalités, dossiers du Comité de législation : D/III/335.
- Fête de la Fédération du 14 juillet 1790, préparation et procès-verbaux de sections de Paris pour y envoyer leurs députations : D/IV/13, dossier 213. **Aveyron**, Espalion, procès-verbal de prestation du sement civique : D/IV/20.

Feuillant (ordre religieux). État général des religieux, 1790: D/XIX/11; suppression des ordres religieux, lettres et adresses: D/XIX/15.

Finances, voir aussi : Administration (fonctionnaires, traitements), Agiotage, Biens nationaux, Commerce (caisse de – d'Ancien Régime), Contributions, Extraordinaire (Caisse de l'), Extraordinaire (Comité de l' de la Législative), Dons patriotiques (Comité des), Impositions et contributions publiques (Comité des de la Législative), Liste civile, Loterie, Maximum, Ministère des Finances, Monnaie, Péage (octroi), Pension, Revenus (commission des), Timbre, Trésorerie nationale. Ailly (Michel-François d'), constituant, membre du Comité des Finances, correspondance avec Lambert (Claude-Guillaume), contrôleur général des Finances, sur la rente générale : D/VI/9, dossier 77. Aperçu de la dépense à faire par la Trésorerie nationale en décembre 1791 : D/VI/64.
- De Belgique et du Nord-est de la France : D/§3/40 à 45 ; registres d'arrêtés des représentants en mission près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse : D/§3/112, dossiers 1078 à 1080.
- Bureaux de finances d'Ancien Régime. Offices, remboursement: D/XVII/7, dossier 91-92.
- Comptes de l'ordinaire du Trésor royal de 1771 à 1777 joint à une réclamation de Devalcourt, procureur des comptes de l'ordinaire du Trésor: D/XII/1.Contrôle général des finances (d'Ancien Régime), pensions: D/X/1, dossier 8.
- Correspondances des directoires de départements, mémoires et réclamations de particuliers et de municipalités sur les finances, les assignats, les impositions locales, les demandes d'emprunts locaux, les ateliers de charité, dossiers du Comité des finances par départements : D/VI/20 à 55. Compte général des recettes et dépenses de l'État du 1er mai 1789 au 30 avril 1790 : D/VI/12, dossier 130. Compte général des recettes et des dépenses de l'État et états des recettes et des dépenses du Trésor public de 1789 à 1791 : D/VI/14 à 17. Décrets de la Constituante sur la dépense publique, relevés : D/VI/57. Dette publique et liquidation de charges et offices, dossiers du Comité des finances : D/VI/10 et 11. États départementaux de montants des fermages et loyers des biens nationaux perçus et disponibles au 1er janvier 1791 et de montant probable des traitements et pensions à la même époque, dossiers du Comité ecclésiastique: D/XIX/18 et 19. États des fonds distribués par le Trésor public aux départements pour les années 1790 et 1791 : D/XIX/20, dossiers 306 à 309. Frais de justice et

d'administration des départements et districts, tableaux : D/IV *bis*/48 et 49. Listes de pièces remises au Comité des finances par diverses provinces sur des emprunts et impositions : D/VI/2. Pensions et emplois supprimés, demandes d'indemnités, dossiers du Comité des finances : D/VI/10 et 11. rapport et projet de décret par Lacoste-Montlauzier (Jean-Joseph), député du Lot à la Législative, sur les secours à accorder aux départements où la contribution de quatre sous pour livre a été insuffisante pour l'année 1791 et aux départements et communes sinistrés par la grêle ou l'incendie, et pièces jointes, pétitions de communes et de directoires de départements : D/VI/19.

- Contributions, finances, recette, receveur d'Ancien Régime. Charges des états des finances des pays d'État acquittées par le trésorier de la guerre : D/VI/9, dossier 90. État de situation des finances de la France, de l'étendue de la populations et des contributions de chaque généralité du royaume : D/VI/64. États et bordereaux des receveurs généraux des Finances (1787-1790) : D/VI/9. État des comptes à fournir au département des subsistances pour approvisionnements d'octobre 1788 à janvier 1791 et état récapitulatif des achats de farines et grains : D/VI/15, dossier 158. États des paiements par la ferme générale et situation de celle-ci de janvier à avril 1790 : D/VI/15, dossier 155. États de la recette générale pour le Roussillon, 1789 : D/VI/9, dossier 83. État des recettes et dépenses du payeur des gages des officiers de la cour des Aides de Paris de mai 1789 à mars 1790 : D/VI/15, dossier 160. États des rentes et des dépenses des payeurs des rentes de mai 1789 à mars 1790 : D/VI/15, dossier 156. Fermes générales, pensions et gratifications : D/X/2, dossier 14. Produit brut des droits perçus par l'administration des domaines de 1787 à 1790 : D/VI/15, dossier 154. Recette générale des finances, situation de 1787 à 1790 : D/VI/7, dossier 57. Recette de la généralité de Montauban, situation de 1787 à 1790 : D/VI/7, dossier 57. Recettes des bailliages de Baume [-les-Dames] et Ornans, situation en 1788 : D/VI/7, dossier 57. Relevé général des bordereaux de recettes des receveurs particuliers des finances des pays d'élection et des pays conquis en mai 1790 : D/VI/15, dossier 157. Rentes sur l'Hôtel de ville de Paris, dossiers du Comité des finances : D/VI/18, dossier 212. Tours, généralité, états authentiques des domaines, des cens et rentes et des sols pour livre envoyés par Parizot, directeur des domaines à Tours, en janvier 1790: D/XIV/4. Vérification des versements des caisses de la loterie, des revenus casuels, du marc d'or et des domaines au Trésor public de mai 1789 à avril 1790 : D/VI/15, dossier 159.
- Recette, receveur. De districts. **Nord**, Le Quesnoy, receveur, nomination : D/IV/45.
  - Finances, autres affaires par localités. **Haute-Vienne**, Limoges, municipalité, tableau des revenus et des charges: D/VII/1.

Finances (Comité): **D/VI**. Correspondance du Comité des décrets sur l'envoi et la promulgation des décrets: D/I§1/32.

Finances (directeurs généraux d'Ancien Régime). Brevets de nomination de 1776 à 1790, copies: D/VI/1.

Finistère (département). Administration du département, des districts et municipalités, réunions et démembrements de communes, observations sur l'ordre judiciaire, tribunaux de commerce, constitution civile du clergé, fuite du Roi, départ de Mesdames tantes du Roi, adresses, dossiers du Comité de constitution : D/IV/28. Assemblées électorales, 1790-1791, état des citoyens actifs et des électeurs: D/IV *bis*/37 ; procès-verbaux et délibérations des directoires et municipalités: D/IV *bis*/36. Assemblée électorale, an IV, élection des députés : D/XLII/9. Circonscriptions administratives et judiciaires, circonscriptions des paroisses: D/IV *bis*/95 ; paroisses du district de Châteaulin: D/IV *bis*/106 ; districts et cantons, création: D/IV *bis*/7; états des districts, cantons et municipalités, limites des départements, revendications de chefs-lieux, nomination de commissaires de police, de juges de paix et de notaires: D/IV *bis*/62 ; tableau de division du département en districts et cantons : D/IV *bis*/37 ; juges de paix, création, demandes de communes: D/IV *bis*/35; limites entre départements, réunions et distractions de communes, emplacement des tribunaux: D/IV *bis*/83; tribunaux, création et emplacement, demandes et mémoires de communes: D/IV *bis*/23; tribunaux de commerce, création, demandes de communes: D/IV *bis*/33. Comité des droits féodaux, adresses et correspondances du département : D/XIV/3 et 12. Comité de législation, correspondance avec les autorités locales et les particuliers sur l'organisation administrative et judiciaire : D/III/82 à 84. Comité de salut public, correspondance avec les autorités locales sur les nominations et destitutions : D/XLII/9. Correspondance de corps administratifs avec le Comité des pétitions sur le *Bulletin de la Convention*: D/XL/25. Cultes, état des religieux assermentés et insermentés: D/XIX/21; évêchés, création ou maintien, lettres de municipalités : D/XIX/26, dossiers 399 et 400. Département, organisation administrative, notification à l'Assemblée, 1790 : D/XIX/28. Députés suppléants à la Convention, dossier du Comité des décrets : D/I§1/37. Évêque constitutionnel, voir : Expilly (Louis-Alexandre). Finances, correspondances du département, mémoires et réclamations de particuliers et de municipalités sur les finances, les assignats, les impositions locales, les demandes d'emprunts locaux, les ateliers de charité, dossiers du Comité des finances : D/VI/29; lettres et délibérations des corps administratifs renvoyées par l'Assemblée au Comité des finances: D/VI/60. Frais de traitement de la justice et des directoires des districts et du département : D/IV *bis*/48. Justice, tribunaux d'appel, état: D/IV/70. Lettres, adresses et mémoires renvoyés par la Législative au Comité des pétitions: D/XL/2; à la commission de correspondance: D/XL/5; à la commission des Douze : D/XL/9; par la Convention au Comité des pétitions: D/XL/20. Notaires, placement: D/IV *bis*/92/B. Ordre public, dossiers du Comité des rapports : D/XXIX/6 ; Quimperlé, district, désordres causés par la destruction des emblêmes féodaux: D/XIV/3. Population, tableaux, tenue, correspondance du Comité de division avec les districts : D/IV *bis*/40; tableaux par districts : D/IV *bis*/50. Représentants en mission, Guermeur (Jacques-Tanguy-Marie), Le Malliaud (Joseph-François): D/§1/27 et 28 ; état des arrêtés et délibérations des représentants en mission au port de Brest adressés au Comité de la marine, septembre 1793-prairial an II: D/XVI/1, dossier 4.

Fismes (Marne). Cultes, ecclésiastiques, déclarations collectives de titres et de pensions: D/XIX/41.

Fisson-Joubert (Jean-Louis), constituant, bulletin envoyé à la municipalité de Cadillac (Gironde) sur les mesures prises par la Constituante (14 août 1789) : D/XIV/4.

Fiume (Dalmatie, auj : Rijeka, Slovénie). gouvernement et chambre de commerce, dommages et intérêts dûs au sieur Magenthies, réclamation contre Magon de La Balue, banquier à Paris: D/XXIX *bis*/24.

Flandre (province belge). Correspondance du conseil et du fiscal, dossiers des représentants en mission près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse : D/§3/46, dossier 432.

Flandre (province française). Décret sur le remboursement des offices des cours et tribunaux supprimés, difficultés, dossiers du Comité de judicature: D/XVII/7, dossier 90. Notes et mémoires adressés au Comité des droits féodaux : D/XIV/13, dossier 92.
- *Flandre et Artois* (provinces françaises). Population, tableau par généralités : D/IV *bis*/44.
- *Flandre, Hainaut et Cambresis*. Division en départements: D/IV *bis*/2.

Flandre-Occidentale (Belgique). Contribution levée sur le clergé, répartition: D/§3/43, dossier 401 ; extrait de la liste des nobles devant cotiser: D/§3/43, dossier 406.

Fleurieu (Charles-Pierre Claret de), ministre de la Marine: D/XVI/1, dossier 7 et dossiers 10 à 13, 2 et 3, dossiers 27 à 29.

Florac (Lozère). Réclamation des autorités auprès du Comité des décrets sur l'envoi et la promulgation des décrets: D/I§1/33, dossier 253.

Florence(Italie), voir : Toscane.

Fockedey (Charles-Nicolas), député du Nord à la Convention démissionnant, dossier du Comité des décrets : D/I§1/37.

Foin, fourrage. Pour l'armée du Nord: D/§3/97, dossiers 938, à 100, dossier 963. **Pas-de-Calais**, Saint-Omer, fournitures de fourrages dans les magasins militaires : D/§3/44, dossier 420.

Foire (halle, marché). **Cher**, Saint-Amand, halles, achat par la municipalité: D/IV/45.

Foix (Ariège). Chapitre, chanoines, réclamations: D/XIX/31, dossier 486.

Foix (Comté de) *et Couserans*. Division en départements: D/IV *bis*/1.

Fonderie de canon, voir : Indret

Fontenay-le-Comte (Vendée, nom révolutionnaire : Fontenay-le-Peuple). Commissaire municipal, Dillon (Dominique), don patriotique pour la descente en Angleterre de l'an VI : D/XXXIV/8, dossier 18.

Forge, voir : La Chaussade.

Forestier (Pierre-Jacques), conventionnel de l'Allier, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/348.

Forêt, bois. Coupes de bois appartenant à des ecclésiastiques: D/XIX/28. Eaux et Forêts, maîtrises, offices, remboursement: D/XVII/7, dossier 93. Geoffroy, ex-arpenteur général des forêts du Roi dans les duchés de Lorraine et de Bar: D/XVIII/1, pièces 5-7. Régime et administration, dossiers du Comité de judicature: D/XVII/6, dossier 75. Rémy (Jean), ex-garde des forêts: D/XVIII/1, pièces 8-9.
- Forêts, affaires par localités. De Belgique et du Nord-est de la France: D/§3/14 et 15. **Meurthe**, Colombey, municipalité, demande de disposer des fonds lui appartenant à la recette des bois à Nancy pour acquitter des redevances féodales: D/XVIII/1, pièces 10-11.
- Délit de forêt, de chasse. **Nord**, délit de chasse : D/IV/46.

Forêt (Pontevès de La), voir : Pontevès-La Forêt.

Forez (province). Division en départements: D/IV *bis*/2. Testaments: D/XXIX/13. Voir aussi : Lyonnais, Forez et Beaujolais.

Fort-de-France, anciennement : Fort-Bourbon (Martinique). Blocus et siège, texte rédigé par le Comité des colonies : D/XLII/1, dossier 14.

Fortifications. **Belgique** et Nord-est de la France: D/§3/45 et 46. **Guadeloupe**: D/XXV/122.

Fosse d'aisance, voir : Assainissement.

Fouché (Joseph), conventionnel de la Loire-Inférieure, dénonciations contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/348, 351, 352.

Fougères (Ille-et-Vilaine). Biens nationaux, aliénation, procès-verbaux, états d'opérations et estimations: D/XXII/2, dossier 12.

Fouquet et Couturier-Duhatton, de Tobago : D/XXV/131.

Fourrage, voir : Foin.

Fournier, détenu sur lettres de cachet, réclamation : D/V/4, dossier 44.

Fournier (Marie-Thérèse), morte en Louisiane en 1769, succession recueillie par le gouvernement revendiquée par les héritiers: D/XVIII/1, pièces 15-16.

Français (langue). **Yonne**, curé demandant l'adoption de la langue française pour le culte: D/IV/69.

Francastel (Marie-Pierre-Adrien), conventionnel de l'Eure, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/348.

France (île de, auj. : île Maurice, alors colonie française). Dossier du Comité des colonies : D/XXV/130, dossiers 1018 et 1019. Dossier du Comité des rapports : D/XXIX/

95. Privilège exclusif de la compagnie des Indes, plainte des habitants de - et de l'île de la Réunion: D/XXIX/97.

Franche-Comté (province). Division en départements: D/IV *bis*/2. Population, tableaux par généralités : D/IV *bis*/44.

Franciade, nom révolutionnaire de *Saint-Denis* (département de Paris puis Seine, auj. : Seine-Saint-Denis).

Franciscain (ordre religieux).
- Franciscaines, voir : Grandvilliers (Oise).

François de Neufchâteau (Nicolas-Louis François, dit), ex-député des Vosges à la Législative, ex-Directeur, ministre de l'Intérieur: D/IV *bis*/39.

Frasnes-lez-Buissenal (Belgique, Hainaut, auj. : Frasnes-lez-Anvaing). Réquisitions pour l'armée du Nord, états: D/§3/95, dossier 928 *bis*.

Frecine (Augustin-Louis), conventionnel de Loir-et-Cher, représentant en mission près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse: D/§3; registre de correspondance: D/§3/116, dossier 1092.

Fréjus (Var). Diocèse, état des religieuses, 1790 : D/XIX/3.

Fremanger (Jacques), conventionnel d'Eure-et-Loir, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/345.

Fréron (Stanislas-Louis-Marie), conventionnel de Paris, dénonciations contre lui, dossiers du Comité de législation : D/III/344, 354-355, 356-357.

Fribourg (Suisse). Pétition de patriotes suisses de Paris contre l'extradition de plusieurs des leurs demandée par le conseil de Fribourg: D/IV/50. Relations ente la France et la république de Fribourg: D/XXIII/2, dossier 30. Fribourgeois à Paris, dossier du Comité des rapports : D/XXIX/85.

Furnes (Belgique, Flandres-Occidentales). Réquisitions pour l'armée du Nord, états: D/§3/95, dossier 928 *bis* ; pétition: D/§3/97, dossier 936.

G

Gabelle, voir : Contributions d'Ancien Régime.

Gaillac (Tarn). Cultes, ecclésiastiques, déclarations collectives de titres et de pensions: D/XIX/41.

Gaillard (Côme-François), suppléant du Loiret à la Convention admis à siéger, dossier du Comité des décrets : D/I§1/37.

Galbaud-Dufort (François-Thomas), gouverneur général de Saint-Domingue: D/XXV/47, dossier 446, à 49 ; conduite aux États-Unis et au Canada: D/XXV/6 ; papiers, inventaire : D/XXV/58, dossier 569.

Gallet, secrétaire commis au Comité de correspondance accompagnant Faure de la Haute-Loire en mission à Nancy en octobre 1793 : D/XL/30, dossier 5.

Gallet (Bertrand), de Pragondran (Mont-Blanc), garde suisse jusqu'au Dix-Août, adresse au conventionnel Petion pour obtenir sa solde et un passeport pour rentrer chez lui : D/XL/30, dossier 5.

Galliffet (Louis-François-Alexandre marquis de, prince de Martigues) contre le projet des pêcheurs de Martigues (Bouches-du-Rhône) d'envahir ses étangs: D/XIV/2.

Gannat (Allier). Cultes, ecclésiastiques, déclarations collectives de titres et de pensions: D/XIX/41.

Gand (Belgique, Flandres-Orientales). Mont-de-piété, inventaire: D/§3/92. Objets d'art, transfert dans l'intérieur de la République: D/§3/59. Réquisitions pour l'armée du Nord, pétition: D/§3/97, dossier 936. Réunion à la France, lettre de Brune (Guillaume-Marie-Anne), adjudant général à l'armée du Nord, futur général, au ministre des Affaires étrangères, février-mars 1793 : D/XXIII/2, dossier 31.

Gap (Hautes-Alpes). Cultes, ecclésiastiques, déclarations collectives de titres et de pensions: D/XIX/41. Diocèse, dossier du Comité ecclésiastique: D/XIX/24.

Garat, détenu sur lettres de cachet, réclamation: D/V/2, dossier 24.

Gard (département). Administration du département, des districts et municipalités, réunions et démembrements de communes, observations sur l'ordre judiciaire, tribunaux de commerce, constitution civile du clergé, fuite du Roi, départ de Mesdames tantes du Roi, adresses, dossiers du Comité de constitution : D/IV/29. Armée, lettres d'autorités constituées à la Législative renvoyées au Comité de la Guerre: D/XV/4, dossier 35. Assemblée électorale, an IV, envoi par Rabaud (Pierre-Antoine), dit le jeune, commissaire provisoire du Directoire près l'administration centrale, procès-verbal d'installation de l'administration centrale: D/XLII/9. Biens nationaux, Nîmes, aliénation, procès-verbaux, états d'opérations et estimations: D/XXII/2, dossier 12. Circonscriptions administratives et judiciaires, districts et cantons, création: D/IV *bis*/7; division territoriale, reliquat du Comité de division: D/IV *bis*/110 ; états des districts, cantons et municipalités, limites des départements, revendications de chefs-lieux, nomination de commissaires de police, de juges de paix et de notaires: D/IV *bis*/63 ; juges de paix, création, demandes de communes: D/IV *bis*/35; limites entre départements, réunions et distractions de communes, emplacement des tribunaux: D/IV *bis*/83; tribunaux, création et emplacement, demandes et mémoires de communes: D/IV *bis*/23; tribunaux de commerce, création, demandes de communes: D/IV *bis*/33. Comité des droits féodaux, adresses et correspondances du département : D/XIV/4 et 12. Comité de législation, correspondance avec les autorités locales et les particuliers sur l'organisation administrative et judiciaire : D/III/85 et 86. Comité de salut public, mémoire de Balthazar, administrateur du

département destitué par le représentant Borie, an II: D/XLII/9. Contributions patriotiques: D/XXXIV/5, dossier 2 *bis*. Correspondance de corps administratifs avec le Comité des pétitions sur le *Bulletin de la Convention*: D/XL/25. Cultes, état des religieux assermentés et insermentés: D/XIX/21; pièces jointes aux feuilles de travail du Comité ecclésiastique: D/XIX/94; traitements et bâtiments, dossiers du Comité de l'ordinaire des finances de la Législative: D/VI/13. Département, organisation administrative, notification à l'Assemblée, 1790 : D/XIX/28. Députés suppléants à la Convention, dossier du Comité des décrets : D/I§1/37. Fédéralisme, dossier présenté au Comité de salut public par Payan, administrateur du département de la Drôme et envoyé par Albitte: D/XLII/4, dossier 4. Finances, correspondances du département, mémoires et réclamations de particuliers et de municipalités sur les finances, les assignats, les impositions locales, les demandes d'emprunts locaux, les ateliers de charité, dossiers du Comité des finances : D/VI/29 ; demandes de secours pour insuffisance de fonds ou à la suite de sinistres, pièces jointes au rapport de Lacoste-Montlauzier, député du Lot à la Législative: D/VI/19; lettres et délibérations des corps administratifs renvoyées par l'Assemblée au Comité des finances, notamment pour les dépenses du camp de Jalès (Ardèche): D/VI/60; montant des fermages et loyers des biens nationaux perçus et disponibles au 1er janvier 1791 et montant probable des traitements et pensions à la même époque, dossiers du Comité ecclésiastique: D/XIX/18. Frais de traitement de la justice et des directoires des districts et du département : D/IV *bis*/48. Justice, tribunaux d'appel, état: D/IV/70. Lettres, adresses et mémoires renvoyés par la Législative au Comité des pétitions: D/XL/2; à la commission de correspondance: D/XL/5; à la commission des Douze : D/XL/9; par la Convention au Comité des pétitions: D/XL/20. Notaires, placement: D/IV *bis*/92/A. Population, tableaux, tenue, correspondance du Comité de division avec les districts : D/IV *bis*/40; tableaux par districts : D/IV *bis*/50. Prisons, détenus sur lettres de cachet: D/V/5, dossier 56.

Garde-meuble. (administration des), Garde-meuble de la Couronne, finances et traitements : D/X/1, dossier 5. Dépenses pour l'Assemblée, dossiers du Comité des finances : D/VI/19, dossier 213.

Garde nationale. Observations et avis, dossiers du Comité de constitution : D/IV/10 à 13 ; dossiers du Comité de constitution par départements : D/IV/14 à 69. Mémoires et projets renvoyés au Comité de la Guerre: D/XV/4, dossier 36.
- Paris: D/IV/49. **Seine-et-Oise**, Meulan, conflit avec la compagnie des arquebusiers: D/IV/60. **Var**, Grasse, armement: D/IV/66.

Garde du Roi. Garde suisse du Roi (août 1791-août 1792): D/XXIII/2, dossier 30; Gallet (Bertrand), de Pragondran (Mont-Blanc), garde suisse jusqu'au Dix-Août, adresse au conventionnel Petion pour obtenir sa solde et un passeport pour rentrer chez lui : D/XL/30, dossier 5.

Garnier de la Meuse (Claude-Xavier), suppléant de la Meuse à la Convention admis à siéger, dossier du Comité des décrets : D/I§1/37.

Garnier du Pas-de-Calais (Charles-Louis-Antoine-Eugène), suppléant du Pas-de-Calais à la Convention admis à siéger, dossier du Comité des décrets : D/I§1/38.

Garnier de Saintes (Jacques Garnier dit), conventionnel de la Charente-Inférieure, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/349-350.

Garnot (Pierre-Nicolas), se disant élu de Saint-Domingue à la Convention, dossier du Comité de législation : D/III/358-359.

Haute-Garonne (département). Administration du département, des districts et municipalités, réunions et démembrements de communes, observations sur l'ordre judiciaire, tribunaux de commerce, constitution civile du clergé, fuite du Roi, départ de Mesdames tantes du Roi, adresses, dossiers du Comité de constitution : D/IV/30. Assemblées électorales, 1790-1791, état des citoyens actifs et des électeurs: D/IV *bis*/37. Circonscriptions administratives et judiciaires, circonscriptions des paroisses: D/IV *bis*/95 ; districts et cantons, création: D/IV *bis*/7; division territoriale, reliquat du Comité de division: D/IV *bis*/110 ; états des districts, cantons et municipalités, limites des départements, revendications de chefs-lieux, nomination de commissaires de police, de juges de paix et de notaires: D/IV *bis*/63 ; tableau de division du département en districts et cantons : D/IV *bis*/37; juges de paix, création, demandes de communes: D/IV *bis*/35; limites entre départements, réunions et distractions de communes, emplacement des tribunaux: D/IV *bis*/83; tribunaux, création et emplacement, demandes et mémoires de communes: D/IV *bis*/24. Comité des droits féodaux, adresses et correspondances du département : D/XIV/4 et 12 ; *idem* pour Montauban et Saint-Nicolas-de-la-Grave : D/XIV11. Comité de législation, correspondance avec les autorités locales et les particuliers sur l'organisation administrative et judiciaire : D/III/87 à 93. Comité de salut public, correspondance avec les autorités locales sur les nominations et destitutions : D/XLII/9. Correspondance de corps administratifs avec le Comité des pétitions sur le *Bulletin de la Convention*: D/XL/25. Cultes, bâtiments, Toulouse, église de la Daurade, achèvement, dossiers du Comité de l'ordinaire des finances de la Législative: D/VI/13; pièces jointes aux feuilles de travail du Comité ecclésiastique: D/XIX/94; transfert de vases sacrés et linges d'autels d'églises supprimées aux églises conservées : D/XIX/103. Département, organisation administrative, notification à l'Assemblée, 1790 : D/XIX/28. Députés suppléants à la Convention, dossier du Comité des décrets : D/I§1/37; suppléants, correspondance du Comité des décrets avec le département : D/I§1/39, dossier 279. Finances, correspondances du département, mémoires et réclamations de particuliers et de municipalités sur les finances, les assignats, les impositions locales, les demandes d'emprunts locaux, les ateliers de charité, dossiers du Comité des finances : D/VI/30. Frais de traitement de la justice et des directoires des districts et du département : D/IV *bis*/48; lettres et délibérations des corps administratifs renvoyées par l'Assemblée au Comité des finances: D/VI/60. Justice, tribunaux d'appel, état: D/IV/70. Lettres, adresses et mémoires renvoyés par

la Législative au Comité des pétitions: D/XL/2; à la commission de correspondance: D/XL/5; à la commission des Douze : D/XL/10; par la Convention au Comité des pétitions: D/XL/20. Notaires, placement: D/IV *bis*/92/A, 92/B. Ordre public, dossiers du Comité des rapports : D/XXIX/6 ; Lévignac, troubles, mai 1790 : D/IV/30; Toulouse, duels et troubles aux spectacles: D/IV/30. Population, tableaux, tenue, correspondance du Comité de division avec les districts : D/IV *bis*/40; tableaux par districts : D/IV *bis*/50.

Gaston (Raymond), conventionnel de l'Ariège, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/349-350.

Gâtinais (province). Division en départements: D/IV *bis*/2.

Gauthier de La Motte, détenu sur lettres de cachet, réclamation: D/V/2, dossier 25.

Gay-Vernon (Léonard), conventionnel de la Haute-Vienne, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/349-350.

Gay-Vernon (Simon-François), général à l'armée du Nord, pièces contre lui, dossiers du Comité de salut public: D/XLII/5, dossier 5**.**

Gellainville (Eure-et-Loir). Curé, mémoire sur le culte: D/XIX/44.

Gémenos (Bouches-du-Rhône). Réclamation des autorités auprès du Comité des décrets sur l'envoi et la promulgation des décrets: D/I§1/33, dossier 253.

Généralités (d'Ancien Régime), voir : Amiens, Auch, Bordeaux, Caen, Clermont-Ferrand, La Rochelle, Limoges, Lyon, Montauban, Moulins, Nancy, Metz, Orléans, Pau, Poitiers, Riom, Rouen, Soissons, Tours

Gendarmerie, maréchaussée, voir aussi : Maréchaussée. Lettres du ministre de la Guerre aux généraux de division et aux chefs d'escadrons de la gendarmerie nationale sur les mesures à prendre pour le maintien de l'ordre: D/XLII/6, dossier 2. Mémoires et projets renvoyés au Comité de la Guerre: D/XV/4, dossier 36. **Saint-Domingue**: D/XXV/31, dossier 315. Tableaux des brigades existantes et demandées: D/XXXIX/11.

Gênet (Edmond-Charles-Édouard), ambassadeur aux États-Unis, correspondance sur et avec Saint-Domingue : D/XXV/6, 11, dossiers 107 à 109, et 58, dossiers 580 à 582.

Genève (Suisse), voir : aussi : Diplomatie (Suisse, Genève). Habitant, voir : Chenaud.

Génie, voir aussi : Fortification, Pionnier.
- De Belgique et du Nord-est de la France: D/§3/45 et 46.

Genin (Jean-François), suppléant du Mont-Blanc à la Convention admis à siéger, dossier du Comité des décrets : D/I§1/38.

Génissieu (Jean-Joseph-Victor), conventionnel de l'Isère, représentant en mission, Orne et Sarthe: D/§1/21 à 24.

Gennevilliers (département de Paris puis de la Seine, auj. : Hauts-de-Seine). Commune, correspondance avec le Comité de salut public: D/XLII/11.

Génovéfain (ordre religieux). État général des religieux, 1790: D/XIX/11; religieux, intention de sortir ou de rester dans leurs maisons, 1790 : D/XIX/13; suppression des ordres religieux, lettres et adresses: D/XIX/15.

Geoffroy, agent national de la commune du Luc (Var), don de la finance de la liquidation de son office de notaire : D/XL/30, dossier 5.

Geoffroy, ex-arpenteur général des forêts du Roi dans les duchés de Lorraine et de Bar: D/XVIII/1, pièces 5-7.

Géographie, carte. Carte manuscrite des environs d'Antibes et de l'aqueduc romain par Aiguillon (d'), maréchal de camp au corps royal du génie: D/I§2/3. Carte du département du Mont-Blanc, établissement : D/IV *bis*/39. Géographie: D/XXXVIII/3, dossier 34. Moitte (André), sculpteur du roi chargé d'exécuter la statue de Cassini (César-François dit de Thury), mémoire de fournitures, dossiers du Comité des finances: D/VI/11, dossier 110. Planches de la carte de Belgique de Ferraris, transfert à Paris: D/§3/59.

Géométrie: D/XXXVIII/3, dossier 35.

Gérard-Desrivières (Jacob-Gérard Desrivières dit), suppléant de l'Orne à la Convention admis à siéger, dossier du Comité des décrets : D/I§1/37 ; dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/349-350.

Gérardin, détenu sur lettres de cachet, réclamation : D/V/4, dossier 43.

Gerlain (Pierre-Claude), de la Guadeloupe: D/XXV/126.

Gers (département). Administration du département, des districts et municipalités, réunions et démembrements de communes, observations sur l'ordre judiciaire, tribunaux de commerce, constitution civile du clergé, fuite du Roi, départ de Mesdames tantes du Roi, adresses, dossiers du Comité de constitution : D/IV/31. Assemblée électorale, an IV, annonce de sa clôture : D/XLII/9. Circonscriptions administratives et judiciaires, circonscriptions des paroisses: D/IV *bis*/95 ; districts et cantons, création: D/IV *bis*/7; division territoriale, reliquat du Comité de division: D/IV *bis*/110 ; états des districts, cantons et municipalités, limites des départements, revendications de chefs-lieux, nomination de commissaires de police, de juges de paix et de notaires: D/IV *bis*/63 ; juges de paix, création, demandes de communes: D/IV *bis*/35; limites entre départements, réunions et distractions de communes, emplacement des tribunaux: D/IV *bis*/83; tribunaux, création et emplacement, demandes et mémoires de communes: D/IV *bis*/24; tribunaux de commerce, création, demandes de communes: D/IV *bis*/33. Comité des droits féodaux, adresses et correspondances du département : D/XIV/4. Comité de législation, correspondance avec les autorités locales et

les particuliers sur l'organisation administrative et judiciaire : D/III/94 à 97. Comité de salut public, correspondance provenant de Mirande contre le repos du décadi : D/XLII/9. Contributions patriotiques: D/XXXIV/5, dossier 2 *bis*. Correspondance de corps administratifs avec le Comité des pétitions sur le *Bulletin de la Convention*: D/XL/25. Cultes, pièces jointes aux feuilles de travail du Comité ecclésiastique: D/XIX/94. Département, organisation administrative, notification à l'Assemblée, 1790 : D/XIX/28. Députés suppléants à la Convention, dossier du Comité des décrets : D/I§1/37; suppléants, correspondance du Comité des décrets avec le département : D/I§1/39, dossier 279. Finances, correspondances du département, mémoires et réclamations de particuliers et de municipalités sur les finances, les assignats, les impositions locales, les demandes d'emprunts locaux, les ateliers de charité, dossiers du Comité des finances : D/VI/31. Frais de traitement de la justice et des directoires des districts et du département : D/IV *bis*/48. Justice, tribunaux d'appel, état: D/IV/70. Lettres, adresses et mémoires renvoyés par la Législative au Comité des pétitions: D/XL/2; à la commission des Douze : D/XL/10; par la Convention au Comité des pétitions: D/XL/20. Notaires, placement: D/IV *bis*/92/C. Population, tableaux, tenue, correspondance du Comité de division avec les districts : D/IV *bis*/40 et 50. Prisons, détenus sur lettres de cachet: D/V/5, dossier 57.

GERTOUX (Baïce), conventionnel des Hautes-Pyrénées, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/346.

Giey-sur-Aujon (Haute-Marne). Cultes, ecclésiastiques, déclarations collectives de titres et de pensions: D/XIX/41.

GILLET (Pierre-Mathurin), conventionnel du Morbihan, représentant en mission près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse: D/§3; registre de correspondance: D/§3/116, dossier 1092.

GIRARDON, instituteur à Plouay (Morbihan), dénonçant au Comité de salut public des manœuvres pour diminuer les récoltes: D/XLII/10.

GIRAUD (Marc-Antoine-Alexis), conventionnel de la Charente-Inférieure désigné comme commissaire aux îles sous le Vent (à Saint-Domingue): D/XXV/45.

Gironde (département). Administration du département, des districts et municipalités, réunions et démembrements de communes, observations sur l'ordre judiciaire, tribunaux de commerce, constitution civile du clergé, fuite du Roi, départ de Mesdames tantes du Roi, adresses, dossiers du Comité de constitution : D/IV/32. Assemblées électorales, 1790-1791, procès-verbaux et délibérations des directoires et municipalités: D/IV *bis*/36. Assemblée électorale, an IV, élec-tion des juges et de l'administration centrale : D/XLII/9. Circonscriptions administratives et judiciaires, circonscriptions des paroisses: D/IV *bis*/95 ; districts et cantons, création: D/IV *bis*/8; états des districts, cantons et municipalités, limites des départements, revendications de chefs-lieux, nomination de commissaires de police, de juges de paix et de notaires: D/IV *bis*/63 ; juges de paix, création, demandes de communes: D/IV *bis*/35; limites entre départements, réunions et distractions de communes, emplacement des tribunaux: D/IV *bis*/83; tribunaux, création et emplacement, demandes et mémoires de communes: D/IV *bis*/24; tribunaux de commerce, création, demandes de communes: D/IV *bis*/33. Comité des droits féodaux, adresses et correspondances du département : D/XIV/4 et 12. Comité de législation, correspondance avec les autorités locales et les particuliers sur l'organisation administrative et judiciaire : D/III/98 à 102. Comité de salut public, correspondance avec les autorités locales sur les nominations et destitutions : D/XLII/9. Contributions patriotiques: D/XXXIV/5, dossier 2 *bis*. Cultes, état des religieux assermentés et insermentés: D/XIX/21; pièces jointes aux feuilles de travail du Comité ecclésiastique: D/XIX/94. Députés suppléants à la Convention, dossier du Comité des décrets : D/I§1/37. Finances, correspondances du département, mémoires et réclamations de particuliers et de municipalités sur les finances, les assignats, les impositions locales, les demandes d'emprunts locaux, les ateliers de charité, dossiers du Comité des finances : D/VI/31; lettres et délibérations des corps administratifs renvoyées par l'Assemblée au Comité des finances: D/VI/60; montant des fermages et loyers des biens nationaux perçus et disponibles au 1er janvier 1791 et montant probable des traitements et pensions à la même époque, dossiers du Comité ecclésiastique: D/XIX/18. Frais de traitement de la justice et des directoires des districts et du département : D/IV *bis*/48. Justice, tribunaux d'appel, état: D/IV/70. Lettres, adresses et mémoires renvoyés par la Législative au Comité des pétitions: D/XL/2; à la commission de correspondance: D/XL/5; à la commission des Douze : D/XL/10; par la Convention au Comité des pétitions: D/XL/20. Monnaies et assignats, adresses : D/VIII/2, dossier 3. Notaires, placement: D/IV *bis*/92/C. Population, tableaux, tenue, correspondance du Comité de division avec les districts : D/IV *bis*/40; tableaux par districts : D/IV *bis*/51. Réclamation de citoyens du département au sujet des nègres: D/IV/13, dossier 225.

Gironde (girondins, Fédération de 1793). Gironde, Fédérés de 1793 et affaire de Toulon, dossiers du Comité de salut public: D/XLII/4, dossiers 1 à 6 et 10 et 11. Liste des papiers trouvés lors de l'arrestation de Brissot en fuite à Moulins le 21 juin 1793 : D/XLII/5, dossier 4.

- Affaires par localités. **Var**, Toulon, représentant en mission, Rouyer (Jean-Pascal), mission particulière pour la levée d'une armée : D/§1/39.

GIROUST (Jacques-Charles), conventionnel d'Eure-et-Loir, représentant en mission près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse, registres d'arrêtés: D/§3/111, dossier 1074 et 1074 *bis*.

Givet (Ardennes). Arnaud, préposé des vivres, demandant que la Convention fasse réponse à toutes les lettres et pétitions individuelles: D/XLIV/1. Réquisitions pour l'armée du Nord, états: D/§3/95, dossier 928 *bis*.

GOHIER (J.), détenu sur lettres de cachet, réclamation: D/V/3, dossier 31.

Gomaire (Jean-René), conventionnel du Finistère, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/349-350.

Gonnelle, détenu sur lettres de cachet, réclamation: D/V/2, dossier 26.

Gorsas (Antoine-Joseph), rédacteur du journal *le Courrier de Paris*: D/XXIX/11.

Gossin, procureur syndic du département de la Meuse décrété d'accusation pour son administration, procédure au tribunal criminel: D/III/327.

Gossuin (Constant-Joseph-Étienne), conventionnel du Nord, représentant en mission près l'armée du Nord en 1792-1793: D/§2, D/§3.

Gossuin (Louis-Marie-Joseph), député du bailliage du Quesnoy à la Constituante: DIV*bis*/110, dossier 8.

Goujon (Jean-Marie-Claude-Alexandre), suppléant de Seine-et-Oise à la Convention admis à siéger, dossier du Comité des décrets : D/I§1/38.

Goulu, d'Orléans, dossier du Comité de législation: D/III/131/A.

Gouly (Marie-Benoît-Louis), conventionnel de l'île de France, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/349-350.

Goupilleau de Fontenay (Jean-François-Marie Goupilleau, dit), conventionnel de la Vendée, représentant en mission près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse: D/§3.

Goupilleau de Montaigu (Philippe-Charles-Aimé Goupilleau dit), conventionnel de la Vendée, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/344.

Gourd, directeur de comptoir à l'île de la Réunion : D/XXV/130, dossier 1020.

Gourdet, prêtre insermenté à Vendôme (Loir-et-Cher) : D/III/123, dossier 16.

Gouttes (Jean-Louis), constituant, président du Comité de liquidation, envoi d'états de créances sur le Trésor public aux ministres: D/XII/1.

Goyre-Laplanche ou Laplanche (Jacques-Léonard), conventionnel de la Nièvre, dénonciations contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/351, 352.

Grains, farine, pain. Mémoire pour établir un bureau chargé de suivre la manutention des blés et farines, par Rousselet (Michel-Louis), député du tiers état du bailliage de Provins: D/XLI/1, dossier 3. Réquisitions de grains et farines pour les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse : D/§3/95, dossier 930 ; pour l'armée du Nord: D/§3/97, dossiers 938 à 942.
- **Aisne**, Soissons émeute sur la fixation du prix du pain, 1790 : D/IV/2, dossier 13. **Belgique**, Brabant, Bruxelles et Vilvorde, recensement des grains: D/§3/44, dossier 420. **Isère**, Voiron, société populaire, mémoire sur les moyens d'administrer avec économie les grains et légumes: D/XLI/1, dossier 3. Normandie, projet de règlement pour les blés envoyé par les députés de la Commission de Haute-Normandie : D/XLI/1, dossier 3. **Pas-de-Calais**, Saint-Omer, fournitures de grains et fourrages dans les magasins militaires : D/§3/44, dossier 420. **Basses-Pyrénées**, Saint-Palais, district, différend avec le département sur une réquisition en maïs: D/XLII/11. **Somme**, Abbeville, district, grains réquisitionnés pour l'approvisionnement de Lille, paiement: D/§3/44, dossier 419 ; Péronne, district, administrateurs, lettre au Comité de salut public sur le prix de l'avoine: D/XLII/12.

Grammont (Belgique, Flandres-Orientales). Liste des contribuables: D/§3/43, dossier 406.

Grande-Bretagne. Colonies, établissements de la baie du Honduras, , transport par les Britanniques de 200 nègres rebelles de Saint-Domingue vers: D/XXIII/1, dossier 7. Commerce, lettres de négociants de Baltimore à des correspondants du pays saisies sur le vaisseau américain *Juliana,* capturé par le corsaire *l'Espérance* en 1797: D/XVI/3, dossier 30. Diplomatie, voir : Diplomatie (Grande-Bretagne). Français en, lettres de négociants des Antilles françaises retirés à Londres adressées aux îles sous le Vent: D/XXV/84, dossier 817/6. Marine, Sonthonax (Léger-Félicité), commissaire à Saint-Domingue, correspondance avec les commodores britanniques : D/XXV/12, dossier 119. Navigation, lettres anglaises saisies sur le navire *le Blamford*: D/XXV/84, dossier 817/9.

Grande Peur, voir : Journées révolutionnaires.

Grandvilliers (Oise). Cultes, franciscaines, adresse à l'Assemblée, dossiers du Comité ecclésiastique: D/XIX/103.

Grasse (Var, auj. : Alpes-Maritimes). Diocèse, état des religieuses, 1790 : D/XIX/4. Gardes nationales, armement: D/IV/66.

Grave (Pierre-Marie de), ex-ministre de la Guerre, rapport sur l'armée du Centre: D/XV/6, dossier 60.

Gravelines (Nord). Troubles causés par des réfugiés hollandais: D/XXIX *bis*/ 40, dossier 411.

Graveur, gravure. Marché pour la gravure de la médaille votée par l'Assemblée le 4 août 1789: D/VI/6, dossier 47.

Greffier (en général), voir : Justice (professions judiciaires).

Grégoire (Henri-Baptiste), conventionnel de la Meurthe, représentant en mission, Mont-Blanc: D/§1/25; Alpes-Maritimes : D/§1/25 et 26.

Grêle, voir : Climat.

Grenier à sel (d'Ancien Régime), voir : Sel (grenier).

Grenoble (Isère). Bureau des finances, contrôle des dépôts de vaisselle d'argent et de bijoux: D/IV/35. Diocèse, état des religieuses, 1790 : D/XIX/3. Réclamation des

autorités auprès du Comité des décrets sur l'envoi et la promulgation des décrets: D/I§1/33, dossier 253.

Gréville [-*Hague*] (Manche). Commune, projet de décret pour l'égalité de la répartition de la contribution foncière: D/IX/1.

GRIMPEREL DE GUÉRANDES ou GRIMPEREL, de la ville de Guérande (Loire-Inférieure), projet sur les employés supprimés: D/IX/1.

GROETER DE NIEDERBRONN, détenu sur lettres de cachet, réclamation : D/V/4, dossier 44.

GRUYER, directeur des douanes (françaises) de Belgique: D/§3/37, dossier 351.

Guadeloupe. Dossier du Comité des colonies : D/XXV/120 à 129. Gouverneur général, voir Collot (Georges-Henri-Victor). Habitant, voir : Dupucle, commissaire extraordinaire auprès de l'Assemblée nationale, 1793, Gerlain (Pierre-Claude), Guillemin, député extraordinaire de la colonie, Henry, chef de bataillon, Lafolie, commandant, Millien, capitaine de vaisseau, Roger (Augustin), Vernier (Joseph), déporté. Organisation administrative: D/IV *bis*/82. Propriétés de la colonie, dossiers du Comité de législation : D/III/322-323.

GUCHAN (Pierre), suppléant des Hautes-Pyrénées à la Convention admis à siéger, dossier du Comité des décrets : D/I§1/38.

Guérande (Loire-Inférieure). Descombes, affaire, dossier du Comité de législation: D/III/125, dossier 16. Habitant, voir : Grimperel de Guérandes ou Grimperel, de la ville de Guérande.

GUÉRIN (Pierre), conventionnel du Loiret, représentant en mission, armée navale de la Méditerranée et ports du Midi: D/§1/10.

GUERMEUR (Jacques-Tanguy-Marie), conventionnel du Finistère, représentant en mission, Finistère et Morbihan: D/§1/27 et 28.

Guerre, voir aussi : Armée et mots associé, Invention (inventions de guerre), Militaire (Comité), Otage, Vendée.
- Campagne de 1792-1793. Armée française en Belgique, 1792-1793: D/§2/4-5. Rétractations à la pétition contre la formation du camp des 20 000 hommes sous Paris: D/III/235.
- Campagnes de l'an II à l'an IV. Affaires militaires de Belgique et du Nord-est de la France: D/§3/60 à 72. Capitulation du commandant de la ville et de la citadelle de Namur avec le général Hatry, commandant les troupes de la République: D/§3/60, dossier 579. Français dans l'armée autrichienne lors de la capitulation de Luxembourg : D/III/84. **Nord**, Avesnes et Cambrai, districts, perte en chevaux et bestiaux par fait de guerre : D/§3/91.

Guerre (dépôt de la). Réclamation du citoyen Tiercelin adressée à Camus contre son installation dans la maison des Missions étrangères rue du Bac [à Paris] dans des maisons occupées par des familles pauvres: D/XVIII/1, pièces 35-36.

Guerre (prisonniers de). Échange, correspondances d'agents des commissions exécutives avec les représentants en mission près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse : D/§3/20, dossier 203. Liste de ceux capturés à Châtillon [-sur-Sèvre] le 5 juillet 1793 et transférés à Cholet: D/XLII/3, dossier 6.

GUFFROY (Armand-Benoît-Joseph), conventionnel du Pas-de-Calais, dénonciations contre lui, dossiers du Comité de législation : D/III/349-350, 354-355.

GUICHARD, trésorier de la marine détenu à Rochefort (Charente-Inférieure) sur lettre de cachet: D/V/2, dossier 24, 4, dossier 44, 6, dossier 71, 8, dossier 77.

GUILHEM DE LAGONDIE, détenu pour démence sur lettre de cachet: D/V/7, dossier 76.

GUILLIN DE POUGELON (Antoine), ancien échevin de Lyon, conspirateur royaliste : D/XXIX *bis*/27, dossier 273, à 28, dossier 280.

GUILLAUME, détenu sur lettres de cachet, réclamation : D/V/3, dossier 40.

GUILLAUME, Jean-Marie, grenadier royal puis huissier à Morlaix, demande de pension : D/XL/30, dossier 5.

GUILLEMIN, député extraordinaire de la Guadeloupe: D/XXV/126.

GUILLERAULT (Jean-Guillaume), conventionnel de la Nièvre, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/349-350.

GUILLOTIN (Joseph-Ignace), constituant, président du Comité de salubrité : D/XXVI.

GUION, notaire à Romorantin, demandant s'il doit continuer au compte de la Nation les terriers qu'il dressait pour le chapitre entre-temps dépossédé: D/XIV/5.

GUIOT (Florent, dit FLORENT-GUIOT), conventionnel de la Côte-d'Or, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/349-350.

Guise (Aisne). Place militaire, revue, tableau général: D/§3/72, dossier 728.

GUITER (Joseph-Antoine-Sébastien), conventionnel des Pyrénées-Orientales, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/354-355.

GUITTARD (Jean-Baptiste), suppléant du Haut-Rhin à la Convention admis à siéger, dossier du Comité des décrets : D/I§1/38.

GUNTZ (J.-N.), détenu sur lettres de cachet, réclamation : D/V/4, dossier 52.

Guyane (alors colonie française). Dossier du Comité des colonies : D/XXV/130, dossiers 1014 à 1017. Gênet,

ambassadeur de France aux États-Unis, correspondance avec les autorités de la colonie: D/XXV/120, dossier 943.

Guyardin (Louis), conventionnel de la Haute-Marne, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/349-350 ; représentant en mission dans le Bas-Rhin, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/354-355.

Guyenne (province). Décret sur le remboursement des offices des cours et tribunaux supprimés, difficultés, dossiers du Comité de judicature: D/XVII/7, dossier 90. Division en départements: D/IV *bis*/1.

Guyonnet, fils d'un médecin de l'Inde, détenu sur lettres de cachet, réclamation : D/V/4, dossier 45.

Guys, commissaire des guerres à Tobago : D/XXV/131.

Guyton-Morveau (Louis-Bernard), conventionnel de la Côte-d'Or, représentant en mission près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse: D/§3.

H

Habillement des troupes, voir : Armée (personnel militaire, habillement).

Haguenau (Bas-Rhin). Troubles : D/XXIX *bis*/30, dossier 298, à 31, dossier 308.

Hainaut (province de, Belgique, voir aussi : Jemappes, département). Arrondissement, administration, réclamation sur la contribution militaire: D/§3/44, dossier 415.

Hainaut (province française). Offices des provinces belgiques (Cambrai, Maubeuge et Hainaut), remboursement: D/XVII/7, dossier 95 *bis*. Officiers ministériels de judicature: D/XVII/4, dossier 45. Hainaut et Cambresis, population, tableaux par généralités : D/IV *bis*/44. Hainaut, Flandre et Cambresis, division en départements: D/IV *bis*/2.

Halle, voir : Foire (halle, marché).

Haller, banquier, affaire en liquidation d'actions de la Compagnie des Indes: D/XI/1, dossier 2.

Hambourg (Allemagne) et villes hanséatiques. Donet, chargé d'affaire des villes hanséatiques, lettre aux représentants en mission à Bruxelles : D/§3/34, dossier 332.

Hanse, villes hanséatiques (Allemagne et pays de la Baltique), voir : *Hambourg*.

Haras, voir : Cheval.

Haren (Belgique, Brabant, auj. : commune de Bruxelles). Réquisitions pour l'armée du Nord, pétition: D/§3/97, dossier 936.

Hatry (Jacques-Maurice), général commandant les troupes de la République en Belgique, capitulation du commandant de la ville et de la citadelle de Namur avec lui, 1794: D/§3/60, dossier 579.

Haussman (Nicolas), conventionnel de Seine-et-Oise, représentant en mission près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse: D/§3; registre d'arrêtés: D/§3/111, dossier 1074 *bis*; registre de correspondance: D/§3/116, dossier 1092.

Haute Cour de Justice, voir : Justice (Haute Cour).

Hazebrouck (Nord). Correspondance du Comité des décrets avec les autorités constituées sur l'envoi et la promulgation des décrets: D/I§1/33, dossier 252. District, procureur-syndic, démission: D/IV/45.

Hédouin de Pons-Ludon, détenu sur lettres de cachet, réclamation : D/V/3, dossier 39.

Heers (Belgique, Limbourg). Réquisitions pour l'armée du Nord, pétition: D/§3/97, dossier 936.

Hellimer (Moselle). Supplément au cahier de doléances, août 1789 : D/IV/44.

Helmond (Pays-Bas, Limbourg). Réquisitions pour l'armée du Nord, états: D/§3/95, dossier 928 *bis*.

Hentz (Nicolas-Joseph), conventionnel de la Moselle, dénonciations contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/348 et 349-350.

Henry, chef de bataillon à la Guadeloupe: D/XXV/122 et 123.

Hérault (département). Administration du département, des districts et municipalités, réunions et démembrements de communes, observations sur l'ordre judiciaire, tribunaux de commerce, constitution civile du clergé, fuite du Roi, départ de Mesdames tantes du Roi, adresses, dossiers du Comité de constitution : D/IV/33. Assemblées primaires, mai 1790, Cessenon, troubles: D/IV *bis*/63. Assemblées primaires, 1791, Montpellier, troubles: D/IV *bis*/63. Assemblées électorales, 1790-1791, état des citoyens actifs et des électeurs: D/IV *bis*/37. Assemblée électorale, an IV, élection des juges : D/XLII/9. Circonscriptions administratives et judiciaires, circonscriptions des paroisses: D/IV *bis*/96 ; districts et cantons, création: D/IV *bis*/8; états des districts, cantons et municipalités, limites des départements, revendications de chefs-lieux, nomination de commissaires de police, de juges de paix et de notaires: D/IV *bis*/63 ; tableau de division du département en districts et cantons : D/IV *bis*/37; juges de paix, création, demandes de communes: D/IV *bis*/35; limites entre départements, réunions et distractions de communes, emplacement des tribunaux: D/IV *bis*/83; tribunaux, création et emplacement, demandes et mémoires de communes: D/IV *bis*/25; tribunaux de commerce, création, demandes de communes: D/IV *bis*/33. Comité des droits féodaux, adresses et correspondances du département : D/XIV/4. Comité de législation, correspondance avec les autorités locales et

les particuliers sur l'organisation administrative et judiciaire : D/III/103 à 106. Comité de salut public, correspondance avec les autorités locales sur les nominations et destitutions : D/XLII/9. Contributions patriotiques: D/XXXIV/5, dossier 2 *bis*. Correspondance de corps administratifs avec le Comité des pétitions sur le *Bulletin de la Convention*: D/XL/25. Cultes, Béziers, église, réparation, dossiers du Comité de l'ordinaire des finances de la Législative: D/VI/13 ; état des religieux assermentés et insermentés: D/XIX/21; évêchés, création ou maintien, lettres de municipalités : D/XIX/26, dossiers 399 et 400; pièces jointes aux feuilles de travail du Comité ecclésiastique: D/XIX/95. Département, organisation administrative, notification à l'Assemblée, 1790 : D/XIX/28. Députés et suppléants à la Convention, Joubert (Louis), suppléant admis à siéger, dossier du Comité des décrets : D/I§1/37. Finances, correspondances du département, mémoires et réclamations de particuliers et de municipalités sur les finances, les assignats, les impositions locales, les demandes d'emprunts locaux, les ateliers de charité, dossiers du Comité des finances : D/VI/32; lettres et délibérations des corps administratifs renvoyées par l'Assemblée au Comité des finances: D/VI/60; montant des fermages et loyers des biens nationaux perçus et disponibles au 1er janvier 1791 et montant probable des traitements et pensions à la même époque, dossiers du Comité ecclésiastique: D/XIX/18. Frais de traitement de la justice et des directoires des districts et du département : D/IV *bis*/48. Justice, tribunaux d'appel, état: D/IV/70. Lettres, adresses et mémoires renvoyés par la Législative au Comité des pétitions: D/XL/2; à la commission de correspondance: D/XL/5; à la commission des Douze : D/XL/10; par la Convention au Comité des pétitions: D/XL/20. Monnaies et assignats, adresses : D/VIII/2, dossier 3. Ordre public, dossiers du Comité des rapports : D/XXIX/7 ; Béziers, juge inculpé pour avoir arrêté les prédications d'un moine fanatique: D/IV/33 ; Montpellier, projet de contre-révolution préparé en Suisse par le bureau municipal: D/IV/33 ; Saint-Jean-de-Buèges, assemblée de fanatiques: D/IV *bis*/63. Population, tableaux, correspondances : D/IV *bis*/51.

Hérault de Séchelles (Joseph), conventionnel de Seine-et-Oise, représentant en mission, Mont-Blanc: D/§1/25.

Herbignac (Loire-Inférieure). Cultes, ecclésiastiques, déclarations collectives de titres et de pensions: D/XIX/41.

Hermites de Saint-Jean-Baptiste de la partie française du diocèse de Trèves, suppression des ordres religieux, lettres et adresses: D/XIX/15.

Hesdin (Pas-de-Calais). Insurrection du régiment Royal Champagne en août 1790: D/XV/5.

Hinnisdæl de Fumal (Louis-Maximilien-François d'), général à Saint-Domingue: D/XXV/50, dossier 485.

Histoire, voir aussi : Archéologie (histoire antique). Anquetil (Louis-Pierre), détenu à la prison Saint-Lazare (de Paris), facilités pour achever et imprimer l'abrégé en 12 volumes de son *Histoire universelle*: D/XXXVIII/2, dossier 19. La Platière (comte de), notice sur le chancelier Michel de L'Hospital: D/I§2/3.

Histoire naturelle (Muséum d'), voir : Paris (ville).

Hohenlohe (prince de), écolâtre de l'église de Strasbourg, protestation contre l'enlèvement des archives de cette église: D/XXIX/12.

Hollande, au sens de Pays-Bas, voir : Pays-Bas.

Hommage. Hommages d'ouvrages, voir : Publication.

Honduras (golfe du, auj. : Républiques de Belize, du Guatemala et du Honduras). Établissements britanniques, transport par les Britanniques de 200 nègres rebelles de Saint-Domingue vers: D/XXIII/1, dossier 7.

Hôpital, hospice, dépôt de mendicité. Détenus dans des hôpitaux et dépôts de mendicité sur lettres de cachet : D/V/2.
- Dépôts de mendicité, employés et pensionnés: D/X/3, dossier 21.
- Hôpitaux. Secours accordés aux hôpitaux sur le Trésor public: D/XXVII. **Belgique** et nord de la France : D/§3/90 et 91. **Saint-Domingue**, états de malades et de décès, 1792-1794 : D/XXV/26, dossier 270.
- Hôpitaux de la marine. Rapports et lettres des ministres de la marine: D/XVI/2, dossier 19.
- Hôpitaux militaires. Des armées du Nord et de Sambre-et-Meuse: D/§3/60, dossiers 580 et 581.
- Hospices. **Paris**, projet de remplacer l'Hôtel-Dieu par neuf hospices: D/IV/49.

Horographie: D/XXXVIII/3, dossier 36.

Hospitalière (sœurs, ordre religieux). Religieuses, suppression des ordres religieux, lettres et adresses: D/XIX/16.

Houchard (Jean-Nicolas), général commandant supérieur de l'armée intermédiaire, responsable de la retraite de Menin, pièces contre lui, dossiers du Comité de salut public: D/XLII/5, dossier 5.

Houdon (Jacques-Philippe), sculpteur: D/IV/51.

Houille, houillère, voir : Mine (de charbon).

Huguet de Sémonville (Charles-Louis), plénipotentiaire français en mission à Gênes arrêté à Alexandrie (Italie) par le gouvernement sarde: D/XXIII/1, dossier 13.

Huissier, voir : Justice (professions judiciaires).

Huître. **Ille-et-Vilaine**, Cancale, pêche dans la baie: D/XVI/3, dossier 27.

Humbert (Sébastien), conventionnel de la Meuse, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/349-350.

Hundelgem (Belgique, Flandres-Orientales, auj. : commune de Zwalm). Réquisitions pour l'armée du Nord, pétition: D/§3/97, dossier 936.

Hurteaux, détenu sur lettres de cachet, réclamation : D/V/4, dossier 46.

Hurvoy, officier militaire ou de marine à Saint-Domingue: D/XXV/50, dossier 485.

Hussards (5e régiment), fournitures fournitures par la commune de Barbentane (Bouches-du-Rhône) à la compagnie de Schomberg: D/VII/1.

Huy (Belgique, province de Liège). Hôpital, directeur, correspondance avec les représentants en mission près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse: D/§3/91. Hôpital militaire, état des mouvements: D/§3/92.

Hydrographie: D/XXXVIII/3, dossier 36.

Île-de-France (province). Tableau de situation de l'administration de 1787 à 1790: D/VI/62. Commissaires des départements de la ci-devant province, indemnités: D/VI/2. Division en départements: D/IV *bis*/1.

Ille-et-Vilaine (département). Administration du département, des districts et municipalités, réunions et démembrements de communes, observations sur l'ordre judiciaire, tribunaux de commerce, constitution civile du clergé, fuite du Roi, départ de Mesdames tantes du Roi, adresses, dossiers du Comité de constitution : D/IV/33. Assemblée électorale, an IV, clôture : D/XLII/9. Biens nationaux, Fougères, aliénation, procès-verbaux, états d'opérations et estimations: D/XXII/2, dossier 12. Circonscriptions administratives et judiciaires, circonscriptions des paroisses: D/IV *bis*/96 ; districts et cantons, création: D/IV *bis*/8; états des districts, cantons et municipalités, limites des départements, revendications de chefs-lieux, nomination de commissaires de police, de juges de paix et de notaires: D/IV *bis*/64 ; juges de paix, création, demandes de communes: D/IV *bis*/35; tribunaux, création et emplacement, demandes et mémoires de communes: D/IV *bis*/25; tribunaux de commerce, création, demandes de communes: D/IV *bis*/33. Comité des droits féodaux, adresses et correspondances du département : D/XIV/4. Comité de législation, correspondance avec les autorités locales et les particuliers sur l'organisation administrative et judiciaire : D/III/107 à 110. Comité de salut public, correspondance avec les autorités locales sur les nominations et destitutions : D/XLII/9. Contributions patriotiques: D/XXXIV/5, dossier 2 *bis*. Correspondance de corps administratifs avec le Comité des pétitions sur le *Bulletin de la Convention*: D/XL/25. Cultes, pièces jointes aux feuilles de travail du Comité ecclésiastique: D/XIX/95; Rennes, cathédrale, travaux, lettre d'envoi par le ministre de l'Intérieur, dossiers du Comité de l'ordinaire des finances de la Législative: D/VI/13 ; pensions, prestations de serment et suppressions de paroisses, réclamations, pétitions d'administrations et de particuliers: D/XIX/45. Département, organisation administrative, notification à l'Assemblée, 1790 : D/XIX/28. Députés et suppléants à la Convention, Tréhouart (Bernard-Thomas), suppléant admis à siéger, dossier du Comité des décrets : D/I§1/37; suppléants, correspondance du Comité des décrets avec le département : D/I§1/39, dossier 279. Finances, correspondances du département, mémoires et réclamations de particuliers et de municipalités sur les finances, les assignats, les impositions locales, les demandes d'emprunts locaux, les ateliers de charité, dossiers du Comité des finances : D/VI/33; lettres et délibérations des corps administratifs renvoyées par l'Assemblée au Comité des finances: D/VI/61. Frais de traitement de la justice et des directoires des districts et du département : D/IV *bis*/48. Justice, profession d'avoué: D/IV *bis*/83; tribunaux d'appel, état: D/IV/70. Lettres, adresses et mémoires de Rennes renvoyés par la Législative au Comité des pétitions: D/XL/2 ; lettres, adresses et mémoires renvoyés à la commission des Douze : D/XL/10; par la Convention au Comité des pétitions: D/XL/20. Notaires, placement: D/IV *bis*/92/C. Ordre public, dossiers du Comité des rapports : D/XXIX/7 ; Redon, troubles, mars 1790 : D/XIV/4. Population, tableaux, tenue, correspondance du Comité de division avec les districts : D/IV *bis*/41; tableaux par districts : D/IV *bis*/51. Prisons, détenus sur lettres de cachet: D/V/5, dossier 56.

Illkirch [-*Graffenstaden*] (Bas-Rhin). Troubles : D/XXIX *bis*/29, dossiers 286 à 289.

Impositions, impôt, voir : Contributions (impôt).

Impositions et contributions publiques (Comité des de la Législative) : **D/IX**.

Imprimeur (imprimerie), voir aussi : Journal (presse et imprimerie). Imprimerie: D/XXXVIII/2, dossier 30. De la Loterie royale, employés, pensions: D/X/1, dossier 1. Réclamations d'imprimeurs sur les privilèges des liturgies des diocèses, dossier du Comité ecclésiastique: D/XIX/27 et 103.
- Imprimeur, voir : Baudouin (François-Jean), imprimeur de l'Assemblée, Didot, à Paris.

Imprimerie nationale. Correspondance avec le Comité de législation et ceux des décrets et de salut public: D/III/310-311. Directeur, Duboy-Laverne (Philippe-Daniel): D/XXXVIII/2, dossier 30.

Incendie. Rapport et projet de décret par Lacoste-Montlauzier (Jean-Joseph), député du Lot à la Législative, sur les secours à accorder aux départements où la contribution de quatre sous pour livre a été insuffisante pour l'année 1791 et aux départements et communes sinistrés par la grêle ou l'incendie, et pièces jointes, pétitions de communes et de directoires de départements : D/VI/19.
- Affaires par localités. **Bretagne**, observations sur les incendies dans la province en 1789: D/IV/37. **Creuse**, Felletin, commune, secours après un incendie: D/XXVII. **Haute-Loire**, incendie de la maison du département: D/IV *bis*/65. **Marne**, La Veuve, commune, secours après un incendie: D/XXVII. Paris, de la raffinerie de salpêtre de la maison de l'Unité: D/XLII/5, dossier 6.

Indes (Compagnie des), voir : Banque.

Indre (département). Administration du département, des districts et municipalités, réunions et démembrements de communes, observations sur l'ordre judiciaire, tribunaux de commerce, constitution civile du clergé, fuite du Roi, départ de Mesdames tantes du Roi, adresses, dossiers du Comité de constitution : D/IV/34. Biens nationaux, Châteauroux, aliénation, procès-verbaux, états d'opérations et estimations: D/XXII/2, dossier 12. Circonscriptions administratives et judiciaires, circonscriptions des paroisses: D/IV *bis*/96 ; paroisses d'Issoudun: D/IV *bis*/106 ; districts et cantons, création: D/IV *bis*/8; états des districts, cantons et municipalités, limites des départements, revendications de chefs-lieux, nomination de commissaires de police, de juges de paix et de notaires: D/IV *bis*/64; limites entre départements, réunions et distractions de communes, emplacement des tribunaux: D/IV *bis*/83 ; tribunaux, création et emplacement, demandes et mémoires de communes: D/IV *bis*/25; tribunaux de commerce, création, demandes de communes: D/IV *bis*/33. Comité des droits féodaux, adresses et correspondances du département : D/XIV/4. Comité de législation, correspondance avec les autorités locales et les particuliers sur l'organisation administrative et judiciaire : D/III/111 et 112. Comité de salut public, correspondance avec les autorités locales sur les nominations et destitutions : D/XLII/9. Contributions patriotiques: D/XXXIV/5, dossier 2 *bis*. Correspondance de corps administratifs avec le Comité des pétitions sur le *Bulletin de la Convention*: D/XL/25. Cultes, état des religieux assermentés et insermentés: D/XIX/21; pensions, prestations de serment et suppressions de paroisses, réclamations, pétitions d'administrations et de particuliers: D/XIX/45; pièces jointes aux feuilles de travail du Comité ecclésiastique: D/XIX/95. Département, organisation administrative, notification à l'Assemblée, 1790 : D/XIX/28. Députés suppléants à la Convention, dossier du Comité des décrets : D/I§1/37. Finances, correspondances du département, mémoires et réclamations de particuliers et de municipalités sur les finances, les assignats, les impositions locales, les demandes d'emprunts locaux, les ateliers de charité, dossiers du Comité des finances : D/VI/34; lettres et délibérations des corps administratifs renvoyées par l'Assemblée au Comité des finances: D/VI/61; montant des fermages et loyers des biens nationaux perçus et disponibles au 1er janvier 1791 et montant probable des traitements et pensions à la même époque, dossiers du Comité ecclésiastique: D/XIX/18. Frais de traitement de la justice et des directoires des districts et du département : D/IV *bis*/48. Justice, tribunaux d'appel, état: D/IV/70. Lettres, adresses et mémoires renvoyés par la Législative au Comité des pétitions: D/XL/2; à la commission des Douze : D/XL/10; par la Convention au Comité des pétitions: D/XL/20. Notaires, placement: D/IV *bis*/92/C. Population, tableaux, tenue, correspondance du Comité de division avec les districts : D/IV *bis*/41; tableaux par districts : D/IV *bis*/51.

Indre-et-Loire (département). Administration du département, des districts et municipalités, réunions et démembrements de communes, observations sur l'ordre judiciaire, tribunaux de commerce, constitution civile du clergé, fuite du Roi, départ de Mesdames tantes du Roi, adresses, dossiers du Comité de constitution : D/IV/34. Assemblées électorales, 1790-1791, état des citoyens actifs et des électeurs: D/IV *bis*/37. Biens nationaux, Tours, aliénation, procès-verbaux, états d'opérations et estimations: D/XXII/2, dossier 12. Circonscriptions administratives et judiciaires, circonscriptions des paroisses: D/IV *bis*/96 ; paroisses de Chinon: D/IV *bis*/106 ; districts et cantons, création: D/IV *bis*/8; états des districts, cantons et municipalités, limites des départements, revendications de chefs-lieux, nomination de commissaires de police, de juges de paix et de notaires: D/IV *bis*/64 ; tableau de division du département en districts et cantons : D/IV *bis*/37; limites entre départements, réunions et distractions de communes, emplacement des tribunaux: D/IV *bis*/83 ; juges de paix, création, demandes de communes: D/IV *bis*/35; tribunaux, création et emplacement, demandes et mémoires de communes: D/IV *bis*/25. Comité des droits féodaux, adresses et correspondances du département : D/XIV/4 et 12. Comité de législation, correspondance avec les autorités locales et les particuliers sur l'organisation administrative et judiciaire : D/III/113 à 115. Comité de salut public, correspondance avec les autorités locales sur les nominations et destitutions : D/XLII/9. Contributions patriotiques: D/XXXIV/5, dossier 2 *bis*. Correspondance de corps administratifs avec le Comité des pétitions sur le *Bulletin de la Convention*: D/XL/25. Cultes, état des religieux assermentés et insermentés: D/XIX/21; pensions, prestations de serment et suppressions de paroisses, réclamations, pétitions d'administrations et de particuliers: D/XIX/45; pièces jointes aux feuilles de travail du Comité ecclésiastique: D/XIX/95; traitements et bâtiments, dossiers du Comité de l'ordinaire des finances de la Législative: D/VI/13. Département, organisation administrative, notification à l'Assemblée, 1790 : D/XIX/28. Députés et suppléants à la Convention, Champigny-Aubin (Louis), suppléant admis à siéger, Potier (Louis-Ours-Victor-Philippe), suppléant admis à siéger puis décédé, et Veau de Launay (Pierre-Louis-Athanase), suppléant admis à siéger, dossier du Comité des décrets : D/I§1/37. Finances, correspondances du département, mémoires et réclamations de particuliers et de municipalités sur les finances, les assignats, les impositions locales, les demandes d'emprunts locaux, les ateliers de charité, dossiers du Comité des finances : D/VI/34; lettres et délibérations de la municipalité de Tours renvoyées par l'Assemblée au Comité des finances: D/VI/61. Frais de traitement de la justice et des directoires des districts et du département : D/IV *bis*/48. Justice, tribunaux d'appel, état: D/IV/70. Lettres, adresses et mémoires renvoyés par la Législative au Comité des pétitions: D/XL/2; à la commission de correspondance: D/XL/5; à la commission des Douze : D/XL/11; par la Convention au Comité des pétitions: D/XL/20. Notaires, placement: D/IV *bis*/92/A, 92/C. Ordre public, Tours, interrogatoire de soldats français déserteurs rentrés de l'Empire avec passeports, dossier du Comité des rapports : D/XXIX/7. Prisons, Loches, château, détenus sur lettres de cachet, état: D/V/4, dossier 52.

Indret (Loire-Inférieure, commune d'Indre). Fonderie de canon, Demangeot, secrétaire au Comité de correspondance de la Convention ayant accompagné

Merlin de Thionville et Reubell en mission à Mayence, ensuite régisseur : D/XL/30, dossier 5.

Industrie, voir aussi : Carrière de pierres, Fonderie, Forge, Imprimeur (imprimerie), Mine, Nitrière, Papeterie, Poudre et Salpêtre (Poudrerie, Salpêtrière). États et appointements des inspecteurs du commerce et des manufactures, gratifications pour encourager l'industrie et inspecteurs des manufactures (1788-1789), dossiers du Comité des finances: D/VI/4.
- Manufactures. Du pays de Liège: D/§3/93, dossier 912. Voir : Paris, ville, manufacture de la Savonnerie, Sèvres.

Ingénieur. De la marine, voir : Marine (employés civils).

INGRAND (François-Pierre), conventionnel de la Vienne, dénonciations contre lui, dossiers du Comité de législation : D/III/349-350, 356-357.

Insigne, signe de ralliement.
- Décoration militaire, voir aussi : Ordre de noblesse (ordre de Saint-Louis). Rapports et lettres des ministres de la marine: D/XVI/2, dossier 18.
- Affaires par localités. **Manche**, Cherbourg, municipalité demandant si les armoiries des villes sont comprises dans le décret d'abolition: D/XIV/5. Marché pour la gravure de la médaille votée par l'Assemblée le 4 août 1789: D/VI/6, dossier 47. **Finistère**, Quimperlé, district, désordres causés par la destruction des emblêmes féodaux: D/XIV/3.

Insming (Meurthe, auj. : Moselle). Ordre public, rébellion, mai 1790: D/IV/43.

Inspecteurs de la salle (Comité des) : **D/XXXV**. Comité des inspecteurs des palais nationaux, correspondance du Comité des décrets sur l'envoi et la promulgation des décrets: D/I§1/32. Commission des inspecteurs de la salle des Anciens, arrêté déposant aux Archives nationales diverses clefs et trois cachets saisis en Vendée: D/I§2/3. Lettre des inspecteurs de la salle de la Législative en faveur de leurs employés: D/XI/2, dossier 13.

Instruction publique, voir : École.

Instruction publique (Comité d') : **D/XXXVIII**. Correspondance du Comité des décrets sur l'envoi et la promulgation des décrets: D/I§1/32.

Instruction publique (Commission exécutive de l'). Tableau des attributions: D/XXXVIII/1, dossier 1.

Intendance (d'Ancien Régime), voir : Lorraine, Paris.

Invalide (militaire). De la marine, rapports et lettres des ministres de la marine: D/XVI/2, dossier 21.

Invention, voir aussi : Aérostation, Sténographie, Télégraphie. Inventions et inventions de guerre: D/XXXVIII/3, dossiers 38 et 39.

Isère (département). Administration du département, des districts et municipalités, réunions et démembrements de communes, observations sur l'ordre judiciaire, tribunaux de commerce, constitution civile du clergé, fuite du Roi, départ de Mesdames tantes du Roi, adresses, dossiers du Comité de constitution : D/IV/35. Assemblées électorales, 1790-1791, état des citoyens actifs et des électeurs: D/IV *bis*/37. Circonscriptions administratives et judiciaires, circonscriptions des paroisses: D/IV *bis*/96 ; paroisses de Vienne et de Voiron: D/IV *bis*/106 ; districts et cantons, création: D/IV *bis*/8; division territoriale, reliquat du Comité de division: D/IV *bis*/110 ; états des districts, cantons et municipalités, limites des départements, revendications de chefs-lieux, nomination de commissaires de police, de juges de paix et de notaires: D/IV *bis*/64 ; tableau de division du département en districts et cantons : D/IV *bis*/37; juges de paix, création, demandes de communes: D/IV *bis*/35; limites entre départements, réunions et distractions de communes, emplacement des tribunaux: D/IV *bis*/83 ; tribunaux, création et emplacement, demandes et mémoires de communes: D/IV *bis*/25; tribunaux de commerce, création, demandes de communes: D/IV *bis*/33. Comité des droits féodaux, adresses et correspondances du département : D/XIV/4 et 12. Comité de législation, correspondance avec les autorités locales et les particuliers sur l'organisation administrative et judiciaire : D/III/116 à 118. Comité de salut public, correspondance avec les autorités locales sur les nominations et destitutions : D/XLII/9. Contributions patriotiques: D/XXXIV/5, dossier 2 *bis*. Convention, suppléants, correspondance du Comité des décrets avec le département : D/I§1/39, dossier 279. Correspondance de corps administratifs avec le Comité des pétitions sur le *Bulletin de la Convention*: D/XL/25. Cultes, ecclésiastiques, déclarations collectives de titres et de pensions: D/XIX/42 ; évêchés, création ou maintien, lettres de municipalités : D/XIX/26, dossiers 399 et 400. Département, organisation administrative, notification à l'Assemblée, 1790 : D/XIX/28. Finances, correspondances du département, mémoires et réclamations de particuliers et de municipalités sur les finances, les assignats, les impositions locales, les demandes d'emprunts locaux, les ateliers de charité, dossiers du Comité des finances : D/VI/35; lettres et délibérations des corps administratifs renvoyées par l'Assemblée au Comité des finances: D/VI/61. Frais de traitement de la justice et des directoires des districts et du département : D/IV *bis*/48. Guerre, correspondance d'autorités constituées et de particuliers adressée aux commissaires de la Législative près l'armée du Midi : D/XV/3, dossier 27. Justice, tribunaux d'appel, état: D/IV/70. Lettres, adresses et mémoires renvoyés par la Législative au Comité des pétitions: D/XL/2; à la commission de correspondance: D/XL/5; à la commission des Douze : D/XL/11; par la Convention au Comité des pétitions: D/XL/20. Monnaies et assignats, adresses : D/VIII/2, dossier 3. Notaires, placement: D/IV *bis*/92/C. Ordre public, dossiers du Comité des rapports : D/XXIX/7. Population, tableaux, tenue, correspondance du Comité de division avec les districts : D/IV *bis*/41; tableau, district de La Tour-du-Pin : D/IV *bis*/51. Prisons, détenus sur lettres de cachet, état: D/V/4, dossier 50.

ISNARD (Henri-Maximin), conventionnel du Var, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/345.

Isoré (Jacques), conventionnel de l'Oise, représentant en mission près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse: D/§3 ; dans l'Aisne et l'Oise, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/353.

Issy [*-les-Moulineaux*] (Seine, auj. : Hauts-de-Seine). Acte de fédération des communes de Clamart, -, Vanves et Vaugirard du 14 juillet 1790 : D/VI/45, dossier 676.

Italien (langue), voir : Langues étrangères.

J

Jacmel (Saint-Domingue). Troubles, 1792-1793 : D/XXV/16.

Jacob (Claude), suppléant de Saône-et-Loire à la Convention admis à siéger, dossier du Comité des décrets : D/I§1/38.

Jacob (Dominique), suppléant de la Meurthe à la Convention admis à siéger, dossier du Comité des décrets : D/I§1/37.

Jacobin. Société des -, voir : Société.

Jagot (Grégoire-Marie), conventionnel de l'Ain, dénonciations contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/349-350 et 352 ; représentant en mission, Mont-Blanc: D/§1/25; Alpes-Maritimes : D/§1/25 et 26.

Jalès (Ardèche, commune de Berrias). Soulèvement royaliste, lettres et délibérations des corps administratifs du Gard renvoyées par l'Assemblée au Comité des finances: D/VI/60 ; lettres du directoire du département de l'Ardèche et des districts de ce département sur les mesures à prendre contre la rébellion: D/XXIX/1.

Jamaïque (Antilles). Dossier du Comité des colonies : D/XXV/130, dossier 1022.

Jardin. Jardin des plantes de Poitiers, jardin du roi, dossiers du Comité des finances sur la dette publique: D/VI/10, dossier 105. **Belgique**, Bruxelles, liste des végétaux de la serre et des jardins de Laeken envoyés à Paris: D/§3/59. **Vienne**, Poitiers, jardin des plantes à conserver: D/IV/67.

Jary (François-Joseph), constituant, membre des Comités des finances et des impositions, état succinct des recettes et dépenses du trésor public en janvier et février 1790 rédigés par lui: D/VI/14, dossier 137.

Javogues (Claude), conventionnel de Rhône-et-Loire, dénonciations contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/344 et 349-350 ; en mission dans l'Ain, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/354-355.

Jay (Jean), député de la Gironde à la Convention membre du Comité de correspondance : D/XL/30, dossier 5.

Jean-François, révolté de Saint-Domingue, correspondance : D/XXV/12, dossier 118.

Jeanbon-Saint-André (André Jeanbon, dit), conventionnel du Lot, représentant à Brest et Saint-Malo, arrêtés: D/XVI/1, dossier 5. ; dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/349-350.

Jemappes (département). Députés suppléants à la Convention, dossier du Comité des décrets : D/I§1/38. Lettres renvoyées par la Convention au Comité des pétitions: D/XL/21.

Jeu. Jeux de hasard, dénonciation: D/IV/51.

Jobal (Antoine de), général commandant à Tobago : D/XXV/131.

Joinville (Haute-Marne). Société des sans-culottes, protestation contre un arrêté interdisant les fonctions publiques aux anciens prêtres: D/XLII/10.

Jolly (Fr.), détenu sur lettres de cachet, réclamation: D/V/2, dossier 27, 3, dossier 37, 4, dossier 52.

Joubert (Louis), suppléant de l'Hérault à la Convention admis à siéger, dossier du Comité des décrets : D/I§1/37 ; représentant en mission près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse: D/§3.

Jouenne-Longchamp (Thomas-François-Ambroise), conventionnel du Calvados, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/349-350.

Jourde (Gilbert-Amable), suppléant du Puy-de-Dôme à la Convention admis à siéger, dossier du Comité des décrets : D/I§1/38.

Journal, presse. Presse et imprimerie, adresses de Paris, dossiers du Comité de constitution : D/IV/50. *Le Courrier de Paris*, municipalité de Pau calomniée par Gorsas (Antoine-Joseph): D/XXIX/11. *Le Patriote français*, voir : Brissot (Jean-Louis), auteur.

Journées révolutionnaires, voir aussi : Gironde (girondins, Fédération de 1793).
- Quatorze Juillet 1789. David, vainqueur de la Bastille, certificat de décès, 1789: D/IV/10, dossier 153. **Paris**, Vainqueurs de la Bastille, corps spécial envisagé, réclamation contre: D/IV/49. **Saône-et-Loire**, Chasselas, maison dévastée en juillet 1789: D/XIV/10. **Seine-Inférieure**, Rouen, boulangeries pillées, juillet 1789: D/XI/2, dossier 10.
- Nuit du Quatre-Août. Beaumont (de), chef de division de la marine habitant en Lot-et-Garonne, protestation contre l'abolition de la noblesse héréditaire: D/IV/39. Bulletin envoyé à la municipalité de Cadillac (Gironde) par le député Fisson-Joubert (Jean-Louis) sur les mesures prises par la Constituante (14 août 1789) et réponse du comte de Preissac, de Cadillac, au nom de la noblesse : D/XIV/4. **Loire-Inférieure**, lettre d'un particulier de Nantes craignant l'incendie par les paysans des archives des chambres des comptes à cause des titres féodaux: D/XIV/5. Marché pour la gravure de la médaille votée par l'Assemblée le 4 août 1789: D/VI/6, dossier 47. Protestation de l'Électeur de Cologne comme grand-maître de l'ordre teutonique contre les décret de

l'assemblée du mois d'août 1789, correspondances avec le duc de Deux-Ponts sur les indemnités dues aux princes d'Empire pour leurs possessions en Alsace, imprimé et observations pour la maison de Wurtemberg sur ces décrets: D/XIV/9.
- Grande Peur. Bretagne, observations sur les incendies dans la province en 1789: D/IV/37. Tardieu (l'abbé de), de Vinezac (Ardèche), lettre à la Constituante sur les abus ayant causé les excès commis dans les campagnes, dossier du Comité des droits féodaux: D/XIV/1.
- Octobre 1789. Procédure instruite au Châtelet sur les journées des 5 et 6 octobre 1789: D/XXIX *bis*/ 40, dossier 412. **Paris**, crime de lèse-nation, notamment Audu (Louise-Reine), poursuivie pour les affaires des 5 et 6 octobre 1789: D/IV/49.
- Fédération de 1790. **Paris**, pacte fédératif: D/IV/49 ; acte de fédération des communes de Clamart, Issy, Vanves et Vaugirard du 14 juillet 1790 : D/VI/45, dossier 676. **Somme**, Molliens-le-Vidâme, serment fédératif prêté par les habitants, juillet 1790 : D/IV/64.
- Départ de Mesdames tantes du Roi, adresses, dossiers du Comité de constitution par départements : D/IV/14 à 69.
- Fuite du Roi, dossiers du Comité de constitution par départements : D/IV/14 à 69. Lettres de départements et de municipalités, dossiers du Comité des recherches : D/XXIX *bis*/35 à 38. Projet pour l'éducation du Dauphin provenant du département du Finistère, juillet 1791 : D/IV/27.
- Dix-Août 1792. Adresses de volontaires sur le Dix-Août: D/XL/5, dossier 84. Commission des Vingt-Quatre de la Convention chargée de l'inventaire des papiers découverts dans l'armoire de fer des Tuileries, correspondance du Comité des décrets sur l'envoi et la promulgation des décrets: D/I§1/32. Gallet (Bertrand), de Pragondran (Mont-Blanc), garde suisse jusqu'au Dix-Août, adresse au conventionnel Petion pour obtenir sa solde et un passeport pour rentrer chez lui : D/XL/30, dossier 5. Législative, feuilles de présence émargées des députés présents le 27 août 1792 et états des absents : D/I§1/39, dossier 284.
- Massacres de septembre: D/XLII/5, dossiers 1 et 2.
- Prairial an III. Attentat du 1er prairial an III, commission militaire: D/III/318-319.

Judicature (Comité de) : **D/XVII**. Lettres, mémoires et demandes d'indemnités en provenant, dossiers du Comité de liquidation: D/XI/1, dossiers 6 à 8.

Jumécourt (de), interrogatoire par la municipalité de Port-au-Prince (Saint-Domingue): D/XXV/30, dossier 314.

Juif. D'Alsace, droits civils: D/IV/56. À admettre à tous les droits des citoyens, adresse du district des Carmélites de Paris au Comité de constitution : D/IV/13, dossier 209. Lettre sur la condition civile des juifs provenant de la Moselle: D/IV/44.

Juliana, vaisseau américain de Baltimore capturé par le corsaire *l'Espérance* en 1797: D/XVI/3, dossier 30.

Jura (département). Administration du département, des districts et municipalités, réunions et démembrements de communes, observations sur l'ordre judiciaire, tribunaux de commerce, constitution civile du clergé, fuite du Roi, départ de Mesdames tantes du Roi, adresses, dossiers du Comité de constitution : D/IV/35. Assemblées électorales, 1790-1791, état des citoyens actifs et des électeurs: D/IV *bis*/37. Assemblée électorale, an IV, clôture : D/XLII/9. Circonscriptions administratives et judiciaires, circonscriptions des paroisses: D/IV *bis*/96 ; districts et cantons, création: D/IV *bis*/9; division territoriale, reliquat du Comité de division: D/IV *bis*/110 ; états des districts, cantons et municipalités, limites des départements, revendications de chefs-lieux, nomination de commissaires de police, de juges de paix et de notaires: D/IV *bis*/64 ; limites entre départements, réunions et distractions de communes, emplacement des tribunaux: D/IV *bis*/84 ; tableau de division du département en districts et cantons : D/IV *bis*/37; juges de paix, création, demandes de communes: D/IV *bis*/35; tribunaux, création et emplacement, demandes et mémoires de communes: D/IV *bis*/25. Comité des droits féodaux, adresses et correspondances du département : D/XIV/4. Comité de législation, correspondance avec les autorités locales et les particuliers sur l'organisation administrative et judiciaire : D/III/119 et 120. Comité de salut public, correspondance avec les autorités locales sur les nominations et destitutions : D/XLII/9. Correspondance de corps administratifs avec le Comité des pétitions sur le *Bulletin de la Convention*: D/XL/25. Cultes, état des religieux et religieuses: D/XIX/17 ; état des religieux assermentés et insermentés: D/XIX/21; pensions, prestations de serment et suppressions de paroisses, réclamations, pétitions d'administrations et de particuliers: D/XIX/45; pièces jointes aux feuilles de travail du Comité ecclésiastique: D/XIX/95; traitements et bâtiments, dossiers du Comité de l'ordinaire des finances de la Législative: D/VI/13; transfert de vases sacrés et linges d'autels d'églises supprimées aux églises conservées : D/XIX/103; troubles causés par les prêtres réfractaires, 1791: D/XIX/22, dossier 364. Département, organisation administrative, notification à l'Assemblée, 1790 : D/XIX/28. Dons patriotiques, commune de Lons-le-Saulnier: D/XXXIV/7, dossier 12 e. Finances, correspondances du département, mémoires et réclamations de particuliers et de municipalités sur les finances, les assignats, les impositions locales, les demandes d'emprunts locaux, les ateliers de charité, dossiers du Comité des finances : D/VI/35 ; demandes de secours pour insuffisance de fonds ou à la suite de sinistres, pièces jointes au rapport de Lacoste-Montlauzier, député du Lot à la Législative: D/VI/19; lettres et délibérations des corps administratifs renvoyées par l'Assemblée au Comité des finances: D/VI/61. Frais de traitement de la justice et des directoires des districts et du département : D/IV *bis*/48. Justice, tribunaux d'appel, état: D/IV/70. Lettres, adresses et mémoires renvoyés par la Législative au Comité des pétitions: D/XL/2; à la commission de correspondance: D/XL/5; à la commission des Douze : D/XL/11; par la Convention au Comité des pétitions: D/XL/21. Notaires, placement: D/IV *bis*/92/A, 92/C. Ordre public, dossiers du Comité des rapports : D/XXIX/7. Population, tableaux, tenue, correspondance du Comité de division avec les districts : D/IV *bis*/41; tableaux par districts : D/IV *bis*/51. Prisons, Dole, maison du Bon-Pasteur, détenus sur lettres de cachet: D/V/4, dossier 41.Représentants en mission, Bailly (Edme-Louis-Barthélemy) : D/§1/8.

Juré priseur, voir : Justice (professions judiciaires).

Justice. Comité de législation, correspondance avec les autorités locales et les particuliers sur l'organisation administrative et judiciaire : D/III/1 à 309. Belgique, pays de Luxembourg, pays de Salm, pays de Spa, pays de Trèves, jugements, révisions, dossiers du Comité de législation : D/III/309. Frais de justice et d'administration des départements et districts, tableaux: D/IV *bis*/48 et 49. Procédure contre Danton et Marat au Châtelet de Paris: D/XXIX/63. **Var**, juridictions particulières pour les pêcheurs, demande: D/IV/66.

- Haute Cour, réclamations auprès du Comité des décrets à son sujet: D/I§1/33, dossier 255. Loiret, Orléans, affaire L. Bourdon, 1793-an II, dossiers du Comité de législation: D/III/131/A. Traitement des prisonniers traduits devant la Haute Cour de Justice d'Orléans, lettres et délibérations renvoyées par l'Assemblée au Comité des finances: D/VI/61.
- Justice militaire. Dossiers du Comité de législation : D/III/310-311 à 319. **Saint-Domingue**: D/XXV/31 et 32.
- Justices de paix. Formation, procès-verbaux, plaintes : D/IV/2 à 8. Juges de paix, création, demandes de communes: D/IV *bis*/35. Nominations de juges de paix, dossiers par département: D/IV *bis*/56 à 76. Calvados, demandant à recevoir toutes les lois ou au moins celles concernant leurs fonctions: D/XL/30, dossier 5; des villes du département, fixation de leur nombre: D/IV*bis*/110, dossier 8. **Lot-et-Garonne**, réduction, an VIII : D/IV *bis*/48. Département de la **Méditerranée** (Premier Empire), circonscription : D/IV *bis*/55. Organisation, pétitions, dossiers du Comité de législation : D/III/379. Questions de communautés ou particuliers à l'Assemblée ou au Comité de constitution, 1790-1791 : D/IV/4 à 7 et 9. Tableaux départementaux : D/III/1 à 309.
- Lèse-Nation (crime de). **Paris**, crime de lèse-nation, notamment Audu (Louise-Reine), poursuivie pour les affaires des 5 et 6 octobre 1789: D/IV/49.
- Maréchaussées de France, juridictions, suppression, réclamations de communes contre: D/IV/1.
- Organisation judiciaire, pétitions, dossiers du Comité de législation : D/III/379 ; dossiers du Comité de constitution par départements : D/IV/14 à 69.
- Procédure judiciaire. Dejean, capitaine du navire *le Bien-Aimé* de Bordeaux, procès criminel devant l'amirauté de Port-au-Prince (Saint-Domingue): D/XXV/34, dossier 341. Dossiers du Comité de législation : D/III/321. Dossiers du Comité de judicature: D/XVII/5, dossiers 66 et 67. Procédure criminelle, dossiers du Comité de judicature: D/XVII/5, dossier 63. Procès, demande de révision, adresses à l'Assemblée ou au Comité de législation : D/III/336 à 339. Réclamations contre des jugements, dossiers du Comité de judicature: D/XVII/6, dossier 76.
- Professions judiciaires, dossiers du Comité de constitution par départements : D/IV/14 à 69. Avoués, greffiers, huissiers et notaires de Paris, dossiers du Comité de législation: D/III/231. Avoués, lettre d'Ille-et-Vilaine : D/IV *bis*/83. Greffiers, offices, remboursement: D/XVII/7, dossier 96-97. Huissiers audienciers près les cours souveraines de Paris et Lyon: D/XVII/2, dossiers 21 et 22 . Huissiers, offices, remboursement: D/XVII/7, dossier 103-104 ; pétitions, dossiers du Comité de législation : D/III/379. Jurés-priseurs, dossiers du Comité de judicature: D/XVII/4, dossier 52 ; offices, remboursement: D/XVII/8, dossier 106.Officiers ministériels de judicature: D/XVII/2, dossier 23, à 4, dossier 47. Procureurs, offices, remboursement: D/XVII/7, dossiers 98 à 102 ; procureurs de la ville d'Amiens. D/XVII/7, dossier 102 *bis*.

K

Kampenhout (Belgique, Brabant). Réquisitions pour l'armée du Nord, pétition: D/§3/97, dossier 936.

Karcher (Henri), suppléant de la Moselle à la Convention admis à siéger, dossier du Comité des décrets : D/I§1/37.

Kellermann (François-Étienne-Christophe), général, lettre sur Chépy (Pierre-Paul), recommandé comme commissaire national pour le département du Mont-Blanc: D/XXIII/2, dossier 31.

Kortenberg (Belgique, Brabant). Réquisitions pour l'armée du Nord, pétition: D/§3/97, dossier 936.

L

Laa (Antoine), suppléant des Basses-Pyrénées à la Convention admis à siéger, dossier du Comité des décrets : D/I§1/38.

La Cardonnie, capitaine de vaisseau détenu sur lettres de cachet, réclamation: D/V/2, dossier 26.

La Chapelle (de), détenu sur lettres de cachet, réclamation : D/V/4, dossier 41.

La Chapelle-Launay (Loire-Inférieure). Cultes, ecclésiastiques, déclarations collectives de titres et de pensions: D/XIX/41.

La Chaulme (Puy-de-Dôme). Cultes, ecclésiastiques, déclarations collectives de titres et de pensions: D/XIX/41.

La Chaussade (Nièvre commune de Guérigny). Forges, mémoire de Chardon (Daniel-Marc-Antoine), ancien intendant de l'île Sainte-Lucie puis de Corse, chargé de l'inspection de forges de marine à la fin de l'Ancien Régime: D/X/2, dossier 15.

La Chauvinière, détenu sur lettres de cachet, réclamation: D/V/3, dossier 32.

Lacombe-Saint-Michel (Jean-Pierre), conventionnel du Tarn, représentant en mission en Corse: D/§1/16 ; près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse: D/§3; registre de correspondance: D/§3/116, dossier 1092.

Lacoste (Élie ou Jean-Baptiste ?), représentant en mission près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse, registre

d'arrêtés: D/§3/111, dossier 1074 *bis* ; dénonciation contre lui et Balthazar Faure, dossier du Comité de législation : D/III/349-350.

Lacoste (Élie), conventionnel de la Dordogne, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/348 ; représentant en mission près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse: D/§3;

Lacoste (Jean-Antoine), commissaire civil à la Martinique: D/XXV/116.

Lacoste (Jean-Baptiste), conventionnel du Cantal, représentant en mission près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse: D/§3 ; en mission à Nancy , dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/354-355.

Lacoste-Montlauzier (Jean-Joseph), député du Lot à la Législative: D/VI/19.

Lacour de La Pijardière, détenu sur lettres de cachet, réclamation: D/V/2, dossier 25.

Lacrampe (Jean), conventionnel des Hautes-Pyrénées, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/346.

Lacroix (le conventionnel Jean-François Delacroix ?), dénonciation contre Legendre, Louchet et lui, dossier du Comité de législation : D/III/352.

La Désirade (Antilles). Dossier du Comité des colonies : D/XXV/130, dossier 1023.

La Fayette (Marie-Joseph-Paul-Yves-Roch-Gilbert Motier de) général en chef de l'armée du Nord: D/XV/2.

La Fère (Aisne). Comité de surveillance, délibération sur l'habillement et équipement des troupes de Belgique et du Nord-est de la France: D/§3/58, dossier 550.

La Flèche (Sarthe). Visitation, inventaire des biens: D/XIX/30, dossier 484.

Lafolie, commandant en Guadeloupe : D/XXV/120.

Lagondie (Guilhem de), voir : Guilhem de Lagondie.

Lagourgue, commissaire de l'assemblée générale coloniale de Paris : D/XXV/76, dossier 749.

Laguiche, de « Saillant », demandant à l'Assemblée un brevet garantissant l'indemnité à lui due pour le rachat de ses dîmes inféodées sises à Charolles (Saone-et-Loire): D/XIX/103.

Laignelot (Joseph-François), conventionnel de Paris, dénonciation contre lui et papiers de sa mission en Charente-Inférieure, dossier du Comité de législation : D/III/351 ; dénonciation : D/III/353.

Lair du Vaucelles (Michel-Antoine), fondation d'un prix d'agriculture: D/XIII/1.

Lajard (Pierre-Auguste), ministre de la Guerre: D/XV/2, dossier 13, et 4, dossier 42.

Lakanal (Joseph), conventionnel de l'Ariège, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/351.

La Luzerne (César-Henri de, comte de Beuzeville), ministre de la Marine, plaintes des députés de Saint-Domingue contre: D/XXIX/96.

Lamarque (François), député de la Dordogne à la Législative, commissaire de cette Assemblée près l'armée du Rhin : D/XV/3, dossier 26.

Lambert (Claude-Guillaume), contrôleur général des Finances: D/VI/9, dossier 77.

La Mesgrière (Chesneau de), voir : Chesneau de La Mesgrière.

Lamotze, commissaire civil à Mons (Belgique), correspondance : D/§3/19 et 20.

Landau (Allemagne, Rhénanie-Palatinat, alors : Bas-Rhin). Place militaire, insuffisance des défenses : D/XV/4, dossier 42. Réclamation des autorités auprès du Comité des décrets sur l'envoi et la promulgation des décrets: D/I§1/33, dossier 253.

Landes (département). Administration du département, des districts et municipalités, réunions et démembrements de communes, observations sur l'ordre judiciaire, tribunaux de commerce, constitution civile du clergé, fuite du Roi, départ de Mesdames tantes du Roi, adresses, dossiers du Comité de constitution : D/IV/36. Assemblées électorales, 1790-1791, état des citoyens actifs et des électeurs: D/IV *bis*/37. Assemblée électorale, an IV, rapports sur ses opérations et ses désignations : D/XLII/9. Circonscriptions administratives et judiciaires, districts et cantons, création: D/IV *bis*/9; division territoriale, reliquat du Comité de division: D/IV *bis*/110 ; états des districts, cantons et municipalités, limites des départements, revendications de chefs-lieux, nomination de commissaires de police, de juges de paix et de notaires: D/IV *bis*/64 ; tableau de division du département en districts et cantons : D/IV *bis*/37; limites entre départements, réunions et distractions de communes, emplacement des tribunaux: D/IV *bis*/84 ; tribunaux, création et emplacement, demandes et mémoires de communes: D/IV *bis*/26. Comité des droits féodaux, adresses et correspondances du département : D/XIV/5. Comité de législation, correspondance avec les autorités locales et les particuliers sur l'organisation administrative et judiciaire : D/III/121/A et B. Comité de salut public, correspondance avec les autorités locales sur les nominations et destitutions : D/XLII/9. Correspondance de corps administratifs avec le Comité des pétitions sur le *Bulletin de la Convention*: D/XL/25. Cultes, état des religieux et religieuses: D/XIX/17 ; état des religieux assermentés et insermentés: D/XIX/21; évêchés, création ou maintien, lettres de municipalités : D/XIX/26, dossiers 399 et 400; pièces jointes aux feuilles de travail du Comité ecclésiastique: D/XIX/95. Département, organisation administrative, notification à l'Assemblée, 1790 : D/XIX/28. Finances, correspondances du

département, mémoires et réclamations de particuliers et de municipalités sur les finances, les assignats, les impositions locales, les demandes d'emprunts locaux, les ateliers de charité, dossiers du Comité des finances : D/VI/36; lettres et délibérations des corps administratifs renvoyées par l'Assemblée au Comité des finances: D/VI/61; montant des fermages et loyers des biens nationaux perçus et disponibles au 1er janvier 1791 et montant probable des traitements et pensions à la même époque, dossiers du Comité ecclésiastique: D/XIX/19. Frais de traitement de la justice et des directoires des districts et du département : D/IV *bis*/48. Justice, tribunaux d'appel, état: D/IV/70. Lettres, adresses et mémoires renvoyés par la Législative au Comité des pétitions: D/XL/2; à la commission de correspondance: D/XL/5; à la commission des Douze : D/XL/11; par la Convention au Comité des pétitions: D/XL/21. Monnaies et assignats, adresses : D/VIII/2, dossier 3. Ordre public, Dax, société d'amis de la Constitution, fermeture, août 1790 : D/IV/36. Population, tableaux, tenue, correspondance du Comité de division avec les districts : D/IV *bis*/41; tableau, district de Tartas : D/IV *bis*/51.

Landrecies (Nord). Correspondance du Comité des décrets avec les autorités constituées sur l'envoi et la promulgation des décrets: D/I§1/33, dossier 252. Garnison, état sommaire: D/§3/67, dossier 50.

Langeac (Haute-Loire). Ordre public, troubles, avril 1790-janvier 1791: D/IV/36.

Langlade, détenu sur lettres de cachet, réclamation: D/V/3, dossier 32.

Langlée (Loiret, commune de Châlette-sur-Loing). Papeterie fournissant le papier des assignats: D/I§1/8 à 17.

Langres (Haute-Marne). Diocèse, état des religieuses, 1790 : D/XIX/4.

Langue française, voir : Français (langue). Langues étrangères. Brochures en langues étrangères sur la constitution de 1793 : D/I§2/2.
- Anglais. Brochures déposées aux Archives des assemblées: D/I§2/2.
- Italien. Traductions manuscrite de la constitution de 1793, hommage du citoyen Palomba, italien: D/I§2/2.
- Espagnol. Traductions manuscrite de la constitution de 1793, hommage du citoyen Palomba, italien: D/I§2/2.
- Néerlandais. Poésies sur l'assassinat de Roberjot (Claude), plénipotentiaire français au congrès de Rastatt, par Van Haren née Beaumont, d'Amsterdam: D/I§2/1.

Languedoc (province). Division en départements: D/IV *bis*/1. État des impositions: D/VI/9, dossier 88. Notes et mémoire adressées au Comité des droits féodaux : D/XIV/13, dossier 92. Observations sur le clergé renvoyées par l'Assemblée au Comité des finances: D/VI/59. Population, tableaux par généralités : D/IV *bis*/44.

Lanjuinais (Jean-Denis), conventionnel d'Ille-et-Vilaine, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/352.

Lanot (Antoine-Joseph), conventionnel de la Corrèze, dénonciations contre lui, dossiers du Comité de législation : D/III/352, 356-357.

Laon (Aisne). Biens nationaux, aliénation, procès-verbaux, états d'opérations et estimations: D/XXII/2, dossier 12. Diocèse, état des religieuses, 1790 : D/XIX/4. District, secours publics : D/§3/91. Garnison, état sommaire: D/§3/67, dossier 50. Militaires des armées du Nord et de Sambre-et-Meuse en détention transférés d'Avesnes [-sur-Helpe] (Nord): D/§3/67, dossier 649. Réclamation des autorités auprès du Comité des décrets sur l'envoi et la promulgation des décrets: D/I§1/33, dossier 253. Réquisitions pour l'armée du Nord, états: D/§3/95, dossier 928 *bis*.

La Platière (comte de), notice sur le chancelier Michel de L'Hospital: D/I§2/3.

La Plagne (Musquinet de), voir : Musquinet de La Plagne.

Laplanche, voir : Goyre-Laplanche ou - (Jacques-Léonard).

Laporte (François-Sébastien-Christophe Delaporte dit), député du Haut-Rhin à la Législative, commissaire de cette Assemblée près l'armée du Rhin : D/XV/3, dossier 26.

Larchevesque-Thibaud (le constituant Jean-Baptiste-Gabriel Larchevêque-Thibaud ou ?), commissaire des assemblées coloniales, papiers : D/XXV/73, dossiers 728 et 729.

Larchevesque-Thibault, contrôleur de la marine à Saint-Domingue arrêté en 1793: D/XXV/38, dossiers 384 à 386.

La Revellière-Lépeaux (Louis-Marie), député de Maine-et-Loire à la Convention réputé démissionnant, dossier du Comité des décrets : D/I§1/37.

Largentière (Ardèche) ou *L'Argentière* [*-la-Bessée*] (Hautes-Alpes). Réclamation des autorités auprès du Comité des décrets sur l'envoi et la promulgation des décrets: D/I§1/33, dossier 253.

La Rochefoucauld-Bayers (Pierre-Louis de), constituant, évêque de Saintes, procédure contre ses écrits après l'élection de l'évêque de la Charente: D/XXIX *bis*/ 43, dossier 416.

La Rochelle (Charente-Inférieure). Diocèse, état des religieuses, 1790 : D/XIX/6. Généralité, population, tableau: D/IV *bis*/46.

La Salle d'Offémont (Adrien-Nicolas Piédefer de), général, gouverneur général de Saint-Domingue par intérim: D/XXV/50, dossiers 478 et 479.

La Salpêtrière, hôpital à Paris, voir : Paris (ville, hôpitaux).

Lassay [*-les-Châteaux*] (Mayenne). Cultes, ecclésiastiques, déclarations collectives de titres et de pensions: D/XIX/41.

La Tour du Pin-Gouvernet de Paulin (Jean-Frédéric de), lieutenant général (ministre de la Guerre), notification à l'Assemblée de l'organisation de divers départements : D/XIX/28 et 29.

La Tournelle (château, fort de à Paris), voir : Paris (ville, prisons).

Laugalerie (marquis de), détenu sur lettres de cachet, réclamation : D/V/4, dossier 41.

Laurence (André-François), conventionnel de la Manche, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/352.

Laurent, conventionnel (Claude-Hilaire Laurent du Bas-Rhin ?) et Levallée, dénonciation contre eux, dossier du Comité de législation : D/III/352.

Laurent du Bas-Rhin (Claude-Hilaire), conventionnel du Bas-Rhin, représentant en mission près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse: D/§3 ; registre d'arrêtés, lettres et finances: D/§3/111, dossier 1073 ; registre de correspondance: D/§3/116, dossier 1092.

Laussat-Tétignat (de), détenu sur lettres de cachet, réclamation: D/V/3, dossier 32.

Lautrec (Tarn). Cultes, ecclésiastiques, déclarations collectives de titres et de pensions: D/XIX/41.

Laval (Mayenne). Correspondance du Comité des décrets avec les autorités constituées sur l'envoi et la promulgation des décrets: D/I§1/33, dossier 252.

Lavaur (Tarn). Diocèse, état des religieuses, 1790 : D/XIX/3.

Laveaux (Étienne Maynaud-Bizefranc de), général, gouverneur de Saint-Domingue: D/XXV/50, dossiers 480 à 482.

La Veuve (Marne). Commune, secours après un incendie: D/XXVII.

Lavoisier (Antoine-Laurent), mémoire sur les abus de l'administration des Ponts et Chaussées: D/VI/45, dossier 673.

Léandre, dénonciation contre le conventionnel Le Bon et lui, dossier du Comité de législation : D/III/352.

Leblanc, commissaire aux îles sous le Vent (à Saint-Domingue) ,an IV: D/XXV/45.

Le Blanc de Servane (Jean-Baptiste-Benoît), suppléant des Bouches-du-Rhône à la Convention admis à siéger, dossier du Comité des décrets : D/I§1/36 ; dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/352.

Le Blond (Gaspard-Michel), rapports sur les états et relevés des bibliothèques des 83 départements et de Paris, sur les objets des églises (1791) et sur les travaux de la Commission des monuments: D/XXXVIII/2, dossier 20 ; rapports à la Commission des monuments: D/XXXVIII/2, dossier 27.

Le Bon (Guislain-François-Joseph), suppléant du Pas-de-Calais à la Convention admis à siéger, dossier du Comité des décrets : D/I§1/38 ; représentant en mission près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse: D/§3 ; dénonciation contre lui et le nommé Léandre, dossier du Comité de législation : D/III/352.

Le Borgne (Claude-Pierre-Joseph Leborgne de Boigne, secrétaire des commissaires civils, par la suite député de Saint-Domingue aux Cinq-Cents ?), dossier à lui adressé par le comité de police de la ville de Saint-Pierre de la Martinique, mars-juillet 1793 D/XXV/118, dossier 921.

Leborgne (Pierre-Joseph, exactement Claude-Pierre-Joseph Leborgne de Boigne), secrétaire adjoint à la commission civile de Saint-Domingue traduit au Tribunal révolutionnaire : D/XXV/56, dossier 551.

Lebugnet, commissaire de l'assemblée générale coloniale de Paris : D/XXV/76, dossier 749.

Le Caire (Égypte). Adresse de négociants: D/XXIII/2, dossier 33.

Le Cap-Français (Saint-Domingue, auj. : Cap-Haïtien, République d'Haïti). Affaires de la ville, an IV: D/XXV/45, dossier 422. Lindet, juge de paix : D/XXV/43, dossier 414. Municipalité, extraits de minutes et pièces diverses déposées au greffe: D/XXV/64.Procès-verbal d'inauguration d'un buste de Desilles (André-Joseph-Marc Guillier des Isles, dit), lieutenant mort en tentant d'empêcher la rébellion de la garnison de Nancy en 1790: D/XV/4, dossier 38.

Le Carpentier (Jean-Baptiste), conventionnel de la Manche, représentant à Brest et Saint-Malo, arrêtés: D/XVI/1, dossier 5 ; dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/352.

Le Chapelier (Isaac-René-Guy), constituant, membre du Comité de constitution: D/I§1/33, dossier 257.

Leclère, suppléant (?)de la Creuse à la Convention, dossier du Comité des décrets : D/I§1/36.

Le Cointre (Laurent), conventionnel de Seine-et-Oise, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/354-355.

Lecomte (Pierre), suppléant de Seine-Inférieure à la Convention admis à siéger, dossier du Comité des décrets : D/I§1/38.

Lecoq, détenu sur lettres de cachet, réclamation : D/V/4, dossier 44.

Lecourt, famille, rente sur les bernardines d'Yvetot (Seine-Inférieure): D/XI/1, dossier 1.

Le Couteulx de La Norraye, banquier, affaire en liquidation d'actions de la Compagnie des Indes: D/XI/1, dossier 2.

Lectoure (Gers). Diocèse, état des religieuses, 1790 : D/XIX/5.

Lédergues (Aveyron). Cultes, ecclésiastiques, déclarations collectives de titres et de pensions: D/XIX/41.

Le Diamant (Martinique). Copie de lettres du gouverneur de Damas aux officiers municipaux et au maire, reliquats du Comité de salut public: D/XLII/1, dossier 14.

Ledon, dénoncé avec le conventionnel Chambon (le conventionnel du Gard Jean-Michel Chambon-La Tour ?), dossier du Comité de législation : D/III/345.

Le Doudon (Saint-Domingue). Municipalité, extraits de minutes et pièces diverses déposées au greffe: D/XXV/65.

Le Febvre de Nantes (Julien-Urbain-François-Marie-Louis-Riel Le Febvre de La Chauvière dit), conventionnel de la Loire-Inférieure, représentant en mission près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse: D/§3 ; registre d'arrêtés: D/§3/111, dossiers 1074 et 1074 *bis*.

Lefèvre, détenu sur lettres de cachet, réclamation : D/V/4, dossier 46.

Lefiot (Jean-Alban), conventionnel de la Nièvre, dénonciations contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/351 et 352.

Le Gay, syndic à Pontgibaud (Puy-de-Dôme), détenu sur lettres de cachet, réclamation : D/V/3, dossier 39.

Legendre (le conventionnel de Paris Louis ?), dénoncé avec Clauzel, dossier du Comité de législation : D/III/345. ; avec Lejeune, Louchet, Jagot et « Lacroix » : D/III/352 ; avec Dubois-Crancé, Fréron, Guffroy : D/III 354-355

Legendre (Louis), conventionnel de Paris, représentant en mission, Eure et Seine-Inférieure: D/§1/10.

Légion allobroge, formation: D/XV/6, dossier 90.

Législatif (Corps, Directoire), voir : Cinq-Cents (Conseil des). Imprimeur, voir : Baudouin (François-Jean).

Législatif (Corps, Consulat). Lettres d'envoi d'hommages de littérature au Corps législatif: D/I§1/1.

Législation (Comité de) : **D/III**.
- Analyses d'arrêtés, dossiers de la commission de classification des lois: D/XXXIX/2. Correspondance du Comité des décrets sur l'envoi et la promulgation des décrets: D/I§1/32. Instruction sur les massacres de septembre 1792 dans les prisons de Meaux, envoi du ministre de la Justice au Comité de législation : D/XLII/5, dossier 2. Tableau des bureaux du Comité: D/III/335.

Législative (Assemblée). Comité des décrets, registres : D*/I§1/b/1 à 8. Commissaires de l'Assemblée près les armées du Nord et du Centre, du Rhin et du Midi : D/XV/1 à 3. Commissaires de la Législative près les armées du Rhin, du Nord, du Midi et près celle de Lückner, et des commissaires dans les départements voisins de Paris: D/XL/5, dossier 86. Commissaires près les armées et les départements, lettres renvoyées par la Législative à la commission des Douze : D/XL/17. Commission des Douze chargée de l'ordre public, lettres, adresses et mémoires renvoyés par la Législative: D/XL/6 à 16 ; lettres de Custine (Adam-Philippe de), général en chef de l'armée du Rhin: D/XV/3, dossier 23. Dépenses, arrêté du Comité des inspecteurs de la salle du 26 mai 1792 sur un rapport de Besson (Alexandre), député du Doubs, sur celles pour le quartier de janvier 1792 : D*/XXXV/C/13. Députés, feuilles de présence émargées des présents le 27 août 1792 et états des absents : D/I§1/39, dossier 284 ; traitements: D*/XXXV/B/1; traitement du mois d'octobre 1791, paiement du droit de timbre: D/IV*bis*/110, dossier 8. États mensuels nominatifs de traitements d'employés des comités et autres services de la Législative et de la Convention: D*/XXXV/C/4 et 5. Lettres, adresses, mémoires renvoyés au Comité des pétitions et à la commission de correspondance : D/XL/1 à 4 ; à la commission de correspondance : D/XL/5 ; à la commission exécutive des Douze : D/XL/6 à 17.

Le Gosier (Guadeloupe). Municipalité, adresses sur des réquisitions: D/XXV/121.

Legrand, commissaire des assemblées coloniales, papiers : D/XXV/72, 73, dossiers 725 à 727.

Légume. **Isère**, Voiron, société populaire, mémoire sur les moyens d'administrer avec économie les grains et -: D/XLI/1, dossier 3.

Lehault (Bernard-Pierre), suppléant de la Sarthe à la Convention admis à siéger, dossier du Comité des décrets : D/I§1/38.

Le Havre (Seine-Inférieure). Femmes, adresse à la Constituante: D/IV/1. Représentant en mission, Boissier (Pierre-Bruno), arrêtés: D/XVI/1, dossier 5.

Lejeune (Sylvain-Phalier), conventionnel de l'Indre, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/352 ; en mission dans l'Aisne et l'Oise, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/353.

Le Limbé (Saint-Domingue). Habitant, voir : Brisson.

Leloup, commissaire national du district de Pont-l'Évêque (Calvados): D/XL/30, dossier 5.

Le Luc (Var). Habitant, Geoffroy, agent national de la commune, et Aube, Jean-François, don de la finance de la liquidation de l'office de notaire du premier et de celui du père du second : D/XL/30, dossier 5.

Lemaître (femme), de Falaise (Calvados), adresse à la Constituante pour l'égalité dans le système successoral D/XIV/2.

Le Malliaud (Joseph-François), conventionnel du Morbihan représentant en mission, Finistère et Morbihan: D/§1/27 et 28.

Le Mans (Sarthe). Cultes, ecclésiastiques, déclarations collectives de titres et de pensions: D/XIX/41. Diocèse, état des religieuses, 1790 : D/XIX/6.

Le Marais (Seine-et-Marne, commune de Jouy-sur-Morin). Papeterie fournissant le papier des assignats: D/I§1/8 à 17.

Lemaréchal (Denis), député de l'Eure à la Convention démissionnant, dossier du Comité des décrets : D/I§1/37.

Lemoine (Joachim-Thadée-Louis), suppléant du Calvados à la Convention admis à siéger, dossier du Comité des décrets : D/I§1/36.

Lemoine de Chateauffort, détenu sur lettres de cachet, réclamation: D/V/2, dossier 27.

Le Mont-Saint-Michel (Manche). Abbaye, détenus sur lettres de cachet: D/V/4, dossier 46.

Le Moule (Guadeloupe). Municipalité, adresses sur des réquisitions: D/XXV/121.

Lenoir (Marie-Alexandre), conservateur du dépôt national des monuments des arts rue des Petits-Augustins, rapports à la Commission des monuments: D/XXXVIII/2, dossier 27.

Lens (Belgique, Hainaut, dit Lens-sur-Dendre). Juge de paix, correspondance avec les représentants en mission près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse : D/§3/109, dossier 1057.

Lens (Pas-de-Calais). Cultes, collégiale, prêtres, traitements, réclamations: D/XIX/20, dossier 313.

Le Petit-Goave (Saint-Domingue). Municipalité, extraits de minutes et pièces diverses déposées au greffe: D/XXV/65.

Le Petit-Trou (Saint-Domingue), voir : Bournissien, greffier de la commune.

Le Port (Ariège). Cultes, ecclésiastiques, déclarations collectives de titres et de pensions: D/XIX/42.

Le Puy [*-en-Velay*] (Haute-Loire). Cultes, ecclésiastiques, déclarations collectives de titres et de pensions: D/XIX/42 Diocèse, état des religieuses, 1790 : D/XIX/6.

Le Quesnoy (Nord). District, receveur, nomination: D/IV/45. Projet d'attaque pour dégager la ville: D/§3/46, dossier 431.

Lequinio (Marie-Joseph), conventionnel du Morbihan, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/351 ; commissaire à l'armée du Nord, en mission dans l'Aisne et l'Oise, et en mission dans la Charente-Inférieure et la Vendée, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation avec correspondance et arrêtés : D/III/353.

Le Rondel, procès contre les dames de Saint-Magloire (Côtes-du-Nord): D/XIX/26, dossier 405 .

Les Cayes (Saint-Domingue). Municipalité, extraits de minutes et pièces diverses déposées au greffe: D/XXV/65.

Lèse-nation (crime de), voir : Justice.

Les Moulineaux (département de Paris puis Seine, auj. : commune d'Issy-les-Moulineaux, Hauts-de-Seine). ferme, adjudication: D/IV/50.

Lesterpt (Jacques) aîné, suppléant de la Haute-Vienne à la Convention admis à siéger, dossier du Comité des décrets : D/I§1/38.

Le Tourneur de la Manche (Étienne-François-Louis-Honoré), conventionnel de la Manche, représentant en mission, armée navale de la Méditerranée et ports du Midi: D/§1/10 ; départements maritimes méridionaux: D/§1/31 à 38.

Lettres de cachet, voir : Cachet (Comité puis commission des lettres de).

Levallée et leconventionnel Laurent (Claude-Hilaire Laurent du Bas-Rhin ?), dénonciation contre eux, dossier du Comité de législation : D/III/352.

Le Vasseur de la Meurthe (Antoine-Louis Le Vasseur dit), conventionnel de la Meurthe, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/344.

Levasseur de la Sarthe (René), conventionnel de la Sarthe, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/354-355 ; en mission dans les Ardennes, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/354-355.

Lévignac (Haute-Garonne). Ordre public, troubles, mai 1790 : D/IV/30.

Lezoux (Puy-de-Dôme). Cultes, ecclésiastiques, déclarations collectives de titres et de pensions: D/XIX/41.

L'Hospital (Michel de), chancelier, notice par le comte de La Platière: D/I§2/3.

Liégard (François), capitaine à la suite du 106e régiment à Saint-Domingue traduit au Tribunal révolutionnaire : D/XXV/56, dossier 552.

Liège (Belgique). Assemblée générale populaire de Liège, 1793: D/XLII/6, dossier 2. Cathédrale, démolition, rapport de la commission nommée pour: D/§3/36, dossier 344 ; liste des matières tirées de l'ex-cathédrale: D/§3/107, dossier 1043. District, tribunal civil, correspondance avec les représentants en mission près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse : D/§3/109, dossier 1055. Hôpital, directeur, correspondance avec les représentants en mission près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse: D/§3/91. Magasin d'effets militaires, état de situation : D/§3/59, dossier 558. Tribunal criminel révolutionnaire, accusateur public et juges, correspondance avec les représentants en mission près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse: D/§3/109,

dossier 1066 ; jugements imprimés du tribunal criminel révolutionnaire et du comité de surveillance chargé de la police correctionnelle établi par un représentant du peuple à Liège et autres lieux : D/§3/110.

Liège (Pays de, Belgique). Cerfontaine (Ardennes), contributions, plainte du département des Ardennes contre la prétention de l'administration centrale de l'ex-pays de Liège de les lever: D/XLII/8. Comité révolutionnaire des Belges et des Liégeois, dossier de la commission des Douze de la Législative : D/XL/17. Corps liégeois de l'armée du Nord, comptes, vérification: D/§3/72, dossier 726 ; tableau de réorganisation : D/§3/72, dossier 728. Liégeois réfugiés en France, listes: D/§3/ 36, dossier 340. Organisation administrative et judiciaire, suppression des dîmes, vente des biens nationaux, assignats, pétitions, dénonciations contre des représentants en mission, successions, révisions de jugements, dossiers du Comité de législation : D/III/309. Subsistances, commerce et manufactures: D/§3/93, dossier 912.

Lierre (Belgique, province d'Anvers). Objets d'art, transfert dans l'intérieur de la République: D/§3/59.

Lieutaud (Jean-François), ancien commandant de la garde nationale à Marseille, fauteur de troubles: D/XXIX *bis*/28, dossiers 281 et 282, et D/XXIX *bis*/41 et 42.

Lignières-Châtelain (Somme). Réclamation des autorités auprès du Comité des décrets sur l'envoi et la promulgation des décrets: D/I§1/33, dossier 253.

Lille (Nord). Approvisionnement, grains réquisitionnés dans le district d'Abbeville, paiement: D/§3/44, dossier 419. Chambre de commerce, réclamation contre la fixation du chef-lieu du département à Douai: D/IV/46. District, états des chevaux, voitures et chariots: D/§3/106 et 107. District, procureur syndic, voir : Sta (François-Marie-Louis-Nicolas-Antoine). District, tribunal, commissaire national, correspondance avec les représentants en mission près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse : D/§3/109, dossier 1054. Hôpital, directeur, correspondance avec les représentants en mission près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse: D/§3/91. Magasin d'effets militaires, état de situation : D/§3/58, dossiers 553 et 554, et 59, dossier 559. Ordre public, pillage de maisons, 1791: D/IV/45. Place militaire, commandant, correspondance adressée aux commissaires de la Législative près l'armée du Nord: D/XV/2, dossier 10. Prison, détenus sur lettres de cachet du département de la Guerre, état: D/V/4, dossier 47. Réclamation des autorités auprès du Comité des décrets sur l'envoi et la promulgation des décrets: D/I§1/33, dossier 253. Siège de la ville et troubles dans le département: D/XLII/4, dossier 7.

Limbourg (Belgique, province de Liège). Réquisitions pour l'armée du Nord, pétition: D/§3/97, dossier 936.

Limbourg (province belge, auj : Belgique et Pays-Bas). Règlement des houillières de la province de Limbourg, imprimé, 1694: D/§3/59, dossier 561.

Limoges (Haute-Vienne). Cultes, ecclésiastiques, déclarations collectives de titres et de pensions: D/XIX/41. Diocèse, état des religieuses, 1790 : D/XIX/6. Généralité, population, tableau: D/IV *bis*/45. Municipalité, tableau des revenus et des charges: D/VII/1.

Limousin (*Haut et Bas-*, province). Division en départements: D/IV *bis*/2. Notes et mémoire adressées au Comité des droits féodaux : D/XIV/13, dossier 92.

Lindet, juge de paix au Cap (Saint-Domingue) : D/XXV/43, dossier 414.

Lindet (Jean-Baptiste-Robert, dit Robert Lindet), conventionnel de l'Eure, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/354-355.

Linguer ou Linger ou Jacques Linget, commissaire civil à la Martinique: D/XXV/116.

Linsingen (baron de), détenu sur lettres de cachet, réclamation : D/V/4, dossier 43.

Liquidation. De la Compagnie des Indes, voir : Banque (Compagnie des Indes).
- Liquidation (Comité et Comité central de) : **D/XI** et **D/XII**. Correspondance du Comité des décrets sur l'envoi et la promulgation des décrets: D/I§1/32. Gouttes (Jean-Louis), constituant, président du Comité de liquidation: D/XII/1.
- Direction générale de la liquidation. Affaires la concernant, dossiers du Comité de législation : D/III/368-370. cahiers de liquidation d'offices et expéditions de leurs provisions en sept dossiers de fructidor an III à brumaire an IV: D/XI/2, dossier 12. Décrets de liquidation de pensions, états de rectifications envoyés au Comité des décrets et aux Archives de l'Assemblée: D/I§1/23 à 27. Dufresne-Saint-Léon (Louis-César-Alexandre), nommé directeur général: D/XI/2, dossier 13. Lettres renvoyées par la Législative au Comité des pétitions: D/XL/4, dossier 92. Organisation et dépenses, dossiers du Comité des finances: D/VI/11, dossier 107 *bis*. Organisation des bureaux, contrôles de procès-verbaux de liquidation d'offices et résumé d'opérations terminées: D/XI/1, dossiers 3 à 5. Rectification d'erreurs d'arrêtés de liquidation et correspondances du Comité des décrets avec Denormandie, directeur général de la Liquidation: D/I§1/33, dossiers 259 et 260.
- Offices (d'Ancien Régime), liquidation. Cahiers de liquidation d'offices et expéditions de leurs provisions en sept dossiers de fructidor an III à brumaire an IV: D/XI/2, dossier 12. Décret sur le remboursement des offices des cours et tribunaux supprimés, difficultés, dossiers du Comité de judicature: D/XVII/6 à 8. États mensuels de liquidation d'offices envoyés par le directeur général de la liquidation au Comité de judicature pour servir aux décrets de liquidation: D/XVII/9, dossiers 123 à 127. Liquidation de charges et offices, dossiers du Comité des finances: D/VI/10 et 11. Offices de chancellerie et offices divers, agents de change de la ville de Lyon, avocats aux Conseils, expéditionnaires en Cour de Rome, gardes du commerce, corporations des cours de Paris, contrôle des actes, remboursement: D/XVII/8, dossiers 107 à 113. Offices de notaires, don de leur finances par deux

citoyens du Luc (Var) : D/XL/30, dossier 5. Réclamations au Comité de constitution : D/IV/13, dossier 213.

Lisieux (Calvados). Amis de la Constitution, adresse pour le rachat des captifs enlevés par des pirates africains: D/XXIII/2, dossier 34. Diocèse, état des religieuses, 1790 : D/XIX/6.

Lisle de Bressoles, capitaine général des citoyens de couleur et autres détenus à Port-au-Prince (Saint-Domingue): D/XXV/14, dossiers 135 à 137.

Liste civile, observations: D/IV/51.

Littérature, écrivain. Gens de lettres, pensions: D/X/1, dossier 2. Littérateurs, récompenses, secours et demandes d'emploi: D/XXXVIII/4, dossiers 59 à 64.
- Écrivain, voir : Rousseau (Jean-Jacques), Voltaire (François-Marie Arouet dit).

Liturgie, livres liturgiques, voir : Cultes.

Loches (Indre-et-Loire). Château, détenus sur lettres de cachet, état : D/V/4, dossier 52.

Lodève (Hérault). Envoi de patriotes prononcés à Strasbourg: D/XLII/9.

Loi, décret des assemblées. Contrôle : D/I§1/18 à 33. Sanction royale, contrôle : D/I§1/4, dossier 13, à 7.
- Agence des lois, de l'envoi des lois. Correspondance avec le Comité de législation et ceux des décrets et de salut public: D/III/310-311. Récépissés de décrets et états d'expéditions authentiques: D/I§1/22.
- Bureau de la surveillance de l'exécution des lois du Comité de législation, correspondance active, enregistrement: D/III/329-330.
- Décrets d'aliénation des biens nationaux, contrôle: D/I§1/28, D/I§1/32, dossier 250.
- Décrets de liquidation de pensions, états de rectifications: D/I§1/23 à 27.
- Envois de collections de lois et décrets aux représentants en mission et aux autorités: D/I§1/34. Envoi des lois aux juges de paix: D/XL/30, dossier 5. États d'expéditions de lois sur parchemin à déposer aux Archives nationales: D/I§1/33, dossier 260 *bis*.
- Lettres de municipalités sur l'exécution des lois, dossiers du Comité de législation : D/III/335.

Lois (commission de classification des): **D/XXXIX**. Commission pour le recensement des lois, organisation, arrêtés sur le travail de la commission, mémoire de Rondonneau pour la rédaction d'un code: D/III/380.

Loir-et-Cher (département). Administration du département, des districts et municipalités, réunions et démembrements de communes, observations sur l'ordre judiciaire, tribunaux de commerce, constitution civile du clergé, fuite du Roi, départ de Mesdames tantes du Roi, adresses, dossiers du Comité de constitution : D/IV/36. Armée, lettres d'autorités constituées à la Législative renvoyées au Comité de la Guerre: D/XV/4, dossier 35. Circonscriptions administratives et judiciaires, circonscriptions des paroisses: D/IV *bis*/96 ; districts et cantons, création: D/IV *bis*/9; états des districts, cantons et municipalités, limites des départements, revendications de chefs-lieux, nomination de commissaires de police, de juges de paix et de notaires: D/IV *bis*/65 ; juges de paix, création, demandes de communes: D/IV *bis*/35; limites entre départements, réunions et distractions de communes, emplacement des tribunaux: D/IV *bis*/84 ; tribunaux, création et emplacement, demandes et mémoires de communes: D/IV *bis*/26; tribunaux de commerce, création, demandes de communes: D/IV *bis*/33. Comité des droits féodaux, adresses et correspondances du département : D/XIV/5 et 12. Comité de législation, correspondance avec les autorités locales et les particuliers sur l'organisation administrative et judiciaire : D/III/122 et 123. Comité de salut public, correspondance avec les autorités locales sur les nominations et destitutions : D/XLII/9. Contributions patriotiques: D/XXXIV/5, dossier 2 *bis*. Correspondance de corps administratifs avec le Comité des pétitions sur le *Bulletin de la Convention*: D/XL/25. Cultes, pièces jointes aux feuilles de travail du Comité ecclésiastique: D/XIX/95; troubles causés par les prêtres réfractaires, 1791: D/XIX/22, dossier 364. Département, organisation administrative, notification à l'Assemblée, 1790 : D/XIX/28. Finances, correspondances du département, mémoires et réclamations de particuliers et de municipalités sur les finances, les assignats, les impositions locales, les demandes d'emprunts locaux, les ateliers de charité, dossiers du Comité des finances : D/VI/36; lettres et délibérations des corps administratifs renvoyées par l'Assemblée au Comité des finances: D/VI/61. Frais de traitement de la justice et des directoires des districts et du département : D/IV *bis*/48. Justice, tribunaux d'appel, état: D/IV/70. Lettres, adresses et mémoires renvoyés par la Législative au Comité des pétitions: D/XL/2; à la commission de correspondance: D/XL/5; à la commission des Douze : D/XL/11; par la Convention au Comité des pétitions: D/XL/21. Notaires, placement: D/IV *bis*/92/A. Population, tableaux, tenue, correspondance du Comité de division avec les districts : D/IV *bis*/41; tableau, district de Mondoubleau : D/IV *bis*/51. Prisons, détenus sur lettres de cachet: D/V/5, dossier 57.

Loire (département), voir aussi *Rhône-et-Loire*. Circonscriptions administratives et judiciaires, états des districts, cantons et municipalités, limites des départements, revendications de chefs-lieux, nomination de commissaires de police, de juges de paix et de notaires: D/IV *bis*/65 ; limites entre départements, réunions et distractions de communes, emplacement des tribunaux: D/IV *bis*/84 . Comité des droits féodaux, adresses et correspondances du département : D/XIV/5 et 12. Comité de législation, correspondance avec les autorités locales et les particuliers sur l'organisation administrative et judiciaire : D/III/124 et 217-218. Comité de salut public, correspondance avec les autorités locales sur les nominations et destitutions : D/XLII/9. Correspondance de corps administratifs avec le Comité des pétitions sur le *Bulletin de la Convention*: D/XL/25. Population, tableaux, tenue, correspondance du Comité de division avec les districts : D/IV *bis*/41; tableau, district de Montbrison : D/IV *bis*/51.

Loire (fleuve). **Nièvre**, Tracy, commune, plainte contre celle de Saint-Thibault (Cher) s'y arrogeant l'exclusivité du droit de pêche: D/XIV/8.

Haute-Loire (département). Administration du département, des districts et municipalités, réunions et démembrements de communes, observations sur l'ordre judiciaire, tribunaux de commerce, constitution civile du clergé, fuite du Roi, départ de Mesdames tantes du Roi, adresses, dossiers du Comité de constitution : D/IV/36. Administration du département, incendie de la maison du département: D/IV *bis*/65. Assemblée électorale, an IV, clôture : D/XLII/9. Circonscriptions administratives et judiciaires, circonscriptions des paroisses: D/IV *bis*/96 ; districts et cantons, création: D/IV *bis*/9 ; états des districts, cantons et municipalités, limites des départements, revendications de chefs-lieux, nomination de commissaires de police, de juges de paix et de notaires: D/IV *bis*/65 ; juges de paix, création, demandes de communes: D/IV *bis*/35; limites entre départements, réunions et distractions de communes, emplacement des tribunaux: D/IV *bis*/84 ; procès-verbaux, lettres et adresses sur la limite avec le département de Rhône-et-Loire: D/IV/36; tribunaux, création et emplacement, demandes et mémoires de communes: D/IV *bis*/26; tribunaux de commerce, création, demandes de communes: D/IV *bis*/33. Comité des droits féodaux, adresses et correspondances du département : D/XIV/5. Comité de législation, correspondance avec les autorités locales et les particuliers sur l'organisation administrative et judiciaire : D/III/125/A et B. Comité de salut public, correspondance avec les autorités locales sur les nominations et destitutions : D/XLII/9. Contributions, confection des rôles: D/VI/9, dossier 88. Correspondance de corps administratifs avec le Comité des pétitions sur le *Bulletin de la Convention*: D/XL/25. Cultes, objets du culte offerts en don patriotique: D/XXXIV/6. Département, organisation administrative, notification à l'Assemblée, 1790 : D/XIX/28. Députés et suppléants à la Convention, Bardy (François), suppléant admis à siéger, dossier du Comité des décrets : D/I§1/37; suppléants, correspondance du Comité des décrets avec le département : D/I§1/39, dossier 279. Finances, correspondances du département, mémoires et réclamations de particuliers et de municipalités sur les finances, les assignats, les impositions locales, les demandes d'emprunts locaux, les ateliers de charité, dossiers du Comité des finances : D/VI/36. Frais de traitement de la justice et des directoires des districts et du département : D/IV *bis*/48. Justice, tribunaux d'appel, état: D/IV/71. Lettres, adresses et mémoires renvoyés par la Législative au Comité des pétitions: D/XL/2; à la commission des Douze : D/XL/11; par la Convention au Comité des pétitions: D/XL/21. Notaires, placement: D/IV *bis*/92/A. Ordre public, dossiers du Comité des rapports : D/XXIX/7 ; Langeac, troubles, avril 1790-janvier 1791: D/IV/36. Population, tableaux, tenue, correspondance du Comité de division avec les districts : D/IV *bis*/41; tableau, district du Puy : D/IV *bis*/51.

Loire-Inférieure (département). Administration du département, des districts et municipalités, réunions et démembrements de communes, observations sur l'ordre judiciaire, tribunaux de commerce, constitution civile du clergé, fuite du Roi, départ de Mesdames tantes du Roi, adresses, dossiers du Comité de constitution : D/IV/37. Armée, lettres d'autorités constituées à la Législative renvoyées au Comité de la Guerre: D/XV/4, dossier 35. Assemblées électorales, 1790-1791, procès-verbaux et délibérations des directoires et municipalités: D/IV *bis*/36. Assemblée électorale, an IV, clôture et extrait des procès-verbaux de la première séance de l'administration centrale : D/XLII/9.Circonscriptions administratives et judiciaires, circonscriptions des paroisses: D/IV *bis*/96 ; districts et cantons, création: D/IV *bis*/9 ; division du département de Nantes en districts et cantons et nouvelle division du district de Châteaubriant: D/IV *bis*/1; états des districts, cantons et municipalités, limites des départements, revendications de chefs-lieux, nomination de commissaires de police, de juges de paix et de notaires: D/IV *bis*/65 ; juges de paix, création, demandes de communes: D/IV *bis*/35; limites entre départements, réunions et distractions de communes, emplacement des tribunaux: D/IV *bis*/84 ; tribunaux, création et emplacement, demandes et mémoires de communes: D/IV *bis*/26; tribunaux de commerce, création, demandes de communes: D/IV *bis*/33. Comité des droits féodaux, adresses et correspondances du département : D/XIV/5. Comité de législation, correspondance avec les autorités locales et les particuliers sur l'organisation administrative et judiciaire : D/III/126 à 128. Comité de salut public, correspondance avec les autorités locales sur les nominations et destitutions : D/XLII/9. Contributions, confection des rôles: D/VI/9, dossier 88. Contributions patriotiques: D/XXXIV/5, dossier 2 *bis*. Cultes, état des religieux assermentés et insermentés: D/XIX/22; objets du culte offerts en don patriotique, communes de Montargis, Orléans: D/XXXIV/6 ; pensions, prestations de serment et suppressions de paroisses, réclamations, pétitions d'administrations et de particuliers: D/XIX/45. Département, organisation administrative, notification à l'Assemblée, 1790 : D/XIX/28. Députés suppléants à la Convention, dossier du Comité des décrets : D/I§1/37; suppléants, correspondance du Comité des décrets avec le département : D/I§1/39, dossier 279. Finances, correspondances du département, mémoires et réclamations de particuliers et de municipalités sur les finances, les assignats, les impositions locales, les demandes d'emprunts locaux, les ateliers de charité, dossiers du Comité des finances : D/VI/36; lettres et délibérations de la municipalité de Nantes renvoyées par l'Assemblée au Comité des finances: D/VI/61; montant des fermages et loyers des biens nationaux perçus et disponibles au 1er janvier 1791 et montant probable des traitements et pensions à la même époque, dossiers du Comité ecclésiastique: D/XIX/19; réclamations sur l'administration des finances: D/VI/57. Frais de traitement de la justice et des directoires des districts et du département : D/IV *bis*/48. Justice, tribunaux d'appel, état: D/IV/71. Lettres, adresses et mémoires renvoyés par la Législative au Comité des pétitions: D/XL/2; à la commission des Douze : D/XL/11; lettre renvoyée à la commission de correspondance: D/XL/5; lettres renvoyées par la Convention au Comité des pétitions: D/XL/21. Notaires, placement: D/IV *bis*/92/C. Ordre public, dossiers du Comité des rapports : D/XXIX/8. Population, tableaux, tenue, correspondance du Comité de division avec les districts : D/IV *bis*/41; tableaux par districts : D/IV *bis*/51. Prisons, Savenay, district, détenus sur lettres de cachet, état: D/V/4, dossier 49.

Loiret (département). Administration du département, des districts et municipalités, réunions et démembrements de communes, observations sur l'ordre judiciaire, tribunaux de commerce, constitution civile du clergé, fuite du Roi, départ de Mesdames tantes du Roi, adresses, dossiers du Comité de constitution : D/IV/38. Biens nationaux, Orléans, aliénation, procès-verbaux, états d'opérations et estimations: D/XXII/2, dossier 12. Circonscriptions administratives et judiciaires, circonscriptions des paroisses: D/IV *bis*/96 ; districts et cantons, création: D/IV *bis*/9; états des districts, cantons et municipalités, limites des départements, revendications de chefs-lieux, nomination de commissaires de police, de juges de paix et de notaires: D/IV *bis*/66 ; juges de paix, création, demandes de communes: D/IV *bis*/35; limites entre départements, réunions et distractions de communes, emplacement des tribunaux: D/IV *bis*/84 ; tribunaux, création et emplacement, demandes et mémoires de communes: D/IV *bis*/26; listes des administrations du département et de districts et nomenclatures de municipalités et de maisons religieuses envoyées par le département au Comité ecclésiastique : D/XIX/45 ; tribunaux de commerce, création, demandes de communes: D/IV *bis*/33. Comité des droits féodaux, adresses et correspondances du département : D/XIV/5. Comité de législation, correspondance avec les autorités locales et les particuliers sur l'organisation administrative et judiciaire : D/III/129 à 131/B. Comité de salut public, correspondance avec les autorités locales sur les nominations et destitutions : D/XLII/9. Contributions patriotiques: D/XXXIV/5, dossier 2 *bis*. Correspondance de Pithiviers avec le Comité des pétitions sur le *Bulletin de la Convention*: D/XL/25. Cultes, état des religieux assermentés et insermentés: D/XIX/22; pensions, prestations de serment et suppressions de paroisses, réclamations, pétitions d'administrations et de particuliers: D/XIX/45; pièces jointes aux feuilles de travail du Comité ecclésiastique: D/XIX/95. Députés et suppléants à la Convention, Gaillard (Côme-François), suppléant admis à siéger, dossier du Comité des décrets : D/I§1/37. Finances, correspondances du département, mémoires et réclamations de particuliers et de municipalités sur les finances, les assignats, les impositions locales, les demandes d'emprunts locaux, les ateliers de charité, dossiers du Comité des finances : D/VI/37; lettres et délibérations des corps administratifs renvoyées par l'Assemblée au Comité des finances: D/VI/61; montant des fermages et loyers des biens nationaux perçus et disponibles au 1er janvier 1791 et montant probable des traitements et pensions à la même époque, dossiers du Comité ecclésiastique: D/XIX/19. Frais de traitement de la justice et des directoires des districts et du département : D/IV *bis*/48. Justice, tribunaux d'appel, état: D/IV/71. Lettres, adresses et mémoires d'Orléans renvoyés par la Législative au Comité des pétitions: D/XL/2; à la commission de correspondance: D/XL/5; à la commission des Douze : D/XL/11; par la Convention au Comité des pétitions: D/XL/21. Notaires, placement: D/IV *bis*/92/A, 92/C. Population, tableaux, tenue, correspondance du Comité de division avec les districts : D/IV *bis*/41 et 51. Prisons, détenus sur lettres de cachet: D/V/5, dossier 57.

Lombard (de Belgique), voir : Mont-de-piété.

Lombard-Lachaux (Pierre), conventionnel du Loiret, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/354-355.

Lombez (Gers). Diocèse, état des religieuses, 1790 : D/XIX/5.

Lomont (Claude-Jean-Baptiste Dobiche-Delomont, dit), député du Calvados à la Législative et à la Convention, dossier du Comité des décrets : D/I§1/36.

Londres (Angleterre). Français à, lettres de négociants des Antilles françaises retirés à - adressées aux îles sous le Vent: D/XXV/84, dossier 817/6.

Longwy (Moselle, auj. : Meurthe-et-Moselle). Guerre, capitulation, 1792, et correspondance des commandants de cette place avant la capitulation: D/XV/2, dossier 19.

Lonqueue (Louis), suppléant d'Eure-et-Loir à la Convention admis à siéger, dossier du Comité des décrets : D/I§1/37.

Lons-le-Saunier (Jura). Réclamation des autorités auprès du Comité des décrets sur l'envoi et la promulgation des décrets: D/I§1/33, dossier 253.

Lorgues (Var). Réclamation des autorités auprès du Comité des décrets sur l'envoi et la promulgation des décrets: D/I§1/33, dossier 253.

Lorient (Morbihan). Adresse pour les gens de couleur: D/IV/44. Navigation, prise d'un chasse-marée de Lorient sur les côtes espagnoles: D/XXIII/2, dossier 33.

Lorraine (province). Division en départements: D/IV *bis*/2. Lorraine et Barrois, généralité, états des recettes et dépenses, 1790: D/VI/18, dossier 210 ; Geoffroy, ex-arpenteur général des forêts du Roi dans les duchés de Lorraine et de Bar: D/XVIII/1, pièces 5-7 ; Mornard (de), secrétaire du gouvernement des duchés de Bar et de Lorraine, charge, liquidation: D/XI/2, dossier 13. Intendance, employés, traitement: D/X/2, dossier 17. Maison de Stanislas, roi de Pologne: D/X/3, dossier 25. Nobles d'Empire possessionnés en -, indemnités: D/XXIII/2, dossier 29. Trèves, Électeur, mémoire sur la conservation des droits attachés à ses possessions en Lorraine, dossier du Comité des droits féodaux: D/XIV/13, dossier 91.

Lot (département). Administration du département, des districts et municipalités, réunions et démembrements de communes, observations sur l'ordre judiciaire, tribunaux de commerce, constitution civile du clergé, fuite du Roi, départ de Mesdames tantes du Roi, adresses, dossiers du Comité de constitution : D/IV/38. Assemblées électorales, 1790-1791, état des citoyens actifs et des électeurs: D/IV *bis*/38. Assemblées électorales mère et scissionnaire, an IV, procès-verbaux : D/XLII/9. Circonscriptions administratives et judiciaires, Quercy et Rouergue, délimitation entre les deux départements: D/IV/10, dossier 142 ; tableau de division du département en districts et cantons : D/IV *bis*/38; circonscriptions des paroisses: D/IV *bis*/97 ; districts et cantons, création: D/IV *bis*/9 et 10; états des districts, cantons et

municipalités, limites des départements, revendications de chefs-lieux, nomination de commissaires de police, de juges de paix et de notaires: D/IV *bis*/66 ; juges de paix, création, demandes de communes: D/IV *bis*/35; limites entre départements, réunions et distractions de communes, emplacement des tribunaux: D/IV *bis*/85 ; tribunaux, création et emplacement, demandes et mémoires de communes: D/IV *bis*/26; tribunaux de commerce, création, demandes de communes: D/IV *bis*/33. Comité des droits féodaux, adresses et correspondances du département : D/XIV/5 et 12. Comité de législation, correspondance avec les autorités locales et les particuliers sur l'organisation administrative et judiciaire : D/III/132 à 134/B. Comité de salut public, correspondance avec les autorités locales sur les nominations et destitutions : D/XLII/9. Contributions patriotiques: D/XXXIV/5, dossier 2 *bis*. Correspondance de corps administratifs avec le Comité des pétitions sur le *Bulletin de la Convention*: D/XL/25. Cultes, état des religieux et religieuses: D/XIX/17; pièces jointes aux feuilles de travail du Comité ecclésiastique: D/XIX/95. Département, organisation administrative, notification à l'Assemblée, 1790 : D/XIX/28. Députés et suppléants à la Convention, Blaviel (Antoine-Innocent), suppléant admis à siéger, dossier du Comité des décrets : D/I§1/37; suppléants, correspondance du Comité des décrets avec le département : D/I§1/39, dossier 279. Dons patriotiques, commune de Martel: D/XXXIV/7, dossier 12 e. Finances, correspondances du département, mémoires et réclamations de particuliers et de municipalités sur les finances, les assignats, les impositions locales, les demandes d'emprunts locaux, les ateliers de charité, dossiers du Comité des finances : D/VI/37 ; demandes de secours pour insuffisance de fonds ou à la suite de sinistres, pièces jointes au rapport de Lacoste-Montlauzier, député du Lot à la Législative: D/VI/19 ; recette de la généralité de Montauban, situation de 1787 à 1790: D/VI/7, dossier 57; lettres et délibérations des corps administratifs renvoyées par l'Assemblée au Comité des finances: D/VI/61. Frais de traitement de la justice et des directoires des districts et du département : D/IV *bis*/48. Justice, tribunaux d'appel, état: D/IV/71. Lettres, adresses et mémoires renvoyés par la Législative au Comité des pétitions: D/XL/2; à la commission des Douze : D/XL/11; par la Convention au Comité des pétitions: D/XL/21. Notaires, placement: D/IV *bis*/92/A, 92/C. Ordre public, dossiers du Comité des rapports : D/XXIX/8 ; Montauban, troubles de la cathédrale: D/XXIX *bis*/27, dossiers 271 et 272 ; Quercy, troubles: D/XXIX *bis*/ 40, dossier 407. Population, tableaux, tenue, correspondance du Comité de division avec les districts : D/IV *bis*/41; tableaux par districts : D/IV *bis*/51.

Lot-et-Garonne (département). Administration du département, des districts et municipalités, réunions et démembrements de communes, observations sur l'ordre judiciaire, tribunaux de commerce, constitution civile du clergé, fuite du Roi, départ de Mesdames tantes du Roi, adresses, dossiers du Comité de constitution : D/IV/39. Assemblée électorale, an IV, clôture : D/XLII/9.Circonscriptions administratives et judiciaires, circonscriptions des paroisses: D/IV *bis*/97 ; districts et cantons, création: D/IV *bis*/10; états des districts, cantons et municipalités, limites des départements, revendications de chefs-lieux, nomination de commissaires de police, de juges de paix et de notaires: D/IV *bis*/66 ; juges de paix, création, demandes de communes: D/IV *bis*/35; limites entre départements, réunions et distractions de communes, emplacement des tribunaux: D/IV *bis*/84 ; réduction des justices de paix et des communes délibéré par le conseil général le 12 thermidor an VIII : D/IV *bis*/48 ; tribunaux, création et emplacement, demandes et mémoires de communes: D/IV *bis*/26; tribunaux de commerce, création, demandes de communes: D/IV *bis*/33. Comité des droits féodaux, adresses et correspondances du département : D/XIV/5 et 12. Comité de législation, correspondance avec les autorités locales et les particuliers sur l'organisation administrative et judiciaire : D/III/135/A à 137. Comité de salut public, correspondance avec les autorités locales sur les nominations et destitutions : D/XLII/9. Contributions, états de recouvrement, 1788-1790: D/VI/18, dossier 209. Correspondance de corps administratifs avec le Comité des pétitions sur le *Bulletin de la Convention*: D/XL/25. Cultes, pièces jointes aux feuilles de travail du Comité ecclésiastique: D/XIX/96. Département, organisation administrative, notification à l'Assemblée, 1790 : D/XIX/28. Députés et suppléants à la Convention, Cabarroc (Antoine), suppléant admis à siéger, et Duniagou, suppléant ?, dossier du Comité des décrets : D/I§1/37; suppléants, correspondance du Comité des décrets avec le département : D/I§1/39, dossier 279. Dons patriotiques, commune de Bruch: D/XXXIV/7, dossier 12 e. Finances, correspondances du département, mémoires et réclamations de particuliers et de municipalités sur les finances, les assignats, les impositions locales, les demandes d'emprunts locaux, les ateliers de charité, dossiers du Comité des finances : D/VI/37; lettres et délibérations des corps administratifs renvoyées par l'Assemblée au Comité des finances: D/VI/61; montant des fermages et loyers des biens nationaux perçus et disponibles au 1er janvier 1791 et montant probable des traitements et pensions à la même époque, dossiers du Comité ecclésiastique: D/XIX/19. Frais de traitement de la justice et des directoires des districts et du département : D/IV *bis*/48. Justice, tribunaux d'appel, état: D/IV/71. Lettres, adresses et mémoires renvoyés par la Législative au Comité des pétitions: D/XL/2; à la commission de correspondance: D/XL/5; à la commission des Douze : D/XL/11; par la Convention au Comité des pétitions: D/XL/21. Monnaies et assignats, adresses : D/VIII/2, dossier 3. Ordre public, dossiers du Comité des rapports : D/XXIX/8 ; Buzet, château, événements, 1791 : D/XXIX/25 à 28. Population, tableaux, tenue, correspondance du Comité de division avec les districts : D/IV *bis*/41; tableaux par districts : D/IV *bis*/51. Prisons, détenus sur lettres de cachet: D/V/5, dossier 56.

Loterie (caisse de la – d'Ancien Régime), voir : Finances (recette, receveur d'Ancien Régime). Loterie royale : D/X/2, dossier 18 ; imprimerie, employés, pensions: D/X/1, dossier 1.

Louchet (Louis), conventionnel de l'Aveyron, représentant en mission, Eure et Seine-Inférieure: D/§1/10 ; dénonciations contre lui, dossiers du Comité de législation : D/III/352, 354-355.

Loudun (Vienne). Ordre public, troubles contre les impôts, 1790 : D/VI/8, dossier 77.

Louhans (Saône-et-Loire). Biens nationaux, aliénation, procès-verbaux, états d'opérations et estimations: D/XXII/2, dossier 12.

Louis XIV, Roi de France. Collège fondé par lui à Strasbourg : D/IV/56.

Louis XV, Roi de France, voir : Créquy (le prétendu marquis Alexandre de), soi-disant fils naturel.

Louis XVI, Roi des Français, voir aussi : Liste civile. Chenaud, genevois, opinion sur son jugement: D/XL/24. Départ de Mesdames tantes du Roi, adresses, dossiers du Comité de constitution par départements : D/IV/14 à 69. Fuite du Roi, adresses, dossiers du Comité de constitution par départements : D/IV/14 à 69. Lettre sur la constitution de 1791, dossiers du Comité de législation : D/III/335. Projet pour l'éducation du Dauphin provenant du département du Finistère, juillet 1791 : D/IV/27. Projet de monument à sa gloire par Sergent, citoyen du district de Saint-Jacques-de-l'Hôpital à Paris: D/I§2/3.

Louis XVII, Dauphin de France. Projet pour l'éducation du Dauphin provenant du département du Finistère, juillet 1791 : D/IV/27.

Louis XVIII, Roi de France. Monsieur (le futur Louis XVIII), maison : D/X/2, dossier 19.

Louis (Michel), de la section des Invalides de Paris, demande de secours militaires: D/XL/30, dossier 5.

Louisiane (États-Unis). Fournier (Marie-Thérèse), morte en - en 1769, succession recueillie par le gouvernement revendiquée par les héritiers: D/XVIII/1, pièces 15-16.

Louvain (Belgique, Brabant). Biens nationaux, prieuré Saint-Martin, évaluation: D/§3/41, dossier 384. École de chirurgie à créer: D/§3/91. Mont-de-piété, inventaire: D/§3/92. Objets d'art, transfert dans l'intérieur de la République: D/§3/59. Réunion à la France, lettre de Brune (Guillaume-Marie-Anne), adjudant général à l'armée du Nord, futur général, au ministre des Affaires étrangères, février-mars 1793 : D/XXIII/2, dossier 31.

Lozeau (Paul-Augustin), conventionnel de la Charente-Inférieure, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/354-355.

Lozère (département). Administration du département, des districts et municipalités, réunions et démembrements de communes, observations sur l'ordre judiciaire, tribunaux de commerce, constitution civile du clergé, fuite du Roi, départ de Mesdames tantes du Roi, adresses, dossiers du Comité de constitution : D/IV/40. Circonscriptions administratives et judiciaires, circonscriptions des paroisses, district de Florac: D/IV *bis*/97 ; districts et cantons, création: D/IV *bis*/10; états des districts, cantons et municipalités, limites des départements, revendications de chefs-lieux, nomination de commissaires de police, de juges de paix et de notaires: D/IV *bis*/67 ; limites entre départements, réunions et distractions de communes, emplacement des tribunaux: D/IV *bis*/85 ; tribunaux, création et emplacement, demandes et mémoires de communes: D/IV *bis*/27. Comité des droits féodaux, adresses et correspondances du département : D/XIV/5. Comité de législation, correspondance avec les autorités locales et les particuliers sur l'organisation administrative et judiciaire : D/III/138 et 139. Comité de salut public, lettre de l'agent national du district de Langogne sur la publication d'une loi : D/XLII/9. Correspondance de corps administratifs avec le Comité des pétitions sur le *Bulletin de la Convention*: D/XL/26. Cultes, pièces jointes aux feuilles de travail du Comité ecclésiastique: D/XIX/96. Députés suppléants à la Convention, dossier du Comité des décrets : D/I§1/37. Finances, correspondances du département, mémoires et réclamations de particuliers et de municipalités sur les finances, les assignats, les impositions locales, les demandes d'emprunts locaux, les ateliers de charité, dossiers du Comité des finances : D/VI/38; lettres et délibérations des corps administratifs renvoyées par l'Assemblée au Comité des finances: D/VI/61. Frais de traitement de la justice et des directoires des districts et du département : D/IV *bis*/48. Justice, tribunaux d'appel, état: D/IV/71. Lettres, adresses et mémoires renvoyés par la Législative à la commission de correspondance: D/XL/5; à la commission des Douze et provenant de Marvejols : D/XL/12; lettres renvoyées par la Convention au Comité des pétitions: D/XL/21. Notaires, placement: D/IV *bis*/92/A. Population, tableaux, tenue, correspondance du Comité de division avec les districts : D/IV *bis*/41; tableaux par districts : D/IV *bis*/51.

Lucadon (J.-J.), commandant le navire *le Patriote*, mémoire justificatif, dossier du Comité de législation : D/III/312.

Lückner (Nicolas de), général en chef de l'armée du Rhin: D/XV/3 ; de celle du Nord : D/XL/5, dossier 86.

Luçon (Vendée). Diocèse, état des religieuses, 1790 : D/XIX/6.

Ludot (Antoine-Nicolas), suppléant de l'Aube à la Convention admis à siéger, dossier du Comité des décrets : D/I§1/36 ; dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/354-355 ; représentant en mission près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse: D/§3.

Lunéville (Meurthe, auj. : Meurthe-et-Moselle). Cultes, ecclésiastiques, déclarations collectives de titres et de pensions: D/XIX/41.

Luxembourg (Grand Duché de Luxembourg). Commissaire civil français, Stevenotte, correspondance : D/§3/19 et 20. Français dans l'armée autrichienne lors de la capitulation de la ville : D/III/84.

Luxembourg (pays de). Ordre public, troubles: D/§3/110. Organisation administrative et judiciaire, suppression des dîmes, vente des biens nationaux, assignats, pétitions, dénonciations contre des représentants en mission, successions, révisions de jugements, dossiers du Comité de législation : D/III/309.

Lyon, chef de bureau au Comité de législation : D*/III/11.

Lyon (Rhône-et-Loire puis Rhône). Adresse des clubs des sections de la ville réunis au club du Centre sur l'égalité

des partages dans les familles: D/XIV/10. Cultes, ecclésiastiques, déclarations collectives de titres et de pensions: D/XIX/41. Diocèse, état des religieuses, 1790 : D/XIX/4. Généralité, population, tableau: D/IV *bis*/45. Huissiers audienciers près les cours souveraines de la ville: D/XVII/2, dossier 22 . Monnaie, état de l'argenterie envoyée par le district de Saint-Marcellin (Isère) : D/VI/64. Ordre public, conspiration de Guillin de Pougelon (Antoine), ancien échevin de Lyon, de Terrasse de Tessonnet (Jacques), aide de camp de Condé, et de Escars (Jean-François de Pérusse, marquis d'), capitaine aux dragons d'Artois: D/XXIX *bis*/27, dossier 273, à 28, dossier 280.

Lyonnais (province). Testaments: D/XXIX/13. *Lyonnais et Beaujolais*, division en départements: D/IV *bis*/2. *Lyonnais, Forez et Beaujolais*, habitants, mémoires et notes, dossiers du Comité de judicature: D/XVII/5, dossier 62.

M

Maastricht (Pays-Bas, Limbourg). Tribunal criminel, accusateur public, correspondance avec les représentants en mission près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse et rapports décadaires : D/§3/108.

Macdonagh, officier du Régiment Irlandais détenu sur lettres de cachet, réclamation: D/V/2, dossier 27, D/V/8, dossier 77.

Machecoul (Loire-Inférieure). Bataille, Sailland (Armand), volontaire au 3e bataillon de l'Orne blessé à : D/XL/30, dossier 5.

Mâcon (Saône-et-Loire). Cultes, ecclésiastiques, déclarations collectives de titres et de pensions: D/XIX/41. Diocèse, état des religieuses, 1790 : D/XIX/4. District, agent national, circulaire aux communes sur le développement de l'agriculture: D/XLII/12. Habitant, voir : Cellard.

Magasin d'effets militaires. De Belgique et du Nord-est de la France: D/§3/58 et 59. Magasins de fourrages et de vivres de l'armée du Nord : D/§3/100 à 104.

Magenthies, réclamation contre Magon de La Balue, banquier à Paris, au sujet d'une somme à lui due pour dommages et intérêts par le gouvernement et la chambre de commerce de Fiume : D/XXIX *bis*/24.

Magon de La Balue, banquier à Paris, réclamation par Magenthies au sujet d'une somme à lui due pour dommages et intérêts par le gouvernement et la chambre de commerce de Fiume : D/XXIX *bis*/24.

Magnytot (Louis), commissaire civil à la Martinique: D/XXV/116.

Maîche (Doubs). Réclamation des autorités auprès du Comité des décrets sur l'envoi et la promulgation des décrets: D/I§1/33, dossier 253.

Maignet (Étienne-Christophe), conventionnel du Puy-de-Dôme, représentant en mission, Ardèche, Bouches-du-Rhône et Vaucluse: D/§1/29 ; mission en Vaucluse, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/354-355.

Maine (*Haut et Bas*-, province). Division en départements: D/IV *bis*/2.

Maine-et-Loire (département). Administration du département, des districts et municipalités, réunions et démembrements de communes, observations sur l'ordre judiciaire, tribunaux de commerce, constitution civile du clergé, fuite du Roi, départ de Mesdames tantes du Roi, adresses, dossiers du Comité de constitution : D/IV/40. Assemblées électorales, 1790-1791, procès-verbaux et délibérations des directoires et municipalités: D/IV *bis*/36. Assemblée électorale, an IV, clôture et installation de l'administration centrale : D/XLII/10. Circonscriptions administratives et judiciaires, circonscriptions des paroisses: D/IV *bis*/97 ; districts et cantons, création: D/IV *bis*/10; états des districts, cantons et municipalités, limites des départements, revendications de chefs-lieux, nomination de commissaires de police, de juges de paix et de notaires: D/IV *bis*/67 ; juges de paix, création, demandes de communes: D/IV *bis*/35; limites entre départements, réunions et distractions de communes, emplacement des tribunaux: D/IV *bis*/85 ; tribunaux, création et emplacement, demandes et mémoires de communes: D/IV *bis*/26; tribunaux de commerce, création, demandes de communes: D/IV *bis*/33. Comité des droits féodaux, adresses et correspondances du département : D/XIV/5. Comité de législation, correspondance avec les autorités locales et les particuliers sur l'organisation administrative et judiciaire : D/III/140 à 142. Comité de salut public, correspondance avec les autorités locales sur les nominations et destitutions : D/XLII/10. Correspondance de corps administratifs avec le Comité des pétitions sur le *Bulletin de la Convention*: D/XL/26. Cultes, pièces jointes aux feuilles de travail du Comité ecclésiastique: D/XIX/96; traitements et bâtiments, dossiers du Comité de l'ordinaire des finances de la Législative: D/VI/13. Députés et suppléants à la Convention, De Houlières (Louis-Charles-Auguste), député démissionnant, et La Revellière-Lépeaux (Louis-Marie), député réputé démissionnant, dossier du Comité des décrets : D/I§1/37. Finances, correspondances du département, mémoires et réclamations de particuliers et de municipalités sur les finances, les assignats, les impositions locales, les demandes d'emprunts locaux, les ateliers de charité, dossiers du Comité des finances : D/VI/38 ; demandes de secours pour insuffisance de fonds ou à la suite de sinistres, pièces jointes au rapport de Lacoste-Montlauzier, député du Lot à la Législative: D/VI/19; lettres et délibérations des corps administratifs renvoyées par l'Assemblée au Comité des finances: D/VI/61. Frais de traitement de la justice et des directoires des districts et du département : D/IV *bis*/48. Justice, tribunaux d'appel, état: D/IV/71. Lettres, adresses et mémoires renvoyés par la Législative au Comité des pétitions: D/XL/3; à la commission de correspondance: D/XL/5; à la commission des Douze : D/XL/12; par la Convention au Comité des

pétitions: D/XL/21. Monnaies et assignats, adresses : D/VIII/2, dossier 3. Notaires, placement: D/IV *bis*/92/C. Ordre public, dossiers du Comité des rapports : D/XXIX/8. Population, tableaux, tenue, correspondance du Comité de division avec les districts : D/IV *bis*/41; tableaux par districts : D/IV *bis*/51. Réclamation des autorités auprès du Comité des décrets sur l'envoi et la promulgation des décrets: D/I§1/33, dossier 253. Subsistances, 1791, dossiers du Comité des finances: D/VI/18, dossier 211.

Maïs, voir : Grain.

Maisoncelles [*-en-Brie*] (Seine-et-Marne). Biens nationaux, inventaire de biens ecclésiastique: D/XIX/30, dossier 484.

Maisonneuve (Moreau de), voir : Moreau de Maisonneuve.

Maisse (Marius-Félix), conventionnel des Basses-Alpes, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/354-355.

Malancourt (Meuse). Municipalité, adresse niant tout caractère séditieux à une démarche des habitants pour faire confirmer à M. de Boutteville sa promesse de dispense provisoire du paiement des droits: D/XIV/7.

Malhes (Jean-Pierre), député du Cantal à la Convention démissionnant, dossier du Comité des décrets : D/I§1/36.

Malines (Belgique, province d'Anvers). Armée, Mutrecy, garde magasin des fourrages prévenu de vol : D/III/313. Commune, pétition sur l'habillement et équipement des troupes de Belgique et du Nord-est de la France: D/§3/58, dossier 550. Hôpital, directeur, correspondance avec les représentants en mission près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse: D/§3/91. Mont-de-piété, inventaire: D/§3/92. Objets d'art, transfert dans l'intérieur de la République: D/§3/59. Place militaire, secrétaire, lettre aux représentants en mission près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse: D/§3/66, dossier 646. Secours publics : D/§3/91.

Mallarmé (François-René-Auguste), conventionnel de la Meurthe, représentant en mission dans la Meuse et la Moselle, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/354-355.

Malte, voir : Diplomatie (Malte).

Malte (ordre de). **Cher**, Bourges, habitants, adresse à la Constituante pour l'abolir et réunir ses biens à ceux de la Nation : D/XIV/2.

Mamers (Sarthe). Réclamation des autorités auprès du Comité des décrets sur l'envoi et la promulgation des décrets: D/I§1/33, dossier 253.

Manche (département). Administration du département, des districts et municipalités, réunions et démembrements de communes, observations sur l'ordre judiciaire, tribunaux de commerce, constitution civile du clergé, fuite du Roi, départ de Mesdames tantes du Roi, adresses, dossiers du Comité de constitution : D/IV/41. Circonscriptions administratives et judiciaires, circonscriptions des paroisses: D/IV *bis*/98 ; districts et cantons, création: D/IV *bis*/10; états des districts, cantons et municipalités, limites des départements, revendications de chefs-lieux, nomination de commissaires de police, de juges de paix et de notaires: D/IV *bis*/67 ; juges de paix, création, demandes de communes: D/IV *bis*/35; limites entre départements, réunions et distractions de communes, emplacement des tribunaux: D/IV *bis*/85 ; listes des administrations du département et de districts et nomenclatures de municipalités et de maisons religieuses envoyées par le département au Comité ecclésiastique : D/XIX/45 ; tribunaux, création et emplacement, demandes et mémoires de communes: D/IV *bis*/27; tribunaux de commerce, création, demandes de communes: D/IV *bis*/33. Comité des droits féodaux, adresses et correspondances du département : D/XIV/5 et 12. Comité de législation, correspondance avec les autorités locales et les particuliers sur l'organisation administrative et judiciaire : D/III/143 à 147. Comité de salut public, correspondance avec les autorités locales sur les nominations et destitutions : D/XLII/10. Contrebande, répression : D/IV/41. Correspondance de corps administratifs avec le Comité des pétitions sur le *Bulletin de la Convention*: D/XL/26. Cultes, évêchés, création ou maintien, lettres de municipalités : D/XIX/26, dossiers 399 et 400; pièces jointes aux feuilles de travail du Comité ecclésiastique: D/XIX/96. Département, organisation administrative, notification à l'Assemblée, 1790 : D/XIX/28. Députés suppléants à la Convention, dossier du Comité des décrets : D/I§1/37. Finances, correspondances du département, mémoires et réclamations de particuliers et de municipalités sur les finances, les assignats, les impositions locales, les demandes d'emprunts locaux, les ateliers de charité, dossiers du Comité des finances : D/VI/38. Frais de traitement de la justice et des directoires des districts et du département : D/IV *bis*/48. Justice, tribunaux d'appel, état: D/IV/71. Lettres, adresses et mémoires renvoyés par la Législative au Comité des pétitions: D/XL/3; à la commission des Douze : D/XL/12; par la Convention au Comité des pétitions: D/XL/21. Notaires, placement: D/IV *bis*/92/A, 92/C. Ordre public, dossiers du Comité des rapports : D/XXIX/8. Population, tableaux, tenue, correspondance du Comité de division avec les districts : D/IV *bis*/41; tableaux par districts : D/IV *bis*/51. Prisons, Le Mont-Saint-Michel, abbaye, détenus sur lettres de cachet: D/V/4, dossier 46.

Mandat. Mandats territoriaux, voir : Monnaie.

Mantellier, détenu sur lettres de cachet, réclamation: D/V/3, dossier 30.

Manufacture (en général), voir : Industrie. D'armes, voir : Maubeuge, Tulle.

Marat (Jean-Pierre), procédure contre Danton et lui au Châtelet de Paris: D/XXIX/63.

Marc d'argent (décret du), voir : Élection. Marc d'or (caisse du – d'Ancien Régime), voir : Finances (recette, receveur d'Ancien Régime).

Marche (province). Division en départements: D/IV *bis*/2.

Marcillac [-*Vallon*] (Aveyron). Cultes, ecclésiastiques, déclarations collectives de titres et de pensions: D/XIX/41.

Maréchaussées de France. Juridictions, suppression, réclamations de communes contre: D/IV/1 ; mémoire de Paris : D/IV/50. Mémoires et projets renvoyés au Comité de la Guerre: D/XV/4, dossier 36. Prévôts de maréchaussée, projet de suppression, dossiers du Comité de judicature: D/XVII/5, dossier 74.

Mareil-en-France (Seine-et-Oise, auj. : Val-d'Oise). Réclamation des autorités auprès du Comité des décrets sur l'envoi et la promulgation des décrets: D/I§1/33, dossier 253.

Maréville (Meurthe, auj. : Meurthe-et-Moselle, commune de Laxou). Prison, détenus sur lettres de cachet du département de la Guerre, état: D/V/4, dossier 47.

Margut (Ardennes). Canton, maires, adresse pour la liberté du culte public: D/XLII/8.

Mariana (Corse puis Golo, auj. : commune de Lucciana, Haute-Corse). Plaine, dessèchement par Testevuide et Bédigis: D/XXIX/4.

Marie-Galante (Guadeloupe). Dossier du Comité des colonies : D/XXV/130, dossier 1021.

Mariembourg (Belgique, province de Namur, auj. : commune de Couvin, alors : Ardennes). Porin, major de la place, réclamation contre l'abolition de droits lui servant de supplément de traitement : D/XIV/13, dossier 92. Lettres écrites de, dossier du Comité des rapports : D/XXIX/85.

Marine, voir aussi : Artillerie de marine, Bateau, Corsaire (course), École de marine, Hôpital (hôpitaux de marine). Armement naval français : D/XXIII/2, dossier 33. Comité de salut public, reliquat: D/XLII/1, dossier 14. Marine civile et militaire, matériel, personnel, service de santé, rapports et lettres des ministres de la marine: D/XVI/1, dossier 7 et dossiers 10 à 13, 2 et 3, dossiers 27 à 29. **Saint-Domingue**, 1790-an V, dont dossiers du contre-amiral Cambis (Joseph de), commandant la station de Saint-Domingue : D/XXV/46 à 55, dossier 540. **Var**, Toulon, troubles: D/XXIX *bis*/28, dossiers 283 et 284 , et D/XXIX *bis*/41 et 42.

Marine et navigation intérieure de Belgique et du Nord-est de la France: D/§3/60.

Marine (employés civils). Belgique, ingénieur en chef de la marine en correspondance avec les représentants en mission à Bruxelles en matière de génie: D/§3/45, dossier 430. **Nord**, Dunkerque, port, officier chargé des mouvements, correspondance avec les représentants en mission à Bruxelles en matière de génie: D/§3/45, dossier 430.

Marine de guerre. Armée navale de la Méditerranée, voir : Méditerranée (Armée navale). Lettres sur la marine adressées aux commissaires de la Législative près l'armée du Midi : D/XV/3, dossier 28. Oletta (Jean-Marie), capitaine corse commandant la felouque *La Vigilante*, pension à sa veuve : D/XL/30, dossier 5. Villaret-Joyeuse (Louis-Thomas), contre-amiral, flotte, journal de croisière: D/XLII/3, dossier 6. État des poudres de guerre existant dans les magasins de la Marine, 1793: D/XLV/1.

Marine et des Colonies (commission exécutive de la), feuilles de travail pour le Comité de la Marine : D/XVI/4 à 13 ; Saint-Domingue, correspondance avec la commission des colonies: D/XXV/57, dossiers 565 *bis* et *ter* .

Marine et des Colonies (Comité de la). Marine (Comité de la) : **D/XVI**. Correspondance du Comité des décrets sur l'envoi et la promulgation des décrets: D/I§1/32. Projet de constitution pour les colonies françaises présenté au nom des Comités de constitution, des colonies, de la marine et d'agriculture et commerce réunis: D/XXV/56, dossier 547.

Marne (département). Administration du département, des districts et municipalités, réunions et démembrements de communes, observations sur l'ordre judiciaire, tribunaux de commerce, constitution civile du clergé, fuite du Roi, départ de Mesdames tantes du Roi, adresses, dossiers du Comité de constitution : D/IV/41 ; lettre de l'administration centrale au Comité de salut public demandant si un citoyen radié provisoirement de la liste des émigrés peut en être membre, an IV: D/XLII/10. Assemblées électorales, 1790-1791, état des citoyens actifs et des électeurs: D/IV *bis*/38. Circonscriptions administratives et judiciaires, circonscriptions des paroisses: D/IV *bis*/98 ; districts et cantons, création: D/IV *bis*/10; états des districts, cantons et municipalités, limites des départements, revendications de chefs-lieux, nomination de commissaires de police, de juges de paix et de notaires: D/IV *bis*/67 ; tableau de division du département en districts et cantons : D/IV *bis*/38; limites entre départements, réunions et distractions de communes, emplacement des tribunaux: D/IV *bis*/85 ; tribunaux, création et emplacement, demandes et mémoires de communes: D/IV *bis*/27. Comité des droits féodaux, adresses et correspondances du département : D/XIV/6 et 12. Comité de législation, correspondance avec les autorités locales et les particuliers sur l'organisation administrative et judiciaire : D/III/148 à 151. Comité de salut public, correspondance avec les autorités locales sur les nominations et destitutions : D/XLII/10. Contributions patriotiques: D/XXXIV/5, dossier 2 *bis*. Cultes, état des religieux assermentés et insermentés: D/XIX/22; évêchés, création ou maintien, lettres de municipalités : D/XIX/26, dossiers 399 et 400; objets du culte offerts en don patriotique, communes de Châtillon-sur-Marne, Reims: D/XXXIV/6 ; pièces jointes aux feuilles de travail du Comité ecclésiastique: D/XIX/96. Département, organisation administrative, notification à l'Assemblée, 1790 : D/XIX/28. Députés suppléants à la Convention, dossier du Comité des décrets : D/I§1/37. Finances, correspondances du département, mémoires et réclamations de particuliers et de municipalités sur les finances, les assignats, les impositions locales, les demandes d'emprunts locaux, les ateliers de charité, dossiers du Comité des finances : D/VI/39; lettres et délibérations des corps administratifs renvoyées par l'Assemblée au Comité des finances: D/VI/61. Frais de

traitement de la justice et des directoires des districts et du département : D/IV *bis*/48. Justice, tribunaux d'appel, état: D/IV/71. Lettres, adresses et mémoires d'Épernay renvoyés par la Législative au Comité des pétitions: D/XL/3; à la commission des Douze : D/XL/12; par la Convention au Comité des pétitions: D/XL/21. Notaires, placement: D/IV *bis*/92/C. Ordre public, procès-verbal de délits forestiers dans les bois de la commanderie de « Boux-aux-Bois en Chamapgne », dossier du Comité des rapports : D/XXIX/8. Population, tableaux, tenue, correspondance du Comité de division avec les districts : D/IV *bis*/41; tableaux par districts : D/IV *bis*/51. Représentants en mission, Albert (Jean-Bernard) : D/§1/1 à 6-7; registres d'ordre des réclamations adressées à Albert: D*/§/1/1 et 2.

Haute-Marne (département). Administration du département, des districts et municipalités, réunions et démembrements de communes, observations sur l'ordre judiciaire, tribunaux de commerce, constitution civile du clergé, fuite du Roi, départ de Mesdames tantes du Roi, adresses, dossiers du Comité de constitution : D/IV/42. Assemblées électorales, 1790-1791, état des citoyens actifs et des électeurs: D/IV *bis*/38. Circonscriptions administratives et judiciaires, circonscriptions des paroisses: D/IV *bis*/98 ; districts et cantons, création: D/IV *bis*/10; états des districts, cantons et municipalités, limites des départements, revendications de chefs-lieux, nomination de commissaires de police, de juges de paix et de notaires: D/IV *bis*/67 ; tableau de division du département en districts et cantons : D/IV *bis*/38; juges de paix, création, demandes de communes: D/IV *bis*/35; limites entre départements, réunions et distractions de communes, emplacement des tribunaux: D/IV *bis*/85 ; tribunaux, création et emplacement, demandes et mémoires de communes: D/IV *bis*/27; tribunaux de commerce, création, demandes de communes: D/IV *bis*/34. Comité des droits féodaux, adresses et correspondances du département : D/XIV/6. Comité de législation, correspondance avec les autorités locales et les particuliers sur l'organisation administrative et judiciaire : D/III/152 à 154. Comité de salut public, correspondance d'une commune et protestation de la société des sans-culottes de Joinville contre un arrêté interdisant les fonctions publiques aux anciens prêtres: D/XLII/10. Contributions, tableau des impositions directes du département: D/IV/42. Contributions patriotiques: D/XXXIV/5, dossier 2 *bis*. Correspondance de corps administratifs de Chaumont avec le Comité des pétitions sur le *Bulletin de la Convention*: D/XL/26. Cultes, état des religieux assermentés et insermentés: D/XIX/22 ; Langres, cathédrale, cloches, dossiers du Comité de l'ordinaire des finances de la Législative: D/VI/13; pièces jointes aux feuilles de travail du Comité ecclésiastique: D/XIX/96; transfert de vases sacrés et linges d'autels d'églises supprimées aux églises conservées : D/XIX/103. Département, organisation administrative, notification à l'Assemblée, 1790 : D/XIX/28. Députés suppléants à la Convention, dossier du Comité des décrets : D/I§1/37. Finances, correspondances du département, mémoires et réclamations de particuliers et de municipalités sur les finances, les assignats, les impositions locales, les demandes d'emprunts locaux, les ateliers de charité, dossiers du Comité des finances : D/VI/40; lettres et délibérations des corps administratifs renvoyées par l'Assemblée au Comité des finances: D/VI/61; montant des fermages et loyers des biens nationaux perçus et disponibles au 1er janvier 1791 et montant probable des traitements et pensions à la même époque, dossiers du Comité ecclésiastique: D/XIX/19. Frais de traitement de la justice et des directoires des districts et du département : D/IV *bis*/48. Justice, tribunaux d'appel, état: D/IV/71. Lettres, adresses et mémoires renvoyés par la Législative au Comité des pétitions: D/XL/3; à la commission des Douze : D/XL/12; par la Convention au Comité des pétitions: D/XL/22. Ordre public, dossiers du Comité des rapports : D/XXIX/8. Population, tableaux, tenue, correspondance du Comité de division avec les districts : D/IV *bis*/41; tableaux par districts : D/IV *bis*/51. Prisons, détenus sur lettres de cachet: D/V/5, dossier 56.

Marnes (Deux-Sèvres, ou Marnes-la-Coquette, Seine-et-Oise, auj. : Hauts-de-Seine ?). Troubles, 1790: D/IV/12, dossier 193.

Marque (droits de - d'or et d'argent), voir : Métal.

Marrellier de Nerchamps, détenu aux îles Sainte-Marguerite (Var) sur lettres de cachet, réclamation: D/V/3, dossier 28.

Marseille (Bouches-du-Rhône). Cultes, abbaye Saint-Victor et chapitre cathédral, prêtres, traitements, réclamations: D/XIX/20, dossiers 310 et 311 ; chapitres de Notre-Dame des Accoules et de Saint-Martin, membres, traitements: D/XIX/31, dossier 484. Diocèse, état des religieuses, 1790 : D/XIX/6. Fédéralisme, interrogatoire du représentant Antiboul à - le 24 juin 1793: D/XLII/4, dossier 3. Ordre public, plaintes contre la conduite d'officiers du régiment suisse d'Ernest au théâtre: D/XV/6, dossier 7 ; Lieutaud (Jean-François), ancien commandant de la garde nationale, fauteur de troubles: D/XXIX *bis*/28, dossiers 281 et 282, et D/XXIX *bis*/41 et 42. Représentants en mission, Moltedo, Saliceti, dénonciation contre eux : D/III/354-355.

Martigues (Bouches-du-Rhône). Galliffet (Louis-François-Alexandre marquis de, prince de Martigues), plainte contre le projet des pêcheurs d'envahir ses étangs: D/XIV/2.

Martin, suppléant (?) des Vosges à la Convention, dossier du Comité des décrets : D/I§1/38.

Martinique (alors : colonie française). Blocus et siège de Fort-Bourbon, texte rédigé par le Comité des colonies : D/XLII/1, dossier 14. Commissaires civils, voir : Lacoste (Jean-Antoine), Montdenoix ou Mondenoix ou d'Eu de Montdenoix, Magnytot (Louis) et Linguer ou Linger ou Jacques Linget. Députés à la Constituante, adresse sur la situation de la colonie, décembre 1789: D/XVI/14, dossier 44. Correspondance entre les consuls de la légation française aux États-Unis et les autorités de la colonie: D/XXV/118, dossier 927 ; de Gênet, ambassadeur de France aux États-Unis, avec les autorités de la colonie: D/XXV/120, dossier 943. Députés, voir : Dillon (Arthur de) et Moreau de Saint-Méry (Médéric-Louis-Élie), Constituante. Députés à la Convention, dossier du Comité des décrets : D/I§1/39, dossier 283.

Dossiers du Comité des colonies : D/XXV/116 à 119. Dossier du Comité des rapports : D/XXIX/95. Gouverneur, voir : Béhague (Jean-Pierre-Antoine de), gouverneur général, Damas (Claude-Charles de, dit le vicomte de Damas-Marcillac). Habitant, voir : Eymar ou Eymard (James), échevin, Micoulin, déporté, Pinel, secrétaire adjoint de l'assemblée coloniale, Rigordy, secrétaire de l'assemblée coloniale. Ordre public, révolte des agents militaires de la colonie: D/XXV/118, dossier 921. Organisation administrative: D/IV *bis*/82. Proclamation du général de Béhague, gouverneur général des îles du Vent, aux troupes de la Martinique et réponse des commissaires et des municipalités: D/XLII/1, dossier 14. Propriétés de la colonie, dossiers du Comité de législation : D/III/322-323. Siège, journal de Rochambeau: D/XXV/117, dossier 912.

Massacres de Septembre, voir : Journées révolutionnaires.

Massaguel (Tarn). Troubles, juillet 1790: D/IV/65.

Massiac (société des colons réunis à l'hôtel -), voir : Colons (société des - réunis à l'hôtel Massiac.

MASSIEU (Jean-Baptiste), conventionnel de l'Oise, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/344 ; représentant en mission dans les Ardennes, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/354-355.

MASSON, détenu sur lettres de cachet, réclamation: D/V/2, dossier 27.

MASUYER (Claude-Louis), conventionnel de Saône-et-Loire, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/356-357 ; lettre de lui envoyée par le département de Saône-et-Loire au Comité de salut public pour le dénoncer: D/XLII/6, dossier 2.

Mathurin (ordre religieux). État général des religieux, 1790: D/XIX/11.

Maubeuge (Nord). Conseil de guerre, correspondance avec les représentants en mission près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse: D/§3/109, dossiers 1060 à 1065. Hôpital, directeur, correspondance avec les représentants en mission près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse: D/§3/91. Hôpital militaire: D/§3/92. Magasin d'effets militaires, état de situation : D/§3/59, dossier 559. Manufacture d'armes, ouvriers, demande d'augmentation de salaires: D/XV/6, dossier 39. Offices des provinces belgiques (Cambrai, Maubeuge et Hainaut), remboursement: D/XVII/7, dossier 95 *bis*. Parcs de voitures de la division, états de situation: D/§3/104, dossier 1010, et 105. Tableaux des jugements rendus par le tribunal criminel provisoire près les divisions de l'armée du Nord sous - : D/§3/109.

MAUDUIT DU PLESSIS (Thomas-Antoine DE), colonel commandant le régiment de Port-au-Prince (Saint-Domingue) assassiné par la troupe en 1791, cérémonie funèbre: D/XV/4, dossier 37.

MAUGIN, officier militaire ou de marine à Saint-Domingue: D/XXV/50, dossier 485.

MAULDE (vicomte DE), assemblée convoquée par lui à Comines (Nord), février 1790, plainte des habitants: D/IV/46.

« *Mauléon* » (Deux-Sèvres ?). Cultes, ecclésiastiques, déclarations collectives de titres et de pensions: D/XIX/41.

MAURE (Nicolas-Sylvestre), conventionnel de l'Yonne, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/354-355.

Mauriac (Cantal). Collège, extraits de délibérations, 1785: D/IV *bis*/61.

Mausolée, voir : Cimetière.

Maximum. Application aux colonies, dossiers du Comité de législation : D/III/322-323.

Mayence (Allemagne, Rhénanie-Palatinat), voir aussi : Diplomatie (Allemagne, Mayence). Demangeot, secrétaire au Comité de correspondance de la Convention y ayant accompagné les représentants en mission Merlin de Thionville et Reubell : D/XL/30, dossier 5. Reddition de la place, 1793: D/XLII/4, dossiers 8 et 9.

Mayenne (département). Administration du département, des districts et municipalités, réunions et démembrements de communes, observations sur l'ordre judiciaire, tribunaux de commerce, constitution civile du clergé, fuite du Roi, départ de Mesdames tantes du Roi, adresses, dossiers du Comité de constitution : D/IV/42. Assemblées électorales, 1790-1791, état des citoyens actifs et des électeurs: D/IV *bis*/38. Circonscriptions administratives et judiciaires, circonscriptions des paroisses: D/IV *bis*/98 ; districts et cantons, création: D/IV *bis*/10; listes des administrations du département et de districts et nomenclatures de municipalités et de maisons religieuses envoyées par le département au Comité ecclésiastique : D/XIX/45 ; tableau de division du département en districts et cantons : D/IV *bis*/38; états des districts, cantons et municipalités, limites des départements, revendications de chefs-lieux, nomination de commissaires de police, de juges de paix et de notaires: D/IV *bis*/67 ; juges de paix, création, demandes de communes: D/IV *bis*/35; limites entre départements, réunions et distractions de communes, emplacement des tribunaux: D/IV *bis*/85 ; tribunaux, création et emplacement, demandes et mémoires de communes: D/IV *bis*/27; tribunaux de commerce, création, demandes de communes: D/IV *bis*/34. Comité des droits féodaux, adresses et correspondances du département : D/XIV/6. Comité de législation, correspondance avec les autorités locales et les particuliers sur l'organisation administrative et judiciaire : D/III/155. Comité de salut public, correspondance avec les autorités locales sur les nominations et destitutions : D/XLII/10. Contributions patriotiques: D/XXXIV/5, dossier 2 *bis*. Cultes, état des religieux assermentés et insermentés: D/XIX/22; pensions, prestations de serment et suppressions de paroisses, réclamations, pétitions d'administrations et de particuliers: D/XIX/45; transfert de vases sacrés et linges d'autels d'églises supprimées aux églises conservées : D/

XIX/103. Département, organisation administrative, notification à l'Assemblée, 1790 : D/XIX/28. Députés suppléants à la Convention, dossier du Comité des décrets : D/I§1/37; suppléants, correspondance du Comité des décrets avec le département : D/I§1/39, dossier 279. Finances, correspondances du département, mémoires et réclamations de particuliers et de municipalités sur les finances, les assignats, les impositions locales, les demandes d'emprunts locaux, les ateliers de charité, dossiers du Comité des finances : D/VI/40; montant des fermages et loyers des biens nationaux perçus et disponibles au 1er janvier 1791 et montant probable des traitements et pensions à la même époque, dossiers du Comité ecclésiastique: D/XIX/19. Frais de traitement de la justice et des directoires des districts et du département : D/IV *bis*/48. Justice, tribunaux d'appel, état: D/IV/71. Lettres, adresses et mémoires renvoyés par la Législative au Comité des pétitions: D/XL/3; à la commission de correspondance: D/XL/5; à la commission des Douze : D/XL/13; par la Convention au Comité des pétitions: D/XL/22. Notaires, placement: D/IV *bis*/92/A, 92/C. Ordre public, dossiers du Comité des rapports : D/XXIX/8. Population, tableaux, tenue, correspondance du Comité de division avec les districts : D/IV *bis*/41; tableaux par districts : D/IV *bis*/51. Prisons, détenus sur lettres de cachet: D/V/5, dossier 57.

Mazaugues (Var). Curé, arrestation: D/IV/66.

Méaulle (Jean-Nicolas), conventionnel de la Loire-Inférieure, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/344 ; en mission dans l'Ain, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/354-355.

Meaux (Seine-et-Marne). Diocèse, état des religieuses, 1790 : D/XIX/4. Massacres de septembre 1792: D/XLII/5, dossier 2.

Mécanique: D/XXXVIII/2, dossier 30.

Médailles. Hommages aux assemblées: D/I§2/3. Marché pour la gravure de celle votée par l'Assemblée le 4 août 1789: D/VI/6, dossier 47.

Médecine, voir : École (écoles de santé), Santé (médecine).

Médicament, voir : Pharmacie.

Méditerranée (Armée navale). Représentants en mission, Brunel (Ignace), Guérin (Pierre), Le Tourneur de la Manche (Étienne-François-Louis-Honoré): D/§1/10 ; Cadroy (Paul), Chambon-La Tour (Jean-Michel), Despinassy (Antoine-Joseph-Marie), Niou (Joseph), Rouyer (Jean-Pascal): D/§1/40 et 41; Brunel (Ignace), registre de correspondance lors de cette mission : D*/§/1/3.

Méditerranée (département sous le Premier Empire, Italie). Justices de paix, circonscription : D/IV *bis*/55.

Meerbeek (Belgique, Brabant, auj. : commune de Kortenberg). Réquisitions pour l'armée du Nord, pétition: D/§3/97, dossier 936.

Melsbræk (Belgique, Brabant, auj. : commune de Steenokkerzeel). Réquisitions pour l'armée du Nord, pétition: D/§3/97, dossier 936.

Ménage, détenu sur lettres de cachet, réclamation: D/V/2, dossier 26.

Menassier, juré-priseur, office, liquidation: D/XI/2, dossier 13.

Mende (Lozère). Diocèse, état des religieuses, 1790 : D/XIX/4.

Mendicité (Comité de) : **D/XXVII**.

Mendicité. Dépôt de, voir : Hôpital (hospice).

Menin (Belgique, Flandres-Occidentales). Retraite de l'armée du Nord, Houchard (Jean-Nicolas), général commandant supérieur de l'armée intermédiaire, responsable, pièces contre lui, dossiers du Comité de salut public: D/XLII/5, dossier 5.

Menton (Alpes-Maritimes). District, tribunal à Monaco: D/III/13.

Menus plaisirs (administration de l'argenterie, des-, et affaires de la Chambre du Roi), finances et traitements : D/X/1, dossier 5.

Merci (congrégation de Notre-Dame de la). État général des religieux, 1790: D/XIX/11.

Merlin de Douai (Philippe-Antoine Merlin dit), conventionnel du Nord, représentant en mission près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse: D/§3. Code pénal, projet rédigé par lui, dossiers du Comité de législation : D/III/321.

Merlin de Thionville (Antoine-Christophe Merlin dit), conventionnel de la Moselle, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/354-355 ; représentant en mission à Mayence : D/XL/30, dossier 5.

Merlino (Jean-Marie-François), conventionnel de l'Ain, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/354-355.

Messagerie, voir : Contributions d'Ancien Régime (ferme des messageries).

Métal, voir aussi : Graveur (gravure sur métal). Ferme des droits de marque d'or et d'argent d'Ancien Régime, dossiers du Comité des finances: D/VI/4. État des recettes et dépenses sur les matières d'or et d'argent et la fabrication du numéraire : D/VI/15, dossier 161. Marque d'or et d'argent: D/XIII/1.

Météorologie, voir : Climat.

Metz (Moselle). Diocèse, état des religieuses, 1790 : D/XIX/4. Généralité, population, tableau: D/IV *bis*/45. Ordre public, Metz, troubles au spectacle, brumaire an IV: D/XLII/10. Réclamation des autorités auprès du

Comité des décrets sur l'envoi et la promulgation des décrets: D/I§1/33, dossier 253.

Meuble, mobilier. Conservation des effets mobiliers des biens nationaux, arrêtés des Comité d'aliénation des domaines nationaux et d'administration des biens ecclésiastiques réunis : D/XXII/1, dossier 8.

Meulan (Seine-et-Oise, auj. : Yvelines). Garde nationale, conflit avec la compagnie des arquebusiers: D/IV/60.

Meurthe (département). Administration du département, des districts et municipalités, réunions et démembrements de communes, observations sur l'ordre judiciaire, tribunaux de commerce, constitution civile du clergé, fuite du Roi, départ de Mesdames tantes du Roi, adresses, dossiers du Comité de constitution : D/IV/43. Assemblées électorales, 1790-1791, état des citoyens actifs et des électeurs: D/IV *bis*/38. Circonscriptions administratives et judiciaires, circonscriptions des paroisses: D/IV *bis*/99 et 106 ; districts et cantons, création: D/IV *bis*/11; tableau de division du département en districts et cantons : D/IV *bis*/38; états des districts, cantons et municipalités, limites des départements, revendications de chefs-lieux, nomination de commissaires de police, de juges de paix et de notaires: D/IV *bis*/68 ; juges de paix, création, demandes de communes: D/IV *bis*/35; limites entre départements, réunions et distractions de communes, emplacement des tribunaux: D/IV *bis*/85 ; tribunaux, création et emplacement, demandes et mémoires de communes: D/IV *bis*/27; tribunaux de commerce, création, demandes de communes: D/IV *bis*/34. Comité des droits féodaux, adresses et correspondances du département : D/XIV/6. Comité de législation, correspondance avec les autorités locales et les particuliers sur l'organisation administrative et judiciaire : D/III/156 à 159. Comité de salut public, correspondance avec les autorités locales sur les nominations et destitutions : D/XLII/10. Contributions patriotiques: D/XXXIV/5, dossier 2 *bis*. Cultes, évêchés, création ou maintien, lettres de municipalités : D/XIX/26, dossiers 399 et 400; pièces jointes aux feuilles de travail du Comité ecclésiastique: D/XIX/96. Département, organisation administrative, notification à l'Assemblée, 1790 : D/XIX/28. Députés et suppléants à la Convention, Jacob (Dominique), suppléant admis à siéger, et Mourer, suppléant ?, dossier du Comité des décrets : D/I§1/37. Finances, correspondances du département, mémoires et réclamations de particuliers et de municipalités sur les finances, les assignats, les impositions locales, les demandes d'emprunts locaux, les ateliers de charité, dossiers du Comité des finances : D/VI/40 ; demandes de secours pour insuffisance de fonds ou à la suite de sinistres, pièces jointes au rapport de Lacoste-Montlauzier, député du Lot à la Législative: D/VI/19; lettres et délibérations des corps administratifs renvoyées par l'Assemblée au Comité des finances: D/VI/61. Frais de traitement de la justice et des directoires des districts et du département : D/IV *bis*/48. Justice, tribunaux d'appel, état: D/IV/71. Lettre renvoyée par la Législative au Comité des pétitions: D/XL/3; à la commission de correspondance: D/XL/5; à la commission des Douze : D/XL/13; par la Convention au Comité des pétitions: D/XL/22. Notaires, placement: D/IV *bis*/92/A. Ordre public, dossiers du Comité des rapports : D/XXIX/8 ; Insming, rébellion, mai 1790: D/IV/43. Population, tableaux, tenue, correspondance du Comité de division avec les districts : D/IV *bis*/41 et 51. Prisons, détenus sur lettres de cachet: D/V/5, dossier 58 ; détenus sur lettres de cachet, états: D/V/4, dossier 51 ; Maréville, détenus sur lettres de cachet du département de la Guerre, état: D/V/4, dossier 47 ; Nancy, bailliage, détenus sur lettres de cachet: D/V/4, dossier 44.

Meuse (département). Administration du département, des districts et municipalités, réunions et démembrements de communes, observations sur l'ordre judiciaire, tribunaux de commerce, constitution civile du clergé, fuite du Roi, départ de Mesdames tantes du Roi, adresses, dossiers du Comité de constitution : D/IV/43. Assemblées électorales, 1790-1791, état des citoyens actifs et des électeurs: D/IV *bis*/38. Circonscriptions administratives et judiciaires, circonscriptions des paroisses: D/IV *bis*/99 ; paroisses de Bar-le-Duc: D/IV *bis*/106 ; districts et cantons, création: D/IV *bis*/11; tableau de division du département en districts et cantons : D/IV *bis*/38; états des districts, cantons et municipalités, limites des départements, revendications de chefs-lieux, nomination de commissaires de police, de juges de paix et de notaires: D/IV *bis*/68 ; juges de paix, création, demandes de communes: D/IV *bis*/35; tribunaux, création et emplacement, demandes et mémoires de communes: D/IV *bis*/28; tribunaux de commerce, création, demandes de communes: D/IV *bis*/34. Comité des droits féodaux, adresses et correspondances du département : D/XIV/7 et 12. Comité de législation, correspondance avec les autorités locales et les particuliers sur l'organisation administrative et judiciaire : D/III/160 à 164. Comité de salut public, correspondance avec les autorités locales sur les nominations et destitutions : D/XLII/10. Cultes, état des religieux assermentés et insermentés: D/XIX/22; pièces jointes aux feuilles de travail du Comité ecclésiastique: D/XIX/96. Département, organisation administrative, notification à l'Assemblée, 1790 : D/XIX/28. Députés et suppléants à la Convention, Tocquot (Charles-Nicolas), député démissionnant, suppléé par Garnier de la Meuse (Claude-Xavier), suppléant admis à siéger, et Moreau (Jean), député démissionnant, dossier du Comité des décrets : D/I§1/37. Fédéralisme, pièces envoyées par la commission populaire de la Gironde au département en juin 1793: D/XLII/4. Finances, correspondances du département, mémoires et réclamations de particuliers et de municipalités sur les finances, les assignats, les impositions locales, les demandes d'emprunts locaux, les ateliers de charité, dossiers du Comité des finances : D/VI/41; lettres et délibérations des corps administratifs renvoyées par l'Assemblée au Comité des finances: D/VI/61; montant des fermages et loyers des biens nationaux perçus et disponibles au 1er janvier 1791 et montant probable des traitements et pensions à la même époque, dossiers du Comité ecclésiastique: D/XIX/19. Frais de traitement de la justice et des directoires des districts et du département : D/IV *bis*/48. Justice, tribunaux d'appel, état: D/IV/71. Lettres, adresses et mémoires renvoyés par la Législative à la commission des Douze : D/XL/13; par la Convention au Comité des pétitions: D/XL/22. Monnaies et assignats, adresses : D/VIII/2, dossier 3. Notaires, placement: D/IV *bis*/92/A, 92/C. Ordre public, dossiers du Comité des rapports : D/XXIX/8 ;

Malancourt, municipalité, adresse niant tout caractère séditieux à une démarche des habitants pour faire confirmer à M. de Boutteville sa promesse de dispense provisoire du paiement des droits: D/XIV/7. Population, tableaux, tenue, correspondance du Comité de division avec les districts : D/IV *bis*/41; tableau, district de Montmédy : D/IV *bis*/51. Représentants en mission, Delacroix de la Marne (Charles): D/§1/10 à 16, essentiellement : 16 ; Mallarmé, dénonciation contre lui : D/III/354-355. Tribunal criminel, procédure contre Gossin, procureur syndic, et Ternaux, président du département, décrétés d'accusation pour leur administration: D/III/327.

Meuse (fleuve). Pays entre –et Rhin et Rhin et Moselle, voir : Allemagne (départements provisoires de la rive gauche).

Meynard (François), conventionnel de la Dordogne, représentant en mission près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse: D/§3; registres d'arrêtés: D/§3/111, dossiers 1074 et 1074 *bis*.

Michaud (Jean-Baptiste), conventionnel du Doubs, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/354-355.

Micoulin, déporté de la Martinique: D/XXV/119.

Midi (départements du). Départements maritimes méridionaux, représentants en mission, Brunel (Ignace), Le Tourneur de la Manche (Étienne-François-Louis-Honoré), Rouyer (Jean-Pascal): D/§1/31 à 38 .

Midi (Ports du). Représentants en mission, Brunel (Ignace), Guérin (Pierre), Le Tourneur de la Manche (Étienne-François-Louis-Honoré): D/§1/10; Brunel (Ignace), registre de correspondance lors de cette mission : D*/§/1/3.

Milcent-Créole (Claude-Michel-Louis Milcent, dit), traduit au Tribunal révolutionnaire : D/XXV/56, dossier 554.

Milhaud (Edmond-Jean-Baptiste), conventionnel du Cantal, représentant en mission dans le Bas-Rhin, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/354-355.

Militaire (Comité) : **D/XV**. Correspondance du Comité des décrets sur l'envoi et la promulgation des décrets: D/I§1/32.

Millard (Charles-Denis), suppléant de Saône-et-Loire à la Convention admis à siéger, dossier du Comité des décrets : D/I§1/38.

Millet, commissaire des assemblées coloniales, papiers : D/XXV/67, dossier 681, 69, dossiers 696 et 697, 73, dossier 729, 76, dossier 749 ; papiers sur Saint-Domingue, inventaire : D/XXV/58, dossier 569.

Millien, capitaine de vaisseau à la Guadeloupe: D/XXV/122.

Mills (Jean-Baptiste), se disant élu de Saint-Domingue à la Convention, dossier du Comité de législation : D/III/358-359.

Mine, voir aussi : Carrière de pierres. De Belgique et du Nord-est de la France: D/§3/8 et 9. Règlement des houillières de la province de Limbourg, imprimé, 1694: D/§3/59, dossier 561. **Tarn**, Carmaux, mines de charbon, plainte contre leur usurpation par de Solages, brigadier des armées du Roi: D/XIV/11.

Minéralogie: D/XXXVIII/3, dossier 41.

Minime (ordre religieux). État général des religieux, 1790: D/XIX/11; religieux, intention de sortir ou de rester dans leurs maisons, 1790 : D/XIX/13; suppression des ordres religieux, lettres et adresses: D/XIX/15.

Ministre, ministère.
- Ministres. Correspondance du Comité des décrets sur l'envoi et la promulgation des décrets: D/I§1/ 31 ; copies des lettres des ministres au Comité des décrets, Législative et Convention: D*/I§1/b/8. Correspondance des ministres avec le Comité des finances: D/VI/12 ; avec le Comité des pétitions: D/XL/28 ; avec le comité des inspecteurs du Corps législatif du Directoire: D/XXXV/1, dossier 4. Lettres renvoyées par la Législative au Comité des pétitions: D/XL/4, dossier 91 ; à la commission de correspondance : D/XL/5, dossier 84. Réponses des ministres des Contributions publiques, de la Guerre et de la Justice au décret ordonnant de dresser la liste des agents des diverses administrations avec rapport du Conseil exécutif (mai 1793) et comptes sommaires des délibérations et opérations du Conseil exécutif pendant les trois décades de nivôse an II: D/XLII/2, dossier 8.
- Ministère des Affaires étrangères. Département des Affaires étrangères, pensions: D/X/1, dossier 4.
- Ministère des Contributions. Affaires concernant le ministère, dossiers du Comité de législation : D/III/368-370. Lettres de Clavière à l'Assemblée : D/VI/2. Organisation du ministère du Trésor public: D/VI/57.
- Ministère des Finances, organisation et dépenses, états, an IV: D/VI/1.
- Ministre de la Guerre et adjoints, correspondance avec les représentants en mission près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse: D/§3/66, dossier 638. Affaires concernant le ministère, dossiers du Comité de législation : D/III/368-370. Détenus sur lettres de cachet du département de la Guerre, états: D/V/4, dossier 47. Lettres du ministre aux généraux de division et aux chefs d'escadrons de la gendarmerie nationale sur les mesures à prendre pour le maintien de l'ordre: D/XLII/6, dossier 2.Rapports et lettres du ministre renvoyés au Comité de la Guerre: D/XV/4, dossier 34.
- Ministère de l'Intérieur. Affaires concernant le ministère, dossiers du Comité de législation : D/III/368-370. Détenus sur lettres de cachet du département de la maison du Roi, état: D/V/5, dossiers 61, 63 et 64. Lettres au Comité de salut public et comptes décadaires du ministre du 20 nivôse au 30 germinal an II: D/XLII/2, dossiers 2 à 8. Versement des dossiers du Comité de division aux Archives nationales et au ministère: D/IV *bis*/56.
- Ministre de la Justice. Actes de l'Assemblée envoyés par lui aux autres ministres et aux tribunaux: D/I§1/4. Affaires concernant le ministère, dossiers du Comité de

législation : D/III/371-372. Comptes décadaires de nivôse à la 2e décade de pluviôse an II: D/XLII/2, dossier 11. Copies de lettres du Comité de législation : D/III/320. Correspondance du Comité des décrets sur l'envoi et la promulgation des décrets: D/I§1/30 et 31. État des bureaux du ministère, an II: D/III/322-323. États de décrets et accusés de réception par les ministères, envoi du ministère de la Justice au Comité des décrets: D/I§1/19 à 21. Lettres du Comité de constitution au Garde des Sceaux concernant leurs rapports particuliers : D/IV/1. Lettres au président de la Convention et au Comité de législation : D/III/322-323. Lettres au Comité de salut public: D/XLII/2, dossier 1. Lettres et états d'envoi de minutes de décrets, de décrets imprimés authentiques et d'expéditions authentiques de lois par le ministre de la Justice aux Archives nationales: D/I§1/29.

- Ministère de la Marine. Affaires concernant le ministère, dossiers du Comité de législation : D/III/371-372. Caisse du département de la marine et des colonies, dossiers du Comité des finances : D/VI/17, dossier 180. Correspondance avec le Comité de la Marine : D/XVI/1, dossier 7 et dossiers 9 à 13, 2 et 3, dossiers 27 à 29. Détenus sur lettres de cachet du département des Colonies, états: D/V/4, dossier 52. Dossier du Comité des pensions: D/X/3, dossier 20. Lettres au Comité de salut public: D/XLII/2, dossier 1. Taillevis-Perrigny (Louis-Charles, adjoint à la première division du ministère destitué en 1793 ?), dossier de la commission des Douze de la Législative : D/XL/17.
- Ministère des Relations extérieures. Affaires concernant le ministère, dossiers du Comité de législation : D/III/368-370. Lettres au Comité de salut public et comptes décadaires de ventôse au 19 germinal an II: D/XLII/2, dossiers 9 et 10. Visas demandés au Comité de salut public par le ministre pour des passeports pour l'étranger : D/XLII/2, dossier 1.
- Ministres, voir : Abancourt (Charles-Xavier-Joseph Franqueville d'), ministre de la Guerre, Champion de Cicé (Jérôme-Marie), Garde des sceaux, Clavière (Étienne), ministre des contributions publiques, Delessart (Jean-Marie-Antoine de Valdec de Lessart dit), contrôleur général des Finances puis ministre de l'Intérieur, Dumouriez (Charles-François Du Périer dit), ministre des affaires étrangères, Duportail (Antoine-Jean-Louis Le Bègue de Presle du Portail, dit), ministre de la Guerre, Fleurieu (Charles-Pierre Claret de), ministre de la Marine, François de Neufchâteau (Nicolas-Louis François, dit), ministre de l'Intérieur, Grave (Pierre-Marie de), ministre de la Guerre, Lajard (Pierre-Auguste), ministre de la Guerre, La Luzerne (César-Henri de, comte de Beuzeville), ministre de la Marine, La Tour du Pin-Gouvernet de Paulin (Jean-Frédéric de), lieutenant général (ministre de la Guerre), Necker (Jacques), ministre des Finances, Saint-Priest (François-Emmanuel Guignard, comte de), ministre de la Maison du Roi puis de l'Intérieur, Servan (Joseph), ministre de la Guerre, Thévenard (Antone-Jean-Marie), ministre de la Marine.

Mion (Cougnacq-, voir : Cougnacq-Mion.

Mirabeau (Honoré-Gabriel Riquetti de), mausolée à sa mémoire: D/I§2/3. ; lettre sur les lettres de cachet: D/V/4, dossier 46.

Mirande (Nicolas), suppléant du Cantal à la Convention admis à siéger, dossier du Comité des décrets : D/I§1/36.

Mirbeck, commissaire aux îles sous le Vent: D/XXV/1 à 3.

Mirepoix (Ariège). Municipalité, différend avec le directoire du département : D/XXIX *bis*/39.

Missionnaire (ordre religieux). Suppression des ordres religieux, lettres et adresses: D/XIX/15.

Mœurs. Jeux de hasard, dénonciation: D/IV/51.

Moine, ordre religieux, voir aussi : Cultes et mots associés. Voir : Annonciade, Augustin, Barnabite, Bénédictin, Bernardin, Capucin, Carme, Chanoine, Charité (ordre hospitalier de Saint-Jean de Dieu ou de la), Charité (religieuses de Notre-Dame de la - ou du Refuge), Chartreux, Cistercien, Clarisse, Cordelier, Dominicain, Écoles chrétiennes (frères des), Feuillant, Franciscain, Génovéfain, Hermites de Saint-Jean-Baptiste de la partie française du diocèse de Trèves, Hospitalière (sœurs), Mathurin, Merci (congrégation de Notre-Dame de la), Minime, Missionnaire, Oratorien, Picpus (congrégation de), Prémontré, Récollet, Refuge (religieuses de Notre-Dame du), Sauveur (congrégation de Notre-), Théâtin, Tiercelin, Trinitaire, Union chrétienne (ordre de l'), Ursuline, Victorin, Visitandine.

- Bénéfices, prise de possession, dossier du Comité ecclésiastique: D/XIX/28. Clergé, nouvelle organisation, lettres d'abbés, de chanoines, curés, vicaires et desservants : D/XIX/24 ; de religieux et religieuses : D/XIX/25. Déclarations d'intention de religieux et religieuses de sortir des maisons de leur ordre ou d'y rester conformément au décret du 20 mars 1790 : D/XIX/12 et 13. Décrets sur le clergé et la suppression des ordres religieux, adresses anonymes: D/XIX/31, dossiers 495 à 498. Détenus dans des couvents de femmes et d'hommes sur lettres de cachet: D/V/1. Ecclésiastiques, déclarations de titres et de pensions: D/XIX/32 à 42. États des religieux et religieuses fournis par des directoires de départements: D/XIX/17. États des religieuses par diocèses: D/XIX/1 à 9. États des religieux par congrégations: D/XIX/10 à 12. Prêtres et religieux détenus sur lettres de cachet, réclamations et demandes de mise en liberté: D/V/2, dossiers 18 à 20. Procès entre les dames de Saint-Magloire et un sieur Le Rondel: D/XIX/26, dossier 405 . Religieux et collèges anglais en France : D/XIX/30, dossiers 472 et 473. Suppression des ordres religieux, lettres et adresses: D/XIX/14 à 16.

Moissac (Lot, auj. : Tarn-et-Garonne). Cultes, ecclésiastiques, déclarations collectives de titres et de pensions: D/XIX/41. Demande de chef-lieu de district: D/IV *bis*/9.

Moitte (André), sculpteur du roi chargé d'exécuter la statue de Cassini (César-François dit de Thury), mémoire de fournitures, dossiers du Comité des finances: D/VI/11, dossier 110.

Molières (Lot, auj. : Tarn-et-Garonne). Demande de chef-lieu de district: D/IV *bis*/10.

Molins [*-sur-Aube*] (Aube). Denis, curé, discours patriotique, juin 1790: D/XIV/2.

Mollet (Jean-Luc-Anthelme), député de l'Ain à la Convention démissionnant, dossier du Comité des décrets : D/I§1/36.

Molliens-le-Vidâme (Somme, auj. : Molliens-Dreuil). Serment fédératif prêté par les habitants, juillet 1790 : D/IV/64.

Moltedo (Jean-André-Antoine), conventionnel de la Corse, conventionnel de la Corse, représentant en mission à Marseille, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/354-355.

Monaco (Principauté de Monaco, alors : Alpes-Maritimes, nom révolutionnaire : Port-Hercule). Prince de, indemnités: D/XXIII/2, dossier 29. Principauté, armements: D/XXIII/1, dossier 13.
- Rattachée à la France. Tribunal du district de Menton à: D/III/13.

Mondenoix, voir : Montdenoix ou - ou d'Eu de Montdenoix.

Monestier de la Lozère (Pierre-Laurent), conventionnel de la Lozère, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/354-355.

Monestier du Puy-de-Dôme (Jean-Baptiste-Benoît), conventionnel du Puy-de-Dôme, , représentant à l'armée des Pyrénées-Orientales , dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/354-355.

Mongeart, détenu sur lettres de cachet, réclamation: D/V/2, dossier 27.

Monnaie. Assignats et monnaies (Comité des) : **D/VIII**.
- Administration des monnaies d'Ancien Régime. Agiotage, Lot, Montauban, district, comité révolutionnaire, adresse contre -: D/XLII/9. Dossiers du Comité des finances: D/VI/7, dossier 61. États de pensions, arrêts et édits royaux sur l'office de contrôleur général des monnaies: D/X/3, dossier 22. État des recettes et dépenses sur les matières d'or et d'argent et la fabrication du numéraire : D/VI/15, dossier 161.
- Assignats. Assignats, billets de confiance, mandats territoriaux, dossiers du Comité des finances: D/VI/1. Assignats, correspondances des directoires de départements, mémoires et réclamations de particuliers et de municipalités, dossiers du Comité des finances par départements: D/VI/20 à 55. Assignats, émission et circulation: D/VI/6 à 8. Assignats et mandats territoriaux, fabrication, comptage, destruction, contrôle des Archives de l'Assemblée: D/I§1/8 à 17. Belgique, vérification : D/§3/42, dossiers 394 et 395. Belgique, pays de Luxembourg, pays de Salm, pays de Spa, pays de Trèves, assignats, dossiers du Comité de législation : D/III/309. Délibérations de sections de Paris sur les assignats: D/VI/8, dossiers 69 et 70.
- Hôtel de la. Bruxelles, inventaire: D/§3/41, dossier 390. Lyon, état de l'argenterie envoyée par le district de Saint-Marcellin (Isère) : D/VI/64. Paris, état de l'argenterie envoyée par le district de Saint-Marcellin (Isère) : D/VI/64.

Monneron (Jean-Louis, dit Louis), député de Pondichéry à la Constituante, lettre sur la liquidation de l'ancienne Compagnie des Indes: D/XII/1.

Mons (Belgique, Hainaut). Commissaire civil français, Lamotze, correspondance : D/§3/19 et 20. District, organisation judiciaire et administration de la justice, projet: D/§3/109, dossier 1056. District, tribunal, commissaire national, correspondance avec les représentants en mission près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse : D/§3/109, dossier 1054. District, tribunal civil, correspondance avec les représentants en mission près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse : D/§3/109, dossier 1055. Hôpital militaire, état des mouvements: D/§3/92. Juge de paix, correspondance avec les représentants en mission près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse : D/§3/109, dossier 1057. Mont-de-piété, inventaire: D/§3/92. Parc de voitures, état de situation: D/§3/105. Réquisitions pour l'armée du Nord, états: D/§3/95, dossier 928 *bis* . tribunal correctionnel, greffier, pétition : D/§3/109, dossier 1059. Tribunal criminel, accusateur public, correspondance avec les représentants en mission près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse et rapports décadaires : D/§3/108; juges, correspondance avec les représentants en mission près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse : D/§3/108, dossiers 1048 et 1049 ; jury, formation : D/§3/109, dossier 1053 .

Mont-Bidouze, nom révolutionnaire de *Saint-Palais* (Basses-Pyrénées).

Mont-Blanc (département). Assemblée électorale, an IV, clôture : D/XLII/10. Carte du département : D/IV *bis*/39. Circonscriptions administratives et judiciaires, tableau de division du département en districts et cantons : D/IV *bis*/39 et 85 . Comité de législation, correspondance avec les autorités locales et les particuliers sur l'organisation administrative et judiciaire : D/III/165 et 166-167. Comité de salut public, correspondance avec les autorités locales sur les nominations et destitutions : D/XLII/10. Correspondance de corps administratifs avec le Comité des pétitions sur le *Bulletin de la Convention*: D/XL/26. Députés et suppléants à la Convention, Genin (Jean-François), suppléant admis à siéger, dossier du Comité des décrets : D/I§1/38. Kellermann (François-Étienne-Christophe), général, lettre sur Chépy (Pierre-Paul), recommandé comme commissaire national pour le département, juin 1793: D/XXIII/2, dossier 31. Lettres renvoyées par la Convention au Comité des pétitions: D/XL/22. Représentants en mission, Albitte, rapport et exemplaire imprimé de son arrêté du 12 germinal an II sur le séquestre des biens des suspects avec état des gratifications accordées par lui: D/XXVII ; Grégoire (Henri-Baptiste), Hérault de Séchelles (Joseph), Jagot (Grégoire-Marie), Simond (Philibert): D/§1/25. Procès-verbaux et proclamations de l'Assemblée nationale des Allobroges à Chambéry: D/XLII/6, dossier 1.

Mont-de-Marsan (Landes). Correspondance du Comité des décrets avec les autorités constituées sur l'envoi et la promulgation des décrets: D/I§1/33, dossier 252.

Mont-de-piété. Administration des – d'Ancien Régime, pensions: D/X/3, dossier 23. De **Belgique** : D/§3/92 et 93.

Mont-Terrible (département). Circonscriptions administratives et judiciaires, tableau de division du département en districts et cantons : D/IV *bis*/39 ; Montbéliard, district, rattachement: D/IV *bis*/85 . Comité de législation, correspondance avec les autorités locales et les particuliers sur l'organisation administrative et judiciaire : D/III/168. Comité de salut public, correspondance avec les autorités locales sur les nominations et destitutions : D/XLII/10. Suppléants à la Convention, dossier du Comité des décrets : D/I§1/38. Représentants en mission, Bailly (Edme-Louis-Barthélemy) : D/§1/8 ; Richou (Louis-Joseph): D/§1/30.

Montagne-sur-Mer, nom révolutionnaire de *Montreuil-sur-Mer*.

Montauban (Lot, auj. : Tarn-et-Garonne). Commune, lettres et délibérations renvoyées par l'Assemblée au Comité des finances : D/VI/63. Demande de chef-lieu de département: D/IV *bis*/9 et 10. Diocèse, état des religieuses, 1790 : D/XIX/5. District, comité révolutionnaire, adresse contre l'agiotage: D/XLII/9. Généralité, population, tableau: D/IV *bis*/45 ; recette, situation de 1787 à 1790: D/VI/7, dossier 57. Ordre public, troubles de la cathédrale: D/XXIX *bis*/27, dossiers 271 et 272.

Montaudouin, d'Orléans, dossier du Comité de législation: D/III/131/A.

Montbard (Côte-d'Or). Municipalité, tribunal, création et emplacement, demande : D/IV *bis*/21.

Montbéliard (Mont-Terrible, auj. : Doubs). Principauté, voir : voir : Diplomatie (Montbéliard). Rattachement au Mont-Terrible : D/IV *bis*/85.

Montbrison (Loire). Ordre public, troubles, 1790: D/IV/12, dossier 193. Réclamation des autorités auprès du Comité des décrets sur l'envoi et la promulgation des décrets: D/I§1/33, dossier 253.

Montcuq (Lot, auj. : Tarn-et-Garonne). Demande de chef-lieu de district: D/IV *bis*/10.

Montdenoix ou Mondenoix ou d'Eu de Montdenoix, commissaire civil à la Martinique: D/XXV/116.

Montdidier (Somme). District, états des chevaux, voitures et chariots: D/§3/107.

Montech (Lot, auj. : Tarn-et-Garonne). Demande de chef-lieu de district: D/IV *bis*/9.

Montereau-fault-Yonne (Seine-et-Marne). Paroisse Saint-Maurice, curé, mémoire sur le culte: D/XIX/44.

Montfermeil (Seine-et-Oise, auj. : Seine-Saint-Denis). Commune, don patriotique: D/XXXIV/8, dossier 14.

Montglonne, ancien nom de *Saint-Florent-le-Vieil* (Maine-et-Loire) repris sous la Révolution.

Montmartre (département de Paris puis de la Seine, auj. : commune de Paris). Impositions: D/VI/2.

Montmédy (Meuse). Correspondance du Comité des décrets avec les autorités constituées sur l'envoi et la promulgation des décrets: D/I§1/33, dossier 252.

Montpellier (Hérault). Adresse des amis de la Constitution de sur les spectacles et les honoraires réclamés par les auteurs: D/IV/33. Assemblée primaire, novembre 1791, troubles: D/IV *bis*/63. Diocèse, état des religieuses, 1790 : D/XIX/5. Envoi de patriotes prononcés à Strasbourg: D/XLII/9. Établissements de sciences et d'art de la ville: D/XIII/1. Ordre public, projet de contre-révolution préparé en Suisse par le bureau municipal: D/IV/33.

« *Montreuil* ». Cultes, ecclésiastiques, déclarations collectives de titres et de pensions: D/XIX/41.

Montreuil [*-sur-Barse*] (Aube). Troubles, 1790: D/IV/12, dossier 193.

Montreuil-sur-Mer (Pas-de-Calais, nom révolutionnaire : Montagne-sur-Mer). District, états des chevaux, voitures et chariots: D/§3/ 107.

Monument, voir : Architecte (architecture), Cimetière (mausolée).

Monument (Commission des monuments). Le Blond (Gaspard-Michel), rapport sur les travaux de la commission: D/XXXVIII/2, dossier 20. Rapports de Leblond (Gaspard-Michel) et de Lenoir (Marie-Alexandre) et rapports de Poirier (Germain) sur les tombeaux de Saint-Denis et les monuments de Royaumont: D/XXXVIII/2, dossier 27.

Morbihan (département). Administration du département, des districts et municipalités, réunions et démembrements de communes, observations sur l'ordre judiciaire, tribunaux de commerce, constitution civile du clergé, fuite du Roi, départ de Mesdames tantes du Roi, adresses, dossiers du Comité de constitution : D/IV/44. Armée, lettres d'autorités constituées à la Législative renvoyées au Comité de la Guerre: D/XV/4, dossier 35. Assemblées électorales, 1790-1791, état des citoyens actifs et des électeurs: D/IV *bis*/38 ; procès-verbaux et délibérations des directoires et municipalités: D/IV *bis*/36. Circonscriptions administratives et judiciaires, circonscriptions des paroisses: D/IV *bis*/100 et 106 ; districts et cantons, création: D/IV *bis*/11; tableau de division du département en districts et cantons : D/IV *bis*/38; états des districts, cantons et municipalités, limites des départements, revendications de chefs-lieux, nomination de commissaires de police, de juges de paix et de notaires: D/IV *bis*/68 ; juges de paix, création, demandes de communes: D/IV *bis*/35; limites entre départements, réunions et distractions de communes, emplacement des tribunaux: D/IV *bis*/85 ; tribunaux, création et emplacement, demandes et mémoires de communes: D/IV *bis*/28; tribunaux de commerce, création, demandes de communes: D/IV *bis*/34. Comité des droits féodaux, adresses et correspondances du département : D/XIV/7. Comité de législation,

correspondance avec les autorités locales et les particuliers sur l'organisation administrative et judiciaire : D/III/169 à 171. Comité de salut public, correspondance avec les autorités locales sur les nominations et destitutions : D/XLII/10. Correspondance de corps administratifs avec le Comité des pétitions sur le *Bulletin de la Convention*: D/XL/26. Cultes, état des religieux assermentés et insermentés: D/XIX/22; pensions, prestations de serment et suppressions de paroisses, réclamations, pétitions d'administrations et de particuliers: D/XIX/45; pièces jointes aux feuilles de travail du Comité ecclésiastique: D/XIX/96. Département, organisation administrative, notification à l'Assemblée, 1790 : D/XIX/28. Députés et suppléants à la Convention, Bruë (Louis-Urbain), suppléant admis à siéger, dossier du Comité des décrets : D/I§1/37. Finances, correspondances du département, mémoires et réclamations de particuliers et de municipalités sur les finances, les assignats, les impositions locales, les demandes d'emprunts locaux, les ateliers de charité, dossiers du Comité des finances : D/VI/41; montant des fermages et loyers des biens nationaux perçus et disponibles au 1er janvier 1791 et montant probable des traitements et pensions à la même époque, dossiers du Comité ecclésiastique: D/XIX/19. Frais de traitement de la justice et des directoires des districts et du département : D/IV *bis*/48. Justice, tribunaux d'appel, état: D/IV/71. Lettre renvoyée par la Législative au Comité des pétitions: D/XL/3; lettres, adresses et pétitions renvoyés à la commission de correspondance: D/XL/5; lettre renvoyée à la commission des Douze : D/XL/13; lettres renvoyées par la Convention au Comité des pétitions: D/XL/22. Monnaies et assignats, adresses : D/VIII/2, dossier 3, et 3, dossier 8. Notaires, placement: D/IV *bis*/92/C. Ordre public, dossiers du Comité des rapports : D/XXIX/8. Population, tableaux, tenue, correspondance du Comité de division avec les districts : D/IV *bis*/41; tableaux par districts : D/IV *bis*/51. Représentants en mission, Guermeur (Jacques-Tanguy-Marie), Le Malliaud (Joseph-François): D/§1/27 et 28.

Moreau (Jean), député de la Meuse à la Convention démissionnant, dossier du Comité des décrets : D/I§1/37.

Moreau de Maisonneuve, détenu sur lettres de cachet, réclamation: D/V/2, dossier 25.

Moreau de Saint-Méry (Médéric-Louis-Élie), député de la Martinique à la Constituante: D/XXV/117.

Moréton-Chabrillant (Jacques-Henri-Sébastien-César), général à l'armée du Nord, lettres au ministre des Affaires étrangères sur la situation et les assemblées primaires de Bruxelles et demandant d'y maintenir Chépy (Pierre-Paul): D/XXIII/2, dossier 31.

Morin (François-Antoine), conventionnel de l'Aude, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/354-355.

Morlaincourt (Rodouan de), voir : Rodouan de Morlaincourt (de).

Morlaix (Finistère). District, administrateurs, compte-rendu de gestion imprimé, 1791: D/VII/1. Habitant, Guillaume, Jean-Marie, grenadier royal puis huissier, demande de pension : D/XL/30, dossier 5.

Mornard (de), secrétaire du gouvernement des duchés de Bar et de Lorraine, charge, liquidation: D/XI/2, dossier 13.

Morne-à-l'Eau (Guadeloupe). Municipalité, adresses sur des réquisitions: D/XXV/121.

« *Mortagne* » (Mortagne-au-Perche, Orne, ou Mortagne-du-Nord, Nord ?). Correspondance du Comité des décrets avec les autorités constituées sur l'envoi et la promulgation des décrets: D/I§1/33, dossier 252.

Moselle (département). Administration du département, des districts et municipalités, réunions et démembrements de communes, observations sur l'ordre judiciaire, tribunaux de commerce, constitution civile du clergé, fuite du Roi, départ de Mesdames tantes du Roi, adresses, dossiers du Comité de constitution : D/IV/44. Assemblées, états par cantons des citoyens actifs : D/IV *bis*/51 ; procès-verbaux d'élection de municipalités, février 1790 : D/XXIX/9. Biens nationaux, communaux, Clouange, communaux, partage, plainte contre le refus du maire: D/XIV/12. Circonscriptions administratives et judiciaires, circonscriptions des paroisses: D/IV *bis*/100 et 106 ; districts et cantons, création: D/IV *bis*/11; états des districts, cantons et municipalités, limites des départements, revendications de chefs-lieux, nomination de commissaires de police, de juges de paix et de notaires: D/IV *bis*/68 ; juges de paix, création, demandes de communes: D/IV *bis*/35; limites entre départements, réunions et distractions de communes, emplacement des tribunaux: D/IV *bis*/86 ; tribunaux, création et emplacement, demandes et mémoires de communes: D/IV *bis*/28; tribunaux de commerce, création, demandes de communes: D/IV *bis*/34. Comité des droits féodaux, adresses et correspondances du département : D/XIV/7 et 12. Comité de législation, correspondance avec les autorités locales et les particuliers sur l'organisation administrative et judiciaire : D/III/172 à 176. Comité de salut public, correspondance avec les autorités locales sur les nominations et destitutions : D/XLII/10. Contributions patriotiques: D/XXXIV/5, dossier 2 *bis*. Correspondance de corps administratifs avec le Comité des pétitions sur le *Bulletin de la Convention*: D/XL/26. Cultes, état des religieux et religieuses: D/XIX/17 ; état des religieux assermentés et insermentés: D/XIX/22 ; Onville, curé, logement, dossiers du Comité de l'ordinaire des finances de la Législative: D/VI/13. Département, organisation administrative, notification à l'Assemblée, 1790 : D/XIX/29. Députés et suppléants à la Convention, Boulay, suppléant non admis, et Karcher (Henri), suppléant admis à siéger, dossier du Comité des décrets : D/I§1/37. Finances, correspondances du département, mémoires et réclamations de particuliers et de municipalités sur les finances, les assignats, les impositions locales, les demandes d'emprunts locaux, les ateliers de charité, dossiers du Comité des finances : D/VI/41 ; demandes de secours pour insuffisance de fonds ou à la suite de sinistres, pièces jointes au rapport de Lacoste-Montlauzier, député du Lot à la Législative: D/VI/19; lettres et délibérations des corps administratifs renvoyées par l'Assemblée au Comité des finances: D/VI/

61; montant des fermages et loyers des biens nationaux perçus et disponibles au 1er janvier 1791 et montant probable des traitements et pensions à la même époque, dossiers du Comité ecclésiastique: D/XIX/19. Frais de traitement de la justice et des directoires des districts et du département : D/IV *bis*/49. Guerre, lettres d'autorités constituées à La Fayette, général en chef de l'armée du Nord: D/XV/2, dossier 20. Justice, tribunaux d'appel, état: D/IV/71. Lettres, adresses et mémoires renvoyés par la Législative au Comité des pétitions: D/XL/3; à la commission de correspondance: D/XL/5; à la commission des Douze : D/XL/13. Notaires, placement: D/IV *bis*/92/C. Ordre public, Metz, troubles au spectacle, brumaire an IV: D/XLII/10. Population, tableaux, tenue, correspondance du Comité de division avec les districts : D/IV *bis*/41 et 51. Prisons, détenus sur lettres de cachet: D/V/3, dossier 39. Représentant en mission, Mallarmé, dénonciation contre lui : D/III/354-355.

Moselle (rivière). Pays entre Meuse et Rhin et Rhin et -, voir : Allemagne (départements provisoires de la rive gauche).

Motte (Gauthier de La), voir : Gauthier de La Motte.

Moulins (Allier). Généralité, population, tableau: D/IV *bis*/45. Liste des papiers trouvés lors de l'arrestation de Brissot en fuite le 21 juin 1793 : D/XLII/5, dossier 4.

Mourer, suppléant (?) de la Meurthe à la Convention, dossier du Comité des décrets : D/I§1/37.

Mouvement des armées de terre (commission de l'organistion et du), voir : Armée (commission).

Mulhouse (République de, auj. : Haut-Rhin), voir : Diplomatie (Mulhouse).

Municipalités. Clergé, nouvelle organisation, lettres de municipalités: D/XIX/23. Dictionnaires des départements, districts, cantons et municipalités: D*/ IV *bis*/3 à 7. Élections, formation et administration, 1790: D/IV/1. Évêchés, création ou maintien, lettres de municipalités : D/XIX/26, dossiers 399 et 400. Finances: D/VII/1. Formation, procès-verbaux, plaintes : D/IV/2 à 8. Instructions du Comité d'aliénation des domaines nationaux sur les formalités à observer pour la vente des biens nationaux: D/XXII/1, dossier 4. Lettres sur l'exécution des lois, les fêtes publiques, l'approvisionnement et les cultes, dossiers du Comité de législation : D/III/335. Lettres patentes sur décrets et proclamations du Roi, mai 1790: D/I§1/3, dossiers 10 et 11. Listes d'administrations du département et de districts et nomenclatures de municipalités et de maisons religieuses envoyées par les départements au Comité ecclésiastique : D/XIX/45. Moselle, procès-verbaux d'élection de municipalités, février 1790 : D/XXIX/9. Municipalités et paroisses, réunion: D/IV/9, dossier 132. Municipalités, procès-verbaux de formation, arrêtés et délibérations sur leur compétence et leur administration, 1789-1791, dossiers du Comité de constitution : D/IV/10 à 13. Offices de municipalités , dossiers du Comité de judicature: D/XVII/4, dossiers 54 et 55 ; remboursement: D/XVII/7, dossier 95. Procès-verbaux, délibérations sur l'administration des départements, districts et municipalités, dossiers du Comité de constitution par départements : D/IV/14 à 69. Tableaux de places vacantes, dossiers du Comité de salut public: D/XLII/7, dossier 4.

Mur-de-Barrez (Aveyron). Cultes, ecclésiastiques, déclarations collectives de titres et de pensions: D/XIX/41.

Musées, voir aussi : Paris, ville (musées) : D/XXXVIII/2, dossier 20 .

Musique. Musique et chant: D/XXXVIII/2, dossier 24. *Les soldats des despotes*, chanson : D/§3/73, dossier 729. Musiciens et officiers attachés à des chapitres et églises, demandes de traitements: D/XIX/90 à 92.
- Opéra, membres, pensions: D/X/1, dossier 2.

Musquinet de La Plagne, détenu sur lettre de cachet: D/V/8, dossier 77.

Musset (Joseph-Mathurin), conventionnel de la Vendée, représentant en mission, Cantal, Corrèze et Puy-de-Dôme: D/§1/29.

Mutrecy, garde magasin des fourrages à Malines prévenu de vol : D/III/313.

N

Namur (Belgique). Adresse de députés de la ville demandant sa réunion à la France: D/XXIII/2, dossier 30. Capitulation du commandant de la ville et de la citadelle avec le général Hatry, commandant les troupes de la République, 1794: D/§3/60, dossier 579. Commission militaire, correspondance avec les représentants en mission près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse: D/§3/109, dossiers 1060 à 1065. District, receveur, caisse, état de situation : D/§3/43, dossier 402. Mont-de-piété, inventaire: D/§3/92. Pays de, justice, organisation provisoire: D/§3/109, dossier 1057. Réquisitions par les commissaires des guerres à -: D/§3/90, dossiers 882 à 886. Tribunal forestier de l'arrondissement de -, correspondance avec les représentants en mission près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse : D/§3/109, dossier 1058.

Nancy (Meurthe, auj. : Meurthe-et-Moselle). Bailliage, détenus sur lettres de cachet: D/V/4, dossier 44. Correspondance du Comité des décrets avec les autorités constituées sur l'envoi et la promulgation des décrets: D/I§1/33, dossier 252. Diocèse, état des religieuses, 1790 : D/XIX/6.Généralité, population, tableau: D/IV *bis*/45. Ordre public, garnison, rébellion d'août 1790, voir : Desilles (André-Joseph-Marc Guillier des Isles, dit). Recette des bois: D/XVIII/1, pièces 10-11 Représentants en mission, Baudot et Lacoste (Jean-Baptiste), dénonciation contre eux : D/III/354-355 ; Faure de la Haute-Loire, pour la levée des chevaux, an II: D/III/347;

Gallet, secrétaire commis au Comité de correspondance y accompagnant Faure de la Haute-Loire en mission en octobre 1793 : D/XL/30, dossier 5.

Nantes (Loire-Inférieure). Département de -, voir : Loire-Inférieure. *L'Actif*, navire, dossier du Comité de législation: D/III/127, dossier 6. Diocèse, état des religieuses, 1790 : D/XIX/5. Lettre d'un particulier de la ville craignant l'incendie par les paysans des archives des chambres des comptes à cause des titres féodaux: D/XIV/5. Réclamation des autorités auprès du Comité des décrets sur l'envoi et la promulgation des décrets: D/I§1/33, dossier 253.

Naples (Royaume de, Italie), voir : Diplomatie (Italie, Naples).

Narbonne (Aude). Diocèse, état des religieuses, 1790 : D/XIX/5.

Naturalisation, voir : Étranger.

Navale (école), voir : École.

Navigation intérieure, voir aussi : Canal. De Belgique et du Nord-est de la France: D/§3/60. Police des rivières: D/IV/50. Du Nord , dossier du Comité des rapports : D/XXIX/85.

Necker (Jacques), ministre des Finances. *Compte général des revenus et des dépenses fixes au 1er mai 1789…*: D/X/3, dossier 28.

Nederokkerzeel (Belgique, Brabant, auj. : commune de Kampenhout). Réquisitions pour l'armée du Nord, pétition: D/§3/97, dossier 936.

Néerlandais (langue), voir : Langues étrangères.

Nègre, noir, voir : Couleur (gens de).

Nemours (Seine-et-Marne). Ordre public, troubles contre le paiement des dîmes et du champart: D/XIV/10. Réclamation des autorités auprès du Comité des décrets sur l'envoi et la promulgation des décrets: D/I§1/33, dossier 253.

Le Neptune, vaisseau suédois, capitaine Cammerat (J.), prise par *l'Alceste*, adresse de Wesembert, négociant suédois: D/XVI/3, dossier 26.

Nerchamps (Marrellier de), voir : Marrellier de Nerchamps.

« *Nesle* ». Cultes, ecclésiastiques, déclarations collectives de titres et de pensions: D/XIX/41.

Neufchâteau (Vosges). Cultes, ecclésiastiques, déclarations collectives de titres et de pensions: D/XIX/41.

Nevers (Nièvre). Diocèse, état des religieuses, 1790 : D/XIX/5. Réclamation des autorités auprès du Comité des décrets sur l'envoi et la promulgation des décrets: D/I§1/33, dossier 253.

New-York (États-Unis). Correspondances de Gênet (Edmond-Charles-Édouard), ambassadeur aux États-Unis, avec des habitants et résidents de en relation avec les colonies françaises: D/XXV/6.

Nice (Alpes-Maritimes, auparavant : Piémont-Sardaigne). Armements par le gouvernement sarde: D/XXIII/1, dossier 13.

Niederbronn (Groeter de), voir : Groeter de Niederbronn.

Nièvre (département). Administration du département, des districts et municipalités, réunions et démembrements de communes, observations sur l'ordre judiciaire, tribunaux de commerce, constitution civile du clergé, fuite du Roi, départ de Mesdames tantes du Roi, adresses, dossiers du Comité de constitution : D/IV/45. Assemblées électorales, 1790-1791, état des citoyens actifs et des électeurs: D/IV *bis*/38. Assemblées, 1792, état des citoyens actifs et des électeurs : D/IV *bis*/49. Circonscriptions administratives et judiciaires, circonscriptions des paroisses: D/IV *bis*/100 ; districts et cantons, création: D/IV *bis*/12; tableau de division du département en districts et cantons : D/IV *bis*/38; états des districts, cantons et municipalités, limites des départements, revendications de chefs-lieux, nomination de commissaires de police, de juges de paix et de notaires: D/IV *bis*/68 ; juges de paix, création, demandes de communes: D/IV *bis*/35; limites entre départements, réunions et distractions de communes, emplacement des tribunaux: D/IV *bis*/86 ; tribunaux, création et emplacement, demandes et mémoires de communes: D/IV *bis*/28; tribunaux de commerce, création, demandes de communes: D/IV *bis*/34. Comité des droits féodaux, adresses et correspondances du département : D/XIV/8. Comité de législation, correspondance avec les autorités locales et les particuliers sur l'organisation administrative et judiciaire : D/III/177 à 181. Comité de salut public, correspondance avec les autorités locales sur les nominations et destitutions : D/XLII/10. Contributions patriotiques: D/XXXIV/5, dossier 2 *bis*. Correspondance de corps administratifs avec le Comité des pétitions sur le *Bulletin de la Convention*: D/XL/26. Cultes, objets du culte offerts en don patriotique: D/XXXIV/6 ; pièces jointes aux feuilles de travail du Comité ecclésiastique: D/XIX/96; transfert de vases sacrés et linges d'autels d'églises supprimées aux églises conservées : D/XIX/103. Département, organisation administrative, notification à l'Assemblée, 1790 : D/XIX/29. Députés suppléants à la Convention, dossier du Comité des décrets : D/I§1/37. Finances, correspondances du département, mémoires et réclamations de particuliers et de municipalités sur les finances, les assignats, les impositions locales, les demandes d'emprunts locaux, les ateliers de charité, dossiers du Comité des finances : D/VI/42. Frais de traitement de la justice et des directoires des districts et du département : D/IV *bis*/49. Justice, tribunaux d'appel, état: D/IV/71. Lettres, adresses et mémoires renvoyés par la Législative au Comité des pétitions: D/XL/3; à la commission de correspondance: D/XL/5; à la commission des Douze : D/XL/13; par la Convention au Comité des pétitions: D/XL/22. Monnaies et assignats, adresses : D/VIII/2, dossier 3. Notaires, placement: D/IV *bis*/92/C. Ordre public, dossiers du Comité des rapports : D/XXIX/9 ; troubles dans le département, 1790: D/IV/45.

Population, tableaux, tenue, correspondance du Comité de division avec les districts : D/IV *bis*/42 et 52. Prisons, détenus sur lettres de cachet: D/V/5, dossier 57.

Nîmes (Gard). Biens nationaux, aliénation, procès-verbaux, états d'opérations et estimations: D/XXII/2, dossier 12. Diocèse, état des religieuses, 1790 : D/XIX/6.

NIOU (Joseph), conventionnel de la Charente-Inférieure, représentant en mission près l'armée navale et l'armée d'Italie, départements du Var et des Bouches-du-Rhône: D/§1/40 et 41.

Nitrière. **Aude**, Castelnaudary, création, adresses des corps administratifs renvoyées par l'Assemblée au Comité des finances: D/VI/60.

Nivernais (province). Division en départements: D/IV *bis*/2.

NOAILLY (Pierre), suppléant de Rhône-et-Loire à la Convention admis à siéger, dossier du Comité des décrets : D/I§1/38.

Noble. Beaumont (de), chef de division de la marine habitant en Lot-et-Garonne, protestation contre l'abolition de la noblesse héréditaire: D/IV/39. Bulletin envoyé à la municipalité de Cadillac (Gironde) par le député Fisson-Joubert (Jean-Louis) sur les mesures prises par la Constituante (14 août 1789) et réponse du comte de Preissac, de Cadillac, au nom de la noblesse : D/XIV/4.
- Affaires par localités. **Alsace** et **Lorraine**, nobles d'Empire possessionnés en -, indemnités: D/XXIII/2, dossier 29. **Belgique**, listes des nobles ayant et n'ayant pas payé les contributions: D/§3/43, dossier 406 ; Flandre-Occidentale, extrait de la liste des nobles devant cotiser: D/§3/43, dossier 406. **Meuse**, Malancourt, municipalité, adresse niant tout caractère séditieux à une démarche des habitants pour faire confirmer à M. de Boutteville sa promesse de dispense provisoire du paiement des droits: D/XIV/7. **Morbihan**, adhésion de la municipalité de Vannes au principe du partage égal des héritages nobles: D/XIV/7. **Nord**, Comines, assemblée convoquée par le vicomte de Maulde, plainte des habitants, février 1790: D/IV/46. **Paris**, demandes d'exceptions à la loi du 27 germinal an II ordonnant aux nobles de quitter la ville, dossiers du Comité de législation: D/III/240-242 ; de quitter Paris et les places fortes, pétitions, dossiers du Comité de législation : D/III/373 à 377.

NOÉ (vicomte DE), maréchal de camp, sénéchal des Quatre-Vallées, détenu sur lettres de cachet, réclamation: D/V/3, dossier 30.

NOGARET (RAMEL DE), voir : RAMEL DE NOGARET (DE).

Nogaro (Gers). District, tribunal, emplacement, septembre 1791: D/IV/31.

Nogent-l'Artaud (Aisne). Cloches enlevées, réclamation: D/XLII/8.

NOGUER (DE), ancien capitaine d'infanterie de Perpignan, détenu sur lettres de cachet, réclamation: D/V/3, dossiers 29 et 37.

Norante (Basses-Alpes, commune de Chaudon [-Norante]). Demande d'érection en commune distincte : D/XIV/1.

Nord (département). Administration du département, des districts et municipalités, réunions et démembrements de communes, observations sur l'ordre judiciaire, tribunaux de commerce, constitution civile du clergé, fuite du Roi, départ de Mesdames tantes du Roi, adresses, dossiers du Comité de constitution : D/IV/45 et 46 ; procès-verbal d'installation de l'administration centrale, brumaire an IV: D/XLII/10. Assemblées électorales, 1790-1791, état des citoyens actifs et des électeurs: D/IV *bis*/38. ; procès-verbaux et délibérations des directoires et municipalités: D/IV *bis*/36. Assemblée électorale, 1791, nombre de députés du département à élire à la seconde législature (à la Législative): D/IV/45. Assemblées, 1792, état des citoyens actifs et des électeurs: D/IV *bis*/49. Biens nationaux, communaux, des hospices, Douai, aliénation, états imprimés des produits généraux: D/XXII/2, dossier 12. Circonscriptions administratives et judiciaires, circonscriptions des paroisses: D/IV *bis*/100 ; districts et cantons, création: D/IV *bis*/12; tableau de division du département en districts et cantons : D/IV *bis*/38; états des districts, cantons et municipalités, limites des départements, revendications de chefs-lieux, nomination de commissaires de police, de juges de paix et de notaires: D/IV *bis*/69 ; limites entre départements, réunions et distractions de communes, emplacement des tribunaux: D/IV *bis*/86 ; tribunaux, création et emplacement, demandes et mémoires de communes: D/IV *bis*/29; tribunaux de commerce, création, demandes de communes: D/IV *bis*/34. Comité des droits féodaux, adresses et correspondances du département : D/XIV/8. Comité de législation, correspondance avec les autorités locales et les particuliers sur l'organisation administrative et judiciaire : D/III/182 à 188. Comité de salut public, correspondance avec les autorités locales sur les nominations et destitutions : D/XLII/10. Contributions patriotiques: D/XXXIV/5, dossier 2 *bis*. Correspondances d'autorités constituées du département avec les commissaires de la Législative près l'armée du Nord : D/XV/2, dossier 7. Correspondance de corps administratifs avec le Comité des pétitions sur le *Bulletin de la Convention*: D/XL/26. Cultes, état des religieux assermentés et insermentés: D/XIX/22; objets du culte offerts en don patriotique, commune d'Armentières: D/XXXIV/6 ; pensions, prestations de serment et suppressions de paroisses, réclamations, pétitions d'administrations et de particuliers: D/XIX/45; pièces jointes aux feuilles de travail du Comité ecclésiastique: D/XIX/96; troubles causés par les prêtres réfractaires, 1791: D/XIX/22, dossier 365. Dénonciations: D/§3/35, dossier 339. Département, organisation administrative, notification à l'Assemblée, 1790 : D/XIX/29 ; chef-lieu à Douai, réclamation de la chambre de commerce de Lille: D/IV/46. Députés et suppléants à la Convention, Fockedey (Jean-Jacques), député démissionnant, dossier du Comité des décrets : D/I§1/37. Finances, correspondances du département, mémoires et réclamations de particuliers et de municipalités sur les finances, les assignats, les impositions locales, les demandes d'emprunts locaux, les ateliers de charité, dossiers du Comité des finances : D/VI/42 et 43; lettres et délibérations des corps administratifs renvoyées par

l'Assemblée au Comité des finances: D/VI/62. Frais de traitement de la justice et des directoires des districts et du département : D/IV *bis*/49. Guerre, lettres d'autorités constituées à La Fayette, général en chef de l'armée du Nord: D/XV/2, dossier 20. Justice, tribunaux d'appel, état: D/IV/71. Lettres, adresses et mémoires renvoyés par la Législative au Comité des pétitions: D/XL/3; à la commission de correspondance: D/XL/5; à la commission des Douze : D/XL/13; par la Convention au Comité des pétitions: D/XL/22. Navigation du Nord , dossier du Comité des rapports : D/XXIX/85. Notaires, placement: D/IV *bis*/92/A et 92/C. Ordre public, dossiers du Comité des rapports : D/XXIX/9 ; Gravelines troubles causés par des réfugiés hollandais: D/XXIX *bis*/ 40, dossier 411 ; Lille, pillage de maisons, 1791: D/IV/45 ; siège de Lille et troubles dans le département: D/XLII/4, dossier 7 ; Pecquencourt, troubles, 1790: D/IV/12, dossier 193. Population, tableaux, tenue, correspondance du Comité de division avec les districts : D/IV *bis*/42 et 52. Prisons, détenus sur lettres de cachet: D/V/5, dossier 57 ; Armentières et Lille, détenus sur lettres de cachet du département de la Guerre, états: D/V/4, dossier 47. Tribunal criminel, accusateur public, correspondance avec les représentants en mission près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse: D/§3/110.

Nord (départements du). Émigrés, biens, séquestre, 1792-1793: D/§2/4-5. Postes, organisation, 1792-1793: D/§2/4-5.

Nord-est (départements du), correspondances des départements et districts avec les représentants en mission près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse: D/§3/ 1 à 8. Représentants en mission en Belgique et dans le - : D/ §3/1 à 116.

Normandie (province). Clergé, conflit avec le parlement de Rouen sur les dîmes: D/XIX/103. Coutume, réforme: D/IV/61. Division en départements: D/IV *bis*/1. Notes et mémoire adressées au Comité des droits féodaux : D/XIV/13, dossier 92. Officiers ministériels de judicature: D/XVII/4, dossier 45. Projet de règlement pour les blés envoyé par les députés de la Commission de Haute-Normandie : D/XLI/1, dossier 3.

Notaire. Dossiers du Comité de judicature: D/XVII/4, dossiers 48 à 51. Nominations de notaires et emplacement des études, dossiers par département: D/IV *bis*/56 à 76 et 92/A à 92/D. Notariat, réorganisation, pétitions, dossiers du Comité de législation : D/III/378. Offices, remboursement: D/XVII/8, dossier 105. Questions de communautés ou particuliers à l'Assemblée ou au Comité de constitution, 1789-1791: D/IV/12, dossier 177.
- Affaires par localités. **Aube**, Auxon, canton, maintien des trois études: D/XIV/2. **Corrèze**, Brive, notaire faisant commerce de titres de droits féodaux en s'en prétendant détenteur: D/XIV/2. **Eure-et-Loir**, Denonville, Chaudé, notaire demandant un décret ordonnant la remise des archives seigneuriales aux notaires: D/XIV/3. **Loir-et-Cher**, Romorantin, voir : Guion. **Var**, le Luc, offices, don de leur finances par Geoffroy, agent national, et Aube, Jean-François : D/XL/30, dossier 5.

Nouvelle-Angleterre (États-Unis). Lettres de suspects de – saisies à Saint-Domingue: D/XXV/37 et 38.

Noyon (Oise). Diocèse, état des religieuses, 1790 : D/XIX/8. District, états des chevaux, voitures et chariots: D/§3/106.

Nuits [-*Saint-Georges*] (Côte-d'Or). Municipalité, tribunal, création et emplacement, demande : D/IV *bis*/22.

O

Objet (d'art et de sciences). Belgique, transfert d'objets d'art et de sciences dans l'intérieur de la République: D/§3/59 et 60. Listes de commissaires chargés de faire l'inventaire des objets nationaux utiles à l'instruction publique: D/XXXVIII/1, dossier 1. Transfert de vases sacrés et linges d'autels d'églises supprimées aux églises conservées : D/XIX/103.

Octroi, voir : Péage (octroi).

Offices (d'Ancien Régime), liquidation, voir : Liquidation.

Ogé, mulâtre, chef des révoltés de Saint-Domingue, interrogatoire et pièces du procès (1791): D/XXV/58, dossier 574.

Oise (département). Administration du département, des districts et municipalités, réunions et démembrements de communes, observations sur l'ordre judiciaire, tribunaux de commerce, constitution civile du clergé, fuite du Roi, départ de Mesdames tantes du Roi, adresses, dossiers du Comité de constitution : D/IV/47. Assemblées électorales, 1790-1791, procès-verbaux et délibérations des directoires et municipalités: D/IV *bis*/36. Biens nationaux, Compiègne, district, tableau des ventes: D/IV/ 47. Circonscriptions administratives et judiciaires, circonscriptions des paroisses: D/IV *bis*/100 et 106 ; districts et cantons, création: D/IV *bis*/12; états des districts, cantons et municipalités, limites des départements, revendications de chefs-lieux, nomination de commissaires de police, de juges de paix et de notaires: D/IV *bis*/69 ; limites entre départements, réunions et distractions de communes, emplacement des tribunaux: D/IV *bis*/86 ; tribunaux, création et emplacement, demandes et mémoires de communes: D/IV *bis*/29; tribunaux de commerce, création, demandes de communes: D/IV *bis*/34. Comité des droits féodaux, adresses et correspondances du département : D/XIV/8. Comité de législation, correspondance avec les autorités locales et les particuliers sur l'organisation administrative et judiciaire : D/III/189 à 193. Comité de salut public, correspondance avec les autorités locales sur les nominations et destitutions : D/XLII/10. Contributions patriotiques: D/XXXIV/5, dossier 2 *bis*. Cultes, état des religieux assermentés et insermentés: D/XIX/22; Grandvilliers, franciscaines, adresse à l'Assemblée, dossiers du Comité ecclésiastique: D/XIX/103 ; objets du culte offerts en don patriotique, communes de Belloy [Oise ou Seine-et-Oise?], Clermont, Guiscard, Liancourt, Mouy, Nointel [Seine-et-Oise ou Oise ?],: D/XXXIV/6 ; pièces jointes aux feuilles de travail du Comité ecclésiastique: D/XIX/96; troubles causés par les prêtres

réfractaires, 1791: D/XIX/22, dossier 365. Correspondance de corps administratifs avec le Comité des pétitions sur le *Bulletin de la Convention*: D/XL/26. Département, organisation administrative, notification à l'Assemblée, 1790 : D/XIX/29. Députés et suppléants à la Convention, Auger (Antoine-Augustin) et Danjou (Jean-Pierre), suppléants admis à siéger, dossier du Comité des décrets : D/I§1/37. Dons patriotiques, communes de Crépy-en-Valois, Mello: D/XXXIV/7, dossier 12 e. Finances, correspondances du département, mémoires et réclamations de particuliers et de municipalités sur les finances, les assignats, les impositions locales, les demandes d'emprunts locaux, les ateliers de charité, dossiers du Comité des finances : D/VI/43; lettres et délibérations des corps administratifs renvoyées par l'Assemblée au Comité des finances: D/VI/62; montant des fermages et loyers des biens nationaux perçus et disponibles au 1er janvier 1791 et montant probable des traitements et pensions à la même époque, dossiers du Comité ecclésiastique: D/XIX/19. Frais de traitement de la justice et des directoires des districts et du département : D/IV *bis*/49. Justice, tribunaux d'appel, état: D/IV/71. Lettres, adresses et mémoires renvoyés par la Législative au Comité des pétitions: D/XL/3; à la commission de correspondance: D/XL/5; à la commission des Douze : D/XL/14; par la Convention au Comité des pétitions: D/XL/22. Notaires, placement: D/IV *bis*/92/A. Ordre public, dossiers du Comité des rapports : D/XXIX/9. Population, tableaux, tenue, correspondance du Comité de division avec les districts : D/IV *bis*/42; tableaux par districts : D/IV *bis*/52. Prisons, détenus sur lettres de cachet: D/V/5, dossier 57. Représentants en mission, Lequinio, Isoré, Collot d'Herbois et Lejeune, dénonciation contre eux, dossier du Comité de législation : D/III/353.

OLETTA (Jean-Marie), capitaine corse commandant la felouque *La Vigilante*, pension à sa veuve : D/XL/30, dossier 5.

Oleye (Belgique, province de Liège, auj. : commune de Waremme). Réquisitions pour l'armée du Nord, états: D/§3/95, dossier 928 *bis* .

Oloron [-*Sainte-Marie*] (Basses-Pyrénées). Diocèse, état des religieuses, 1790 : D/XIX/5.

O'MORAN (Jacques), général à l'armée du Nord, lettres au ministre des Affaires étrangères sur la réunion de Tournai à la France et faisant l'éloge de Sta (François-Marie-Louis-Nicolas-Antoine), procureur syndic du district de Lille chargé des fonctions de commissaire en Belgique, novembre 1792-mars 1793: D/XXIII/2, dossier 31 ; général commandant général des troupes de Douai à Dunkerque, pièces contre lui, dossiers du Comité de salut public: D/XLII/5, dossier 5.

Opéra, voir : Musique.

Or (métal), voir : Bijouterie, Métal.

Orange (Bouches-du-Rhône puis Vaucluse). District, cultes, pièce jointe aux feuilles de travail du Comité ecclésiastique: D/XIX/94 ; pétition des citoyens sur les événements d'Avignon et du Comtat-Venaissin: D/IV *bis*/75 . Lettre des officiers municipaux sur leur rôle dans les événements d'Avignon, 1790: D/IV/27. Principauté, population, tableaux: D/IV *bis*/44.

Oratoriens. Clergé, nouvelle organisation, lettres d'oratoriens: D/XIX/25, dossier 391. De Bruxelles, inventaire de la communauté: D/§3/29, dossier 282. Suppression des ordres religieux, lettres et adresses: D/XIX/15.

Orcières (Hautes-Alpes). Plainte du maire contre des assignations pour reconnaissance à terrier lancées par le collège d'Embrun comme seigneur: D/XIV/1.

Ordre de noblesse, voir : Malte (ordre de), Teutonique (ordre). De Saint-Lazare et de Saint-Louis, pensions : D/X/1, dossier 12.

Ordre public, voir aussi : Gironde (girondin, Fédération de 1793), Journées révolutionnaires, Vendée (vendéen, chouan). Comité des rapports : D/XXIX. Comité des recherches: D/XXIX/*bis*. Lettres, adresses et mémoires renvoyés par la Législative à la commission des Douze : D/XL/6 à 17. Lettres du ministre de la Guerre aux généraux de division et aux chefs d'escadrons de la gendarmerie nationale sur les mesures à prendre pour le maintien de l'ordre: D/XLII/6, dossier 2.

- Ordre public, affaires par localités.

- **Aisne**, Soissons, émeute sur la fixation du prix du pain, 1790 : D/IV/2, dossier 13 ; Soissons, troubles entre la municipalité et les clubs : D/XXIX *bis*/ 40, dossier 405. **Ardèche**, soulèvement du camp de Jalès: D/VI/60, D/XXIX/1; rapport du directoire du département sur l'insurrection de Saillans (François-Louis de): D/XV/6, dossier 72. **Aube**, Montreuil, troubles, 1790: D/IV/12, dossier 193. **Belgique**. troubles à Anvers, Ath, Bruxelles et dans le pays de Luxembourg: D/§3/110. **Bouches-du-Rhône**, Aix, troubles: D/XXIX *bis*/28, dossiers 283 et 284 , et D/XXIX *bis*/41 et 42 ; Marseille, plaintes contre la conduite d'officiers du régiment suisse d'Ernest au théâtre: D/XV/6, dossier 7 ; Marseille, Lieutaud (Jean-François), ancien commandant de la garde nationale, fauteur de troubles: D/XXIX *bis*/28, dossiers 281 et 282, et D/XXIX *bis*/41 et 42 . **Calvados**, Caen, Bellissent (Pierre), négociant pillé en avril 1789: D/XI/2, dossier 9 ; Saint-Pierre-sur-Dives, troubles contre les impôts, 1790 : D/VI/8, dossier 77. **Charente-Inférieure**, Saint-Jean-d'Angély, troubles, 1790: D/IV/12, dossier 193. **Corrèze**, troubles dans le département : D/IV/23 ; Tulle, troubles, janvier 1790 et septembre 1791: D/XIV/2. **Doubs**, Besançon, troubles et entrave à la libre circulation des grains: D/XXIX *bis*/26, dossier 266, à 27, dossier 270. **Eure**, Verneuil, troubles contre les impôts, 1790 : D/VI/8, dossier 77. **Finistère**, Quimperlé, district, désordres causés par la destruction des emblèmes féodaux: D/XIV/3. **Haute-Garonne**, Lévignac, troubles, mai 1790: D/IV/30; Toulouse, duels et troubles aux spectacles: D/IV/30. **Guadeloupe**, troubles : D/XXV/120 (fin) et 123 (fin) à 125. **Hérault**, Béziers, juge inculpé pour avoir arrêté les prédications d'un moine fanatique: D/IV/33 ; Cessenon, assemblée primaire, 1790, troubles: D/IV *bis*/63 ; Montpellier, assemblée primaire, 1791, troubles: D/IV *bis*/63 ; Montpellier, projet de contre-révolution préparé en Suisse par le bureau municipal: D/IV/33 ; Saint-Jean-de-Buèges, assemblée de fanatiques: D/IV *bis*/

63. **Ille-et-Vilaine**, Redon, troubles, mars 1790 : D/XIV/4. **Landes**, Dax, société d'amis de la Constitution, fermeture, août 1790 : D/IV/36. **Haute-Loire**, Langeac, troubles, avril 1790-janvier 1791: D/IV/36. **Lot**, Montauban, troubles de la cathédrale: D/XXIX *bis*/27, dossiers 271 et 272 ; Quercy, troubles: D/XXIX *bis*/ 40, dossier 407. **Lot-et-Garonne**, Buzet, château, événements, 1791 : D/XXIX/25 à 28. **Martinique** : D/XXV/116 et 117. **Meurthe**, Insming, rébellion, mai 1790: D/IV/43. **Meuse**, Malancourt, municipalité, adresse niant tout caractère séditieux à une démarche des habitants pour faire confirmer à M. de Boutteville sa promesse de dispense provisoire du paiement des droits: D/XIV/7. **Moselle**, Metz, troubles au spectacle, brumaire an IV: D/XLII/10. **Nièvre**, troubles dans le département, 1790: D/IV/45. **Nord**, Gravelines, troubles causés par des réfugiés hollandais: D/XXIX *bis*/ 40, dossier 411 ; Lille, pillage de maisons, 1791: D/IV/45 ; siège de Lille et troubles dans le département: D/XLII/4, dossier 7 ; Pecquencourt, troubles, 1790: D/IV/12, dossier 193. **Orne**, Sées, troubles contre les impôts, 1790 : D/VI/8, dossier 77. **Paris**, projets de lois sur la sûreté de la ville: D/IV/51. **Pas-de-Calais**, Hesdin, insurrection du régiment Royal Champagne en août 1790: D/XV/5. **Pyrénées-Orientales**, troubles contre les impôts, 1790 : D/VI/8, dossier 77. **Bas-Rhin**, Haguenau, troubles : D/XXIX *bis*/30, dossier 298, à 31, dossier 308 ; Illkirch, troubles : D/XXIX *bis*/29, dossiers 286 à 289. **Rhône-et-Loire**, Montbrison, troubles, 1790: D/IV/12, dossier 193. **Saint-Domingue**, Jean-François et Biassou, révoltés, correspondance : D/XXV/12, dossier 118 ; Mauduit du Plessis (Thomas-Antoine de), colonel commandant le régiment de Port-au-Prince assassiné par la troupe en 1791, cérémonie funèbre: D/XV/4, dossier 37 ; révolte d'Étienne et des noirs, an IV : D/XXV/45, dossier 422 ; Ogé, mulâtre, chef des révoltés, interrogatoire et pièces du procès (1791): D/XXV/58, dossier 574 ; Villatte (Jean-Louis), général, se déclarant chef de la révolte de l'an IV : D/XXV/45, dossier 425. ; troubles : D/XXV/14 et 15, 56 (fin) et 57, dossier 559. **Saône-et-Loire**, Chasselas, maison dévastée en juillet 1789: D/XIV/10. **Sarthe**, attroupement dans les districts de Sablé et Sillé, arrêté du département imprimé, septembre 1793 : D/XLII/ 12. **Seine-Inférieure**, Rouen, boulangeries pillées, juillet 1789: D/XI/2, dossier 10. **Seine-et-Marne**, Crécy, troubles, novembre 1790: D/IV/62 ; Nemours, troubles contre le paiement des dîmes et du champart: D/XIV/10. **Seine-et-Oise**, Marnes (?), troubles, 1790: D/IV/12, dossier 193. **Deux-Sèvres**, Marnes (?), troubles, 1790: D/ IV/12, dossier 193. **Somme**, Péronne, troubles contre les impôts, 1790 : D/VI/8, dossier 77. **Tarn**, Massaguel, troubles, juillet 1790: D/IV/65. **Var**, Grasse, gardes nationales, armement: D/IV/66 ; Toulon, troubles: D/XXIX *bis*/28, dossiers 283 et 284 , et D/XXIX *bis*/41 et 42. **Vaucluse** (Comtat venaissin), lettre des officiers municipaux d'Orange et Courthézon (alors : Drôme) sur leur rôle dans les événements d'Avignon, 1790: D/IV/27 ; dossiers du Comité d'Avignon : D/XXIV. **Vienne**, Loudun, troubles contre les impôts, 1790 : D/VI/8, dossier 77. **Yonne**, Vézelay, troubles, 1790: D/IV/12, dossier 193.

Organisation et mouvement des armées de terre (commission), voir : Armée (commission).

Orléanais (province). Division en départements: D/IV *bis*/2.

Orléans (Loiret). Affaires Montaudouin, 1789-an III, L. Bourdon, 1793-an II, Goulu, an III et affaires diverses, dossiers du Comité de législation: D/III/131/A. Biens nationaux, aliénation, procès-verbaux, états d'opérations et estimations: D/XXII/2, dossier 12. Canal : D/XIII/1. Correspondance du Comité des décrets avec les autorités constituées sur l'envoi et la promulgation des décrets et réclamations de ces autorités: D/I§1/33, dossiers 252 et 253. Cultes, ecclésiastiques, déclarations collectives de titres et de pensions: D/XIX/41. Diocèse, état des religieuses, 1790 : D/XIX/6. Généralité, population, tableau: D/IV *bis*/45. Haute Cour de Justice, voir : Justice.

Orléans (Philippe, duc d'), apanage : D/X/2, dossier 19.

Ormesson (d'), lettre sur l'état des élections de la généralité de Clermont-Ferrand, 1696: D/IV *bis*/61.

Ornans (Doubs). Bailliage, recette, situation en 1788: D/VI/ 7, dossier 57.

Orne (département). Administration du département, des districts et municipalités, réunions et démembrements de communes, observations sur l'ordre judiciaire, tribunaux de commerce, constitution civile du clergé, fuite du Roi, départ de Mesdames tantes du Roi, adresses, dossiers du Comité de constitution : D/IV/48. Assemblées électorales, 1790-1791, état des citoyens actifs et des électeurs: D/IV *bis*/38. ; procès-verbaux et délibérations des directoires et municipalités: D/IV *bis*/36. Circonscriptions administratives et judiciaires, circonscriptions des paroisses: D/IV *bis*/100 ; districts et cantons, création: D/IV *bis*/12; tableau de division du département en districts et cantons : D/IV *bis*/38; états des districts, cantons et municipalités, limites des départements, revendications de chefs-lieux, nomination de commissaires de police, de juges de paix et de notaires: D/IV *bis*/70 ; juges de paix, création, demandes de communes: D/IV *bis*/35; limites entre départements, réunions et distractions de communes, emplacement des tribunaux: D/IV *bis*/87 ; tribunaux, création et emplacement, demandes et mémoires de communes: D/IV *bis*/29; tribunaux de commerce, création, demandes de communes: D/IV *bis*/34. Comité des droits féodaux, adresses et correspondances du département : D/XIV/8. Comité de législation, correspondance avec les autorités locales et les particuliers sur l'organisation administrative et judiciaire : D/III/194 à 197. Comité de salut public, correspondance avec les autorités locales sur les nominations et destitutions : D/XLII/10. Contributions patriotiques: D/XXXIV/5, dossier 2 *bis*. Correspondance de corps administratifs avec le Comité des pétitions sur le *Bulletin de la Convention*: D/XL/26. Cultes, état des religieux assermentés et insermentés: D/XIX/22; pièces jointes aux feuilles de travail du Comité ecclésiastique: D/XIX/96; troubles causés par les prêtres réfractaires, 1791: D/XIX/22, dossier 365. Département, organisation administrative, notification à l'Assemblée, 1790 : D/XIX/29. Députés et suppléants à la Convention, Castaing (Toussaint-Pierre-Louis-Samuel) et Gérard-Desrivières (Jacob-Gérard Desrivières dit), suppléants admis à siéger, dossier du Comité des décrets : D/I§1/37.

Finances, correspondances du département, mémoires et réclamations de particuliers et de municipalités sur les finances, les assignats, les impositions locales, les demandes d'emprunts locaux, les ateliers de charité, dossiers du Comité des finances : D/VI/43 et 44; lettres et délibérations des corps administratifs renvoyées par l'Assemblée au Comité des finances: D/VI/62. Frais de traitement de la justice et des directoires des districts et du département : D/IV *bis*/49. Justice, tribunaux d'appel, état: D/IV/71. Lettres, adresses et mémoires renvoyés par la Législative au Comité des pétitions: D/XL/3; à la commission de correspondance: D/XL/5; à la commission des Douze : D/XL/14; par la Convention au Comité des pétitions: D/XL/22. Notaires, placement: D/IV *bis*/92/A, 92/C. Ordre public, dossiers du Comité des rapports : D/XXIX/10 ; Sées, troubles contre les impôts, 1790 : D/VI/8, dossier 77. Population, tableaux, tenue, correspondance du Comité de division avec les districts : D/IV *bis*/42; tableaux par districts : D/IV *bis*/52. Représentants en mission, Génissieu (Jean-Joseph-Victor): D/§1/21 à 24. Volontaires, 3e bataillon, membre, voir : Sailland (Armand).

Ostende (Belgique, Flandres-Occidentales). Fortification : D/§3/46, dossier 431.

Otages de Belgique et du Nord-est de la France: D/§3/73 à 87. Belgique, listes d'otages pour les contributions: D/§3/43, dossier 406.

District de l'*Ouvèze* (Drôme puis Vaucluse). Assemblée électorale des districts de Vaucluse et de (1792) : D/IV *bis*/75. Organisation par les commissaires des départements des Bouches-du-Rhône et de la Drôme : D/XXIV/2.

Ouvière, commissaire député des hommes de couleur auprès de l'Assemblée: D/XXV/110, dossier 876, à 111, dossier 882.

Ouvrier. Des manufactures d'armes de Maubeuge et de Tulle, demande d'augmentation de salaires: D/XV/6, dossier 39.

Ovion, détenu sur lettres de cachet, réclamation: D/V/3, dossier 32.

P

Paganel (Pierre), conventionnel de Lot-et-Garonne, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/356-357.

Page, commissaire des assemblées coloniales, papiers : D/XXV/66, dossier 664, à 68, dossier 685, 71, dossier 711, 76, dossiers 750 à 755.

Paimboeuf (Loire-Inférieure). Réclamation des autorités auprès du Comité des décrets sur l'envoi et la promulgation des décrets: D/I§1/33, dossier 253.

Pain, voir : Grain.

Palasne-Champeaux (Julien-François), conventionnel des Côtes-du-Nord, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/356-357.

Palomba, italien, hommage de ses traductions italienne et espagnole manuscrites de la constitution de 1793: D/I§2/2.

Pamiers (Ariège). Cultes, Pamiers, carmélites et ursulines: D/XIX/17. Diocèse, état des religieuses, 1790 : D/XIX/5. Municipalité, différend avec le directoire du département : D/XXIX *bis*/39.

Panis (Étienne-Jean), conventionnel de Paris, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/356-357.

Pansu, curé de Soyons (Ardèche), réclamation pour le paiement de réparations faites en 1791 au presbytère: D/XL/30, dossier 5.

Papeterie, papier (matière). Annonay (Ardèche), Buges (Loiret), Courtalain (Eure-et-Loir), Essonnes (Seine-et-Oise) Langlée (Loiret) et Le Marais (Seine-et-Marne), papeteries fournissant le papier des assignats: D/I§1/8 à 17.

Papiers saisis, voir aussi : Rouyer. Lettres anglaises saisies sur le navire *le Blamford*: D/XXV/84, dossier 817/9. Lettres de colons interceptées provenant en majorité des États-Unis: D/XXV/84, dossiers 817/1 à 817/5 . Lettres écrites des villes frontières de Mariembourg, Philippeville et Versoix et de l'étranger, dossier du Comité des rapports : D/XXIX/85. Lettres de négociants de Baltimore à des correspondants en France, en Angleterre, aux Pays-Bas et en majorité en Allemagne, saisies sur le vaisseau américain *Juliana,* capturé par le corsaire *l'Espérance* en 1797: D/XVI/3, dossier 30. De Micoulin, déporté de la Martinique: D/XXV/119. Lettres de négociants des Antilles françaises retirés à Londres adressées aux îles sous le Vent: D/XXV/84, dossier 817/6. Lettres de négociants de Porto adressées à Amsterdam, portugais et néerlandais: D/XXV/84, dossier 817/7 et 817/8. Par les postes en Belgique et Nord-est de la France: D/§3/89. **Saint-Domingue**, lettres de suspects provenant de la Nouvelle-Angleterre, du reste des États-Unis *etc.* et de réfugiés : D/XXV/37 et 38. **Vendée**, lettres interceptées d'officiers et de membres des comités royalistes : D/XLII/3, dossier 1.

Paray [*-sous-Briailles*] (Allier). Cultes, ecclésiastiques, déclarations collectives de titres et de pensions: D/XIX/42.

Parc à bestiaux, voir : Bétail (parc). De voitures miitaires, voir : Transports militaires.

Paris (département de). Acte de fédération des communes de Clamart, Issy, Vanves et Vaugirard du 14 juillet 1790 : D/VI/45, dossier 676. Administration du département, des districts et municipalités, réunions et démembrements de communes, observations sur l'ordre judiciaire, tribunaux de commerce, constitution civile du clergé, fuite du Roi,

départ de Mesdames tantes du Roi, adresses, dossiers du Comité de constitution : D/IV/49 à 51. Agence des domaines de Paris: D/XIX/44 ; correspondance du Comité d'aliénation des domaines nationaux et du même réuni à celui d'administration des biens ecclésiastiques avec les administrateurs des biens nationaux au bureau de l'Agence générale à l'Hôtel de Ville: D/XXII/1, dossiers 6 et 7. Armée, lettres d'autorités constituées à la Législative renvoyées au Comité de la Guerre: D/XV/4, dossier 35. Assemblées, 1792, tableaux des citoyens actifs et électeurs : D/IV *bis*/49. Biens nationaux, aliénation, procès-verbaux, états d'opérations et estimations: D/XXII/2, dossier 12 ; les Moulineaux, ferme, adjudication: D/IV/50. Circonscriptions administratives et judiciaires, circonscriptions des paroisses: D/IV *bis*/104 et 106 ; districts et cantons, création: D/IV *bis*/13; états des districts, cantons et municipalités, limites des départements, revendications de chefs-lieux, nomination de commissaires de police, de juges de paix et de notaires: D/IV *bis*/70 ; limites entre départements, réunions et distractions de communes, emplacement des tribunaux: D/IV *bis*/89 ; tribunaux, création et emplacement, demandes et mémoires de communes: D/IV *bis*/29. Comité des droits féodaux, adresses et correspondances du département : D/XIV/10 et 12. Comité de législation, correspondance avec les autorités locales et les particuliers sur l'organisation administrative et judiciaire : D/III/231 à 268. Comité de salut public, correspondance avec les autorités locales sur les nominations et destitutions : D/XLII/11. Contributions, Clichy-la-Garenne: D/VI/2 ; Montmartre: D/VI/2 ; Suresnes: D/VI/2. Contributions patriotiques: D/XXXIV/5, dossier 2. Correspondance de corps administratifs avec le Comité des pétitions sur le *Bulletin de la Convention*: D/XL/27. Cultes, état des religieux assermentés et insermentés: D/XIX/22 ; lettres du procureur syndic du département de Paris sur le serment des ecclésiastiques et état des eccclésiastiques assermentés et insermentés du district de Saint-Denis: D/XIX/44; objets du culte offerts en don patriotique, communes d'Asnières [-sur-Seine], Belleville, Boulogne, Champigny-sur-Marne, Châtenay [Chatenay-Malabry, Châtenay-en-France, Seine-et-Oise, ou Châtenay-sur-Seine, Seine-et-Marne ?], Charenton, Clamart, Colombes, Drancy, Dugny, Fontenay-sous-Bois, La Chapelle, Le Bourget, Montmartre, Nanterre, Neuilly-sur-Seine, Orly, Pantin, Paris, Passy, Saint-Denis, Saint-Maur [-des-Fossés], Suresnes, Thiais, Vaugirard, Vitry-sur-Seine : D/XXXIV/6; pièces jointes aux feuilles de travail du Comité ecclésiastique: D/XIX/96 ; traitements et bâtiments, dossiers du Comité de l'ordinaire des finances de la Législative: D/VI/13; transfert de vases sacrés et linges d'autels d'églises supprimées aux églises conservées : D/XIX/103; pensions, prestations de serment et suppressions de paroisses, réclamations, pétitions d'administrations et de particuliers: D/XIX/45; troubles causés par les prêtres réfractaires, 1791: D/XIX/22, dossier 365. Députés et suppléants à la Convention, Desrues (Philippe-François), Rousseau (Jean) et Vaugeois (Jean-François-Gabriel), suppléants admis à siéger, dossier du Comité des décrets : D/I§1/37. Dons patriotiques, Paris : D/XXXIV/7, dossier 12 d ; *idem*, Bercy, Charenton, Châtenay [-Malabry], Choisy-le-Roi, Clichy, Colombes, Drancy, Fontenay-sous-Bois, Maisons-Alfort, Montmartre, Neuilly-sur-Seine, Saint-Denis, Thiais, Vaugirard: D/XXXIV/7, dossier 12 e. Finances, correspondances du département, mémoires et réclamations de particuliers et de municipalités sur les finances, les assignats, les impositions locales, les demandes d'emprunts locaux, les ateliers de charité, dossiers du Comité des finances : D/VI/44 à 47 ; demandes de secours pour insuffisance de fonds ou à la suite de sinistres, pièces jointes au rapport de Lacoste-Montlauzier, député du Lot à la Législative: D/VI/19; lettres et délibérations des corps administratifs renvoyées par l'Assemblée au Comité des finances: D/VI/62. Frais de traitement de la justice et des directoires des districts et du département : D/IV *bis*/49. Justice, tribunaux d'appel, état: D/IV/71. Lettres, adresses et mémoires renvoyés par la Législative au Comité des pétitions: D/XL/3; à la commission de correspondance: D/XL/5; à la commission des Douze : D/XL/14; par la Convention au Comité des pétitions: D/XL/23. Population, districts de Bourg-la-Reine et de Saint-Denis, tableaux, 1792 : D/IV *bis*/45 ; tableaux, tenue, correspondance du Comité de division avec les districts : D/IV *bis*/42 et 52. Prisons, Charonne, pension du sieur Belhomme, détenus sur lettres de cachet: D/V/5, dossier 58 ; voir aussi : Paris (ville). Tribunaux, Saint-Denis, district, demande: D/VI/62.

Paris (départements près de). Commissaires de la Législative dans les départements voisins de Paris: D/XL/5, dossier 86.

Paris (ville).
- Archives. Duport (Marguerite-Marie-Louis-François Duport-Dutertre, ministre de la Justice de 1790 à 1792 plutôt que le constituant de Paris Adrien Duport), lettre sur les dépôts d'archives de Paris : D/III/335.
- Assainissement. Pompes antiméphitiques pour la vidange des fosses d'aisance de - et Versailles (entreprise des): D/XI/2, dossier 11.
- Bibliothèque des avocats de Paris, livres à remettre au Comité de législation : D/III/390-391.
- Bibliothèque nationale, voir à ce mot.
- Biens nationaux. Réclamation du citoyen Tiercelin adressée à Camus contre l'installation du dépôt de la Guerre dans la maison des Missions étrangères rue du Bac dans des maisons occupées par des familles pauvres: D/XVIII/1, pièces 35-36.
- Bureaux de conciliation, dossiers du Comité de législation: D/III/260-261. Caisse de secours, rapports renvoyés par l'Assemblée au Comité des finances: D/VI/62. Camp des 20 000 hommes sous -, rétractations à la pétition contre sa formation: D/III/235.
- Carrières de pierres. De l'extérieur de Paris, rapports renvoyés par l'Assemblée au Comité des finances : D/VI/62. De Paris, administration, états de frais et honoraires: D/X/1, dossier 6.
- Chambre des comptes, correcteur à la chambre des comptes de Paris, charge, liquidation: D/XVII/7, dossier 90 *bis* ; réclamations contre réclamation des membres et traitement des gardiens des livres et papiers, rapports renvoyés par l'Assemblée au Comité des finances: D/VI/62.
- Châtelet. Procédure contre Danton et Marat: D/XXIX/63. Procédure sur les journées des 5 et 6 octobre 1789: D/XXIX *bis*/ 40, dossier 412. Cinq-Cents, installation au Palais-Bourbon, dépenses, registres du Comité des inspecteurs de la salle : D*/XXXV/D/12 et 13.

- Commerce, adresse des six corps et des 44 communautés du commerce de la ville à la Constituante: D/XIII/1.
- Commune. Billaud-Varenne et Brochet, commissaires envoyés à Châlons-sur-Marne : D/XL/17. Correspondance avec le Comité de salut public: D/XLII/11.
- Contributions, rôles : D/VII/1. Cour des aides, payeur des gages des officiers, voir : Finances (recette, receveur d'Ancien Régime). Cultes, diocèse, état des religieuses, 1790 : D/XIX/7 ; ecclésiastiques, déclarations de titres et de pensions: D/XIX/32 à 34. État civil, organisation et personnel, dossiers du Comité de législation: D/III/239. Fédérés des 83 départements séjournant à -, lettres, adresses et mémoires renvoyés par la Législative à la commission des Douze : D/XL/17.
- Garde nationale: D/IV/49.
- Habitant, David, vainqueur de la Bastille, certificat de décès, 1789: D/IV/10, dossier 153 ; fribourgeois à Paris, dossier du Comité des rapports : D/XXIX/85 ; pétition de patriotes suisses contre l'extradition de plusieurs des leurs demandée par le conseil de Fribourg: D/IV/50 ; voir : Didot, imprimeur, Michel (Louis), Renard, avocat, Sergent.
- Hôpitaux, hospices. Femmes détenues à la Salpêtrière sur lettres de cachet, état: D/V/5, dossier 65. Hôtel-Dieu à remplacer par neuf hospices: D/IV/49.
- Hôtel de ville, rentes sur (d'Ancien Régime), dossiers du Comité des finances : D/VI/18, dossier 212. Intendance, tableau de situation de l'administration de 1787 à 1790: D/VI/62. Huissiers audienciers près les cours souveraines de la ville: D/XVII/2, dossier 21.
- Jardin du Roi puis des Plantes, dossiers du Comité des finances sur la dette publique: D/VI/10, dossier 105.
- Justices de paix, juges, assesseurs et greffiers, dossiers du Comité de législation: D/III/253 et 254 .
- Monnaie, état de l'argenterie envoyée par le district de Saint-Marcellin (Isère) : D/VI/64.
- Lycée de Paris, plan des cours: D/XXXVIII/1, dossier 12.
- Municipalité et sections, formation, procès-verbaux, plaintes, 1790 : D/IV/3 et 4, dossier 25. Lettres des maires et de la municipalité à l'Assemblée, 1791-1792: D/VI/62 et 64. Municipalité et Commune, dossiers du Comité de législation: D/III/235.
- Manufacture de la Savonnerie: D/XXXVIII/2, dossier 23.
- Musée du Louvre: D/XXXVIII/2, dossier 23. Musée des Petits-Augustins: D/XXXVIII/2, dossier 23.
- Muséum d'histoire naturelle: D/XXXVIII/3, dossier 42.
- Nobles, demandes d'exceptions à la loi du 27 germinal an II leur ordonnant de quitter Paris, dossiers du Comité de législation: D/III/240-242 ; pétitions, dossiers du Comité de législation : D/III/373 à 377. Opéra, voir : Musique.
- Ordre public. Crimes de lèse-nation, notamment Audu (Louise-Reine), poursuivie pour les affaires des 5 et 6 octobre 1789: D/IV/49. Projets de lois sur la sûreté de la ville: D/IV/51.
- Panthéon. Construction du bâtiment de Sainte-Geneviève, dossiers du Comité des finances sur la dette publique: D/VI/10, dossier 105 ; achèvement du Panthéon français à l'ancienne église Sainte-Geneviève, lettres et délibérations: D/VI/62. police militaire: D/VI/62. prisons: D/VI/62.
- Parlement. Rapport sur les actes de catholicité dans les bailliages de Bar-sur-Seine et de Troyes tendant à réformer son arrêt du 14 juillet 1784: D/XIX/103. Pensions viagères de la commune de Paris: D/XXVII.
- Police. Police administrative, projets : D/III/251-252. Commissaires: D/IV/49 ; commissaires, officiers de paix, nominations, destitutions, candidatures: D/III/251-252. Police et garde, traitements et pensions: D/X/3, dossier 24. Police militaire: D/VI/62. Rapports de police de septembre 1793 à nivôse an II: D/XLII/11.
- Population, recensement général des habitants de la ville : D/IV *bis*/52.
- Postes et messageries. Privilège des voitures de place et des petites messageries des environs de Paris, dossiers du Comité des finances: D/VI/8, dossier 65.
- Poudrière de Grenelle, explosion: D/XLII/5, dossier 6.
- Prisons: D/VI/62. Anquetil (Louis-Pierre), détenu à la prison Saint-Lazare, facilités pour achever et imprimer l'abrégé en 12 volumes de son *Histoire universelle*: D/XXXVIII/2, dossier 19. Détenus de Bicêtre et de Sainte-Pélagie sur lettres de cachet, réclamations et demandes de mise en liberté: D/V/2, dossiers 21 à 23 ; de Bicêtre : D/V/3, dossier 39, 4, dossier 43 ; de Bicêtre sur lettres de cachet, états: D/V/5, dossier 66, et 6, dossier 67 ; du château de La Tournelle: D/V/4, dossier 41 ; femmes détenues à la Salpêtrière sur lettres de cachet, état: D/V/5, dossier 65. Police, dossiers du Comité de législation: D/III/251-252.
- Professions judiciaires, dossiers du Comité de législation: D/III/231.
- Raffinerie de salpêtre de la maison de l'Unité, incendie: D/XLII/5, dossier 6.
- Réclamation des autorités auprès du Comité des décrets sur l'envoi et la promulgation des décrets: D/I§1/33, dossier 253.
- Secours aux belges licenciés pour s'y rendre : D/§3/45, dossier 425.
- Sections. Correspondance avec le Comité de salut public: D/XLII/11. Délibérations sur les assignats: D/VI/8, dossiers 69 et 70. Division de la ville en sections : D/IV *bis*/12. Formation, procès-verbaux, plaintes, 1790 : D/IV/3 et 4, dossier 25. Comités de bienfaisance et civils, dossiers du Comité de législation: D/III/255 à 259. Districts, adresses sur des questions de droit et d'administration, dossier du Comité de constitution : D/IV/13, dossier 209. Procès-verbaux pour envoyer des députations à la fête de la Fédération du 14 juillet 1790: D/IV/13, dossier 213.
- Société des Jacobins et Société fraternelle des deux sexes, correspondance avec le Comité de législation: D/III/240-242. Sociétés républicaines, liste: D/XLII/5, dossier 7.
- Théâtre. Comédiens français, sommes à eux dues en 1789: D/VI/6, dossier 47. Théâtre français: D/XXXVIII/3, dossier 48.
- Tribunaux d'arrondissement, dossiers du Comité de législation: D/III/257 à 259. Tribunal de commerce, dossiers du Comité de législation: D/III/260-261. Tribunal correctionnel, dossiers du Comité de législation: D/III/266. Tribunal criminel, dossiers du Comité de législation: D/III/260 à 265 ; travaux d'établissement: D/VI/62.

Parizot, directeur des domaines à Tours, en janvier 1790: D/XIV/4.

Parlement (d'Ancien Régime), voir : Paris, Rouen.

Paroisse. Au sens de collectivité territoriale, voir : Commune. Au sens de collectivité spirituelle, voir : Culte.

Pas-de-Calais (département). Administration du département, des districts et municipalités, réunions et démembrements de communes, observations sur l'ordre judiciaire, tribunaux de commerce, constitution civile du clergé, fuite du Roi, départ de Mesdames tantes du Roi, adresses, dossiers du Comité de constitution : D/IV/52. Biens nationaux, Saint-Omer, aliénation, procès-verbaux, états d'opérations et estimations: D/XXII/2, dossier 12. Circonscriptions administratives et judiciaires, circonscriptions des paroisses: D/IV *bis*/101 ; districts et cantons, création: D/IV *bis*/14; états des districts, cantons et municipalités, limites des départements, revendications de chefs-lieux, nomination de commissaires de police, de juges de paix et de notaires: D/IV *bis*/70 ; juges de paix, création, demandes de communes: D/IV *bis*/35; limites entre départements, réunions et distractions de communes, emplacement des tribunaux: D/IV *bis*/87 ; tribunaux, création et emplacement, demandes et mémoires de communes: D/IV *bis*/29; tribunaux de commerce, création, demandes de communes: D/IV *bis*/34. Comité des droits féodaux, adresses et correspondances du département : D/XIV/8 et 12. Comité de législation, correspondance avec les autorités locales et les particuliers sur l'organisation administrative et judiciaire : D/III/198 à 201. Comité de salut public, correspondance avec les autorités locales sur les nominations et destitutions : D/XLII/11. Correspondance de corps administratifs avec le Comité des pétitions sur le *Bulletin de la Convention*: D/XL/26. Cultes, Arras, état des clarisses restant dans leurs maisons: D/XIX/17 ; Boulogne-sur-Mer, cathédrale, et Lens, collégiale, prêtres, traitements, réclamations: D/XIX/20, dossier 313 ; état des religieux assermentés et insermentés: D/XIX/22 ; évêchés, création ou maintien, lettres de municipalités : D/XIX/26, dossiers 399 et 400; pièces jointes aux feuilles de travail du Comité ecclésiastique: D/XIX/96; traitements et bâtiments, dossiers du Comité de l'ordinaire des finances de la Législative: D/VI/13; transfert de vases sacrés et linges d'autels d'églises supprimées aux églises conservées : D/XIX/103; troubles causés par les prêtres réfractaires, 1791: D/XIX/22, dossier 365. Département, organisation administrative, notification à l'Assemblée, 1790 : D/XIX/29. Députés et suppléants à la Convention, Du Brœucq (Jean-François), Garnier du Pas-de-Calais (Charles-Louis-Antoine-Eugène) et Le Bon (Guislain-François-Joseph), suppléants admis à siéger, dossier du Comité des décrets : D/I§1/38. Fermes et régies d'octrois de la province d'Artois, dossiers du Comité des finances: D/VI/3. Finances, correspondances du département, mémoires et réclamations de particuliers et de municipalités sur les finances, les assignats, les impositions locales, les demandes d'emprunts locaux, les ateliers de charité, dossiers du Comité des finances : D/VI/47; lettres et délibérations des corps administratifs renvoyées par l'Assemblée au Comité des finances: D/VI/63; montant des fermages et loyers des biens nationaux perçus et disponibles au 1er janvier 1791 et montant probable des traitements et pensions à la même époque, dossiers du Comité ecclésiastique: D/XIX/19. Frais de traitement de la justice et des directoires des districts et du département : D/IV *bis*/49. Guerre, lettres d'autorités constituées à La Fayette, général en chef de l'armée du Nord: D/XV/2, dossier 20. Justice, tribunaux d'appel, état: D/IV/71. Lettres, adresses et mémoires renvoyés par la Législative au Comité des pétitions: D/XL/3; à la commission de correspondance: D/XL/5; à la commission des Douze : D/XL/15; par la Convention au Comité des pétitions: D/XL/22. Notaires, placement: D/IV *bis*/92/A. Ordre public, dossiers du Comité des rapports : D/XXIX/11 ; Hesdin, insurrection du régiment Royal Champagne en août 1790: D/XV/5. Population, tableaux, tenue, correspondance du Comité de division avec les districts : D/IV *bis*/42. Prisons, détenus sur lettres de cachet: D/V/5, dossier 58 ; détenus sur lettres de cachet, états: D/V/4, dossier 51 ; Saint-Venant, détenus sur lettres de cachet du département de la Guerre, état: D/V/4, dossier 47. Tribunal criminel, accusateur public, correspondance avec les représentants en mission près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse: D/§3/110.

Passavant [*-la-Rochère*] (Haute-Saône). Commune revendiquée par le département des Vosges: D/IV/58.

Passeport. Belgique et Nord-est de la France: D/§3/39 et 87. Demandes individuelles, 1790-1791 : D/XXIII/2, dossier 35. Visas demandés au Comité de salut public par le ministre des Relations extérieures pour des passeports pour l'étranger : D/XLII/2, dossier 1.

Patoureau, détenu sur lettres de cachet, réclamation: D/V/2, dossier 26.

Patriote, voir : Révolution (révolutionnaire).

Le Patriote, navire français, Lucadon (J.-J.), commandant, mémoire justificatif, dossier du Comité de législation : D/III/312.

Patriotique (don), voir : Don patriotique.

Pau (Basses-Pyrénées). Généralité, population, tableau: D/IV *bis*/43. Municipalité calomniée par Gorsas (Antoine-Joseph) dans le journal *le Courrier de Paris*: D/XXIX/11. Réclamation des autorités auprès du Comité des décrets sur l'envoi et la promulgation des décrets: D/I§1/33, dossier 253.

Pautrizel (Louis-Jean-Baptiste-Cyrus), conventionnel de la Guadeloupe, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/356-357.

Payan, administrateur du département de la Drôme, dossier sur le fédéralisme dans le Gard présenté au Comité de salut public par lui et envoyé par Albitte: D/XLII/4, dossier 4.

Payeur, voir : Trésorier payeur.

Pays-Bas (actuel royaume des, alors : Provinces-Unies puis République batave), voir aussi : Diplomatie (Pays-Bas). Commerce, lettres de négociants de Baltimore à des correspondants du pays saisies sur le vaisseau américain *Juliana,* capturé par le corsaire *l'Espérance* en 1797: D/XVI/3, dossier 30. Corps bataves de l'armée du Nord, comptes, vérification: D/§3/72, dossier 726 ; tableau de réorganisation : D/§3/72, dossier 728. Finances, directeur français à Bois-le-Duc, voir : Daverdoing. Français aux -, situation, dossier du Comité de législation: D/III/237-238.

Nord, Gravelines, troubles causés par des réfugiés hollandais: D/XXIX *bis*/ 40, dossier 411. Ramel de Nogaret, représentant en mission, mission en Hollande: D/§117.

Pays-Bas autrichiens, voir : *Belgique*.

Péage, octroi.
- Octroi. Fermes et régies d'octrois de la province d'Artois, dossiers du Comité des finances: D/VI/3.

Pêche, pêcheur. Rapports et lettres des ministres de la marine: D/XVI/3, dossier 27.
- Affaires par localités. **Bouches-du-Rhône**, Martigues, Galliffet (Louis-François-Alexandre marquis de, prince de Martigues), plainte contre le projet des pêcheurs d'envahir ses étangs: D/XIV/2. **Ille-et-Vilaine**, Cancale, pêche des huîtres dans la baie: D/XVI/3, dossier 27. **Nièvre**, Tracy, commune, plainte contre celle de Saint-Thibault (Cher) s'arrogeant l'exclusivité du droit de pêche dans la Loire: D/XIV/8. **Var**, juridictions particulières pour les pêcheurs, demande: D/IV/66.

Pecquencourt (Nord). Troubles, 1790: D/IV/12, dossier 193.

Peinier (de), gouverneur général de Saint-Domingue, 1790: D/XXV/46, dossier 428.

Peintre (peinture), voir : Académie de peinture et de sculpture. Peinture: D/XXXVIII/2, dossier 25.

Pelleporc (marquis de), détenu sur lettres de cachet, réclamation: D/V/3, dossier 37.

Pellerin, détenu sur lettres de cachet, réclamation: D/V/3, dossier 31.

Pelletier (Jacques), conventionnel du Cher, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/356-357 ; représentant en mission, Doubs: D/§1/44 à 46.

Pellissier (Marie-Denis), député des Bouches-du-Rhône à la Convention membre du Comité de correspondance : D/XL/30, dossier 5.

Pénon (Jean), détenu sur lettres de cachet, réclamation: D/V/3, dossier 31.

Pension, rente.
- Pensions. Affectées sur des évêchés, abbayes et cures : D/XIX/30, dossier 480. Décrets de liquidation, états de rectifications: D/I§1/23 à 27. Ecclésiastiques, déclarations de titres et de pensions: D/XIX/32 à 42. Pour Guillaume, Jean-Marie, grenadier royal puis huissier à Morlaix, demande : D/XL/30, dossier 5. Pensions et emplois supprimés, demandes d'indemnités, dossiers du Comité des finances : D/VI/10 et 11. Pensions viagères de la commune de Paris: D/XXVII. Religieux et religieuses, frères lais et donnés, pensions, demandes : D/XIX/31, dossier 494. Pour Sailland (Armand), volontaire au 3e bataillon de l'Orne blessé à la bataille de Machecoul, et la veuve d'Oletta (Jean-Marie) capitaine corse commandant la felouque *la Vigilante* : D/XL/30, dossier 5.
- Rentes sur le clergé, paiement, réclamations : D/XIX/31, dossiers 487 et 488.

Pensions (Comité des): **D/X**.

Penthièvre (duc de) : D/X/2, dossier 19.

Pepin (Sylvain), conventionnel de l'Indre, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/356-357.

Pérard (Charles-François-Jean), conventionnel de Maine-et-Loire, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/356-357.

Pérès (Emmanuel), conventionnel de la Haute-Garonne, représentant en mission près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse: D/§3; registre de correspondance : D/§3/34, dossier 322; registres d'arrêtés: D/§3/111, dossiers 1074 et 1074 *bis*; représentant commissaire du gouvernement dans les pays réunis à la République par la loi du 9 vendémiaire an IV, registre d'arrêtés: D/§3/111, dossier 1075; registre de correspondance: D/§3/116, dossier 1091.

Périès (Jacques), conventionnel de l'Aude, représentant en mission près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse: D/§3.

Périgord (province). Division en départements: D/IV *bis*/2. Notes et mémoire adressées au Comité des droits féodaux : D/XIV/13, dossier 92.

Périgueux (Dordogne). Diocèse, état des religieuses, 1790 : D/XIX/8.

Perk (Belgique, Brabant, auj. : commune de Steenokkerzeel). Réquisitions pour l'armée du Nord, pétition: D/§3/97, dossier 936.

Perronet (Jean-Rodolphe), ingénieur général des Ponts et Chaussées : D/VI/101 dossier 112.

Perrot, détenu sur lettres de cachet, réclamation : D/V/4, dossier 44.

Péronne (Somme). District, administrateurs, lettre au Comité de salut public sur le prix de l'avoine: D/XLII/12. District, états des chevaux, voitures et chariots: D/§3/106 et 107. District, secours publics : D/§3/91. Ordre public, troubles contre les impôts, 1790 : D/VI/8, dossier 77.Réclamation des autorités auprès du Comité des décrets sur l'envoi et la promulgation des décrets: D/I§1/33, dossier 253. Réquisitions pour l'armée du Nord, états: D/§3/95, dossier 928 *bis*.

Perpignan (Pyrénées-Orientales). Diocèse, état des religieuses, 1790 : D/XIX/8. Habitant, voir : Noguer (de), ancien capitaine d'infanterie.

Perrin des Vosges (Jean-Baptiste), conventionnel des Vosges, représentant à l'armée des Ardennes, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/356-357.

Pertois, commissaire civil à Anvers, correspondance : D/§3/19 et 20.

Pérusse d'Escars, voir : Escars (Jean-François de Pérusse, marquis d').

Pétion (Jérôme), conventionnel d'Eure-et-Loir: D/XL/30, dossier 5; dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/356-357.

Petit (Edme-Michel), député de l'Aisne à la Convention décédé, dossier du Comité des décrets : D/I§1/36.

Petit-Bourg (Guadeloupe). Municipalité, adresses sur des réquisitions: D/XXV/121.

Petit-Canal (Guadeloupe). Municipalité, adresses sur des réquisitions: D/XXV/121.

Pétitions et correspondance (Comité des): **D/XL**. Correspondance du Comité des décrets sur l'envoi et la promulgation des décrets: D/I§1/32.

Petoureau, détenu sur lettres de cachet, réclamation: D/V/3, dossier 30.

Peur (Grande), voir : Journées révolutionnaires.

Peutie (Belgique, Brabant, auj. : commune de Vilvorde). Réquisitions pour l'armée du Nord, pétition: D/§3/97, dossier 936.

Peuvergne (Guillaume), député du Cantal à la Convention démissionnant, dossier du Comité des décrets : D/I§1/36.

Pharmacie, médicament.
- Instructions aux envoyés dans les villes de Belgique pour la recherche de médicaments : D/§3/92.

Philadelphie (États-Unis). Correspondances de Gênet (Edmond-Charles-Édouard), ambassadeur aux États-Unis, avec des habitants et résidents de en relation avec les colonies françaises: D/XXV/6 ; de Fauchet (Jean-Antoine-Joseph), ambassadeur aux États-Unis: D/XXV 58, dossier 582.

Philippeville (Belgique, province de Namur, alors : Ardennes). Lettres écrites de, dossier du Comité des rapports : D/XXIX/85.

Physique: D/XXXVIII/3, dossier 43.

Picardie (province). Division en départements: D/IV *bis*/1.

Picpus (congrégation de). Déclaration des biens des religieuses: D/XIX/44. État général des religieux, 1790: D/XIX/11; suppression des ordres religieux, lettres et adresses: D/XIX/15.

Picqué (Jean-Pierre), conventionnel des Hautes-Pyrénées, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/346.

Piémont-Sardaigne (Royaume de, Italie), voir : Diplomatie (Italie, Piémont-Sardaigne).

Pierrefeu [*-du-Var*] (Var). Prieuré Saint-Jean, inventaire des biens: D/XIX/30, dossier 484.

Piette (Jean-Baptiste), suppléant des Ardennes à la Convention admis à siéger, dossier du Comité des décrets : D/I§1/36.

Pijardière (Lacour de La), voir : Lacour de La Pijardière.

Pilon, ex-pensionnaire de l'Académie de peinture et de sculpture: D/I§2/1.

Pinchinat (Pierre), délégué de la commission civile de Saint-Domingue: D/XXV/30, dossier 307.

Pinel, secrétaire adjoint de l'assemblée coloniale de la Martinique: D/XXV/117.

Pinet (Jacques), conventionnel de la Dordogne, représentant à l'armée des Pyrénées-Orientales , dénonciations contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/354-355 et: D/III/356-357.

Pionniers en Belgique et dans le Nord-est de la France, listes: D/§3/46, dossier 431.

Piorry (Pierre-François), conventionnel de la Vienne, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/356-357.

Pirat, conventionnel (Pinet ?), dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/356-357.

Pithiviers (Loiret). District, lettre au Comité de salut public sur les contraventions à l'arrêté du 11 prairial an II sur les travaux de la récolte: D/XLII/9.

Place militaire. Commandants de Belgique et du Nord-est de la France, correspondance avec les représentants en mission près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse: D/§3/61. Détenus dans des places fortes sur lettres de cachet: D/V/1. Nobles devant quitter Paris et les -, loi du 27 germinal an II, pétitions, dossiers du Comité de législation : D/III/373 à 377. Tableau de la situation des places de la République française en bouches à feu et poudres, 1793: D/XLV/1.
- Affaires individuelles. **Aisne**, Guise, revue, tableau général: D/§3/72, dossier 728. **Ardennes**, Mariembourg, Porin, major, réclamation contre l'abolition de droits lui servant de supplément de traitement : D/XIV/13, dossier 92. **Belgique**, Bruxelles, commandant, rapports: D/§3/72, dossier 727 ; Malines et Tournai, secrétaires, lettres aux représentants en mission près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse: D/§3/66, dossier 646. **Moselle**, Longwy, capitulation et correspondance des commandants de la place auparavant: D/XV/2, dossier 19. **Nord**, Condé, Douai, Lille et Valenciennes, commandants, correspondance adressée aux commissaires de la Législative près l'armée du Nord: D/XV/2, dossier 10. **Bas-Rhin**, Landau, insuffisance des défenses : D/XV/4, dossier 42.

Plagne (Musquinet de La), voir : Musquinet de La Plagne.

Plouay (Morbihan). Habitant, voir : Girardon, instituteur.

Pocholle (Pierre-Pomponne-Amédée), conventionnel de la Seine-Inférieure, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/356-357.

Poids et mesures, uniformité: D/VI/64.

Poignot (Jean-Louis), député du Tiers état de la ville de Paris à la Constituante, extrait mortuaire: D/XIII/1.

Pointe (Noël), conventionnel de Rhône-et-Loire, dénonciations contre lui, dossiers du Comité de législation : D/III/351, 356-357.

Pointe-à-Pitre (Guadeloupe). Municipalité, adresses sur des réquisitions: D/XXV/121.

Poirier (Germain), rapports à la Commission des monuments sur les tombeaux de Saint-Denis et les monuments de Royaumont: D/XXXVIII/2, dossier 27.

Poisson, se disant élu de Saint-Domingue à la Convention, dossier du Comité de législation : D/III/358-359.

Poissy (Seine-et-Oise, auj. : Yvelines). Cultes, ecclésiastiques, déclarations collectives de titres et de pensions: D/XIX/42.

Poitiers (Vienne). Diocèse, état des religieuses, 1790 : D/XIX/7. Généralité, population, tableau: D/IV *bis*/45. Jardin des plantes à conserver: D/IV/67 ; dossiers du Comité des finances sur la dette publique: D/VI/10, dossier 105. Réclamation des autorités auprès du Comité des décrets sur l'envoi et la promulgation des décrets: D/I§1/33, dossier 253.

Poitou (province). Division en départements: D/IV *bis*/1.

Police Département de la, administrateurs, lettres renvoyées par la Législative au Comité des pétitions: D/XL/4, dossier 95. De Paris, voir : Paris (ville). Nominations de commissaires de police, dossiers par département: D/IV *bis*/56 à 76. Police et administration générale des pays conquis, registres d'arrêtés des représentants en mission près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse: D/§3/113, dossiers 1081 et 1083.

Police (Commission des administrations civiles, - et tribunaux), voir : Administrations civiles, police et tribunaux (Commission des).

Pologne, voir aussi : Diplomatie (Pologne). Maison de Stanislas, roi de Pologne: D/X/3, dossier 25.

Polverel (Étienne de), commissaire aux îles sous le Vent, 1792-an III : D/XXV/4 à 44 ; papiers, inventaire : D/XXV/57, dossier 566.

Pomarède (Hugues Brisset de Montbrun de), général à Saint-Domingue: D/XXV/50, dossier 485.

Pomme l'Américain (André Pomme, dit), conventionnel de la Guyane, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/356-357.

Pompes antiméphitiques pour la vidange des fosses d'aisance de Paris et Versailles (entreprise des): D/XI/2, dossier 11.

Poncin (Ain). Cultes, ecclésiastiques, déclarations collectives de titres et de pensions: D/XIX/42.

Pons-Ludon (Hédouin de), voir : Hédouin de Pons-Ludon.

Pons de Verdun (Philippe-Laurent Pons, dit), conventionnel de la Meuse, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/356-357.

Pont. Charge de maître de ceux de Charenton et Saint-Maur (Ancien Régime): D/XVII/5, dossier 69 *bis*.

Pont-de-Camarès (Aveyron, commune de Camarès). Cultes, ecclésiastiques, déclarations collectives de titres et de pensions: D/XIX/42.

Pont-du-Château (Puy-de-Dôme). Digue de l'Allier: D/XIV/8.

Pont-l'Évêque (Calvados). District, agent national, voir: Leloup.

Pontarlier (Doubs). Municipalité, formation, 1790: D/IV/26.

Pontécoulant (Doulcet-), voir : Doulcet (Louis-Gustave Le Doulcet de Pontécoulant, dit).

Pontevès-La Forêt, détenu sur lettres de cachet, réclamation: D/V/2, dossier 24.

Pontgibaud (Puy-de-Dôme). Habitant, voir : Le Gay, syndic.

Ponts et Chaussées, administration mémoires, dossiers du Comité des finances: D/VI/2 ; dossiers du Comité des finances sur la dette publique: D/VI/101 dossier 112. Lavoisier (Antoine-Laurent), mémoire sur les abus de leur administration: D/VI/45, dossier 673.
- Ingénieur, voir : Perronet (Jean-Rodolphe).

Populaire (société), voir : Société populaire.

Population. Tableaux de population: D/IV *bis*/40 à 47 et 50 à 53. **Seine-et-Oise**, tableau de la population indigente, 1791 : D/IV *bis*/49.

Porin, major de la place de Mariembourg (Ardennes) réclamation contre l'abolition de droits lui servant de supplément de traitement : D/XIV/13, dossier 92.

Porrentruy (Suisse, canton du Jura). Dossier du Comité diplomatique: D/XXIII/2, dossier 32.

Port. Consulats, rapports et lettres des ministres de la marine: D/XVI/3, dossier 29. Rapports et lettres des ministres de la marine: D/XVI/1, dossier 9. Organisation des tribunaux de commerce dans les villes maritimes: D/XVI/3, dossier 27.
- Du Midi Représentants en mission, Brunel (Ignace), Guérin (Pierre), Le Tourneur de la Manche (Étienne-François-Louis-Honoré): D/§1/10; Brunel (Ignace),

registre de correspondance lors de cette mission : D*/§/1/3.
- **Nord**, Dunkerque, officier chargé des mouvements, correspondance avec les représentants en mission à Bruxelles en matière de génie: D/§3/45, dossier 430. **Saint-Domingue**, mouvement des ports, 1792-1794 : D/XXV/26, dossier 269.

Port-Hercule, nom révolutionnaire de *Monaco* (Principauté de Monaco, alors : Alpes-Maritimes).

Port-Louis (Guadeloupe). Municipalité, adresses sur des réquisitions: D/XXV/121.

Port-Louis (Morbihan). Ferme d'Ancien Régime, actes de bienfaisance sur fonds réservé sur la -: D/X/3, dossier 26.

Port-au-Prince (Saint-Domingue, auj. : République d'Haïti). Amirauté, Dejean, capitaine du navire *le Bien-Aimé* de Bordeaux, procès criminel: D/XXV/34, dossier 341 Jumécourt (de), interrogatoire par la municipalité: D/XXV/30, dossier 314. Lisle de Bressoles, capitaine général des citoyens de couleur et autres détenus à -: D/XXV/14, dossiers 135 à 137. Municipalité, extraits de minutes et pièces diverses déposées au greffe: D/XXV/64. Procès-verbal d'une cérémonie funèbre en mémoire du colonel Mauduit du Plessis (Thomas-Antoine de) commandant le régiment de la ville, assassiné par la troupe en 1791 : D/XV/4, dossier 37. Troubles, 1792-1793 : D/XXV/16.

Portiez (Louis-François), conventionnel de l'Oise, en mission près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse: D/§3; discours: D/§3/73, dossier 729 ; registre de correspondance : D/§3/34, dossier 322; registre d'arrêtés: D/§3/111, dossier 1074 *bis*; représentant commissaire du gouvernement dans les pays réunis à la République par la loi du 9 vendémiaire an IV, registre d'arrêtés: D/§3/111, dossier 1075; registre de correspondance: D/§3/116, dossier 1091.

Porto (Portugal). Lettres de négociants de - adressées à Amsterdam, portugais et néerlandais: D/XXV/84, dossier 817/7 et 817/8.

Portugal, voir : Diplomatie (Portugal).

Postes. Administrateurs du directoire des, lettres renvoyées par la Législative au Comité des pétitions: D/XL/4, dossier 94. Dossiers du Comité des rapports : D/XXIX/85. Belgique et Nord, organisation, 1792-1793: D/§2/4-5. États des noms de paroisses et des bureaux de poste, circulaires du Comité d'aliénation des domaines nationaux aux départements: D/XXII/1, dossier 4.
- Poste aux lettres, affaires par localités. **Saint-Domingue**, 1789-1793: D/XXV/28, dossiers 283 et 284.

Postes et messageries. Messageries (ferme des d'Ancien Régime), voir : Contributions d'Ancien Régime. De Belgique et du Nord-est de la France: D/§3/88 à 90. Privilège des voitures de place et des petites messageries des environs de Paris, dossiers du Comité des finances: D/VI/8, dossier 65. Postes et messageries, pensions assignées sur leur produit: D/X/3, dossier 27.

Postes et messageries (Comité des transports, -), voir : Transports, postes et messageries (Comité des).

Potier (Louis-Ours-Victor-Philippe), suppléant d'Indre-et-Loire à la Convention admis à siéger puis décédé, dossier du Comité des décrets : D/I§1/37.

Pottier (Charles-Albert), député de la Somme à la Convention : D/XL/30, dossier 5.

Poudre et salpêtre.
- Poudres. De Belgique et du Nord-est de la France: D/§3/8 et 9. Tableau de la situation des places de la République française en bouches à feu et poudres, état des poudres de guerre existant dans les magasins de la Marine, 1793: D/XLV/1.
- Poudrière de Grenelle, explosion: D/XLII/5, dossier 6.
-. Raffinerie de salpêtre de la maison de l'Unité de Paris, incendie: D/XLII/5, dossier 6.

Pougelon (Guillin de), voir : Guillin de Pougelon (Antoine).

Poullain-Grandprey (Joseph-Clément), conventionnel des Vosges, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/356-357.

Poultier d'Elnotte (Pierre-Jacques Poultier, dit), conventionnel du Nord, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/356-357.

Pouzol (Haute-Loire, auj. : commune de Saint-Bérain). Cultes, ecclésiastiques, déclarations collectives de titres et de pensions: D/XIX/42.

Pragondran (Mont-Blanc, auj.: Savoie, commune de Verel-Pragondran). Habitant, Gallet (Bertrand), garde suisse jusqu'au Dix-Août, adresse au conventionnel Petion pour obtenir sa solde et un passeport pour rentrer chez lui : D/XL/30, dossier 5.

Preissac (comte de), de Cadillac (Gironde), réponse au nom de la noblesse à un bulletin envoyé à la municipalité par le député Fisson-Joubert (Jean-Louis) sur les mesures prises par la Constituante du 14 août 1789 : D/XIV/4.

Prémontré (ordre religieux). Prémontrés et prémontrés réformés, états généraux des religieux, 1790: D/XIX/12; religieux, intention de sortir ou de rester dans leurs maisons, 1790 : D/XIX/13; suppression des ordres religieux, lettres et adresses: D/XIX/15.

Préseau de Dompierre, détenu sur lettres de cachet, réclamation : D/V/4, dossier 41.

Presse, voir : Journal.

Prêtre, voir aussi : Cultes et mots associés.
- Prêtres, déportation, adresses à l'Assemblée ou au Comité de législation : D/III/336 à 339. Prêtres et religieux détenus sur lettres de cachet, réclamations et demandes de mise en liberté: D/V/2, dossiers 18 à 20.
- Ex-prêtres. **Haute-Marne**, Joinville, société des sans-culottes, protestation contre un arrêté leur interdisant les fonctions publiques: D/XLII/10.

Prévôté de l'Hôtel, suppression: D/IV/50.

Prieur, commissaire ordonnateur à l'armée du Rhin, rapport aux commissaires de la Législative près cette armée: D/XV/3, dossier 25.

Prieur de la Marne (Pierre-Louis Prieur dit), conventionnel de la Marne, représentant à Brest et Saint-Malo, arrêtés: D/XVI/1, dossier 5 ; dénonciation contre lui, dossiers du Comité de législation : D/III/344, 349-350 ; en mission à Brest , dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/356-357.

Prison, prisonnier, voir aussi : Cachet (Comité puis commission des lettres de). Certificats de directeurs d'établissements sur la présence et généralement l'absence de détenus sur lettres de cachet, ordre alphabétique des noms de lieux: D/V/6, dossier 68-70. Comité des travaux publics, rapports sur les maisons d'arrêt et de justice : D/III/368-370. Créquy (le prétendu marquis Alexandre de), soi-disant fils naturel de Louis XV, détenu en Prusse : D/V/4, dossier 42. Détenus dans des maisons de force et de correction de municipalités et dans des prisons de ville sur lettres de cachet : D/V/1. Détenus sur lettres de cachet du département des Colonies, états: D/V/4, dossier 52. Détenus sur lettres de cachet du département de la Guerre, états: D/V/4, dossier 47. Détenus sur lettres de cachet du département de la maison du Roi, état: D/V/5, dossiers 61, 63 et 64. Femmes détenues à la Salpêtrière sur lettres de cachet, état: D/V/5, dossier 65. De guerre, voir : Guerre (prisonniers de). Militaires des armées du Nord et de Sambre-et-Meuse en détention transférés d'Avesnes [-sur-Helpe] (Nord) à Laon: D/§3/67, dossier 649. Liste d'établissements recevant des pensionnaires sur lettre de cachet: D/V/7, dossier 74. Pétitions de prisonniers militaires, de gardiens de maisons d'arrêt et d'officiers de police militaire adressées aux représentants en mission près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse: D/§3/109, dossiers 1060 à 1065. Police, dossiers du Comité de législation: D/III/251-253. Traitement des prisonniers traduits devant la Haute Cour de Justice d'Orléans, lettres et délibérations renvoyées par l'Assemblée au Comité des finances: D/VI/61.
- Affaires par localités (prisons du département et de la ville de Paris, voir à ce nom). **Allier**, détenus sur lettres de cachet: D/V/5, dossier 57. **Basses-Alpes**, détenus sur lettres de cachet: D/V/5, dossier 56. **Hautes-Alpes**, détenus sur lettres de cachet: D/V/5, dossier 58 ; détenus sur lettres de cachet, état: D/V/4, dossier 50. **Ariège**, détenus sur lettres de cachet, états: D/V/4, dossier 53. **Aveyron**, détenus sur lettres de cachet: D/V/5, dossier 56. **Belgique**, Bruxelles, états des détenus des maisons d'arrêt: D/§3/108, dossier 1050. Moselle Prisons, détenus sur lettres de cachet: D/V/3, dossier 39. **Charente**, Blanzac, abbaye, détenus sur lettres de cachet: D/V/4, dossier 44. **Charente-Inférieure**, détenus sur lettres de cachet: D/V/5, dossier 56. **Cher**, détenus sur lettres de cachet: D/V/5, dossier 57. **Corse**, détenus sur lettres de cachet: D/V/4, dossier 46. **Côte-d'Or**, détenus sur lettres de cachet: D/V/5, dossier 56. **Creuse**, détenus sur lettres de cachet: D/V/5, dossier 57. **Dordogne**, détenus sur lettres de cachet, états: D/V/4, dossier 53. **Doubs**, détenus sur lettres de cachet: D/V/5, dossier 58 ; détenus sur lettres de cachet, état: D/V/4, dossier 50; Quingey, district, détenus sur lettres de cachet, états: D/V/4, dossier 53. **Gard**, détenus sur lettres de cachet: D/V/5, dossier 56. **Gers**, détenus sur lettres de cachet: D/V/5, dossier 57. **Ille-et-Vilaine** détenus sur lettres de cachet: D/V/5, dossier 56. **Indre-et-Loire**, Loches, château, détenus sur lettres de cachet, état: D/V/4, dossier 52. **Isère**, détenus sur lettres de cachet, état: D/V/4, dossier 50. **Jura**, Dole, maison du Bon-Pasteur, détenus sur lettres de cachet: D/V/4, dossier 41. **Loir-et-Cher**, détenus sur lettres de cachet: D/V/5, dossier 57. **Loire-Inférieure**, Savenay, district, détenus sur lettres de cachet, état: D/V/4, dossier 49. **Loiret**, détenus sur lettres de cachet: D/V/5, dossier 57. **Lot-et-Garonne**, détenus sur lettres de cachet: D/V/5, dossier 56. **Manche**, Le Mont-Saint-Michel, abbaye, détenus sur lettres de cachet: D/V/4, dossier 46. **Haute-Marne**, détenus sur lettres de cachet: D/V/5, dossier 56. **Mayenne**, détenus sur lettres de cachet: D/V/5, dossier 57. **Meurthe**, détenus sur lettres de cachet: D/V/5, dossier 58 ; détenus sur lettres de cachet, états: D/V/4, dossier 51 ; Maréville, détenus sur lettres de cachet du département de la Guerre, état: D/V/4, dossier 47 ; Nancy, bailliage, détenus sur lettres de cachet: D/V/4, dossier 44. **Nièvre**, détenus sur lettres de cachet: D/V/5, dossier 57. **Nord**, détenus sur lettres de cachet: D/V/5, dossier 57 ; Armentières et Lille, détenus sur lettres de cachet du département de la Guerre, états: D/V/4, dossier 47. **Oise**, détenus sur lettres de cachet: D/V/5, dossier 57. **Pas-de-Calais**, détenus sur lettres de cachet: D/V/5, dossier 58 ; détenus sur lettres de cachet, états: D/V/4, dossier 51 ; Arras, prisons militaires, commissaires de surveillance, correspondance avec les représentants en mission près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse: D/§3/109, dossiers 1060 à 1065 ; Saint-Venant, détenus sur lettres de cachet du département de la Guerre, état: D/V/4, dossier 47. **Puy-de-Dôme**, Vic-le-Comte, couvent, détenus sur lettres de cachet, état: D/V/4, dossier 52. **Saint-Domingue**, 1793-1794 : D/XXV/27. **Haute-Saône**, détenus sur lettres de cachet, états: D/V/4, dossier 51. **Seine-Inférieure**, détenus sur lettres de cachet: D/V/5, dossier 57 ; Saint-Yon, maison de, détenus sur lettres de cachet état: D/V/3, dossier 34. **Seine-et-Marne**, détenus sur lettres de cachet: D/V/5, dossier 57. **Var**, détenus sur lettres de cachet: D/V/5, dossier 57 ; Viala, du Barail, de Ribains, Marrellier de Nerchamps et autres détenus aux îles Sainte-Marguerite sur lettres de cachet, réclamation: D/V/3, dossier 28. **Haute-Vienne**, détenus sur lettres de cachet: D/V/5, dossier 57. **Yonne**, détenus sur lettres de cachet: D/V/5, dossier 56 ; Tanlay, couvent, détenus sur lettres de cachet: D/V/3, dossier 39, 4, dossier 44.

Procurateur. Grands procurateurs de la Nation, correspondance du Comité des décrets sur l'envoi et la promulgation des décrets: D/I§1/32.

Procureur (office d'Ancien Régime), voir : Justice (professions judiciaires).

Propagande politique: D/XXXVIII/5, dossier 70.

Prost (Claude-Charles), conventionnel du Jura, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/356-357.

Protestant. Admission de leurs enfants dans les maisons d'éducation publique: D/IV/63. Mariage des protestants: D/IV/38.
- Affaires par localités. **Paris**, état civil des protestants: D/IV/51. **Pays-Bas**, Cadzand, pasteurs protestants réclamant leur traitement aux représentants en mission près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse: D/§3/35, dossier 334. **Bas-Rhin**, organisation civile du clergé luthérien, culte et droits civils des membres de la confession d'Augsbourg à Strasbourg: D/IV/56. **Haut-Rhin**, culte et droits civils des protestants: D/IV/55.

Provence (province). Dîmes, perception, mémoire du clergé: D/XIX/103. Division en départements: D/IV *bis*/1. Notes et mémoire adressées au Comité des droits féodaux : D/XIV/13, dossier 92. Population, tableaux par généralités : D/IV *bis*/46.

Provins (Seine-et-Marne). Paroisses, suppression de deux, dossier du Comité ecclésiastique: D/XIX/30, dossier 476.

Prusse (royaume de, Allemagne), voir aussi : Diplomatie (Allemagne, Prusse). Créquy (le prétendu marquis Alexandre de), soi-disant fils naturel de Louis XV, détenu en Prusse : D/V/4, dossier 42.

Publication.
- Hommages d'ouvrages. Adresses, hommages et autres pièces en vers: D/XXXVIII/4, dossiers 65 à 69. Hommages d'ouvrages, de textes patriotiques aux Assemblées : D/I§2/1 à 3. Hommages au gouvernement : D/III/390-391. Lettres d'envoi d'hommages de littérature au Corps législatif du Consulat: D/I§1/1.

Puteaux (département de Paris puis de la Seine, auj. : Hauts-de-Seine). Commune, correspondance avec le Comité de salut public: D/XLII/11.

Puttelange [*-aux-Lacs*] (Moselle). Cahier de doléances: D/XIV/7.

Puy-de-Dôme (département). Administration du département, des districts et municipalités, réunions et démembrements de communes, observations sur l'ordre judiciaire, tribunaux de commerce, constitution civile du clergé, fuite du Roi, départ de Mesdames tantes du Roi, adresses, dossiers du Comité de constitution : D/IV/53. Assemblées électorales, 1790-1791, état des citoyens actifs et des électeurs: D/IV *bis*/38. Circonscriptions administratives et judiciaires, circonscriptions des paroisses: D/IV *bis*/101 ; districts et cantons, création: D/IV *bis*/14; tableau de division du département en districts et cantons : D/IV *bis*/38; états des districts, cantons et municipalités, limites des départements, revendications de chefs-lieux, nomination de commissaires de police, de juges de paix et de notaires: D/IV *bis*/70 ; juges de paix, création, demandes de communes: D/IV *bis*/35; limites entre départements, réunions et distractions de communes, emplacement des tribunaux: D/IV *bis*/87 ; tribunaux, création et emplacement, demandes et mémoires de communes: D/IV *bis*/29; tribunaux de commerce, création, demandes de communes: D/IV *bis*/34. Comité des droits féodaux, adresses et correspondances du département : D/XIV/8. Comité de législation, correspondance avec les autorités locales et les particuliers sur l'organisation administrative et judiciaire : D/III/202 à 204/B. Comité de salut public, correspondance avec les autorités locales sur les nominations et destitutions : D/XLII/11. Contributions patriotiques: D/XXXIV/5, dossier 2 *bis*. Correspondance de corps administratifs avec le Comité des pétitions sur le *Bulletin de la Convention*: D/XL/26. Cultes, Clermont-Ferrand, séminaire, demande de fonds, dossiers du Comité de l'ordinaire des finances de la Législative: D/VI/13 ; état des religieux et religieuses: D/XIX/17 ; état des religieux assermentés et insermentés: D/XIX/22; pièces jointes aux feuilles de travail du Comité ecclésiastique: D/XIX/96. Département, organisation administrative, notification à l'Assemblée, 1790 : D/XIX/29. Députés et suppléants à la Convention, Jourde (Gilbert-Amable), suppléant admis à siéger, dossier du Comité des décrets : D/I§1/38. Finances, correspondances du département, mémoires et réclamations de particuliers et de municipalités sur les finances, les assignats, les impositions locales, les demandes d'emprunts locaux, les ateliers de charité, dossiers du Comité des finances : D/VI/47; lettres et délibérations des corps administratifs renvoyées par l'Assemblée au Comité des finances: D/VI/63; montant des fermages et loyers des biens nationaux perçus et disponibles au 1er janvier 1791 et montant probable des traitements et pensions à la même époque, dossiers du Comité ecclésiastique: D/XIX/19. Frais de traitement de la justice et des directoires des districts et du département : D/IV *bis*/49. Justice, tribunaux d'appel, état: D/IV/71. Lettres, adresses et mémoires renvoyés par la Législative au Comité des pétitions: D/XL/3; à la commission de correspondance: D/XL/5; par la Convention au Comité des pétitions: D/XL/22. Ordre public, dossiers du Comité des rapports : D/XXIX/11. Population, tableaux, tenue, correspondance du Comité de division avec les districts : D/IV *bis*/42; tableaux par districts : D/IV *bis*/52. Prisons, Vic-le-Comte, couvent, détenus sur lettres de cachet, état: D/V/4, dossier 52. Représentants en mission, Musset (Joseph-Mathurin): D/§1/29.

Basses-Pyrénées (département). Administration du département, des districts et municipalités, réunions et démembrements de communes, observations sur l'ordre judiciaire, tribunaux de commerce, constitution civile du clergé, fuite du Roi, départ de Mesdames tantes du Roi, adresses, dossiers du Comité de constitution : D/IV/54. Assemblées électorales, 1790-1791, procès-verbaux et délibérations des directoires et municipalités: D/IV *bis*/36. Assemblée électorale, an IV, comptes-rendus : D/XLII/11. Circonscriptions administratives et judiciaires, circonscriptions des paroisses: D/IV *bis*/102 ; districts et cantons, création: D/IV *bis*/14; états des districts, cantons et municipalités, limites des départements, revendications de chefs-lieux, nomination de commissaires de police, de juges de paix et de notaires: D/IV *bis*/71 ; juges de paix, création, demandes de communes: D/IV *bis*/35; limites entre départements, réunions et distractions de communes, emplacement des tribunaux: D/IV *bis*/87 ; tribunaux, création et emplacement, demandes et mémoires de communes: D/IV *bis*/29. Comité des droits féodaux, adresses et correspondances du département : D/XIV/9 et 12. Comité de législation, correspondance avec les autorités locales et les particuliers sur l'organisation administrative et judiciaire : D/III/205 et 206. Comité de

salut public, correspondance avec les autorités locales sur les nominations et destitutions : D/XLII/11. Correspondance de corps administratifs avec le Comité des pétitions sur le *Bulletin de la Convention*: D/XL/26. Cultes, évêchés, création ou maintien, lettres de municipalités : D/XIX/26, dossiers 399 et 400; pièces jointes aux feuilles de travail du Comité ecclésiastique: D/XIX/96. Département, organisation administrative, notification à l'Assemblée, 1790 : D/XIX/29. Députés et suppléants à la Convention, Laa (Antoine) et Vidal (Jean), suppléants admis à siéger, dossier du Comité des décrets : D/I§1/38. Finances, correspondances du département, mémoires et réclamations de particuliers et de municipalités sur les finances, les assignats, les impositions locales, les demandes d'emprunts locaux, les ateliers de charité, dossiers du Comité des finances : D/VI/48 ; demandes de secours pour insuffisance de fonds ou à la suite de sinistres, pièces jointes au rapport de Lacoste-Montlauzier, député du Lot à la Législative: D/VI/19; lettres et délibérations des corps administratifs renvoyées par l'Assemblée au Comité des finances: D/VI/63. Frais de traitement de la justice et des directoires des districts et du département : D/IV *bis*/49. Guerre, correspondance d'autorités constituées et de particuliers adressée aux commissaires de la Législative près l'armée du Midi : D/XV/3, dossier 27. Justice, tribunaux d'appel, état: D/IV/71. Lettres, adresses et mémoires renvoyés par la Législative au Comité des pétitions: D/XL/3; à la commission des Douze : D/XL/15; par la Convention au Comité des pétitions: D/XL/22. Notaires, placement: D/IV *bis*/92/A, 92/D. Ordre public, dossiers du Comité des rapports : D/XXIX/11. Population, tableaux, tenue, correspondance du Comité de division avec les districts : D/IV *bis*/42; tableaux par districts : D/IV *bis*/52. Prisons, détenus sur lettres de cachet: D/V/5, dossier 56.

Hautes-Pyrénées (département). Administration du département, des districts et municipalités, réunions et démembrements de communes, observations sur l'ordre judiciaire, tribunaux de commerce, constitution civile du clergé, fuite du Roi, départ de Mesdames tantes du Roi, adresses, dossiers du Comité de constitution : D/IV/53. Assemblées électorales, 1790-1791, état des citoyens actifs et des électeurs: D/IV *bis*/38. Assemblée électorale, an IV, clôture : D/XLII/11. Circonscriptions administratives et judiciaires, circonscriptions des paroisses: D/IV *bis*/102 ; districts et cantons, création: D/IV *bis*/15; états des districts, cantons et municipalités, limites des départements, revendications de chefs-lieux, nomination de commissaires de police, de juges de paix et de notaires: D/IV *bis*/71 ; tableau de division du département en districts et cantons : D/IV *bis*/38; limites entre départements, réunions et distractions de communes, emplacement des tribunaux: D/IV *bis*/87 ; tribunaux, création et emplacement, demandes et mémoires de communes: D/IV *bis*/29. Comité des droits féodaux, adresses et correspondances du département : D/XIV/9 et 12. Comité de législation, correspondance avec les autorités locales et les particuliers sur l'organisation administrative et judiciaire : D/III/207 et 208. Comité de salut public, correspondance avec les autorités locales sur les nominations et destitutions : D/XLII/11. Correspondance de corps administratifs avec le Comité des pétitions sur le *Bulletin de la Convention*: D/XL/26. Cultes, état des religieux assermentés et insermentés: D/XIX/22 ; pensions, prestations de serment et suppressions de paroisses, réclamations, pétitions d'administrations et de particuliers: D/XIX/45; pièces jointes aux feuilles de travail du Comité ecclésiastique: D/XIX/96; traitement demandé par le père Mathieu, capucin, missoinnaire à Candie, originaire de Trébous, dossiers du Comité de l'ordinaire des finances de la Législative: D/VI/13; transfert de vases sacrés et linges d'autels d'églises supprimées aux églises conservées : D/XIX/103. Département, organisation administrative, notification à l'Assemblée, 1790 : D/XIX/29. Députés et suppléants à la Convention, Guchan (Pierre), suppléant admis à siéger, dossier du Comité des décrets : D/I§1/38; suppléants, correspondance du Comité des décrets avec le département : D/I§1/39, dossier 279 ; députés, Dupont des Hautes-Pyrénées (Pierre-Charles-François Dupont dit), Gertoux (Baïce), Lacrampe (Jean) et Picqué (Jean-Pierre), dénonciation contre eux, dossier du Comité de législation : D/III/346. Finances, correspondances du département, mémoires et réclamations de particuliers et de municipalités sur les finances, les assignats, les impositions locales, les demandes d'emprunts locaux, les ateliers de charité, dossiers du Comité des finances : D/VI/48 ; demandes de secours pour insuffisance de fonds ou à la suite de sinistres, pièces jointes au rapport de Lacoste-Montlauzier, député du Lot à la Législative: D/VI/19; lettres et délibérations des corps administratifs renvoyées par l'Assemblée au Comité des finances: D/VI/63; montant des fermages et loyers des biens nationaux perçus et disponibles au 1er janvier 1791 et montant probable des traitements et pensions à la même époque, dossiers du Comité ecclésiastique: D/XIX/19. Frais de traitement de la justice et des directoires des districts et du département : D/IV *bis*/49. Justice, tribunaux d'appel, état: D/IV/71. Lettres, adresses et mémoires renvoyés par la Législative au Comité des pétitions: D/XL/3; par la Convention au Comité des pétitions: D/XL/22. Notaires, placement: D/IV *bis*/92/D. Ordre public, poursuites au tribunal du district de Tarbes contre l'évêque Gain de Montagnac, dossier du Comité des rapports : D/XXIX/12. Population, tableaux, tenue, correspondance du Comité de division avec les districts : D/IV *bis*/42; tableaux par districts : D/IV *bis*/52.

Pyrénées-Orientales (département). Administration du département, des districts et municipalités, réunions et démembrements de communes, observations sur l'ordre judiciaire, tribunaux de commerce, constitution civile du clergé, fuite du Roi, départ de Mesdames tantes du Roi, adresses, dossiers du Comité de constitution : D/IV/55. Armée, lettres d'autorités constituées à la Législative renvoyées au Comité de la Guerre: D/XV/4, dossier 35. Assemblées électorales, 1790-1791, procès-verbaux et délibérations des directoires et municipalités: D/IV *bis*/36. Assemblée électorale, an IV, compte-rendu des résultats : D/XLII/11. Circonscriptions administratives et judiciaires, circonscriptions des paroisses: D/IV *bis*/102 ; districts et cantons, création: D/IV *bis*/14; états des districts, cantons et municipalités, limites des départements, revendications de chefs-lieux, nomination de commissaires de police, de juges de paix et de notaires: D/IV *bis*/71 ; limites entre départements, réunions et distractions de communes, emplacement des tribunaux: D/IV *bis*/87 ; tribunaux, création et emplacement, demandes et mémoires de communes:

D/IV *bis*/29; tribunaux de commerce, création, demandes de communes: D/IV *bis*/34. Comité des droits féodaux, adresses et correspondances du département : D/XIV/9 et 12. Comité de législation, correspondance avec les autorités locales et les particuliers sur l'organisation administrative et judiciaire : D/III/209. Comité de salut public, correspondance avec les autorités locales sur les nominations et destitutions : D/XLII/11. Contrebande: D/IV/55. Contributions patriotiques: D/XXXIV/5, dossier 2 *bis*. Correspondance de corps administratifs avec le Comité des pétitions sur le *Bulletin de la Convention*: D/XL/26. Cultes, état des religieux assermentés et insermentés: D/XIX/22; pièces jointes aux feuilles de travail du Comité ecclésiastique: D/XIX/96; transfert de vases sacrés et linges d'autels d'églises supprimées aux églises conservées : D/XIX/103. Département, organisation administrative, notification à l'Assemblée, 1790 : D/XIX/29. Députés et suppléants à la Convention, Delcasso (Denis-Laurent), suppléant admis à siéger, dossier du Comité des décrets : D/I§1/38. Finances, correspondances du département, mémoires et réclamations de particuliers et de municipalités sur les finances, les assignats, les impositions locales, les demandes d'emprunts locaux, les ateliers de charité, dossiers du Comité des finances : D/VI/48. Frais de traitement de la justice et des directoires des districts et du département : D/IV *bis*/49. Justice, tribunaux d'appel, état: D/IV/71. Lettres, adresses et mémoires renvoyés par la Législative au Comité des pétitions: D/XL/3; à la commission de correspondance: D/XL/5; à la commission des Douze : D/XL/15; par la Convention au Comité des pétitions: D/XL/22. Ordre public, dossiers du Comité des rapports : D/XXIX/12 ; troubles contre les impôts, 1790 : D/VI/8, dossier 77. Population, tableaux, tenue, correspondance du Comité de division avec les districts : D/IV *bis*/42 et 52.

Q

Quatre-Vallées (sénéchaussée des), voir : Noé (vicomte de), maréchal de camp, sénéchal.

Quercy (province). Division en départements: D/IV *bis*/2. Notes et mémoire adressées au Comité des droits féodaux : D/XIV/13, dossier 92. Officiers ministériels de judicature: D/XVII/4, dossier 45. Troubles: D/XXIX *bis*/40, dossier 407.Quercy et Rouergue, délimitation entre les deux départements: D/IV/10, dossier 142.

Quillet (P.), détenu sur lettres de cachet, réclamation : D/V/4, dossier 41.

Quimper (Finistère). Diocèse, état des religieuses, 1790 : D/XIX/5.

Quimperlé (Finistère). District, délibération sur les désordres causés par la destruction des emblêmes féodaux: D/XIV/3.

Quingey (Doubs). District, détenus sur lettres de cachet, état: D/V/4, dossier 53.

Quiot (Jérôme-François), suppléant de la Drôme à la Convention admis à siéger, dossier du Comité des décrets : D/I§1/37.

R

Rabaud (Pierre-Antoine), dit le jeune, commissaire provisoire du Directoire près l'administration centrale du Gard, envoi du procès-verbal d'installation de l'administration centrale, an IV : D/XLII/9.

Raimond (Julien), commissaire aux îles sous le Vent (à Saint-Domingue) ,an IV: D/XXV/45.

Raison (culte de la): D/XXXVIII/1, dossier 6.

Ramel de Nogaret (de), détenu sur lettres de cachet, réclamation: D/V/3, dossier 32.

Ramel de Nogaret (Dominique-Vincent), conventionnel de l'Aude, représentant en mission près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse: D/§3. Mission en Hollande : D/§117.

Rapports (Comité des) : **D/XXIX**.

Rastatt (Allemagne, Bade-Wurtemberg). Congrès de, plénipotentaire, voir : Roberjot (Claude).

Ratisbonne (Allemagne, Bavière). Diète de, voir : Diplomatie (Autriche et Saint Empire romain germanique).

Raymond (Julien), mûlatre de Saint-Domingue traduit au Tribunal révolutionnaire : D/XXV/56, dossiers 549 et 550.

Rebais (Seine-et-Marne). Collège, maintien, adresse d'habitants: D/IV/62.

Recette, receveur, voir : Finances.

Recherches (Comité des): **D/XXIX/*bis***.

Récollet (ordre religieux). État général des religieux, 1790: D/XIX/12; religieux, intention de sortir ou de rester dans leurs maisons, 1790 : D/XIX/13; suppression des ordres religieux, lettres et adresses: D/XIX/15.
- Récollettes, suppression des ordres religieux, lettres et adresses: D/XIX/16.

Récompenses et secours : D/XXXVIII/4, dossiers 58 à 63.

Redon (Ille-et-Vilaine). Troubles, lettre de la municipalité, mars 1790 : D/XIV/4.

Refuge (religieuses de Notre-Dame du), intention de sortir ou de rester dans leurs maisons, 1790 : D/XIX/13.

Réfugié. Listes de belges et liégeois réfugiés en France: D/§3/36, dossier 340 ; secours aux belges licenciés pour

se rendre à Paris : D/§3/45, dossier 425. Pétitions de belges réfugés en France : D/III/309.

Reims (Marne). Diocèse, état des religieuses, 1790 : D/XIX/8.

Religieux, religieuse, voir : Cultes, Moine, Prêtre.

Rémy (Jean), ex-garde des forêts: D/XVIII/1, pièces 8-9.

Renard, avocat à Paris, *Découverte de la valeur certaine du produit réél et absolu du sol de la France*, imprimé: D/XIV/10.

Rennes (Ille-et-Vilaine). Correspondance du Comité des décrets avec les autorités constituées sur l'envoi et la promulgation des décrets: D/I§1/33, dossier 252.

Rentes. Rentes et pensions d'Ancien Régime, voir : Finances (recettes et contributions d'Ancien Régime), Pension.

Représentant en mission (Convention). Arrêtés et proclamations de représentants en mission, copies et exemplaires imprimés, dossiers du Comité de salut public: D/XLII/7, dossier 3. Correspondances, reliquats de dossiers du Comité de salut public: D/XLII/6, dossier 1. Dans les départements : **D/§1**. Près les armées, correspondance avec le Comité de législation en matière de justice militaire: D/III/310-311 à 319. Près de l'armée du Nord en 1792-1793: **D/§2**. Près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse, an II-an IV: **D/§3**. Près l'armée des Pyrénées, arrêtés sur les vivres et les munitions de guerre à Toulouse: D/XLII/4, dossier 6.Décrets de la Convention leur conférant leurs pouvoirs classés par ordre alphabétique des représentants: D/§1/43. Dans l'Ouest, lettres et rapports, reliquats du Comité de salut public sur la Vendée : D/XLII/3, dossier 2. Tableau de la marche à suivre par les représentants en mission dans les départements pour l'organisation de l'instruction publique: D/XXXVIII/1, dossier 1. Table alphabétique des représentants envoyés en mission : D*/I§1/c/6.
- Albitte, dans l'Ain et le Mont-Blanc, rapport et exemplaire imprimé de son arrêté du 12 germinal an II sur le séquestre des biens des suspects avec état des gratifications accordées par lui: D/XXVII. Arrêtés de représentants en mission sur la Belgique et le Nord-est de la France: D/§3/9 à 13. Belgique, pays de Luxembourg, pays de Salm, pays de Spa, pays de Trèves, dénonciations contre des représentants, dossiers du Comité de législation : D/III/309. Envois de collections de lois et décrets aux représentants en mission et aux autorités: D/I§1/34. Correspondance avec le Comité des décrets : D/I§1/35.
- Arrêtés de Jeanbon Saint-André, Bréard, Le Carpentier et Prieur de la Marne, représentants à Brest et Saint-Malo (an II), de Ritter et Turreau, représentants près l'armée d'Italie sur les armements maritimes (vendémiaire-brumaire an III), de Boissier, représentant au Havre et de Boussion, représentant à Bordeaux : D/XVI/1, dossier 5. État des arrêtés et délibérations des représentants en mission au port de Brest adressés au Comité de la marine, septembre 1793-prairial an II: D/XVI/1, dossier 4.
- Saint-Domingue, correspondance des représentants en mission avec la commission des colonies: D/XXV/57, dossiers 565 *bis* et *ter* .

Réquisitions militaires (en nature). De grains et farines pour les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse : D/§3/95, dossier 930. **Belgique** et nord de la France, états de réquisitions faites par des commissaires des guerres: D/§3/94 et 95 ; Namur, réquisitions par les commissaires des guerres: D/§3/90, dossiers 882 à 886 ; réquisitions pour l'armée du Nord, pétitions de communes et d'individus: D/§3/95, dossiers 936 et 937 ; registres d'arrêtés des représentants en mission près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse: D/§3/114, dossiers 1084 et 1085. **Guadeloupe**, adresses de municipalités sur des réquisitions: D/XXV/121 et 122. **Basses-Pyrénées**, Saint-Palais, district, différend avec le département sur une réquisition en maïs: D/XLII/11.

Réquista (Aveyron). Cultes, ecclésiastiques, déclarations collectives de titres et de pensions: D/XIX/42.

Rethel (Ardennes). Cultes, ecclésiastiques, déclarations collectives de titres et de pensions: D/XIX/42.

Retz, détenu sur lettre de cachet: D/V/8, dossier 77.

Reubell (Jean-François), député du Haut-Rhin à la Convention, représentant en mission à Mayence : D/XL/30, dossier 5.

Réunion (île de la, alors : colonie française). Députés à la Convention, dossier du Comité des décrets : D/I§1/39, dossier 283. Dossier du Comité des colonies : D/XXV/130, dossiers 1019 et 1020 ; voir : Campbell, Gourd, directeur de comptoir. Dossier du Comité des rapports : D/XXIX/95. Privilège exclusif de la compagnie des Indes, plainte des habitants de l'ile de France et de -: D/XXIX/97.

Revel (François-Bernard), suppléant de Seine-Inférieure à la Convention admis à siéger, dossier du Comité des décrets : D/I§1/38.

Revenus (commission des). Affaires la concernant, dossiers du Comité de législation : D/III/368-370. Revenus casuels (caisse des – d'Ancien Régime), voir : Finances (recette, receveur d'Ancien Régime).

Révolution, révolutionnaire.
- Gouvernement, institutions révolutionnaires, voir : Cultes révolutionnaires, Dénonciation, État civil, Fête, Maximum, Serment, Sociétés populaires, Surveillance (comités). Commission spéciale de la Convention chargée des changements de noms de communes : D/IV *bis*/80. **Meurthe**, Toul, lettre d'un électeur demandant que les citoyens de la classe la plus élevée soient obligés de prendre femme dans la dernière classe: D/IV/43. Mémoire sur le tutoiement: D/IV/67. Patriotes déportés des Antilles, adresses renvoyées par la Convention au Comité des pétitions: D/XL/24.
- Révolutionnaires étrangers. Comité révolutionnaire des Belges et des Liégeois, dossier de la commission des Douze de la Législative : D/XL/17. Listes de belges et liégeois réfugiés en France: D/§3/ D/§3/36, dossier 340.

Pétition de patriotes suisses contre l'extradition de plusieurs des leurs demandée par le conseil de Fribourg: D/IV/50.

REYNAUD (Claude-André-Benoît), conventionnel de la Haute-Loire, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/356-357.

Rhin (fleuve). Pays entre Meuse et – et – et Moselle puis départements provisoires de la rive gauche (Directoire), voir : Allemagne (départements).

Bas-Rhin (département). Administration du département, des districts et municipalités, réunions et démembrements de communes, observations sur l'ordre judiciaire, tribunaux de commerce, constitution civile du clergé, fuite du Roi, départ de Mesdames tantes du Roi, adresses, dossiers du Comité de constitution : D/IV/56. Armée, lettres d'autorités constituées à la Législative renvoyées au Comité de la Guerre: D/XV/4, dossier 35. Assemblées électorales, 1790-1791, état des citoyens actifs et des électeurs: D/IV *bis*/38. Assemblées, 1792, tableaux des citoyens actifs et des électeurs: D/IV *bis*/49. Assemblée électorale, an IV, lettre du commissaire provisoire près l'administration sur l'installation de la nouvelle administration et la nomination de commissaires provisoires : D/XLII/11.Circonscriptions administratives et judiciaires, circonscriptions des paroisses: D/IV *bis*/102 ; districts et cantons, création: D/IV *bis*/16; tableau de division du département en districts et cantons : D/IV *bis*/38; états des districts, cantons et municipalités, limites des départements, revendications de chefs-lieux, nomination de commissaires de police, de juges de paix et de notaires: D/IV *bis*/72 ; juges de paix, création, demandes de communes: D/IV *bis*/35; tribunaux, création et emplacement, demandes et mémoires de communes: D/IV *bis*/29; limites entre départements, réunions et distractions de communes, emplacement des tribunaux: D/IV *bis*/88 ; tribunaux de commerce, création, demandes de communes: D/IV *bis*/34. Comité des droits féodaux, adresses et correspondances du département : D/XIV/9. Comité de législation, correspondance avec les autorités locales et les particuliers sur l'organisation administrative et judiciaire : D/III/210 à 213. Comité de salut public, correspondance avec les autorités locales sur les nominations et destitutions : D/XLII/11. Contributions patriotiques: D/XXXIV/5, dossier 2 *bis*. Correspondance de corps administratifs avec le Comité des pétitions sur le *Bulletin de la Convention*: D/XL/26. Cultes, état des religieux assermentés et insermentés: D/XIX/22; pièces jointes aux feuilles de travail du Comité ecclésiastique: D/XIX/96 ; traitements des ministres du culte protestants, dossiers du Comité de l'ordinaire des finances de la Législative: D/VI/13. Département, organisation administrative, notification à l'Assemblée, 1790 : D/XIX/29. Députés et suppléants à la Convention, Voissette, suppléant ? dossier du Comité des décrets : D/I§1/38. Finances, correspondances du département, mémoires et réclamations de particuliers et de municipalités sur les finances, les assignats, les impositions locales, les demandes d'emprunts locaux, les ateliers de charité, dossiers du Comité des finances : D/VI/48 et 49; lettres et délibérations des corps administratifs renvoyées par l'Assemblée au Comité des finances: D/VI/63. Frais de traitement de la justice et des directoires des districts et du département : D/IV *bis*/49. Justice, tribunaux d'appel, état: D/IV/71. Lettres, adresses et mémoires renvoyés par la Législative au Comité des pétitions: D/XL/4; à la commission de correspondance: D/XL/5; à la commission de correspondance: D/XL/5; à la commission des Douze : D/XL/15. Monnaies et assignats, adresses : D/VIII/2, dossier 3, et 3, dossier 8. Notaires, placement: D/IV *bis*/92/A, 92/D. Ordre public, dossiers du Comité des rapports : D/XXIX/12 ; Haguenau, troubles : D/XXIX *bis*/30, dossier 298, à 31, dossier 308 ; Illkirch, troubles : D/XXIX *bis*/29, dossiers 286 à 289. Population, tableaux, tenue, correspondance du Comité de division avec les districts : D/IV *bis*/42 et 52. Protestation des citoyens électeurs du département contre les arrestations arbitraires d'habitants de Strasbourg sur la rive droite du Rhin: D/XXIII/2, dossier 34. Représentants en mission, Bailly (Edme-Louis-Barthélemy) : D/§1/8; Milhaud et Guyardin, dénonciation contre eux : D/III/354-355 ; Richou (Louis-Joseph): D/§1/30.

Haut-Rhin (département). Administration du département, des districts et municipalités, réunions et démembrements de communes, observations sur l'ordre judiciaire, tribunaux de commerce, constitution civile du clergé, fuite du Roi, départ de Mesdames tantes du Roi, adresses, dossiers du Comité de constitution : D/IV/55. Assemblées électorales, 1790-1791, état des citoyens actifs et des électeurs: D/IV *bis*/38. Circonscriptions administratives et judiciaires, circonscriptions des paroisses: D/IV *bis*/102 ; convocation des électeurs pour désigner des curés, 1791: D/IV *bis*/106 ; districts et cantons, création: D/IV *bis*/16; tableau de division du département en districts et cantons : D/IV *bis*/38; états des districts, cantons et municipalités, limites des départements, revendications de chefs-lieux, nomination de commissaires de police, de juges de paix et de notaires: D/IV *bis*/71 ; limites entre départements, réunions et distractions de communes, emplacement des tribunaux: D/IV *bis*/88 ; listes des administrations du département et de districts et nomenclatures de municipalités et de maisons religieuses envoyées par le département au Comité ecclésiastique : D/XIX/45 ; tribunaux, création et emplacement, demandes et mémoires de communes: D/IV *bis*/29; tribunaux de commerce, création, demandes de communes: D/IV *bis*/34. Comité des droits féodaux, adresses et correspondances du département : D/XIV/9 et 12. Comité de législation, correspondance avec les autorités locales et les particuliers sur l'organisation administrative et judiciaire : D/III/214 et 215. Contributions patriotiques: D/XXXIV/5, dossier 2 *bis*. Cultes, état des religieux assermentés et insermentés: D/XIX/22; évêchés, création ou maintien, lettres de municipalités : D/XIX/26, dossiers 399 et 400; pensions, prestations de serment et suppressions de paroisses, réclamations, pétitions d'administrations et de particuliers: D/XIX/45; pièces jointes aux feuilles de travail du Comité ecclésiastique: D/XIX/96; transfert de vases sacrés et linges d'autels d'églises supprimées aux églises conservées : D/XIX/103. Département, organisation administrative, notification à l'Assemblée, 1790 : D/XIX/29. Députés et suppléants à la Convention, Guittard (Jean-Baptiste), suppléant admis à siéger, dossier du Comité des décrets : D/I§1/38; suppléants,

correspondance du Comité des décrets avec le département : D/I§1/39, dossier 279. Finances, correspondances du département, mémoires et réclamations de particuliers et de municipalités sur les finances, les assignats, les impositions locales, les demandes d'emprunts locaux, les ateliers de charité, dossiers du Comité des finances : D/VI/48 et 49 ; demandes de secours pour insuffisance de fonds ou à la suite de sinistres, pièces jointes au rapport de Lacoste-Montlauzier, député du Lot à la Législative: D/VI/19; lettres et délibérations des corps administratifs renvoyées par l'Assemblée au Comité des finances: D/VI/63. Frais de traitement de la justice et des directoires des districts et du département : D/IV *bis*/49. Justice, tribunaux d'appel, état: D/IV/71. Lettres, adresses et mémoires renvoyés par la Législative au Comité des pétitions: D/XL/4; à la commission de correspondance: D/XL/5; à la commission des Douze : D/XL/15; par la Convention au Comité des pétitions: D/XL/22. Notaires, placement: D/IV *bis*/92/D. Ordre public, dossiers du Comité des rapports : D/XXIX/12. Population, tableaux, tenue, correspondance du Comité de division avec les districts : D/IV *bis*/42; tableau, district de Belfort : D/IV *bis*/52. Représentants en mission, Bailly (Edme-Louis-Barthélemy) : D/§1/8; Richou (Louis-Joseph): D/§1/30.

Rhône (département). Assemblée électorale, an IV, procès-verbaux : D/XLII/11. Circonscriptions administratives et judiciaires, limites entre départements, réunions et distractions de communes, emplacement des tribunaux: D/IV *bis*/88. Comité des droits féodaux, adresses et correspondances du département : D/XIV/10. Comité de salut public, correspondance avec les autorités locales sur les nominations et destitutions : D/XLII/11. Monnaies et assignats, adresses : D/VIII/2, dossier 3. Notaires, placement: D/IV *bis*/92/A. Population, tableaux, tenue, correspondance du Comité de division avec les districts : D/IV *bis*/42 et 52.

Rhône-et-Loire (département). Administration du département, des districts et municipalités, réunions et démembrements de communes, observations sur l'ordre judiciaire, tribunaux de commerce, constitution civile du clergé, fuite du Roi, départ de Mesdames tantes du Roi, adresses, dossiers du Comité de constitution : D/IV/57. Circonscriptions administratives et judiciaires, circonscriptions des paroisses: D/IV *bis*/103 ; districts et cantons, création: D/IV *bis*/16 ; états des districts, cantons et municipalités, limites des départements, revendications de chefs-lieux, nomination de commissaires de police, de juges de paix et de notaires: D/IV *bis*/72 ; juges de paix, création, demandes de communes: D/IV *bis*/35; Haute-Loire, procès-verbaux, lettres et adresses sur la limite avec le département de Rhône-et-Loire: D/IV/36; tribunaux, création et emplacement, demandes et mémoires de communes: D/IV *bis*/30. Comité des droits féodaux, adresses et correspondances du département : D/XIV/10. Comité de législation, correspondance avec les autorités locales et les particuliers sur l'organisation administrative et judiciaire : D/III/216 à 218. Correspondance de corps administratifs avec le Comité des pétitions sur le *Bulletin de la Convention*: D/XL/26. Cultes, pensions, prestations de serment et suppressions de paroisses, réclamations, pétitions d'administrations et de particuliers: D/XIX/45; pièces jointes aux feuilles de travail du Comité ecclésiastique: D/XIX/97 ; prêtres, traitements, réclamations: D/XIX/20, dossier 314; troubles causés par les prêtres réfractaires, 1791: D/XIX/22, dossier 365. Contributions patriotiques: D/XXXIV/5, dossier 2 *bis*. Députés et suppléants à la Convention, Noailly (Pierre), admis à siéger, dossier du Comité des décrets : D/I§1/38. Finances, correspondances du département, mémoires et réclamations de particuliers et de municipalités sur les finances, les assignats, les impositions locales, les demandes d'emprunts locaux, les ateliers de charité, dossiers du Comité des finances : D/VI/49; montant des fermages et loyers des biens nationaux perçus et disponibles au 1er janvier 1791 et montant probable des traitements et pensions à la même époque, dossiers du Comité ecclésiastique: D/XIX/19; réclamations sur l'administration des finances: D/VI/57. Frais de traitement de la justice et des directoires des districts et du département : D/IV *bis*/49. Guerre, correspondance d'autorités constituées et de particuliers adressée aux commissaires de la Législative près l'armée du Midi : D/XV/3, dossier 27. Justice, tribunaux d'appel, état: D/IV/71. Lettres, adresses et mémoires renvoyés par la Législative au Comité des pétitions: D/XL/4; à la commission de correspondance: D/XL/5; à la commission des Douze : D/XL/15; par la Convention au Comité des pétitions: D/XL/23. Notaires, placement: D/IV *bis*/92/D. Ordre public, dossiers du Comité des rapports : D/XXIX/13 ; Lyon, conspiration de Guillin de Pougelon (Antoine), ancien échevin de Lyon, de Terrasse de Tessonnet (Jacques), aide de camp de Condé, et de Escars (Jean-François de Pérusse, marquis d'), capitaine aux dragons d'Artois: D/XXIX *bis*/27, dossier 273, à 28, dossier 280 ; Montbrison, troubles, 1790: D/IV/12, dossier 193.

Ribains (de), détenu aux îles Sainte-Marguerite (Var) sur lettres de cachet, réclamation: D/V/3, dossier 28.

Richard (Joseph-Étienne), conventionnel de la Sarthe, représentant en mission près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse: D/§3; registre de correspondance: D/§3/116, dossier 1092.

Richaud (Hyacinthe), conventionnel de Seine-et-Oise, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/356-357.

Richaudet, huissier à Vendôme (Loir-et-Cher) : D/III/123, dossier 16.

Richou (Louis-Joseph), conventionnel de l'Eure, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/356-357 ; représentant en mission, Mont-Terrible, Bas-Rhin et Haut-Rhin: D/§1/30.

Ricord (Jean-François), conventionnel du Var, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/356-357.

Rieux (Haute-Garonne). Diocèse, état des religieuses, 1790 : D/XIX/5.

Rigaud (André), général, commandant la force armée du département du Sud de Saint-Domingue: D/XXV/50, dossiers 483 et 484.

Rigordy, secrétaire de l'assemblée coloniale de la Martinique: D/XXV/117.

Riom (Puy-de-Dôme). Généralité, population, tableau: D/IV *bis*/46.

Ritter (François-Joseph), conventionnel du Haut-Rhin, représentant près l'armée d'Italie, arrêtés sur les armements maritimes: D/XVI/1, dossier 5 ; dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/356-357.

Rivière (Belgique, province de Namur, auj. : commune de Profondeville). Réquisitions pour l'armée du Nord, pétition: D/§3/97, dossier 936.

Roberjot (Claude), suppléant de Saône-et-Loire à la Convention admis à siéger, dossier du Comité des décrets : D/I§1/38 ; représentant en mission près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse: D/§3. Député de Saône-et-Loire aux Cinq-Cents, plénipotentiaire français au congrès de Rastatt, poésies en néerlandais sur son assassinat, par Van Haren née Beaumont, d'Amsterdam: D/I§2/1.

Robert (Pierre-François-Joseph), conventionnel de Paris, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/356-357 ; représentant en mission près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse: D/§3.

Rochambeau (Donatien-Marie-Joseph de Vimeur de), général, journal du siège de la Martinique: D/XXV/117 , dossier 912 ; gouverneur général de Saint-Domingue par intérim: D/XXV/50, dossiers 477 et 477 *bis*.

« *Rochefort* ». Cultes, ecclésiastiques, déclarations collectives de titres et de pensions: D/XIX/42.

Rochefort (Charente-Inférieure). Prisons, Guichard, trésorier de la marine détenu sur lettre de cachet: D/V/2, dossier 24, 4, dossier 44, 6, dossier 71, 8, dossier 77.

Rodez (Aveyron). Cultes, ecclésiastiques, déclarations collectives de titres et de pensions: D/XIX/42. Diocèse, état des religieuses, 1790 : D/XIX/8.

Rodouan de Morlaincourt (de), détenu sur lettres de cachet, réclamation: D/V/3, dossier 32.

Roger, détenu sur lettres de cachet, réclamation: D/V/3, dossier 37.

Roger (Augustin), de la Guadeloupe: D/XXV/126.

Romans [*-sur-Isère*] (Drôme). Cultes, ecclésiastiques, déclarations collectives de titres et de pensions: D/XIX/42.

Rome (Antiquité romaine), voir : Archéologie. *Rome* (Italie). Division des états romains en deux départements, 1809: D/IV *bis*/107.

« *Romilly* » (Romilly-sur-Seine, Aube ?). Réclamation des autorités auprès du Comité des décrets sur l'envoi et la promulgation des décrets: D/I§1/33, dossier 253.

Romorantin [*-Lanthenay*] (Loir-et-Cher). Habitant, voir : Guion, notaire.

Rondonneau (Louis), propriétaire du dépôt des lois au Carrousel. Code révolutionnaire, minutes d'articles, en partie rédigées par lui pour Billaud-Varenne : D/XXXIX/9 et 10. Mémoire pour la rédaction d'un code: D/III/380.

Rosny-sur-Seine (Seine-et-Oise, auj. : Yvelines). Réclamation des autorités auprès du Comité des décrets sur l'envoi et la promulgation des décrets: D/I§1/33, dossier 253.

Rouen (Seine-Inférieure). Correspondance du Comité des décrets avec les autorités constituées sur l'envoi et la promulgation des décrets et réclamation des autorités: D/I§1/33, dossiers 252 et 253. Diocèse, état des religieuses, 1790 : D/XIX/8. Généralité, population, tableau: D/IV *bis*/46. Ordre public, boulangeries pillées, juillet 1789: D/XI/2, dossier 10. Parlement, conflit avec le clergé de Normandie sur les dîmes: D/XIX/103.

Rouergue (province). Division en départements: D/IV *bis*/2. Notes et mémoire adressées au Comité des droits féodaux : D/XIV/13, dossier 92. Rouergue et Quercy, délimitation entre les deux départements: D/IV/10, dossier 142.

Roume-Saint-Laurent (Philippe-Rose Roume, dit), commissaire aux îles sous le Vent: D/XXV/1 à 3 et 45 ; agent provisoire dans la partie espagnole de Saint-Domingue, an IV-an V : D/XXV/45, dossiers 426 et 427 ; traduit au Tribunal révolutionnaire : D/XXV/56, dossier 555.

Rous (Jean-Pierre-Philippe), suppléant de l'Aveyron à la Convention admis à siéger, dossier du Comité des décrets : D/I§1/36.

Rousseau (Jean), suppléant de Paris à la Convention admis à siéger, dossier du Comité des décrets : D/I§1/37.

Rousseau (Jean-Jacques), statue, projet: D/IV/51.

Rousselet (Michel-Louis), député du tiers état du bailliage de Provins à la Constituante, mémoire pour établir un bureau chargé de suivre la manutention des blés et farines: D/XLI/1, dossier 3.

Roussillon (Isère). Cultes, ecclésiastiques, déclarations collectives de titres et de pensions: D/XIX/42.

Roussillon (province). États de la recette générale, 1789: D/VI/9, dossier 83. Ordre public, troubles contre les impôts, 1790 : D/VI/8, dossier 77. Population, tableaux par généralités : D/IV *bis*/45. Séquestre de biens d'établissements religieux français supprimés: D/XXIII/2, dossier 29.

Roux-Fazillac (Pierre), conventionnel de la Dordogne, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/356-357.

Rouxel de Blanchelande (Jean-Philibert-Maurice), gouverneur de Saint-Domingue : D/XXV/2, dossier 24,

et 46 (fin) à 47, dossier 444, dont procès au Tribunal révolutionnaire.

ROUYER (Jean-Pascal), conventionnel de l'Hérault, représentant en mission, départements maritimes méridionaux: D/§1/31 à 38 ; mission près l'armée navale et l'armée d'Italie, Var et Bouches-du-Rhône: D/§1/40 et 41; Toulon, mission particulière pour la levée d'une armée : D/§1/39.
- Papiers saisis à son domicile après sa déclaration en état d'arrestation : D/X/3, dossier 30, D/XI/2, dossier 13, D/XV/6, dossier 104.

Royal Champagne (régiment), voir : Hesdin.

Royaumont (abbaye de, commune d'Asnières-sur-Oise, Seine-et-Oise, auj. : Val-d'Oise). Poirier (Germain), rapports à la Commission des monuments sur ses monuments: D/XXXVIII/2, dossier 27.

Roye (Somme). Troubles causés par l'agitation de Babeuf (François-Noël) : D/XXIX/14.

RUAMPS (Pierre-Charles), conventionnel de la Charente-Inférieure, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/356-357.

RUDLER (François-Joseph-Xavier), député du Haut-Rhin à la Législative, commissaire du Directoire dans les départements de la rive gauche du Rhin, *Recueil de règlements pour les pays entre Meuse et Rhin et Rhin et Moselle*, an VI : D/§1/42.

RUELLE (Albert), conventionnel d'Indre-et-Loire, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/356-357.

Rupelmonde (Belgique, Flandres-Orientales). Objets d'art, transfert dans l'intérieur de la République: D/§3/59.

Russie, voir : Diplomatie (Russie).

S

SABIN-BOURCIER, commissaire ordonnateur général (en Belgique ou à l'armée du Nord ?), ordonnancements pour paiement de marchandises et denrées livrées dans les magasins de la République: D/§3/45, dossier 427.

Sablé [*-sur-Sarthe*] (Sarthe). District, attroupement, arrêté du département imprimé, septembre 1793 : D/XLII/12. Réclamation des autorités auprès du Comité des décrets sur l'envoi et la promulgation des décrets: D/I§1/33, dossier 253.

SAILLAND (Armand), volontaire au 3e bataillon de l'Orne blessé à la bataille de Machecoul, pension : D/XL/30, dossier 5.

SAILLANS (François-Louis comte DE), chef de la révolte royaliste de l'Ardèche de 1792 : D/XV/6, dossier 72.

« *Saillant* ». Habitant, voir : Laguiche.

Saint-Affrique (Aveyron). Cultes, ecclésiastiques, déclarations collectives de titres et de pensions: D/XIX/42.

SAINT-AMAND (Mlle DE), de Bourgtheroulde (Eure), papiers: D/III/73, dossier 1.

Saint-Amand [*-Montrond*] (Cher). Halles, achat par la municipalité: D/IV/45.

Saint-Astier (Dordogne). Cultes, ecclésiastiques, déclarations collectives de titres et de pensions: D/XIX/42.

Saint-Bertrand-de-Comminges (Haute-Garonne). Diocèse de Comminges, voir à ce mot.

Saint-Céré (Lot). Demande de chef-lieu de district: D/IV *bis*/9.

Saint-Chamond (Loire). Plainte des ouvriers contre la cherté des vivres: D/XLII/9.

Saint-Claude (Jura). Diocèse, état des religieuses, 1790 : D/XIX/5.

Saint-Cloud (Seine-et-Oise, auj. : Hauts-de-Seine). Cultes, ecclésiastiques, déclarations collectives de titres et de pensions: D/XIX/42.

Saint-Cyr [*-l'École*] (Seine-et-Oise, auj. : Yvelines). Maison royale de -, voir : École.

Saint-Denis (Seine, auj. : Seine-Saint-Denis, nom révolutionnaire : Franciade). Commune, correspondance avec le Comité de salut public: D/XLII/11. Cultes, ecclésiastiques, déclarations collectives de titres et de pensions: D/XIX/42. District, état des eccclésiastiques assermentés et insermentés: D/XIX/44 ; population, tableau, 1792 : D/IV *bis*/45 ; tribunal, demande: D/VI/62. Poirier (Germain), rapports à la Commission des monuments sur les tombeaux de: D/XXXVIII/2, dossier 27.

Saint-Dié (Vosges). Diocèse, état des religieuses, 1790 : D/XIX/7.

Saint-Domingue (auj. : République d'Haïti, alors : colonie française). Barbé-Marbois (François), intendant de Saint-Domingue, comptes-rendus de gestion imprimés: D/XXV/58, dossier 575. Commissaires du Roi, de la Constituante, de la Convention, du Directoire, voir : Mirbeck, Roume-Saint-Laurent (Philippe-Rose Roume, dit) et Saint-Léger, 1791-1792, Ailhaud, Polverel (Étienne de), et Sonthonax (Léger-Félicité), 1792-an III, Leblanc, Raimond (Julien), Roume-Saint-Laurent (Philippe-Rose Roume, dit) et Sonthonax (Léger-Félicité), an IV, Delpech, délégué de la commission civile de Saint-Domingue dans la partie du sud, Pinchinat (Pierre), délégué de la commission civile de Saint-Domingue. Commissaires des colons, demande

d'audience à l'Assemblée, 1791: D/XVI/1, dossier 3. Députés à la Constituante, plaintes contre le ministre de la Marine de La Luzerne: D/XXIX/96.Députés à la Convention, dossier du Comité des décrets : D/I§1/39, dossier 283 ; Belley (Jean-Baptiste, dit Mars), Dufay de La Tour (Louis-Pierre), Garnot (Pierre-Nicolas), Mills (Jean-Baptiste) et Poisson, se disant élus de Saint-Domingue à la Convention, dossier du Comité de législation : D/III/358-359 ; dénonciation contre eux, dossier du Comité de législation : D/III/346. Dossiers du Comité des colonies : D/XXV/1 à 84 ; sur les gens de couleur: D/XXV/110 et 111. Dossier du Comité des rapports : D/XXIX/95. Gouverneur, voir : Esparbès de Lussan (Jean-Jacques-Pierre d'), général, Galbaud-Dufort (François-Thomas), général, Peinier (de), La Salle d'Offémont (Adrien-Nicolas Piédefer de), général, gouverneur général par intérim, Laveaux (Étienne Maynaud-Bizefranc de), général, Rochambeau (Donatien-Marie-Joseph de Vimeur de), général, gouverneur général par intérim, Rouxel de Blanchelande (Jean-Philibert-Maurice). Habitant, voir : Beauvais (Louis-Jacques), général, Besse (Martial), général, Brisson, Cambesan, officier militaire ou de marine, Darty, officier militaire ou de marine, David, officier militaire ou de marine, Dormenant, adjudant général du gouverneur général d'Esparbès, Hinnisdæl de Fumal (Louis-Maximilien-François d'), général, Hurvoy, officier militaire ou de marine, Jumécourt (de), Larchevesque-Thibault, contrôleur de la marine, Leborgne (Pierre-Joseph, exactement Claude-Pierre-Joseph Leborgne de Boigne), secrétaire adjoint à la commission civile, Liégard (François), capitaine à la suite du 106e régiment, Lindet, juge de paix au Cap, Maugin, officier militaire ou de marine, Pomarède (Hugues Brisset de Montbrun de), général, Raymond (Julien), Rigaud (André), général, commandant la force armée du département du Sud, Santo-Domingo, officier militaire ou de marine, Serve (Joseph), déporté de la colonie, Vincent, directeur des fortifications ; voir aussi : Bruley, commissaire des assemblées coloniales, Chesneau de La Mesgrière, commissaire de l'assemblée générale coloniale de Paris, Clausson, commissaire des assemblées coloniales, Cougnacq-Mion, commissaire de l'assemblée générale coloniale de Paris, Duny, commissaire des assemblées coloniales, Lagourgue, commissaire de l'assemblée générale coloniale de Paris, Larchevesque-Thibaud (le constituant Jean-Baptiste-Gabriel Larchevêque-Thibaud ou ?), commissaire des assemblées coloniales, Lebugnet, commissaire de l'assemblée générale coloniale de Paris, Legrand, commissaire des assemblées coloniales, Page, commissaire des assemblées coloniales, Saint-James (de), commissaire de l'assemblée générale coloniale de Paris, Tanguy, déporté de Saint-Domingue et commissaire des colons réfugiés aux États-Unis, Verneuil, commissaire des assemblées coloniales, Lettres de change sur la colonie: D/XXV/56, dossiers 545 et 546. Police judiciaire, dossiers du Comité de législation : D/III/322-323. Procès-verbaux d'une cérémonie funèbre à Port-au-Prince en mémoire du colonel Mauduit du Plessis (Thomas-Antoine de) commandant le régiment de Port-au-Prince, assassiné par la troupe en 1791, et de l'inauguration d'un buste de Desilles (André-Joseph-Marc Guillier des Isles, dit) au Cap-Français: D/XV/4, dossiers 37 et 38. Réclamations du 2e bataillon du 9e régiment des colonies employé à Saint-Domingue: D/XXV/56, dossier 548. Révoltés, Jean-François et Biassou, correspondance : D/XXV/12, dossier 118 ; révolte d'Étienne et des noirs, an IV : D/XXV/45, dossier 422 ; Lisle de Bressoles, capitaine général des citoyens de couleur et autres détenus à Port-au-Prince: D/XXV/14, dossiers 135 à 137 ; Ogé, mulâtre, chef des révoltés, interrogatoire et pièces du procès (1791): D/XXV/58, dossier 574 ; Villatte (Jean-Louis), général, se déclarant chef de la révolte de Saint-Domingue de l'an IV : D/XXV/45, dossier 425. Tables et mémoires remis dans le temps à la commission chargée de présenter au Corps législatif la situation politique de l'île Domingue, reliquats du Comité de salut public: D/XLII/1, dossier 14. Transport par les Britanniques de 200 nègres rebelles de la colonie vers les établissements britanniques de la baie de Honduras: D/XXIII/1, dossier 7. Troubles : D/XXV/14 et 15, 56 (fin) et 57, dossier 559.

Saint-Domingue, partie espagnole, auj. : République de Saint-Domingue. Correspondance des commandants espagnols: D/XXV/12, dossier 1117. Papiers trouvés dans un camp de la partie espagnole de l'île en 1793 : D/XXV/39, dossier 392. Roume-Saint-Laurent (Philippe-Rose Roume, dit), agent provisoire dans la partie espagnole, an IV-an V : D/XXV/45, dossiers 426 et 427.

Saint-Fargeau (Yonne). District, tribunaux correctionnel et de commerce, demande: D/XLII/12.

Saint-Florent-le-Vieil (Maine-et-Loire, sous son ancien nom de Montglonne). Réclamation des autorités auprès du Comité des décrets sur l'envoi et la promulgation des décrets: D/I§1/33, dossier 253.

Saint-Flour (Cantal). Diocèse, état des religieuses, 1790 : D/XIX/8.

Saint-François (Guadeloupe). Municipalité, adresses sur des réquisitions: D/XXV/121.

Saint-Germain, détenu sur lettres de cachet, réclamation: D/V/2, dossier 24.

Saint-Hippolyte (Doubs, nom révolutionnaire : Doubs-Marat) District, suppression, protestations : D/IV *bis*/82.

Saint-James (de), commissaire de l'assemblée générale coloniale de Paris : D/XXV/76, dossier 749.

Saint-Jean-d'Angély (Charente-Inférieure). Troubles, 1790: D/IV/12, dossier 193.

Saint-Jean-de-Buèges (Hérault). Assemblée de fanatiques: D/IV *bis*/63.

Saint-Jean-de-Losne (Côte-d'Or). Municipalité, tribunal, création et emplacement, demande : D/IV *bis*/22.

Saint-Julien-de-Lampon (Dordogne). Cultes, ecclésiastiques, déclarations collectives de titres et de pensions: D/XIX/42.

Saint-Lazare (ordre de), voir : Ordre de noblesse.

SAINT-LÉGER, commissaire aux îles sous le Vent: D/XXV/1 à 3 ; traduit au Tribunal révolutionnaire : D/XXV/56, dossier 555.

Saint-Louis (ordre de), voir : Ordre de noblesse.

Saint-Magloire (Côtes-du-Nord, commune de Léhon, abbaye de femmes). Procès avec le sieur Le Rondel: D/XIX/26, dossier 405 .

Saint-Malo (Ille-et-Vilaine). Arrêtés des représentants Jeanbon Saint-André, Bréard, Le Carpentier et Prieur de la Marne : D/XVI/1, dossier 5. Diocèse, état des religieuses, 1790 : D/XIX/7.

Saint-Marc (Saint-Domingue). Troubles, coalition de, 1793: D/XXV/14, dossier 134.

Saint-Marcellin (Isère). District, états de l'argenterie envoyée aux monnaies de Lyon et Paris: D/VI/64.

Saint-Martin-de-Ré (Charente-Inférieure). Lettre renvoyée par la Législative au Comité des pétitions: D/XL/4, dossier 86.

Saint-Maur [*-des-Fossés*] (département de Paris puis de la Seine, auj. : Val-de-Marne). Charge de maître des ponts de Charenton et - (Ancien Régime): D/XVII/5, dossier 69 *bis*.

Saint-Mihiel (Meuse). Cultes, ecclésiastiques, déclarations collectives de titres et de pensions: D/XIX/42.

Saint-Nicolas (Belgique, Flandres-Orientales). Réquisitions pour l'armée du Nord, pétition: D/§3/97, dossier 936.

Saint-Omer (Pas-de-Calais). Approvisionnement, fournitures de grains et fourrages dans les magasins militaires : D/§3/44, dossier 420. Biens nationaux, aliénation, procès-verbaux, états d'opérations et estimations: D/XXII/2, dossier 12. Cultes, ecclésiastiques, déclarations collectives de titres et de pensions: D/XIX/42. Diocèse, état des religieuses, 1790 : D/XIX/9. District, états des chevaux, voitures et chariots: D/§3/106. District, tribunal, commissaire national, correspondance avec les représentants en mission près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse: D/§3/109, dossiers 1060 à 1065. District, tribunal civil, correspondance avec les représentants en mission près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse : D/§3/109, dossier 1055. Réclamation des autorités auprès du Comité des décrets sur l'envoi et la promulgation des décrets: D/I§1/33, dossier 253. Réquisitions pour l'armée du Nord, états: D/§3/95, dossier 928 *bis*.

Saint-Palais (Basses-Pyrénées, nom révolutionnaire : Mont-Bidouze). District, différend avec le département sur une réquisition en maïs: D/XLII/11.

Saint-Paul-Trois-Châteaux (Drôme). Diocèse, dossier du Comité ecclésiastique: D/XIX/24.

Saint-Pierre (Martinique). Procédure par devant le grand prévôt de la ville de Saint-Pierre, 1790 : D/XXV/117, dossier 916. Comité de police, dossier adressé à Le Borgne (Claude-Pierre-Joseph Le Borgne de Boigne, secrétaire des commissaires civils, par la suite député de Saint-Domingue aux Cinq-Cents ?), mars-juillet 1793), : D/XXV/118, dossier 921.

Saint-Pierre-sur-Dives (Calvados). Ordre public, troubles contre les impôts, 1790 : D/VI/8, dossier 77.

Saint-Pol-de-Léon (Finistère). Diocèse, état des religieuses, 1790 : D/XIX/5. École de marine, mémoire de Dreppe, professeur d'hydrographie: D/XVI/3, dossier 26.

Saint-Pol [*-sur-Ternoise*] (Pas-de-Calais). District, états des chevaux, voitures et chariots: D/§3/106 et 107.

SAINT-PRIEST (François-Emmanuel GUIGNARD, comte DE), ministre de la Maison du Roi: D/IV/1 ; ministre de la maison du Roi puis de l'Intérieur, lettres au Comité des lettres de cachet sur des détenus par lettres de cachet : D/V/3, dossier 35 ; notification à l'Assemblée de l'organisation de divers départements : D/XIX/28 et 29.

Saint-Quentin (Aisne). District, secours publics : D/§3/91. Société populaire, dénonciations: D/§3/35, dossier 339.

Saint-Sauvier (Allier). Boisson (Jean), maire, ex-curé : D/III/10.

Saint-Sernin [*-sur-Rance*] (Aveyron). Cultes, ecclésiastiques, déclarations collectives de titres et de pensions: D/XIX/42.

Saint-Thibault (Cher, auj. : commune de Saint-Satur). Commune s'arrogeant l'exclusivité du droit de pêche dans la Loire, plainte de celle de Tracy (Nièvre).

Saint-Trond (Belgique, Limbourg). Hôpital, directeur, correspondance avec les représentants en mission près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse: D/§3/91.

Saint-Venant (Pas-de-Calais). Prison, détenus sur lettres de cachet du département de la Guerre, état: D/V/4, dossier 47.

Saint-Yon (Seine-Inférieure, commune de Saint-Étienne-du-Rouvray). Détenus sur lettres de cachet de la maison de, état: D/V/3, dossier 34.

Sainte-Anne (Guadeloupe). Municipalité, adresses sur des réquisitions: D/XXV/121.

Sainte-Lucie (île, Antilles, alors : colonie française). Dossier du Comité des colonies : D/XXV/129, dossiers 1011 à 1013. Gênet, ambassadeur de France aux États-Unis, correspondance avec les autorités de la colonie: D/XXV/120, dossier 943.

Îles Sainte-Marguerite (Var, commune de Cannes, auj. : Alpes-Maritimes). Viala, du Barail, de Ribains, Marrellier de Nerchamps et autres détenus sur lettres de cachet, réclamation: D/V/3, dossier 28.

Sainte-Pélagie, prison à Paris, voir : Paris (ville, prison).

Sainte-Rose (Guadeloupe). Municipalité, adresses sur des réquisitions: D/XXV/121.

Saintes (Belgique, Brabant, auj. : commune de Tubize). Réquisitions pour l'armée du Nord, états: D/§3/95, dossier 928 *bis* .

Saintes (Charente-Inférieure). Cultes, ecclésiastiques, déclarations collectives de titres et de pensions: D/XIX/42 ; La Rochefoucauld-Bayers (Pierre-Louis de), constituant, évêque de Saintes, procédure contre ses écrits après l'élection de l'évêque de la Charente: D/XXIX *bis*/43, dossier 416. Réclamation des autorités auprès du Comité des décrets sur l'envoi et la promulgation des décrets: D/I§1/33, dossier 253.

Saintonge, voir : *Aunis et Saintonge* (province).

Saisis (lettres, papiers), voir : Papier (papiers saisis).

Saladin (Jean-Baptiste-Michel), conventionnel de la Somme, en mission dans le Doubs, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/356-357.

Salagnac (des Biars de), voir : Biars de Salagnac (des).

Saliceti (Christophe Aitelli, dit), conventionnel de la Corse, représentant en mission, Corse: D/§1/16 ; en mission à Marseille, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/354-355, 356-357.

Salies-du-Salat (Haute-Garonne). Cultes, ecclésiastiques, déclarations collectives de titres et de pensions: D/XIX/42.

Salins [*-les-Bains*] (Jura). Cultes, ecclésiastiques, déclarations collectives de titres et de pensions: D/XIX/42.

Salle (Comité des inspecteurs de la), voir : Inspecteurs de la salle (Comité).

Pays (ex-principauté) de *Salm* (Vosges). Organisation administrative et judiciaire, suppression des dîmes, vente des biens nationaux, assignats, pétitions, dénonciations contre des représentants en mission, successions, révisions de jugements, dossiers du Comité de législation : D/III/309.

Salperwick (Pas-de-Calais). Réquisitions pour l'armée du Nord, états: D/§3/95, dossier 928 *bis* .

Salpêtre, voir : Poudre et salpêtre.

Salubrité (Comité de) **: D/XXVI**.

Salut public (Comité de) : **D/XLII**. Analyses d'arrêtés, dossiers de la commission de classification des lois: D/XXXIX/2. Arrêté du 24 prairial an II sur l'augmentation des traitements des administrateurs de départements et de districts: D/VI/64. Commission des administrations civiles, police et justice, comptes décadaires au Comité de salut public, dossiers du Comité de législation : D/III/324. Correspondance avec l'agence de l'envoi des lois: D/III/310-311. Correspondance du Comité des décrets sur l'envoi et la promulgation des décrets: D/I§1/32. Correspondance avec l'Imprimerie nationale: D/III/310-311. Correspondance avec le Comité de législation en matière de justice militaire: D/III/310-311 à 319. Instructions pour les agents de recouvrement des contributions dans les pays ennemis : D/§3/43, dossier 405. Minutes de lettres en quasi-totalité aux départements, districts et représentants en mission : D/III/333. Saint-Domingue, troubles, pièces renvoyées par le Comité de salut public au Comité des colonies: D/XXV/56, dossier 556 ; arrêtés et extraits de procès-verbaux du Comité de salut public et du Comité de sûreté générale : D/XXV/57, dossier 559.

Salvagnac [*-Cajarc*] (Aveyron). Cultes, ecclésiastiques, déclarations collectives de titres et de pensions: D/XIX/42.

Santé (chirurgie, médecine), voir aussi : Pharmacie (médicament). École de chirurgie, de santé, voir : École. Chirurgie: D/XXXVIII/3, dossier 45. Médecine : D/XXXVIII/3, dossier 46.

Santo-Domingo, officier militaire ou de marine à Saint-Domingue: D/XXV/50, dossier 485.

Haute-Saône (département). Administration du département, des districts et municipalités, réunions et démembrements de communes, observations sur l'ordre judiciaire, tribunaux de commerce, constitution civile du clergé, fuite du Roi, départ de Mesdames tantes du Roi, adresses, dossiers du Comité de constitution : D/IV/58. Armée, lettres d'autorités constituées à la Législative renvoyées au Comité de la Guerre: D/XV/4, dossier 35. Circonscriptions administratives et judiciaires, circonscriptions des paroisses: D/IV *bis*/103 ; districts et cantons, création: D/IV *bis*/16 ; états des districts, cantons et municipalités, limites des départements, revendications de chefs-lieux, nomination de commissaires de police, de juges de paix et de notaires: D/IV *bis*/72 ; limites entre départements, réunions et distractions de communes, emplacement des tribunaux: D/IV *bis*/88 ; Passavant, commune revendiquée par le département des Vosges: D/IV/58; tribunaux, création et emplacement, demandes et mémoires de communes: D/IV *bis*/30; tribunaux de commerce, création, demandes de communes: D/IV *bis*/34. Comité des droits féodaux, adresses et correspondances du département : D/XIV/10 et 12. Comité de législation, correspondance avec les autorités locales et les particuliers sur l'organisation administrative et judiciaire : D/III/219 à 223. Comité de salut public, correspondance avec les autorités locales sur les nominations et destitutions : D/XLII/12. Contributions patriotiques: D/XXXIV/5, dossier 2 *bis*. Correspondance de corps administratifs avec le Comité des pétitions sur le *Bulletin de la Convention*: D/XL/26. Cultes, évêchés, création ou maintien, lettres de municipalités : D/XIX/26, dossiers 399 et 400; objets du culte offerts en don patriotique, commune de Vesoul : D/XXXIV/7, dossier 12 : pièces jointes aux feuilles de travail du Comité ecclésiastique: D/XIX/97. Députés suppléants à la Convention, dossier du Comité des décrets : D/I§1/38. Département, organisation administrative, notification à l'Assemblée, 1790 : D/XIX/28 et 29. Finances, correspondances du département, mémoires et

réclamations de particuliers et de municipalités sur les finances, les assignats, les impositions locales, les demandes d'emprunts locaux, les ateliers de charité, dossiers du Comité des finances : D/VI/49 et 50. Frais de traitement de la justice et des directoires des districts et du département : D/IV *bis*/49. Justice, tribunaux d'appel, état: D/IV/71. Lettres, adresses et mémoires renvoyés par la Législative au Comité des pétitions: D/XL/4; à la commission des Douze : D/XL/15; lettre renvoyée à la commission de correspondance: D/XL/5; lettres renvoyées par la Convention au Comité des pétitions: D/XL/23. Notaires, placement: D/IV *bis*/92/D. Ordre public, dossiers du Comité des rapports : D/XXIX/13. Population, tableaux, tenue, correspondance du Comité de division avec les districts : D/IV *bis*/42; tableau, district de Champlitte : D/IV *bis*/52. Prisons, détenus sur lettres de cachet, états: D/V/4, dossier 51.

Saône-et-Loire (département). Administration du département, des districts et municipalités, réunions et démembrements de communes, observations sur l'ordre judiciaire, tribunaux de commerce, constitution civile du clergé, fuite du Roi, départ de Mesdames tantes du Roi, adresses, dossiers du Comité de constitution : D/IV/59 ; extraits d'arrêtés de l'administration centrale nommant des commissaires provisoires près les tribunaux, brumaire an IV: D/XLII/12. Biens nationaux, Louhans, aliénation, procès-verbaux, états d'opérations et estimations: D/XXII/2, dossier 12. Circonscriptions administratives et judiciaires, circonscriptions des paroisses: D/IV *bis*/103 ; districts et cantons, création: D/IV *bis*/16; états des districts, cantons et municipalités, limites des départements, revendications de chefs-lieux, nomination de commissaires de police, de juges de paix et de notaires: D/IV *bis*/73 ; juges de paix, création, demandes de communes: D/IV *bis*/35; limites entre départements, réunions et distractions de communes, emplacement des tribunaux: D/IV *bis*/89 ; tribunaux, création et emplacement, demandes et mémoires de communes: D/IV *bis*/30; tribunaux de commerce, création, demandes de communes: D/IV *bis*/34. Comité de législation, correspondance avec les autorités locales et les particuliers sur l'organisation administrative et judiciaire : D/III/229 et 230. Comité des droits féodaux, adresses et correspondances du département : D/XIV/10 et 12. Comité de législation, correspondance avec les autorités locales et les particuliers sur l'organisation administrative et judiciaire : D/III/224 à 228. Comité de salut public, correspondance avec les autorités locales sur les nominations et destitutions : D/XLII/12. Correspondance de corps administratifs avec le Comité des pétitions sur le *Bulletin de la Convention*: D/XL/26. Cultes, Autun, Saint-Jean-le-Grand, abbaye, religieuses, adresse à l'Assemblée, dossiers du Comité ecclésiastique: D/XIX/103 ; pensions, prestations de serment et suppressions de paroisses, réclamations, pétitions d'administrations et de particuliers: D/XIX/45 ; troubles causés par les prêtres réfractaires, 1791: D/XIX/22, dossier 365. Députés et suppléants à la Convention, Chamborre (Jean-Baptiste), Jacob (Claude), Millard (Charles-Denis) et Roberjot (Claude), suppléants admis à. siéger, dossier du Comité des décrets : D/I§1/38. Finances, correspondances du département, mémoires et réclamations de particuliers et de municipalités sur les finances, les assignats, les impositions locales, les demandes d'emprunts locaux, les ateliers de charité, dossiers du Comité des finances : D/VI/49 et 50; lettres et délibérations des corps administratifs renvoyées par l'Assemblée au Comité des finances: D/VI/63; montant des fermages et loyers des biens nationaux perçus et disponibles au 1er janvier 1791 et montant probable des traitements et pensions à la même époque, dossiers du Comité ecclésiastique: D/XIX/19. Frais de traitement de la justice et des directoires des districts et du département : D/IV *bis*/49. Justice, tribunaux d'appel, état: D/IV/71. Lettres, adresses et mémoires renvoyés par la Législative au Comité des pétitions: D/XL/4; à la commission de correspondance: D/XL/5; à la commission des Douze : D/XL/15; par la Convention au Comité des pétitions: D/XL/23. Ordre public, dossiers du Comité des rapports : D/XXIX/13 ; Chasselas, maison dévastée en juillet 1789: D/XIV/10. Population, tableaux, tenue, correspondance du Comité de division avec les districts : D/IV *bis*/42; tableaux par districts : D/IV *bis*/52.

Sarlat [*-la-Canéda*] (Dordogne). Cultes, ecclésiastiques, déclarations collectives de titres et de pensions: D/XIX/42. Diocèse, état des religieuses, 1790 : D/XIX/5.

Sarreguemines (Moselle). Réclamation des autorités auprès du Comité des décrets sur l'envoi et la promulgation des décrets: D/I§1/33, dossier 253.

Sarrelouis (Allemagne, Sarre, alors : Moselle, nom révolutionnaire : Sarrelibre). Représentant en mission, Faure de la Haute-Loire, pour la levée des chevaux, an II: D/III/347.

Sarthe (département). Administration du département, des districts et municipalités, réunions et démembrements de communes, observations sur l'ordre judiciaire, tribunaux de commerce, constitution civile du clergé, fuite du Roi, départ de Mesdames tantes du Roi, adresses, dossiers du Comité de constitution : D/IV/59. Biens nationaux, La Flèche, Visitation, inventaire des biens: D/XIX/30, dossier 484. Circonscriptions administratives et judiciaires, circonscriptions des paroisses: D/IV *bis*/103 ; districts et cantons, création: D/IV *bis*/16; états des districts, cantons et municipalités, limites des départements, revendications de chefs-lieux, nomination de commissaires de police, de juges de paix et de notaires: D/IV *bis*/73 ; juges de paix, création, demandes de communes: D/IV *bis*/35; limites entre départements, réunions et distractions de communes, emplacement des tribunaux: D/IV *bis*/89 ; tribunaux, création et emplacement, demandes et mémoires de communes: D/IV *bis*/30; tribunaux de commerce, création, demandes de communes: D/IV *bis*/34. Comité des droits féodaux, adresses et correspondances du département : D/XIV/10. Comité de salut public, correspondance avec les autorités locales sur les nominations et destitutions : D/XLII/12. Contributions patriotiques: D/XXXIV/5, dossier 2 *bis*. Cultes, pièces jointes aux feuilles de travail du Comité ecclésiastique: D/XIX/97. Département, organisation administrative, notification à l'Assemblée, 1790 : D/XIX/29. Députés et suppléants à la Convention, Lehault (Bernard-Pierre), suppléant admis à siéger, et Baruville, suppléant ?, dossier du Comité des décrets : D/I§1/38; suppléants, correspondance du Comité des décrets avec le département : D/I§1/39, dossier 279.

Finances, correspondances du département, mémoires et réclamations de particuliers et de municipalités sur les finances, les assignats, les impositions locales, les demandes d'emprunts locaux, les ateliers de charité, dossiers du Comité des finances : D/VI/50. Frais de traitement de la justice et des directoires des districts et du département : D/IV *bis*/49. Justice, tribunaux d'appel, état: D/IV/71. Lettre renvoyée par la Législative au Comité des pétitions: D/XL/4; lettres renvoyées à la commission des Douze : D/XL/15; par la Convention au Comité des pétitions: D/XL/23. Notaires, placement: D/IV *bis*/92/D. Ordre public, attroupement dans les districts de Sablé et Sillé, arrêté du département imprimé, septembre 1793 : D/XLII/12. Population, tableaux, tenue, correspondance du Comité de division avec les districts : D/IV *bis*/42; tableaux par districts : D/IV *bis*/52. Représentants en mission, Génissieu (Jean-Joseph-Victor): D/§1/21 à 24.

Saulieu (Côte-d'Or). Municipalité, tribunal, création et emplacement, demande : D/IV *bis*/21.

Saunier, commissaire aux secours publics en Belgique, rapport aux représentants en mission près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse: D/§3/91.

Sautaÿra (Pierre-Barthélemy), député de la Drôme à la Convention décédé, dossier du Comité des décrets : D/I§1/37.

Sauvagnac (Ferlat de), voir : Ferlat de Sauvagnac.

Sauveur (congrégation de Notre). État général des religieux, 1790: D/XIX/11.

Savant, voir : Sciences.

Savary (Louis-Jacques), conventionnel de l'Eure, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/356-357.

Savenay (Loire-Inférieure). District, détenus sur lettres de cachet, état: D/V/4, dossier 49.

Savoie (province du royaume de Piémont-Sardaigne avant l'annexion). Armements par le gouvernement sarde dénoncés par les habitants d'Allevard (Isère) : D/XXIII/1, dossier 13.

Saxe (Allemagne), voir : Diplomatie (Allemagne, Saxe).

Scellier (Antoine-Gérard), suppléant de la Somme à la Convention admis à siéger, dossier du Comité des décrets : D/I§1/38.

Schantz (chevalier de), détenu sur lettres de cachet, réclamation: D/V/2, dossier 26.

Science, savant, voir : Académie des sciences, Archéologie, Art (sciences et), Astronomie, Chimie, Géographie, Géométrie, Histoire, Physique, Santé (chirurgie, médecine). Savants, pensions: D/X/1, dossier 2 ; récompenses, secours et demandes d'emploi: D/XXXVIII/4, dossiers 59 à 64.

Sculpteur (sculpture, statue), voir aussi : Académie de peinture et de sculpture. Sculpteur, voir : Houdon (Jacques-Philippe). Sculpture: D/XXXVIII/2, dossier 25.
- Statue. Moitte (André), sculpteur du roi chargé d'exécuter celle de Cassini (César-François dit de Thury), mémoire de fournitures, dossiers du Comité des finances: D/VI/11, dossier 110. Rousseau (Jean-Jacques), Voltaire (François-Marie Arouet dit), projets: D/IV/51.

Secours, voir : Assistance.

Secours publics (Comité des) : **D/XXVII**. Correspondance du Comité des décrets sur l'envoi et la promulgation des décrets: D/I§1/32.

Sedan (Ardennes). Cultes, ecclésiastiques, déclarations collectives de titres et de pensions: D/XIX/42. Juge de paix, correspondance avec les représentants en mission près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse : D/§3/109, dossier 1057.

Sées (Orne). Diocèse, état des religieuses, 1790 : D/XIX/9. Ordre public, troubles contre les impôts, 1790 : D/VI/8, dossier 77.

Segré (Maine-et-Loire). Réclamation des autorités auprès du Comité des décrets sur l'envoi et la promulgation des décrets: D/I§1/33, dossier 253.

Seine (département, auparavant : département de Paris), voir: Paris (département).

Seine-Inférieure (département). Administration du département, des districts et municipalités, réunions et démembrements de communes, observations sur l'ordre judiciaire, tribunaux de commerce, constitution civile du clergé, fuite du Roi, départ de Mesdames tantes du Roi, adresses, dossiers du Comité de constitution : D/IV/61. Armée, lettres d'autorités constituées à la Législative renvoyées au Comité de la Guerre: D/XV/4, dossier 35. Assemblées électorales, 1790-1791, état des citoyens actifs et des électeurs: D/IV *bis*/38. Circonscriptions administratives et judiciaires, circonscriptions des paroisses: D/IV *bis*/104 ; paroisses de Gournay: D/IV *bis*/106 ; districts et cantons, création: D/IV *bis*/17; tableau de division du département en districts et cantons : D/IV *bis*/38; états des districts, cantons et municipalités, limites des départements, revendications de chefs-lieux, nomination de commissaires de police, de juges de paix et de notaires: D/IV *bis*/74 ; juges de paix, création, demandes de communes: D/IV *bis*/35; limites entre départements, réunions et distractions de communes, emplacement des tribunaux: D/IV *bis*/90 ; tribunaux, création et emplacement, demandes et mémoires de communes: D/IV *bis*/31; tribunaux de commerce, création, demandes de communes: D/IV *bis*/34. Comité des droits féodaux, adresses et correspondances du département : D/XIV/10 et 12. Comité de législation, correspondance avec les autorités locales et les particuliers sur l'organisation administrative et judiciaire : D/III/269 à 274. Comité de salut public, correspondance avec les autorités locales sur les nominations et destitutions : D/XLII/12. Contributions patriotiques: D/XXXIV/5, dossier 2 *bis*. Correspondance de corps administratifs avec le Comité des pétitions sur le *Bulletin*

de la Convention: D/XL/27. Cultes, objets du culte offerts en don patriotique, communes d'Yvetot: D/XXXIV/6 ; pensions, prestations de serment et suppressions de paroisses, réclamations, pétitions d'administrations et de particuliers: D/XIX/45 ; pièces jointes aux feuilles de travail du Comité ecclésiastique: D/XIX/97 ; traitements et bâtiments, dossiers du Comité de l'ordinaire des finances de la Législative: D/VI/13. Département, organisation administrative, notification à l'Assemblée, 1790 : D/XIX/29. Députés et suppléants à la Convention, Albitte (Jean-Louis) jeune, Lecomte (Pierre) et Revel (François-Bernard), suppléants admis à siéger, dossier du Comité des décrets : D/I§1/38. Finances, correspondances du département, mémoires et réclamations de particuliers et de municipalités sur les finances, les assignats, les impositions locales, les demandes d'emprunts locaux, les ateliers de charité, dossiers du Comité des finances : D/VI/50 et 51; lettres et délibérations des corps administratifs renvoyées par l'Assemblée au Comité des finances: D/VI/63; montant des fermages et loyers des biens nationaux perçus et disponibles au 1er janvier 1791 et montant probable des traitements et pensions à la même époque, dossiers du Comité ecclésiastique: D/XIX/19. Cultes, troubles causés par les prêtres réfractaires, 1791: D/XIX/22, dossier 365. Frais de traitement de la justice et des directoires des districts et du département : D/IV *bis*/49. Justice, tribunaux d'appel, état: D/IV/71. Lettres, adresses et mémoires renvoyés par la Législative au Comité des pétitions: D/XL/4; à la commission de correspondance: D/XL/5; à la commission des Douze : D/XL/15; par la Convention au Comité des pétitions: D/XL/23. Monnaies et assignats, adresses : D/VIII/2, dossier 3. Notaires, placement: D/IV *bis*/92/A, 92/D. Ordre public, dossiers du Comité des rapports : D/XXIX/14 ; Rouen, boulangeries pillées, juillet 1789: D/XI/2, dossier 10. Population, tableaux, tenue, correspondance du Comité de division avec les districts : D/IV *bis*/42; tableaux par districts : D/IV *bis*/52. Prisons, détenus sur lettres de cachet: D/V/5, dossier 57 ; Saint-Yon, maison de, détenus sur lettres de cachet, état: D/V/3, dossier 34. Représentants en mission, Delacroix d'Eure-et-Loir (Jean-François), Legendre (Louis), Louchet (Louis): D/§1/10 ; Duport (Bernard-Jean-Maurice): D/§1/17 à 20; Siblot (Claude-François-Bruno): D/§1/42.

Seine-et-Marne (département). Administration du département, des districts et municipalités, réunions et démembrements de communes, observations sur l'ordre judiciaire, tribunaux de commerce, constitution civile du clergé, fuite du Roi, départ de Mesdames tantes du Roi, adresses, dossiers du Comité de constitution : D/IV/62. Biens nationaux, Maisoncelles [-en-Brie], inventaire de biens ecclésiastique: D/XIX/30, dossier 484. Circonscriptions administratives et judiciaires, circonscriptions des paroisses: D/IV *bis*/104 et 106 ; districts et cantons, création: D/IV *bis*/17; états des districts, cantons et municipalités, limites des départements, revendications de chefs-lieux, nomination de commissaires de police, de juges de paix et de notaires: D/IV *bis*/73 ; limites entre départements, réunions et distractions de communes, emplacement des tribunaux: D/IV *bis*/90 ; tribunaux, création et emplacement, demandes et mémoires de communes: D/IV *bis*/31; tribunaux de commerce, création, demandes de communes: D/IV *bis*/34. Comité des droits féodaux, adresses et correspondances du département : D/XIV/10 et 12. Comité de législation, correspondance avec les autorités locales et les particuliers sur l'organisation administrative et judiciaire : D/III/275 à 277. Comité de salut public, correspondance avec les autorités locales sur les nominations et destitutions : D/XLII/12. Contributions patriotiques: D/XXXIV/5, dossier 2 *bis*. Correspondance de corps administratifs avec le Comité des pétitions sur le *Bulletin de la Convention*: D/XL/27. Cultes, objets du culte offerts en don patriotique, communes de Brie-Comte-Robert, Châtenay [Chatenay-Malabry, Seine, Châtenay-en-France, Seine-et-Oise, ou Châtenay-sur-Seine, Seine-et-Marne ?], Esbly, Fontainebleau, Montgé [-en-Goële], Mormant, Ormesson [Ormesson ou Ormesson-sur-Marne, Seine-et-Oise ?], Villevaudé: D/XXXIV/6 ; pièces jointes aux feuilles de travail du Comité ecclésiastique: D/XIX/97 ; séminaire de Meaux, dépenses, dossiers du Comité de l'ordinaire des finances de la Législative: D/VI/13; Provins, paroisses, suppression de deux, dossier du Comité ecclésiastique: D/XIX/30, dossier 476 ; troubles causés par les prêtres réfractaires, 1791: D/XIX/22, dossier 365. Département, organisation administrative, notification à l'Assemblée, 1790 : D/XIX/29. Députés suppléants à la Convention, dossier du Comité des décrets : D/I§1/38; suppléants, correspondance du Comité des décrets avec le département : D/I§1/39, dossier 279. Dons patriotiques, communes de Coulommiers, Émerainville, Esbly, Meaux, Valence [-en-Brie ou Valence, Drôme ?]: D/XXXIV/7, dossier 12 e. Finances, correspondances du département, mémoires et réclamations de particuliers et de municipalités sur les finances, les assignats, les impositions locales, les demandes d'emprunts locaux, les ateliers de charité, dossiers du Comité des finances : D/VI/51; lettres et délibérations des corps administratifs renvoyées par l'Assemblée au Comité des finances: D/VI/63; réclamations sur l'administration des finances: D/VI/57. Frais de traitement de la justice et des directoires des districts et du département : D/IV *bis*/49. Justice, tribunaux d'appel, état: D/IV/71. Lettre renvoyée par la Législative au Comité des pétitions: D/XL/4; lettre renvoyée à la commission des Douze : D/XL/16; lettres renvoyées par la Convention au Comité des pétitions: D/XL/23. Notaires, placement: D/IV *bis*/92/A, 92/D. Ordre public, dossiers du Comité des rapports : D/XXIX/14 ; Crécy, troubles, novembre 1790: D/IV/62; Nemours, troubles contre le paiement des dîmes et du champart: D/XIV/10. Population, tableaux, tenue, correspondance du Comité de division avec les districts : D/IV *bis*/42; tableaux par districts : D/IV *bis*/53. Prisons, détenus sur lettres de cachet: D/V/5, dossier 57.

Seine-et-Oise (département). Administration du département, des districts et municipalités, réunions et démembrements de communes, observations sur l'ordre judiciaire, tribunaux de commerce, constitution civile du clergé, fuite du Roi, départ de Mesdames tantes du Roi, adresses, dossiers du Comité de constitution : D/IV/60. Armée, lettres d'autorités constituées à la Législative renvoyées au Comité de la Guerre: D/XV/4, dossier 35. Assemblées électorales, 1790-1791, état des citoyens actifs et des électeurs: D/IV *bis*/38. Circonscriptions administratives et judiciaires, circonscriptions des paroisses: D/IV *bis*/104 ; districts et cantons, création: D/IV *bis*/17; tableau de division du département en

districts et cantons : D/IV *bis*/38; états des districts, cantons et municipalités, limites des départements, revendications de chefs-lieux, nomination de commissaires de police, de juges de paix et de notaires: D/IV *bis*/73 ; juges de paix, création, demandes de communes: D/IV *bis*/35; limites entre départements, réunions et distractions de communes, emplacement des tribunaux: D/IV *bis*/90 ; tribunaux, création et emplacement, demandes et mémoires de communes: D/IV *bis*/30; tribunaux de commerce, création, demandes de communes: D/IV *bis*/34. Comité des droits féodaux, adresses et correspondances du département : D/XIV/10 et 12. Comité de législation, correspondance avec les autorités locales et les particuliers sur l'organisation administrative et judiciaire : D/III/278 à 282. Comité de salut public, correspondance avec les autorités locales sur les nominations et destitutions : D/XLII/12. Contributions, Ballainvilliers, terre de: D/VI/2. Contributions patriotiques: D/XXXIV/5, dossier 2 *bis*. Correspondance de corps administratifs avec le Comité des pétitions sur le *Bulletin de la Convention*: D/XL/27. Cultes, fabrique de la paroisse Saint-Louis de Versailles, demande de fonds, dossiers du Comité de l'ordinaire des finances de la Législative: D/VI/13; objets du culte offerts en don patriotique, communes d'Athis [-Mons], Ballancourt, Beaumont-sur-Oise, Belloy [Seine-et-Oise ou Oise ?], Boissy-Saint-Léger, Brunoy, Carrières-sous-Bois, Châtenay [Chatenay-Malabry, Seine, Châtenay-en-France, Seine-et-Oise, ou Châtenay-sur-Seine, Seine-et-Marne ?], Chennevières-sur-Marne, Chevannes, Crosne, Dourdan, Eaubonne, Écharcon, Épinay-sous-Sénart, Étampes, Étiolles, Gif, Gometz-le-Châtel, Grigny, La Queue-en-Brie, Le Chesnay, Le Perray [-en-Yvelines], Les Loges [-en-Josas], Leuville [-sur-Orge], Limeil-Brévannes, Linas, Maintenon, Meulan, Mons [auj. : Athis-Mons], Monthléry, Montmorency, Nointel [Seine-et-Oise ou Oise ?], Noisy-le-Grand, Ormesson [Ormesson-sur-Marne ou Ormesson, Seine-et-Marne ?], Ormoy, Presles, Saint-Brice-sous-Forêt, Saint-Cloud, Saint-Germain-lès-Arpajon, Saint-Michel-sur-Orge, Soisy-sous-Étiolles, Villabé, Ville-d'Avray, Villeneuve-Saint-Georges, Villiers-le-Bel, Villiers-sur-Marne, Viry [-Châtillon], Yerres: D/XXXIV/6 ; pièces jointes aux feuilles de travail du Comité ecclésiastique: D/XIX/97. Département, organisation administrative, notification à l'Assemblée, 1790 : D/XIX/29. Députés et suppléants à la Convention, Goujon (Jean-Marie-Claude-Alexandre) et Vénard (Henri-Étienne), suppléants admis à siéger, dossier du Comité des décrets : D/I§1/38. Dons patritiques, communes de Brunoy, Corbeil, Dourdan, Eaubonne, Étampes, Essonnes, Jagny, Le Coudray [-Montceaux], Louvres, Mennecy, Meulan, Montmorency, Morsang-sur-Seine, Noisy-le-Grand, Rambouillet, Saint-Brice-sous-Forêt, Saint-Germain-lès-Arpajon, Saint-Germain-en-Laye, Sèvres, Vélizy, Viarmes, Villeneuve-Saint-Georges, Villiers-sur-Marne, Yerres: D/XXXIV/7, dossier 12 e. Finances, correspondances du département, mémoires et réclamations de particuliers et de municipalités sur les finances, les assignats, les impositions locales, les demandes d'emprunts locaux, les ateliers de charité, dossiers du Comité des finances : D/VI/52 et 53; lettres et délibérations des corps administratifs renvoyées par l'Assemblée au Comité des finances: D/VI/63. Frais de traitement de la justice et des directoires des districts et du département : D/IV *bis*/49. Justice, tribunaux d'appel, état: D/IV/71. Lettres, adresses et mémoires renvoyés par la Législative au Comité des pétitions: D/XL/4; à la commission des Douze : D/XL/16; par la Convention au Comité des pétitions: D/XL/23. Monnaies et assignats, adresses : D/VIII/2, dossier 3. Notaires, placement: D/IV *bis*/92/D. Ordre public, dossiers du Comité des rapports : D/XXIX/14 ; Marnes (Deux-Sèvres, ou Marnes-la-Coquette, Seine-et-Oise ?), troubles, 1790: D/IV/12, dossier 193. Population, tableaux, tenue, correspondance du Comité de division avec les districts : D/IV *bis*/42 ; tableaux par districts : D/IV *bis*/53; tableau de la population indigente, 1791 : D/IV *bis*/49.

Sel.
- Greniers à sel (d'Ancien Régime). Offices, remboursement: D/XVII/7, dossier 94.

Sellerie, voir : Cuir.

Sémonville (Charles-Louis Huguet de), plénipotentiaire français en mission à Gênes arrêté par le gouvernement sarde à Alexandrie: D/XXIII/1, dossier 13.

« *Semur-en-Auxois* (Côte-d'Or) », sans doute Semur-en-Brionnais. Municipalité, tribunal, création et emplacement, demande : D/IV *bis*/21.

Senlis (Oise). Diocèse, état des religieuses, 1790 : D/XIX/5. District, états des chevaux, voitures et chariots: D/§3/106 et 107.

Sens (Yonne). Diocèse, état des religieuses, 1790 : D/XIX/9.

Séquestre. Levée de séquestre de biens de Belgique et du Nord-est de la France: D/§3/73 à 87.

Sergent, citoyen du district de Saint-Jacques-de-l'Hôpital de Paris, projet de monument à la gloire de Louis XVI: D/I§2/3.

Sergent (Antoine-François), conventionnel de Paris, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/356-357.

Serment, voir aussi : Cultes (serment des ecclésiastiques). De bourgeoisie de la ville de Bruxelles : D/§3/93.
- Civique. **Aveyron**, Espalion, fête de la Fédération du 14 juillet 1790, procès-verbal de prestation du sement civique: D/IV/20.

Servan (Joseph), ministre de la Guerre: D/XV/2, dossier 12.

Servane (de), détenu sur lettres de cachet, réclamation: D/V/3, dossier 37.

Serve (Joseph), déporté de Saint-Domingue traduit au Tribunal révolutionnaire : D/XXV/56, dossier 553.

Seurre (Côte-d'Or). Municipalité, tribunal, création et emplacement, demande : D/IV *bis*/21.

Séverac-le-Château (Aveyron). Cultes, ecclésiastiques, déclarations collectives de titres et de pensions: D/XIX/42.

Sèvres (Seine-et-Oise, auj. : Hauts-de-Seine). Manufacture, artistes, adresse: D/IV/13, dossier 224 ; pétition des ouvriers pour être reconnus citoyens actifs: D/IV/60.

Deux-Sèvres (département). Administration du département, des districts et municipalités, réunions et démembrements de communes, observations sur l'ordre judiciaire, tribunaux de commerce, constitution civile du clergé, fuite du Roi, départ de Mesdames tantes du Roi, adresses, dossiers du Comité de constitution : D/IV/63. Assemblées électorales, 1790-1791, état des citoyens actifs et des électeurs: D/IV *bis*/38. Circonscriptions administratives et judiciaires, circonscriptions des paroisses: D/IV *bis*/104 ; paroisses de Parthenay: D/IV *bis*/106 ; districts et cantons, création: D/IV *bis*/17; tableau de division du département en districts et cantons : D/IV *bis*/38; états des districts, cantons et municipalités, limites des départements, revendications de chefs-lieux, nomination de commissaires de police, de juges de paix et de notaires: D/IV *bis*/74 ; juges de paix, création, demandes de communes: D/IV *bis*/35; limites entre départements, réunions et distractions de communes, emplacement des tribunaux: D/IV *bis*/90 ; tribunaux, création et emplacement, demandes et mémoires de communes: D/IV *bis*/31; tribunaux de commerce, création, demandes de communes: D/IV *bis*/34. Comité des droits féodaux, adresses et correspondances du département : D/XIV/10 et 12. Comité de législation, correspondance avec les autorités locales et les particuliers sur l'organisation administrative et judiciaire : D/III/283 et 284. Comité de salut public, correspondance avec les autorités locales sur les nominations et destitutions : D/XLII/12. Contributions patriotiques: D/XXXIV/5, dossier 2 *bis*. Cultes, pensions, prestations de serment et suppressions de paroisses, réclamations, pétitions d'administrations et de particuliers: D/XIX/45; pièces jointes aux feuilles de travail du Comité ecclésiastique: D/XIX/97. Département, organisation administrative, notification à l'Assemblée, 1790 : D/XIX/29. Députés et suppléants à la Convention, Chauvin-Hersant (François-Augustin), suppléant admis à siéger, dossier du Comité des décrets : D/I§1/38. Finances, correspondances du département, mémoires et réclamations de particuliers et de municipalités sur les finances, les assignats, les impositions locales, les demandes d'emprunts locaux, les ateliers de charité, dossiers du Comité des finances : D/VI/53; lettres et délibérations des corps administratifs renvoyées par l'Assemblée au Comité des finances: D/VI/63. Justice, tribunaux d'appel, état: D/IV/71. Lettres, adresses et mémoires renvoyés par la Législative au Comité des pétitions: D/XL/4; à la commission des Douze : D/XL/16; par la Convention au Comité des pétitions: D/XL/23. Notaires, placement: D/IV *bis*/92/D. Ordre public, dossiers du Comité des rapports : D/XXIX/14 ; Marnes (Deux-Sèvres, ou Marnes-la-Coquette, Seine-et-Oise ?), troubles, 1790: D/IV/12, dossier 193. Population, tableaux, tenue, correspondance du Comité de division avec les districts : D/IV *bis*/42.

Sexes (Société fraternelle des deux -), voir : Société.

Sézanne (Marne). Cultes, ecclésiastiques, déclarations collectives de titres et de pensions: D/XIX/42.

Siblot (Claude-François-Bruno), conventionnel de la Haute-Saône, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/356-357 ; représentant en mission, Eure et Seine-Inférieure: D/§1/42.

Siège de guerre. De la Martinique, journal de Rochambeau: D/XXV/117 , dossier 912.

Sillé [*-le-Guillaume*] (Sarthe). District, attroupement, arrêté du département imprimé, septembre 1793 : D/XLII/12.

Simond (Philibert), conventionnel du Bas-Rhin, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/356-357 ; représentant en mission, Mont-Blanc: D/§1/25.

Sisteron (Basses-Alpes). Diocèse, état des religieuses, 1790 : D/XIX/9.

Six (commission des – de la Convention), voir : Convention

Société populaire. Circulaire du Comité des pétitions, section de la correspondance, demandant aux sociétés populaires des chefs-lieux de districts destinataires du *Bulletin de la Convention* d'en diffuser le contenu à celles des environs : D/XL/30, dossier 5. Sociétés populaires: D/XXXVIII/5, dossier 71. Sociétés républicaines de Paris et des départements, listes: D/XLII/5, dossier 7. **Aisne**, Saint-Quentin, dénonciations: D/§3/35, dossier 339 ; Soissons, troubles entre la municipalité et les clubs : D/XXIX *bis*/ 40, dossier 405.. **Belgique**, Bruxelles, Société des amis de la liberté et de l'égalité, note pour la construction d'une salle des séances: D/§3/29, dossier 282. **Calvados**, Lisieux, Amis de la Constitution, adresse pour le rachat des captifs enlevés par des pirates africains: D/XXIII/2, dossier 34. **Gironde**, pièces envoyées par la commission populaire aux départements du Calvados et de la Meuse en juin 1793: D/XLII/4. **Hérault**, Montpellier, amis de la Constitution, adresse sur les spectacles et les honoraires réclamés par les auteurs: D/IV/33. Isère, Voiron, société populaire, mémoire sur les moyens d'administrer avec économie les grains et légumes: D/XLI/1, dossier 3. **Landes**, Dax, société d'amis de la Constitution, fermeture, août 1790 : D/IV/36. Dans l'Ouest, lettres et rapports, reliquats du Comité de salut public sur la Vendée : D/XLII/3, dossier 5. **Haute-Marne**, Joinville, société des sans-culottes, protestation contre un arrêté interdisant les fonctions publiques aux anciens prêtres: D/XLII/10. **Paris**, société des Jacobins et société fraternelle des deux sexes, correspondance avec le Comité de législation: D/III/240-242. **Rhône-et-Loire**, Lyon, adresse des clubs des sections réunis au club du Centre sur l'égalité des partages dans les familles: D/XIV/10.

- Autres sociétés politiques. Société des colons réunis à l'hôtel Massiac, voir : Colons (société des - réunis à l'hôtel Massiac). Société des victimes du pouvoir arbitraire, membres, liste: D/V/4, dossier 54.

Soie, voir : Textile.

Soissons (Aisne). Biens nationaux, aliénation, procès-verbaux, états d'opérations et estimations: D/XXII/2,

dossier 12. Camp de Soissons, observations renvoyées par la Législative à la commission des Douze : D/XL/17. Cultes, chanoines de Saint-Jean-des-Vignes, état général des religieux, 1790: D/XIX/12 ; diocèse, état des religieuses, 1790 : D/XIX/8. District, secours publics : D/§3/91. Généralité, population, tableau: D/IV *bis*/46. Réquisitions pour l'armée du Nord, états: D/§3/95, dossier 928 *bis* .

Solages (de), brigadier des armées du Roi accusé d'usurper les mines de charbon de Carmaux (Tarn): D/XIV/11.

Les soldats des despotes, chanson : D/§3/73, dossier 729.

Soller (L.), détenu sur lettres de cachet, réclamation : D/V/4, dossier 52.

Somme (département). Administration du département, des districts et municipalités, réunions et démembrements de communes, observations sur l'ordre judiciaire, tribunaux de commerce, constitution civile du clergé, fuite du Roi, départ de Mesdames tantes du Roi, adresses, dossiers du Comité de constitution : D/IV/64. Assemblées électorales, 1790-1791, procès-verbaux et délibérations des directoires et municipalités: D/IV *bis*/36. Circonscriptions administratives et judiciaires, circonscriptions des paroisses: D/IV *bis*/105 ; districts et cantons, création: D/IV *bis*/17; états des districts, cantons et municipalités, limites des départements, revendications de chefs-lieux, nomination de commissaires de police, de juges de paix et de notaires: D/IV *bis*/74 ; juges de paix, création, demandes de communes: D/IV *bis*/35; limites entre départements, réunions et distractions de communes, emplacement des tribunaux: D/IV *bis*/90 ; tribunaux, création et emplacement, demandes et mémoires de communes: D/IV *bis*/31; tribunaux de commerce, création, demandes de communes: D/IV *bis*/34. Comité des droits féodaux, adresses et correspondances du département : D/XIV/10 et 12. Comité de législation, correspondance avec les autorités locales et les particuliers sur l'organisation administrative et judiciaire : D/III/285 à 287. Comité de salut public, correspondance avec les autorités locales sur les nominations et destitutions : D/XLII/12. Contributions patriotiques: D/XXXIV/5, dossier 2 *bis*. Correspondance de Ham avec le Comité des pétitions sur le *Bulletin de la Convention*: D/XL/27. Cultes, traitements et bâtiments, dossiers du Comité de l'ordinaire des finances de la Législative: D/VI/13; pièces jointes aux feuilles de travail du Comité ecclésiastique: D/XIX/97 ; troubles causés par les prêtres réfractaires, 1791: D/XIX/22, dossier 365. Département, organisation administrative, notification à l'Assemblée, 1790 : D/XIX/29. Députés et suppléants à la Convention, Dequen (Honoré-François), Scellier (Antoine-Gérard) et Vasseur (Louis-Jacques-Alexandre), suppléants admis à siéger, dossier du Comité des décrets : D/I§1/38. , Dons patriotiques: D/XXXIV/7, dossier 12 e. Finances, correspondances du département, mémoires et réclamations de particuliers et de municipalités sur les finances, les assignats, les impositions locales, les demandes d'emprunts locaux, les ateliers de charité, dossiers du Comité des finances : D/VI/53; lettres et délibérations des corps administratifs renvoyées par l'Assemblée au Comité des finances: D/VI/63; réclamations sur l'administration des finances: D/VI/57. Frais de traitement de la justice et des directoires des districts et du département : D/IV *bis*/48. Justice, tribunaux d'appel, état: D/IV/71. Guerre, lettres d'autorités constituées à La Fayette, général en chef de l'armée du Nord: D/XV/2, dossier 20. Lettres, adresses et mémoires renvoyés par la Législative au Comité des pétitions: D/XL/4; à la commission des Douze : D/XL/16; par la Convention au Comité des pétitions: D/XL/23. Notaires, placement: D/IV *bis*/92/D. Ordre public, dossiers du Comité des rapports : D/XXIX/14 ; Péronne, troubles contre les impôts, 1790 : D/VI/8, dossier 77. Population, tableaux, tenue, correspondance du Comité de division avec les districts : D/IV *bis*/42 et 53. Représentants en mission, Blaux (Nicolas-François) : D/§1/8.

Sonthonax (Léger-Félicité), commissaire aux îles sous le Vent, 1792-an III : D/XXV/4 à 44 ; an IV : D/XXV/45 ; papiers, inventaire : D/XXV/57, dossier 566.

Souilly (Seine-et-Marne, auj. : Claye-Souilly) Canal à ouvrir par le sieur Brullée à ses frais commençant sur la Beuvronne près du pont: D/VI/7, dossier 51.

Sournia (Pyrénées-Orientales). Cultes, ecclésiastiques, déclarations collectives de titres et de pensions: D/XIX/42.

Soyons (Ardèche). Presbytère, réclamation par Pansu, curé, pour le paiement de réparations faites en 1791: D/XL/30, dossier 5.

Pays de *Spa* (Belgique, province de Liège). Organisation administrative et judiciaire, suppression des dîmes, vente des biens nationaux, assignats, pétitions, dénonciations contre des représentants en mission, successions, révisions de jugements, dossiers du Comité de législation : D/III/309.

Spectacle, voir aussi : Théâtre. Spectacles: D/XXXVIII/3, dossier 48.
- Affaires par localités. **Haute-Garonne**, Toulouse, duels et troubles aux spectacles: D/IV/30. **Moselle**, Metz, troubles au spectacle, brumaire an IV: D/XLII/10.

Spire (Allemagne, Rhénanie-Palatinat). Evêque, mémoire, dossier du Comité des droits féodaux: D/XIV/13, dossier 91.

Sta (François-Marie-Louis-Nicolas-Antoine), procureur syndic du district de Lille chargé des fonctions de commissaire en Belgique, lettres du général O'Moran: D/XXIII/2, dossier 31

Stanislas, roi de Pologne (Stanislas Leczinski, roi de Pologne, duc de Lorraine). Maison de -: D/X/3, dossier 25.

Statistique. Comptes de l'ordinaire du Trésor royal de 1771 à 1777 : D/XII/1. Compte général des recettes et dépenses de l'État du 1er mai 1789 au 30 avril 1790: D/VI/12, dossier 130. Compte général des recettes et des dépenses de l'État et états des recettes et des dépenses du Trésor public de 1789 à 1791: D/VI/14 à 17. Compte général des recettes et dépenses de la Trésorerie nationale de mai

1789 à août 1791 : D/VI/16, dossier 173. États départementaux de montants des fermages et loyers des biens nationaux perçus et disponibles au 1er janvier 1791 et de montant probable des traitements et pensions à la même époque, dossiers du Comité ecclésiastique: D/XIX/18 et 19. État de situation des finances de la France, de l'étendue de la populations et des contributions de chaque généralité du royaume: D/VI/64. Frais de justice et d'administration des départements et districts, tableaux: D/IV *bis*/48 et 49. Recette générale des finances, situation de 1787 à 1790, recette de la généralité de Montauban, situation de 1787 à 1790 et recettes des bailliages de Baume [-les-Dames] et Ornans, situation en 1788: D/VI/7, dossier 57. Relevé de l'effectif des troupes et des chevaux de l'armée de 1787 à 1790 envoyé par le ministre de la Guerre Duportail: D/VI/7, dossier 56. Résumé et états des dépenses de l'administration générale du commerce (1788-1789), dossiers du Comité des finances: D/VI/4. **Seine-et-Oise**, tableau de la population indigente, 1791 : D/IV *bis*/49. Tableaux de population: D/IV *bis*/40 à 47 et 50 à 53.

Steenokkerzeel (Belgique, Brabant). Réquisitions pour l'armée du Nord, pétition: D/§3/97, dossier 936.

Sténographie: D/XXXVIII/2, dossier 30.

Sterrebeek (Belgique, Brabant, auj. : commune de Zaventem). Réquisitions pour l'armée du Nord, pétition: D/§3/97, dossier 936.

Stevenotte, commissaire civil à Luxembourg, correspondance : D/§3/19 et 20.

Strasbourg (Bas-Rhin). Collège fondé par Louis XIV: D/IV/56. Cultes, ecclésiastiques, déclarations collectives de titres et de pensions: D/XIX/42 ; droits civils des membres de la confession d'Augsbourg: D/IV/56. Envoi de patriotes prononcés par les communes de Lodève et Montpellier: D/XLII/9. Protestation des citoyens électeurs du département du Bas-Rhin contre les arrestations arbitraires d'habitants de Strasbourg sur la rive droite du Rhin: D/XXIII/2, dossier 34. Protestation du prince de Hohenlohe, écolâtre de l'église de Strasbourg, contre l'enlèvement des archives de cette église: D/XXIX/12.

Stuttgart (Allemagne, Bade-Wurtemberg). : D/XL/17.

Subsistances, voir : Approvisionnement.

Subsistances (Comité des) : **D/XLI**.

Succession, voir aussi : Droit (testament). Adhésion de la municipalité de Vannes au principe du partage égal des héritages nobles: D/XIV/7. Donations et successions pétitions, dossiers du Comité de législation : D/III/382 ; loi du 17 nivôse an II, adresses à l'Assemblée ou au Comité de législation : D/III/336 à 339. Belgique, pays de Luxembourg, pays de Salm, pays de Spa, pays de Trèves, dossiers du Comité de législation : D/III/309. Fournier (Marie-Thérèse), morte en Louisiane en 1769, succession recueillie par le gouvernement revendiquée par les héritiers: D/XVIII/1, pièces 15-16. Lemaître (femme), de Falaise (Calvados), adresse à la Constituante pour l'égalité dans le système successoral D/XIV/2. **Rhône-et-Loire**, Lyon, adresse des clubs des sections réunis au club du Centre sur l'égalité des partages dans les familles: D/XIV/10.

Suède, voir aussi : Diplomatie (Suède). Navigation, Wesembert, négociant suédois, adresse sur la prise du vaisseau suédois *le Neptune*, capitaine J. Cammerat, par *l'Alceste*: D/XVI/3, dossier 26.

Suisse, voir aussi : Diplomatie (Suisse). **Hérault**, Montpellier, projet de contre-révolution préparé en - par le bureau municipal: D/IV/33. **Paris**, pétition de patriotes suisses contre l'extradition de plusieurs des leurs demandée par le conseil de Fribourg: D/IV/50.
- Garde suisse du Roi et régiment suisse de Châteauvieux (août 1791-août 1792): D/XXIII/2, dossier 30. Régiment suisse d'Ernest, conduite au théâtre à Marseille, plaintes : D/XV/6, dossier 7.

Suleau, détenu sur lettres de cachet, réclamation: D/V/3, dossier 30.

Suresnes (département de Paris puis de la Seine, auj. : Hauts-de-Seine). Impositions: D/VI/2.

Sûreté générale (Comité) : **D/XLIII**. Correspondance du Comité des décrets sur l'envoi et la promulgation des décrets: D/I§1/32. Députés, dénonciations, dossiers remis par le Comité de sûreté générale au Comité de législation : D/III/343 à 359. Rapports faits aux Comités de sûreté générale et des inspecteurs de la salle et à la commission des administrations civiles, police et tribunaux, enregistrement: D*/XXXV/C/12. Saint-Domingue, troubles, arrêtés et extraits de procès-verbaux du Comité de salut public et du Comité de sûreté générale : D/XXV/57, dossier 559.

Surveillance (comités), tableaux de places vacantes, dossiers du Comité de salut public: D/XLII/7, dossier 4.

T

Tabac (régies d'Ancien Régime), voir : Contributions d'Ancien Régime.

Taillefer (Jean-Guillaume), conventionnel de la Dordogne, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/356-357.

Taillevis-Perrigny (Louis-Charles, adjoint à la première division du ministère de la Marine destitué en 1793 ?), dossier de la commission des Douze de la Législative : D/XL/17.

Tain [*-l'Hermitage*] (Drôme). Cultes, ecclésiastiques, déclarations collectives de titres et de pensions: D/XIX/42.

Talleyrand-Périgord (Charles-Maurice de), constituant, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/356-357.

TALLIEN (Jean-Lambert), conventionnel de Seine-et-Oise, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/354-355.

Tanlay (Yonne). Couvent, détenus sur lettres de cachet: D/V/3, dossier 39, 4, dossier 44.

Tapis, tapisserie. Manufacture, voir : Paris, ville, manufacture de la Savonnerie.

Tarascon [*-sur-Ariège*] (Ariège). Réclamation des autorités auprès du Comité des décrets sur l'envoi et la promulgation des décrets: D/I§1/33, dossier 253.

Tarbes (Hautes-Pyrénées). Diocèse, état des religieuses, 1790 : D/XIX/5.

TARDIEU (l'abbé DE), de Vinezac (Ardèche), lettre à la Constituante sur les abus ayant causé les excès commis dans les campagnes, dossier du Comité des droits féodaux: D/XIV/1.

Tarn (département). Administration du département, des districts et municipalités, réunions et démembrements de communes, observations sur l'ordre judiciaire, tribunaux de commerce, constitution civile du clergé, fuite du Roi, départ de Mesdames tantes du Roi, adresses, dossiers du Comité de constitution : D/IV/65. Assemblées électorales, 1790-1791, état des citoyens actifs et des électeurs: D/IV *bis*/38. Assemblée électorale, an IV, procès- verbaux : D/XLII/12. Circonscriptions administratives et judiciaires, circonscriptions des paroisses, district de Castres: D/IV *bis*/105 ; districts et cantons, création: D/IV *bis*/17; tableau de division du département en districts et cantons : D/IV *bis*/38; états des districts, cantons et municipalités, limites des départements, revendications de chefs-lieux, nomination de commissaires de police, de juges de paix et de notaires: D/IV *bis*/75 ; limites entre départements, réunions et distractions de communes, emplacement des tribunaux: D/IV *bis*/91 ; tribunaux, création et emplacement, demandes et mémoires de communes: D/IV *bis*/31; tribunaux de commerce, création, demandes de communes: D/IV *bis*/34. Comité des droits féodaux, adresses et correspondances du département : D/XIV/11. Comité de législation, correspondance avec les autorités locales et les particuliers sur l'organisation administrative et judiciaire : D/III/288 et 289. Comité de salut public, correspondance avec les autorités locales sur les nominations et destitutions : D/XLII/12. Contributions patriotiques: D/XXXIV/5, dossier 2 *bis*. Correspondance de corps administratifs avec le Comité des pétitions sur le *Bulletin de la Convention*: D/XL/27. Cultes, pièces jointes aux feuilles de travail du Comité ecclésiastique: D/XIX/97 ; traitements et bâtiments, dossiers du Comité de l'ordinaire des finances de la Législative: D/VI/13. Département, organisation administrative, notification à l'Assemblée, 1790 : D/XIX/29. Députés et suppléants à la Convention, Deltel (Jean), Terral (Joseph) et Tridoulat (Louis-Gaspard), suppléants admis à siéger, dossier du Comité des décrets : D/I§1/38. Finances, correspondances du département, mémoires et réclamations de particuliers et de municipalités sur les finances, les assignats, les impositions locales, les demandes d'emprunts locaux, les ateliers de charité, dossiers du Comité des finances : D/VI/54. demandes de secours pour insuffisance de fonds ou à la suite de sinistres, pièces jointes au rapport de Lacoste-Montlauzier, député du Lot à la Législative: D/VI/19. Frais de traitement de la justice et des directoires des districts et du département : D/IV *bis*/48. Justice, tribunaux d'appel, état: D/IV/71. Lettre renvoyée par la Législative au Comité des pétitions: D/XL/4; lettre renvoyée à la commission de correspondance: D/XL/5; lettre de Lavaur renvoyée à la commission des Douze : D/XL/16; lettres renvoyées par la Convention au Comité des pétitions: D/XL/23. Monnaies et assignats, adresses : D/VIII/2, dossier 3. Ordre public, dossiers du Comité des rapports : D/XXIX/14 ; Massaguel, troubles, juillet 1790: D/IV/65. Population, tableaux, tenue, correspondance du Comité de division avec les districts : D/IV *bis*/42; tableaux par districts : D/IV *bis*/53.

Télégraphie: D/XXXVIII/3, dossier 44.

Termonde (Belgique, Flandres-Orientales). Mont-de-piété, inventaire: D/§3/92. Objets d'art, transfert dans l'intérieur de la République: D/§3/59.

TERNAUX, président du département de la Meuse décrété d'accusation pour son administration, procédure au tribunal criminel: D/III/327.

TERRAL (Joseph), suppléant du Tarn à la Convention admis à siéger, dossier du Comité des décrets : D/I§1/38.

TERRASSE DE TESSONNET (Jacques), aide de camp du prince de Condé, conspirateur à Lyon : D/XXIX *bis*/27, dossier 273, à 28, dossier 280.

Terre Sainte, commissaire général en France, dossier du Comité ecclésiastique: D/XIX/28.

TESSONNET (TERRASSE DE), voir : TERRASSE DE TESSONNET (Jacques).

Testament, voir : Droit, Succession.

TESTEVUIDE et BÉDIGIS, chargés de la confection du terrier général de la Corse et du dessèchement de la plaine de Mariana: D/XXIX/4.

TÉTIGNAT (DE LAUSSAT-), voir : LAUSSAT-TÉTIGNAT (DE).

Teutonique (ordre). Protestation de l'Électeur de Cologne comme grand-maître de l'ordre contre les décret de l'assemblée du mois d'août 1789: D/XIV/9.

Textile. **Ardèche**, Bourg-Saint-Andéol, pétition des marchands et fileurs de soie : D/XXIX/1.

Théâtin (ordre religieux). État général des religieux, 1790: D/XIX/12.

Théâtre, voir aussi : Paris (théâtre), Spectacle. Commission des administrations civiles, rapports sur les théâtres: D/III/368-370. Théâtre: D/XXXVIII/3, dossier 48.
- Affaires par localités, sauf Paris. **Bouches-du-Rhône**, Marseille, plaintes contre la conduite d'officiers du régiment suisse d'Ernest au -: D/XV/6, dossier 7.

Gironde, Bordeaux, théâtres des Variétés et de l'Ambigu comique: D/IV/32. **Hérault**, Montpellier, amis de la Constitution, adresse sur les spectacles et les honoraires réclamés par les auteurs: D/IV/33.

THÉVENARD (Antone-Jean-Marie), ministre de la Marine: D/XVI/1, dossier 7 et dossiers 10 à 13, 2 et 3, dossiers 27 à 29.

Thiais (département de Paris puis de la Seine, auj. : Val-de-Marne). Commune, correspondance avec le Comité de salut public: D/XLII/11.

THIBAULT (Anne-Alexandre-Marie), conventionnel du Cantal, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/354-355.

THIRION (Didier), conventionnel de la Moselle, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/356-357.

THOULOUSE (Jean-Joseph), suppléant de l'Ardèche à la Convention admis à siéger, dossier du Comité des décrets : D/I§1/36 ; dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/356-357.

THURIOT (Jacques-Alexis), conventionnel de la Marne: D/XL/30, dossier 5; dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/356-357.

TIERCELIN, de Paris, réclamation adressée à Camus contre l'installation du dépôt de la Guerre dans des maisons occupées par des familles pauvres: D/XVIII/1, pièces 35-36.

Tiercelin (ordre religieux). Religieux, intention de sortir ou de rester dans leurs maisons, 1790 : D/XIX/13; suppression des ordres religieux, lettres et adresses: D/XIX/15.

Timbre (direction du), procès-verbaux de versements d'assignats à la Trésorerie nationale: D/I§1/8 à 17.

Tirlemont (Belgique, Brabant). Domaines, bureau, comptes: D/§3/36, dossier 343. Hôpital, directeur, correspondance avec les représentants en mission près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse: D/§3/91. Réquisitions pour l'armée du Nord, états: D/§3/95, dossier 928 *bis*.

Titre (agence temporaire des titres). Correspondance de l'agence avec le Comité de législation : D/III/322-323.

Tobago (Antilles). Dossier du Comité des colonies : D/XXV/131. Voir : Alléon-Dulac, Bosque, Couturier-Duhatton et Fouquet, Guys, commissaire des guerres Jobal (Antoine de), général commandant.

TOCQUOT (Charles-Nicolas), député de la Meuse à la Convention démissionnant, dossier du Comité des décrets : D/I§1/37.

Tonnerre (Yonne). Correspondance du Comité des décrets avec les autorités constituées sur l'envoi et la promulgation des décrets: D/I§1/33, dossier 252. Fédéralisme, affaire de - et copies de procès-verbaux du conseil général de l'Yonne: D/XLII/4, dossier 10.

Toscane (Grand Duché de, Italie), voir : Diplomatie (Italie, Toscane).

TOUDIC (Pierre), suppléant des Côtes-du-Nord à la Convention admis à siéger, dossier du Comité des décrets : D/I§1/36.

Toul (Meurthe, auj. : Meurthe-et-Moselle). Diocèse, état des religieuses, 1790 : D/XIX/5. Lettre d'un électeur demandant que les citoyens de la classe la plus élevée soient obligés de prendre femme dans la dernière classe: D/IV/43.

Toulon (Var). Rébellion, siège de 1793, voir : Gironde (girondin). Ordre public, troubles: D/XXIX *bis*/28, dossiers 283 et 284 , et D/XXIX *bis*/41 et 42. Représentant en misison, Rouyer (Jean-Pascal), mission particulière pour la levée d'une armée : D/§1/39.

Toulouse (Haute-Garonne). Cultes, adresse d'un abbé à l'Assemblée, dossiers du Comité ecclésiastique: D/XIX/103. Diocèse, état des religieuses, 1790 : D/XIX/9. École navale à -, projet: D/IV/12, dossier 195. Ordre public, duels et troubles aux spectacles: D/IV/30. Rapport au Comité de salut public et arrêtés des représentants en mission près l'armée des Pyrénées sur les vivres et les munitions de guerre: D/XLII/4, dossier 6. Réclamation des autorités auprès du Comité des décrets sur l'envoi et la promulgation des décrets: D/I§1/33, dossier 253.

Tournai (Belgique, Hainaut). Annexion, lettres du général O'Moran (Jacques), au ministre des Affaires étrangères, 1793: D/XXIII/2, dossier 31. Commissaires du pouvoir exécutif français, 1792-1793: D/§2/4-5. Mont-de-piété, inventaire: D/§3/93. Place militaire, secrétaire, lettre aux représentants en mission près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse: D/§3/66, dossier 646. Tribunal criminel, accusateur public, correspondance avec les représentants en mission près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse et rapports décadaires : D/§3/108.

Tours (Indre-et-Loire). Biens nationaux, aliénation, procès-verbaux, états d'opérations et estimations: D/XXII/2, dossier 12. Diocèse, état des religieuses, 1790 : D/XIX/5. Généralité, états authentiques des domaines, des cens et rentes et des sols pour livre envoyés par Parizot, directeur des domaines à Tours, en janvier 1790: D/XIV/4.

TOURNEFORT, détenu sur lettres de cachet, réclamation : D/V/4, dossier 53.

Tracy [*-sur-Loire*] (Nièvre). Commune, plainte contre celle de Saint-Thibault (Cher) s'arrogeant l'exclusivité du droit de pêche dans la Loire: D/XIV/8.

Transports, voir : Canal, Navigation intérieure, Postes et messageries.

Transports et convois militaires, dossiers des représentants en mission près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse: D/§3/104 à 107.

Transports, postes et messageries (Comité des): **D/XLIV/1** (1 pièce). Correspondance du Comité des décrets sur l'envoi et la promulgation des décrets: D/I§1/32.

Travaux publics. Code des travaux publics, matériaux: D/XXXIX/12. Installation du Conseil des Cinq-Cents au Palais-Bourbon, dépenses, registres du Comité des inspecteurs de la salle : D*/XXXV/D/12 et 13. Dossier des représentants en mission près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse: D/§3/107, dossier 1043. **Saint-Domingue**, corvées d'agriculture et de voirie: D/XXV/38, dossier 387.

Travaux publics (Comité des). Rapports sur les maisons d'arrêt et de justice : D/III/368-370.

Tréguier (Côtes-du-Nord). Diocèse, état des religieuses, 1790 : D/XIX/9.

Tréhouart (Bernard-Thomas), suppléant d'Ille-et-Vilaine à la Convention admis à siéger, dossier du Comité des décrets : D/I§1/37.

Trésor royal, Trésor public. Bergeron, chargé de l'enregistrement des ordonnances et de la distribution des dépenses diverses, extraits de ses registres, exercices 1788 et 1789: D/X/1, dossier 8. Comptes de l'ordinaire du Trésor royal de 1771 à 1777 joint à une réclamation de Devalcourt, procureur des comptes de l'ordinaire du Trésor: D/XII/1. Secours accordés aux hôpitaux sur le Trésor public: D/XXVII

Trésorerie nationale. Assignats, procès-verbaux de versement par la direction du Timbre: D/I§1/8 à 17. Commissaires, correspondance avec l'Assemblée et le Comité des Finances : D/VI/1 ; avec les représentants en mission près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse: D/§3/41, dossier 384 ; mémoire, dossiers du Comité des finances : D/VI/17, dossier 179. commissaires et payeurs généraux du Trésor, mémoires, dossiers du Comité des finances: D/VI/57.Compte général des recettes et dépenses de la Trésorerie nationale de mai 1789 à août 1791 : D/VI/16, dossier 173. État de situation et service de la Trésorerie nationale: D/VI/1. États des recettes et des dépenses du Trésor public de 1789 à 1791: D/VI/14 à 17.

Trésorier payeur. Décès ou faillite des trésoriers payeurs et comptables, dossiers du Comité des finances: D/VI/5.

Trèves (Allemagne, Rhénanie-Palatinat), voir aussi : Diplomatie (Allemagne, Trèves). Électeur, mémoire sur la conservation des droits attachés à ses possessions en Lorraine, dossier du Comité des droits féodaux: D/XIV/13, dossier 91. Pays de, organisation administrative et judiciaire, suppression des dîmes, vente des biens nationaux, assignats, pétitions, dénonciations contre des représentants en mission, successions, révisions de jugements, dossiers du Comité de législation : D/III/309.

Trévey de Charmail ou Charnail de Trevay, détenu sur lettres de cachet, réclamation: D/V/2, dossier 25, 8, dossier 77.

Tribunal. Tribunaux, création et emplacement, demandes et mémoires de communes: D/IV *bis*/19 à 35 ; création des nouveaux tribunaux, dossiers du Comité de judicature: D/XVII/5, dossiers 59 et 60. Tribunaux, organisation, pétitions, dossiers du Comité de législation : D/III/379. États des tribunaux d'appel: D/IV/70 et 71. Tableaux du personnel des tribunaux « depuis la Révolution » : D/IV/72.

- Demandes de tribunaux d'arrondissement, ordre alphabétique des villes : D/XVII/1 à 2, dossier 20. **Paris**, tribunaux d'arrondissement, dossiers du Comité de législation: D/III/257 à 259.
- Tribunal de cassation, organisation, fonctionnement et procédures transcrites, dossiers du Comité de législation : D/III/383 à 389.
- Tribunaux de Belgique et du Nord de la France : D/§3/107 à 110.
- Tribunaux de commerce. Création, demandes de communes: D/IV *bis*/33 et 34 ; dossiers du Comité de judicature: D/XVII/5, dossier 73. Dossiers du Comité de constitution par départements : D/IV/14 à 69. Organisation de ces tribunaux dans les villes maritimes: D/XVI/3, dossier 27. **Paris**, dossiers du Comité de législation: D/III/260-261. **Yonne**, Saint-Fargeau, district, demande: D/XLII/12.
- Tribunaux correctionnels. **Paris**, dossiers du Comité de législation: D/III/266. **Yonne**, Saint-Fargeau, district, demande: D/XLII/12.
- Tribunaux criminels. Comptes-rendus au Comité de législation : D/III/325 à 328. **Meuse**, procédure contre Gossin, procureur syndic, et Ternaux, président du département, décrétés d'accusation pour leur administration: D/III/327. **Paris**, dossiers du Comité de législation: D/III/260 à 265 ; travaux d'établissement: D/VI/62.
- Tribunaux de districts. **Alpes-Maritimes**, tribunal du district de Menton à Monaco: D/III/13. **Gers**, Nogaro, emplacement, septembre 1791: D/IV/31. **Mont-Blanc**, Chambéry, procès-verbal d'installation : D/XLII/10. Département de **Paris**, Saint-Denis, création, demande: D/VI/62. **Var**, Draguignan, Dominicaines à lui affecter : D/XVIII/1, pièces 18-27.
- Tribunal révolutionnaire, accusateur public, correspondance avec les représentants en mission près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse: D/§3/110. Commission des Six de la Convention chargée de surveiller le Tribunal criminel extraordinaire, correspondance du Comité des décrets sur l'envoi et la promulgation des décrets: D/I§1/32. Personnel, organisation et fonctionnement, interprétation des lois, communications des membres et de l'accusateur public, réclamations, pétitions contre les sentences, demandes de cassation et de grâces dossiers du Comité de législation: D/III/267-268.
- Tribunal révolutionnaire, personnes traduites devant. Cambefort, de Saint-Domingue: D/XXV/56, dossier 555. Leborgne (Pierre-Joseph, exactement Claude-Pierre-Joseph Leborgne de Boigne), secrétaire adjoint à la commission civile de Saint-Domingue: D/XXV/56, dossier 551. Liégard (François), capitaine à la suite du 106e régiment à Saint-Domingue: D/XXV/56, dossier 552. Milcent-Créole (Claude-Michel-Louis Milcent, dit): D/XXV/56, dossier 554. Raymond (Julien), mûlatre de Saint-Domingue: D/XXV/56, dossiers 549 et 550. Roume-Saint-Laurent (Philippe-Rose Roume, dit),

commissaire à Saint-Domingue: D/XXV/56, dossier 555. Rouxel de Blanchelande (Jean-Philibert-Maurice), gouverneur général de Saint-Domingue, procès: D/XXV/46, dossier 438, à 47, dossier 444. Saint-Léger, commissaire à Saint-Domingue: D/XXV/56, dossier 555. Serve (Joseph), déporté de Saint-Domingue: D/XXV/56, dossier 553.

Tribunat (Assemblée). Comité des inspecteurs de la salle : D*/XXXV/G/1 et 2.

Tribunaux (Commission des administrations civiles, police et -), voir : Administrations civiles, police et tribunaux (Commission des).

TRIDOULAT (Louis-Gaspard), suppléant du Tarn à la Convention admis à siéger, dossier du Comité des décrets : D/I§1/38 ; dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/356-357.

Trinitaire (ordre religieux). Religieux, intention de sortir ou de rester dans leurs maisons, 1790 : D/XIX/13; suppression des ordres religieux, lettres et adresses: D/XIX/15.

Trirème, voir : Bateau (navire).

Troyes (Aube). Diocèse, état des religieuses, 1790 : D/XIX/5.

Tulle (Corrèze). Bailliage, actes de catholicité, rapport tendant à réformer l'arrêt du parlement de Paris du 14 juillet 1784: D/XIX/103. Diocèse, état des religieuses, 1790 : D/XIX/8. Manufacture d'armes, ouvriers, demande d'augmentation de salaires: D/XV/6, dossier 39. Ordre public, troubles, janvier 1790 et septembre 1791: D/XIV/2. Réclamation des autorités auprès du Comité des décrets sur l'envoi et la promulgation des décrets: D/I§1/33, dossier 253.

Turquie, voir : Diplomatie (Turquie).

TURREAU (Louis), conventionnel de l'Yonne, représentant près l'armée d'Italie, arrêtés sur les armements maritimes: D/XVI/1, dossier 5.

Tutoiement. Mémoire sur le tutoiement: D/IV/67.

U

Union chrétienne (ordre religieux de l'). Religieuses, intention de sortir ou de rester dans leurs maisons, 1790 : D/XIX/13.

Ursuline (ordre religieux). Religieuses, intention de sortir ou de rester dans leurs maisons, 1790 : D/XIX/13 ; suppression des ordres religieux, lettres et adresses: D/XIX/16. **Ariège**, Pamiers: D/XIX/17.

Uzerche (Corrèze). Réclamation des autorités auprès du Comité des décrets sur l'envoi et la promulgation des décrets: D/I§1/33, dossier 253.

Uzès (Gard). Diocèse, état des religieuses, 1790 : D/XIX/9.

V

Vabres (Aveyron). Cultes, ecclésiastiques, déclarations collectives de titres et de pensions: D/XIX/42.

Vaison [-*la-Romaine*] (Drôme puis Vaucluse). Diocèse, état des religieuses, 1790 : D/XIX/3.

Vaisselle. En métal précieux, voir : Bijou (argenterie).

VALCOURT (DE), voir : DEVALCOURT.

Valence (Drôme). Cultes, ecclésiastiques, déclarations collectives de titres et de pensions: D/XIX/42. Diocèse, état des religieuses, 1790 : D/XIX/9.

Valenciennes (Nord). Correspondance du Comité des décrets avec les autorités constituées sur l'envoi et la promulgation des décrets: D/I§1/33, dossier 252. District, tribunal, commissaire national, correspondance avec les représentants en mission près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse : D/§3/109, dossier 1054. Lettre d'un juge de la ville sur la tenue des registres d'état civil, décembre 1790: D/IV/46. Place militaire, commandant, correspondance adressée aux commissaires de la Législative près l'armée du Nord: D/XV/2, dossier 10.

Valognes (Manche). Cultes, ecclésiastiques, déclarations collectives de titres et de pensions: D/XIX/42.

VAN HAREN née BEAUMONT, d'Amsterdam, poésies en néerlandais sur l'assassinat de Roberjot (Claude), plénipotentiaire français au congrès de Rastatt: D/I§2/1.

Vandalisme: D/XXXVIII/5, dossier 72.

Vannes (Morbihan). Municipalité, adhésion au principe du partage égal des héritages nobles: D/XIV/7. Réclamation des autorités auprès du Comité des décrets sur l'envoi et la promulgation des décrets: D/I§1/33, dossier 253.

Vanves (Seine, auj. : Hauts-de-Seine). Acte de fédération des communes de Clamart, Issy, - et Vaugirard du 14 juillet 1790 : D/VI/45, dossier 676.

Var (département). Administration du département, des districts et municipalités, réunions et démembrements de communes, observations sur l'ordre judiciaire, tribunaux de commerce, constitution civile du clergé, fuite du Roi, départ de Mesdames tantes du Roi, adresses, dossiers du Comité de constitution : D/IV/66. Assemblée électorale, an IV, élection des députés, de l'administration et des juges, comptes-rendus : D/XLII/12. Biens nationaux, Draguignan, Dominicaines à affecter au district et à son tribunal : D/XVIII/1, pièces 18-27 ; Pierrefeu, prieuré Saint-Jean, inventaire des biens: D/XIX/30, dossier 484.

Circonscriptions administratives et judiciaires, circonscriptions des paroisses: D/IV *bis*/105 ; districts et cantons, création: D/IV *bis*/18; états des districts, cantons et municipalités, limites des départements, revendications de chefs-lieux, nomination de commissaires de police, de juges de paix et de notaires: D/IV *bis*/75 ; juges de paix, création, demandes de communes: D/IV *bis*/35; limites entre départements, réunions et distractions de communes, emplacement des tribunaux: D/IV *bis*/91 ; tribunaux, création et emplacement, demandes et mémoires de communes: D/IV *bis*/31; tribunaux de commerce, création, demandes de communes: D/IV *bis*/34. Comité des droits féodaux, adresses et correspondances du département : D/XIV/11 et 12. Comité de législation, correspondance avec les autorités locales et les particuliers sur l'organisation administrative et judiciaire : D/III/290 et 291. Comité de salut public, correspondance avec les autorités locales sur les nominations et destitutions : D/XLII/12. Correspondance de corps administratifs avec le Comité des pétitions sur le *Bulletin de la Convention*: D/XL/27. Cultes, Draguignan, district, état des religieux et religieuses: D/XIX/17 ; état des religieux assermentés et insermentés: D/XIX/22; évêchés, création ou maintien, lettres de municipalités : D/XIX/26, dossiers 399 et 400 ; Mazaugues, arrestation du curé: D/IV/66; pièces jointes aux feuilles de travail du Comité ecclésiastique: D/XIX/97 ; traitements et bâtiments, dossiers du Comité de l'ordinaire des finances de la Législative: D/VI/13. Département, organisation administrative, notification à l'Assemblée, 1790 : D/XIX/29. Députés et suppléants à la Convention, Cruves (Antoine), suppléant admis à siéger, dossier du Comité des décrets : D/I§1/38. Finances, correspondances du département, mémoires et réclamations de particuliers et de municipalités sur les finances, les assignats, les impositions locales, les demandes d'emprunts locaux, les ateliers de charité, dossiers du Comité des finances : D/VI/54. Frais de traitement de la justice et des directoires des districts et du département : D/IV *bis*/48. Guerre, correspondance d'autorités constituées et de particuliers adressée aux commissaires de la Législative près l'armée du Midi : D/XV/3, dossier 27. Justice, tribunaux d'appel, état: D/IV/71. Lettres, adresses et mémoires renvoyés par la Législative au Comité des pétitions: D/XL/4; à la commission de correspondance: D/XL/5; à la commission des Douze : D/XL/16; par la Convention au Comité des pétitions: D/XL/23. Notaires, placement: D/IV *bis*/92/A, 92/D. Ordre public, dossiers du Comité des rapports : D/XXIX/15 ; Grasse, gardes nationales, armement: D/IV/66 ; Toulon, troubles: D/XXIX *bis*/28, dossiers 283 et 284 , et D/XXIX *bis*/41 et 42. Population, tableaux, tenue, correspondance du Comité de division avec les districts : D/IV *bis*/42; tableaux par districts : D/IV *bis*/53. Prisons, détenus sur lettres de cachet: D/V/5, dossier 57. Représentants en mission, Cadroy (Paul), Chambon-La Tour (Jean-Michel), Despinassy (Antoine-Joseph-Marie), Niou (Joseph), Rouyer (Jean-Pascal): D/§1/40 et 41.

Vasseur (Louis-Jacques-Alexandre), suppléant de la Somme à la Convention admis à siéger, dossier du Comité des décrets : D/I§1/38.

Vaucluse (département). Annexion, Comité d'Avignon : D/XXIV. Assemblée électorale, an IV : D/XLII/12. Circonscriptions administratives et judiciaires, circonscriptions des paroisses: D/IV *bis*/105 ; pétition des citoyens des districts de Vaucluse , Orange et Apt (s.d.), délibération du peuple avignonnais (1791), procès-verbaux de l'assemblée électorale des districts de Vaucluse et de l'Ouvèze (1792), demandes et mémoires sur la réunion du Comtat Venaissin (1791-1792): D/IV *bis*/75 ; limites entre départements, réunions et distractions de communes, emplacement des tribunaux: D/IV *bis*/91. Comité des droits féodaux, adresses et correspondances du département : D/XIV/11 et 12. Comité de législation, correspondance avec les autorités locales et les particuliers sur l'organisation administrative et judiciaire : D/III/292 et 293. Comité de salut public, correspondance avec les autorités locales sur les nominations et destitutions : D/XLII/12. Correspondance de corps administratifs avec le Comité des pétitions sur le *Bulletin de la Convention*: D/XL/27. Députés suppléants à la Convention, dossier du Comité des décrets : D/I§1/38. Guerre, correspondance d'autorités constituées et de particuliers adressée aux commissaires de la Législative près l'armée du Midi : D/XV/3, dossier 27. Lettre renvoyée par la Législative au Comité des pétitions: D/XL/4; lettre renvoyée par la Convention au Comité des pétitions: D/XL/23. Population, tableaux, tenue, correspondance du Comité de division avec les districts : D/IV *bis*/42; tableau, district de Carpentras : D/IV *bis*/53. Représentants en mission, Maignet (Étienne-Christophe): D/§1/29 ; *idem*, dénonciation contre lui : D/III/354-355.

District de *Vaucluse* (Bouches-du-Rhône puis Vaucluse). Assemblée électorale des districts de l'Ouvèze et de (1792) : D/IV *bis*/75. Organisation par les commissaires des départements des Bouches-du-Rhône et de la Drôme : D/XXIV/2.

Vaugeois (Jean-François-Gabriel), suppléant de Paris à la Convention admis à siéger, dossier du Comité des décrets : D/I§1/37.

Vaugirard (Seine, auj. : commune de Paris et Hauts-de-Seine, commune d'Issy-les-Moulineaux). Acte de fédération des communes de Clamart, Issy, Vanves et - du 14 juillet 1790 : D/VI/45, dossier 676.

Veau de Launay (Pierre-Louis-Athanase), suppléant d'Indre-et-Loire à la Convention admis à siéger, dossier du Comité des décrets : D/I§1/37 ; dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/356-357.

Vénard (Henri-Étienne), suppléant de Seine-et-Oise à la Convention admis à siéger, dossier du Comité des décrets : D/I§1/38.

Vence (Var, auj. : Alpes-Maritimes). Diocèse, dossier du Comité ecclésiastique: D/XIX/24.

Vendée, vendéen, chouan. Commission des inspecteurs de la salle des Anciens, arrêté déposant aux Archives nationales diverses clefs et trois cachets saisis en Vendée: D/I§2/3. Lettre du ministre de l'Intérieur au Comité de salut public sur l'imprimé joint *Au peuple trompé de la Vendée*, frimaire an II: D/XLII/12. Lettre du président du Conseil exécutif provisoire au président du Comité de

salut public sur la situation militaire de la Vendée, août 1793: D/XLII/12. Reliquats du Comité de salut public : D/XLII/3. Sailland (Armand), volontaire au 3e bataillon de l'Orne blessé à la bataille de Machecoul, pension : D/XL/30, dossier 5. Troubles, dossiers du Comité de défense générale : D/XLV/1.

Vendée (département). Administration du département, des districts et municipalités, réunions et démembrements de communes, observations sur l'ordre judiciaire, tribunaux de commerce, constitution civile du clergé, fuite du Roi, départ de Mesdames tantes du Roi, adresses, dossiers du Comité de constitution : D/IV/67. Assemblées électorales, 1790-1791, état des citoyens actifs et des électeurs: D/IV *bis*/38 ; procès-verbaux et délibérations des directoires et municipalités: D/IV *bis*/36. Assemblées primaires et électorale, an IV, clôture : D/XLII/12. Circonscriptions administratives et judiciaires, circonscriptions des paroisses: D/IV *bis*/105 ; districts et cantons, création: D/IV *bis*/18; tableau de division du département en districts et cantons : D/IV *bis*/38; états des districts, cantons et municipalités, limites des départements, revendications de chefs-lieux, nomination de commissaires de police, de juges de paix et de notaires: D/IV *bis*/76 ; limites entre départements, réunions et distractions de communes, emplacement des tribunaux: D/IV *bis*/91 ; tribunaux, création et emplacement, demandes et mémoires de communes: D/IV *bis*/32. Comité des droits féodaux, adresses et correspondances du département : D/XIV/11 et 12. Comité de législation, correspondance avec les autorités locales et les particuliers sur l'organisation administrative et judiciaire : D/III/294. Comité de salut public, correspondance avec les autorités locales sur les nominations et destitutions : D/XLII/12. Contributions patriotiques: D/XXXIV/5, dossier 2 *bis*. Correspondance de corps administratifs avec le Comité des pétitions sur le *Bulletin de la Convention*: D/XL/27. Cultes, pièces jointes aux feuilles de travail du Comité ecclésiastique: D/XIX/97. Département, organisation administrative, notification à l'Assemblée, 1790 : D/XIX/29. Députés suppléants à la Convention, dossier du Comité des décrets : D/I§1/38. Finances, correspondances du département, mémoires et réclamations de particuliers et de municipalités sur les finances, les assignats, les impositions locales, les demandes d'emprunts locaux, les ateliers de charité, dossiers du Comité des finances : D/VI/54; lettres et délibérations des corps administratifs renvoyées par l'Assemblée au Comité des finances: D/VI/63; montant des fermages et loyers des biens nationaux perçus et disponibles au 1er janvier 1791 et montant probable des traitements et pensions à la même époque, dossiers du Comité ecclésiastique: D/XIX/19. Frais de traitement de la justice et des directoires des districts et du département : D/IV *bis*/48. Justice, tribunaux d'appel, état: D/IV/71. Lettre de Montaigu renvoyée par la Législative au Comité des pétitions: D/XL/4; lettres renvoyées à la commission de correspondance: D/XL/5; à la commission des Douze : D/XL/16. Ordre public, dossiers du Comité des rapports : D/XXIX/15. Population, tableaux, tenue, correspondance du Comité de division avec les districts : D/IV *bis*/42; tableaux par districts : D/IV *bis*/53. Représentant en mission, Lequinio, correspondance, arrêtés et dénonciation contre lui : D/III/353.

Vendôme (Loir-et-Cher). Gourdet, prêtre insermenté, et Richaudet, huissier, affaire, dossier du Comité de législation : D/III/123, dossier 16.

Vent (*îles sous le*), voir : Saint-Domingue.

Verdollin (Jacques), constituant, député des Basses-Alpes à la Convention décédé, dossier du Comité des décrets : D/I§1/36.

Verdun (Meuse). Cultes, ecclésiastiques, déclarations collectives de titres et de pensions: D/XIX/42. Diocèse, dossier du Comité ecclésiastique: D/XIX/24 ; état des religieuses, 1790 : D/XIX/9.

Vergnes, détenu sur lettres de cachet, réclamation: D/V/3, dossier 37.

Verlac, détenu sur lettres de cachet, réclamation : D/V/4, dossier 46.

Verneuil, commissaire des assemblées coloniales, papiers : D/XXV/68, dossier 686, à 69, dossier 691.

Verneuil [*-sur-Avre*] (Eure). Ordre public, troubles contre les impôts, 1790 : D/VI/8, dossier 77.

Vernier (F.), employé dans les bureaux du Comité des assignats et monnaies: D/VIII/3, dossier 9.

Vernier (Joseph), déporté de la Guadeloupe: D/XXV/126.

Versailles (Seine-et-Oise, auj. : Yvelines). Assainissement, pompes antiméphitiques pour la vidange des fosses d'aisance de Paris et - (entreprise des): D/XI/2, dossier 11. District, administrateurs, lettre au Comité de salut public sur les subsistances pour les ouvriers de l'atelier de sellerie: D/XLII/12. Domaine, Ancien Régime, pensions: D/X/1, dossier 11. Réclamation des autorités auprès du Comité des décrets sur l'envoi et la promulgation des décrets: D/I§1/33, dossier 253.

Versoix (Suisse, canton de Genève, alors : Ain). Lettres écrites de, dossier du Comité des rapports : D/XXIX/85.

Vervins (Aisne). District, secours publics : D/§3/91.

Vétérans. Mémoires et projets renvoyés au Comité de la Guerre: D/XV/4, dossier 36.

Vétérinaire (école), voir : École.

Vézelay (Yonne). Troubles, 1790: D/IV/12, dossier 193.

Viala, détenu aux îles Sainte-Marguerite (Var) sur lettres de cachet, réclamation: D/V/3, dossier 28.

Viager. Pensions viagères de la commune de Paris: D/XXVII.

Viande. Pour l'armée du Nord: D/§3/96, dossiers 931 à 933.

Vianne (Lot-et-Garonne). Cultes, ecclésiastiques, déclarations collectives de titres et de pensions: D/XIX/42.

Vic-le-Comte (Puy-de-Dôme). Couvent, détenus sur lettres de cachet, état : D/V/4, dossier 52.

Victorin (ordre religieux). État général des religieux, 1790: D/XIX/12; suppression des ordres religieux, lettres et adresses: D/XIX/15.

VIDAL (Jean), suppléant des Basses-Pyrénées à la Convention admis à siéger, dossier du Comité des décrets : D/I§1/38.

Vienne (département). Administration du département, des districts et municipalités, réunions et démembrements de communes, observations sur l'ordre judiciaire, tribunaux de commerce, constitution civile du clergé, fuite du Roi, départ de Mesdames tantes du Roi, adresses, dossiers du Comité de constitution : D/IV/67. Biens nationaux, Poitiers, jardin des plantes à conserver: D/IV/67. Circonscriptions administratives et judiciaires, districts et cantons, création: D/IV *bis*/18; états des districts, cantons et municipalités, limites des départements, revendications de chefs-lieux, nomination de commissaires de police, de juges de paix et de notaires: D/IV *bis*/76 ; juges de paix, création, demandes de communes: D/IV *bis*/35; limites entre départements, réunions et distractions de communes, emplacement des tribunaux: D/IV *bis*/91 ; tribunaux, création et emplacement, demandes et mémoires de communes: D/IV *bis*/32. ; tribunaux de commerce, création, demandes de communes: D/IV *bis*/34. Comité des droits féodaux, adresses et correspondances du département : D/XIV/11 et 12. Comité de législation, correspondance avec les autorités locales et les particuliers sur l'organisation administrative et judiciaire : D/III/295 à 297. Comité de salut public, correspondance avec les autorités locales sur les nominations et destitutions : D/XLII/12. Contributions patriotiques: D/XXXIV/5, dossier 2 *bis*. Correspondance de corps administratifs avec le Comité des pétitions sur le *Bulletin de la Convention*: D/XL/27. Cultes, pensions, prestations de serment et suppressions de paroisses, réclamations, pétitions d'administrations et de particuliers: D/XIX/45. Département, organisation administrative, notification à l'Assemblée, 1790 : D/XIX/29. Députés suppléants à la Convention, dossier du Comité des décrets : D/I§1/38. Finances, correspondances du département, mémoires et réclamations de particuliers et de municipalités sur les finances, les assignats, les impositions locales, les demandes d'emprunts locaux, les ateliers de charité, dossiers du Comité des finances : D/VI/54 et 55; lettre du receveur du distric de Poitiers renvoyée par l'Assemblée au Comité des finances: D/VI/63; montant des fermages et loyers des biens nationaux perçus et disponibles au 1er janvier 1791 et montant probable des traitements et pensions à la même époque, dossiers du Comité ecclésiastique: D/XIX/19. Frais de traitement de la justice et des directoires des districts et du département : D/IV *bis*/48. Justice, tribunaux d'appel, état: D/IV/71. Lettre renvoyée par la Législative au Comité des pétitions: D/XL/4 ; lettres renvoyées à la commission de correspondance: D/XL/5; par la Convention au Comité des pétitions: D/XL/23. Notaires, placement: D/IV *bis*/92/D. Ordre public, dossiers du Comité des rapports : D/XXIX/15 ; Loudun, troubles contre les impôts, 1790 : D/VI/8, dossier 77. Population, tableaux, tenue, correspondance du Comité de division avec les districts : D/IV *bis*/42.

Vienne (Isère). Diocèse, état des religieuses, 1790 : D/XIX/9.

Haute-Vienne (département). Administration du département, des districts et municipalités, réunions et démembrements de communes, observations sur l'ordre judiciaire, tribunaux de commerce, constitution civile du clergé, fuite du Roi, départ de Mesdames tantes du Roi, adresses, dossiers du Comité de constitution : D/IV/68 ; conseil général, procès-verbaux du 15 juillet au 15 septembre 1792 renvoyés par la Législative à la commission des Douze : D/XL/16 ; de septembre à novembre 1792 renvoyés par la Convention au Comité des pétitions: D/XL/23. Assemblées électorales, 1790-1791, état des citoyens actifs et des électeurs: D/IV *bis*/38. Assemblée électorale, an IV, procès-verbaux d'installation de l'administration centrale et de nomination de commissaires provisoires du Directoire : D/XLII/12. Circonscriptions administratives et judiciaires, circonscriptions des paroisses: D/IV *bis*/105 ; districts et cantons, création: D/IV *bis*/18; tableau de division du département en districts et cantons : D/IV *bis*/38; états des districts, cantons et municipalités, limites des départements, revendications de chefs-lieux, nomination de commissaires de police, de juges de paix et de notaires: D/IV *bis*/76 ; juges de paix, création, demandes de communes: D/IV *bis*/35; limites entre départements, réunions et distractions de communes, emplacement des tribunaux: D/IV *bis*/91 ; tribunaux, création et emplacement, demandes et mémoires de communes: D/IV *bis*/32; tribunaux de commerce, création, demandes de communes: D/IV *bis*/34. Comité des droits féodaux, adresses et correspondances du département : D/XIV/11 et 12. Comité de législation, correspondance avec les autorités locales et les particuliers sur l'organisation administrative et judiciaire : D/III/298 à 300. Comité de salut public, correspondance avec les autorités locales sur les nominations et destitutions : D/XLII/12. Contributions patriotiques: D/XXXIV/5, dossier 2 *bis*. Correspondance de corps administratifs avec le Comité des pétitions sur le *Bulletin de la Convention*: D/XL/27. Cultes, état des religieux assermentés et insermentés: D/XIX/22. pensions, prestations de serment et suppressions de paroisses, réclamations, pétitions d'administrations et de particuliers: D/XIX/45; pièces jointes aux feuilles de travail du Comité ecclésiastique: D/XIX/97. Département, organisation administrative, notification à l'Assemblée, 1790 : D/XIX/29. Députés et suppléants à la Convention, Lesterpt (Jacques) aîné, suppléant admis à siéger, dossier du Comité des décrets : D/I§1/38. Dons patriotiques, commune de Limoges: D/XXXIV/7, dossier 12 e. Finances, correspondances du département, mémoires et réclamations de particuliers et de municipalités sur les finances, les assignats, les impositions locales, les demandes d'emprunts locaux, les ateliers de charité, dossiers du Comité des finances : D/VI/55; lettres et délibérations des corps administratifs renvoyées par l'Assemblée au Comité des finances: D/VI/63; montant

des fermages et loyers des biens nationaux perçus et disponibles au 1er janvier 1791 et montant probable des traitements et pensions à la même époque, dossiers du Comité ecclésiastique: D/XIX/19. Frais de traitement de la justice et des directoires des districts et du département : D/IV *bis*/48. Justice, tribunaux d'appel, état: D/IV/71. Lettres, adresses et mémoires renvoyés par la Législative au Comité des pétitions: D/XL/4; à la commission de correspondance: D/XL/5; par la Convention au Comité des pétitions: D/XL/23. Notaires, placement: D/IV *bis*/92/D. Ordre public, dénonciation du nombre croissant de personnes quittant le département pour émigrer, dossier du Comité des rapports : D/XXIX/15. Population, tableaux, tenue, correspondance du Comité de division avec les districts : D/IV *bis*/42. Prisons, détenus sur lettres de cachet: D/V/5, dossier 57.

Vieux (Tarn). Cultes, ecclésiastiques, déclarations collectives de titres et de pensions: D/XIX/42.

La Vigilante, felouque française, Oletta (Jean-Marie), capitaine corse commandant, pension à sa veuve : D/XL/30, dossier 5.

Villaret-Joyeuse (Louis-Thomas), contre-amiral, flotte, journal de croisière: D/XLII/3, dossier 6.

Villatte (Jean-Louis), général, se déclarant chef de la révolte de Saint-Domingue de l'an IV : D/XXV/45, dossier 425.

Villefranche [*-d'Allier*] (Allier). Cultes, ecclésiastiques, déclarations collectives de titres et de pensions: D/XIX/42.

Villefranche [*-sur-Saône*] (Rhône). Don patriotique pour la descente en Angleterre de l'an VI : D/XXXIV/8, dossier 18.

Villeneuve-au-Chemin (Aube). Municipalité, demande de maintien des trois études de notaires du canton d'Auxon: D/XIV/2.

Vilvorde (Belgique, Brabant) Approvisionnements, recensement des grains: D/§3/44, dossier 420. Hôpital, directeur, correspondance avec les représentants en mission près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse: D/§3/91. Hôpital militaire: D/§3/92.

Vincent, directeur des fortifications de Saint-Domingue: D/XXV/50, dossier 485.

Vincent (Pierre-Charles-Victor), conventionnel de la Seine-Inférieure, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/356-357.

Vinezac (Ardèche). Habitant, Tardieu (l'abbé de), lettre à la Constituante sur les abus ayant causé les excès commis dans les campagnes, dossier du Comité des droits féodaux: D/XIV/1.

Vingt-quatre (commission des – de la Convention), voir : Convention.

Vingtième, voir : Contributions d'Ancien Régime.

Visitandine (sœurs, ordre religieux). Suppression des ordres religieux, lettres et adresses: D/XIX/16.
- Couvents, voir : La Flèche.

Vitry-le-François (Marne). Collège, recteur, adresse à l'Assemblée, dossiers du Comité ecclésiastique: D/XIX/103. Cultes, ecclésiastiques, déclarations collectives de titres et de pensions: D/XIX/42.

Vivarais (province). Notes et mémoire adressées au Comité des droits féodaux : D/XIV/13, dossier 92. Testaments: D/XXIX/13.

Viviers (Ardèche). Diocèse, état des religieuses, 1790 : D/XIX/9.

Vivres (militaires), voir : Approvisionnement.

Voiron (Isère). Société populaire, mémoire sur les moyens d'administrer avec économie les grains et légumes: D/XLI/1, dossier 3.

Voissette, suppléant (?) du Bas-Rhin à la Convention, dossier du Comité des décrets : D/I§1/38.

Voiture de place, voir : Postes et messageries.

Vol, détournement.
- Par des militaires. Mutrecy, garde magasin des fourrages à Malines prévenu de vol : D/III/313.

Volontaire. Adresses de volontaires sur le Dix-Août: D/XL/5, dossier 84. Lettres, adresses et mémoires renvoyés par la Législative au Comité des pétitions: D/XL/4, dossier 84 ; à la commission des Douze : D/XL/17; par la Convention au Comité des pétitions: D/XL/24. Fédérés des 83 départements séjournant à Paris, lettres, adresses et mémoires renvoyés par la Législative à la commission des Douze : D/XL/17. Sailland (Armand), volontaire au 3e bataillon de l'Orne blessé à la bataille de Machecoul, pension : D/XL/30, dossier 5.

Voltaire (François-Marie Arouet dit), statue, projet: D/IV/51.

Vosges (département). Administration du département, des districts et municipalités, réunions et démembrements de communes, observations sur l'ordre judiciaire, tribunaux de commerce, constitution civile du clergé, fuite du Roi, départ de Mesdames tantes du Roi, adresses, dossiers du Comité de constitution : D/IV/68. Armée, lettres d'autorités constituées à la Législative renvoyées au Comité de la Guerre: D/XV/4, dossier 35. Assemblées électorales, 1790-1791, état des citoyens actifs et des électeurs: D/IV *bis*/38. Circonscriptions administratives et judiciaires, circonscriptions des paroisses: D/IV *bis*/105 ; districts et cantons, création: D/IV *bis*/18; tableau de division du département en districts et cantons : D/IV *bis*/38 ; états des districts, cantons et municipalités, limites des départements, revendications de chefs-lieux, nomination de commissaires de police, de juges de paix et de notaires: D/IV *bis*/76 ; juges de paix, création, demandes de communes: D/IV *bis*/35; listes des administrations du département et de districts et

nomenclatures de municipalités et de maisons religieuses envoyées par le département au Comité ecclésiastique : D/XIX/45 ; Passavant (Haute-Saône), commune revendiquée par le département: D/IV/58; tribunaux, création et emplacement, demandes et mémoires de communes: D/IV *bis*/32. Comité des droits féodaux, adresses et correspondances du département : D/XIV/11 et 12. Comité de législation, correspondance avec les autorités locales et les particuliers sur l'organisation administrative et judiciaire : D/III/301 à 303/B. Comité de salut public, correspondance avec les autorités locales sur les nominations et destitutions : D/XLII/12. Contributions patriotiques: D/XXXIV/5, dossier 2 *bis*. Correspondance de corps administratifs avec le Comité des pétitions sur le *Bulletin de la Convention*: D/XL/27. Cultes, état des religieux assermentés et insermentés: D/XIX/22; pièces jointes aux feuilles de travail du Comité ecclésiastique: D/XIX/97; transfert de vases sacrés et linges d'autels d'églises supprimées aux églises conservées : D/XIX/103. Département, organisation administrative, notification à l'Assemblée, 1790 : D/XIX/28 et 29. Députés et suppléants à la Convention, Cherrier (Jean-Claude), suppléant admis à siéger, et Martin, suppléant (?), dossier du Comité des décrets : D/I§1/38; suppléants, correspondance du Comité des décrets avec le département : D/I§1/39, dossier 279. Finances, correspondances du département, mémoires et réclamations de particuliers et de municipalités sur les finances, les assignats, les impositions locales, les demandes d'emprunts locaux, les ateliers de charité, dossiers du Comité des finances : D/VI/54 ; demandes de secours pour insuffisance de fonds ou à la suite de sinistres, pièces jointes au rapport de Lacoste-Montlauzier, député du Lot à la Législative: D/VI/19; lettres et délibérations des corps administratifs renvoyées par l'Assemblée au Comité des finances: D/VI/63; montant des fermages et loyers des biens nationaux perçus et disponibles au 1er janvier 1791 et montant probable des traitements et pensions à la même époque, dossiers du Comité ecclésiastique: D/XIX/19. Frais de traitement de la justice et des directoires des districts et du département : D/IV *bis*/48. Justice, tribunaux d'appel, état: D/IV/71. Lettre renvoyée par la Législative au Comité des pétitions: D/XL/4; lettre renvoyée à la commission de correspondance: D/XL/5; lettre renvoyée à la commission des Douze : D/XL/16; lettre renvoyée par la Convention au Comité des pétitions: D/XL/23. Notaires, placement: D/IV *bis*/92/D. Ordre public, dossiers du Comité des rapports : D/XXIX/15. Population, tableaux, tenue, correspondance du Comité de division avec les districts : D/IV *bis*/42; tableaux par districts : D/IV *bis*/53. Représentants en mission, Bailly (Edme-Louis-Barthélemy) : D/§1/8 et 9.

VOULLAND (Jean-Henri), conventionnel du Gard, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/356-357.

W à Z

WERNBERG, détenu sur lettres de cachet, réclamation : D/V/3, dossier 39.

WESEMBERT, négociant suédois, adresse sur la prise du vaisseau suédois *le Neptune*, capitaine J. Cammerat, par *l'Alceste*: D/XVI/3, dossier 26.

Wespelaar (Belgique, Brabant, auj. : commune de Haacht). Réquisitions pour l'armée du Nord, pétition: D/§3/97, dossier 936.

WEYMERANGEN, banquier, affaire en liquidation d'actions de la Compagnie des Indes: D/XI/1, dossier 2.

Wissembourg (Bas-Rhin). Cultes, ecclésiastiques, déclarations collectives de titres et de pensions: D/XIX/42.

WOLFF, détenu sur lettres de cachet, réclamation : D/V/4, dossier 44.

Wurtemberg (Duché de, Allemagne), voir aussi : Diplomatie (Allemagne, Wurtemberg). Imprimé et observations pour la maison de Wurtemberg sur les décrets de l'assemblée du mois d'août 1789: D/XIV/9 ; mémoire sur la conservation des droits attachés à ses possessions, dossier du Comité des droits féodaux: D/XIV/13, dossier 91.

Yonne (département). Administration du département, des districts et municipalités, réunions et démembrements de communes, observations sur l'ordre judiciaire, tribunaux de commerce, constitution civile du clergé, fuite du Roi, départ de Mesdames tantes du Roi, adresses, dossiers du Comité de constitution : D/IV/69. Armée, lettres d'autorités constituées à la Législative renvoyées au Comité de la Guerre: D/XV/4, dossier 35. Assemblées électorales, 1790-1791, procès-verbaux et délibérations des directoires et municipalités: D/IV *bis*/36. Circonscriptions administratives et judiciaires, circonscriptions des paroisses: D/IV *bis*/105 ; paroisse de Chablis: D/IV *bis*/106 ; districts et cantons, création: D/IV *bis*/18; états des districts, cantons et municipalités, limites des départements, revendications de chefs-lieux, nomination de commissaires de police, de juges de paix et de notaires: D/IV *bis*/76 ; juges de paix, création, demandes de communes: D/IV *bis*/35; limites entre départements, réunions et distractions de communes, emplacement des tribunaux: D/IV *bis*/91 ; tribunaux, création et emplacement, demandes et mémoires de communes: D/IV *bis*/32; tribunaux de commerce, création, demandes de communes: D/IV *bis*/34. Comité des droits féodaux, adresses et correspondances du département : D/XIV/11 et 12. Comité de législation, correspondance avec les autorités locales et les particuliers sur l'organisation administrative et judiciaire : D/III/304 à 308. Comité de salut public, correspondance avec les autorités locales sur les nominations et destitutions : D/XLII/12. Contributions patriotiques: D/XXXIV/5, dossier 2 *bis*. Correspondance de corps administratifs avec le Comité des pétitions sur le *Bulletin de la Convention*: D/XL/27. Cultes, curé demandant l'adoption de la langue française pour le culte: D/IV/69; évêchés, création ou maintien, lettres de municipalités : D/XIX/26, dossiers 399 et 400 ; pièces jointes aux feuilles de travail du Comité ecclésiastique: D/XIX/98;

transfert de vases sacrés et linges d'autels d'églises supprimées aux églises conservées : D/XIX/103; troubles causés par les prêtres réfractaires, 1791: D/XIX/22, dossier 365. Département, organisation administrative, notification à l'Assemblée, 1790 : D/XIX/29. Députés et suppléants à la Convention, Boilleau (Jacques), député décrété d'accusation, dossier du Comité des décrets : D/I§1/38. Fédéralisme, affaire de Tonnerre et copies de procès-verbaux du conseil général de l'Yonne: D/XLII/4, dossier 10. Finances, correspondances du département, mémoires et réclamations de particuliers et de municipalités sur les finances, les assignats, les impositions locales, les demandes d'emprunts locaux, les ateliers de charité, dossiers du Comité des finances : D/VI/55 ; demandes de secours pour insuffisance de fonds ou à la suite de sinistres, pièces jointes au rapport de Lacoste-Montlauzier, député du Lot à la Législative: D/VI/19; lettres et délibérations des corps administratifs renvoyées par l'Assemblée au Comité des finances: D/VI/63. Frais de traitement de la justice et des directoires des districts et du département : D/IV *bis*/48. Justice, tribunaux d'appel, état: D/IV/71. Lettre renvoyée par la Législative au Comité des pétitions: D/XL/4; lettres, adresses et mémoires renvoyés à la commission de correspondance: D/XL/5; à la commission des Douze : D/XL/16; lettre renvoyée par la Convention au Comité des pétitions: D/XL/23. Monnaies et assignats, adresses : D/VIII/2, dossier 3. Notaires, placement: D/IV *bis*/92/A, 92/D. Ordre public, dossiers du Comité des rapports : D/XXIX/15 ; Vézelay, troubles, 1790: D/IV/12, dossier 193. Population, tableaux, tenue, correspondance du Comité de division avec les districts : D/IV *bis*/42; tableaux par districts : D/IV *bis*/53. Prisons, détenus sur lettres de cachet: D/V/5, dossier 56 ; Tanlay, couvent, détenus sur lettres de cachet: D/V/3, dossier 39, 4, dossier 44. Saint-Fargeau, district, tribunal correctionnel et tribunal de commerce, demande: D/XLII/12.

Ypres (Belgique, Flandres-Occidentales). Commission militaire, correspondance avec les représentants en mission près les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse: D/§3/109, dossiers 1060 à 1065. Hôpital militaire, état des mouvements: D/§3/92. Mont-de-piété, inventaire: D/§3/93. Réquisitions pour l'armée du Nord, pétition: D/§3/97, dossier 936.

YSABEAU (Claude-Alexandre), conventionnel d'Indre-et-Loire, dénonciation contre lui, dossier du Comité de législation : D/III/356-357.

Yvetot (Seine-Inférieure). Bernardines, rente Lecourt sur : D/XI/1, dossier 1.